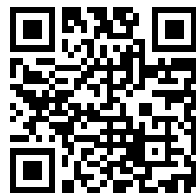

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

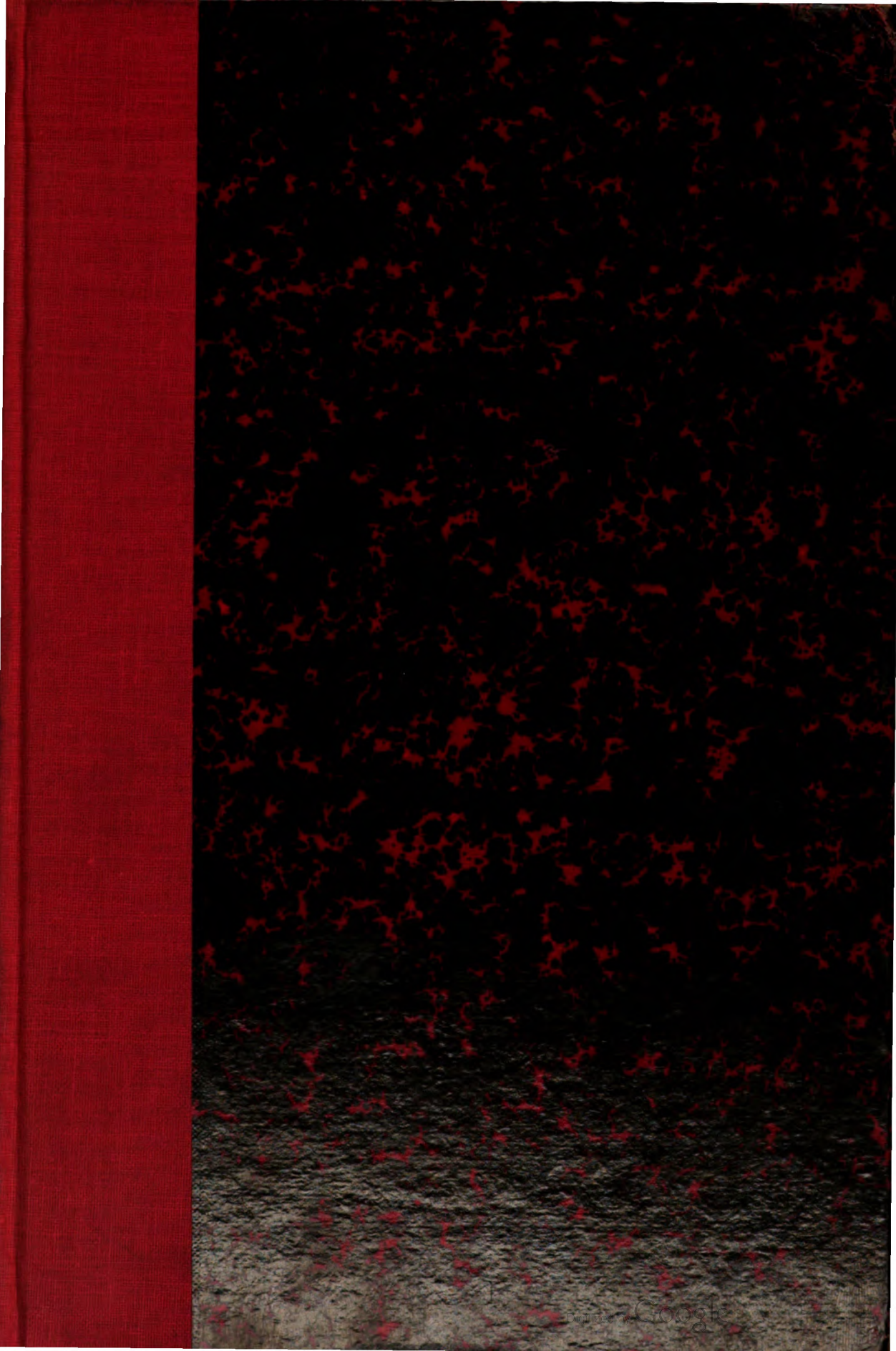
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





22

BULLETIN
DE
LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES HISTORIQUES
DE
LA SAINTONGE ET DE L'AUNIS

ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

1907

BUREAU

Président : Le baron ANÉDÉE OUDET, rue des Ballets, 27, à Saintes.

Vice-présidents : Le comte PIERRE DE CROZE-LEMECIER, au château du Ramet, par Saintes.

CH. DANGIBEAUD, 14, rue des Ballets, Saintes.

Secrétaire : MAURICE BURES, docteur en droit, avocat à Saintes, rue Cuvillier.

Trésorier : BERTHILLOT, ancien notaire, rue de l'Aire, 17, Saintes.

Trésorier-adjoint : M. FERDINAN, directeur de l'Agence du Crédit Lyonnais, à Saintes.

COMITÉ DE PUBLICATION

GABRIEL AUDIAT, professeur à Paris, rue César-Franck, 9.

MACHET DE LA MARTINIÈRE, archiviste du département de la Charente, Angoulême.

GEORGES MUSSET, I. , archiviste-paléographe, avocat, bibliothécaire de la ville, rue Gargoulleau, 32, à La Rochelle.

JULES PELLISSON, A. , juge au tribunal civil, boulevard des Arènes, 27, à Périgueux.

Dr CHARLES VIGEN, aux Galards, près Montlieu.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

AUGUSTE BITEAU, , A. , maître principal de 1^{re} classe des constructions navales en retraite, conseiller municipal, rue du Perat, 50, à Saintes.

FERDINAND BABINOT, premier adjoint au maire, avocat, suppléant du juge de paix, place des Cordeliers, 7, à Saintes.

EDMOND BOILEVIN, négociant, grande rue, 23, à Saintes.

JULES GUILLET, négociant, conseiller général, rue de La Roche, 12, à Saintes.

ABEL MESTREAU, négociant, rue du port des Frères, 24, à Saintes.

Le siège de la société des *Archives* est à Saintes, cours National, 99.

La société publie tous les deux mois un *Bulletin, Revue de Saintonge et d'Aunis*, qui forme au bout d'un an un volume d'environ 500 pages.

Le prix de l'abonnement annuel à la *Revue-Bulletin* est de 10 francs ; 11 fr. 50 pour l'étranger ; un numéro, 2 fr. 50. Elle est adressée gratuitement aux membres de la société qui paient par an une cotisation de 13 francs.

RÈGLEMENT. — ARTICLE II. La société se compose : 1^o de membres fondateurs qui versent, une fois pour toutes, une somme de 500 francs... 2^o de membres qui paient une cotisation annuelle de 13 francs ; 3^o de membres perpétuels qui rachètent leur cotisation moyennant une somme de 150 francs...

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

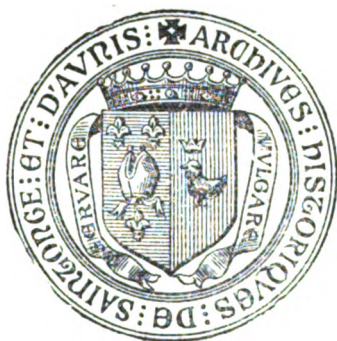
DES

ARCHIVES HISTORIQUES

REVUE

DE LA SAINTONGE ET DE L'AUNIS

XXVIII



SAINTES

LIBRAIRIE J. PREVOST

15, COURS NATIONAL

1908

DC 611
S325R4
v.28

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU N° DE FÉVRIER 1908

AVIS ET NOUVELLES : Convocation à l'assemblée générale ; Admission ; Subvention pour réparations ; Population du département ; Tableau de Bragny classé ; Inscription à La Rochelle.

NOTES D'ÉTAT-CIVIL. — *Décès* : Demelle, M^{me} Voyé, W. Poirault, général Moreau, R. Hennessy. E. de Bonsonge. — *Mariage* : Drouineau-Clais.

VARIÉTÉS : *L'impôt sur le revenu à Rochefort-sur-Mer*, par M. l'abbé Lemonnier ; *Deux prêtres de l'ancien diocèse de Saintes pendant la Révolution*, par M. A. Laverny ; *La municipalité de Saint-Saturnin de Séchaud* (fin).

LIVRES ET REVUES : *Bulletin du protestantisme* ; *Revue des Etudes anciennes*, l'autel de Saintes, les cravates-foulards ; *Recueil de la Commission* ; le tableau de Th. Chasseriau ; *Revue des poètes* : la fée de Châtelailon.

AVIS ET NOUVELLES

Le Bureau s'est réuni le 18 décembre pour règlement d'affaires intérieures.

Ont été admis :

M. Guérin, juge de paix à Saintes, présenté par MM. Guillaud et Dangibeaud ;

M. le commandant Léon Tercinier, propriétaire à Gadeville, présenté par MM. Paul Tercinier et Ch. Dangibeaud.

L'assemblée générale des membres de la Société est fixée au 15 février courant, et se réunira au siège de la Société, 99, cours National, au second étage, à cinq heures du soir. IL NE SERA PAS ADRESSÉ D'AUTRE AVIS.

Ordre du jour :

Renouvellement du Bureau ;

Compte rendu du trésorier ;

Revue, Tome XXVIII, 1^{re} livraison. — Février 1908.

1

Discussion de l'adhésion aux statuts de l'Union historique et archéologique du Sud-Ouest (1).

Le tome XXXVII des *Archives*, contenant les lettres de Samuel Robert va être mis en distribution.

Une subvention de 10.711 francs est accordée à la restauration de l'église de Talmont-sur-Gironde (novembre 1907).

Un devis de 6.729 francs a été approuvé pour réparations intérieures et extérieures à l'église de Pérignac.

Un crédit de 6.819 francs est accordé pour la restauration du clocher de Jazennes.

Le conseil municipal de La Rochelle a voté 1.300 francs pour l'aménagement d'une salle de la bibliothèque municipale en vue de l'installation des archives antérieures à la Révolution.

Heureux bibliothécaire qui obtient de l'argent de son conseil municipal pour la bibliothèque !

Population de la Charente-Inférieure, dénombrement de 1906 : 453.793 habitants.

Mariages, 3.411 ; divorces, 114.

Naissances, enfants légitimes (enfants nés vivants) : garçons, 4.083 ; filles, 3.814. — Enfants illégitimes : garçons, 205 ; filles, 204. — Enfants mort-nés, 380.

Décès : hommes, 4.688 ; femmes, 4.254.

(1) Les deux Sociétés savantes de Bordeaux ont pris l'initiative de créer une association entre les Sociétés de la région du sud-ouest de la France qui s'occupent d'histoire et d'archéologie.

Elle aurait pour but « de resserrer les liens de bonne confraternité entre les membres de Sociétés unies et de leur permettre de se prêter au besoin une aide mutuelle dans leurs recherches.

« En ce qui concerne les Sociétés unies, de les mettre à même de recourir à l'appui de l'Union pour étendre dans leur circonscription le champ de culture de l'histoire et de l'archéologie régionales et aussi pour soutenir, auprès de qui de droit, leurs desiderata et leurs requêtes relatifs à la consécration des souvenirs glorieux de la région et la conservation de ses monuments historiques et à la commémoration de ses hommes marquants ».

Les statuts prévoient l'organisation d'un Congrès annuel et le versement d'une cotisation.

Par décret en date du 18 novembre 1907, une portion du territoire de la commune du Mung est rattachée à celle de Crazannes. (*Officiel* du 10 décembre).

—

Le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts a classé, par arrêté du 27 décembre 1907, comme monument historique, le tableau de Bragny de l'église de Nieuil-les-Saintes.

Un classement était-il bien nécessaire pour défendre cette œuvre contre les voleurs ou les marchands? Ne se serait-elle pas défendue toute seule?

Bragny et Th. Chassériaux protégés par le même moyen? N'y a-t-il pas matière à réflexion?

En tous cas, si le classement du *Saint-Martin* de Nieul est justifié — il doit l'être — celui du *Saint-Symphorien* du même peintre, daté de 1641, en rien inférieur au précédent, s'impose (1) voire son *Assomption*, datée de 1676, malgré tous ses défauts, dans la même église. J'ajouterai que nos monuments religieux de campagne renferment des tableaux tout aussi intéressants à classer, ne serait-ce que l'Otto Venius de Migron.

Notre confrère M. L. Massiou a relevé dans les cartons du ministère de la guerre l'inscription suivante trouvée, en 1822, par de Verdon en réparant les fondations du gros éperon attenant à la face sud-est du Fort des Dames, à La Rochelle.

Elle n'existe pas au musée de La Rochelle.

LUDOVICO XV° FELICITER REGNANTE
HAEC MOLES AD RESTAURATIONEM PORTUS RUPELLENSIS
PRAEVIE CONSTRUCTA FUIT
IN QUA PRIMUM POSUIT LAPIDEM
NOBILISSIMI VIRI DD CAROLI CASIMIRI DE LA MOTTE THIBERGEAU
EQUITIS, ARCHITECTURAE MILITARI IN HAC PROVINCIA PRAEPOSITI
CONJUX DD MARIA THERESIA JULIA DE MENOU
ANNO DOMINI M. D. CCXXXII DIE VERO MENSIS JULII 14.

(1) Cf. *Bulletin*, IV, p. 311 ; *Recueil*, VII, p. 159.

NOTES D'ÉTAT CIVIL

DÉCÈS

Le 7 décembre 1907 est décédé à Saintes, M. Edmond-Alexandre Demelle, sous-ingénieur des ponts et chaussées, officier d'académie, ancien conseiller municipal de Saintes. Il était né au Gua, arrondissement de Marennes, en 1851. L'inhumation a eu lieu à Jonzac.

Voir *Le Peuple* du 12 décembre.

Le 15 décembre 1907 est décédée à Saint-Jean d'Angély, M^{me} Hermance-Marie-Louise Matard, épouse de M. Eugène Voyé, colonel en retraite.

Le mardi 7 janvier 1908, a été enterré à Saintes, au cimetière Saint-Pallais, M. Willie Poirault, avoué à Bazas, décédé le 4, âgé de 43 ans.

Il était fils de M. Poirault, pharmacien à Saintes. Il laisse un fils.

Le 9 janvier 1908 est décédé à La Rochelle, le général Augustin-Théodore Moreau, commandeur de la Légion d'honneur, âgé de 72 ans.

Le 11 janvier 1908 est décédé à Paris, M. Robert Hennessy, âgé de 61 ans, fils de M. Frédéric Hennessy. L'enterrement a eu lieu à Cognac le 16 janvier.

Le 13 janvier 1908 est décédé à Saint-Savinien, M. Ernest-Martin de Bonsonge, âgé de 77 ans, chevalier de la Légion d'honneur, ancien officier. On l'appelait couramment M. de Bonsonge de La Tenaille.

Il avait épousé M^{me} de La Règle, dont il eut trois filles.
Il a été enterré à Saintes.

MARIAGES

Le 8 janvier 1908, a été béni à Saint-Jean d'Angély, le mariage de M. Marcel Drouineau, inspecteur des finances, né à La Rochelle, le 16 janvier 1875, fils de Gaston Drouineau, inspecteur général des services administratifs au ministère de l'Intérieur, et de Isabelle Jérôme, avec M^{lle} Elise Clais, fille de M. Clais, notaire à Saint-Jean d'Angély, et de M^{me}, née Grivaud.

La bénédiction nuptiale a été donnée par Mgr du Vauroux, évêque d'Agen, parent de la mariée.

VARIÉTÉS

L'IMPOT SUR LE REVENU A ROCHEFORT-SUR-MER (1)

(1790-1793).

Le 7 septembre 1789, Necker, contrôleur général des finances, proposait à l'Assemblée Nationale la contribution patriotique.

Fixée au quart du revenu net de toute charge, elle devait être basée sur la simple déclaration du contribuable, et payée par tiers en trois années.

Il était entendu, que cette taxe extraordinaire ne pourrait jamais être appliquée de nouveau, et qu'elle n'était qu'une avance, qui serait remboursée, quand l'état des finances le permettrait.

Dans la séance du 29 septembre, l'assemblée adoptait les nombreux articles qui réglementaient le nouvel emprunt.

Il était dit : Article II. Cette contribution, extraordinaire et momentanée, devant être égale et proportionnelle, afin que chacun soit disposé à s'y soumettre, elle a été réglée au quart du revenu, déduction faite des charges foncières, impositions, intérêts par billets ou obligations, ou rentes constituées, auxquelles chacun est assujéti ; et de plus, à 2 ½ % de l'argenterie ou des bijoux d'or ou d'argent dont on sera possesseur, et à 2 ½ % de l'or et de l'argent monnayé que l'on garde en réserve.

(1) C'est aux travaux et à la bienveillance de M. le docteur Ardouin, que je dois d'avoir pu achever ces recherches.

Article III. Il ne sera fait aucune recherche, ni aucune inquisition, pour découvrir, si chacun a fourni une contribution conforme aux proportions indiquées; il ne sera même imposé aucun serment.

Article IX. Chaque municipalité devra avoir un registre, et un rôle devra être dressé des diverses sommes à recevoir des particuliers.

Les archives municipales de Rochefort possèdent ce registre. Il contient 138 feuillets; il a été signé, le 5 décembre 1789, par les membres du comité et de la municipalité, MM. Buor, Chambellan, Niou, Dupont, de Langardière, Levallois, Perrain, Bessière et Faurès. Une liasse des réclamations accompagne ce registre.

C'est à ces documents que nous allons demander de nous renseigner. Ce sera un sondage rétrospectif.

Rochefort comptait 13.090 habitants (1). La liste des citoyens actifs, dressée le 9 avril 1790, contient 728 noms. Il fallait, pour obtenir cette qualité : 1° être né français; 2° être âgé de 25 ans; 3° être domicilié depuis un an dans l'arrondissement; 4° payer un impôt équivalent à trois journées de travail, soit 4 livres 10 deniers. Les domestiques étaient exclus.

La troisième condition manquait à beaucoup de ces hommes appelés pour les constructions navales. L'exclusion des domestiques permit de rayer de la liste électorale, les personnes soupçonnées de n'être pas acquises aux idées nouvelles. C'est ainsi que les sept vicaires de la paroisse Saint-Louis furent parmi les exclus, et adressèrent vainement leurs protestations à la municipalité.

D'après la profession qui leur est attribuée, les citoyens actifs se partageaient ainsi :

Artisans, ouvriers et matres	248	Laboureurs.	51
Bourgeois	19	Magistrats, avocats	39
Ecclésiastiques	4	Marchands	124
Fonctionnaires civils de la marine (ingénieurs, médecins, etc.)	206	Négociants	18
		Retraités	19
		Total	728

(1) La population fixe et productive était, d'après le recensement de 1791, de 13.090 habitants, ainsi répartis : 3.591 intra muros, 2.643 au faubourg, 856 dans les villages situés hors de l'octroi.

Les ouvriers de levée, les marins étrangers, les troupes de la garnison et de la marine, les forçats ajoutaient environ 3.500 hommes.

C'est autour de ce groupe de fonctionnaires, de petits commerçants et patrons, de ces quelques négociants, que s'agitait une population instable et très mêlée. C'est dans ce milieu que nous allons étudier l'application de la contribution du quart du revenu.

Les formules de déclaration imposées par le décret du 29 septembre étaient :

« Je déclare avec vérité que telle somme de..., dont je contribuerai aux besoins de l'Etat, est conforme aux fixations établies par le décret de l'Assemblée Nationale. »

Ou bien, si cela est :

« Je déclare, etc... que cette contribution excède la proportion déterminée par le décret de l'Assemblée Nationale. »

Quatre-vingt-trois déclarants employèrent cette dernière formule.

La première déclaration est datée du 7 décembre 1789, elle est signée Le Moyné, commissaire des ports et arsenaux, qui déclare 1.500 livres pour le quart de son revenu. La dernière déclaration porte la date du 12 novembre 1791, elle a pour auteur Arnoult, fournisseur de la marine, il inscrit 75 livres.

Les premières difficultés naquirent de l'obscurité du texte de la loi. Dans le décret du 29 décembre, les appointements des fonctionnaires et les pensions de retraite n'avaient point été désignés comme devant entrer dans la somme totale du revenu. En vertu de ce principe, qu'en matière d'impôt ce qui n'est pas exigé par la loi n'est pas dû, les officiers et fonctionnaires s'abstinrent de déclarer le quart de leurs appointements. Ils suivaient l'exemple des grands chefs : l'intendant Charlot de La Grandville, les chefs d'escadre de Cacqueray, de Cherizey, le commissaire général de Bellefontaine, etc., etc.

Le 6 octobre, une proclamation du roi annonça que les appointements devaient être compris dans la déclaration, et que seule la solde des troupes était exempte.

La discussion et les oppositions continuèrent. La paye d'un officier de marine devait-elle être assimilée à des appointements ou à une solde ?

Le 14 janvier 1790, parut la proclamation suivante : « Plusieurs citoyens ont différé jusqu'à présent de faire leurs déclarations pour la contribution patriotique, à cause de l'incertitude qu'apportaient à leur détermination les interprétations données

à quelques dispositions du décret du 6 octobre dernier. En conséquence, le roi a ordonné ce qui suit :

« Article I. Chaque citoyen doit réunir, dans l'évaluation de son revenu, les appointements et traitements militaires, les appointements ou traitements des places ou emplois, les pensions de quelque nature qu'elles soient. »

Les appointements, traitements et pensions n'étaient pas régulièrement payés. L'officier et le fonctionnaire attendaient pendant des mois que le trésor eût des ressources. Pour compter dans sa déclaration le quart de ses appointements, il fallait avoir la certitude de les recevoir.

C'est alors que le registre contient des déclarations telles que les suivantes : Le vicomte du Fleuret, major de vaisseau de la 8^e escadre : « Je déclare 476 livres 9 sous 2 deniers, à condition que cette somme me sera parvenue par le paiement exact de mes appointements. » D'Orvilliers déclare 938 livres 5 sous et ajoute : « Quand mes appointements me seront comptés. » Le chevalier de Villevieille, capitaine de vaisseau, déclare 785 livres et ajoute : « Sauf l'exactitude des paiements du trésor public et l'augmentation ou la diminution que peuvent éprouver les dits appointements. » La déclaration de Dauzel de Rouvroy, colonel d'artillerie de marine, nous indique ce qu'étaient les revenus des terres ; il inscrit 1.360 livres 3 deniers, et il ajoute : « Pour obéir à la nouvelle promulgation et pourvu que ma solde et ma pension me soient payées, car pour mes propriétés, je n'ai été payé qu'en incendies ! »

On devine ce que sont les protestations des officiers sans fortune. Ricard François, ancien capitaine, déclare 24 livres, et ajoute : « J'ai une pension de retraite de 750 livres qui, depuis deux ans, ne m'a pas été payée ; j'ai été, pour vivre, obligé d'emprunter ! »

Il y a des revenus très aléatoires ; l'agriculteur, le commerçant, les professions libérales ne peuvent fixer un an à l'avance leurs revenus. « Je paierai, dit M. de Voutron, quand dix-huit années, qui me sont dues par les tailles, me seront payées. » Rondeau, notaire royal, fait suivre de ces mots sa déclaration : « A prendre sur mes honoraires de l'acte de vente de l'hôtel de Tréville. »

En somme, le contribuable dit à l'Etat : « Si vous voulez être payé, payez-moi et faites-moi payer ! »

Il était dit à l'article III de la loi : « Il ne sera fait aucune

recherche, ni inquisition, pour découvrir si chacun a fourni une contribution conforme aux proportions indiquées, il ne sera même imposé aucun serment. »

Dans bien des cas, la déclaration seule était un commencement d'inquisition. L'officier supérieur, le propriétaire qui se sentaient suspects à la foule, étaient amenés à donner les raisons du chiffre de leur contribution, et à révéler leur situation de fortune.

Le chevalier Frédéric de Chavagnac, major de vaisseau, écrit : « Je soussigné, déclare avoir 2.000 livres d'appointements, sur lesquels la capitation de 4 deniers par livre et autres frais déduits, restent net 1.906 livres ; j'ai en outre de biens patrimoniaux 804 livres, sur lesquels, pour réparations de bâtiments, métairies, je supporte 60 livres.

Sur cet avoir, je fais 300 livres de rente à de pauvres parents ; aussi sur 804 livres, il faut déduire 360 livres, restent net 444 livres, sur lesquelles il faut encore déduire la taille, quand je saurai ce que j'aurai à payer. En conséquence de l'exposé ci-dessus, le quart de mon revenu net a été aux environs de 580 livres, que je m'engage à payer en trois termes, conformément aux décrets de l'assemblée nationale. »

Louis Rigault de Vaudreuil, commandant de la marine, établit ainsi le quart de son revenu : « 1.080 livres pour ses rentes, 1.688 livres pour ses appointements, 250 livres pour sa vaisselle d'argent. »

Les contribuables mettaient peu d'empressement à venir faire leurs déclarations. Le 27 mars 1790, l'assemblée décréta « que les citoyens, jouissant du droit de vote, et qui possédaient plus de 400 livres de revenu net, n'assisteraient aux assemblées primaires, que s'ils présentaient une preuve officielle de leur déclaration. »

Le petit nombre des citoyens actifs inscrits sur le registre municipal nous montre le peu de résultat de ce décret.

Le 8 août 1790, il en paraissait un autre : « Le conseil général de la commune devait vérifier les déclarations. Dans le cas, où les contribuables auraient négligé de les faire, le conseil de la commune était chargé d'y suppléer par une taxe d'office, faite en son âme et conscience ; il était tenu de donner sommairement le motif des augmentations qu'il prononçait. »

Tout citoyen qui ne se présenterait pas dans la quinzaine du

jour de l'avertissement, pour opposer ses moyens de défense, était censé avoir accepté la nouvelle cotisation !

En dehors des officiers de marine, il n'y eut que quatorze contribuables taxés par la municipalité, ce furent M^{me} veuve Mac-Nemara, taxée sur ses biens d'Amérique, « dont elle ne peut, dit-elle, retirer aucun revenu »; M^{me} Artin de Voutron, dont la contribution est portée de 271 livres 16 sous à 1.200 livres ; quelques petits commerçants, un médecin, un notaire et le curé du faubourg ! tous gens suspects et taillables à merci !

Voici la protestation de l'un d'eux, Letourneux père : « Vous m'avez annoncé que, de l'avis de votre conseil, vous avez porté ma contribution patriotique à la somme de 240 livres, au lieu de 120 que j'avais faite. Personne ne connaît mes affaires comme moi-même, et, sans vous les détailler, quoi qu'en disent les décrets à cet égard, je persiste à vous affirmer, avec vérité, que les 120 livres, pour lesquelles j'ai souscrit, est tout ce que je dois.

« Un mot seulement sur ma campagne du Breuil; elle m'a coûté 5.000 livres. Les rentes à payer sont considérables, je suis arriéré avec MM. Fourré et Ramon de sept à huit ans, ce qui fait à peu près sept à huit cents livres. Je jouis d'une petite ferme qui me coûte 750 livres ; depuis trois ans, le produit de mon bien et celui de ma femme ne paie pas cette dernière. J'ai lieu d'espérer, messieurs, que vous voudrez bien admettre ma déclaration. »

L'impôt sur le revenu ne peut pas être sincèrement et complètement établi, parce que le revenu des particuliers, se composant de mille éléments divers, ne peut être évalué que d'une manière très imparfaite, et cette imperfection est une grosse iniquité. Le contribuable, qui seul connaît l'étendue véritable de ses revenus, trouvera toujours des moyens de les dissimuler. Cet impôt est le plus susceptible de privilège ou d'injustice ; on est chargé ou déchargé selon que l'on appartient, ou non, au parti politique triomphant.

Les listes ci-dessous indiqueront la marche des déclarations et confirmeront ce qui a été dit.

1789, décembre, 190 déclarations (elles ont lieu surtout dans les dix derniers jours).

1790, janvier, 26 ; février, 289 (ce nombre est motivé par la proclamation du 14 janvier) ; mars, 59 ; avril, 45 ; mai, 102 ; juin, 7 ; juillet, 2 ; août, 268 (le 23 août, la municipalité taxa 211

officiers de marine) ; septembre, 19 ; octobre, 1 ; novembre, 0 ; décembre, 0.

1791, janvier, 0 ; février, 0 ; mars, 0 ; avril, 0 ; mai, 0 ; juin, 0 ; juillet, 16 ; août, 6 ; septembre, 1 ; octobre, 5 ; novembre, 2.

Les 211 officiers de marine taxés par le conseil général de la commune étaient :

15 capitaines de vaisseau, 8 majors de vaisseau, 29 lieutenants de vaisseau de 1^{re} classe, 50 lieutenants de vaisseau de 2^e classe, 19 sous-lieutenants de vaisseau de 1^{re} classe, 26 sous-lieutenants de vaisseau de 2^e classe, 30 élèves de marine, 23 maîtres divers, 2 chirurgiens, 6 commis de marine, 1 sous-lieutenant de compagnie, 1 patron de chaloupe, 2 gardiens de vaisseau (1).

Vainement, les administrateurs du département adressaient des lettres de reproches à la municipalité de Rochefort, sur les retards qu'éprouvait le recouvrement de la contribution patriotique. Vainement, la municipalité faisait-elle annoncer : « que trois jours étaient donnés aux retardataires, et que, ce délai passé, une liste serait faite de ceux qui n'auraient pas payé, et qu'elle serait affichée le quatrième jour ! »

Les contribuables ne versaient pas, les fonctionnaires seuls ne pouvaient échapper à la saisie d'une partie de leurs appointements, ils n'étaient payés que sur le vu de la quittance de leurs diverses contributions.

Le nombre des contribuables fut de 974. Etudiés par catégories, ils se classent ainsi :

Artisans, 110 ; bourgeois, 15 ; commerçants, 88 ; cultivateurs, 3 ; enfants mineurs, 2 ; femmes, 65 ; magistrats et avocats, 22 ; négociants, 6 ; officiers et fonctionnaires, 603 ; de professions libérales, 10 ; sans profession désignée, 50.

La comparaison entre la liste des contribuables et celle des citoyens actifs établit que 390 de ces derniers prirent part à la contribution du quart du revenu ; or, 206 fonctionnaires civils de la marine étaient inscrits au nombre des électeurs ; le chiffre des contribuables non salariés par l'Etat n'atteignit donc pas 200 !

(1) Voici le chiffre de la taxe des officiers ci-dessus, soit le quart de leurs appointements : capitaines de vaisseau à 747 livres et à 485 livres ; majors de vaisseau à 476 ; lieutenants de vaisseau de 1^{re} classe à 392, à 379, à 319 ; lieutenants de 2^e classe à 261, à 257, à 251 ; sous-lieutenants de 1^{re} classe à 238 ; sous-lieutenants de 2^e classe à 190 ; élèves de marine à 122 ; maîtres divers taxés de 201 à 129 livres ; gardiens de vaisseau à 131 livres.

L'article XIV du décret du 29 septembre était ainsi conçu :
 « Les ouvriers et journaliers sans propriété ne seront obligés à aucune contribution, mais on ne pourra cependant rejeter l'ofrande libre et volontaire d'aucun citoyen. »

J'ai compté quarante-neuf dons volontaires ; ils sont, à quelques exceptions près, de une livre à six livres. Parmi ces généreux patriotes se trouvent quelques femmes, dont une déclare : « que, n'ayant pas, aux termes de l'ordonnance décrétée, 400 livres de revenu, et voulant contribuer au bien de l'Etat, elle fait don d'une paire de boucles de souliers, une dito de jarrettière et une de col. » Je ne verrai pas là le denier de la veuve, je serai plutôt tenté d'y trouver ce sentiment, qui fait donner un écu, pour faire payer 1.000 livres à l'aristocrate envié.

Quelles furent les sommes déclarées et versées ?

Quelles étaient, au commencement de la révolution, les grandes fortunes de Rochefort ?

Sur une population de 13.090 habitants, 974 prirent part à la contribution du quart.

Leur classement donne les chiffres suivants :

Déclarations de 100 liv. et au-dessous, accusant un revenu de	400 liv.	217
— 200	800	290
— 300	1300	194
— 400	1600	86
— 500	2000	55
— 600	2400	24
— 700	2800	11
— 800	3200	27
— 900	3600	16
— 1000	4000	12
Au-dessus de 1000	accusant un revenu au-dessus de 4000	42

Noms des 42 citoyens les plus riches, avec le quart de leur revenu déclaré et signé par eux-mêmes :

La Guarigue de Savigny	1.017 livres
De Boussard Nicolas, trésorier de la marine	1.050
Chevillard cadet, sous-directeur des constructions navales	1.165
Mac-Nemara, veuve	1.200
Madame de Voutron	1.200
Orcean, procureur du roi	1.200
Dorville, commandant de la ville de Rochefort	1.204
Colomb, directeur des constructions navales	1.290
Le Dall Tromellin, capitaine de vaisseau, directeur du port	1.300
Dauzel de Rouvroys, colonel d'artillerie	1.360
Le chevalier de Maurville	1.430
De Saint-Laurent, directeur	1.497

Parent, directeur de la régie royale	1.500
Du Péron, capitaine de vaisseau.	1.521
Desfarges, brigadier inspecteur des classes	1.553
Guiton, prévôt de la marine	1.592
De Germonière, contrôleur de la marine.	1.700
Busson, veuve	1.800
De Froger l'Éguille	1.800
Fourré, négociant	1.850
Le chevalier de Bracq, capitaine de vaisseau	1.900
Le vicomte de Desson, lieutenant de vaisseau	1.929
Andrieu, trésorier, ancien commissaire de la marine	1.936
De Cacqueray, chef d'escadre	2.183
Hèbre François, négociant	2.200
Le Gardeur de Tilly, capitaine de vaisseau	2.372
Turpin de Joubé, directeur des élèves de la marine	2.381
Turpin de Joubé, officier retiré	2.400
De Froger, capitaine de vaisseau	2.760
Mac-Carthy Martaigne, major général de la marine	3.000
Pelletreau Guillaume-Simon, négociant	3.000
Pelletreau Jean-François, négociant	3.000
De Vaudreuil, commandant de la marine	3.018
Buor de La Charolière, capitaine de vaissau	3.133
Hèbre Saint-Clément	3.150
Les deux enfants mineurs Brétineau, de Saint-Seurin	3.500
De La Cary, lieutenant-général des armées navales	3.530
De Bellefontaine, commissaire-général, ordonnateur de la marine.	3.600
De Cherizey, chef d'escadre	3.779
Pelletreau François, négociant	5.000
Pelletreau Jean-André, négociant	6.000
Charlot de La Grandville, intendant	7.252

On ne trouve dans cette liste que six citoyens actifs : MM. Fourré, Hèbre François et les quatre Pelletreau. Tous sont négociants. Les autres noms ci-dessus appartiennent à l'état-major de la marine.

La somme totale des déclarations s'éleva à 332.423 livres 13 sous 6 deniers.

Cette somme fut-elle réellement versée à l'Etat ?

Le *Moniteur* du 12 janvier 1791, t. XXII, p. 155 et seq., publie les résultats de la contribution patriotique. Les départements contenaient alors 44.828 municipalités ; au 31 décembre 1790, 31.374 n'avaient rien envoyé. Toutes les municipalités de la Charente-Inférieure étaient de ce nombre.

Le montant de la contribution patriotique du département était, pour les trois termes, de 1.698.821 livres, 19 sous, 11 deniers. Les sommes rentrées au 1^{er} octobre 1791, s'élevaient à

566.273 livres, 19 sous, 11 deniers. Dans la séance du conseil général, le 16 novembre 1791, le rapporteur disait : « Nous devons vous avouer que le produit de cette imposition ne répondra pas aux soumissions. En effet, parmi les soumissionnaires *volontaires*, les uns ont éprouvé des pertes réelles, d'autres des diminutions de revenu ou suppressions de pension ou traitement; plusieurs, taxés d'office se sont pourvus contre la rigueur des taxes. »

Le 16 frimaire an II (6 décembre 1793), le procès-verbal du conseil général, réuni à Saintes, porte : « le recensement de cette contribution a fait des progrès sensibles, sur 607.195 livres, 1 sou, 11 deniers, qui étaient dus au mois de novembre 1792, il a été recouvré depuis : 451.200 livres, 10 sous, 1 denier, en sorte qu'il reste à percevoir 155.914 livres, 11 sous, 6 deniers.

« Il est vrai, que d'après la loi, ce dernier terme de la contribution patriotique aurait dû être acquitté au 1^{er} avril 1792, mais si vous faites attention que *le bouleversement, qu'ont éprouvé dans leur fortune un grand nombre d'habitants de ce département*, par les défaites des colonies, où ils avaient leurs possessions ou leurs fonds placés, a mis le directoire dans le cas d'accorder des délais aux uns, des remises ou des décharges aux autres, vous trouverez sans doute que le recouvrement est aussi avancé qu'il pouvait l'être par l'effet des circonstances » (1).

A la fin de cette étude, nous constaterons davantage les bouleversements survenus dans les fortunes.

Les archives municipales, à la date du 12 pluviôse an V (31 janvier 1797), énoncent sous ce titre : Contributions en retard ne pouvant être payées, soit parce que les contribuables ont émigré, soit parce qu'ils sont morts ou sont dans l'impossibilité :

Contribution patriotique de 1790. 49.792 l. 19 s. 10 d.

Contributions mobilières de 1791. 30.100 l. 11 s. 6 d.

Contributions mobilières de 1792. 19.876 l. 15 s. 3 d.

qui sont passées en non-valeur, attendu l'impossibilité du recouvrement.

A Rochefort, d'après nos renseignements, la contribution patriotique fut une opération financière manquée. Les charges

(1) Extrait des *Procès-verbaux du Conseil général du département*, conservés à la bibliothèque de Saintes, et communiqués par M. Ch. Dangibeaud.

tombèrent presque entièrement sur les officiers de marine, qui furent bientôt contraints de s'éloigner du port. Leur départ causa une grande diminution de la fortune publique. Les lois révolutionnaires amenèrent un bouleversement plus considérable.

La révolution envoya aux hôtels de la monnaie les cloches (1) et les objets d'or ou d'argent des églises, elle vendit l'immense propriété ecclésiastique et les biens d'un grand nombre d'émigrés. Il est utile de citer quelques documents, parmi tant d'autres, conservés à la bibliothèque de la ville de Rochefort ; ils nous laisseront entrevoir à quel pillage la France fut livrée.

12 janvier 1792. Etat des objets d'argenterie dorée expédiés le 1^{er} janvier 1792, par le directoire du district de La Rochelle, à Mule, directeur des monnaies de Paris, conformément à la loi du 27 mars 1791. Lesdits objets provenant des maisons religieuses supprimées dans plusieurs districts.

Un étui contenant un grand ostensor, 114 coupes de calices, quelques-unes avec une partie de leur pied, 1 pied de calice séparé de sa coupe, 2 grands chandeliers, 6 ostensoirs entiers, 4 calices entiers, 2 ciboires entiers, la masse d'un bâton de chantre, 32 coupes de ciboire, dont une avec son couvercle, 2 custodes, 17 morceaux de ciboires ou custodes, une partie supérieure d'un ostensor, un christ, 1 bassin et 2 burettes, 1 saint-François, 4 paix, 3 gloires de croix, 3 morceaux d'ostensor, 16 morceaux, tant de croix que de bâtons de chantre, plusieurs autres petites pièces détachées, 3 pieds de calice ou custode.

Poids total : 341 marcs 7 onces 3 grains.

Qui pourra jamais évaluer le nombre et le prix des objets précieux qui disparurent ?

Après les vases sacrés, ce furent l'argenterie et les bijoux des aristocrates. Ici encore je ne citerai qu'un seul document.

(1) Le 18 décembre 1791, 14 cloches provenant des églises et chapelles supprimées du district de Marennes, furent envoyées à l'Hôtel de la Monnaie, à La Rochelle.

Le 23 et le 31 octobre, le 17 et le 18 décembre 1792, les objets précieux des églises du même district furent également expédiés à La Rochelle. La bibliothèque possède un état des objets pris à l'église Notre-Dame de Poitiers.

Un état du procès-verbal de pesée et de fonte des objets d'argent et d'or provenant tant de diverses églises supprimées ou non supprimées, que de diverses maisons d'émigrés, dressé à la Monnaie de La Rochelle par les commissaires du secrétaire de la dite ville, en date du 4 juin 1793, donne : 2.369 marcs, 6 onces, 21 deniers, soit, pour une seule fois, 600 kilos de métaux précieux !!!

Enumération des bijoux et effets d'or et d'argent appartenant à la république, déposés dans la caisse du receveur des douanes nationales, au bureau de Rochefort, tant par le ci-devant district que par l'administration municipale, et expédiés aujourd'hui (12 fructidor an V) par le receveur :

Une bague à coulant, en or, montée de 5 brillants ; une bague, aussi en or, montée avec un cristal bleu, et entourée de petits diamants ; une bague, montée à l'anglaise, ayant une améthiste avec 28 diamants ; une bague dite d'agate, avec une mouche sculptée ; quatre bagues à tête de caillou de diverses couleurs ; une bague à coulant, montée en mauvaise pierre ; un corps de bague, sans tête et sans boucle ; une chaîne à trois branches, ayant médaillon et cinq breloques ; deux montres, l'une moyenne, l'autre très petite, toutes deux en or ; treize croix de Saint-Louis, tant grandes que petites ; deux cachets en or ; une paire de mauvais bracelets en argent, à pierre de verre ; huit boucles d'oreilles aussi d'argent ; une tête de cachet et quatre petits morceaux d'argent ; un médaillon aussi d'argent, pour baudriers, ayant une ancre en or au milieu et un cercle à cadre en or et argent ; un morceau d'argent plié en feuille, un écu de six livres plié et battu ; un cachet en argent ; une petite fleur de lys en argent, montée de treize diamants tant rose que pierre ; une boucle d'oreille montée en pierre d'esdras ; un croissant et deux petites fleurs de lys de composition en petits grenats ; seize chatons en vermeil de pierre de composition ; deux chatons garnis de pierres fausses dites doublet ; une montre en or et sa chaîne aussi en or ; deux cuillers à ragout en argent ; sept fourchettes en argent ; huit cuillers en argent ; deux paires de boucles de souliers ; une paire d'éperons en argent ; une tabatière d'argent ou de cuivre doré ; une bague sans pierre et une clef de montre en cuivre doré (1).

On croirait lire la plainte d'un bijoutier dévalisé.

La propriété foncière fit partie du pillage. Il fut vendu dans l'arrondissement de Rochefort 1.136 hectares de biens ecclésiastiques.

(1) Une liste des objets d'argent, dressée par le bureau de Saint-Savinien, nous indique l'argenterie considérable saisie chez feu Mme de Lizardais, veuve Voutron, mère d'émigré. (Manuscrit de la bibliothèque de Rochefort).

Le 6 juin 1791, M. de Voutron, major de la marine, avait acheté pour 17.300 francs la maison et les terres du prieuré de Champdolent. La Révolution le ruina et l'enferma à Brouage.

Quant aux biens des émigrés, je ne citerai que le premier supplément à l'état du district de Rochefort, dressé le 21 juillet 1792.

Le lecteur pourra juger des changements déjà produits dans la fortune des habitants, et dont l'emprunt forcé nous donnera une connaissance plus complète.

A Rochefort.

Rohan-Soubise : trois journaux de pré.

Froger aîné : une maison, rue des Fonderies, n° 464.

Turpin : une maison, rue des Fonderies, n° 481.

Grelier : une maison, rue des Fonderies, n° 520.

Les demoiselles Guyonnet : deux maisons, rue des Fonderies, n° 544, 547.

Beaumont, chef de division : une maison, rue Mirabeau (1), n° 1243.

Bidet de Fumelière : une maison, rue Mirabeau, n° 1248.

Raimond, lieutenant de vaisseau : la métairie de Boiscartreau.

La dame Green de Saint-Marsault : la Grande cabane, la cabane de la Brûlée, de la Tisselle, de Rocquet.

Béreau du Péroux : une maison, rue Mirabeau, n° 1261.

Bidet de Beauvais : une maison, rue Mirabeau, n° 1263.

Bidet de Maurville : une maison, rue des Petites Allées (2), n° 1274.

Traversay : deux maisons, rue des Vermandois, n° 880, 885.

La Tournerie : une maison, rue Saint-Pierre (3), n° 355.

Froger-l'Eguille : deux maisons, rue Royale (4), n° 1146, 1147.

Taffanel : une maison, rue Saint-Louis (5), n° 982.

A Moragne.

Bidet de Maurville: le château de Moragne et ses dépendances, les métairies du Poteau, de la Gardinière, de Bouineau.

Salberg des Forges : rentes et terrages, plus 41 journaux de terres labourables.

(1) Rue Audry-de-Puyravault.

(2) Rue Amiral-Courbet.

(3) Rue Chanzy.

(4) Rue de l'Arsenal.

(5) Rue Grimault.

A Loiré.

Bidet de Maurville : la métairie d'Angle : maison, grange, servitudes, 19 journaux de pré, 57 journaux trois quarts de terres labourables.

A Saint-Pierre de Surgères.

Joseph Lapeyrière : 263 journaux de terres labourables, 25 journaux de vignes, 3 journaux de pré, le moulin des Ances et ce qui en dépend ; les métairies des Ances et de Tourneaux ; 18 journaux de terres labourables, 60 journaux et demi de pré, 22 journaux et demi de marais, 3 journaux d'ouches, 2 journaux et demi de vergnée, 13 journaux de vignes, 5 journaux de bois, 4 à 5 journaux en jardin avec bâtiments.

A Saint-Mard.

Raulin : le domaine de Boisseuil, consistant en 14 journaux de terres labourables, 4 journaux de vignes, 8 journaux de bois, 15 journaux en bâtiments et avenues ; le terrage dépendant de cette ci-devant seigneurie.

A Ciré.

Les héritiers du sieur Culant : un domaine consistant en 14 journaux de terres labourables, 9 journaux de pré, une métairie joignant le ci-devant château, 4 quartiers de vignes, 25 journaux de prés rouchins, la métairie de Marcon, le four banal, quelques droits et rentes.

Rochefoucault : biens fonds, rentes estimées 1.200 livres, 6 journaux un quart de pré en trois pièces.

Au Breuil-la-Réorte.

Laurentie : biens fonds et rentes estimées 800 livres.

Louveau : biens fonds estimés 33 livres.

A Saint-Saturnin-du-Bois.

Rochefoucault : le domaine d'Azuré, consistant en 117 journaux de bois, 78 journaux de terres labourables, 28 journaux de terres, 600 livres tant en argent que blé et poules. La métairie de Bourlot, consistant en 115 journaux de terres et 20 journaux de pré ; la métairie de Bongraine, consistant en 30 journaux de terres, 16 journaux de pré ; la métairie de Bois-Hardy, consistant en 40 journaux de terres, 29 journaux de pré ; la métairie

de Combuissou, consistant en 30 journaux de terres, 7 journaux de pré ; la métairie de Clavernières, consistant en 130 journaux de terres, 6 journaux de pré ; la métairie de la Jaumelière, consistant en 50 journaux de terres, 3 journaux de pré ; le moulin à vent d'Azuré, avec 3 journaux de terres, 20 boisseaux de froment, 72 livres d'argent ; deux métairies, contenant 586 journaux de possession, plusieurs droits ci-devant féodaux.

Monroy : les moulins à eau et à vent de Crochet.

A Charente.

Rochechouart : la cabane des Tourettes, les droits de terrages et rentes sur environ la moitié de la paroisse ; le domaine de Charente, soit 75 journaux en terres, prés, bois enfermés de murs ; un magasin, cour et quai ; les halles de Charente, la place et le champ de foire, maison et prison, un moulin et une maison ; 32 journaux 94 carreaux de pré, appelés le pré des Forges ; un bois taillis de 4 journaux 69 carreaux ; un pré de 38 journaux 5 carreaux ; 13 journaux 54 carreaux de terres marais ; la cabane nommée le bois d'Arlet ; rentes en nature et le bac de Charente, affermé 1.800 livres.

A Saint-Germain.

Prévot-Sanzay-Traversay : les métairies de la Molinière, de Boistableau, un domaine.

La Peyrière dit Roiffé : les métairies de Roiffé et de Montperverrié.

Au Breuil-Magné.

Les héritiers La Grolière : une rente.

Mauclerc fils : la métairie de la Baudette.

A Saint-Laurent-de-la-Prée.

Chasteignier et autres : un marais de 300 journaux.

A Marsais.

Culant : le domaine de Marsais, affermé 8.000 livres.

Roullin : 15 journaux de chagnée, le terrage sur environ 300 journaux.

Depuis quatre ans, les hommes de la révolution avaient entrepris de refaire les finances de la France. Ils avaient ruiné l'église

et la noblesse. Depuis les invasions barbares, à la chute de l'empire romain, on ne vit pareils pillages et expropriations !

Une partie de la bourgeoisie s'était indûment jetée sur ces dépouilles ; désignée à son tour, comme accapareuse, à l'envie des niveleurs, elle allait être contrainte de laisser échapper une partie de son butin.

Le 3 septembre 1793 parut la loi sur l'emprunt forcé. Il avait pour base l'impôt progressif ; dans le revenu il faisait deux parts : le nécessaire et l'excédent. Le nécessaire était limité à un millier de francs par tête ; l'Etat prenait, selon que l'excédent était plus ou moins grand, le quart, le tiers, la moitié ; et, passé 9.000, il prenait tout.

Voici les principaux articles de la loi :

Article I. Les citoyens devaient remettre, au greffe de leur municipalité, une déclaration exacte de leurs revenus pendant l'année 1793, et des charges qui les diminuaient. Ils devaient comprendre dans leur déclaration : biens fonds, rentes perpétuelles ou foncières, pensions, rentes viagères, intérêts des fonds placés, fonds oisifs gardés en caisse ou en portefeuille. Les maris devaient déclarer les revenus de leur épouse, les pères ceux de leurs enfants.

Article X. Les déclarations reconnues insuffisantes par les commissaires vérificateurs devaient être augmentées d'une somme double de celle qui se trouvait avoir été omise.

Article XI. Ceux qui n'auraient pas fait la déclaration, ou qui ne se seraient pas rendus, dans le délai de huitaine, à l'appel des commissaires, devaient être taxés d'office, *d'après la commune renommée*, sur le pied de leur *revenu annuel présumé*, lequel serait doublé, à raison de leur résistance à la loi.

Article XIII. Le revenu étant fixé, il était déduit 1.000 livres pour les célibataires ou veufs sans enfants, 1.500 livres pour les citoyens mariés ou veufs avec enfants, 1.000 livres pour leur femme et pareille somme pour chacun de leurs enfants ou petits-enfants, dont ils administraient les biens, ainsi pour les parents, ascendants, vieillards. On a dit justement que c'était le régime de la pension alimentaire.

La taxe était pour 1.000 livres, soumis à l'emprunt de				100 livres
—	1.500	—		200
—	2.000	—		300
—	3.000	—		600
—	4.000	—		1.000

La taxe était pour 5.000 livres, soumis à l'emprunt de 1.500 livres.

—	6.000	—	2.100
—	7.000	—	2.800
—	8.000	—	3.600
—	9.000	—	4.500

Au delà de 9.000 livres de revenu, à quelque somme qu'il s'élevât, la taxe était, outre les 4.500 livres dues pour 9.000, la totalité de l'excédent ; de sorte qu'un revenu de 10.000 livres était taxé de 5.500 livres, un revenu de 11.000 livres était taxé de 6.500, et ainsi en progressant.

Les archives municipales nous renseignent sur l'application de la loi. Les documents sont nombreux. Il suffira d'en citer quelques-uns.

Alezais (Jean-Pierre-Prax), marchand, rue Martrou, n° 725.

Suivant sa déclaration certifiée montant à 2.900 livres 13 sous.

Note des commissaires : « Ce citoyen n'ayant compté pour rien ses bénéfices en 1792 et 1793, qui ont dû être considérables, sa boutique étant bien garnie avant cette époque, et son fond de de boutique paraissant estimé trop bas, n'ayant pas en outre fait mention de la dot de sa femme, la commission a exprimé que son revenu peut être porté à 5.000 livres. »

Déduction autorisée : 3.500 ; reste soumis à l'emprunt : 1.500 ; somme à fournir : 200.

Boucaud (Henriette), veuve Mac-Nemara, rue des Fonderies.

Suivant sa déclaration rectifiée : 1.069 livres 13 sous 9 deniers.

Note de la commission : « La dépense connue de cette citoyenne fait présumer à la commission que sa déclaration n'est pas vraie. Elle croit être juste en estimant son revenu à 2.500 livres, qui, réduction faite de 1.000 livres à elle accordée par la loi, laisse 1.500 livres soumises à l'emprunt et par conséquent 200 livres à payer. »

Bonami-Bellefontaine, ancien commissaire de la marine.

Note de la commission : « Ce citoyen est à l'île de la Liberté (ci-devant île d'Oleron) ; la commission lui a écrit, et il a répondu, le 19 frimaire, qu'il en remplirait le vœu le plus tôt possible. Mais ne s'étant pas mis en règle dans le délai prescrit par la loi, la commission, d'après la commune renommée, présume son revenu de 6.000 livres, à laquelle ajoutant 6.000 livres, pour la peine encourue par l'article 11 de la loi, cy : 12.000 livres. »

Déductions autorisées : 4.500 ; reste soumis à l'emprunt : 7.500 ; somme à fournir : 3.600.

Caillaud (Jacques-Théodore), et ses deux enfants, marchands, célibataires, rue de la République.

Suivant sa déclaration rectifiée : 2.665 livres 16 sous 7 deniers.

Note de la commission : « Mais le citoyen Caillaud, n'ayant porté dans sa déclaration aucun bénéfice en 1793, n'ayant rien déclaré des sommes à lui dues par les émigrés, et ne s'étant présenté qu'après l'avis que la commission lui a donné par écrit. »

Cette commission a, sur ces causes, porté son revenu à 10.000 livres, en y comprenant le doublement de la somme non déclarée et soumise à l'emprunt, cy : 10.000 livres.

Déductions autorisées par la loi : 3.000 l.; reste soumis à l'emprunt : 7.000 l.; sommes à fournir : 2.800 l.

Moyné (Louise), épouse de Niou, député à la Convention.

Tant pour elle que pour son mari, suivant sa déclaration admise : 482 livres, 17 sous.

Déductions autorisées : 2.500 ; reste soumis à l'emprunt : 0 ; sommes à fournir : 0.

Pour acquitter l'emprunt forcé, les contribuables étaient admis à donner leur argenterie : Vieulle, de la commune de Saintes, apportait : 12 couverts et 2 grandes cuillères d'argent ; Mesnier, de la même commune, 3 couverts et une grande cuillère d'argent, etc., etc. (1).

Les comparaisons entre les listes des souscripteurs de la contribution patriotique du quart du revenu en 1790-1791, et les listes des contribuables de l'emprunt forcé de 1793, vont nous montrer les changements déjà survenus dans les fortunes de Rochefort.

La liste préparatoire des citoyens soumis à l'emprunt forcé avec le chiffre de leur impôt en numéraire contient 359 noms.

CONTRIBUTION PATRIOTIQUE DU QUART DU REVENU 1790-1791.		EMPRUNT FORCÉ DE 1793.	
Déclarations de 100 liv. et au-dessous	217 contribuables.	Taxés à	contribuables.
		50 liv. 31	87
		60 6	
		80 9	
		100 45	
200	290	200	67
300	194	300	49
400	86	400	24
500	55	500	28
600	24	600	13
700	11	700	17
800	27	800	6
900	16	900	15
1.000	12	1.000	11
au-dessus de 1.000	42	au-dessus de 1.000	42

(1) Manuscrits de la bibliothèque de Rochefort.

Il y a, dans toutes les catégories, la dernière exceptée, une grande diminution de contribuables.

La comparaison entre les professions nous révélera mieux que tout raisonnement les changements survenus :

CONTRIBUTION PATRIOTIQUE DE 1790-1791		EMPRUNT FORCÉ DE 1793.	
Artisans, petits patrons, commerçants.	198	186	
Bourgeois	15	0	
Cultivateurs, laboureurs, propriétaires.	3	32	
Officiers et fonctionnaires	603	31	
Enfants mineurs	2	4	
Femmes.	65	28	
Magistrats	22	13	
Négociants.	6	19	
Professions libérales	10	11	
Sans profession indiquée	50	35	

Le nombre des petits patrons, commerçants, a diminué, la qualification de bourgeois a disparu, les propriétaires et les négociants ont augmenté par l'achat des biens nationaux. Les officiers ont disparu ; parmi les trente-deux compris dans l'emprunt forcé, sept sont dits officiers retraités.

Voici les noms des quarante-deux citoyens soumis à l'emprunt forcé, et dont le chiffre de la somme à fournir dépasse 1.000 livres en numéraire. La seconde colonne énumère leur contribution patriotique du quart. Les noms précédés d'un astérisque sont ceux des citoyens actifs de 1790.

	Emprunt forcé	Contribution patriotique
* Bompard (les héritiers de), ancien commissaire de la marine	1.100	700
* Boussard, trésorier de la marine	1.200	1.050
* Aiguillé père et fils, commerçants	1.200	700
Mesnier, veuve de Charles Mesnier, imprimeur.	1.200	800
* Grabeuil fils, marchand.	1.200	500
Braud, cabaretier	1.200	
* Imbert, négociant.	1.200	169
* Bouffart, négociant	1.200	775
* Allezay, marchand	1.200	425
Tardy, médecin	1.200	200
* Lemoyne, ancien chef d'administration	1.200	964
Chaigneaud, marchand de vin	1.200	
* Dupont aîné, fondeur	1.200	827
Beaufort, ancien aubergiste.	1.200	
Veuve Tapon, agriculteur.	1.200	828
Brizart aîné, commerçant.	1.200	
* Bellefontaine, agent maritime	1.200	3.600

* Duval, garde magasin	1.200	300
* Salomon Rouget, marchand	1.300	500
Cheverry, marchand	1.300	150
* Brac, marchand	1.300	100
* Robein, marchand.	1.400	750
Busson (Hector), négociant	1.500	
* Leloup jeune, marchand	1.500	292
Faurès (Bernard), négociant.	1.500	1.000
* Dubois, receveur	1.500	200
Chevallier, négociant	1.500	300
* Guérin aîné, négociant	1.500	300
* Magné jeune, boucher	1.600	100
* Romme, professeur, et son épouse, épicière	1.600	900
Yvonnat fils, propriétaire	2.000	
* Rulland (Benjamin), marchand	2.000	150
Les héritiers Yvonnat	2.000	
Magné aîné, boucher	2.400	
* Pelletreau (Simon), négociant	3.000	3.000
* Pelletreau (Jean-André), négociant	3.000	6.000
Brizard (Pierre), étapier	3.000	
* Renaud (Basile), marchand de drap	3.000	120
Hèbre (François), négociant.	3.000	3.200
* Pelletreau (Jean-François), négociant.	3.000	3.000
Raux des Broussailles.	6.000	

Si l'on compare la liste ci-dessus avec celle des quarante-deux citoyens, dont le revenu dépassait 4.000 livres en 1791, on constate que la liste de la contribution patriotique comprend six citoyens actifs et trente-huit fonctionnaires de la marine ; la liste de l'emprunt forcé compte vingt-quatre électeurs, deux sont fonctionnaires civils de la marine ; ce sont Boussac, trésorier, Bellefontaine, agent maritime ; la fortune de l'un et de l'autre a considérablement diminué.

Les officiers de marine ont émigré, leurs familles sont ruinées. Le clergé est dans les prisons ou dans l'exil, ses biens ont été vendus. La liste de 1791 porte six négociants, celle de 1793 compte dix négociants, dix-neuf gros marchands. Tous, à l'exception de Pelletreau Jean-André, ont augmenté leur fortune. Presque tous sont acquéreurs de biens nationaux, d'église ou d'émigré. Ce sont eux que désignent les réclamations adressées aux administrateurs de la commune : « Faites peser l'impôt sur les fournisseurs, les accapareurs, les agioteurs, les gros négociants, les acquéreurs des domaines nationaux, sur ceux enfin qui se sont enrichis dans la révolution ! »

Parmi les trois cent cinquante-neuf citoyens soumis à l'em-

prunt forcé, on trouve trente-quatre cafetiers, cabaretiers, aubergistes et une demi-douzaine de fripiers.

A la place des industries productives de développement, grandissent les industries démoralisatrices et destructives, celles du marchand de vin et du brocanteur, qui démeuble les églises et les hôtels.

Les emprunts forcés se succédèrent jusqu'au début du consulat, et ruinèrent successivement toutes les classes de la société.

Le 26 thermidor an IV, l'ordonnateur du port écrivait au ministre de la marine (1): « Toutes les parties du service sont dans la plus grande détresse, le port est presque désert, les constructions sont abandonnées, les travaux réduits au simple entretien, les approvisionnements diminuent chaque jour, sans espoir de pouvoir les remplacer. Les fournisseurs s'éloignent, la désertion des marins et ouvriers est à son comble, et les salariés sont accablés sous le poids de la misère et du découragement. »

Dans la séance où fut votée la contribution patriotique, Mirabeau s'était écrié : « La banqueroute, l'infâme banqueroute est à vos portes et vous délibérez ! » La dette publique s'élevait alors à quatre milliards. Après sept années de gouvernement révolutionnaire, les finances s'effondraient dans une immense banqueroute de 45 milliards 578 millions.

C'était la démonstration, par les faits, du néant d'une fausse économie politique. Devons-nous revoir les mêmes erreurs et les mêmes ruines ?

P. LEMONNIER.

II

DEUX PRÊTRES DE L'ANCIEN DIOCÈSE DE SAINTES PENDANT LA RÉVOLUTION

Le travail de M. l'abbé Lemonnier sur *Le clergé de la Charente-Inférieure pendant la Révolution*, dont la publication a pris fin dans le dernier bulletin de la *Revue*, comprend (numéro du 1^{er} octobre 1907) les noms de deux prêtres, au sujet desquels pourront intéresser les notes généalogiques et autres qui suivent

(1) *Archives municipales*, V. *Archives du port*.

et dont certaines, que nous devons à l'aimable obligeance de M. le chanoine Manseau, auteur de l'ouvrage publié, en 1886, sous ce titre : *Les prêtres et religieux déportés sur les côtes et dans les îles de la Charente-Inférieure*, sont, croyons-nous, inédites. Il s'agit de Denys Laverny, curé de Guitinières, et de Cyprien Laverny, prêtre habitué dans cette même paroisse.

Denys-Gaspard Laverny vint au monde le 2 août 1756, et reçut le baptême le 4 de ce même mois, à Plassac, dont son père, Jean-Gaspard, avocat en la cour, était juge-sénéchal et devint par la suite conseiller du roi élu en l'élection en chef de Saintes. Sa mère était Jeanne-Marie-Euprosine Keefe, d'une famille originaire d'Irlande.

Cyprien Laverny, oncle du précédent et fils de Jean-Gaspard et de Anne Papillaud, était né le 7 mars 1733, à Guitinières, où il fut baptisé le lendemain. De 1742 à 1748, il suivit les cours du collège des Oratoriens de Condom, lieu d'origine de ses ascendants.

Lorsque les lois des 26 décembre 1790 et 17 avril 1791 édictèrent le serment pour la constitution civile du clergé, l'oncle et le neveu se trouvaient, ainsi qu'il vient d'être dit, à Guitinières, le premier comme prêtre habitué, sa santé débile l'ayant obligé d'abandonner le ministère paroissial, qu'il avait exercé comme vicaire de cette paroisse ; le second, en qualité de titulaire de la cure, dont il avait été pourvu dans les derniers mois de 1785, après l'avoir desservie depuis la mort de son prédécesseur, l'abbé Cazeneuve. On sait que tous deux refusèrent de forfaire à leur conscience.

Le décret du 26 août 1792 enjoignant à tous les prêtres rebelles de sortir sous huit jours hors des limites du département de leur résidence et, dans la quinzaine, hors du territoire français, ne les trouva pas plus disposés à se soumettre au bon plaisir des sectaires d'alors. Ce n'est qu'après l'arrivée de l'intrus Duluc, carme infidèle du monastère de Jonzac, qu'ils durent songer à s'éloigner de Guitinières, leur zèle apostolique ne pouvant plus s'exercer et leur liberté, même leur vie étant de plus en plus exposées.

Denys, à l'imitation de quantité d'autres prêtres des diocèses de Saintes et de La Rochelle, comme aussi d'autres diocèses de l'Ouest, émigra par Bayonne en Espagne, où l'on retrouve ses traces à Vitoria, dans la province d'Alava et dépendant de l'évêché de Calahorra.

Quant à Cyprien, son âge et le triste état de sa santé lui permettant de bénéficier (!) des dispositions du décret précité exemptant les infirmes et les sexagénaires de l'expulsion et décidant qu'ils « seront réunis au chef-lieu du département dans une maison commune, dont la municipalité aura l'inspection et la police », il fit connaître son intention de se constituer prisonnier, à la municipalité de Guitinières, qui se réunit à ce sujet, le 29 mars 1794, et rédigea le procès-verbal suivant (1) :

« Le vingt-neuf du mois de mars de l'an second de la République française, nous, maire et officiers municipaux de la commune de Guitinières, étant assemblés au lieu ordinaire de nos séances, s'est présenté devant nous le citoyen Ciprien Laverny, habitant de cette commune, lequel a dit que, conformément à l'arrêté du département du vingt et un mars, il voulait se rendre à Saintes dans la maison de réclusion pour les prêtres qui n'ont pas prêté le serment de la liberté et de l'égalité ; il a déclaré de plus mettre sous la sauvegarde du corps municipal sa maison et ses biens et a demandé acte de tout ce que dessus, ce que nous lui avons octroyé, n'ayant rien autre chose à lui reprocher dans sa conduite et ses actions.

« Fait en la chambre commune, les jour et an que dessus, et a signé avec nous.

« LAVERNY, prêtre. BIROLLEAU, maire. ALLERON, municipal.
COSSET, procureur de la commune... »

Conformément à sa déclaration, Cyprien Laverny se rendit à Saintes, où il fut écroué à l'ancien couvent des Carmélites (2), converti en prison.

Le 25 mai suivant, les représentants de la commune de Guitinières se réunirent de nouveau aux fins d'un inventaire à dresser des « livres et autres objets » appartenant à Denys et Cyprien Laverny, ainsi qu'il appert du procès-verbal qui suit (3) ;

« Le six prairial an deuxième de la république une et indivisible, nous, maire et officiers municipaux et l'agent national de la commune, assemblés au lieu ordinaire de nos séances, s'est présenté le citoyen René Flornoy, portant une commission du district de Pons, en date du deux floréal, l'autorisant à faire inventaire des livres et manuscrits des ci-devant corps et com-

(1) *Archives de la mairie de Guitinières.*

(2) *Aujourd'hui la Providence.*

(3) *Archives de la mairie de Guitinières.*

munautés ecclésiastiques, des émigrés et prêtres, condamnés, etc., ensemble des objets d'histoires naturelles (*sic*), instruments de physique et mécanique, etc. En vertu de quelle commission, il nous a sommés de lui exhiber et livrer les livres et autres objets énoncés ci-dessus appartenant à Denis Laverny, prêtre ci-devant curé, déporté, ainsi que ceux du citoyen Ciprien Laverny, prêtre reclus aux ci-devant carmélites à Xantes. A quoi nous avons procédé de suite, pour les objets du ci-devant curé seulement, dont inventaire a été fait en présence de nous et livré au citoyen René Flornoy, et confié au citoyen Pierre Fortier, meunier, pour les porter de suite au chef-lieu de canton, comme il l'a requis.

« A la maison commune de Guitinières, en séance publique, ledit jour, mois et an ci-dessus.

« BIROLLEAU, maire. ALLERON, municipal. MERLET, municipal. COSSET, agent national... »

Le 4 août de cette même année 1794, il fut pareillement procédé, dans la maison d'arrêt précitée de l'ancien Carmel, à un inventaire, dont suit partie du contenu et où figure le nom de Cyprien Laverny (1) :

« Inventaire fait aux maisons d'arrêt de la ci-devant Charité et des Carmélites, en exécution d'un arrêté du comité de salut public.

« Liberté, égalité, guerre aux tyrans ou la mort.

« Aujourd'hui, quatre fructidor, l'an deux de la République française une et indivisible, nous, Pierre Durand et Claude Ciret, commissaires nommés par la municipalité et conseil général de la commune de Xantes, assemblés, et deux des membres par la réquisition faite audit conseil général dudit Xantes par l'agent national du district, à l'effet de notre transport aux maisons d'arrêt et notamment dans celle de la ci-devant communauté des Carmélites, aux fins de donner lecture aux détenus de l'arrêté du comité de salut public en date du vingt et un thermidor dernier.

« En conséquence, nous, commissaires, nous nous sommes transportés, accompagnés de deux gendarmes, dans ladite maison d'arrêt ; là nous avons fait venir tous les citoyens dénommés ci-après et leur avons donné lecture, à haute et intelligible voix,

(1) *Archives de la Charente-Inférieure, liasse 3.919, domaines nationaux, mobiliers, églises, communautés, émigrés.*

de l'arrêté du comité de salut public portant règlement et leur avons enjoint de se conformer sur tous les articles y contenus sous les peines y portées, ce qu'ils ont promis d'exécuter fidèlement.

« Nous avons commencé par le citoyen Couraud.

.
« Ensuite nous avons conduit le citoyen La Vernie (sic) dans sa chambre. Nous avons trouvé la somme de 23 livres en assignats et 3 livres en monnaie. Nous lui avons laissé 6 livres. Nous avons reçu (?) 20 livres.

« Plus nous avons trouvé dans une malle une étole, la bourse
a Judas et plusieurs foutaizes concernant l'hipocrisie.

(Suit l'énumération pour les autres prisonniers.)

« De tout ce que dessus nous avons dressé et fait le présent procès-verbal, en présence des dénommés ci-dessus ainsi qu'en présence de Louis Besse, concierge de ladite maison, afin qu'il se conforme audit arrêté et avons signé.

« DURANT, commissaire. CIRET. BESSE, concierge. »

Le style c'est l'homme.

Cyprien Laverny devait fatalement être victime de l'existence misérable et conséquemment dénuée de soins imposée aux détenus. Le 11 décembre 1796, il mourut sans avoir pu, vu sa fin imminente, profiter, ainsi que le prouve l'acte de décès qui suit, du décret promulgué huit jours avant, pour la mise en liberté des ecclésiastiques reclus jusqu'alors.

« Aujourd'hui, vingt-deux frimaire an V de la république française une et indivisible, étant en la maison commune, sur les onze heures du matin, par devant moi, François Limal fils, officier public de la commune de Xantes, canton de Xantes (ci-devant Saintes), département de la Charente-Inférieure, a comparu Louis Massiou, gardien de la maison de réclusion, âgé de 50 ans, lequel accompagné de Pierre-François Chailloleau, tailleur de pierre, âgé de 50 ans, et de Christophe Dubé, demeurant les uns et les autres dans cette commune, section de Saint-Vivien, m'a déclaré que Cyprien Laverny, prêtre reclus, de la commune de Guittinières, âgé de 63 ans, est mort le jour d'hier, à 7 heures du soir, dans la maison de réclusion. D'après cette déclaration certifiée sincère et véritable par les témoins, je me suis transporté dans ladite maison de réclusion, où je me suis

assuré de son décès et j'ai rédigé le présent acte, que le déclarant et les témoins ont signé avec moi.

« MASSIOU. CHAILLOLEAU. DUBÉ. LIMAL fils, officier public. »

Au commencement de 1801, Denys Laverny rentra en France pour accourir au milieu de ses paroissiens de Guitinières. Les premières traces de son retour sont révélées par l'indication suivante de sa main sur la copie du sermon inspiré par l'évangile du jour et par lequel il ouvrit le temps de l'Avent: « *Instruction chrétienne prêchée à Guitinières, le premier dimanche de l'Avent de 1801.* »

Deux ans après, il fut nommé premier vicaire à Saint-Pierre de Saintes. Sa première signature sur les registres de la paroisse est du 29 août 1803.

Dans son étude sur la *Cathédrale et insigne basilique de Saint-Pierre*, Louis Audiat signale Denys Laverny comme « prédicateur distingué ». L'exactitude de cette assertion est appuyée par les manuscrits des sermons, entre autres celui cité plus haut, que possède l'auteur de la présente notice ; mais notre regretté président a commis une erreur en ajoutant que « D. Laverny était le neveu du curé de Guitinières, Denys-Gaspard ». D. Laverny n'était autre que Denys-Gaspard.

Appelé par Mgr Paillou, dans les derniers mois de 1804, à faire partie du chapitre de sa cathédrale, Denys quitta Saint-Pierre, où il laissa comme souvenir de son passage un ciboire, qui s'y trouve encore, et sur le pied duquel figure cette inscription : « *D. Laverny, chanoine de La Rochelle.* »

C'est surtout à partir de cette époque qu'il donna la mesure de son talent d'orateur de la chaire ; et, s'il fut un fervent des auteurs sacrés, il se plut aussi à cultiver les profanes, ainsi qu'en témoigne le travail savamment édifié sous le titre d'*Essai de comparaison entre Homère et Moïse considérés comme poètes*, qu'il lut à la séance publique de décembre 1809 de l'Académie de La Rochelle, qui venait de l'admettre parmi ses membres titulaires.

Les souffrances morales et physiques que causa à Denys Laverny la période révolutionnaire, surtout pendant l'émigration, amenèrent sa fin prématurée ; il n'était âgé que de 57 ans et quelques mois, lorsque survint son décès, le 6 mars 1814.

ANAT. LAVERNY.

III

LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-SATURNIN DE SÉCHAUD

(Fin).

Fêtes et décadis. — Les procès-verbaux de leur célébration remplissent plus de la moitié du registre. Souvent, agissant en vertu d'un décret, le commissaire du directoire exécutif requiert la fixation du jour de la célébration, en termes pompeux, selon la mode du temps ; l'arrêté fixe le jour : on dresse le procès-verbal après la fête.

Le 15 pluviôse an IV, en exécution de la loi du 21 nivôse an III, il propose de fixer au 19, jour de la foire du Port d'Envaux, la fête de la juste punition du dernier roi des Français, fête de Haine à la royauté : arrêté conforme.

Le 19, on célèbre donc la fête du 23 nivôse : les fonctionnaires publics du canton, réunis à la salle de l'administration, « sauf ceux dont l'absence sera ci-après mentionnée », vu la pluie continuelle, célébrant la fête dans la salle et non en plein air. Lecture de l'arrêté du directoire, le président engage les assistants « de déclarer individuellement qu'ils sont sincèrement attachés à la République et qu'ils vouent une haine éternelle à la royauté », déclaration faite et signée par tous successivement appelés. N'ont pas assisté : Salmon, agent municipal de Crazannes ; Desgraviers, agent de Geay ; Lucas, adjoint des Essards ; le maire de Plassay (il n'y a pas d'agent et d'adjoint) ; Berton, Vilain, Février et Bigois, assesseurs de Saint-Vaize ; Coudreau, Péreau, Boucherit et Yonnet, assesseurs de Plassay ; Maussé et Fricaud, assesseurs d'Ecurat ; Terrier, Charrier et Robin, assesseurs des Essards ; Denéchaud, assesseur du Mung ; Bron, Barreau et Coudreau, assesseurs de Crazannes ; Violleau, assesseur du Port d'Envaux.

Signatures : MOLLET, *président*. GALLOCHEAU. CONSTANTIN. DROUILLARD. GIRARDIN, *greffier du juge de paix*. GAUDIN, *syndic des gens de mer du Port d'Envaux*. PIERRE BONNIN. PIERRE CHABOT. GAILLARD. P. MOLLET. G. CHOUET, *commissaire*. ORGÉ. GASCHET. PIERRE MENET. FÉVRIER. GIRARDEAU. QUÉRÉ. BASTARD. GARNIER. PANIER, *assesseur*. E. YONNET. P. AMIOT. A. YONNET. GACHET. MICHAUD. GUILLOT.

Le 25 nivôse, Salmon et Desgraviers s'excusent de leur absence : « en conséquence, (ils) ont déclaré individuellement et à haute voix qu'ils sont attachés à la République, qu'ils vouent une haine éternelle à la royauté, aux tyrans et à tous les despotes du gouvernement républicain ». Copie sera adressée au département. Signatures.

Le 21 germinal, les citoyens Jean-Conrad Bron, Marc-Nicolas Coudreau, Charles Bareau, de Crazannes, et assesseurs, prêtent un serment identique à celui de Salmon et Desgraviers.

Le 15 floréal, fixation au 19 de la fête des Epoux, l'arrêté du Directoire qui l'ordonnait pour le 10 n'étant arrivé que le 12. (Pas de procès-verbal.)

10 prairial an IV. Fête des Victoires (loi du 18 floréal). — Le 5 prairial on la fixe au 10, à 8 heures du matin. Au lieu désigné, les parents des défenseurs de la patrie sont invités à monter sur l'estrade. Discours du président Mollet rappelant les victoires. « Il a fait un tableau rapide des diverses conjurations qui ont eu lieu depuis la révolution, notamment celle du 22 floréal, où les Jacobins ou anarchistes ont appris encore une fois ce que pouvoit un gouvernement sagement organisé. » Proclamation des noms des défenseurs de la patrie, de l'armée où ils servent, de leurs victoires. Remise d'une palme à Richaudeau, volontaire de Geay, blessé à l'affaire de Worms. « La patrie reconnaissante, dit le président, vient par ma bouche vous donner une marque de sa reconnaissance et de sa générosité. » Chants patriotiques et danses.

6 thermidor. Fête de la Liberté (décret du 17 messidor), renvoyée, vu les récoltes menacées par le temps, au 13. — Discours du président : « Citoyens, nous allons sans doute nous livrer avec transport à la joie qu'inspirent à tous les bons français des fêtes qui ont pour but de nous assurer de l'abolition de la tyrannie. Celle qu'ont exercée les Jacobins, l'horreur de toutes les nations, a été bien désastreuse, et je crois que nous devons, à l'exemple des cités qui nous environnent, détruire tout ce qui peut nous rappeler leur règne. Je propose donc de faire disparaître les cinq bonnets rouges qui sont déposés dans la ci-devant église de cette commune. » On vote que le cimier de ces bonnets sera coupé, ce qui a été exécuté à l'instant, « afin qu'ils ne puissent plus retracer le signe des assassinats et du carnage », et qu'on les distribuera aux pauvres. Marche à l'arbre de la Liberté. Discours du président analogue à la fête : « Les bonnets

rouges ont été mis au pied de l'arbre de la Liberté. On a vu le peuple frémir à leur aspect et s'empresse de les soustraire à la vue de l'assemblée. Plusieurs personnes ont voulu les distribuer aux pauvres, mais ils les ont refusés ; alors l'administration les a donnés à la fille du concierge, avec recommandation de les employer à tout autre usage que celui qu'ils avaient précédemment. La fête a été terminée par les cris redoublés de : « Vive la Liberté ! Vive la République ! » MOLLET, etc.

Fête de la Liberté. — Le 25 messidor an V, prévenu par lettre du département du 21, arrivée le 24, on fixe la fête du 14 juillet au 28 messidor, ordonnant convocations. Le 28, discours du président rappelant « les maux que les François ont soufferts sous le règne des rois et a fait sentir combien il étoit intéressant de conserver la liberté dont le peuple a fait la conquête ».

Fête de la fondation de la République. 1^{er} vendémiaire an V. — Cortège à l'arbre de la Liberté, discours du président, serment prescrit par l'article 5 de la loi du 19 fructidor, prêté par les assistants « avec autant de joie que d'empressement ». Signatures des fonctionnaires, et de SEILLÈS, MERVEILLEUX, CONSTANTIN, *président* (?).

Fête funéraire de Hoche, le 5 brumaire (loi du 5 vendémiaire). — Célébrée au ci-devant temple : lecture du procès-verbal de la cérémonie funéraire faite au Champ-de-Mars à Paris, le 10 vendémiaire. « L'assemblée est restée toute consternée et a témoigné les plus vifs regrets de la perte que la République a faite du général Hoche, qui a plus d'une fois conduit à la victoire les défenseurs de la patrie. »

Renouveau du serment de haine à la royauté et à l'anarchie. 2 pluviôse an VI. — A l'arbre de la Liberté : discours du commissaire du pouvoir exécutif retraçant « les barbaries et les vexations commises par les rois, les calamités et les malheurs que le peuple a éprouvés pendant leur règne, et fait sentir combien il est heureux pour tous que l'on soit parvenu à anéantir le trône ». Serment prescrit par la loi du 24 nivôse an V, prêté par les fonctionnaires, juge de paix et la garde nationale. Chants et danses.

Fête relative à la conclusion de la paix avec l'empereur. 5 pluviôse an VI (arrêté départemental du 17 nivôse). — A l'arbre de la Liberté, lecture de la loi du 13 brumaire ratifiant le traité de paix entre la République et l'empereur roi de Hongrie et de Bohême. Discours, chants, danses ; la nuit, chaque citoyen place

« des chandelles allumées aux portes et fenêtres de sa demeure ».

Le 15 ventôse an VI, envoi aux communes de la loi du 13 pluviôse, ordonnant la célébration annuelle d'une fête de la Souveraineté du peuple.

Fête des Epoux, 10 floréal an VI. — Autel dressé à l'arbre de la Liberté, discours du président et de l'agent national, chants et danses.

Fête des Victoires et de la Reconnaissance. 10 prairial. — Lecture des noms des défenseurs de la patrie du canton, et de leurs victoires.

Le 5 prairial an VI, sur l'arrêté du Directoire du 14 germinal, lettre du département du 2 prairial, fixation des assemblées aux jours suivants :

Saint-Vaize, 30 germinal de chaque année ; Saint-Saturnin de Séchaud, 30 floréal ; Ecurat, 10 prairial ; Saint-James, 20 prairial ; Crazannes, 10 thermidor ; Plassay, 30 thermidor ; Geay, 10 fructidor ; Le Mung, 20 fructidor.

« Fait au surplus inhibition et défenses à tous marchands, joueurs d'instruments, cabaretiers et autres, de s'assembler ou d'exposer leurs marchandises en vente dans les communes ci-dessus désignées, les jours où lesdites assemblées avaient ci-devant lieu, sous peine d'être cités à la police et d'être condamnés à 3 l. d'amende.

BERTON. CHARRIER. CLERTEAU. DÉRANTE. F. SALMON.
PARENTEAU. GIRARDIN. RICHELOT. »

Décadis. Fête de l'Agriculture. — Le 5 messidor on la fixe au 10, en enjoignant aux agents des communes de faire renouveler au son du tambour la défense à tous les citoyens de s'occuper d'aucun travail ledit jour non plus que les autres jours de décade qui suivront.

CONSTANTIN. BERTON. E. YONNET. RICHELOT.

Le 16, autel de la patrie orné de rubans tricolores et d'outils agricoles, de bouquets d'épis et de fleurs, dressé près de l'arbre de la Liberté ; à quelques pas de là une charrue attelée de deux bœufs ornés de rubans tricolores. « Vingt-quatre laboureurs recommandables par leurs travaux précédaient, avec leurs femmes et leurs enfants, cette charrue, munis d'un bouquet d'épis et de fleurs », chapeaux ornés de fleurs et de rubans tricolores. « Le citoyen Jean Prépoint, cultivateur du lieu de Peuvolant, commune d'Ecurat, qui, par son intelligence, sa bonne conduite

et son activité, avait été désigné pour exemple par l'administration municipale, était placé à côté du président, qui a prononcé un discours. » Prépoint conduit la charrue sur le champ voisin : discours de l'agent municipal de la commune ; le président commence un sillon au chant des hymnes patriotiques. Retour à l'autel que le président et Prépoint ont couvert de fleurs et d'épis, fête terminée par les cris redoublés de : Vive la République !

Anniversaire du 14 juillet. 26 messidor an VI (en exécution de la loi du 10 thermidor an IV, de l'arrêté du Directoire du 13, et de celui du 13 messidor an V). — L'assemblée se compose des assesseurs, du juge de paix et de quatorze individus, les travaux pressants « ayant mis obstacle à l'envie que chacun avait sans doute d'assister à cette fête ». (Cette formule se trouve souvent répétée par la suite en termes presque semblables.) Discours du président, lecture du message du Directoire aux Cinq Cents sur la prise de Malte.

Fête de la Liberté. — Le commissaire requiert, le 17 messidor, qu'on la célèbre les 9 et 10 thermidor avec toute la pompe et l'éclat dont elle est susceptible.

Première journée, 9 thermidor an VI : cortège au pied de l'arbre de la Liberté. Discours du président et du commissaire du Directoire « par lequel il a fait des reproches aux habitants du peu d'empressement qu'ils ont montré en cette circonstance ». Vingt assistants, attendu les travaux sans relâche de la récolte des grains.

Deuxième journée, 10 thermidor : malgré les invitations de l'assemblée, « le juge de paix est le seul qui se soit présenté ». Il y a lieu de croire que la nécessité de la récolte a empêché de se rendre au canton.

Fête de la commémoration du 10 août. 23 thermidor an VI. — Présents, l'adjoint de Saint-Saturnin de Séchaud, le commissaire du Directoire, le juge de paix, le président de l'administration ; la garde nationale et tous les citoyens ayant été convoqués, « il ne s'est présenté que douze individus », attendu les travaux pressants. Discours du président, histoire du 10 août ; il suspend à l'arbre de la Liberté l'inscription : « Honneur aux braves qui renversèrent le trône ! Les Français ne reconnaissent plus d'autres maîtres que les lois. » Chants patriotiques.

Décadis. — Le 9 fructidor, en vertu d'une délibération du 5, publication au son du tambour et affiche, dans différents lieux, de la loi du 17 thermidor dernier, portant que les décadis et

jours de fêtes nationales sont des jours de repos dans la République, par l'administration et un détachement de la garde nationale.

Fête en l'honneur de la Vieillesse. 10 fructidor an VI (loi du 3 brumaire dernier, arrêté du Directoire du 27 thermidor). — Les vieillards désignés n'ont pu se présenter pour cause d'incommodité, la fête n'a pu avoir l'éclat convenable. Discours du président.

Fête du 18 fructidor an VI. — Le juge de paix, l'adjoint et quelques gardes nationaux la célèbrent (loi du 2 fructidor). Nombre insuffisant pour faire des évolutions militaires ; la cérémonie n'a pas été aussi imposante qu'on le désirait. Lecture de ladite loi.

Fête du 1^{er} vendémiaire an VII ou de la fondation de la République (loi du 14 fructidor an V, lettre du département du 27 fructidor an VI). — Cortège à l'arbre de la Liberté, lecture de la lettre du ministre de l'intérieur du 10 fructidor, discours du président, chants patriotiques. Lecture de la loi du 13 fructidor dernier sur la célébration des décadis ; le commissaire invite le peuple à se rassembler à ces époques pour entendre la lecture des lois. Danses.

Première fête décadaire. — (Nous ne mentionnerons de toutes les autres que les détails particuliers. Nous comptons environ cinquante-sept procès-verbaux à peu près semblables, lecture des lois, du bulletin décadaire (pas toujours arrivé), plaintes sur le petit nombre d'assistants, célébration de mariages (parfois annonces d'événements publics). Aujourd'hui 10 vendémiaire an VII, le président de l'administration municipale du canton, le commissaire du directoire exécutif, l'adjoint de l'agent municipal de Saint-Saturnin de Séchaud, chef-lieu du canton, « se sont assemblés dans le temple environ les 9 heures du matin, conformément à la loi du 13 fructidor an VI, relative à la célébration des décadis. Le président a donné lecture de la lettre du département du 5 de ce mois sur le même objet et le secrétaire a ensuite donné lecture tant de ladite loi du 13 fructidor que de toutes celles qui étaient parvenues à l'administration depuis le 1^{er} de ce mois ; et comme il ne s'est présenté au temple que l'institutrice du lieu avec ses élèves, et quatre à cinq citoyens, le commissaire du directoire exécutif en a témoigné sa surprise et a invité les assistants à faire sentir à leurs concitoyens combien

il était intéressant pour eux d'assister aux fêtes décadaires. Fait et clos le présent procès-verbal », etc.

G. CHOUET, *commissaire*. E. YONNET, *CONSTANTIN, président*. »

Deuxième décadi. 20 vendémiaire. — Lois, bulletin décadair : trente assistants ; le commissaire les invite à engager leurs concitoyens à y assister, « et comme il s'est aperçu que quelques filles tricotaient ce jour-là, il en a témoigné son mécontentement et a rappelé les dispositions de la loi du 13 fructidor ». — Troisième. 30 vendémiaire. « Il a rappelé l'obligation des jeunes gens de 20 à 25 ans rattachés au service maritime de se faire inscrire ». — Quatrième. 10 brumaire. « Invitation à payer un acompte des impôts de l'an VII et ceux de l'an VI ». — Cinquième. 20 brumaire. Sur lettre du département du 17, on ne doit plus user de cloches pour ces fêtes ; invitation à se rendre au temple les décadis à 10 heures du matin ; (le 25, envoi aux communes de l'arrêté du département du 15 sur ces fêtes). — Sixième. 30 brumaire. Trente assistants, lecture de lois, de l'arrêté susdit, « nouvelles recommandations aux assistants de s'y conformer ». — Huitième. 20 frimaire. Vingt-cinq assistants, deux mariages. — Neuvième. Trente assistants. — Dixième. Présent l'agent de Crazannes, un mariage, un époux de Crazannes, l'autre de Geay. — Onzième. Avertissement de payer les patentes. — Douzième. Dix à douze assistants ; « ils en ont témoigné leur surprise ; le commissaire invite à la fête de la juste punition du dernier roi, le 2 pluviôse, annoncée le soir au son du tambour.

Anniversaire du 21 janvier, 2 pluviôse an VII. — Au temple : lecture de la lettre du ministre de l'intérieur du 30 frimaire ; devant les fonctionnaires, gardes nationaux, citoyens du canton convoqués, « à l'exception de ceux dont l'absence sera ci-après mentionnée ». Chant de l'hymne de la patrie, discours du président, qui lit le serment ordonné par la loi du 24 nivôse an V : « Je jure haine à la royauté et à l'anarchie, je jure attachement et fidélité à la République et à la Constitution de l'an III », répété à haute voix par les fonctionnaires nationaux, qui disent : « Nous le jurons ». Le commandant de la garde nationale dit la formule ; les officiers et soldats répondent : « Nous le jurons ». Le secrétaire « a ensuite donné lecture des imprécations contre les parjures et de l'invocation à l'être suprême. Suit la liste des fonctionnaires qui ne se sont pas présentés. Assesseurs : Bron et Quéré, de Crazannes ; Michaud, Guillot, André Yonnet, de

Lemung ; Richaudeau, Parfait, Garlopeau et Denéchaud, de Plassay ; Girardeau, Robin, Terrier des Essards ; Garnier, d'Ecurat ; Berton, Villain, Février, Bigois, de Saint-Vaize ; Berton fils agent de Saint-Vaize, Villain, son adjoint, Demonsay, adjoint des Essards, Salmon, agent de Crazannes ». Dont procès-verbal signé .

G. CHOUET, *commissaire*. E. YONNET, *adjoint*. CONSTANTIN. DÉRANTE. CHARRIER. PARENTEAU. P. AUJARD. BOISSEAU. GIRARDIN, *commandant de la garde nationale*. CHAILLOT. BARRAUD. CLERTEAU. ROBERT. GALLOCHEAU, *juge de paix*. PANIER. MAUSSÉ. GAUDIN. MOLLET. FRUGÉ, *assesseurs*. GAILLARD, *notaire public et assesseur*. LÉVESQUE. PÉRAUD. FRICAUD. PIERRE CHABOT, *assesseurs*. RICHELLOT, *secrétaire*.

Fêtes décadaires. — Treizième. 10 pluviôse an VII. Six mariages de diverses communes. — Quatorzième. Personne n'a pu s'y rendre, vu les inondations qui empêchent les communications. — Quinzième. 30 pluviôse. « Le commissaire a ensuite fait part aux citoyens assemblés de la déclaration de guerre que les Algériens ont fait à la France, de l'inhumanité avec laquelle ils ont traité les Français, et il les a invités à lui déclarer s'ils ont connaissance qu'il existe des Algériens dans le territoire du canton, afin qu'il puisse les faire arrêter en conformité des ordres qui lui ont été donnés à cet égard. » — Seizième. 10 ventôse. « Le commissaire du pouvoir exécutif n'a point assisté à cette lecture (des lois) parce qu'ayant été instruit que dans différentes communes de ce canton et notamment en celle d'Ecurat, plusieurs personnes, loin de célébrer le décadi se livraient au travail, il a déclaré qu'il alloit se transporter dans ladite commune afin d'y faire exécuter la loi. » — Dix-huitième. 30 ventôse. Fête de la Souveraineté du Peuple : au temple, à 10 heures du matin. « Les murs du temple étaient couverts des inscriptions suivantes : « La Souveraineté réside essentiellement dans l'universalité des citoyens. »

« L'universalité des citoyens français est le Souverain. »

« Nul individu, nulle réunion partielle de citoyens ne peut s'attribuer la Souveraineté. Nul ne peut, sans une délégation légale, exercer aucune autorité ni remplir aucune fonction publique. Les citoyens se rappelleront sans cesse que c'est de la sagesse des choix dans les assemblées primaires et électorales

que dépendent principalement la durée, la conservation et la prospérité de la République. »

Le citoyen Mathieu Cochet, ancien marin, comme plus âgé des vieillards de l'assemblée, s'est levé et a adressé aux magistrats la formule suivante : « La souveraineté du peuple est inaliénable. Comme il ne peut exercer par lui-même tous les droits qui en découlent, il délègue une partie de sa puissance à des législateurs et à des magistrats choisis par lui-même ou par des électeurs qu'il a nommés : c'est pour se pénétrer de l'importance de ces choix, que le peuple se rassemble aujourd'hui. » Le citoyen Etienne Yonnet, faisant les fonctions d'agent de la commune, a répondu par ces mots : « Le peuple a su par son courage reconquérir ses droits trop longtemps méconnus, il saura les conserver par l'usage qu'il en fera ; il se souviendra de ce précepte qu'il a lui-même consacré par sa charte constitutionnelle ; que c'est de la sagesse des choix dans les assemblées primaires et électorales que dépendent principalement la durée, la conservation et la prospérité de la République. » Lecture de la proclamation du Directoire sur les élections, du bulletin décadaire des lois, chants patriotiques, cris de : Vive la République. Fait et clos, etc.

CHOUET, *commissaire*. CONSTANTIN, *président*. RICHELOT.

Dix-neuvième fête décadaire. Un mariage, assemblée pour nommer un agent de la commune. — Vingtième. Trois mariages. — Vingt et unième. Boisseau et Fraigneau installés agent et adjoint de Geay.

Vingt-deuxième. 10 floréal an VII. Fête des époux (arrêté du pouvoir exécutif du 27 germinal an IV). Au temple : lecture de la loi du 28 germinal sur le complément de la levée de 200.000 hommes, du bulletin décadaire. Discours sur la fête, quatre mariages, chants et danses, installation de l'adjoint de Plassay Rateau. — Vingt-troisième. Vingt-quatrième. Lecture de la proclamation du Directoire du 17 sur l'assassinat des plénipotentiaires français au congrès de Rastadt : « l'assemblée qui est restée consternée au récit de ce forfait s'est ensuite dissoute. » — Vingt-cinquième. Vingt-sixième. 10 prairial. Fête de la Reconnaissance. Discours du président : « La reconnaissance est la dette de l'humanité et tout nous fait une loi de cette vertu » : trois mariages, cris répétés de : Vive la République !

Vingt-septième. Fête funéraire en mémoire des citoyens Bonnier et Roberjot (loi du 22 floréal). Près de l'arbre de la Liberté,

un cénotaphe sur lequel étaient des urnes cinéraires entourées de cyprès ; on y lisait les inscriptions suivantes :

AUX MANES DE BONNIER ET ROBERJOT, LA PATRIE RECONNAISSANTE.

ILS PRÉSENTAIENT LA PAIX, ILS REÇURENT LA MORT.

LE CIEL CRÉA LA LIBERTÉ, LA BASSESSE CRÉA LES ROIS.

MOURIR POUR LA PATRIE C'EST NAÎTRE A L'IMMORTALITÉ.

Neuf coups de fusils tirés, discours du président, « à la suite duquel le commandant et les officiers de la garde nationale ont fait le serment suivant :

« Au nom de l'humanité outragée, nous jurons une haine implacable à l'atroce maison d'Autriche, et nous vouons sa mémoire à l'exécration des peuples et de la postérité. » Un cri général a répété : « Nous le jurons ! »

Chants funèbres, cris répétés de : « Vengeance ! »

Signé : CONSTANTIN. LÉVESQUE. CHOUET.

Vingt-huitième fête décadaire. Lecture de l'arrêté du département du 24, relatif à la désertion de dix-neuf conscrits, dont deux se trouvent être du canton ; trois mariages.

Vingt-neuvième. Fête de l'Agriculture. 10 messidor an VII. Cortège à l'arbre de la liberté ; le commandant et vingt gardes nationaux, charrue attelée de deux bœufs ornés de rubans tricolores et d'épis, conduite par le fils Piochaud, de Mouillepied, groupe de cultivateurs décorés d'attributs agricoles, rubans tricolores, fleurs, char orné d'attributs agricoles, sur lequel était, avec quelques enfants de cultivateurs, le citoyen Nicolas Piochaud père, désigné comme exemple par l'administration municipale, suivi de cinquante jeunes filles de cultivateurs, en blanc, décorées de fleurs, ceintures tricolores ; l'administration sur une ligne à droite, le juge de paix et ses assesseurs à gauche, puis cinquante autres jeunes filles en blanc, des cultivateurs munis d'instruments agricoles ; un détachement nombreux de garde nationale fermant la marche. Autel de la patrie orné d'instruments agricoles et de rubans tricolores. Discours du président et du commissaire du directoire, qui invite à assister très régulièrement selon les lois aux fêtes et décadis ; lecture de la lettre du ministre de l'intérieur du 22 prairial. Piochaud père conduit la charrue dans un champ voisin ; sillon tracé par le président, au chant des hymnes patriotiques, cris redoublés : « Vive la République ! » ; autel couvert d'épis et de fleurs par le président et Piochaud, chants patriotiques et danses.

Trentième fête décadaire. Personne ne s'est présenté ; travaux, « mais il en est aussi à qui on a à reprocher beaucoup d'indifférence » ; — Trente-unième. Un mariage.

Trente-deuxième. Fête de la Liberté, 10 thermidor an VII, fixée à ce jour ; si on cessait les travaux deux jours de suite on subirait un préjudice considérable ; lecture d'une lettre du département annonçant l'établissement à Saintes du vétérinaire Jean Buisson, élève de l'école d'Alfort ; discours du président ; un mariage.

Trente-troisième. Le 23 thermidor. Fête de la commémoration du 10 août. Le cortège s'est rendu au temple où, dans un endroit apparent, était affichée l'inscription suivante : « Honneur aux braves qui renversèrent le trône ; les Français ne reconnaissent plus d'autres maîtres que les lois. » Discours ; cris répétés de : « Vive la République ! »

Trente-quatrième fête décadaire. Personne. — Trente-cinquième. 10 fructidor. Fête en l'honneur de la Vieillesse. Discours du président, qui donne l'accolade fraternelle aux vieillards désignés comme jouissant de la meilleure réputation placés près de lui ; discours aux jeunes gens (*ratures*).

Trente-sixième. Lecture de la lettre du département sur les congés, dispenses, etc., militaires.

Trente-septième. Rien.

1^{er} vendémiaire an VIII. Fête de la fondation de la République. Au temple, on a élevé un autel à la Concorde, avec inscription à la base : « Paix à l'homme juste, à l'observateur fidèle des lois » ; à côté était placée une enseigne sur laquelle on lisait : « Le peuple debout est armé contre ses ennemis extérieurs et intérieurs, pour l'intégrité de son territoire et le maintien de la constitution de l'an III. » Proclamation honorable par le président des noms des conscrits du canton obéissants à la loi, et désignation des individus qui s'y sont soustraits ; invitation aux parents de les faire partir, aux autorités de donner mainforte à la loi. Serment : « Je jure fidélité à la République et à la Constitution de l'an III, je jure de m'opposer de tout mon pouvoir au rétablissement de la royauté en France et à celui de toute espèce de tyrannie », répété par les autorités, individuellement ; les soldats qui ne savaient pas lire ont répété : « Nous le jurons ! » Invitation par le président « à tous les républicains d'abjurer de funestes divisions et à ne songer qu'à la patrie en péril » ; lecture de la lettre du ministre de l'intérieur du 14, relative à la fête.

« Le commissaire du directoire exécutif a annoncé à l'assemblée qu'il était instruit que des royalistes répandaient depuis quelque temps, sur les chemins et aux portes, dans ce canton, différents écrits contre-révolutionnaires ; il a cherché à prémunir les citoyens contre ces pamphlets incendiaires, et, ayant invité ceux qui pouvaient en avoir trouvé à les lui remettre, le citoyen Gaudin, syndic des gens de mer, lui en a de suite donné un qu'il a déclaré avoir trouvé à la porte de sa demeure ; il a pour titre : « *Procès criminel qui doit être jugé en 1799, au tribunal de cassation, de 25 millions de Français contre une aventurière nommée révolution, connue pour ses crimes dans les quatre parties du monde.* » Le citoyen Etienne Berton a remis aussi un pareil écrit, ainsi qu'un placard commençant par ces mots : « Louis-Joseph de Bourbon, prince de Condé, aux Français », et finissant par ceux-ci : « Que le repentir peut aussi mériter » ; tous lesquels écrits seront brûlés à la porte du temple décadaire, décadi prochain, ainsi que le commissaire l'a annoncé au public. Fait et clos, etc...

« CONSTANTIN. LÉVESQUE. CHOUET. RICHELOT. »

Trente-neuvième fête décadaire. Deux mariages. « L'assemblée s'est rendue à la porte du temple décadaire, où était plantée une pique, au haut de laquelle on avait attaché tous les pamphlets royalistes qui ont été trouvés aux portes et sur les chemins dans ce canton. L'appariteur s'étant avancé, y a mis le feu et, pendant que la flamme consumait ces écrits, des chants patriotiques et analogues à la circonstance se sont fait entendre. »

Quarantième fête. Très peu de monde, vu les vendanges ; lecture du message du Directoire aux Cinq cents du premier et « des papiers nouvelles qui annoncent une grande victoire remportée par les républicains sur l'armée austro-russe » ; un mariage. — Quarante-unième. Lecture des lois, du message du Directoire au Corps législatif du 21, « qui annonce de nouvelles victoires remportées par les républicains et l'arrivée à Paris de Bonaparte ». — Quarante-deuxième. Un mariage. — Quarante-troisième. Deux mariages. — Quarante-quatrième. 30 brumaire an VIII. Lecture du *Bulletin des lois* « et du placard du 19 brumaire présent mois, portant qu'il n'y a plus de directoire ». — Quarante-cinquième à la cinquantième, rien. — Cinquante-unième. Un mariage. — Cinquante-deuxième. Trois mariages.

Cinquante-troisième fête. 30 pluviôse an VIII, au temple, en

exécution de la loi du 21 nivôse. Promesse de fidélité à la Constitution de l'an VIII par les membres de l'administration municipale du canton : en tête, Constantin, président ; formule : « Je promets d'être fidèle à la Constitution » répétée individuellement, ainsi que par les citoyens Gallocheau, juge de paix, Gaillard, Fruger, Yonnet, Perrault, Sorignet, Boucherit, Garlopeau, Bron, Barrault, Yonnet, Michaud, Quéré, ses assesseurs, Bastard, son huissier, Voisin, ministre du culte catholique en la commune de Plassay, Gaillard et Richelot, notaires, Potirón, instituteur de Plassay, Fricaud, instituteur d'Ecurat, Marie-Claire Yonnet, institutrice au Port d'Envaux, Rouland, garde-champêtre de la commune de Saint-Sorlin, Bonnet, garde de Plassay, Girardin, commandant de la garde nationale, Noureau, Machefert, Février, Giraud, Glémein, Richaudeau, Piochaud, Garlopeau, capitaines, lieutenant et sous-lieutenant, « les autres adjoints des agents municipaux assesseurs du juge de paix, le citoyen Mollet, notaire des Essards, ne se sont pas présentés » ; ont promis fidélité : Constantin, Chouet, Lévesque, Yonnet, Berton, agent de Saint-Vaize, Charrier, de Plassay, Desrentes, d'Ecurat, Menanteau, de Crazannes, Angibaud, son adjoint, Clerteau, agent des Essards, Parenteau, du Mung, Chaillot, son adjoint, Boisseau, agent de Geay, et, le 15 ventôse, Jean Gaschet, garde de Geay.

Cinquante-quatrième fête décadaire. Un mariage. — Cinquante-cinquième, rien. — Cinquante-sixième. Lecture du *Bulletin des lois* et « de la proclamation des consuls de la République aux Français, du 17 ventôse ». — Cinquante-septième. Onze heures : « même lecture, ainsi que de l'adresse et arrêté du préfet du 5, relatifs au départ des conscrits ». 10 germinal an VIII.

Suspects. Visites domiciliaires. — Le 25 pluviôse an VI, lecture d'un arrêté du directoire exécutif du 3, destituant Girardeau, agent municipal de la commune des Essards, suspendu par arrêté du département du 4 nivôse : « Considérant que ce magistrat, par son ignorance, son fanatisme et sa négligence, s'est rendu indigne de la confiance de ses concitoyens et de celle du gouvernement. »

Le 25 germinal, on enregistre un certificat signé Balaugné, commissaire du directoire près l'administration du canton d'Urrugne (Basses-Pyrénées), constatant que « les citoyens Barthélemy Barthelemy (*sic*) et Pierre Allenet, prêtre, ont passé », le

9 ventôse, sur le territoire d'Espagne, visé le 9 audit canton, enregistré le 28 à celui de Saintes, le 13 germinal par l'administration du département.

Le 25 thermidor, vu la loi du 18 messidor et l'arrêté du département du 1^{er} thermidor et sa lettre du 15, relatifs aux visites domiciliaires, on arrête que, le 26 et le 27, il en sera fait chez les citoyens Lévesquot père et fils, de la commune de Saint-Saturnin de Séchaud, Turpin, du Mung, Duménil Simon, de Plassay, veuve Vasselot, d'Ecurat ; nomme commissaires Yonet adjoint pour Saint-Saturnin, Chaillot pour le Mung, Charrier pour Plassay, Desrentes pour Ecurat, qui seront assistés de cinq fusiliers de la garde nationale, un capitaine ou un lieutenant, et dresseront des procès-verbaux qu'on enverra sans retard au département.

Le 15 vendémiaire an VII, enregistrement d'un arrêté du département du 5 vendémiaire et d'un arrêté du directoire exécutif du 19 vendémiaire destituant Mulon, adjoint de Plassay, fondés sur une lettre du commissaire Chouet, déclarant que malgré l'arrêté municipal du canton faisant concorder les jours de frairies avec le calendrier républicain, l'agent et l'adjoint de Plassay « ont souffert qu'elle tint le jour qu'elle était fixée sur l'ancien aire (ère), malgré les efforts que fit ce jour-là le commissaire pour dissoudre le rassemblement qui était illégalement formé ; l'adjoint municipal qui était présent se réjouissait du peu de succès qu'il obtint, enhardissant les délinquants, puisque, contre son ordinaire, il vendait vin ». Le département avait suspendu l'adjoint, sur la lettre de la municipalité cantonale portant que l'agent était absent ce jour et avait annoncé que la frairie ne pouvait se tenir que le jour déterminé par le nouveau calendrier : il eût dû ne pas s'absenter, faire la police et sévir ; l'adjoint « ne peut être que convaincu de son mépris pour les institutions républicaines », donna l'exemple de la désobéissance en vendant vin, refusa de se revêtir de ses insignes pour dissoudre le rassemblement ; « il préféra les institutions créées par le fanatisme et le royalisme à celles qui rappellent des idées de liberté et qui (sont ?) constituées (par ?) la république ; il serait dangereux de laisser entre des mains aussi impures le pouvoir qu'il a surpris à ses concitoyens ».

Signé : BOUISSEIN, *président*. BARTHÉLÉMY. LÉRIGET, *adjoint*.
BOISCHOT (?), *substitut du commissaire du pouvoir exécutif*.
RÉ (?), *secrétaire*.

Le 15 fructidor an VII, la loi du 26 thermidor autorisant des visites domiciliaires pendant un mois, pour l'arrestation des embaucheurs, des émigrés rentrés, des égorgeurs et des brigands, sur une lettre de l'administration du 14 thermidor, le commissaire du directoire les requiert « chez tous les particuliers de ce canton reconnus pour être les ennemis du gouvernement républicain, et comme tels, capables de donner asile aux émigrés rentrés, aux prêtres réfractaires, aux conscrits et réquisitionnaires déserteurs ». On arrête qu'elles seront faites de jour, par les agents des communes, autorisés à se faire accompagner par un détachement de la garde nationale : à Saint-Saturnin de Séchaud, le 22, chez les citoyens Lévesquot père et fils, parents d'émigrés, la citoyenne de Grailly, femme d'émigré, Seillès, marchand, Couturier, négociant, Panier, menuisier, et chez tous autres que l'agent de la commune jugera à propos, autorisé à les renouveler aussi souvent qu'il le jugera à propos dans le délai fixé par la loi ; à Ecurat, le 26, chez le citoyen Poitevin de la Frégonnière, la veuve Vasselot, le citoyen d'Abzac ; à Plassay, chez les citoyens Duménil Simon et Coudreau, à la Devauderie ; au Mung, chez le citoyen Turpin ; à Geay, chez la veuve Beauséjour, le citoyen Latour ; aux Essards, chez la veuve Mollet ; à Crazannes, chez la veuve Chaudruc ; ils dresseront des procès-verbaux qui seront remis dans les vingt-quatre heures aux commissaires du Directoire.

Le 25 vendémiaire an VIII, amende de 0 fr. 75 contre huit gardes nationaux qui ont refusé de s'armer pour maintenir l'ordre à la foire du Port d'Envaux du 8 thermidor, et d'accompagner l'agent national lors des visites domiciliaires qu'il a faites, et d'arrêter deux individus refusant de présenter leurs passeports ; le 25 brumaire, établissement de gardes de nuit et de patrouilles dans les communes, sur arrêté départemental du 17, jusqu'au 1^{er} floréal : à Saint-Saturnin, un officier, un sergent, quatre caporaux, seize fusiliers, se réuniront chaque jour, à 6 heures du soir, feront patrouilles jusqu'à 5 heures du matin, sous peine de police correctionnelle.

Déclarations de domiciles, certificats de civisme accordés ou refusés, passeports, réfugiés. — Déclarent transférer leur domicile dans la commune du Port d'Envaux : 5 germinal an IV, Elisabeth Lévesquot, épouse de Mathieu Voix, venant de Sigogne, commune de Jarnac, résider chez son père, Louis Lévesquot ; Pierre Lévesquot fils, domicilié commune de Saint-Geor-

ges des Coteaux, fixé au Port d'Envaux depuis le 15 frimaire dernier ; Bernard-Jean-Amédée Richelot, de Saintes ; le 6, Marie-Anne Paperjon, de Sainte-Cécile, canton des Essards (Vendée), et Marie-Geneviève Provau, épouse d'Etienne Berton, de Saint-Fulgent (Vendée), réfugiées depuis le 6 mai 1794 ; (le 30 floréal an IV, départ de Thérèse Violeau, veuve d'Etienne Berton, vu les pertes qu'elle a essuyées, allant demeurer à Rochefort, chez le citoyen Rulland, son gendre) ; 12 frimaire, Pierre Seillès, marchand de La Rochelle ; 19 germinal an VII, la citoyenne Anne-Marie Michel Saint-Disant, femme divorcée de Henri Grailli, demeurant à Angoulême depuis un an, ses intérêts la rappelant à habiter sur son bien de Panlois ; le 25 nivôse an V, sur sa pétition, l'administration, « considérant que les vues de la pétitionnaire ne peuvent qu'être favorablement accueillies par un gouvernement qui a à cœur les arts et l'industrie, considérant enfin que nulle difficulté ne peut s'élever contre l'obtention du passeport et que l'éducation des deux enfants de la pétitionnaire ne peut faire naître la moindre suspicion sur son compte, n'ayant d'autres vues que de les rendre utiles à leur patrie et à eux-mêmes en par elle les faisant rentrer en France aussitôt qu'ils auront atteint l'âge exigé par les lois sur l'émigration ; est d'avis qu'il soit délivré à la citoyenne Anne-Marie Michel Saint-Disant un passeport à l'effet d'aller conduire à Hambourg ses deux enfants, à la charge par elle de se présenter à l'administration aussitôt son arrivée dans sa commune pour y faire constater son retour. » (Pas de signature). Le motif allégué était de conduire ses deux enfants à Hambourg, à l'effet de leur faire apprendre les langues étrangères ainsi que le commerce. Le 5 floréal an V, enregistrement d'une autre pétition de la même, présentée le 28 germinal, « expositive qu'elle est instruite que son mari a été compris comme bien d'autres républicains, sur le premier supplément de la liste générale des émigrés, le 24 septembre 1793, que l'époque de la Terreur disparaissant, et le gouvernement étant disposé à n'user que de justice, elle croit devoir réclamer contre cette fausse inscription ».

Le 5 nivôse an IV, attestation que Joseph Merveilleux, ex-curé, habite la commune depuis le 16 vendémiaire (le 23 messidor an IV, il fait un partage de terre avec Louis Lévesquot, comme « propriétaire, demeurant à Panlois, muni de procuration générale de A.-M. Michel de Saint-Disant » ; le 15 floréal an V, il est élu président de l'administration municipale, où il

semble avoir été suppléé par le vice-président Constantin. Le 20 messidor an VIII, il présente à la municipalité d'alors sa nomination à la cure de Ranville du 12 septembre 1778, sa prise de possession, 20 septembre suivant, affirme y avoir exercé dudit jour au 25 décembre 1792, époque où il déclara à la municipalité ne plus vouloir exercer, et avoir obtenu une pension de secours de 800 francs par an).

Le 5 frimaire an VI, Merveilleux, à Panlois, Célestin Hippeau, à Saint-Sorlin, Ambroise-Jacques-François-Marie Voisin, ministre du culte catholique à Plassay, l'ex-prêtre Fonteneau, à Saint-Sorlin de Séchaud, déclarent au commissaire du pouvoir exécutif chacun « qu'en ma qualité de prêtre ci-devant curé, j'ai prêté, soit comme fonctionnaire public, soit comme citoyen, les sermens exigés en différens tems par la loi, et que dans ces actes je n'ai fait usage que des expressions littérales, sans me permettre aucune emphatique, restriction ni modification quelconque, déclarant au surplus et affirmant ne m'être jamais rétracté. En foi de quoi j'ai signé, le 3 frimaire an VI de la République française, une et indivisible. » Merveilleux signe le 3, les autres le 5.

Le 15 messidor an VI, des certificats de vie et « d'individualité » (d'identité) sont délivrés par les agents municipaux de leurs communes audit Merveilleux, 48 ans, résidant depuis environ quatre ans sans interruption au lieu de Panlois, et Voisin, 40 ans, résidant depuis plus de trois ans sur la commune de Plassay ; le 15 nivôse an VII, certificat à Marie-Anne de la Tour, veuve de Daniel-Antoine Boureau-Beauséjour, 67 ans (signalement : yeux bleus, etc.), résidant depuis plus de dix ans au lieu de la Turpinerie, commune de Geay ; le 25 thermidor, à Merveilleux, pensionnaire de la République d'une somme annuelle de 800 fr., né le 5 janvier 1750 (trois jours d'affiche) ; à Voisin, dénommé Urbain, au lieu de Ambroise, le 5 fructidor ; le 5 pluviôse an VII, à Pierre Gallocheau, 79 ans, attestation de Pierre Lévesquot, commerçant.

(Sur un registre postérieur à la quatrième municipalité, certains actes nous font connaître la rentrée d'émigrés.)

Le 8 vendémiaire an IX, on enregistre le passeport suivant : « Passeport ou amnistie délivré au citoyen Lévesquot. Liberté, Soumission aux lois, Egalité. Au quartier général, le 19 germinal, 8^e année de la République française une et indivisible. Le général de brigade J.-B. Darnaud, commandant le départe-

ment de la Mayenne en état de siège, aux autorités civiles et militaires : Laisse librement passer et prêtes aide et assistance au citoyen André Lévesquot-Danville, natif de Saint-Sorlin de Séchaud, canton du Port d'Envaux, département de la Charente-Inférieure, domicilié à Saint-Lézin, ex-chouan, qui a rendu ses armes, fait sa soumission aux lois de la République, e' faites-le jouir en vertu de la pacification de tous les droits attachés à la qualité de citoyen français. Signé: J.-B. d'ARNAUD. »

Le 18 fructidor an X, certificat de vie et de résidence au chef-lieu de la commune de Saint-Saturnin de Séchaud, délivré à François-André-Louis Lévesquot, prêtre, 44 ans 3 mois, signalément 1^{er}75, cheveux, sourcils bruns, etc.

Le 16 nivôse an XI, « enregistré le certificat d'amnistie dont la teneur suit :

Grand juge et ministre de la justice.

Liberté, Egalité.

Certificat d'amnistie. Paris, le 18 frimaire an XI de la République française :

Le grand juge et ministre de la justice, en exécution de l'article 8 du sénatus-consulte en date du 6 floréal an X,

Vu la déclaration faite le 1^{er} prairial an X, devant le secrétaire général délégué par le préfet de la Charente-Inférieure, par Grailly (Henri), demeurant à Saint-Saturnin de Séchaud, de laquelle il résulte que le déclarant ne jouit d'aucun titre, places, décorations, traitemens ni pensions de puissances étrangères ; vu pareillement le serment qu'il a fait d'être fidèle au gouvernement établi par la Constitution et de n'entretenir ni directement, ni indirectement, aucune liaison ni correspondance avec les ennemis de l'Etat ; considérant que cette déclaration et ce serment ont été faits dans les délais déterminés et qu'ils sont conformes aux dispositions des articles 3, 4 et 5 du sénatus-consulte ; considérant que le déclarant ne se trouve dans aucun des cas d'exception prévus par l'article 10,

Arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. Amnistie est accordée pour fait d'émigration à Grailly (Henri).

Art. 2. Il rentre en conséquence dans la jouissance de ceux de ses biens qui n'ont été ni vendus ni exceptés par l'article 17 du sénatus-consulte.

Le grand juge et ministre de la justice. Signé : RÉGNIER.

SALADIN, secrétaire. »

Certificat identique concernant le citoyen André Lévesquot, sauf que sa déclaration est du 30 floréal an X.

Biens nationaux. — Le 5 fructidor an V, on note la transcription d'une lettre du directoire au ministre des finances, ayant pour but de rassurer les acquéreurs des domaines nationaux. 15 germinal an VI, affiches du partage des biens de la citoyenne Chaudron, femme Lévesquot, et de plusieurs biens nationaux à vendre, envoyées par le département et apposées. Le 15 ventôse an VII (loi du 6 frimaire, art. 2), déclaration par Jean Babinot qu'il est détenteur à l'Hopiteau, commune de Geay, de deux bateaux servant au passage, ayant ci-devant appartenu à l'ordre de Malte, estimés 250 francs, devant Gaillard, notaire, et de l'emplacement du passage ou port à lui adjudgé le 17 nivôse an II, avec autres objets, pour 43.100 fr. Le 5 frimaire an VIII, Boisseau est nommé commissaire pour assister à la vente de bois de la nation dans le bois de la citoyenne Latour, veuve Beauséjour.

Maximum, mesures économiques. — Le 15 germinal an IV, sur les réquisitions du commissaire du directoire, on arrête que la taxe du pain et de la viande faite par les anciens officiers de police de Saintes a toujours été suivie dans ce canton, celle qui vient d'y être faite et les suivantes seront publiées et suivies à peine d'amende.

Réquisitions. — Le 25 brumaire an IV, l'agent municipal est chargé de répartir une réquisition du district de 200 quintaux de foin, 100 de paille, du 28 vendémiaire ; le commissaire, sur une lettre du 4 brumaire, engageant à soumissionner pour une ou plusieurs charrettes attelées de quatre chevaux pour transports de vivres et fourrages à l'armée de l'Ouest, ou à indiquer ceux qui pourraient être réquisitionnés, fait renvoyer l'exécution au même agent ; le 5 germinal an VIII, enregistrement d'une commission de Penevert (?), ingénieur de vaisseau en chef, autorisant François Villain, charpentier, contremaitre au port de Rochefort, à se transporter dans le 3^e arrondissement forestier, pour marteler et faire abattre tous arbres propres au service de la marine ; 27 germinal, réquisition infructueuse de trois chevaux pour les dragons.

Impôts. — Le 15 frimaire an IV, la première réquisition du commissaire à la nouvelle municipalité insiste pour l'exécution de la loi du 2 thermidor an III et le versement en nature de la moitié des impositions dans les magasins, pour les besoins des armées, des villes maritimes et la baisse du prix des denrées.

Le 13 nivôse an IV, après une lettre du département du 29 frimaire, plusieurs agents déclarent être incapables de dépouiller les rôles de leurs communes pour l'établissement de l'emprunt forcé, quelques rôles refusés par les percepteurs ; l'administration s'est divisée pour opérer ; renvoi au 16, puis au 17 ; retard dû à celui des paquets (voir *Poste*).

Le 5 ventôse, sur arrêtés du directoire des 5 et 8 pluviôse, du département du 18 pluviôse, pour cette vérification et rectification des erreurs, le seul moyen étant de « s'entourer des lumières des citoyens connus par leur probité, leur justice et leur impartialité », on nomme dans chaque commune cinq citoyens qui, réunis à l'agent et l'adjoint et à tel autre qu'ils jugeront nécessaire, feront le travail préparatoire et se réuniront à l'administration pour la renseigner sur la fortune de leurs concitoyens ; aucun « réclamant, commissaire ou agent ne sera présent à la discussion ». On choisit, pour Saint-Saturnin : Couturier, Lévesquot père, Gaudin, Gallocheau père, Videau ; les Essards : Mollet, notaire, Terrier, Charrier, Aubert, Arnaud père ; Geay : Denéchaud père, Beauséjour, Oteau Pierre, Garlopeau, Daudenas fils ; Le Mung : Amiot, Biteau, Yonnet, Orgé, Michaud ; Plassay : Coudreau, Viaud, Péraud, Sorignet, Mulon ; Crazannes : Braud, Binbau, Viaud, Angibeau, Bron ; Saint-Vaize : Berton père, Creunier, Féty, Chausal, Gourdel ; Ecurat : Poitevin, Roy, Couraud, Maussé, Garnier. Le 23 ventôse, remerciements du commissaire Chouet aux administrateurs pour leur zèle à la confection de ces rôles. « Vous aurez ainsi que moi la douce satisfaction de voir vos concitoyens voler au secours de la patrie en déposant chez les percepteurs les sommes auxquelles vous les avez taxés » ; commissaires nommés (un par commune) pour signer avec le percepteur le coupon à remettre aux prêteurs : Lévesquot, Mollet, Berton, Fricaud, Gaillard, Yonnet, Mulon, Groux, à Geay. Le 15 thermidor, nomination de commissaires répartiteurs pour Geay et Ecurat, en retard pour la répartition de la contribution foncière. Le 9 brumaire an V, plaintes du commissaire et menaces de dénoncer l'agent des Essards, absent aux délibérations ; qu'on active la répartition des charges locales, taxe somptuaire, secours aux parents des défenseurs de la patrie, rôles fonciers de l'an IV. Le 30 brumaire, le délai pour se munir de patentes est expiré depuis quinze jours, l'impôt nécessité par une guerre terrible, a suscité les menaces des égoïstes ; obliger les agents à verbaliser :

on leur écrira d'y tenir la main et de rendre compte sous trois jours.

Le 8 frimaire, on n'a reçu que le 6 l'arrêté du département du 1^{er}, et à 5 heures du soir ; il exige qu'on justifie le 15 de la rédaction des rôles provisoires fonciers de l'an V pour les huit communes. On n'a pas reçu assez d'imprimés ; pour ne pas encourir les peines des lois des 16 et 17 brumaire, on restera en permanence jusqu'à formation des rôles ; l'adjudication au rabais des recettes, fixée au 10, sera annoncée au son des cloches. Le 10, Léonard Ganivet-Desgraviers est adjudicataire de Crazannes, Le Mung, Geay, à 1 sol pour livre, et de Plassay à 6 deniers pour livre, cautionné par Lévesquot ; Saint-Vaize et Ecurat adjugés 1 sol pour livre ; on nomme d'office pour Saint-Sorlin et les Essards des percepteurs ; le 25 nivôse, apostille favorable à la demande du percepteur des Essards, qui veut verser au département 6.248 livres 5 sols en assignats de sa recette de l'an III.

Le 15 ventôse, le commissaire insiste pour la confection des rôles, la moitié de l'administration va sortir par la voie du sort ; n'obtenant pas de réponse positive, il l'écrira dans sa correspondance décadaire. Le 16, le département nomme Charles Crugy commissaire pour les rôles du canton de l'an III et l'an IV. Le 25, vu l'impossibilité d'obtenir des garnisaires pour contraindre les contribuables récalcitrants, on proposera au département d'autoriser les percepteurs à requérir des huissiers, en taxant le commandement à 25 sols dans la commune du contribuable, 30 au dehors. 25 floréal an V, avis favorable à la décharge de l'emprunt forcé imposé à la citoyenne Moine, veuve Héard, retirée à Saintes. Le 5 messidor, nomination de trois porteurs de contraintes taxés un franc dans la commune, 1 fr. 15 au dehors, et pour saisie 1 fr. 15 et 1 fr. 10, par journée de vente 3 francs hors du canton, par lieue de poste 12 sols (homologué le 28 thermidor par le département). Le 15, nomination de répartiteurs ; contingent du canton, 41.191 francs 10 sols 10 deniers dans les 3.199.100 du département. « Somme trop considérable ; irrégularité des matrices du canton ; peu de revenu ! »

Répartition entre les communes sur la base prise en 1791 par le département. Sur les 35.818, 14, 7 de principal, on a pour Crazannes, 2.498, 19, 7 ; Ecurat, 3.419, 13 ; Geay, 6.839, 6, 4 ; Le Mung, 3.989, 12, 1 ; les Essards, 3.858, 1, 6 ; Plassay, 4.866, 8, 3 ; Saint-Sorlin, 7.891, 10, 4 ; Saint-Vaize, 2.455, 3, 4.

Les sommes additionnelles sont (même ordre) : 374, 16, 11 ; 512, 19 ; 1.025, 17, 11 ; 598, 8, 11 ; 578, 11, 3 ; 729, 19, 3 ; 1.183, 14, 6 ; 368, 5, 6.

Quatre répartiteurs nommés par commune : Lèvesquot, Gallocheau, Rinval, Beauséjour, Latour, Poitevin la Frégonnière, etc.

Le 24 fructidor, avis que les maisons du Port d'Envaux doivent être imposées comme rurales. Le 30, avis de décharger Duménil Simon, de Plassay, de 453 francs payés en l'an II pour huit mois vingt-un jours de 1794, ses biens ayant été pendant ce temps affermé au compte de la nation, il n'en a pas joui.

5 vendémiaire an VI, nomination de répartiteurs de la contribution mobilière, commissaires pour y assister (les mêmes) ; le 19, répartition de 2.764 livres 10 sols. Contribution personnelle : Saint-Sorlin, 669, Saint-Vaize, 200, Geay, 400, Le Mung, 302, Plassay, 391, les Essards, 300, Ecurat, 278, Crazannes, 214, 10.

Somptuaire et mobilière : base : nombre des patentes, 4.032 f. 9 ; même ordre : 1.584, 484, 424, 176, 374, 396, 220, 374.

Le 5 frimaire an VI, on écrira aux répartiteurs dans les communes, vu leur négligence ; le 15, on leur réclamera de fournir dans la décade état des assujettis à la patente ; le 5 nivôse, personne ne se présentant, on nomme d'office les percepteurs de Geay, Crazanne, les Essards, Ecurat, Plassay, à 12 deniers pour livre ; le 12, nomination de treize jurés d'équité pour répartition des impôts personnels, etc. ; le 15, réquisitions du commissaire contre « l'apathie des répartiteurs... qui vous feront mal noter au département, ce qui pourrait peut-être contribuer à la destruction du canton du Port d'Envaux », qu'ils rendent compte sous trois jours ; partout ailleurs les rôles de l'an V sont en recouvrement.

Le 5 pluviôse an VII, nomination de répartiteurs ; le 30, adjudication des perceptions (foncière et personnelle) : Saint-Sorlin, à 5 deniers pour livre ; les Essards, Plassay, Saint-Vaize, Crazannes, Ecurat, 6 deniers ; Geay, 1 denier ; le Mung, 3 deniers.

5 germinal, répartition du foncier de l'an VII ; sur 37.266 livres 9 sols 8 deniers : Saint-Saturnin, 10.979, 05 ; Ecurat, 2.342, 17 ; Geay, 9.128, 29 ; Plassay, 3.874, 50 ; Le Mung, 4.949, 21 ; les Essards, 2.140, 35 ; Crazannes, 1.946, 45 ; Saint-Vaize, 1.906, 23. Personnelle et mobilière : sur 4.168, 9, 1, même ordre : 1.310, 97 ; 349, 64 ; 480, 02 ; 586, 12 ; 254 ; 400, 51 ; 395, 87 ; 391, 85. 15 germinal, on nomme un troisième porteur

de contraintes, les autres ne suffisant pas. 5 floréal, sur annulation de la répartition du foncier du 5 germinal, on fixe (même ordre) à 7.921, 85 ; 3.686 ; 6.903 ; 5.190, 14 ; 4.065, 85 ; 4.211, 92 ; 2.667, 30 ; 2.620, 9. 1^{er} prairial, décharge de patente d'un carquelinier. 10 prairial, on s'assurera que les percepteurs ont soldé les années passées ; ils verseront au receveur, par décades, par onzième partie ; qu'au 1^{er} vendémiaire la somme soit versée. (Communication à la fête décadaire.)

19 messidor an VII, répartition de 60 quintaux de froment réquisitionné pour le département : Saint-Saturnin, 6 $\frac{1}{2}$; Crazannes, 3 ; Geay, 15 ; Saint-Vaize, 3 ; Plassay, 7 ; les Essards, 6 ; Ecurat, 5 ; le Mung, 7 $\frac{1}{2}$ de seigle, à déposer chez Lévesquot fils, qui pèsera et examinera. Réparti à Saint-Saturnin sur veuve Boucherit, Bonnaud, Colas de la Croix, citoyenne de Saint-Dizant, Gallocheau père, chacun 1, Lévesquot 1 $\frac{1}{2}$.

5 pluviôse an VIII, adjudication (affichée douze jours) des perceptions foncières de l'an VIII, renvoyée ; le 8, adjudication : Geay, 0,02 centimes ; le Mung, 0,02 $\frac{1}{2}$ (Desgraviers, de Civrac) ; les autres, 0,02 $\frac{1}{2}$, sauf Saint-Vaize, 0,04 $\frac{1}{2}$.

15 ventôse an VIII, nomination de répartiteurs (personnelle-mobilière an VIII), 5.447 francs ; Saint-Saturnin, 1.713, 14 ; Ecurat, 456, 94 ; Geay, 627, 35 ; Plassay, 764, 83 ; Le Mung, 331, 98 ; les Essards, 523, 46 ; Crazannes, 517, 13 ; Saint-Vaize, 512, 15.

Foires. — Le 5 floréal an VI, vu l'arrêté du directoire du 14 germinal an VI, ordonnant de les régler sur le calendrier républicain, on demandera au département de réduire les douze du Port d'Envaux à six, fixées au 4 fructidor, 23 brumaire, 24 pluviôse, 20 germinal, 16 prairial, 1^{er} thermidor, « et qu'au surplus la foire de Saint-James soit supprimée parce qu'elle avait été instituée par les ci-devant seigneurs, à l'occasion d'un droit qu'ils exigeaient du ci-devant prieur, lequel droit consistait à leur fournir le jour de cette foire une demi-barrique de vin, un quart (?) (gras ?) de veau, le pain que produisait la fleur d'un boisseau de farine, et une pelloite sur laquelle étaient gravées les armes du ci-devant seigneur de Taillebourg et celles des Trinitaires ».

Bans de vendanges. Gardes messiers. — Le 5 fructidor an VI, le commissaire Chouet requiert en ces termes le rétablissement du ban de vendanges : « Citoyens administrateurs, le mot de liberté exprimé dans la déclaration des droits de l'homme et du

citoyen est dégénéré en lissance par l'ineptie de certains individus qui s'imaginent pouvoir, d'après ce mot, faire tout ce qu'il leur plaît... la liberté consiste seulement à pouvoir faire ce qui ne nuit pas aux droits d'autrui ». Raisins récoltés avant maturité : l'un vendange plus tôt, l'autre plus tard, l'un dans tel fief, l'autre dans tel autre, plusieurs fiefs sont commencés à même époque, des propriétaires hors d'état d'y envoyer des vendangeurs, souvent les grappilleurs récoltent avant eux. On nomme deux commissaires pour visiter les vignes, fixer les jours, défense de grappiller avant date fixée. Le 25, fixation du ban de vendanges rétabli dans tout le canton, pour l'an VI.

Saint-Saturnin, fiefs : Le pas de notre aire (Patenoustrières), les ci-devant fiefs des Chauvins et des Bucheries, au 1^{er} jour complémentaire ; Grands et petits fiefs de Gibran, celui des Chailles, 2^e jour ; — Saint-Vaize : La Roche, 26 fructidor ; Sables, 27 ; Champs, 28 ; Bois, 1^{er} jour ; Conneré, 2^e jour complémentaire ; — Ecurat : ci-devant fief du Chêne des Oeufs (?), 1^{er} jour complémentaire ; Fraignéès, Prieur, 2^e jour ; — Saint-Martin, 3^e jour ; Cygogne, 4^e jour ; Gâtefer, les Seps, 5^e jour ; Plants, 3 vendémiaire ; Le Mung : ci-devant fief du Mung, 26 fructidor ; — Plassay : fief des Grois, du Péré (?). Moulin, Château-Renard, 1^{er} jour complémentaire ; de la Garenne, Grand et petit fief Fontenelles, Tomassières, 2^e jour ; Brousses, Riallès, Rochers, Brauderie, 3^e jour ; Genivre, 4^e jour ; Chane (?), Gras, de Méliers, 5^e jour ; Gataudière, Gros-Cormier, 2 vendémiaire ; — Geay : Champ-Perret, Seuil (?) du pré, 28 fructidor ; Lauze, 29 ; Lombrière, 1^{er} jour complémentaire ; Grand fief de la ci-devant Croix, 2^e et 3^e jours ; Brulard, 4^e jour ; — Les Essards : Fief ci-devant Trotechien, 25 fructidor ; Montaiguillon, 27 ; Chevolaillé, 25 ; Petitbois, 1^{er} jour complémentaire ; Gallienne, 2^e jour.

Le 4 vendémiaire an V, commission de Etienne Fétis, garde champêtre de Saint-Vaize, Jean Bonnet, garde de Plassay.

Poste. — Les communications sont lentes, difficiles, mal assurées. Le 13 nivôse an IV, on motive ainsi le retard du dépouillement des rôles des contributions : « retard de réception des paquets concernant l'administration, qu'on a dû faire rechercher par un membre, dans des endroits où ces paquets ne devraient jamais se trouver, c'est-à-dire dans un cabaret. » Prière à l'administration de dire comment les paquets parviendront ; il paraît que la gendarmerie ne se charge pas de ce service ; il deviendrait

trop dispendieux par la poste dont le bureau est à Taillebourg ; qu'on fixe les jours où le concierge ira prendre les paquets à l'administration du département. Le 18 vendémiaire an V, pour activer les affaires, le secrétaire est seul chargé des enregistrements et recevra tous les paquets adressés à l'administration ; le 9 brumaire, on rapporte cette délibération illégale prise le maire absent ; l'agent municipal décachetera ; depuis plus d'un mois il n'est parvenu aucune loi ni paquet du département ; on en attribue la cause à la tiédeur qu'ont produite les expressions de la fin de la délibération du 18 « dans l'esprit de ceux qui avoient eu la complaisance de retirer des bureaux du département les paquets à notre adresse ». On les invite à agir comme par le passé, en transmettant tous les paquets dont ils voudront se charger, « afin d'éviter à l'administration des frais onéreux de transport ». Le 8 frimaire, on n'a reçu que le 6 l'arrêté du département du 1^{er}.

Le 15 pluviôse an V, adjudication de la place de commis ou messenger pour porter et rapporter les lettres et paquets pendant un an, tous les tridi, sextidi, décadi, adressés au département par l'administration, le commissaire, le juge de paix, les porter au bureau de poste de Taillebourg, les rapporter et remettre, — faite au rabais à Jean Roulaud, pour 69 livres ; le 25 floréal, ce salaire est élevé à 140 livres, vu la suppression du bureau de poste de Taillebourg au 1^{er} messidor : il les portera à Saintes les primidi, quartidi, septidi. Le 15 thermidor, un membre expose l'embarras de plusieurs communes depuis la suppression des bureaux de Taillebourg et Saint-Porchaire : on dit qu'elle est faite pour diminuer les frais de régie. On pourrait concilier l'économie et la commodité ; avec ses appointements ou une légère augmentation, le commis salarié, pour aller à Saintes, pourrait se charger de la distribution des lettres de particuliers. On demandera à l'administration des postes un bureau de distribution, commune du Port d'Envaux, pour le canton et Saint-Porchaire et Romegoux.

Le 25 vendémiaire an VII, on alloue à Roulaud, messenger, pour Saintes, 85 francs (mêmes jours et services qu'en l'an V).

6 frimaire an VIII, mention identique.

Le 15 floréal an VII, ferme du passage du Port d'Envaux, 12 francs par an, à Charles Allenet, propriétaire du bac.

Routes. — Le 4 prairial an IV, l'agent municipal s'adjoint Gaudin, Seillès, Menet, pour inviter les bons citoyens à sous-

crire pour la réparation des routes ; le 25 nivôse an VI, on écrira aux agents des communes d'afficher une proclamation du directoire et d'ouvrir un registre de souscription pour la réparation des routes ; le 2 prairial an VI, sur arrêté du département du 12 floréal, « qui n'est parvenu qu'hier », vu le petit nombre de ces souscriptions, ces agents s'adjoindront des commissaires pour inviter de nouveau les citoyens à souscrire et rendre compte sous trois jours des individus qui auront fait des offres.

Il est de mode de maudire « l'administration centralisée que l'Europe ne nous envie plus », dit-on. L'administration localisée de 1799 devait souvent aboutir à des résultats qui, malgré sa bonne volonté, se rapprochaient de ceux qu'obtient l'Espagne.

D'un registre suivant, qui commence le 6 brumaire an IX et ne concerne plus la période révolutionnaire proprement dite, nous extrayons l'analyse d'*Observations à présenter au préfet*, arrêtées les 17 prairial an IX et 29 pluviôse an X, paraissant intéressantes pour la constatation de l'état de la commune à cette époque.

17 prairial an IX. Le contingent de la commune, pour l'impôt foncier de l'an X, avec les centimes accessoires, est de 11.410 francs 64 centimes, au lieu des 7.744 francs 10 centimes de l'an IX, accru de 3.666 francs 54 centimes, alors que le contingent de l'arrondissement a été diminué. Revenu imposable : 28.112 francs 52 centimes, qui, à raison du cinquième, ne pourrait donner lieu qu'à une contribution foncière de 5.622 francs 50 centimes en principal.

Sol peu profond, les sécheresses du printemps réduisent à rien la récolte, les parties basses sont exposées à la gelée. Les bois taillis formant la majeure partie du territoire « ont été tellement dégradés pendant le règne de la licence révolutionnaire, que leur produit a diminué de plus de moitié. »

Les enrôlements pour la marine diminuent la main d'œuvre ; il règne une grande détresse ; plusieurs habitants sont forcés de vendre leurs biens pour payer les impôts ; si la surcharge est maintenue, le recouvrement sera impossible ; vu la gelée, on eût dû les réduire au-dessous de ceux de l'an IX.

Le maire se pourvoira pour obtenir la réduction de l'impôt à 5.622 francs 50 centimes, au moins au taux de l'an IX, et demandera une nouvelle convocation du conseil d'arrondissement pour ce redressement.

29 pluviôse an X. Il y a eu une inondation ; on n'a pas obtenu justice pour les impôts de l'an X : prière au préfet de la faire rendre pour l'an XI ; réduire à trois centimes par franc le salaire de perception ; il faut rétablir à 100 francs les dépenses de la mairie, à 150 francs le salaire du garde ; les rôles d'impôts devraient être rédigés dans chaque commune. Pour le four à briques, on prend clandestinement les terres des bords de la Charente, causant des éboulements qui l'élargissent, surhaussent le lit, provoquent des échouages. Il faut faire exécuter l'ordonnance des Eaux et forêts prescrivant de prendre ces terres dans des fossés à distance de la rivière : on échappe à la surveillance en faisant ces travaux pendant la nuit.

« Morale et culte. — Les habitants de cette commune s'adonnant principalement à la navigation, leurs mœurs en ont toujours été moins pures que celles des communes uniquement agricoles. Depuis la révolution, la dépravation augmente d'une manière effrayante, surtout chez les jeunes gens. Le besoin du rétablissement de l'exercice d'un culte public se fait sentir ici impérieusement, et le conseil municipal formerait à cet égard la demande la plus pressante, s'il n'était persuadé que le gouvernement, trop éclairé pour ne pas sentir que la religion est le seul moyen de maintenir les bonnes mœurs dans un grand état, va incessamment prendre des mesures efficaces sur cet objet. »

Les chemins vicinaux sont mauvais. C'est un acte de justice d'y aider sur les fonds disponibles et de faire rétablir dans leur largeur les chemins ruraux sur lesquels on a empiété.

La chaussée Saint-James, de 1.200 mètres, seule communication avec Taillebourg, deviendra impraticable si on ne remédie à sa ruine. L'agriculture est routinière, le sol peu fertile, la main-d'œuvre est chère, la marine et l'exploitation des bois employant les bras empêchent de concevoir l'espoir de son amélioration.

Signé : GALLOCHEAU. MALLET. E. YONNET. VIGNAUD. RIVOAL.
L.-JEAN ROGÉ. LÉVESQUOT. RICHELOT.

QUOERENS.

LIVRES ET REVUES

Bulletin de la Société historique du Protestantisme français, septembre-octobre 1907. — Lettres concernant les *événements relatifs* au protestantisme de 1682 à 1687, p. 466-488.

à Paris, le 3 octobre 1685.

Le marquis de Boufflers est arrivé en Saintonge avec nombre dragons pour y faire des conversions. Le ministre de Jarnac, à la teste de son troupeau, s'est converty et l'abbé de Jarnac leur a donné l'absolution.

6 octobre 1685.

... Dans la Saintonge il n'y a presque plus de protestants. L'évêque y a réussi et s'est transporté dans toutes les villes de son diocèse où il a fait tout changer.

Le ministre de Saint-Jean d'Angély, à la teste de tout son troupeau a aussi changé, et l'évêque luy aiant donné l'absolution, l'a introduit dans l'église, le tenant par la main, et tous les ecclésiastiques tenans les plus considérables les ont introduits dans l'église.

Revue des Etudes anciennes, octobre-décembre 1907. — M. G. Gassies, dans un précédent article, avait cherché à démontrer qu'il a dû exister en Gaule un culte populaire de la Terre-Mère associée à Dis Pater-Cernunnos. M. Jullian approuva la théorie tout en s'étonnant que la double figure du dieu et de la déesse cornue, ou dieux créateurs, n'apparaissent jamais en couple.

M. Gassies reprend aujourd'hui la question et dans un article intitulé *Groupe de Dis Pater-Cernunnos et de la Terre-Mère*, il examine plusieurs sculptures gallo-romaines conservées dans les musées ou collections particulières. Il voit un de ces groupes dans l'autel de Saintes.

« L'identification du dieu accroupi, dit-il, portant la bourse et le torques avec le dieu cornu n'est pas douteuse, malgré l'absence de la tête, et il nous parait certain aussi que la déesse assise est la Terre-Mère. Nous avons là le couple divin demandé. La petite figure de droite n'est là que comme attribut de la Déesse-Mère, et, pour en préciser le caractère maternel, elle en est en quelque sorte l'incarnation localisée, c'est-à-dire que la grande

déesse représenterait la Terre-Mère et la petite la source, sa fille, ou la mère particulière au lieu consacré.

La déesse-mère présente un attribut qu'elle n'a pas d'ordinaire, un oiseau, sans doute une colombe, c'est l'oiseau que porte la Cypris du musée de Lyon. On peut voir là un symbole d'amour et de fécondité.

Le rapprochement s'impose aussi entre la petite figure du groupe de Saintes et les figures analogues que l'on voit : 1° à côté de la déesse du musée de Châtillon trouvée non loin de la source du Revinson ; 2° auprès de la déesse portant une corne d'abondance sur une des faces du monument de Mavilly ; 3° enfin et surtout avec la petite figure debout auprès d'une mère assise du bas relief d'Autun. (M. Gassies oublie une déesse-mère du musée de Saintes, ayant une petite figure à côté d'elle).

Je pense que l'on peut considérer le groupe de Saintes comme une figuration du dieu cornu et de la Terre-Mère, mais je ne pense pas que l'on puisse trouver de groupe où les figures soient cornues. »

M. C. Jullian, dans sa chronique gallo-romaine, déclare « acquis » que les Gaulois portaient au cou des cravates-foulards. Il explique ainsi certain bourrelet qui se voit assez fréquemment dans le haut du vêtement dont les hommes représentés sur les stèles sont revêtus. Il avait longtemps hésité à accepter cette interprétation que M. Espérandieu lui proposait. On faisait de cet appendice plus volontiers un capuchon rejeté en arrière. M. Jullian s'est converti à l'opinion de M. Espérandieu en voyant la *photographie* d'une face de pierre trouvée dernièrement dans l'amphithéâtre de Saintes. Il y reconnaît très nettement « une longue cravate-foulard aux extrémités tombant sur la poitrine ».

M. Jullian a été trompé par la photographie. Le bourrelet en question n'a pas de bouts pendants. Ce qu'il a pris pour eux ce sont des plis de vêtement.

La photographie est malheureusement trop sujette à induire en erreur. La lumière joue des tours pendables.

Le *Recueil de la Commission des Arts*, t. XVII, p. 457, contient le rapport de notre confrère M. Mesnard, adressé au préfet de la Charente-Inférieure sur le tableau de Th. Chassériau, conservé dans l'église de Saint-Jean d'Angély, le *Christ au jardin*

des Oliviers, qui a été classé comme monument historique, le 6 décembre 1906.

M. Mesnard raconte comment ce très beau tableau est arrivé à Saint-Jean, que rien n'indiquait pour le recevoir. Il paraît — c'est la légende, *fama* — que l'église de Saint-Jean « aurait bénéficié d'une erreur d'adresse dans l'envoi, la toile dont il s'agit étant destinée à une importante cathédrale, alors que c'était une peinture plus modeste quant au prix qui lui aurait été destinée ».

Le tableau a été rentoilé et restauré il y a trois ou quatre ans. Ce numéro contient la suite du *Médailler de Saintes*.

La Revue des poètes, des 10 septembre et 10 octobre 1907, publie la légende de *la fée de Châtelailлон*, mise en vers par notre confrère M. Léon Bouyer. Le barreau de Saintes a de tout temps compté parmi ses membres un bon poète ; il paraît que le droit qui conduit à tout, dit-on, mène aussi au Parnasse. En réalité, M. L. Bouyer est un poète que certains *Taillleurs d'images* et un autre volume de sonnets ont classé entre les meilleurs. Je n'insiste pas, je craindrais de mettre sa modestie à la géhenne.

Son nouveau poème est un récit composé sur la légende que l'on connaît, très imagé, très coloré, très moyen âge. Je ne citerai que les derniers vers qui résument toute la fiction :

Elle aperçut le vieux Seigneur
Immobile au front des murailles,
Eut un grand geste éblouissant
Où jouaient des reflets déferle,
S'avança légère et glissant
Ainsi qu'une vague déferle
Et dit : « Je venais de bien loin,
» Grelottant de froid sous l'averse,
» Et ne te demandais qu'un coin,
» Derrière ton pont et ta herse.
» J'ai dû subir l'affront cruel
» De supplier en vain l'engeance
» Des durs archers de ton castel.
» Après l'affront vient la vengeance ;
» Ton marquisat, Châtelailлон,
» Ira s'effritant chaque année
» D'un écu d'or et d'un sillon
» Tant que durera ta lignée ».

UN AGENT SECRET DE MAZARIN. — BENJAMIN PRIOLO, 1602-1667.

Par Gustave Chéneau.

Augustin Thierry nous a conté, de merveilleuse façon, dans ses récits des temps mérovingiens, l'histoire d'un enfant de l'île de Ré, né serf du domaine royal, qui, en peu d'années, réussit par le génie de l'intrigue et l'audace dans le mensonge, les seules supériorités qu'il paraît avoir possédées, à s'élever en passant par les plus humbles offices de la domesticité du palais, à la dignité de *Comte de Tours* et en vint même à tenter par la plus ténébreuse de ses machinations qui finit par lui coûter la fortune et la vie, de s'emparer du pouvoir suprême et de jouer auprès du roi Chilpéric, le rôle anticipé de maire du palais.

La mémoire du *comte Leudaste*, cet étonnant arriviste du VI^e siècle, malgré le puissant intérêt que sait donner à tous ses récits le grand historien qui l'a tirée de l'oubli, ne pouvait éveiller aucun sentiment de sympathie chez les descendants de ses compatriotes, car tout ce que cet aventurier a pu déployer de ruse et d'audace fut inspiré uniquement par un égoïsme sauvage et par la plus grossière cupidité.

Il n'est donc pas surprenant qu'aucune municipalité de l'île de Ré n'ait eu la pensée de donner à l'une de ses rues le nom du comte Leudaste.

Il n'en va pas de même d'une autre célébrité de notre province, intrigant de marque lui aussi, arriviste en son genre, en rapports intimes avec les plus fameux personnages de son époque et né, mille ans après Leudaste, dans la ville de Saint-Jean d'Angély. Celle-ci lui a fait l'honneur de rappeler son souvenir à la postérité en donnant son nom à l'une de ses rues.

C'est que la différence est grande entre les deux hommes, aussi grande qu'entre les deux époques.

Tous les deux furent ambitieux, vaniteux, fourbes et cupides, mais tandis que les mauvais penchants du premier se développent en vices sauvages comme la barbarie qui l'entoure, ceux du second sont contenus et affinés par la civilisation de son temps et par la haute culture intellectuelle qu'il s'était donnée.

Se faire un nom dans les lettres latines que la Renaissance avait portées à un si haut point de perfection, se faire prendre au sérieux comme négociateur et comme diplomate par un Henri de Rohan, un Richelieu, un Mazarin, un Condé, un Col-

bert, être ainsi mêlé activement, même au second plan, même dans la coulisse, au règlement des plus importantes questions politiques de l'Europe, c'est déjà une présomption sérieuse de valeur personnelle pour un homme né au fond d'une province lointaine, dans une condition voisine de la misère et issu d'une famille sur laquelle il semble s'être appliqué lui-même à faire l'obscurité en même temps qu'il s'efforçait de la rattacher à une illustre origine.

Benjamin Priolo ou Prioleau, ou Priauleau, a constamment prétendu et non sans succès auprès de beaucoup de ses contemporains, que son aïeul aurait appartenu à l'illustre famille vénitienne des *Prioli* qui avait donné deux doges à la République.

Quoi qu'il en soit de ces prétentions peu vraisemblables s'il s'agit d'une descendance légitime, son père, ancien moine devenu ministre protestant, paraît lui avoir donné une solide culture littéraire. Devenu orphelin à quinze ans, le jeune homme trouva le moyen de la compléter (sans doute grâce aux libéralités de quelque seigneur huguenot) dans les villes protestantes d'Orthez, Montauban, Cahors, puis dans les universités de Leyde, de Paris et de Padoue.

C'est dans cette dernière ville qu'il connût le grand général protestant, Henri, duc de Rohan et s'attacha à sa personne. Ses vastes études, l'expérience acquise dans les milieux les plus divers, la souplesse de son caractère nullement gêné par le sentiment de l'honneur et la fidélité aux convictions, tout avait préparé Priolo à jouer un rôle important quoique subalterne dans le grand drame politique et religieux des XVI^e et XVII^e siècles (1550-1650), alors que la féodalité expirante opposait ses dernières résistances à la centralisation monarchique et à l'unité nationale.

Priolo fut donc le secrétaire, le confident, l'envoyé, le mandataire politique, financier, militaire du duc de Rohan auprès de Louis XIII et de Richelieu, auprès de la République des Grisons et des autres adversaires de l'Empire et partout il servit son maître avec une infatigable activité.

Dix ans après la mort d'Henri de Rohan, tué à Rheinfeld en 1638, Priolo qui vivait fort retiré à Genève, mais dont les talents et le savoir faire n'étaient pas oubliés à la cour de France, est engagé comme secrétaire par le duc de Longueville, négociateur pour la France des traités de Westphalie.

Après avoir été le tout de M. de Rohan, comme on disait alors, il devint le confident, le conseiller toujours écouté du médiocre, mobile et vaniteux personnage qui venait de l'attacher à sa fortune.

Mais à la différence du dévouement sincère qu'il avait toujours témoigné au duc de Rohan, protecteur de sa famille, Priolo entendait bien ne servir Longueville que dans la mesure où son intérêt présent et futur pourrait s'en accommoder. C'est dans cette période de sa vie surtout, au double et simultané contact de Mazarin et des chefs de la Fronde, que se manifeste la duplicité de son caractère et la maîtrise fourberie dont il était capable. Espion des Princes auprès de Mazarin, mais surtout espion de Mazarin qu'il sentait le plus fort, auprès des Princes, il va jusqu'à préparer très savamment l'arrestation de ceux-ci, tout en parvenant, à force d'habileté, à se mettre à l'abri de ressentiments redoutables.

La Fronde vaincue, l'ordre rétabli, la paix revenue, Priolo devient historien, pensionné de Mazarin puis de Colbert. Il écrit en latin et à la gloire du cardinal son patron, le livre qui a le plus contribué à faire surnager son nom : *l'histoire de France depuis la mort de Louis XIII* (*Benjamini Prioli ab excessu Ludovici XIII de rebus gallicis historiæ libri XII, ad serenissimum principem et augustum senatum reipublicæ Venetorum*), Charleville, imprimerie de Gédéon Poncelet, 1665.

Des juges comme Bayle et Saint-Simon ont loué très fort cet ouvrage ; d'autres ont reproché à l'auteur de l'avoir rempli de phrases toutes faites, empruntées à Tacite, Sénèque, Suétone, etc. Tous à peu près s'accordent à reconnaître sa vaste érudition, l'exactitude de ses portraits et la vie qu'il sait mettre dans le récit d'événements auxquels il fut lui-même souvent et intimement mêlé.

Un Angérien, M. Gustave Chéneau, notaire à Matha, a eu l'heureuse pensée de donner une explication de ce nom de Priolo qui se présentait jusqu'ici pour l'habitant comme pour l'étranger, comme une énigme posée au coin d'une rue de sa ville natale. S'aidant d'une récente thèse latine de doctorat d'un professeur de l'Université de Lyon, il a voulu refaire lui-même et compléter ce travail, en reprendre à nouveau, discuter et épuiser les sources avec la précision consciencieuse d'un érudit formé aux bonnes méthodes. Il nous a ainsi donné de la vie de

Benjamin Priolo un tableau fort agréable et auquel il ne paraît pas possible d'ajouter désormais quelque chose.

Nous saurons donc dorénavant ce que fut Priolo et à quel titre il figure dans la galerie des Angériens célèbres. Certes, ce ne fut pas un héros, mais les temps de révolution ne sont que trop féconds en caractères de la trempe du sien. Du moins, paraît-il s'être jugé lui-même avec une sincérité qui incline le lecteur à l'indulgence, dans cette confession (intéressée, il est vrai), qu'il fait de sa conduite passée, dans une lettre à Colbert, son dernier protecteur : « Il n'y a plus en moy aucune trace du « passé. La droiture a occupé toute la place de l'obliquité dont « il a fallu de toute nécessité se servir durant cette nuit de nos « calamités. Un homme sage, voulant faire un vaisseau pour « résister aux vagues de la mer, ne le fait point de bois droit, « mais tortu, propre à plier devant l'orage... Je vous assure, « Monsieur, que je ne me servirai plus que de bois droit... »

Ni les lettres, ni la politique n'ont enrichi Priolo ; il sollicita beaucoup, n'obtint que des dons médiocres et ne paraît pas avoir rien conservé des largesses de ses protecteurs. Il mourut à l'hôpital de Lyon, en 1667, à l'âge de soixante-cinq ans.

A. O.

Annuaire-Bulletin de la Société de l'histoire de France, 1907, p. 185. *Supplément aux lettres de Charles VIII*. — Le roi écrit de Turin, le 2 août 1495, au parlement, en faveur de Pierre de Rochechouart, évêque de Saintes, dont le procès pour le siège épiscopal avec feu son oncle et prédécesseur est encore pendait devant lui. (Bibliothèque nat. fr. nouveau, acq. 8452, n° 47). — De Lyon, 28 décembre 1496. Ordre du roi de maintenir le droit de maître Pierre de Rochechouart à l'évêché de Saintes, dont il a été pourvu par le pape, et où il a exercé tous les actes pastoraux, quelques irrégularités qui se soient glissées dans ses provisions, vu les services rendus par ses frères durant l'expédition d'Italie (*Ibidem*, n° 61). — De Lyon, 3 février 1497, au parlement. Recommandation pour Pierre de Rochechouart, évêque de Saintes, régulièrement pourvu par le pape, mais que le doyen de l'église de Saintes met en cause à tort, à propos d'un procès de fausseté intenté contre M. Claude Chauveau, en demandant que le siège épiscopal soit déclaré vacant. Ordre d'assembler pour le jugement dudit procès les trois chambres de la cour (*Ibidem*, n° 68).

Annuaire de la Société d'Emulation de la Vendée. — Suite des guerres de Religion dans les Marches. Etude sur les voies romaines en Bas-Poitou et pays circonvoisins.

Nouvelles archives des missions scientifiques et littéraires, t. XIV, p. 423, contient de M. Dahlgren: *Voyages français à destination de la mer du Sud, avant Bougainville (1695-1749)*. — Les expéditions françaises à la mer du Sud, au commencement du XVIII^e siècle, n'ont guère attiré l'attention des historiens en France. On n'en trouve qu'incidemment de rares mentions dans les ouvrages imprimés. Une rencontre fortuite, la relation d'un de ces voyages échouée en Suède et conservée à la bibliothèque royale de Stockholm, a éveillé l'attention de l'auteur et lui a fourni l'occasion d'écrire l'histoire de ces entreprises.

Ce ne fut qu'en 1664, avec l'établissement de la compagnie des Indes Orientales, création de Colbert, que le projet d'étendre la navigation française jusqu'à l'Océan Pacifique prit corps. Mais la compagnie ne dut pas profiter de ses avantages.

Les promesses merveilleuses d'un boucanier ou flibustier, qui avait pénétré jusqu'au Pacifique à travers l'isthme de Panama, engagèrent M. de Gennez à organiser une expédition pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg, laquelle se mit en route en 1695, mais revint les mains vides, sans avoir pu traverser le détroit de Magellan.

La paix de Ryswick rendit impossible le renouvellement de pareilles entreprises, mais la compagnie de la mer du Sud, établie en 1698 par deux marchands, l'un, Jean Jourdan, de Paris, l'autre Noël Danyau, de Saint-Malo, reprit dans un esprit purement commercial ces plans relatifs à l'Océan Pacifique.

L'expédition de de Gennez partit de La Rochelle le 3 juin 1695. M. D... donne la liste des vaisseaux de l'escadre, ainsi que leurs itinéraires: le *Faucon-anglais*, vaisseau du roi, capitaine Jean-Baptiste de Gennez, part de La Rochelle le 3 juin 1695, rentre à La Rochelle le 21 avril 1697. — Le *Soleil d'Afrique*, vaisseau du roi, capitaine du Parc, part le même jour que le précédent, rentre à La Rochelle le 19 avril 1697. — Le *Séditieux*, vaisseau du roi, capitaine de La Rocque; La *Félicité*, frégate; La *Gloutonne*, flute; La *Féconde*, flute, partent le même jour de La Rochelle, mais on ignore la date de leur rentrée.

Quatre vaisseaux de la compagnie de la mer du Sud partirent de La Rochelle les 17 et 19 décembre 1698.

Bulletin archéologique du Comité, 1907, 2^e livraison. — Ce numéro contient (p. 207-209) une note de M. Dangibeaud sur les fouilles à l'amphithéâtre de Saintes en 1906, et particulièrement sur la stèle trouvée au milieu de l'arène, aujourd'hui déposée au musée. Cette pierre à quatre faces est ornée de quatre personnages en relief, un homme vêtu et trois nus, dans lesquels l'auteur propose de reconnaître deux atlantes, un athlète et un laniste. « Tout l'intérêt du monument est là, dit l'auteur, parlant de la personnalité de l'homme nu. L'absence complète de vêtement, la tête rasée (ou à cheveux très courts) paraissent bien conformes aux représentations connues d'athlètes. La bourse qu'il tient est le prix du combat. Le collier (à son cou) peut donner lieu à quelque recherche, car il n'est pas ordinaire d'en voir à un homme de cette catégorie. Est-ce un signe distinctif de nationalité ? d'un Gaulois par exemple. Il y avait des gladiateurs gaulois. Est-ce tout simplement un insigne de victoire analogue aux bandeaux que l'on voit aux jambes et aux bras des lutteurs grecs ? »

L'attitude générale de ce personnage est à rapprocher de celle d'un petit bronze de Trèves, reproduit dans le catalogue illustré du professeur Dr Félix Hettner.

La planche que nous donnons est empruntée au *Bulletin archéologique* qui a bien voulu nous prêter le cliché.

Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français, 1907, p. 537. — M. Moutarde réunit trois groupes de documents sous le nom de *Nouveaux documents sur le protestantisme en Saintonge* après la Révocation (1695-1729). C'est d'abord l'ordre du capitaine garde-côtes de Saintonge Réal, au colonel de la milice de Saint-Seurin, d'assembler les anciens catholiques en armes et les nouveaux convertis avec pelles, pioches et ferrées (Mornac, 1^{er} août 1695). M. Léon Massiou a communiqué à M. M... quatre lettres faisant partie des archives du château de La Rigaudière, datées de mai 1705, signées du maréchal de Chamilly et de Begon. Il s'agit d'un homme inconnu « qui s'amuse à prêcher » qu'il faut arrêter, ainsi que quelques-uns de ceux qui font des réunions clandestines. On arrête un individu qui dit se nommer de *Bientouin* et un Jean Luneau.

M. N. Weiss reproduit les deux réponses publiées dans la *Revue*, relatives à Jacques Deluze, et il ajoute : « on voit qu'aucun des correspondants de la *Revue de Saintonge* ne cite l'ar-



STÈLE GALLO-ROMAINE TROUVÉE DANS L'AMPHITHÉÂTRE DE SAINTES

(Voir page 66)

tielle de la *France protestante* qui renferme sur Jacques Deluze et ses descendants des détails très circonstanciés... », excepté le lieu de naissance de Jacques Deluze et le berceau de la famille, ce qui faisait précisément l'objet de la question.

Bulletin de la Société de Géographie de Rochefort, t. XXIX, p. 349. — Rapport très intéressant par M. le D^r Ardouin sur les dons qui ont enrichi le musée et la bibliothèque de la ville en 1907. M. Ardouin signale l'entrée au musée du modèle d'un appareil pour virer les ancres qui apporta dans ce genre de travail à bord des navires une très grande amélioration. Ce cabestan aurait pu procurer des millions à son inventeur, le capitaine de vaisseau Benoît Barbotin, qui ne prit aucun brevet d'invention et repoussa toutes les offres d'achat qu'on lui fit.

Benoît Barbotin naquit au Gua, le 21 mars 1793. Des revers de fortune le forcèrent à interrompre ses études et à s'engager comme mousse à quatorze ans. Trois ans après, il était aspirant de vaisseau. En 1816, il était sur la *Méduse*, si célèbre par son naufrage sur le banc d'Arguin. Rentré en France, il fut nommé enseigne de vaisseau. Il prit part à l'expédition d'Alger en 1830. Il commença à cette date ses études en vue d'améliorer la manœuvre du cabestan. Il rencontra d'abord une vive opposition. C'est assez l'habitude. Promu capitaine de corvette en 1834, il sut imposer ses idées en haut lieu et se faire envoyer en mission à Guérigny, où il dirigea la construction des couronnes à empreintes et des maillons d'assemblage qui constituaient son système. De 1835 à 1839, il commanda l'avis à vapeur *Melcore*, à la côte d'Espagne et au Mexique. En 1840, il fut nommé capitaine de vaisseau et prenait les fonctions de directeur des mouvements du port de Rochefort. Le 23 mars 1853, il fut mis à la retraite. Il mourut le 17 octobre 1871. Il avait épousé, en 1819, M^{lle} Chastang, fille d'un médecin du Gua. Sa fille épousa M. Regreny, mort capitaine de vaisseau ; son fils est devenu aussi capitaine de vaisseau.

Bulletin de la Société des Antiquaires de France, 1907, p. 263. — M. E. Clouzot fait une communication sur la persistance des sirènes à l'époque moderne.

« Un homme marin aurait été vu à Belle-Isle en 1636, un autre à La Martinique, le 23 mai 1671. Une aquarelle du XVII^e siècle représente une femme marine prise sur les côtes de Hollande;

une gravure en couleur de Gautier figure une sirène qu'on exhibait, en mars 1757, à la foire de Saint-Germain.

Ces sirènes seraient, d'après les biologistes, des lions marins ou des monstres truqués par les charlatans.

Les contemporains du 26 avril 1908. — *Les prêtres prisonniers sur les pontons de Rochefort pendant la Révolution.*

Société historique et scientifique des Deux-Sèvres. Procès-verbaux et mémoires, 1906. — De M. Henri Gelin, *Les nouveaux mariés d'autrefois* ; de M. Léo Desavire, *Tailles de l'Election de Niort*, en 1631, comprend la châtellenie d'Aunay, celles de Jarnac, Châteauneuf ; M. L. Toutant publie *quelques lettres de René Caillié et de sa veuve* ; M. le Dr Prouhet, *Les seigneurs, le château, la terre de la Mothe-Saint-Héray*, donne la liste des seigneurs de La Mothe, de Saint-Héray et de La Mothe-Saint-Héray. *Notes sur quelques signes ruraux poitevins*, comportant l'idée d'indication, d'interdiction, etc., par M. H. Gelin : un cercle cloué verticalement au sommet d'un piquet planté au milieu d'un sentier indique, de la part du propriétaire, l'intention de s'opposer au passage par ce sentier. Un propriétaire de champ, qui veut empêcher la vaine pâture, élève aux quatre coins, un petit tertre de terre fraîche et pose dessus une pierre. Les *convieurs* chargés de porter verbalement l'invitation aux noces laissaient, en gage de leur passage, quelques doigts de rubans blancs, rouges ou bleus, qu'on disposait en croix et qu'on attachait aux baldaquins des lits. Un coq ou poule était souvent porté au bout d'une perche. Cela signifiait que le marié ou la mariée était le dernier fils ou la dernière fille de la maison. M. H. Gelin note que beaucoup de ces usages ont disparu aux environs de la guerre de 1870.

Recueil de la Commission des Arts et Monuments de la Charente-Inférieure. — *Notes sur l'ancienne église de Saint-Trojan ensevelie sous les sables*, par M. L. Massiou. L'auteur croit pouvoir retrouver le clocher sous la dune au cours de l'été prochain. Cl. Masse en parle et il donne ce curieux renseignement : « on passe à cheval sur le clocher enterré dans les sables..., il y a encore des gens qui ont entendu la messe dans cette église... »

M. l'abbé Clénet communique une *Supplique des ha-*

bitants de l'île d'Oleron à son Altesse royale Monseigneur le duc d'Orléans, régent du royaume. Sans date. « Les pauvres habitants de l'île d'Oleron... souffrant la plus dure oppression qu'aucun peuple ait jamais soufferte depuis que M. Demontgon est gouverneur de cette pauvre île. A commencer par les dragons des milices de cette île qui vous remontrent avec la soumission la plus respectueuse que M. Demontgon a tellement l'avarice en teste, que, depuis qu'il est dans l'île, il a toujours tenu les dragons au piquet chez lui, à la citadelle, chez les capitaines garde-costes et d'autres dans les extrémités de l'île. Ils sont inutiles. Ce piquet réduit à l'aumône une infinité de familles..... Ces pauvres paysans... ont eu beau avoir recours à M. Demontgon, c'est un homme inexorable, sans pitié ni charité et le plus emporté qu'il y ait peut-être en France; on n'entend jamais sortir de sa bouche que du ventre, des sacre et des mort. Il a retenu et fait consigner dans la citadelle les charpentiers, menuisiers et massons pendant trois et quatre mois, les a fait travailler, ainsi que les serruriers, vitriers, peintres et autres ouvriers sans les payer, pendant que leurs familles la plus part n'avaient pas de pain... » (Document exagéré peut-être mais très curieux).

Acte d'assemblée des habitants de l'île d'Oleron, du 9 décembre 1753, publié par M. l'abbé Clénct. Il s'agit de l'application d'un règlement en vue de réprimer la fraude sur les futailles et caisses de vin fabriquées dans l'île, « faire rétablir la bonne réputation des eaux-de-vie de cette île et leur donner par ce moyen l'ancienne préférence qu'elles ont méritée et par conséquent le prix qu'elles doivent avoir... ».

L'Étymologie de Lorient. M. Musset reprend et critique un article (de M. Marcel Devic, paru, en 1885, dans la *Revue des Langues romanes*. Il en conclut que le plumage du lorient, et non son cri, lui a fait donner ce nom d'*oiseau d'or*.

M. Roy parle des *Faux-monnayeurs à La Rochelle* (1718).

Cloche d'Angoulême. M. Musset raconte comment il a été amené à faire classer cette cloche datée de 1631 et qui provient de Châtelailhon. Il rappelle à cette occasion qu'un jour au commencement du XIX^e siècle, une autre cloche émergea de la vase d'un platin placé non loin du Vieux-Cornard, rocher formant la pointe extrême qui s'étend à quatre kilomètres en mer, en face du coteau de Châtelailhon. Un habitant se mit en tête de la tirer sur terre. Il amena deux paires de bœufs, les attela sur la cloche, et piqua ses bêtes. La cloche resta immobile. Le bouvier

en présence de ses efforts infructueux, poussa un vigoureux nom de Dieu !... « alors la corde vint à se rompre, les bœufs tombèrent sur le sol et la cloche épouvantée s'enfonça dans la vase d'où elle ne reparut jamais. » Ce que M. Musset ne dit pas, et ce qu'il serait curieux de découvrir, c'est le fait qui a donné naissance à cette légende.

Revue des deux mondes, 1^{er} février 1908. — *Madame de Tencin*, d'après des documents nouveaux, par M. Maurice Masson.

Claudine-Alexandrine Guérin de Tencin, dame de la baronnie de Saint-Martin de l'île de Ré pour qui Charles-Joseph de La Frenaye, veuf d'une rhétaise, Aimée Masseau, se tua dans un cabinet voisin de sa chambre, reste comme par devant la nonne défroquée. « Mais nulle femme alors n'a fait vibrer plus fortement, ni sur une plus large étendue, le clavier des passions et des idées contemporaines, que cette femme de lettres qui fut aussi femme d'affaires, femme d'alcôve, de salon, d'antichambre, de conseils et d'académie », par surcroît mauvaise mère, car elle négligea complètement son fils devenu le célèbre d'Alembert. On prête du reste à celui-ci un mot qui n'aurait pas été prononcé (comme tous les mots historiques): « je ne connais d'autre mère que la vitrière qui m'a recueilli. »

Revue des Etudes anciennes, tome X, p. 196. — La chronique gallo-romaine toujours si instructive de M. C. Jullian, contient l'entrefilet suivant : « M. Hertlein dans son article (*Bericht über den achten Verbandstag...*) faisant allusion aux autels des quatre Dieux, y voit les dieux des saisons : Minerve = Holda, hiver ; Junon = Freyga, printemps ; Mercure = été ; Hercule = automne. Rappelez-vous le petit autel aux quatre dieux de Saintes, publié dans la *Revue*, 1906, p. 260, où Mars est remplacé par Junon. Dans cet autel Mars = printemps, Hercule = été, Mercure = automne, Minerve = hiver. De même les quatre personnages de petite taille du célèbre autel de Saintes, paraissent être des figures des quatre saisons. Tous les monuments religieux de la Gaule romaine doivent être revus à ce point de vue. »

Il s'agit de l'autel trouvé à Saintes, près de la société vinicole, aujourd'hui à La Rochelle chez M. Léridon, et de l'autel gaulois trouvé près du cimetière, aujourd'hui au musée du château de Saint-Germain.

Revue d'histoire de Lyon, 1908, p. 124. — *Célébration de la victoire de Jarnac à Lyon en 1569*. C'est un long récit d'une grande fête donnée à Lyon, qui se trouve dans les archives municipales de la ville. Il est daté du 4 avril. La nouvelle de la victoire catholique arriva à Lyon le 21 mars, c'est-à-dire sept jours après la bataille. On sonna immédiatement les cloches, on chanta un *Te Deum*; le soir même « furent tiréz et delaschez quelques pièces d'artillerie de la citadelle en signe d'allégresse. »

Le courrier qui avait apporté cette bonne nouvelle reçut six écus. Quelques jours après on organisa une procession dont le récit remplit une grande partie du document.

Après la procession une collation, puis un sermon. Enfin au milieu de la place Bellecour « estoit dressé ung superbe et magnifique chasteau avec grand artifice painturé par dehors, fait en quadrature... au sommet duquel estoit planté un fantosme tout armé tenant la lance au poing. Tout le dit chasteau estoit remply au dedans de fagotz et buches en grande quantité, avec force paille et une infinité de fusées, tappercaultz et feuz artificiez... » Le gouverneur y mit le feu.

Des notes abondantes rendent la lecture de ce curieux document très attrayante.

Revue du Bas-Poitou, 1908, p. 64. *Nouvelles notes sur l'imprimerie et la librairie à Fontenay-le-Comte*. — Jacques Dangicourt eut de son second mariage avec Suzanne Estavard quatre enfants, notamment Paul, établi libraire à Saint-Jean d'Angély qui édita en 1648, un ouvrage qui ne semble pas avoir été mentionné dans les notices qui lui ont été consacrées:

Guilielmi / Riveti / ecclesiastæ / Talliamburgensis, etc.

Santageliaci / apud Paulum Dangicourt Bibliopolam
MDCXLVIII, in-8° de 168 pages.

Il épousa en 1637, à Fontenay-le-Comte, Geneviève Amproux, de Blain en Bretagne, dont il eut au moins un fils, Jacques, lequel, établi marchand libraire à Saint-Jean d'Angély, veuf en premier mariage de Marie Bizot, promettait d'épouser, le 20 juillet 1680, Anne Train, fille du notaire protestant fontenaisien Paul Train.

Gazette des Beaux-Arts, mai 1908. — M. Duret parlant des dessins de Courbet raconte la genèse d'un livre saintongeais bien connu.

Le *Camp des bourgeois*, édité par Dentu en 1868, est un volume in-12, illustré de douze dessins par Courbet, transportés sur zinc par le graveur Bellot, le même qui a servi à Manet de modèle pour son *Bon Bock*.

L'auteur du livre, Etienne Baudry, était un ami d'enfance de Castagnary, tous les deux du même âge, nés à Saintes ; Castagnary entraîna Baudry dans son amitié pour Courbet, lorsqu'il se fut fait, comme publiciste, son défenseur. Baudry eut ensuite Courbet comme hôte, en 1863, dans son château de Rochemont, près Saintes. C'est là que j'ai moi-même d'abord connu Courbet, j'ai visité à cette époque une exposition de ses tableaux peints sur le lieu, qu'il fit à l'hôtel de ville de Saintes.

Baudry écrivait quelques années après le *Camp des Bourgeois*. C'est un tableau humoristique du malheureux sort des bourgeois de province, condamnés, par leur médiocrité de fortune, à toutes sortes de déboires et de misères, dans leurs rapports avec leurs domestiques. Vient ensuite une analyse sur la transformation, que prévoyait l'auteur et qui s'accomplit en effet, des conditions de la domesticité, qui éloigne de plus en plus les serviteurs de la discipline étroite qu'ils supportaient autrefois, pour en faire des sortes d'auxiliaires impersonnels aux allures libres. Enfin, dans un chapitre à part, Courbet, introduit, venait exposer ses idées sur l'art et sur la meilleure manière de montrer les tableaux, pour qu'ils pussent attirer l'attention du public et faire son éducation.

Baudry avait écrit son livre chez lui, à Rochemont, et les personnages qu'il y a présentés sont des types empruntés à la Saintonge. Les illustrations furent ensuite dessinées par Courbet à Paris, dans des circonstances particulières que Baudry m'a relatées dans une lettre :

« Un jour que j'avais à dîner Dentu avec Courbet, le libraire
« dit au peintre :

« Cher maître, le *Camp des Bourgeois* serait déjà prêt pour
« le tirage, si j'étais en possession des dessins dont vous devez
« illustrer le volume. Vous seriez donc bien aimable de ne pas
« me les faire attendre plus longtemps.

« Vous en parlez bien à votre aise, répondit Courbet, mais la
« chose n'est pas si facile à faire que vous vous l'imaginez.
« D'abord, je n'ai rien de commencé et puis, je ne vois pas
« quelle sorte de dessins vous voulez que je fasse, d'autant plus
« que je n'ai jamais crayonné aucune image. Je dessine évidem-

« ment un peu puisque je suis peintre, mais ma peinture ne m'oblige ni à employer un procédé quelconque, ni à me servir d'un crayon plutôt que d'un simple morceau de craie. D'ailleurs, je n'ai encore rien lu du *Camp des Bourgeois*.

« Pas possible ! dit Dentu.

« — Je vois que cela vous étonne, mais la vérité est que ce qui m'intéresse uniquement dans le livre, est la conférence que l'auteur m'y fait faire sur l'art. Ce sont, en effet, mes vues personnelles qui y sont exprimées, sur l'opportunité de faire des salles d'attente des chemins de fer de véritables salles d'exposition.

« Quant aux illustrations qu'on me demande d'exécuter, je suis prêt à les entreprendre, pourvu qu'on me fournisse les moyens. Si donc vous voulez des dessins des bourgeois, il faut me fournir des types de bourgeois, tels que vous voulez que je les reproduise. Voilà tout ce que je puis faire pour vous ».

Cela dit, Courbet ralluma sa pipe et nous parlâmes d'autres choses. Mais dès le lendemain, j'allai voir le photographe Carjat, qui s'empressa de mettre à ma disposition un plein tiroir d'épreuves photographiques, laissées pour compte. Dans le tas, je fis un choix, et Courbet, à qui je les portai, fit également choix des types qui lui plurent. Pourtant, il n'en reproduisit que dix, car les deux croquis qui complètent la douzaine ont été le fait d'une collaboration à laquelle Bellot prit part : C'est le jeune Monsieur qui traîne sa vache, et le pharmacien des quartiers populaires.

Je trouve étonnant que des types de bourgeois aussi vivants et aussi déterminés que ceux du *Camp des Bourgeois* aient pu être dessinés en chambre, d'après des photographies. Si Baudry ne me l'eut dit expressément, je me refuserais à le croire. Mais Courbet, en prenant le crayon devant les photographies, avait dû se remémorer les bourgeois qu'il peignait depuis si longtemps et qu'il avait alors réellement fait poser devant lui, à commencer par ceux de l'enterrement à Ornans et à finir par Corbinaud, dont le portrait se trouve maintenant au Palais des Beaux-Arts de la ville de Paris. Il y a, en effet, une parenté évidente entre les êtres du *Camp des Bourgeois* et le Corbinaud du Petit-Palais. Corbinaud a été peint à Saintes, en 1863. C'est un type parfait de bourgeois sorti de paysans, ayant, le premier de sa famille, échangé la veste pour la redingote.

Courbet qui, dans le livre de Baudry, devait représenter des bourgeois saintongeais, n'a pu manquer de se reprendre à ses souvenirs de Saintes et de faire réapparaître les types, qu'il y avait eus réellement sous les yeux. C'est comme cela que je puis seulement m'expliquer qu'il ait réussi à reproduire des figures aussi pleines de saveur locale.

BIBLIOGRAPHIE

Almanach de Cognac, 1908. Cognac, imprimerie Lacaud, 1908, in-8°, 104 p., sans titre. 9 phototypies hors texte de Ch. Collas, gravures dans le texte.

Il nous est particulièrement agréable d'avoir à féliciter un confrère de sa tentative et de dire que son entreprise a été fort heureusement menée à bien. Il a cherché à renouer la tradition de l'*Almanach de Cognac*. Parfait ! mais il a fait mieux, ce qui est plus que louable. Il nous donne une brochure qui offre autant d'intérêt à lire qu'à regarder, et qui peut se classer sur un rayon de bibliothèque sérieuse. Elles sont rares de son espèce en province. A côté de repêchages, mérités du reste à certains égards, cette plaquette contient quelques articles nouveaux, notamment une très jolie vue d'ensemble de Cognac sous Louis XIII, par notre jeune confrère, M. J. de La Chartrie.

Almanach agricole et viticole de la Charente-Inférieure pour l'année 1908. Saintes, imprimerie Ouvrard, in-18.

Almanach rural de la Charente-Inférieure pour 1908. La Rochelle, imprimerie de l'*Echo Rochelais*, grand in-8°, 68 p.

Almanach annuaire du Saintongeais pour 1908. — En vente chez M. Martin, imprimeur à Jonzac, in-8°, 135 p., portraits et grav. hors texte et dans le texte.

Cet almanach vaut mieux que beaucoup de ses semblables. Il est même très bon à mettre dans une bibliothèque d'érudit. Il se recommande, non pas par la pureté du texte, trop souvent émaillé de fautes typographiques, mais par la variété et la qualité des articles, surtout par un répertoire archéolo-

gique et historique de l'arrondissement de Jonzac qui contient beaucoup de recherches.

Notre confrère, M. le docteur Ch. Vigen, a été un des plus féconds collaborateurs. Il a donné les *Législateurs Jonzacaïs*, les *Suspects et comités*, et les *Notices sur les communes des cantons de Montguyon et de Montlieu*.

Je souhaite que cette statistique monumentale soit rééditée l'an prochain, après correction des fautes et avec un peu plus de détails techniques sur les monuments de chaque commune. Quelques-uns méritent mieux et plus que ce qui en est dit.

Une description sommaire de l'état actuel (au moins pour ceux qui en valent la peine) en dirait davantage que les phrases laudatives les mieux venues. Je ne demande rien que les rédacteurs de ces petites monographies ne puissent donner : ils l'ont presque fait pour quelques églises. Ils n'auront qu'à reprendre leurs notices, en élaguer certains paragraphes et dire si le portail est unique ou accompagné de fausses haies, si au-dessus il y a une arcature ou une fenêtre, combien de travées dans la nef, si les chapiteaux sont ornés, si le chœur est précédé ou non d'une travée, s'il y a un transept ou non, si le clocher est carré avec ou sans arcature, à deux ou trois étages.

Cette statistique ainsi complétée deviendra excellente et rendra de grands services aux archéologues. C'est du reste le seul moyen de les attirer dans le pays.

Almanach-annuaire de l'île de Ré. Saint-Martin de Ré, imprimorie A. Eclercy, 1908 (13^e année), petit in-8°, 48 p.

Cette plaquette contient l'historique du musée Ernest Cognacq à Saint-Martin. On sait que ce musée-bibliothèque, fondé grâce à la générosité de M. E. Cognacq, propriétaire des grands magasins de *La Samaritaine*, à Paris, et à la forte impulsion de M. le D^r Atgier, n'est autre chose que les collections des livres et archives réunis par M. Th.-R. Phelippot, installés dans une aile de l'hôtel des Cadets.

L'inauguration eut lieu le 31 août 1907. Deux discours furent prononcés, l'un par M. le D^r Atgier, et l'autre par M. le D^r Hernette, adjoint au maire.

Annuaire général de la Charente-Inférieure. La Rochelle, librairie Foucher, in-8°, 292 p., 20^e année.

Annuaire mondain illustré de la Charente-Inférieure, extrait du Tout Sud-Ouest illustré. Bordeaux, Féret, in-8°, 126 p.

Annuaire de la Magistrature pour 1908. La Rochelle, Imprimerie Noël Texier. Paris, librairie Pedone, 1908, in-8°, 317 p.

Archives de la Saintonge et l'Aunis, tome XXXVII. *Lettres de Samuel Robert*. La Rochelle, Imprimerie Noël Texier, in-8°.

Association amicale des anciens élèves de Montlieu. Annuaire de 1907 (33^e année). Rochefort, imprimerie Ch. Thèze, 1907, in-8° 79 p., *Rapport* de M. Ch. Vigen, et du même, *Notes sur les origines du Séminaire*.

Ce séminaire a été fondé en 1834. L'idée en revient à l'abbé Chauvin, curé de Montlieu, où il avait été nommé en 1832. Il en fut le directeur effectif et l'abbé Chesneau le directeur nominal. La première rentrée compta 25 élèves.

BOUYER (Léon). — *La fée de Châtelailhon*. Saintes, J. Prévost, libraire-éditeur, 1908, in-8°, 19 pages, tirage 210 ex. dont 10 sur japon numérotés.

La Revue a déjà parlé de ce charmant petit poème, auquel l'auteur donnera, nous l'espérons, un frère. Les légendes saintongeaises que sa connaissance du moyen âge lui permet de traiter ne manquent pas.

Nous voulons saluer la première œuvre d'une jeune imprimerie. Il se dégage de l'ensemble de cette plaquette, du choix des caractères employés, du soin de l'impression, une élégance qui est malheureusement trop rare chez nos imprimeurs de villes de province.

BRUHAT (L.). — *Le monarchisme en Saintonge et en Aunis*. La Rochelle, imprimerie du Palais A. Foucher, in-8°, 405 p.

Un de nos collaborateurs prépare un compte rendu de cet ouvrage.

BURES (Maurice). — *Le Type Saintongeais, enquête sur le pays*. Paris, bureau de la Science sociale, 1908, in-8°, 192 p.

Ce volume forme les 46 et 47^e fascicules de la *Science Sociale*. Nous en rendrons compte prochainement.

BRUN (Alfred). — *Hors des chaînes*, roman social. Librairie Nathan, 1807, in-18. Prix: 3 fr.

Si M. Alfred Brun n'est pas tout à fait saintongeais, il ne s'en faut guère. Il est né à La Rochefoucauld (Charente), il est fixé depuis de longues années à Saint-Jean d'Angély comme professeur de philosophie ; il est le vice-président, très actif, du Comité du monument André Lemoyne. D'ailleurs, très régionaliste, il a composé pour la jeunesse, des récits à bonne odeur de terroir, et qui portent le titre significatif, *Sous le Pignon de mon Logis* (Paris

et Poitiers, Société française d'imprimerie et de librairie). Le présent roman a aussi un but d'éducation; contre les théories, trop déprimantes quand elles sont absolues, du fatalisme des hérédités morbides, il défend notre liberté, ainsi que l'avait fait M. Brioux, dans *l'Evasion*. Il exalte notre volonté, la montre en une dramatique histoire, capable à l'ordinaire d'affranchir du joug le fils d'alcoolique ou de névrosé...

Cependant, pour être un roman moral et pour viser plus spécialement les bibliothèques populaires, ce livre n'en est pas moins littéraire et charmant, par l'idylle qu'il contient, par les sentiments qu'il met en jeu, par les curieux paysages de la Chalosse et des Landes, qui y sont peints. Il y a notamment un incendie dans la pignada, qui est une fort belle chose... A un tel livre, on ne saurait souhaiter trop de lecteurs.

G. A.

CHATELAIN (L.). — *La protection internationale ouvrière* (thèse). La Rochelle, Imprimerie Noël Texier. Paris, librairie Arthur Rousseau, 1908, in-8°, 244 p.

CHÉNEAU (Gustave). — *Un agent secret de Mazarin, Benjamin Priolo* (1602-1667). La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier et Fils, 1908, in-8°, 71 p.

Voir plus haut le compte-rendu.

Clouzot (Henri). — *Les Plages d'or* (Royan et ses couchers). Niort, G. Clouzot, libraire-éditeur, 1907, in-18 de 288 p.

Un peu, trop peu d'histoire, plutôt du reportage, beaucoup de description: quelque fantaisie, un grain d'humour, voilà de quoi amuser ses vacances, en mettant en articles de journaux, Royan, ses phares, ses plages, ses forêts, ses villas, ses casinos, ses fleurs, chardons bleus et bruyères roses, ses « filles de mer », les méduses, comme les appelait Michelet, son port, son champ de foire, jusqu'à l'*aveugle du Chay* ! Or, tout cela peut donner des chroniques de lecture facile, quelquefois amusante.

Mais un recueil de feuilles volantes fait-il un livre ? Pourtant qui eût pris, il y a cinquante ans, sur Royan, un volume de notes pareilles eût, de loin, préparé à notre curiosité bien du plaisir.

Mettons de côté celui-ci pour nos enfants. On ne sait pas, au train dont va la vie d'aujourd'hui, si dans vingt-cinq ans cet album de cartes postales ne sera pas amusant à feuilleter.

GABRIEL AUDIAT.

CONRY. — *Réseau de l'Etat, Plages de l'Océan. De Nantes à Bordeaux*. 3^e édition, Paris, imprimerie Motti, S.-M. (31 décembre), in-18, IV — 508 p., avec grav., cartes et plans, 3 fr.

DAMPIERRE (marquis de). — *La Femme et les petites industries rurales*. Angers, imprimerie et librairie Germain et Grassier, 1907, in-8°, 7 p.

DANGIBEAUD (Charles). — *L'église de Saint-Eutrope de Saintes telle qu'elle était*. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, 1908, in-8, avec cinq plans.

Tirage à part de l'article paru dans la *Revue de Saintonge et d'Aunis*.

DANTARE (Charles). — *Des causes d'insaisissabilité dans les actes entre vifs et dans les testaments* (thèse). La Rochelle, Imprimerie Noël Texier. Paris, librairie Arthur Rousseau, 1907, in-8°, 111 p.

DÉSIR (Alfred). — *Le nouveau régime des conseils de prud'hommes (loi du 27 mars 1907)* (Thèse). La Rochelle, Imprimerie Noël Texier et Fils. Paris, librairie Arthur Rousseau, 1907, in-8°, 280 p.

DILLON (Gustave). — *Essai sur la condition juridique des étrangers au Japon* (Thèse). La Rochelle, Imprimerie Noël Texier. Paris, librairie Pedone, 1908, in-8°, 88 p.

DOR (Prosper). — *Le Golfe bleu*, poème. La Rochelle, Imprimerie Noël Texier. Paris, librairie Sansot, 1908, in-18, jésus, 203 p.

GAY DE LA CHARTRIE (Jacques). — *Généalogie des Gay de La Chartrie*, livre de famille. Saintes, J. Prevost, libraire, 1908, in-8°, 29 p. Six plans dont deux de Cognac.

Avais-je raison de prédire, il y a deux ans que notre jeune confrère deviendrait un excellent généalogiste. Il travaille *pro domo* : c'est un acheminement vers d'autres travaux plus importants.

LANQUETEAU. — *Sous la mantille*, valse espagnole pour orchestre, avec piano conducteur. La Rochelle, Lanqueteau.

— *Schottisch des bécots*, pour piano. La Rochelle, Lanqueteau.

LA TRÉMOILLE (duc L. de). — *Prigent de Coëtivy, amiral et bibliophile*. Paris, Champion, in-4°, VII—88 p. et une gravure.

LEBOUVIER (Gilles). — *Le livre de la description des pays de Gilles Le Bouvier, dit Berry, premier roi d'armes de Charles VII*. Introduction et notes par E.-T. Hamy. La Rochelle, Imprimerie Noël Texier. Paris, librairie Leroux, 1908, grand in-8°, 270 p.

LEDUC (Maurice). — *De la responsabilité des propriétaires et des principaux locataires à l'égard des impôts dus par leurs locataires* (thèse). La Rochelle, Imprimerie Noël Texier et Fils. Paris, librairie Arthur Rousseau, 1908, in-8°, 194 p.

LEMAITRE (Jacques). — *Des rapports juridiques qui existent entre les journaux et leurs rédacteurs* (thèse). La Rochelle, Imprimerie Noël Texier. Paris, librairie Pedone, 1908, VIII-94 p.

LEMONNIER (abbé P.). — *Le Clergé de la Charente-Inférieure pendant la Révolution*. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, 1907, in-8°, 117 p.

Tirage à part des articles parus dans la *Revue de Saintonge*.

La date 1905 imprimée sur la couverture est fausse, le dernier article ayant paru dans la *Revue* en décembre 1907.

LEMOINE (Jean). — *Madame de Montespan et la légende des poisons*. Paris, librairie Henri Leclerc (imprimerie Simon, à Rennes), 1908, in-4°, 53 pages, deux portraits en photogravure.

M. Lemoine défend M^{me} de Montespan contre les accusations que M. Funck-Brentano et « le prince de nos auteurs dramatiques » ont ravigées contre elles. Il n'y croit pas. « Autant que Luxembourg, M^{me} de Montespan doit sortir indemne de cette aventure » ourdie par Louvois.

LOTI (Pierre). — *Ramuntcho*, pièce en cinq actes et douze tableaux, musique de scène de Gabriel Pierné. Gr. in-8°, 36 p., avec photogravures. Edition de l'*Illustration*.

Ordo a clero Rupellensi pro bissextili anno Domini 1908. — La Rochelle, Imprimerie Noël Texier et Fils, 1908, in-16, 174 p.

PÉNOT (Albert). — *Les Privilèges immobiliers en conflit avec l'inaliénabilité dotale* (thèse). La Rochelle, Imprimerie Noël Texier et Fils. Paris, librairie Arthur Rousseau, 1907, in-8°, 132 p.

REGISMANSET (Charles). — *Le gardien du silence.* La Rochelle, Imprimerie Noël Texier et Fils. Paris, librairie Sansot, 1908, in-18 jésus, 85 p.

REINACH-FOUSSEMAGNE (comtesse H. de). — *La marquise de Lage de Volude* (1764-1842). Paris, librairie Perrin, un vol. in-8° carré, 14 grav. et 2 fac-similés d'autographes.

Il sera rendu compte de ce livre dans un prochain numéro de la *Revue*.

Réveil de l'Aunis, organe de la démocratie républicaine, paraissant le samedi. N° 1, le 7 décembre 1907, in-fol. à 6 col., 4 p. La Rochelle, imprimerie Centrale.

TREMOND (E. du). — *Le Congrès archéologique de Poitiers*, 1903. Vannes, imprimerie Lafolye, 1907, in-8°, 59 pages.

Extrait de la *Revue du Bas-Poitou*.

SARIIVANOFF (Georges). — *La Bulgarie est-elle, d'après le traité de Berlin du 13 juillet 1878, un Etat mi-souverain* (thèse de doctorat). La Rochelle, Imprimerie Noël Texier. Paris, librairie Arthur Rousseau, 1907, in-8°, 164 pages.

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU 1^{er} AVRIL 1908.

AVIS ET NOUVELLES : Assemblée générale; Situation financière; Admissions; Classement des monuments; Don au musée de Saintes; Subventions; Incendie; La Cagouille à Saïgon.

NOTES D'ÉTAT-CIVIL. — *Décès :* MM. B. Guérin, Meunier, Pelletier, Dières-Monplaisir, Eckstein, de Brémond d'Ars; M^{mes} de Gourville, de Saint-Louvent. — *Mariages :* Marchand-Bourdon, des Mesnard-Gilbert.

VARIÉTÉS : *Notes sur la médecine de jadis en Saintonge.* par le Dr Vigen; *Protestation des électeurs du canton de Châteauneuf contre l'élection de Richard Chassors*, document publié par M. J. Pellisson; *Le docteur Joseph-Ignace Guillotin*, par M. Guérin.

LIVRES ET REVUES : Le bonnet phrygien à Marennes; Eloge de L. Auguin; *Le protestantisme en Saintonge sous le régime de la Révocation.*

QUESTION ET RÉPONSE : Famille Maseret.

AVIS ET NOUVELLES

Le 15 février a eu lieu l'assemblée générale des membres de la Société, sous la présidence de M. le baron Oudet.

Sont admis le lieutenant-colonel d'artillerie en retraite, William Tercinier, à Saintes, présenté par le capitaine Paul Tercinier, et le commandant de cavalerie en retraite, Léon Tercinier.

M. Pandin de Lussaudière, archiviste de la Charente-Inférieure, présenté par M. Dangibeaud.

M. Dangibeaud présente la table générale des matières contenues dans les trente-six premiers volumes d'*Archives* et les vingt-sept premiers volumes de *Bulletin-Revue*. Cette table sera imprimée et distribuée dans le courant de l'année.

M. Berthelot expose la situation financière.

Des vides se font dans les rangs de la Société beaucoup plus par décès que par démission et le remplacement des disparus devient très difficile. Il faudrait que nos confrères fissent un peu de propagande et des recrues.

L'assemblée examine ensuite la proposition d'Union des Sociétés savantes du Sud-Ouest proposée par la Société des Archives et la Société Archéologique de Bordeaux. Elle charge le secrétaire de répondre au comité d'organisation que la nécessité de ce groupement ne lui paraît pas démontrée et que, d'autre part, le budget de la Société ne permet pas d'accepter une charge nouvelle.

M. Dangibeaud lit une lettre de M. Duret qui propose de faire l'excursion de 1908 à Aubeterre. Renvoyé à l'examen du Bureau.

M. Dangibeaud annonce que cette année le volume contiendra un Diaire protestant se rapportant aux événements passés à La Rochelle de la fin du XVI^e siècle au milieu du XVIII^e.

Le manuscrit appartient à la bibliothèque de Dublin et est entre les mains de M. de Richemond qui le copie.

L'assemblée renouvelle les pouvoirs du Bureau tel qu'il est constitué.

Le 23 février le Bureau s'est réuni pour examiner une proposition de M. Delavaud, ministre plénipotentiaire à Christiania, relative à la publication de lettres de Colbert du Terron. M. Dangibeaud est chargé de correspondre avec lui.

SITUATION BUDGÉTAIRE DE 1907

RECETTES

En caisse	713 30
Cotisations	3.824 60
Vente de livraisons	8 »
Escompte sur factures	56 65
Remboursement d'une obligation amortie	496 »
Intérêts des fonds placés	404 15
	5.502 70

DÉPENSES

Impression du volume	1.848 65
— de la Revue	1.878 05
Appointements d'un employé.	250 »
— du concierge	50 »
Assurances.	30 20
Impôts	13 70
Frais de gravure	110 10
Loyer (deux années).	500 »
Frais divers	187 50
Achat d'une obligation en remploi	491 »
Frais de correspondance	124 »
	5.483 20

RÉCAPITULATION

Recettes	5.502 70
Dépenses	5.483 20
Reste.	19 50

Nous rappelons à nos confrères que le 10 décembre prochain expire le délai fixé par la loi dite de séparation du 9 décembre 1905 pour le classement des églises. L'article 16 stipule qu'il sera procédé à un classement de tous les édifices du culte représentant, *dans leur ensemble ou dans leurs parties*, une valeur historique ou archéologique.

N'importe qui peut demander le classement, malgré l'avis du maire de la localité. Il suffit de rédiger ou de faire rédiger un petit rapport d'une page ou deux et de l'adresser, en franchise, au ministre de l'Instruction publique, bureau des monuments historiques, à Paris, en y joignant deux ou trois photographies soit de l'ensemble, soit de la partie que l'on désire faire classer. Des cartes postales bien faites peuvent suffire.

Les membres des sociétés savantes doivent se montrer vigilants à signaler les monuments qui présentent un intérêt soit à cause de leur ancienneté, soit à cause de leur valeur artistique. On peut faire classer une fenêtre, une abside, un pan de mur, une cloche. S'ils ne veulent pas, ou n'osent pas rédiger le rapport, qu'ils s'adressent à un des architectes départementaux ou

d'arrondissement, ils trouveront auprès de ceux-ci un accueil empressé.

Le classement n'a pas pour seul but d'attirer sur le monument la manne bienfaisante qui aide à une restauration. Avant de restaurer il faut conserver. Or, il est possible que certains maires, aidés plus ou moins par une bande de fanatiques, ferment, vendent ou louent l'église de la commune. M. Brutails, au Congrès d'histoire et d'archéologie du Sud-Ouest, au mois d'octobre dernier, a fait une conférence (1) très écoutée sur l'objet de la présente note, et a cité l'exemple de ce maire qui réservait quatre cartouches de dynamite à son église, remarquable par son antiquité, sous prétexte qu'elle *avait vécu de l'Inquisition* ! Notre confrère, M. Musset, a eu juste le temps de sauver la vieille cloche de l'église d'une commune voisine de La Rochelle, que le maire s'appropriait à vendre pour en avoir une neuve. Il serait imprudent de se reposer sur les sentiments actuels des municipalités rurales et de dire : « on ne vendra jamais l'église ». C'est possible *maintenant*, mais rien n'assure que dans dix ans un malfaisant, un fou ou un imbécile ne fera pas le mal qu'on ne redoute pas aujourd'hui. Le classement permet d'arrêter ces vilaines actions.

Qu'un maire ou un conseil municipal, même poussé par un referendum (qui s'introduit dans nos mœurs administratives, comme un retour aux assemblées capitulaires d'avant 1789), décide la transformation en grange ou marché d'une église classée, un opposant ou un amateur des choses anciennes n'aura qu'à signaler le projet au ministre, et il est probable qu'un veto arrêtera les fantaisies attentatoires au respect du à nos antiquités nationales.

Il faut empêcher les actes de destruction inouïs qui se sont accomplis au début du XIX^e siècle notamment.

Le classement des objets mobiliers est moins efficace, mais il permet de revendiquer un objet qui aurait été volé ou vendu sans autorisation officielle.

Nos confrères, M. Corbineau, architecte à La Rochelle, M. Mesnard, avoué à Saint-Jean d'Angély, M. Fleury, conseiller général à Marans, sont nommés officiers de l'Instruction publique.

M. Cheneau, notaire à Matha, reçoit les palmes académiques.

(1) Elle est reproduite dans le compterendu du Congrès.

M. Abel Mestreau a donné au musée de Saintes deux plats : un plat à barbe non signé, mais sûrement d'une des fabriques des Roches à Saintes. Il est blanc, mesure 29 centimètres et demi de largeur et 12 centimètres de hauteur. Autour du marli on lit en capitales tracées en manganèse :

A MAÎTRE ANTOINE MOLLÉT PROCUREUR AU PRÉSIDENTIAL
ET ÉLECTION DE SAINTE
1739

Le deuxième plat est un plat creux, signé du peintre La Chapelle, au fond duquel on voit l' « arc de Germanicus » en bleu dans un cadre octogone à coins rentrants et entouré d'une bordure à écailles jaunes et d'un petit marli bleu à bord denté.

Ces deux pièces sont deux très beaux exemplaires des fabriques de Saintes à cinquante ou soixante ans de distance l'un de l'autre.

Une subvention de 400 francs est accordée pour réparations au clocher de Marsilly.

Une subvention de 7.050 francs est allouée aux réparations d'une partie de l'aqueduc romain du Douhet.

Le 25 février 1908 la Chambre des députés a voté le projet de loi érigeant en commune distincte la section de Bourcefranc, distraite de la commune de Marennes. Le Sénat a adopté le projet le 19 mars. Un décret paru à l'*Officiel* du 28 mars promulgue la loi.

Le 27 février a été représentée sur la scène de l'Odéon à Paris, une pièce en cinq actes et onze tableaux, tirée du roman *Ramuntcho*, de M. Pierre Loti, sur laquelle M. Gabriel Pierné a écrit quelques pages de musique de scène.

L'*Illustration* du 22 février 1908 consacre un long article à Pierre Loti : du jardin de Loti au village de *Ramuntcho*, avec photographies.

Elle publie le portrait de M. Merleaux-Ponty, gouverneur du Haut-Sénégal-Niger, nommé gouverneur général de l'Afrique occidentale.

Le supplément du numéro du 21 mars contient le texte de la pièce.

Dans la nuit du 10 au 11 février, un incendie a détruit une partie du château d'Orignac, appartenant à M. de Saint-Légier, situé à trois kilomètres du bourg de Saint-Ciers du Taillon. Un incendie, le 28 juin 1903, avait déjà détruit le pavillon de droite : c'est ce même pavillon nouvellement restauré et une partie du bâtiment du milieu qui viennent de brûler.

—
Les Tablettes du 25 février 1908 reproduisent un compte rendu du banquet de l'Amicale des Charentais dite La Cagouille, à Saïgon, d'après le *Courrier Saïgonnais* du 15 janvier. Plus de trente personnes, dont cinq dames, prenaient part à cette fête. Le compte rendu donne les noms des « banqueteurs ».

NOTES D'ETAT CIVIL

DÉCÈS

Le 17 janvier 1908, est décédé en sa propriété de La Font de Vignolles, près Barbezieux, M. Benjamin Guérin, âgé de 83 ans, père de notre confrère, M. Edmond Guérin, juge de paix à Saintes.

—
Le 28 janvier 1908, est décédé à Saint-Jean d'Angély, M. Alfred Meunier, avoué honoraire, âgé de 82 ans, père de M. Georges Meunier.

—
Le 1^{er} février 1908 est décédée à La Rochelle, M^{me} Omer Gilbert de Gourville, née du Chesne de Vauvert, âgée de 71 ans, femme de M. O. Gilbert de Gourville, lieutenant-colonel en retraite.

Elle laisse trois filles : M^{lle} Thérèse de Gourville, M^{me} de Prin et M^{me} de La Patelière.

—
Le 3 février 1908 est décédé à Saint-Jean d'Angély, M. Firmin-Antoine-Hippolyte Pelletier, capitaine de vaisseau en retraite, officier de la Légion d'honneur, âgé de 65 ans.

Il a donné différentes notes et documents dans notre *Revue* et dans nos archives.

—

Le 24 février 1908 ont eu lieu à La Tremblade, les obsèques de M. Georges Dières-Monplaisir, propriétaire à La Louisiane, à Roncé-les-Bains, chevalier de Saint-Grégoire le Grand, père de MM. Georges Dières-Monplaisir, agent d'assurances à Marennes, Joseph Dières-Monplaisir, et beau-père de MM. Charles Heidsieck, à Reims, et Pierre Givélet, maître de verrerie.

Le 8 mars est décédée à Cognac, Madame René Formey de Saint-Louvent, née Lucie Hennessy, âgée de 29 ans.

Le 13 mars 1908 est décédé à Saintes, M. Ecktein Jean-Baptiste, ancien professeur au collège de Saintes, âgé de 77 ans.

Le 18 mars ont été célébrées à Paris, les obsèques de M. Guillaume de Bremond d'Ars, fils du comte Guy, décédé à Paris, à l'âge de seize ans.

MARIAGES

Le 10 février 1908 a été célébré le mariage de M. Maurice Marchand, enseigne de vaisseau, fils de M. Marchand, maire d'Aunay et conseiller général, avec M^{lle} Renée Bourdon, fille de M. G. Bourdon, pharmacien à Sauzé-Vaussais (Deux-Sèvres).

Le 18 février 1908 a été célébré à Pont-Labbé, le mariage de M. Etienne Guenon des Mesnard, veuf de Louise Thomas-Boisgiraud, avec M^{lle} Emma Gilbert, fille du docteur Gilbert.

VARIÉTÉS

NOTES SUR LA MEDECINE DE JADIS

DANS LA SAINTONGE MÉRIDIONALE

L'art médical était autrefois exercé par divers ordres de praticiens : les docteurs en médecine, les apothicaires, les chirurgiens, les opérateurs, les colporteurs de panacées. La question a été maintes fois traitée par des érudits dans les recueils d'histoire médicale. Je veux simplement rappeler ici quelques particularités sur divers personnages ayant pratiqué l'art de soi-

gner les malades aux XVII^e et XVIII^e siècles dans la région de Montlieu et du voisinage.

Faute de renseignements, je ne parlerai pas des sorciers, renoueurs et rebouteux, qui devaient être alors encore plus consultés qu'aujourd'hui.

I. — *Docteurs en médecine.*

C'étaient les moins nombreux, et à coup sûr les mieux instruits, car après avoir fait leurs humanités, attestées au moins par le diplôme de maître ès arts qui terminait la philosophie, ils devaient aller achever leurs études médicales, pendant plusieurs années, aux Facultés de médecine des Universités de Bordeaux, Montpellier, Paris ou autres.

C'est ainsi que dans l'espace de deux siècles, il n'y a eu que quatre docteurs dans le canton de Montlieu et deux dans celui de Montguyon contre une centaine de chirurgiens pour la même contrée.

Charles Dangeac, 1641-1^{er} août 1713, demeurant au Carrefour en Saint-Pallais, époux de Claire Moreau. Ses descendants ont été sergents, marchands, bourgeois.

Clément Marchand, 1674-29 août 1743, fils d'un apothicaire de Montlieu, demeurant audit bourg, puis chez Leroy en Chepniers. Il eut un fils licencié en droit civil, mort à 20 ans, et une fille religieuse, puis supérieure des Dames de la Foy à Pons. Ses biens, assez importants, passèrent aux de Gombault, de La Forest, puis en partie aux Méthé de Fonrémis, qui les ont vendus.

Jean-François Marchais, sieur de Bois d'Automne, protestant comme son oncle Pierre dont je parlerai un peu plus bas, né en 1752, reçu docteur en médecine à Montpellier le 6 juillet 1772, revient exercer à Montlieu, et y meurt quelques années après.

Hélie Civate, docteur-médecin à Montguyon, mort le 4 octobre 1701, à 70 ans, époux de Françoise de Fonté.

Charles-Jules Civate, son fils, lui succéda dans la même ville et y mourut âgé de 60 ans, le 14 novembre 1734. Ses filles se marièrent dans la haute bourgeoisie du lieu, et son fils acheta une charge de contrôleur des guerres qui l'admit dans la noblesse.

Pierre Marchais, né le 2 novembre 1709 à Biroleau près Montlieu de parents protestants, fit ses humanités au collège des Jé-

suites à Bordeaux avec son frère qui devint avocat et continua la famille, soutint sa thèse de philosophie au Collège d'Aquitaine le 25 août 1726, puis alla étudier la médecine à Montpellier, où il fut reçu bachelier le 21 mars 1729, et docteur le 2 août suivant, n'ayant pas encore 20 ans révolus. Il vint alors exercer son art dans la maison paternelle dont il hérita, et où il mourut toujours protestant, le 24 juillet 1751.

Son inventaire donne le détail de ses meubles et effets, montant à 5.240 liv., dont 205 liv. pour 38 ouvrages médicaux. En voici l'analyse à titre de curiosité, pour montrer ce qu'était en 1750 la bibliothèque d'un médecin saintongeais instruit.

16 volumes in-folio, en latin ; un dictionnaire de médecine en 6 volumes, estimé 120 livres à lui tout seul ; les œuvres de Lazare Rivière, de Montpellier, mort en 1655 ; de François Vallériola, son collègue contemporain ; d'Hercule Saxonia ; de Jacques Sylvius ou Dubois, 1478-1555, le grand anatomiste picard ; du célèbre Gabriel Fallope, 1523-1562 ; de Christophe à Vega, d'Alcala, mort en 1573 ; de Jean de Gorris, parisien, 1505-1577 ; de Daniel Sennert, professeur allemand, 1572-1637 ; et le tome 4 de Galien.

22 volumes in-4°, in-12 et in-16. Thomas Sydenham de Londres, Opéra ; — Ant. Heister de Francfort-sur-Mein, Anatomia ; — Jean Munnicks, d'Utrecht, Chirurgia ; — Palmarius, Pierre philosophe ; — Jean Frind, Commentaria ; — P. Dionis, Anatomie de l'homme ; — Rivière réformé par La Calonette ; — Aphorismes d'Hippocrate ; — Aptonii progymnasmata ; — Théop. Galée, Anatomie française ; — Pitton de Tournefort, Matière médicale ; — Chimie et maladies vénériennes par Ant. Deidier, de Montpellier, mort en 1746 ; — Guérison des cancers par Deshais Gendron ; — Les Bains de Bagnères, de Barèges, de Vichy et 4 ou 5 traités anonymes, non analysés.

Enfin, quatre petits livres reliés écrits par ledit Marchais sur les matières de la profession, que je n'ai malheureusement pas trouvés dans les papiers de sa famille, non plus que son livre de raison alors qu'on a conservé ses diplômes et ceux de son neveu. Les formules de ces derniers étant connues, et plusieurs ayant été publiées dans la *Revue*, je crois inutile de les reproduire.

Le rôle de ces docteurs en médecine était surtout d'être consultés dans les maladies graves, et dans les cas où leurs confrères d'un rang inférieur, les chirurgiens, avaient en vain

épuisé, non pas le latin qu'ils ignoraient, mais leur arsenal thérapeutique. C'est ainsi que Pierre Marchais ayant été mandé à Vanzac, distant de quatre lieues, pour traiter Jean Terrien, curé du lieu, celui-ci s'étonne que son docteur n'ait pris que 6 livres par visite. On était enclin déjà, je pense, à juger la qualité et la compétence d'un médecin par le prix qu'il fait payer : plus il prend cher, et plus il doit être savant. Ce critérium s'applique encore davantage aux médocastres, aux voyantes et aux charlatans.

II. — *Apothicaires.*

Les apothicaires préparaient dans leurs officines les drogues ordonnées par les docteurs et les chirurgiens, tout comme les pharmaciens d'aujourd'hui ; mais en plus, si l'on s'en rapporte à Molière, ils allaient eux-mêmes à domicile administrer au siège... du mal, certain remède bénin, lénitif, que l'on devine.

Ils étaient peu communs dans notre contrée, surtout au XVIII^e siècle. Je n'en ai retrouvé que six à Montlieu, un à Chevanceaux, et trois à Montguyon : total, dix en 200 ans.

Ainsi, à Montlieu, je vois : Louis Marchais, époux de Jeanne Vigen, qui marie sa fille en 1614 avec Antoine Marchant, originaire de Saint-Jean d'Angély, protestant comme son beau-père, et qui lui succède. Il eut lui-même deux fils, Samuel et Louis, devenus catholiques, et apothicaires au même bourg. Puis, à la même époque, Pierre de Bertaud et Jean Foucauld, tous deux beaux-frères de J. Gaboriaud, chirurgien ; et Samuel Viaud. Mais au XVIII^e siècle, je n'en trouve pas un seul, les chirurgiens portant eux-mêmes leurs médicaments et les administrant comme pour les saignées.

A Montguyon, Jacques Civatte, père du docteur ; Isaac Piet, protestant, et Vincent Dessiré. Au même temps de Louis XIV, et non loin de là, à Brossac, exercèrent tour à tour Vincent Petit, Louis Boucherie et Antoine Ballay.

A Chevanceaux, Guillaume Dupuy, qui y est de 1674 à 1717. Il eut sans doute des malheurs conjugaux, ainsi qu'il résulte de l'acte suivant :

Le 6 décembre 1674, par devant le notaire Claude Rocher se présentent Guillaume Dupuy maistre apothicaire au bourg de Chevanceaux, et Anne Fraperie sa femme, de lui dûment autorisée « lesquels disants que depuis un an et plus ils se sont séparés l'un et l'autre à plusieurs fois, sur la hayne qu'ils ont

conservé l'un contre l'autre, laquelle ils ont voulu esteindre et dissiper autant qu'il leur a été possible, mais leur malheur veut que cette hayne subsiste toujours, en telle sorte qu'ils recongnaissent qu'il n'y a pas de sureté à leur vie, et que s'ils demeuroient plus longtemps ensemble, le désespoir les pourroit porter à se détruire, et ayant jugé à propos pour esviter un plus grand mal de se sésparer de corps et de biens jusqu'à ce que Dieu leur fasse la grâce de les réunir, de quoy ils le prient très instamment, ont demeuré d'accord de ladite séparation, qu'ils stipulent et consentent par ces présentes, de telle sorte qu'ils jouiront chacun des biens qu'il a de son estoq... sans aucune autorisation », etc., etc. (Min. CL. Rocher, Arch. de la Char.-Inf.).

Je ne sais si la profession d'apothicaire était alors des plus lucratives ; en tout cas elle n'est pas des plus taxées aux rôles des tailles. C'est ainsi que G. Dupuy est imposé en 1701 à 10 livres 10 sous, taux moyen des métayers, alors que les principaux propriétaires et marchands devaient payer 20 à 25 livres. Il est vrai que le vieux chirurgien Jacques Maugars, sans doute peu employé n'est taxé qu'à 25 sous, comme les simples journaliers ; et les mendiants le sont de 1 à 5 sous. En 1717 la taille de ce Dupuy, comme les similaires, monte à 13 livres 10 sous : preuve qu'on connaissait déjà le moyen de faire enfler chaque année la feuille des contributions.

Je n'ai pas trouvé de diplôme ni de contrat d'apprentissage pour aucun des apothicaires de la contrée. En revanche, je possède celui d'un nommé Jacques Connil, qui est autorisé à exercer à Royan la double profession d'apothicaire et de chirurgien.

Extrait des registres de la Cour ordinaire du marquisat de Royan :

Aujourd'huy dixième de janvier mil six cent septante cinq, durant l'expédition de l'audience ordinaire, par devant nous Louis Tourtellot bachelier en droit, juge seneschal dudit Marquisat, a comparu en sa personne Jacques Connil, maître chirurgien du présent faubourg de Royan, assisté de son procureur et en présence du procureur de ladite Cour de céans, lequel nous a fait dire et démontré qu'il auroit pleu à Monsieur M^e Anthoine Coronel, conseiller du Roy en ses Conseils et son médecin ordinaire, commissaire général députté pour l'establisement des mestrisze et jurande des apothicaires dans les ressorts du parlement de Bourdeaux, Tholozé, Grenoble et Peaux, lieu-

tenant unique et irrévocable du premier médecin du Roy, de pourvoir ledit Connil de l'arcq de farmatie avec pouvoir de secourir par toutes sortes de remèdes et médicquaments farmasantiques tous les mallades et autres qui lan requerront, d'exercer publiquement ledit arcq, exécuter les ordonnances des médecins, et faire toutes autres fonctions appartenant audit arcq, ainsy qu'apert par les lettres à luy expédiées le 25^e aoust 1669, signée Coronel commmissaire, Bertrand, médecin, et Valesture secrétaire; et comme depuis l'obtention desdites lettres, par certaines considérations, il a différé se pourvoir par devant nous pour en faire faire lecture et publicquations, et prester le serment au cas requis, il désire présamment réparer ce défaut, ...à quoy inclinant, après avoir fait faire lecture desdites lettres, et ensemble des statuts dudit arcq de farmatie, nous avons fait lever la main audit Connil qui a promis et juré de bien et fidellement exercer ledit arcq de farmatie dans l'étendue du présent marquizat, outre celui de chirurgien dont il est pourveu depuis longtemps. Nous en avons octroyé acte à iceluy Connil, et ordonné que copie de ses provisions, status, et autres piesses consernant ledit arcq de farmatie demouront au greffe, pour y avoir recours quand besoin sera. Ainsy fait et signé Connil, Tourtellot, Rouzeau, et de moy Guillot, greffier.

(Copie en forme, papier, archives personnelles).

III. — *Opérateurs.*

On entendait par là des praticiens non diplômés, qui s'étaient créé une réputation de spécialistes habiles dans une branche de l'art de guérir, et ceux qui parcouraient le pays en exerçant leur talent, ou plutôt exploitant leur secret. Car c'était un vrai secret que se transmettaient les successeurs du frère Côme, par exemple, qui *taillaient* les malheureux atteints de calculs vésicaux par le grand ou le petit appareil ; ou qui seuls étaient assez audacieux pour abaisser, ou dilacérer le cristallin opaque des aveugles par cataracte. Développer ce sujet, ce serait rentrer dans l'histoire générale de la médecine.

Voici seulement au point de vue local quelques brèves indications relevées de-ci de-là.

Dans les registres paroissiaux de Roch-Montlieu : du 15 juillet 1627, baptême de Marguerite, fille de Jacques Cardinal, opérateur, natif de Saint-Allys, et de Clotilde Hugon.

Dans ceux de Brossac: 14 mai 1662, inhumé dans l'église Char-

lotte Allin, fille de Pierre Allin, opérateur, et de demoiselle Anne Lœverier ; et 8 septembre suivant, inhumé un enfant posthume de P. Allin, dit le sieur Dupas, opérateur du Roy, oculiste. Ce double enterrement dans l'église prouve une certaine considération pour les personnes admises à en bénéficier.

Sur ceux de Montendre : du 31 août 1705, marié Léonard Martorel, opérateur, 22 ans, fils de Lange Martorel, aussi opérateur, et de Françoise de L'Escot, avec Sara Mestivier, fille de marchands protestants du lieu. Pas d'enfants signalés ensuite, les époux ayant sans doute continué leurs pérégrinations.

En 1731, à Lugéras, ancienne paroisse réunie à celle de Bus-sac et hameau de 4 ou 5 feux, en pleine lande, habitait alors Joseph Merlet de Saint-Simon, médecin-oculiste ; il était fils d'Etienne M. maître chirurgien et cabaretier, et beau-frère de Jean Lignat, son confrère audit bourg. On voit que la décentralisation des chirurgiens spécialistes n'était pas un vain mot, à cette époque reculée.

On peut sans doute aussi ranger parmi les opérateurs extraordinaires, le cas de cette opération césarienne faite et réussie à Cercoux en 1752. Aussi l'heureux chirurgien croit-il devoir s'en faire délivrer une attestation notariée. Du 14 janvier 1753, déclaration par Louise Coquillaud, femme de Guillaume Boutoulle, journalier à Cercoux, qu'étant enceinte et dans un état à ne pouvoir accoucher par les voies ordinaires, le sieur Jean Vigeant, chirurgien du bourg de Montguyon (1708-1777), ayant été appelé, lui fit l'opération par le côté, et tira de son corps un enfant gangrené ; et 15 jours après, elle fut parfaitement guérie. (Acte de Fr. Genet, Contrôle de Montguyon). Cette intervention, qu'on peut rattacher sans crainte à la grande chirurgie, était sans doute la première faite dans la région ; et peut-être la tentative n'a-t-elle pas été renouvelée depuis.

IV. — *Panacées, etc.*

On découvre de temps en temps, dans les liasses de papiers jaunis, ou dans les vieux livres poudreux, des prospectus de remèdes universels, dont les mirifiques promesses, pour la guérison de tous les maux possibles et imaginables ne le cèdent en rien à celles qui s'étalent maintenant dans tous les journaux à grand et à petit tirage : l'*Eau rouge*, qui est bonne pour toutes les maladies et lésions des hommes et des animaux ; l'*Antidote* du sieur Algérony, médecin consultant de tous les princes

d'Europe ; l'*Orviétan* du sieur Soldadier, fils d'un ancien serviteur de Sa Majesté (voilà un titre honorifique qui ne devait pas être rare); enfin le *Remède universel* de Jean Gaspard d'Ailhaud, baron de Castelet, près Aix, dont les pompeux éloges occupent huit colonnes in-4°, énumérant toutes les propriétés du médicament ; on aurait certes été beaucoup plus concis en relatant simplement les maladies auxquelles il ne s'appliquerait pas, si tant est qu'il en existe. Ce dernier empirique était parent du prieur curé de Fontaines d'Ozillac : Denis Ailhaud de Vitrolles, né à Vitrolles près Lourmarin en Provence, et venu en 1765 dans cette paroisse, où il mourut en 1781, qui sans doute propagea en Saintonge la drogue de son cousin, car j'ai trouvé le prospectus du Remède universel dans les minutes d'un Duburg, notaire à Ozillac. Le baron de Vitrolles, le conseiller ultra du comte d'Artois en 1815 était sans doute aussi de cette famille.

Mais en plus des promesses alléchantes, les charlatans de l'ancien régime, précurseurs de ceux de notre époque, savaient aussi faire mousser leurs prétendus succès et se faisaient délivrer des certificats laudatifs.

En voici un exemple pris dans les minutes de J. Boussiron (étude actuelle de Chevanceaux). Du 1^{er} août 1745, attestation de gens qui ont été guéris radicalement en peu de jours par le moyen des onguens et huiles que compose le sieur Jacques Douilhet, originaire de Baigne, et commissaire de police à Rochefort ; savoir Fr. Dom. Savary, curé de Bran, d'un mal fort considérable à la jambe, causé par une chute de cheval ; L. Libaud, maréchal à Bran, d'un abcès à la main, avec enflure extraordinaire ; J. Bruneteau, meunier à Bran, d'un dépôt à la fesse causé par une chute et fermé sans s'être manifesté pendant près de cinq ans ; Fr. Renaud, dudit Bran, d'un panaris au doigt qui lui causait une douleur insupportable, avec enflure jusqu'à l'épaule ; Sam. Rouillet, marchand de Baigne, d'une playe à la jambe fort considérable et très douloureuse ; Marie Coustaud, de Sainte-Radegonde, d'un abcès au sein si considérable et si douloureux qu'elle avait lieu de penser que c'était un cancer ; P. Marcenat, de Baigne, d'une eschaudure au bras et à l'épaule pour avoir tombé dans sa chaudière en teignant des chapeaux ; Fr. Gerbaud, espinglier à Baigne, d'un mal si douloureux et si extraordinaire que la main lui vint en moins d'une heure d'une grosseur prodigieuse ; P. Tisseul, d'un coup

de couteau dans la jambe profond de 2 pouces ; Marie Raffenaud, fille d'un maçon de Touverac, d'un mal à la jambe regardé comme incurable, y ayant plusieurs trous ; P. Poigneau, marchand de Sainte-Radegonde, qu'un de ses enfants âgé de 3 ans, ayant reçu un coup de pied de cheval à la joue, qui lui avait causé une enflure si forte qu'on fut pendant plus de 8 jours sans lui voir son œil ; P. Monnereau marchand de cochons de Sainte-Radegonde, d'un abcès à la main si considérable, qu'il était en danger de la perdre ; P. Rogron, marchand de Baigne, que sa fille âgée de 2 ans, ayant tombé dans le feu, s'était brûlée tout le pied ; Jean Brodut, tressier de Mathelon, que le feu ayant pris aux hardes de son fils âgé de 7 ans, l'avait brûlé la poitrine et le bas-ventre de façon à désespérer de sa guérison ; S. Landreau, marchand du Tastre, que son fils avait trois abcès qui faisaient qu'il ne pouvait marcher qu'avec des potences, savoir l'un très gros au dessous de l'omoplate, les autres à la cuisse et à la jambe ; et aussitôt qu'il se fut servi des onguents du sieur Douilhet, il se trouva soulagé et mis en moins de 8 jours en état de marcher sans bâton, et quelque temps après guéri radicalement. Fait au bourg de Baigne en présence de J. Maugars et J. Boussiron, notaires royaux, signé par 10 sur 15 des attestants : Savary, Libaud, Rouillet, Marcenat, Gerbaud, Tisseul, Rogron, Brodut, Landreau, Marie Coutau, les autres ne l'ayant su faire.

Le plus curieux est qu'il y a encore dans le pays de Baigne un onguent secret, d'une réputation merveilleuse, et fabriqué par une vieille dame. J'ignore si c'est le même que celui du sieur Douilhet, qui aurait alors plus d'un siècle et demi de vogue.

Enfin il ne faut pas oublier, bien qu'il n'ait pas exercé particulièrement chez nous, un Saintongeais d'origine, Pierre Boyveau, dit Laffecteur, né vers 1740 aux environs de Saint-Genis, mort à Paris en 1812, et propagateur du Rob antisypilitique qui porte son nom. J'en ai parlé plus longuement dans la *Revue de Saintonge* de janvier 1906, page 61 ; du moins ce praticien ne s'engageait pas à guérir comme ses congénères avec la même drogue les apoplexies, les plaies et les fractures, les brûlures, les douleurs et les fièvres, les diarrhées rebelles et les constipations opiniâtres ; il se bornait à soigner les *avariés* et assimilés. Le docteur Cabanès, dans un ouvrage récent la *Névrose révolutionnaire*, reproduit deux ex-libris de notre compatriote :

ce sont des armes parlantes : un écusson figurant une cigogne et surmontant une fontaine où *boit* un *veau*. La banderole porte P. Boyveau, docteur en médecine, connu sous le nom de Laffecteur ; l'un des deux ex-libris est sommé d'une couronne de comte, l'autre d'un bonnet phrygien.

D^r CH. VIGEN.

(A suivre)

II

PROTESTATION

DES ÉLECTEURS DU CANTON DE CHATEAUNEUF CONTRE L'ÉLECTION
DE RICHARD CHASSORS, JUGE DE PAIX.

La loi des 16-24 août 1790 qui institua en France les Juges de paix portait qu'ils seraient nommés à l'élection et fixait les conditions d'éligibilité et les formalités du scrutin. On ignore généralement que cet état de choses dura, sauf quelques modifications, jusqu'en 1814, ce qui paraît surprenant sous le gouvernement de Napoléon, où il y avait exubérance d'autorité.

Les vaincus du scrutin se résignent difficilement à leur défaite et ne manquent pas d'user des voies de recours qui leur sont ouvertes par la loi. La protestation des électeurs du canton de Châteauneuf, arrondissement de Cognac, dont je publie le texte est une pièce des plus curieuses. J'ignore quel en fut le résultat. Un annuaire de la Charente pourrait nous renseigner là-dessus. A supposer que tous les griefs articulés ne fussent pas établis, nous y trouvons encore la preuve de singulières mœurs électorales.

« Aujourd'hui premier ventôse, an dix de la République Française une indivisible, sur les dix heures du matin, pardevant nous, notaires publics du département de la Charente, résidant au chef-lieu de la commune de Châteauneuf, soussignés. Est comparu le citoyen Jacques Labrousse, directeur du bureau de la poste aux lettres, demeurant au chef-lieu de cette commune de Châteauneuf. Lequel a déposé ez mains de Rullier, l'un de nous dits notaires, une pétition présentée au citoyen Préfet du département de la Charente, par partie des habitants des communes et canton de Châteauneuf sur une feuille de grand papier timbré, datée du treize pluviôse dernier, commençant par

ces mots : au Préfet du département de la Charente. Citoyen Préfet, Les soussignés habitants des communes et canton de Châteauneuf, et finissant par ces mots : à Châteauneuf le treize pluviôse an dix de la République Française, au bas de laquelle pétition sont plusieurs signatures, laquelle est sans rature ni interligne, y ayant seulement trois mots (femme) refait et surchargés d'encre ; ladite pétition déposée pour en délivrer des expéditions, duquel dépôt M. Labrousse a requis acte que nous lui avons octroyé pour valoir et servir ce que de raison.

Lû, fait et passé à Châteauneuf, Etude de Rullier, l'un de nous dits notaires. M. Labrousse a avec nous signé. La minute est signée: Labrousse, Monteaud et Rullier, notaires. Enregistré à Châteauneuf le premier ventôse an 10, reçu un franc un décime, signé Saint-Lary pour Delbos.

Suit la teneur de ladite pétition : au Préfet du département de la Charente. Citoyen Préfet, Les soussignés habitants des communes et canton de Châteauneuf déposent entre vos mains leurs protestations contre la nomination qui vient d'être faite de la personne du sieur Richard Chassors, à la place de juge de paix du canton de Châteauneuf ; ils protestent contre cette élection non pas seulement parce qu'ils désireraient que le citoyen Marchadier, qui exerce depuis six ans les fonctions de juge de paix avec distinction, les exerçât encore, non pas parce qu'il réunit les qualités nécessaires qu'exige une place aussi importante et que le citoyen Richard est totalement étranger aux fonctions judiciaires, mais parce que cette élection présente des nullités qui doivent la faire proscrire. 1° Lorsque la loi veut que les votes des habitants de chaque série soient reçus par un directeur de scrutin et deux scrutateurs, elle a entendu sans doute que les trois personnes seraient en état de vérifier la légalité de l'opération, d'écrire les noms que les votans eux-mêmes ne pourraient pas écrire et de remplir enfin les fonctions momentanées qui leur sont déléguées. La loi a été violée dans cette partie, puisque la commune de Birac avait pour scrutateur le citoyen Landais sourd et muet, et qu'un sourd et muet est dans une incapacité absolue de remplir aucune fonction publique; on ne peut avoir aucune confiance dans l'opération de cette série de la commune de Birac, rien ne peut prouver qu'il n'y a eu de reçus que les votes des habitants qui avaient le droit d'y voter ; la présence d'un sourd et muet n'aura pas été un obstacle à la réception des votes étrangers, et cette circonstance doit

faire rejeter l'opération de cette série, il est évident que le résultat du recensement général ne présente aucun degré de certitude, qu'il n'est plus possible de se fixer sur la majorité des suffrages qu'il paraît constater et que toute l'opération doit être annulée ; 2° Les articles 3, 28 et 29 des lois des 13 et 20 ventôse exigent que les bulletins soient insérés dans les boîtes fermant à clef et que les clefs restent entre les mains du plus âgé des scrutateurs. Ces dispositions ont été méprisées dans plusieurs séries, il est notoire que presque dans aucune la boîte ne fermait à clef, mais il est prouvé que dans la série de Saint-Surin le maire ne trouva dans la maison du directeur de la série qu'une femme qui recevait les bulletins des citoyens qui venaient voter, en sorte que les noms d'aucuns des votans n'étaient inscrits et que les émissaires de Richard Chassors pouvaient déposer entre les mains de cette femme tel nombre de bulletins qui convenait au succès de son entreprise ; 3° Les articles 36, 34 et 40 de la même loi, ont encore été violés, le dépouillement des votes de chaque série doit être fait par double minute, dont l'une doit être déposée au secrétariat de la mairie de chaque commune et l'autre envoyée au Sous-Préfet de l'arrondissement. Cette précaution a pour objet de fournir au besoin le moyen de constater l'exactitude du recensement général ; au surplus elle résulte de la loi même et la loi ne prescrit rien d'inutile ; son infraction en ce point est donc un nouveau moyen de nullité ; 4° Un arrêté de la Préfecture portait que le scrutin serait fermé le 24 nivôse au soir. Il le fut dans la commune de Châteauneuf, dans la plupart de celles qui composaient l'ancien arrondissement du canton et bientôt le résultat de ces différens scrutins qui avait formé une majorité imposante en faveur de l'ancien Juge de Paix fut connue. Ce fut alors que Richard Chassors sut par un calcul assez facile de quel nombre de voix il avait encore besoin. Son plan est bientôt arrêté et le jour du lendemain, 25, foire de Châteauneuf, ne fut pas inutilement employé. Des émissaires sont envoyés de toutes parts, le mot d'ordre est de grossir le nombre des votes, quoique le délai pour voter soit expiré, en conséquence on reçoit de nouveaux bulletins les 25 et 26 nivôse, dans les communes de Saint-Amant, Nonaville, Saint-Preuil, Bonneuil, Bouteville et Viville. L'affluence est même sensible, puisque le 25 au matin le nombre des votans n'excédait pas dans chacune de ces communes celui de quinze et que cette addition tardive de suffrages

en a porté le nombre dans chacune d'elles à quatre-vingt ou cent. Cependant pour tâcher de couvrir l'infraction à l'arrêté de la Préfecture qui ordonnait la clôture des scrutins, le 24 au soir, on a daté du 24, chaque procès-verbal de série, quoique des votes y eussent été reçus les 25 et 26. Cette manœuvre constate un faux matériel qui annule de plein droit l'élection du citoyen Richard Chassors, parce qu'une pièce nulle n'a pas plus d'effet qu'une pièce qui n'existe pas, ou parce qu'une pièce fausse est radicalement nulle et que ce qui est nul ne peut produire aucun effet.

Si vous ne pensiez pas, citoyen Préfet, que les vices de l'opération que l'on vous dénonce et qui résulte de la présence d'un sourd et muet pour scrutateur, de la substitution, à la place de directeur du scrutin, d'une femme chargée de recevoir les votes, de l'insertion de ces mêmes votes, dans une boîte non fermée à clef et sans inscription, des noms des votans, fussent suffisans pour vous faire prononcer la nullité des opérations qui ont amené la nomination du citoyen Richard, ou pour ordonner que l'on procédera de suite au second tour de scrutin, les exposans vous déclarent qu'ils s'inscrivent contre ceux des procès-verbaux qu'ils viennent d'indiquer, parce que la véritable date de leur clôture n'est point celle du 24, et que, malgré cette date, il est certain que l'on a reçu des votes le 25 et 26 nivôse.

Ils espèrent que vous accueillerez favorablement les moyens qu'ils établissent pour prouver l'illégalité d'une élection, qui excite le mécontentement et les murmures de la partie saine des habitans du canton de Châteauneuf ; ces moyens sont fondés sur les dispositions précises de la loi, les exposans trouvent dans vos principes bien connus pour le maintien de l'ordre et de la paix et l'exécution précise de la loi, la garantie du succès de leur réclamation.

Châteauneuf le treize pluviôse an dix de la République Française. A la suite sont les signatures qui suivent. Gabriel Guilbot, Tioulet, Fé-de-Barqueville, Bouhier, Rouhaud, Dexmier, Charles Thiboyaux, Giraud, Gibaud, Rullier, Ferrant, M. Labrousse, P. Menut, Gilbert, Marot, Saint-Hermine, Grateaud, Delbord, Menut, Couprie, P. Bouchet, Boiteau, Menault, Guyon, Biais, Jean Fruchet, Jean Beaubrint, Savary, Ledoux, Desive, Ch. Rullier, Richard, Larivière, Dexmier, Jean Marchand, Thévenot, J. Triaud, Rondeau, Monteaud, Jean Moreau fils,

Pierre Basterre, J. Thomas, Bommar, Bazagier, Jean Bouty, Jean Rigaud, P. Péroche, François Barbault, Godet, chirurgien, Jean Ravaud, J. Moreau, M. Riquelaud, Paul Blanchard, B. Blanchard, Réveillon, Petit, Blais, Auzeraud, Lambois, G. Biais, Biais, Bodet, Corbin, Bodet père, O. Boiteau, Monteaubant, Fougeret, Coupeau, Normandin, Pierre Triaud, Saint-Lary, G. Boucherie, P. Fleuranseau, Pierre Grateau, Blanchard, Briaud, Verniaud, Quilleraud, Desmoulins, Boucherie, Normandin, Barraud, Joyeux, Bordes, Paquet, Jousson, Jean Roy, Normandin, Bouty, Peyrisson, Duverger, François Pierre Pierre Goguet, Goguet. Enregistré à Châteauneuf le 1^{er} ventôse an 10, reçu un franc un décime, signé Saint-Lary pour Delbos.

Pour expédition, signé Rullier, dépositaire de la minute.

Cette protestation fut reproduite par la presse autographique et distribuée dans le public. J'en possède un exemplaire de 3 pages in-folio, qui aurait mérité de figurer en 1895 à l'exposition du centenaire de la lithographie. C'est peut-être l'exemple le plus ancien que l'on puisse citer dans le département de la Charente de l'application de cette découverte, qui était appelée à rendre de si grands services. Il est plus que probable qu'il n'y avait alors aucun lithographe à Cognac et à Châteauneuf et j'incline à croire que les signataires de la protestation donnèrent leur clientèle à un atelier d'Angoulême, dont le souvenir a peut-être disparu.

Au moment où je corrige les épreuves de cet article, notre collègue M. Biais, bibliothécaire de la ville d'Angoulême, a l'obligeance de me faire parvenir des renseignements, desquels il résulte que la protestation des électeurs fut rejetée. On lit en effet dans l'*Annuaire statistique du département de la Charente pour l'an XI de la République Française*, Angoulême, Treineau, in-12, page 97 : CHATEAUNEUF, Richard, juge de paix; Richard, greffier.

L'annuaire pour l'an XIII donne les mêmes noms. Celui de 1812 porte : Richard, juge de paix, Rigailaud, greffier.

JULES PELLISSON.

III

LE DOCTEUR JOSEPH-IGNACE GUILLOTIN.

Le nom de l'homme, objet de cette étude, sonne lugubrement à l'oreille, car par une sorte de fatalité inconcevable, il a servi à désigner le terrible instrument de supplice, qui va, peut-être, avant longtemps, entrer dans le domaine du passé.

Et cependant ce nom, qui éveille soudain dans la pensée l'idée de sang et de mort, devrait être, au contraire, un symbole de bonté et de noblesse de cœur, parce que celui qui le porta fut un grand citoyen, un vrai libéral, un philanthrope dans la meilleure acception du mot.

Aussi le travail, que nous lui consacrons, a-t-il pour but de détruire définitivement, nous l'espérons, la légende qui fait de lui l'inventeur de l'affreuse machine, à laquelle son nom est resté accolé, de montrer quel fut son rôle réel dans l'adoption de ce moderne engin de destruction et d'être ici un écho des éloges dont il est si justement digne.

§ 1^{er}. — *Notes Généalogiques sur Guillotin et sa famille.*

Sa maison natale.

I. — C'est le 28 mai 1738 (1), à onze heures et demie du soir, que Joseph-Ignace Guillotin naquit à Saintes, dans une maison sise rue Saint-Pierre, dont il sera parlé plus loin.

Il fut baptisé le lendemain dans l'église de la paroisse de ce nom, ainsi que le constate l'acte suivant :

« Le 29 mai 1738, Joseph-Ignace Guillotin, né du 28 du cou-

(1) La légende du portrait de Guillotin, dessiné par Bonneville, et certains de ses biographes (notamment le docteur Réveillé-Parise, *Guillotin Joseph-Ignace*, Paris, imp. Panckoucke, s. d., in-8°, 23 pages, extrait du *Moniteur universel* des 25 février et 10 mars 1851), et M. Charles d'Avone (*Guillotin*, article paru dans la revue *Les Contemporains* du 12 juillet 1896) indiquent le 29 mars 1738, comme date de sa naissance. D'un autre côté, les *Tables des anciennes paroisses de Saintes*, dressées par M. Gustave Bréjon, chef de bureau retraité de l'état civil, mentionnent que le baptême de Guillotin a eu lieu le 25 mai 1738. Nous n'avons pu vérifier, l'incendie du 10 novembre 1871 ayant anéanti les archives de la Ville et les registres de la paroisse de Saint-Pierre, conservés au greffe du tribunal de première instance, ne remontant pas à une époque antérieure à celle de décembre 1738. Néanmoins, le document, reproduit ci-dessus, nous semble être de nature à faire cesser tout doute au sujet de la date de la venue au monde de notre concitoyen.

rant, fils légitime de M. M^e Joseph-Alexandre Guillotin, avocat en la cour, et de demoiselle Catherine-Agathe Martin son *Joseph-Ignace* Guillotin (1), écolier, et la marraine M^{lle} épouse, a été baptisé en cette église. Le parrain a été le sieur Marguerite Guillotin, frère et sœur de l'enfant, en présence des soussignés. (Signé) *Ignace-Alexandre* Guillotin, Marguerite Guillotin, Guillotin, Guillotin (2), *loco rectoris*. »

La famille de Guillotin était ancienne et fort honorable.

Sa mère était fille de Pierre Martin, juge sénéchal de Saint-Denis (Ile d'Oleron) et de demoiselle Catherine Guillon, son épouse.

Son père Joseph-Alexandre Guillotin, avocat à la Cour, conseiller du Roy (3), élu en l'élection principale de Saintes, était fils de M. M^e René-Louis Guillotin, d'abord procureur au présidial, puis conseiller du Roy en l'élection de Saintes, échevin de cette ville (4) et de la demoiselle Marie Meneau.

René-Louis Guillotin, fils lui-même de François Guillotin « maître chirurgien major de la marine », habitant Dolus en l'Ile d'Oleron (1650-1690) et de Catherine Chevreuil, avait épousé le 5 mai 1688, en l'église de Saint-Maur de Saintes, Marie Meneau, fille de Jean Meneau, procureur au présidial et échevin de cette ville (5), et de Marguerite Dugadonneys ; le

(1) Nous avons trouvé le texte de cet acte de naissance dans l'intéressant ouvrage de M. le Dr Achille Chéreau, *Guillotin et la Guillotine*, Paris, aux bureaux de l'*Union médicale* et chez l'auteur, 45, rue du Rocher (1870). in-8°, 52 pages. L'auteur dit tenir de la mairie de Saintes la copie de cet acte, où parerreur le parrain a été dénommé *Joseph-Ignace*, au lieu d'*Ignace-Alexandre*. Guillotin eût bien un autre frère, appelé *Joseph-Benoit-Ignace* (aliàs *Joseph-Ignace*), mais qui ne naquit que le 13 avril 1741 et fut inhumé en l'église de Saint-Michel de Saintes le 18 mai 1744. D'ailleurs l'acte est signé: *Ignace-Alexandre*, et, d'autre part, l'excellent travail que M. Ch. Danqibcaud a fait, à l'aide de papiers de famille, sur les *Guillotin*, énonce que le parrain de *Joseph-Ignace* Guillotin, « le futur docteur », fut bien son frère *Ignace-Alexandre* (*Revue d'Aunis et de Saintonge*, de mars 1893, p. 184 à 189).

(2) Probablement Nicolas-Toussaint Guillotin, curé de Saint-Maur de Saintes, oncle de Guillotin.

(3) Ce titre n'impliquait nullement la noblesse. Il était porté par une infinité de personnages, tels que les magistrats des parlements, cour des aides, cour des comptes, Châtelet, présidiaux, sénéchaussées, etc. Les conseillers aux parlements étaient nobles par le fait de leur charge (Voir l'*Intermédiaire des Chercheurs et Curieux* du 10 septembre 1902, p. 344).

(4) Audiat-Eschassériaux, *Documents relatifs à la ville de Saintes*, p. 149-150, Saintes, imp. Orliaguet, 1876.

(5) *Documents sur la ville de Saintes*, p. 149-150.

contrat préalable à leur union avait été reçu par Mareschal aîné, notaire royal à Saintes, le sept avril de cette même année (1).

René-Louis Guillotin et Marie Meneau décédèrent tous les deux à Saintes, la femme le 29 juillet 1747, et le mari, le 3 août suivant, laissant pour leurs héritiers :

1° René-Louis Guillotin, sieur des Mouniers, bourgeois, ex-officier marinier, époux de Bénigne d'Ecart, demeurant paroisse de Saint-Eutrope ;

2° Nicolas Toussaint Guillotin, prêtre, curé de Saint Maur de Saintes ;

3° Joseph-Alexandre Guillotin, qui précède ;

4° Henry-François Guillotin, prêtre, ancien curé de la paroisse de Barzan, diocèse de Saintes,

Leurs quatre fils ;

5° Jean-Louis Guillotin de La Vigerie, lieutenant au régiment de Bigorre, puis capitaine au régiment de Saintonge-Infanterie, en garnison à Libourne ;

6° Et la demoiselle Marie-Jeanne Guillotin, veuve du sieur Jean Beaury, capitaine de cavalerie, commandant de son vivant le quartier Dauphin, près le Cap Français (Ile de Saint-Domingue),

Leurs deux petits-enfants, représentant leur père Ignace Guillotin, décédé, époux de la dame Marie Ferrant ou de Ferrant, au susdit quartier Dauphin, leur autre fils (2).

François Guillotin, fils de « honnête personne » Jacques Guillotin, résidant à la Gautirie en Saint Denis d'Oleron, où il se livrait au négoce, et de Marguerite Gaultier, s'était marié le 24 avril 1651, à l'âge de 26 ans, avec Catherine Chevreuil, issue de Richard Chevreuil et de Jeanne Normandin, dont il eut cinq enfants : René-Louis, surnommé , François, marchand, et trois filles dont deux religieuses au couvent de Sainte-Claire, à Saintes.

Ce François Guillotin, originaire de Dolus, où sa famille, qui paraît avoir eu pour berceau Melle en Poitou, était venue se

(1) *Minutes de M. Julien Laferrière. Cf. Les La Charlonnie, leurs alliances et leur descendance* (1489-1892), par M. Anatole Laverny, La Rochelle, Noël Texier, 1892, p. 154.

(2) Acte de notoriété devant Pasquier, notaire, du 13 mars 1771 (*Minutes de M. Julien Laferrière*).

fixer au XV^e siècle, ainsi qu'à La Rochelle (1), se vit délivrer le 20 octobre 1647, alors qu'il était à bord du « *Saint Louis* », une attestation des bons services, par lui rendus en qualité de chirurgien de la marine royale, par Armand-Jean du Plessis, duc de Richelieu, petit neveu du Cardinal, « pair et général des galères de France, lieutenant général pour le roy et mers du Levant, et commandant l'armée navale de sa Majesté » (2).

Il avait un frère nommé Ytier, qui a dû laisser une descendance (3).

II. — La famille d'Ignace-Joseph Guillotin était apparentée à Jean Guillotin, avocat au Parlement de Bordeaux, conseiller du Roy, juge en chef du siège royal de Brouage, châtellenie d'Hitiers, qui, de son mariage avec Marie-Gabrielle Levêquot (morte le 23 mars 1792 à Barbezieux) eut un fils, Jean-Louis Guillotin des Gonthières, né audit Barbezieux le 28 août 1750. Celui-ci fut blessé dans le combat de la *Minerve* contre le vaisseau anglais *le Courageux*, le 4 janvier 1781, devint capitaine de vaisseau, commanda la frégate *la Franchise* dans l'expédition du général Humbert en Irlande [1798] (4), fut nommé chef de la marine aux ports de Lorient (1800) et de Rochefort (1800-1807), où il mourut, officier de la Légion d'honneur, le 25 novembre de cette dernière année (5).

Jean-Louis Guillotin des Gonthières était cousin d'Ignace-Joseph Guillotin, mais à quel degré ?... Nous l'ignorons.

Nous ne saurions dire non plus quelle parenté existait entre lui et : 1^o les Guillotin de Fougeré, dont l'un Etienne-Nicolas, avocat, de l'île d'Oleron, fut choisi comme administrateur du département de la Charente-Inférieure par la première assemblée électorale, le 12 juin 1790, fut maire de Marennes, et ensuite nommé sous-préfet de cet arrondissement par arrêté des Consuls en date du 11 germinal an VIII [1^{er} avril 1800] (6) ;

(1) *Les La Charlonnie*, p. 154.

(2) *Id.*, p. 155.

(3) M. Ch. Dangibeaud, *Les Guillotin*, op. cit., *supra*.

(4) Voir François d'Hozier, *L'impôt du sang*, t. II, 2^e partie, p. 205, Paris, chez Techener, 1875 ; Troude, *Batailles navales de France*, t. II, p. 8 ; *Victoires et conquêtes des Français* (1791-1815), t. IX, p. 389, Paris, Panckoucke, 1817-1821.

(5) Pour la descendance de J.-L. Guillotin des Gonthières, voir *Revue d'Aunis et Saintonge* du 1^{er} juillet 1900, p. 260-263.

(6) Eschasseriaux, *Assemblées électorales de la Charente-Inférieure*, p. 28, Niort, Clouzot, 1868, et *Moniteur* du 17 germinal an VIII, p. 796.



fixer au XV^e siècle, ainsi qu'à La Rochelle (1), se vit délivrer le 20 octobre 1647, alors qu'il était à bord du « *Saint Louis* », une attestation des bons services, par lui rendus en qualité de chirurgien de la marine royale, par Armand-Jean du Plessis, duc de Richelieu, petit-neveu du Cardinal, « pair et général des galères de France, lieutenant général pour le roy et mers du Levant, et commandant l'armée navale de sa Majesté » (2).

Il avait un frère nommé Ytier, qui a dû laisser une descendance (3).

II. — La famille d'Ignace-Joseph Guillotin était apparentée à Jean Guillotin, avocat au Parlement de Bordeaux, conseiller du Roy, juge en chef du siège royal de Brouage, châtelainie d'Ille-et-Vilaine, par son mariage avec Marie-Gabrielle Levêquet (morte le 25 août 1792 à Barbezieux) eut un fils, Jean-Louis Guillotin des Gonthières, né audit Barbezieux le 28 août 1750. Citain de la Minerve dans le combat de la *Minerve* contre le vaisseau anglais le *Courageux*, le 4 janvier 1781, devint capitaine de vaisseau, commanda la frégate la *Franchise* dans l'expédition du général Humbert en Irlande [1798] (4), fut nommé capitaine de marine aux ports de Lorient (1800) et de Rochefort [1801-1802], où il mourut, officier de la Légion d'honneur, le 15 novembre de cette dernière année (5).

Jean-Louis Guillotin des Gonthières était cousin d'Ignace-Joseph Guillotin, mais à quel degré ?... Nous l'ignorons.

Nous ne saurions dire non plus quelle parenté existait entre Jean-Louis et les Guillotin de Fougeré, dont l'un Etienne-Nicolas, avocat, de l'île d'Oleron, fut choisi comme administrateur du département de la Charente-Inférieure par la première assemblée électorale, le 12 juin 1793, fut maire de Marennes, et ensuite nommé sous-préfet de cet arrondissement par arrêté des Consuls en date du 11 germinal an VIII [1^{er} avril 1800] (6);

(1) *Les La Charlonne*, p. 154.

(2) *Id.*, p. 155.

(3) M. Ch. Danglès, *Les Guillotin*, op. cit., *supra*.

(4) Voir François de Flavier, *L'impôt du sang*, t. II, 2^e partie, p. 205. Paris, chez Techener, 1863; Troude, *Batailles navales de France*, t. II, p. 8; Vieilles et contemporains des Français (1791-1815), t. IX, p. 389, Paris, Panckoucke, 1827-1828.

(5) Pour la descendance de J.-L. Guillotin des Gonthières, voir *Revue d'Armement* du 1^{er} juillet 1900, p. 260-263.

(6) Leclapartieraux, *Assemblées électorales de la Charente-Inférieure*, p. 28, Paris, Lécouot, 1868, et *Moniteur* du 17 germinal an VIII, p. 796.



2° Et les Guillotin de la Martière, qui semblent originaires de l'île d'Oleron, et dont l'un, d'après ce qui nous a été assuré par M. le docteur Guillaud, professeur à la Faculté de médecine de Bordeaux, fut archiprêtre de Matha et curé d'Aumagne, vers 1760 jusqu'en 1780. C'est sans doute le même que Jean-Baptiste Guillotin de la Martière, docteur en théologie, vicaire de Saint-Etienne de Mortagne, vraisemblablement vicaire de Gémozac du 27 avril 1749 au 21 septembre 1751 ? Un autre Guillotin Louis, seigneur de la Martière et de la Charpenterie fut, en décembre 1764, syndic général des habitants de l'île d'Oleron. Est-ce le même que ce Guillotin, qui jouissant d'une portion de la seigneurie de Saint-Georges d'Oleron, soutint contre le syndic du chapitre de Tours un procès que, le 10 mars 1792, les frères Gautret, fermiers des revenus de ce « *ci-devant chapitre* » dans l'île d'Oleron, demandèrent au directoire de Saintes d'autoriser le procureur général syndic du département à continuer devant le tribunal civil où il était pendant (1) ?

III. — Joseph-Alexandre Guillotin, qui avait succédé à son frère dans son office de Conseiller en l'élection de Saintes eut treize enfants issus de son mariage avec Catherine-Agathe Martin (2).

De ces treize enfants trois seulement survécurent à leurs parents : 1° Ignace-Alexandre Guillotin (né le 23 février 1724), avocat au Parlement de Bordeaux (1776-1782), demeurant en cette ville, rue Carpentayre, paroisse Saint-Pierre, puis rue du Grand Cancéra, paroisse de Saint-Siméon, mari en premières noces de Gabrielle Rolland et en secondes de Michelle Dugravy, qui se retira dans sa propriété de Bern, commune de Macau [Gironde] (3) ; 2° Joseph-Ignace Guillotin, dont nous allons retracer l'existence ; 3° Marie-Marguerite-Agathe-Monique Guillotin (née le 19 juillet 1742), qui épousa à la paroisse Saint-

(1) *Documents sur la ville de Saintes*, p. 150 ; *Revue d'Aunis et Saintonge*, année 1896, t. XVI, p. 224. Renseignements communiqués par M. Tortat, juge au tribunal civil.

(2) Ces enfants, dont Joseph-Ignace Guillotin était le neuvième, sont tous nommés dans l'article de M. Ch. Dangibeaud, cité *suprà*. La plupart décédèrent en bas âge. L'un d'eux, Joseph-René-Louis, né le 13 avril 1745, mourut en Afrique, sur la rivière Gambie, à bord du navire le *Marquis de Marigny*, le 8 août 1764.

(3) *Documents sur la ville de Saintes*, p. 149.

Pierre le 26 janvier 1780 (1), *messire* Jean-François de La Charlonnie, écuyer, garde du Corps (à la 3^e compagnie, dite de Luxembourg, du nom de son capitaine, Charles-François-Frédéric de Montmorency, duc de Luxembourg), plus tard brigadier des gardes du Corps, capitaine de cavalerie, chevalier de Saint-Louis, demeurant à Villars-Marange, paroisse de Mérignac en Angoumois, fils de feu sieur Jean de La Charlonnie, aussi écuyer, et de dame Françoise Tallon (2).

Joseph-Alexandre Guillotin et Catherine-Agathe Martin, sa femme, moururent tous les deux à Saintes, le premier le 18 décembre 1778, à l'âge de presque 83 ans, et la seconde, le 21 septembre 1779, âgée de 78 ans, et furent inhumés l'un et l'autre en l'église paroissiale de Saint-Pierre (3).

Par leur testament mystique, en date du 27 janvier 1776, ouvert et décrit par Emmanuel Cajetan Le Berthon, chevalier de Bonnemie, conseiller du roy, président et lieutenant général de la sénéchaussée et siège présidial de Saintes, déposé au rang des minutes de Pasquier, et par un codicille audit testament, reçu par le même notaire, le 13 avril 1778, les époux Joseph-Alexandre Guillotin avaient fait entre leurs trois enfants survivants, susnommés, le partage des biens composant leurs successions (4).

Aux termes des deux actes testamentaires, qui viennent d'être énoncés, Ignace-Alexandre Guillotin eut, dans son lot, notamment le domaine que ses parents possédaient à Pérignac et la somme de 12.000 livres, formant le prix de la cession de l'office de conseiller élu, dont Guillotin père était pourvu, faite par contrat au rapport de Bigot, notaire royal à Saintes, du 3 mars 1778, au profit du sieur Pierre-Alexandre Duchastel, avocat de la paroisse de Saint Michel. Joseph-Ignace Guillotin fut attributaire « pour sa portion virile » de : 1^o le tiers des meubles meublants et objets mobiliers, garnissant leur maison, dans la

(1) Leur contrat de mariage fut reçu par Pasquier le 13 janvier 1780 (*Minutes de M^r Julien Laferrière*).

(2) Jean-François de La Charlonnie, mourut le 3 novembre 1812 dans son domicile aux Mouniers, paroisse de Saint-Eutrope. Il était né à Villars, le 25 octobre 1734 (Voir *Les La Charlonnie*, p. 148 et suiv.). Pourquoi l'auteur de cette étude a-t-il substitué le nom de *Beausoleil* à celui de *Guillotin*, toutes les fois qu'il est question de cette famille ?

(3) *Registres des anciennes paroisses de Saintes* (Archives du greffe civil).

(4) *Minutes de M^r Julien Laferrière*.

ville de Saintes, et leurs domaines de Pérignac et des Mouniers; 2° la maison, occupée par les testateurs, près la place Saint-Pierre, à Saintes ; 3° une somme de 900 livres, payables par son frère Ignace-Alexandre ; 4° et diverses rentes constituées d'un capital de 11.000 livres. Marie-Agathe-Monique Guillotin reçut, entre autres attributions, le domaine des Mouniers, propre à Joseph-Alexandre Guillotin, comme lui provenant de ses père et mère (1).

IV. — On croit généralement qu'Ignace-Joseph Guillotin vint au monde dans l'immeuble, que ses parents lui avaient légué, comme on l'a dit plus haut.

Cette maison qui porte le n° 2 de la rue Saint-Pierre, appartient actuellement à M^{me} Jeanne-Anatalie Massiou, épouse de M. Charles Parat, sous-intendant militaire à Périgueux, et est occupée en qualité de locataire par M. Emile Larmat, libraire.

Nous allons rapidement passer en revue les mutations dont elle a été l'objet.

Suivant contrat, passé devant M^e Bigot, notaire royal à Saintes, le 28 octobre 1783, contrôlé le 31 du même mois par de Saint-André, Joseph-Ignace Guillotin « docteur-régent de la Fa-

(1) La métairie ou domaine des Mouniers, qui dépendait de la succession de Lancelot Brisson, procureur au présidial de Saintes, fut adjugée le 9 février 1639, à Nicolas Béraud, époux de Marguerite Aymar, avocat en la cour. René-Louis Guillotin, époux de Marie Méneau, l'acquit à son tour, moyennant 7.000 livres, de Alexandre Béraud de La Bellerie, écuyer, conseiller du roy, trésorier de France au bureau de Poitiers, par deux actes, reçus Mareschal le 5 février 1692. Joseph-Alexandre Guillotin, en devint plus tard propriétaire, en vertu d'un partage sous-seings privés, et le légua, ainsi qu'il a été dit ci-avant, à Marie-Marguerite-Agathe-Monique Guillotin, sa fille, décédée, veuve de Jean-François de La Charlonnie, à Saintes, le 27 novembre 1817. Ce domaine devint ensuite la propriété de M^{me} François Dières-Monplaisir, et, après son décès, arrivé à Saintes, le 17 décembre 1854, celle de sa fille unique, M^{lle} Clémence Dières-Monplaisir, morte en la même ville le 15 octobre 1891, instituant pour son légataire universel, son cousin germain, M. Louis-Georges Dières-Monplaisir, officier de marine en retraite à La Tremblade. M. Adolphe Dorne, capitaine de gendarmerie, chevalier de la Légion d'honneur, gendre de M. Gallut, ancien juge de paix du canton sud de Saintes, s'en rendit adjudicataire, suivant procès-verbal, dressé par M^e Pinasseau, notaire à Saintes, en date du 29 mai 1892, et, le revendit, peu après, à M. Jean-Antony Czéchowitz d'Ostoïa, ingénieur civil à Paris, par contrat, au rapport dudit M^e Pinasseau, du 16 juillet 1894 (*Minutes de M^e Bourcy*).

culté de Paris, y demeurant rue de Montmartre, paroisse Saint-Eustache, représenté par son mandataire, M. Etienne Dangibeaud du Pouyaud (1), conseiller du roy, magistrat au siège présidial de Saintes, demeurant paroisse Saint-Pierre,» vendit à François Fabvre, marchand, demeurant en la paroisse de Chermignac, moyennant 10.500 livres, l'immeuble lui appartenant en vertu du partage testamentaire prémentionné. Le contrat en donne la désignation suivante : « une maison située à Saintes, rue et paroisse de Saint-Pierre, seigneurie de l'Evêché dudit Saintes, y tenue au devoir d'une fourche en pré, consistant dans une entrée ou couroir, salle, cuisine, cour, écurie, grenier à *fouin*, caves, chambres hautes, grenier et confrontant par le devant à ladite rue publique de Saint-Pierre, par derrière au cimetière de la paroisse dudit Saint-Pierre, d'un côté à la maison appartenant au chapitre de cette ville et au susdit cimetière, et d'autre côté à la maison de M^{me} veuve Delaâge ». (*Minutes de M^e Julien Laferrière*)

Le 30 mai 1825, Charles Coindreau, épiciier à Saintes, rue de la Berthonnière, se rendit adjudicataire, à la barre du tribunal civil, de cette maison, formant le premier lot des biens vendus au préjudice de François Fabvre, drapier à Saintes. (*Archives du greffe du tribunal de 1^{re} instance*).

Par contrat au rapport de M^e Baudry, notaire à Saintes, le 29 avril 1829, Coindreau céda cette maison, en échange du domaine de la Grange, à M. Henri-Marie Dangibeaud, ancien capitaine d'infanterie, demeurant à Beaumaine, commune de la Chapelle-des-Pots, où il est décédé le 14 mai 1860. (*Minutes de M^e Rouyer*).

Elle fut après sa mort, vendue aux enchères publiques, à la requête de son fils, M. Eutrope-Louis-Henry Dangibeaud, par le minisère de M^e Lambert, notaire à Saintes, et adjugée le 12 décembre 1866 à M. Eutrope-Achille Massiou, marchand de denrées coloniales, époux de M^{me} Juliette-Mélanie Puet (2). (*Minutes de M^e Bourcy*.)

Après le décès de M. Massiou, survenu à Saintes le 8 février 1901, cette même maison a été attribuée à Madame Parat, sa fille, aux termes d'un acte de donation-partage, passé devant

(1) Voir sur M. Etienne Dangibeaud du Pouyaud, le livre de M. Ch. Dangibeaud, *Mes ascendants, mes parents, mes alliés*, Mâcon, Protat frères, 1902.

(2) Le cahier des charges énonce que cet immeuble est situé à Saintes, « rue du Marché, n^o 2 ».

M^e Joseph Julien-Laferrière, notaire à Saintes, le 20 février 1902, laquelle en est encore propriétaire.

§ 2.— *Guillotin professeur chez les jésuites, étudiant en médecine, médecin et docteur-régent de la Faculté de Paris. Ses premiers travaux.*

On manque de détails sur les premières années de Joseph-Ignace Guillotin. On sait seulement qu'après avoir été un élève studieux et même distingué au collège de sa ville natale, alors si florissant sous l'habile administration des Pères Jésuites qui le dirigeaient depuis 1607 (1), il alla achever ses études scolaires à Bordeaux, où, ses humanités finies, il soutint, le 11 décembre 1761 (2), au collège d'Aquitaine, une thèse, qui produisit une vive sensation, à la suite de laquelle il obtint le grade de maître-ès-arts à l'Université de Bordeaux. « Un scepticisme modéré, une logique sûre sont les principaux caractères de ce petit ouvrage (3) ».

Séduits par les brillantes qualités de son esprit, les Jésuites cherchèrent à l'attacher à leur ordre qui était encore puissant et respecté, et, malgré sa jeunesse, ils le firent entrer comme professeur à leur collège des Irlandais, à Bordeaux. Mais la fierté et l'indépendance naturelles du caractère de Guillotin ne lui permirent pas de faire partie, pendant longtemps, d'un corps où il fallait faire abnégation totale de sa volonté, de son moi, et le déterminèrent à se retirer bientôt, peu de temps avant sa dissolution (4), de cette société fameuse, qui imposait l'obéissance passive à chacun de ses membres *perindè ac si fuisset cadaver*, selon la devise monstrueuse qu'elle avait adoptée.

Au sortir de l'établissement des disciples d'Ignace de Loyola,

(1) P.-S. Moufflet, *Notice sur le collège de Saintes*, p. 31 et 41, Saintes, M^{me} Z. Mortreuil, 1886.

(2) 1762, d'après la *Biographie nouvelle des contemporains*, par A.-V. Arnault, A. Jouy, E. Jay, de Norvins, etc. Paris, Emile Barbœuf, 1822, t. VIII, p. 433.

(3) *Discours prononcé le 28 mars 1814, jour des obsèques de M. Guillotin, par M. E.-C. Bourru, ancien et dernier doyen de l'ancienne Faculté de Médecine en l'Université de Paris, etc., etc.* Paris, Plassan, imp. de la Grande Chancellerie de la Légion d'Honneur, s. d., in-4°, 8 pages.

(4) Un édit de novembre 1764 revêtit de la sanction royale l'arrêt du parlement de Paris du 6 août 1762, ordonnant la fermeture des établissements des Jésuites et la dissolution de la société.

Guillotin alla à Paris, au commencement de 1763, résolu à se consacrer à l'étude de la médecine, profession pour laquelle il se sentait de la vocation et qui convenait si bien au talent d'observation dont il était doué et à son ardent amour de l'humanité. Il put donner suite à ses projets grâce à une pension de 800 livres par an que lui fournit son père, qui n'avait cependant qu'une modeste aisance (1). Elève du célèbre Antoine Petit, il ne tarda pas à se faire remarquer par son assiduité aux cours et ses rapides progrès. Enflammé du désir de s'instruire, il eut l'idée de réunir un certain nombre de ses condisciples les plus laborieux et former une sorte de petit cénacle, dont l'objet était de se rendre compte mutuellement de ce que chacun avait retenu de la leçon du maître ; il s'élevait ensuite des discussions utiles soit sur le texte du professeur, soit sur des sujets qu'on mettait en question (2).

Comme alors l'on ne recevait à Paris que des élèves riches, et que les élèves studieux, mais pauvres, étaient obligés d'aller prendre « leurs degrés » en province, Guillotin se rendit à Reims, où, le 7 janvier 1768, il se fit recevoir docteur en médecine (3); mais son séjour fut court dans la capitale champenoise qu'il abandonna pour Paris. Grâce à un labeur acharné, on le voit, le 27 février de la même année, remporter, dans un concours solennel le prix annuel qu'un ancien régent des Ecoles, Jean de Diest, avait, par son testament du 18 septembre 1756, fondé au profit d'un étudiant dénué de fortune, et à la suite duquel il fut proclamé « pupille de la Faculté de Médecine de Paris », avec dispense de tous les droits attachés à l'obtention des grades (4).

Infatigable, Guillotin était le 27 août 1770, reçu licencié, et le 26 octobre suivant, il passait avec succès l'examen de docteur en médecine de la Faculté de Paris devant une commission présidée par Poissonnier. Plus tard, il devint après de longues

(1) M. Ch. Dangibeaud, *Les Guillotin*. Le premier envoi d'argent porte la date du 1^{er} janvier 1763, le dernier celle de l'année 1775.

(2) *Biographie Nouvelle des Contemporains*, p. 433 ; *Biographie Universelle*, de Michaud, t. XVIII, p. 206, chez M^{me} C. Desplaces, 1857.

(3) *Biographie Universelle et Portative des Contemporains*, par Rabbe, Vieilh de Boisjolin et Sainte-Preuve, Paris et Strasbourg, Levrault, 1834, t. II, p. 1992.

(4) *Registres de la Faculté de Médecine*, t. XXIII, p. 203, Conf. D^r Chéreau, *op. cit.*, p. 36.

et brillantes épreuves, docteur-régent de la Faculté de Paris et fut chargé de la chaire d'anatomie, physiologie et pathologie, à une époque qui doit se placer vraisemblablement entre le 13 avril 1778, date du codicille de ses parents, prérélaté, et le 28 octobre 1783, date du contrat de vente de sa maison, aussi ci-avant énoncé. Ce qui nous le fait présumer c'est que, dans le premier acte, il est qualifié seulement de « docteur en médecine », tandis que dans le second acte il reçoit le titre de « docteur-régent de la Faculté de Médecine de Paris (voir *suprà*).

Ses talents et ses connaissances lui valurent une considération méritée et le placèrent promptement dans l'opinion publique parmi les meilleurs médecins de la Capitale. D'après ce que prétendent certains de ses biographes (1), il détourna le gouvernement d'établir un impôt sur le vinaigre et il lui fit adopter des mesures pour prévenir les dangers de la rage et entreprendre le dessèchement des marais du Poitou et de la Saintonge. Ce qu'il y a de certain c'est qu'il eût l'insigne honneur de faire partie avec Franklin, Lavoisier, Bailly, Le Roy, de l'Académie des sciences, Laurent de Jussieu, de la Société royale de médecine, de la commission nommée par le gouvernement qui fut chargée, en 1784, de faire l'examen de la doctrine du *magnétisme animal*, introduite en France par le célèbre médecin Mesmer (2), vers 1779, et propagée à Paris par son disciple Charles Deslon, docteur-régent de la Faculté et médecin ordinaire du Comte d'Artois. Ce fut Guillotin, dit-on, qui, par d'ingénieuses épreuves, contribua le plus à discréditer le *mesmérisme*, et à le faire considérer comme une des illusions de l'esprit humain. La commission déclara, en effet, par la plume de Bailly, son rapporteur, qu'il n'y avait rien dans le *magnétisme animal* qui ne put s'expliquer par « cette influence morale que des individus, ayant la conscience de leur présence mutuelle, exercent les uns sur les autres (3) ». Et, comme dans

(1) Pierre Larousse, *Grand dictionnaire universel du XIX^e siècle*, t. VIII, v^o Guillotin, Paris, 1866-1876, 15 vol. in-1^o : Ch. d'Avone, *Guillotin*, loc. cit.

(2) Voir sur cette question. Ernest Bersot, *Mesmer et le magnétisme animal*, Paris, L. Hachette et Cie, 1854. Le magnétisme animal, qui a conservé des partisans, a été encore condamné par l'Académie de médecine en 1837, sur le rapport de Dubois, d'Amiens (*La Grande Encyclopédie*, t. XXII, p. 960, Paris, Ladmiraull et Cie, *Nouveau Larousse illustré*, t. V, p. 839).

(3) *Rapport des commissaires chargés par l'Académie des Sciences de l'examen du magnétisme animal*, Paris, 1784, in-4. Laurent de Jussieu se sépara

notre bon pays tout finit par des chansons, on fit au sujet des conclusions du rapport des commissaires royaux, les vers suivants, qui réjouiront fort Paris et la Province :

Le magnétisme est aux abois :
La faculté, l'académie
L'ont condamné tout d'une voix,
Et l'ont couvert d'ignominie.
Après ce jugement bon, sage et bien légal,
Si quelque esprit original
Persiste encor dans son délire,
Il sera permis de lui dire :
Crois au magnétisme... animal !

La mission, dont il venait d'être chargé par le roi, ne fit certainement qu'accroître la réputation, déjà grande, qu'il s'était acquise comme médecin et comme savant, pourtant on lit dans certaines biographies (1) qu'en 1787, Guillotin était sur le point d'aller former un établissement sur les bords de l'Ohio, dans l'Amérique septentrionale, quand il en fut empêché par des obstacles indépendants de sa volonté. On n'indique pas la nature de ces obstacles. Une chose certaine c'est que, le 14 juillet 1787, Guillotin contractait mariage à l'église de la paroisse Saint-Victor, à Paris, avec Marie-Louise Saugrain, fille d'Antoine Saugrain, maître libraire, et de Marie Brunet, son épouse (2). Faut-il voir dans cette union l'empêchement survenu à son départ pour l'Amérique, si du moins l'assertion des biographes est exacte ?

§ 3.— *Guillotin homme politique. Sa pétition des domiciliés. Son élection. Ses actes parlementaires. Son rôle comme commissaire de l'Assemblée nationale.*

I — Cependant le ciel politique s'assombrissait, l'orage révo-

de ses collègues, estimant sans doute que Mesmer était sur la voie d'une vérité féconde.

(1) *Biographie des contemporains d'Arnaud, Jouy, etc.* — *Biographie Michaud.* — *Dictionnaire historique de F.-X. de Feller*, t. VI. p. 442, Besançon, Outhenin Chalandre fils, 1832.

(2) Nous n'avons pas pu nous procurer la copie de l'acte de mariage de Guillotin. Il résulte des renseignements, qui nous ont été fournis par M. l'archiviste et M. le greffier en chef du tribunal de première instance du département de la Seine, qu'il ne figure pas parmi les actes de l'Etat civil, qui, détruits par les incendies de mai 1871, ont pu être reconstitués en vertu de la loi du 12 février 1872.

lutionnaire, qui devait éclater et emporter dans une rafale furieuse le trône vermoulu des Bourbons, s'amoncelait rapidement sur la France et grondait sourdement à l'horizon.

Ami des hommes et de la liberté, Joseph-Ignace Guillotin allait adopter, avec une foi ardente, les principes nouveaux que proclamèrent d'ailleurs avec enthousiasme des esprits éclairés et instruits de toutes les classes sociales.

Imbu des idées philosophiques nouvelles, alors si fortes à la mode, il s'était, depuis longtemps déjà (1), affilié à la *franc-maçonnerie* (2) et s'était fait re voir à la Loge des *Neuf Sœurs* (3), située à Paris rue Dauphine, qui était un des principaux centres de l'activité philosophique. Cette loge, fondée par l'astronome Lalande, comptait dans son sein un grand nombre de personnages illustres et jouissant d'une réelle notoriété, tels que Benjamin Franklin, Bailly, Buffon, Lacépède, l'abbé Delille, La Harpe, Berquin, Marmontel, Parny, Roucher, le Président du Paty, l'auteur des lettres sur l'Italie, Cabanis, Florian, Monge, Elie de Beaumont, défenseur des Calas, Greuze, Vernet, Houdon, Montgolfier, l'aéronaute Pilâtre de Rozier, Voltaire, Helvétius, le duc d'Orléans (Philippe-Egalité), le duc de Chartres (le futur roi Louis-Philippe 1^{er}), Louis XVI, et même — ce qui paraît surprenant — à côté des libres penseurs les plus dégagés de tout préjugé, des illuminés comme Saint-Martin, le *Philosophe Inconnu*, et des charlatans comme Joseph Balsamo, dit le comte de Cagliostro, cet aventurier italien qui fut impliqué en 1785, avec le cardinal de Rohan, dans la ténébreuse affaire du *Collier de la Reine* (4).

(1) Une lettre du 23 septembre 1773, envoyée par le secrétaire de la Loge maçonnique de La Rochelle à celle de Bordeaux pour annoncer l'arrivée du F. Guillotin, député du Grand-Orient de Paris, prouve que notre concitoyen était alors un des adhérents de cette société secrète. (Voir *Revue d'Aunis et Saintonge*, t. XVI, 1896, p. 344 ; où cette lettre a été publiée.

(2) La Franc-Maçonnerie, après avoir eu pour principal fondateur, en 1717, à Londres, le physicien Jean Théophile Desaguliers, d'origine rochelaise, avait été apportée à Paris, vers 1725, par lord Derwent-Waters. (Lire dans la *Revue d'Aunis et Saintonge* de 1894, p. 445, un intéressant travail de M. Jules Pellisson, qui donne beaucoup de détails inédits sur la maçonnerie en Angoumois, en Saintonge et en Aunis).

(3) *Une loge maçonnique d'avant 1789 : les Neuf-Sœurs*, par M. Louis Amiable, conseiller à la Cour d'Appel d'Aix en Provence. « Grand maître du Grand Collège et ancien membre du Conseil de l'ordre du Grand-Orient de France », Paris, 1897.

(4) Né à Palerme vers 1745, mort au château de Saint-Léon, près de Rome,

Malgré ses aspirations à une ère nouvelle qui donnerait à son pays plus de justice et de liberté, Guillotin ne s'était pas jusqu'alors occupé de politique et se consacrait tout entier à la pratique de l'art médical quand l'arrêt célèbre du conseil du Roi du 5 juillet 1788, contre-signé par le baron de Breteuil (1), et qui ordonnait la convocation des Etats-Généraux du Royaume de France, le détermina enfin à entrer sur la scène politique ; il y débuta par un coup de maître.

Les Etats généraux n'avaient pas été réunis depuis l'année 1614 ; à la cour, comme à la ville, on agitait la question de savoir comment cette assemblée devait être organisée, et le Roi, dans l'article VIII de l'arrêt du conseil, invitait tous les savants et les hommes éclairés de son royaume, et particulièrement ceux composant « l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres de sa bonne ville de Paris à adresser à M. le Garde des sceaux (2) », leurs idées sur cette organisation.

Guillotin, né avec une âme ardente, animé de ce patriotisme qui, à cette époque, échauffait tous les esprits, composa, le 8 décembre 1788, un écrit intitulé : *Pétition des citoyens domiciliés à Paris*, qui examinait avec une clarté et une concision merveilleuse, une force remarquable de raisonnement et une modération exemplaire, les opinions du Tiers-Etat (3). L'auteur y demandait entr'autres choses : 1° que le nombre des représentants du Tiers aux Etats généraux fut au moins égal au nombre total des représentants des deux ordres réunis de la Noblesse et du Clergé ; 2° que, dans tous les votes, les voix fussent comptées par tête ; 3° que les députés du Tiers-Etat ne pussent être choisis que dans cet ordre, et jamais parmi les Ecclésiastiques, les Nobles ou ceux jouissant des privilèges de

en 1795. (Consulter sur J. Balsamo notamment : *Marie-Antoinette et le Procès du Collier*, par Emile Campardon, Paris, Plon, 1863 ; — *Les Mémoires de la Baronne d'Oberkirch*, Paris, 1869, 2 vol. in-8° ; — *L'affaire du Collier*, par M. Funck-Brentano, Paris, Hachette, 1901, 1 vol. in-8° ; — *Le Roman de l'histoire Cagliostro* (J. Balsamo), par M. Henri d'Alméras, Paris, 1904, 1 vol. in-8°.

(1) Le texte de cet arrêt a été publié dans la *Collection des Lois, Décrets et Ordonnances* de Duvergier, t. I, page 1^{re}, Paris, A. Guyot et Scribe, 1834.

(2) Chrétien-François de Lamoignon-Malesherbes (1735-1789), ancien président à mortier qui, disgracié, fut remplacé, le 19 septembre 1788, par Charles-Louis-François de Paule de Barentin, premier président de la Cour des aides.

(3) A Paris, chez Clousier, imprimeur du Roi et des Six-Corps, rue de Sorbonne, 1788, 20 p., in-4°.

la Noblesse ; 4° que les représentants du Tiers fussent en proportion du nombre des représentés.

Cette pétition, « plus citée que connue, a dit M. Chassin (1), est une œuvre politique et littéraire tout-à-fait remarquable et dont l'importance historique est d'avoir engagé, à la veille de la Révolution, avec la question de la liberté de la presse, celle du droit de pétition, de réunion et d'association ».

Les *Six-Corps* de la ville de Paris adoptèrent unanimement, par délibération du 10 décembre 1788, la *Pétition des citoyens domiciliés*, la firent tirer à plusieurs milliers d'exemplaires, dont un grand nombre fut distribué le seize du même mois « par la voie de la petite poste ». Chacun des exemplaires, ainsi expédié, était accompagné d'une circulaire pour inviter le destinataire à donner son adhésion à la pétition. Cette circulaire était signée des douze noms suivants : « de la Fresnaye (Claude-Etienne), écuyer, et Moinery, gardes de la draperie-mercerie ; Debourges et Boulanger, gardes de l'épicerie ; Rigonot et Richard aîné, gardes de la pelleterie, bonneterie et chapellerie ; Chéret et Francotay, gardes des orfèvres, batteurs et tireurs d'or ; Testard et Hardy, gardes des fabricants d'étoffes et des gazes, rubanniers, passementiers, boutonniers, brodeurs ; Fos-sart et Marchais, gardes des marchands de vin (2).

On déposa en outre, dans toutes les études des notaires de Paris, une copie de la pétition afin que chaque citoyen pût y adhérer par sa signature.

Plusieurs des idées avancées par l'auteur au sujet du Tiers-Etat, ayant paru repréhensibles, la *Pétition des domiciliés* fut déférée au Parlement le 17 décembre 1788.

Avertis par des sifflets et des huées, auxquels ils n'étaient pas habitués, les magistrats composant cette haute juridiction, firent traîner cette affaire pendant trois jours. Après un réquisitoire de l'avocat du Roi, Antoine-Louis Séguier, et conformément aux conclusions du Rapport du conseiller, Adrien-Louis Lefebvre, ils interrogèrent, avant faire droit, toutes les Cham-

(1) *Les Élections et les Cahiers de Paris en 1789*, t. I, Avertissement, Paris, Jouaust et Sigaux, 1883. Dans cet ouvrage se trouve le texte de la *Pétition des domiciliés*.

(2) *Les Élections et les Cahiers de Paris*, par M. Chassin, t. I, p. 34. — Cf. *l'Etat de Paris en 1789*, par M. H. Monin, Paris, Jouaust, Noblet et Quantin, 1889, p. 229.

bres assemblées et les Pairs y séant (1), le jeudi, 18 décembre, Clousier, l'imprimeur de la brochure, Ducloz-Dufresnoy, syndic des notaires (2), Perrier, notaire à Paris, et les gardes des Six-Corps, et le lendemain Guillotin lui-même, alors domicilié rue Croix des Petits-Champs, n° 55 (Hôtel de Gesvres).

Celui-ci, qui avait eu tout le temps de préparer et de modérer sa défense, reconnu être l'auteur de l'écrit incriminé, mais se prévalut des intentions du Roi, résultant de l'article VIII de l'arrêt du conseil du 5 juillet 1788 et de celles mêmes du Parlement qui, dans un arrêté du 5 décembre, indiquait « le vœu général comme pouvant déterminer la sagesse du Roi ». Guillotin ajoutait, avec une incontestable logique, que ce vœu général ne pouvant être connu du souverain qu'autant que le Peuple l'aurait manifesté, il lui était nécessaire de lui fournir un moyen de le faire connaître.

Le Parlement rendit le 19 décembre 1788 l'arrêt suivant :

« La Cour, considérant que le droit légitime qu'ont les différents corps et communautés, ainsi que chaque citoyen en particulier, de faire parvenir au Roi leurs demandes par la voie des requêtes ou supplications, ne les autorise pas à remettre ces requêtes chez les officiers publics à l'effet de recevoir les signatures des citoyens de tous les ordres, moins encore à solliciter ces signatures par des lettres ou avertissements imprimés ou répandus dans le public, ce qui tendrait à faire des associations contraires à l'ordre public, réprouvées par les ordonnances du royaume, et dont les personnes mal intentionnées pourraient abuser.

« Fait défense aux Gardes des Six-Corps et à tous ordres de répandre à l'avenir dans le public de semblables lettres ou avertissements, et aux notaires de recevoir pareils écrits qui compromettraient la pureté de leurs études et la confiance due à leur état; leur enjoint de remettre, dans le jour, au Greffe de

(1) Voir le compte rendu complet des audiences du Parlement où l'affaire de la *Pétition* fut jugée, dans l'ouvrage, cité *supra*, de M. Ch.-L. Chassin, t. I, p. 56-78.

(2) Charles-Nicolas Ducloz-Dufresnoy, né, en 1733, à Montcornet (Aisne), fut nommé député suppléant de Paris aux Etats généraux et y mourut sur l'échafaud le 14 nivôse an II (2 février 1794), comme coupable d'avoir fait passer de l'argent à un émigré, l'abbé de Narbonne, son ancien client (H. Wallon, *Histoire du tribunal révolutionnaire de Paris*, t. II, p. 389, Paris, Hachette, 1880).

la Cour, les exemplaires que chacun d'eux peut avoir, en l'état où ils sont (1) ».

Quant au fond de l'ouvrage, il fut donné acte verbalement au docteur Guillotin que les magistrats n'y trouvaient rien de reprehensible.

Cet arrêt, qui souleva de véritables clameurs, ne fit qu'accroître la popularité de Guillotin et rehausser la valeur de son écrit (2).

« Une foule immense remplissait les salles du Palais, se faisant passer la *Pétition* et la signant. Le docteur Guillotin, à la sortie, fut salué de grandes acclamations, couronné de fleurs et reconduit en triomphe (3). »

Les ennemis, que lui avait suscités son initiative, essayèrent plus tard, de contester que le médecin philosophe fut capable d'avoir produit « le *chef-d'œuvre* », auquel il devait sa popularité et en attribuèrent la paternité à un certain feu Hardouin de la Reynerie. Mais le fait fut démenti tant par la famille de ce dernier que par un électeur des Minimes, Porcheron de Bonneval, qui, dans une brochure de quatre pages, « certifia d'honneur et comme témoin », que Guillotin était l'auteur de la *Pétition*, qu'un contemporain a qualifiée de *sublime* (4).

Malgré les attaques, ouvertes ou secrètes, de ses ennemis, de ses détracteurs, à la suite de cette brochure, notre concitoyen était devenu un personnage très en vue, aussi le 26 avril 1789 les électeurs du Tiers de Paris *intrâ muros*, réunis dans la grande salle de l'Archevêché, sous la présidence de Guy-Jean-Baptiste Target, ancien avocat au Parlement, membre de l'Académie Française, le choisirent pour vice-secrétaire, lors de

(1) Voir dans l'ouvrage de M. Chassin, t. I, p. 47, la circulaire adressée par le syndic des notaires de Paris, Ducloz-Dufresnoy, pour inviter ses collègues à exécuter les prescriptions de l'arrêt (19 décembre 1788).

(2) *La Revue des principaux écrits sur les Etats Généraux* dit en parlant de la *Pétition des domiciliés* : « Il n'est pas toujours nécessaire de donner un grand ouvrage pour se faire une réputation..., on écrira cent volumes qu'on n'ira pas au-delà ».

(3) *Histoire de la Révolution de 1789 et de l'établissement d'une constitution en France par deux amis de la Liberté* (F.-M. Kerversau et Clavelin, libraires, 1^{er} vol., p. 161-162, Paris, 1790-1801, 16 vol. in-8°).

(4) *Recueil manuscrit contenant le détail des événements qui ont précédé la Révolution* et qui est conservé dans les cartons A D I des Archives Nationales, cité par M. Chassin, *op. cit.*, t. I, p. 56.

l'élection du bureau (1). Dans la séance du lendemain, 27 avril, il fut élu par la même assemblée le premier des trente-six commissaires chargés de la rédaction des Cahiers du Tiers-Etat.

Le quinze mai suivant, à 9 heures et demie du matin, il fut élu, après quatre tours de scrutin, le dixième député titulaire de Paris par 143 voix sur 272 votants contre Berthereau, procureur au Châtelet, qui en obtint 118 (2).

Guillotín signa ensuite avec les autres membres du bureau et dix-neuf seulement des commissaires-rédacteurs (3), dont Marmontel, Treilhard, Ducloz-Dufresnoy, Vauvilliers, professeur au Collège Royal de l'Académie des Belles-Lettres, Lacretelle, avocat au Parlement, ces trois derniers députés suppléants de Paris, le cahier de l'Ordre du Tiers de cette ville, publié à la fin du mois de mai 1789. « Le dernier article de ce cahier, divisé en six chapitres séparés, émettait le vœu suivant : « Que les Etats généraux s'assemblent désormais à Paris, dans un édifice destiné à cet usage ; que sur le frontispice il soit écrit : *Palais des Etats généraux*, et que sur le sol de la Bastille, détruite et rasée, on établisse une place publique au milieu de laquelle s'élèvera une colonne d'une architecture noble et simple avec cette inscription : *A Louis XVI, restaurateur de la liberté publique* (4). »

(1) *Procès-verbal des séances et délibérations de l'Assemblée Générale des électeurs de Paris, réunis à l'Hôtel-de-Ville*, rédigé du 26 avril au 21 mai 1789 par Bailly, et du 22 mai au 30 juillet 1789, par Ch. Duveyrier, avocat au Parlement, député suppléant. 3 vol. in-8, Paris, 1790.

(2) *Procès-verbal des électeurs*. Voir les noms des vingt députés de Paris, dont le premier fut Bailly et le dernier l'abbé Siéyès, dans l'ouvrage de M. Paul Robiquet, *Le personnel municipal de Paris pendant la Révolution*, p. 13, Paris, 1890. — Cf. Chassin, *op. cit.*, t. III, p. 248 et suiv.

(3) Tous les autres commissaires n'avaient pas signé, Chassin, *op. cit.*, t. III, p. 364.

(4) Le 7 juin 1789, François-Antoine Davy de Chavigné (né et mort à Paris le 4 mai 1747-17 août 1806), « auditeur ordinaire du Roy de sa chambre des comptes de Paris », soumit à l'Académie royale d'Architecture le projet d'un monument (une colonne trajane) à élever sur l'emplacement de la Bastille (brochure in-4° de 24 pages, Bibliothèque nationale Lb. 39, 1825). Ce ne fut qu'après la Révolution de 1830 que fut érigée la colonne, demandée par les Cahiers de 89, puis par « le patriote Palloy », en 1792. La première pierre en fut posée par Louis-Philippe I^{er} le 28 juillet 1831, mais l'inauguration n'en eût lieu qu'en 1840. M. Chassin, *op. cit.*, t. III, p. 299 et 237, note, et M. Georges Lecoq, *La prise de la Bastille et ses anniversaires d'après des documents inédits*, in-8°, Paris, Chavary frères.

II. — Nous allons maintenant suivre le docteur Guillotin dans sa carrière législative et nous verrons, par les différents actes auxquels il s'est trouvé mêlé ou qui furent dus à son initiative, que le rôle qu'il remplit pendant les deux ans et demi qu'il siégea parmi les mandataires de la France régénérée, pour avoir été modeste, n'en fut pas moins d'une utilité incontestable.

Le 13 juin 1789, il rend compte à l'Assemblée, comme rapporteur, des élections vérifiées dans le sixième bureau (1).

Le 17 juin, il vote la motion de Legrand, député du Tiers-Etat du Berry, soutenue et amendée par Siéyès, et acceptée par 491 voix contre 90, par laquelle les représentants des Communes, rejetant le nom d'Etats généraux, « qui rappelait les institutions caduques et les désordres de la Royauté », adoptèrent la dénomination d'*Assemblée Nationale* (2).

Le même jour, il fait une motion tendant à modifier la disposition matérielle de la salle de l'Assemblée : « L'air qu'on y respire est pesant, pestilentiel ; il convient de faire des ouvertures suffisantes à son renouvellement ; de plus les bancs, dépourvus de dossiers, sont des sièges très incommodes pour de longues séances ». L'Assemblée chargea alors Guillotin « de présider à tous les changements nécessaires à la construction de la salle et à la distribution des banquettes (3) ».

Le 19 juin, il fut nommé membre du Comité des règlements qui venait d'être créé.

Le lendemain, samedi, 20 juin 1789, « jour d'immortelle mémoire (4) », fut aussi une date impérissable dans la vie de notre concitoyen. On sait que Louis XVI, à l'instigation de la noblesse de la Cour tenta de résister au mouvement démocratique et pour empêcher la réunion du Clergé au Tiers, donna l'ordre à son Grand-Maître des cérémonies, le marquis de Brézé, de faire fermer la salle des Etats. Quand, dans la matinée de cette journée fameuse, à neuf heures, le président Bailly et les deux secrétaires Camus et Pison du Galland fils, suivis de beaucoup d'autres députés des *communes*, se présentèrent à l'entrée principale, ils la trouvèrent gardée par des soldats. Sur l'inter-

(1) *Archives parlementaires*, t. VIII, 1^{re} série, p. 102, Paris, Paul Dupont, 1886.

(2) *Idem*, loc. cit., p. 127.

(3) *Idem*, loc. cit., p. 129.

(4) M. Ernest Hamel, *Histoire de la Révolution française*, p. 45, Paris, E. Flammarion, 1897.

pellation de Bailly, le comte de Vassan, qui les commandait, répondit qu'il avait reçu la consigne d'interdire l'accès de la salle par rapport aux préparatifs qu'on y faisait pour une séance royale, qui devait s'y tenir le 22 juin.

Les députés protestèrent énergiquement contre cet attentat, mais furent forcés de se retirer, et, comme ils délibéraient, en plein air, très irrités, au milieu de la foule qui partageait leur indignation, sur le choix d'un autre lieu de réunion, une voix cria soudain : « Au jeu de Paume ! » C'était celle de Guillotin. Aussitôt tous les représentants de la nation, Bailly en tête, se rendirent, « par cette matinée pluvieuse et triste », dans la salle indiquée, sise au Vieux Versailles, rue du Jeu de Paume, près de la rue Saint-François (1). Là, notre concitoyen, avec les 640 députés qui se pressaient dans ce local sombre et nu, dans « cette sainte mesure », comme l'a appelé André Chenier (2), prêta plein d'enthousiasme, puis signa sur le registre des délibérations le serment solennel (3), proposé par Mounier, l'un des députés du Dauphiné, dont la motion avait été appuyée par son collègue Barnave et par Le Chapelier, député de Rennes, « de ne jamais se séparer et de se rassembler partout où les circonstances l'exigeraient jusqu'à ce que la constitution fut établie et affermie sur des fondements solides ». « Une exaltation commune éclata, quoique diversement exprimée dans l'attitude de Pétion, de Garat, de Le Chapelier, de Thourret, de Guillotin, de l'impétueux Dubois de Crancé, et de l'élégant Barnave », a dit Louis Blanc en retraçant cette scène célèbre et profondément émouvante (4).

Guillotin a-t-il réellement, le 20 juin, émis l'avis d'aller au

(1) L'immeuble où était installé le Jeu de Paume était loué verbalement à un sieur La Taille et appartenait indivisément à divers, notamment à Jacques-Philippe Talma, bourgeois, demeurant à Versailles, oncle du célèbre tragédien, et à M. de Molènes de Bar, écuyer, ancien gouverneur des pages de la chambre du Roi. — (Voir M. Ch. Vatet : *Notice sur la salle du Jeu de Paume à Versailles depuis sa fondation jusqu'à nos jours*, Versailles, 1883, in-8°.

(2) *Le Jeu de Paume*, ode dédiée au peintre Louis David, 1791.

(3) La minute du procès-verbal est conservée aux Archives Nationales. La signature de Guillotin est inscrite la 593^{me} entre celles de deux députés du Tiers-Etat de Paris, hors les Murs, Louis Boislandry et Etienne Chevalier. Un double du procès-verbal manuscrit, avec les signatures, se trouve à la Chambre des députés.

(4) *Histoire de la Révolution française*, t. II, p. 295, Paris, Pagnerre et Perrotin, 1847.

Jeu de Paume ? Plusieurs historiens ou biographes relatent qu'il fut l'auteur bien inspiré, de cette proposition, entre autres J. Michelet (*Histoire de la Révolution française*, t. I, p. 130), de Genoude (*Révolution française*, t. I p. 214), Amédée Gabourd (*Histoire de France*, t. XVIII, p. 129), M. Augustin Chalmel (*Révolution française*, p. 4), M. Jules Brisson (*Le centenaire de 1789*), M. Charles Vatel (*op cit.*, p. 14), le *Nouveau Larousse illustré*, t. V, p. 407, le *Dictionnaire de la Révolution et de l'Empire* par MM. le D^r Robinet, Adolphe Robert et J. Le Chapelain, (Paris, 1899, t. II, p. 122), M. Géo Furth, dans son article, *Docteur Guillotin*, paru dans le journal *la Charente-Inférieure* du 16 mars 1904, etc. D'autres historiens, tels que Thiers, Louis Blanc, Daresté (*Histoire de France*, t. VII, p. 167), Jean Jaurès (*Histoire Socialiste, Assemblée Constituante*), Théophile Lavallée (*Histoire des Français*, t. I, p. 56), Mignet (*Histoire de la Révolution française*, t. I, p. 56), Philippe Le Bas (*Dictionnaire Encyclopédique de la France*, t. XII, p. 454), se bornent à rappeler la Réunion du Jeu de Paume, sans nommer celui qui désigna ce local. Le *Procès-verbal* officiel de la séance, signé par le président et les deux secrétaires, est également muet sur l'initiative de Guillotin, mais dans le récit qu'il nous a laissé sur la Journée du Jeu de Paume, Bailly dit formellement : « M. Guillotin proposa le Jeu de Paume ; on arrêta de s'y rendre ». Or, il n'y a pas — on le sait, — de document plus sincère et plus précieux pour l'histoire de la formation et des débuts de l'Assemblée Constituante que les notes laissées par le vénérable président et maire de Paris sur son rôle au commencement de la Révolution jusqu'au 20 octobre 1789 (1), Le témoignage de Bailly nous paraît donc décisif. C'est bien à notre concitoyen que revient l'initiative d'avoir indiqué le lieu où s'accomplit l'acte le plus imposant, l'acte primordial de notre Révolution ; le lieu qui, selon l'expression de Michelet, « fut comme la crèche pour la nouvelle religion, son étable de Bethléem (2). »

A partir du Serment du Jeu de Paume les événements se précipitèrent, mais, comme il n'entre pas dans le cadre de notre travail de les narrer, nous dirons simplement qu'après le ren-

(1) *Mémoires d'un témoin de la Révolution, ou journal des faits qui se sont passés sous ses yeux et qui ont préparé et fixé la Révolution française*, Paris, Levrault et C^{ie}, Schoell, an XII (1804), 3 vol. in-8°.

(2) *Histoire de la Révolution française*, t. I, p. 130.

voi et l'exil de Necker et la disgrâce de Montmorin, La Luzerne et Saint-Priest, les autres ministres (11 juillet 1789), il y eut un soulèvement de tout Paris, provoqué par l'arrivée des troupes que le Roi avait fait venir de province dans le but vraisemblable de réaliser un coup de force contre l'Assemblée nationale. Le lendemain (12 juillet) l'Assemblée générale des électeurs de Paris, sur la motion du journaliste Nicolas Bonneville (1), « électeur du district des Carmes Déchaussés », vota une adresse à l'Assemblée Nationale, tendant à obtenir l'établissement d'une milice bourgeoise, « unique moyen de faire cesser les troubles, qui désolaient la capitale ». Ce fut Guillotin, qui fut chargé par les électeurs de présenter leur adresse à l'Assemblée, ce qu'il fit le 13 juillet en adjurant les députés de la prendre en considération (2). On sait que l'Assemblée, après l'avoir entendu, envoya une députation à Louis XVI pour obtenir l'éloignement des troupes et l'institution d'une milice bourgeoise à qui serait confiée la garde de Paris ; que le Roi refusa de rien changer aux dispositions arrêtées par ses ministres et que, le 14 juillet, la Bastille était prise.

Le 18 juillet 1789, Guillotin fit partie avec trois autres représentants de Paris, Gros, curé de Saint-Nicolas du Chardonnet, Demeunier, censeur royal, auteur des *Conditions à la légalité des Etats généraux*, et Adrien Du Port, conseiller au Parlement, de la députation, chargée d'annoncer à l'assemblée électorale de Paris que Bessin, procureur au Châtelet, commandant la garde bourgeoise du quartier Saint-Merri, ayant présenté à la Constituante « le tableau le plus touchant de la misère des ouvriers de la capitale, en particulier de ceux du faubourg Saint-Antoine », l'Assemblée Nationale leur avait donné la mission de se rendre à l'Hôtel de Ville pour « inviter les électeurs à ré-

(1) Nicolas Bonneville, né à Evreux, le 13 mars 1760, mort à Paris le 9 novembre 1828, fondateur, avec l'abbé Fauchet, du *Cercle social* ; rédacteur des journaux le *Tribun du Peuple* (1789), la *Bouche de fer* (1791), la *Chronique du Mois* (1792) ; auteur des ouvrages : *Les Jésuites chassés de la Franc-maçonnerie et leurs poignards brisés par les maçons*, Paris, 1788, 2 parties in-8° ; *l'Esprit des Religions*, 1791, in-8°, où il prêche la communauté des femmes et la réforme de l'orthographe ; *Nouveau code conjugal établi sur les bases de la Constitution*, 1793, in-8°, où il réclame l'exclusion des célibataires de tous les emplois publics ; *Essais lyriques* (1793), où il décoche à l'auteur de *l'Art Poétique*, cette apostrophe en vers : *Boileau, je te méprise et méprisai toujours*.

(2) *Archives parlementaires*, t. VIII, p. 228. — Cf., Chassin, *op. cit.*, t. III, p. 489.

pandre dans les esprits charitables la nécessité de subvenir aux besoins pressants de la classe indigente ». Ils apportaient de plus la nouvelle que la députation de Paris « ne pouvant s'en tenir à des vœux stériles » avait fait entre ses membres une cotisation de 45.000 livres en faveur des pauvres ouvriers ». Cette démarche provoqua sur le champ une souscription dont les fonds furent versés entre les mains du caissier de la ville (1).

Le 21 juillet, lors de la discussion de l'Assemblée électorale de Paris sur l'organisation municipale, il intervint avec son collègue Demeunier pour conseiller aux Parisiens « de montrer autant de concorde qu'ils avaient déployé de fermeté intrépide (2) ».

Le 4 août, il est nommé par l'Assemblée Nationale secrétaire du 17^e bureau (3).

Le 28 août, il prend une part active dans la discussion sur l'organisation des pouvoirs du Gouvernement, spécialement sur la sanction royale.

Le 11 septembre, sur la question de savoir si le Roi pouvait refuser son consentement à la Constitution, Guillotin soulève deux autres points : Le refus du Roi sera-t-il suspensif ou indéfini ? Dans le premier cas, pendant combien de temps durera la suspension ? Sera-ce pendant une ou plusieurs législatures ? L'Assemblée décida : 1^o Que le *вето* serait suspensif (11 septembre 1789); 2^o qu'il cesserait à la deuxième législature qui suivrait celle où on aurait proposé la loi [21 septembre] (4).

Le 5 octobre, il se joint aux députés qui accompagnent le président de l'Assemblée (Mounier) chez le Roi, pour lui demander l'acceptation pure et simple de la Déclaration des Droits de l'Homme et des dix-neuf articles de la Constitution, et en même temps pour réclamer toute la force du pouvoir exécutif sur les moyens d'assurer à la capitale les grains et farines dont elle avait besoin. Une députation de femmes de Paris, ayant à leur tête Stanislas Maillard, huissier au Châtelet, s'était, en

(1) Voir le texte du discours de Bessin, dans *le Courrier de Versailles à Paris*, de Gorsas, n^{os} XIII et XIV. — *Le Journal de Paris* (20 juillet, n^o 201) ajoute que, pour achever de convaincre ses auditeurs, « M. Bessin jeta une bourse de louis sur le bureau ». Voir A. Tuetey, *Répertoire général des sources manuscrites de l'histoire de Paris pendant la Révolution française*, t. I, p. 67, n^o 652 et p. 68, n^o 653, Paris, 1890. — Cf., Chassin, *op. cit.*, p. 190; *Procès-verbal* de Duveyrier, t. II, p. 152-154.

(2) Chassin, *suprà*, p. 614.

(3) Chereau, *op. cit.*, p. 37.

(4) *Archives parlementaires* t. IX, p. 55; *Moniteur de 1789*, n^{os} 48, 55, 60.

effet, présentée, ce jour-là, à la barre de l'Assemblée, pour accuser les accapareurs de vouloir affamer Paris en entravant le transport des blés, destinés à son approvisionnement, et les gardes du corps d'avoir insulté « la cocarde patriotique ».

Le même soir, vers huit heures, c'est Guillotin qui est chargé de rapporter à l'Assemblée « la réponse de Louis XVI au sujet des subsistances », et il donne lecture à la tribune de l'ordre relatif « aux blés retenus à Lagny et à Senlis », signé du Roi et de son secrétaire d'Etat, le comte de Saint-Priest (1).

Le lendemain, 6 octobre (2), il fait partie de la députation des cent membres de l'Assemblée (Talleyrand-Périgord, évêque d'Autun, l'abbé Siéyès, Bailly, Target, Tronchet, etc), chargés d'accompagner le Roi, que le peuple joyeux et fier de son triomphe, ramenait de Versailles à Paris, avec sa famille, après les scènes sanglantes que l'on connaît.

Le même jour, il était nommé, lors du renouvellement, membre du Comité des Rapports (créé le 18 juillet 1789) avec Le Pelletier Saint-Fargeau et Alquier, député des communes de la sénéchaussée de La Rochelle : Guillotin y resta jusqu'au dix-huit novembre de la même année.

Le neuf octobre, lors de la discussion du projet de décret sur la réforme provisoire de la procédure criminelle, Guillotin fait adopter l'article suivant : « Toute condamnation à peine afflictive ou infamante, en première instance ou en dernier ressort, exprimera les faits pour lesquels l'accusé sera condamné, sans qu'aucun juge puisse employer la formule *pour les cas résultant du procès* (3).

Le même jour, il proposa d'ajouter aux articles, déjà votés, six articles, destinés à détruire le préjugé d'infamie attaché à la famille d'un condamné et à réduire à la décapitation l'exécution des condamnés à mort. Nous y reviendrons plus longuement (4).

A la même séance du neuf octobre, l'Assemblée ayant décrété qu'elle se transporterait à Paris (5), Guillotin fut choisi avec cinq autres commissaires : le duc d'Aiguillon, député de la noblesse d'Agen, de Colbert-Seignelay, évêque et député de

(1) *Archives parlementaires*, t. IX, p. 346 et 347.

(2) *Archives parlementaires*, p. 350.

(3) *Archives parlementaires*, p. 393.

(4) *Archives parlementaires*, p. 394.

(5) *Archives parlementaires*, t. IX, p. 390.

Rodez, Le Pelletier de Saint-Fargeau, député de la noblesse de Paris, La Poule, député du Tiers du bailliage de Besançon, et le marquis Louis Gouy d'Arsy, député de Saint-Domingue, pour déterminer et faire disposer le local le plus propre à recevoir la représentation nationale. La commission après avoir les 10 et 11 octobre, visité vingt-quatre établissements (1) se décida finalement pour la salle du Manège des Tuileries, qu'elle fit approprier à sa nouvelle destination sous la direction de l'architecte Paris (2). L'Assemblée y tint sa première séance le neuf novembre 1789, après avoir, depuis le 19 octobre, en attendant l'achèvement des travaux, siégé provisoirement dans la grande salle de l'Archevêché, nommée aussi *Chapelle des Ordinations* (3).

Le premier décembre, Guillotin réussit à faire voter par l'Assemblée l'article 1^{er} de son projet de décret portant l'égalité des peines sans distinction du rang ni de l'état des coupables. Nous en reparlerons plus loin (§ 4) avec les développements que cette importante question mérite.

Le 22 décembre, il fit lecture à la Constituante d'un arrêté des représentants de la Commune de Paris, qui soumettait à la sagesse de cette Assemblée des plans rédigés par MM. Boncerf et Leclerc sur les ateliers de charité et la subsistance des pauvres. Le mémoire de la Commune fut renvoyé au comité d'Agriculture (4).

Le 12 janvier 1790, il présente à l'Assemblée un *Projet d'administration pour la Ville de Paris*, dont l'auteur M. de La Mé-

(1) *Compte rendu à l'Assemblée Nationale par les six commissaires qu'elle a nommés et revêtus de pouvoirs pour choisir un local les 10 et 11 octobre 1789 et qu'elle a chargés de nouveaux ordres à ce sujet dans la séance du 19 octobre 1789.* Imprimé par ordre de l'Assemblée Nationale. Voir le texte de ce document dans les *Archives parlementaires*, t. IX, p. 555.

(2) Pierre-Adrien Paris, chevalier de l'ordre du Roi, architecte de l'Académie, fut aidé dans sa mission par Louis-François Vacquer et Février, inspecteur et sous-inspecteur des Menus-Plaisirs et Le Blanc, garde meuble de la salle (Rapport des commissaires de la salle du 11 mars 1790).

(3) L'Archevêché s'étendait entre l'Eglise de Notre-Dame et le petit bras de la Seine ; il ne demeure rien de ces constructions. Armand Brette, *Histoire des édifices où ont siégé les Assemblées parlementaires de la Révolution française*, t. 1, p. 96, Paris, Imprimerie Nationale, 1902.

(4) *Archives parlementaires*, t. IX, p. 719-720. Voir sur Boncerf (Paul-François) une étude de M. Ch. Thuriot. Besançon, Imp. Jacquin, 1902, in-8°, 22 pages.

therie, docteur en médecine, lui fait hommage, et le recommande à ses collègues, « ce travail contenant des vues utiles (1) ».

Le 28 janvier, il parle sur la motion de Goupil de Préfelin, député de la sénéchaussée d'Alençon, portant qu'aucun membre de l'Assemblée ne pourra accepter de place du Gouvernement (2).

Le 1^{er} février il est choisi comme secrétaire de l'Assemblée avec le baron de Marguerittes, député de Nîmes, et le marquis de La Coste-Messelière, député du Charollais (3).

Le 18 février, il prend la parole dans la discussion sur la question de savoir s'il y aurait une distinction dans la fixation des pensions des religieux, entre les ordres rentés et non rentés. Guillotin soutint qu'il n'y avait pas lieu d'accorder à tous les religieux un traitement égal, comme le demandaient le chartreux Dom Gerle, député de Riom, l'abbé Grégoire, député de Nancy, Lanjuinas, député de Rennes, etc., et fit valoir, à l'appui de sa thèse, les arguments suivants :

« Les raisons en faveur de l'égalité ne m'ont pas convaincu
« et m'ont paru sortir de la question. Elles sont tirées de consi-
« dérations religieuses et non du contrat civil fait avec la so-
« ciété. Trop longtemps le clergé a reproché à l'autorité civile
« de porter la main à l'encensoir. Examinons donc la question
« du côté civil. Les religieux sont des hommes... (*On interrompt*
« *par des applaudissements et en prenant cette expression dans*
« *un sens différent de l'opinion de l'orateur*). Quelles conditions
« ont-ils faites avec la société? Ils ont renoncé à leur patrimoine,
« à leur liberté ; la société doit maintenir le sort qu'ils ont
« choisi pour prix de ces sacrifices. Les uns ont contracté en-
« vers des ordres mendiants, ils pouvaient faire autrement; les
« autres avec des ordres riches. Ceux-ci ont dit : Nous aban-
« donnons notre patrimoine pour jouir de tels et tels avantages,
« sans cela nous ne contracterions pas ; ces avantages entrent
« dans le contrat civil. Vous forcez les religieux rentés à tenir
« une partie de leur engagement puisqu'ils ne rentrent pas dans

(1) Voir le texte du plan de La Méthérie dans les *Archives parlementaires*, t. XI, p. 175 à 177. Cf., M. Sigismond Lacroix : *Actes de la commune de Paris pendant la Révolution*, t. I, p. 406, Paris, Cerf, Noblet et Quantin, 1894.

(2) *Archives parlementaires*, t. XI, p. 130.

(3) Voir sur Tessier, baron de Marguerittes et le marquis de La Coste, le *Dictionnaire de la Révolution* du Dr Robinet, t. II, p. 514 et 273.

« les droits qu'ils avaient à leurs droits patrimoniaux, maintenant l'exécution de l'autre partie ; faites en sorte qu'ils soient contents, ou bien ils vous diront : « Laissez-nous comme nous étions. »

L'avis de Guillotin prévalut et la Constituante décréta que le traitement des religieux mendiants serait différent de celui des religieux non mendiants (1).

Le 27 février, Guillotin signe, en qualité de secrétaire de l'Assemblée nationale, les décrets relatifs à la division du royaume en départements. On sait que l'un de ces décrets, dont Dupont de Nemours avait été le rapporteur, divisait le département de la Charente-Inférieure, dit alors d'Aunis et Saintonge, en sept districts ayant pour chefs-lieux : Saintes, La Rochelle, Saint-Jean d'Angély, Rochefort, Marennes, Pons et Montlieu (2).

Le 17 mars il est nommé commissaire adjoint au comité de mendicité, créé par le décret du 21 janvier précédent (1790).

Le 10 juillet, il propose, comme commissaire de la salle, des moyens propres à prévenir les abus qui s'étaient glissés dans la distribution des billets des tribunes destinées aux députés des Gardes nationales pour la Fête de la Fédération du 14 juillet 1790 et qui avaient suscité des réclamations nombreuses à ce sujet (3).

Le 17 juillet, il est choisi, avec Mirabeau aîné, Siéyès, etc., pour faire partie de la députation des douze membres, chargés d'assister à la cérémonie funèbre, ordonnée par la ville de Paris pour célébrer la mémoire de Benjamin Franklin (4), décédé le 17 avril précédent à Philadelphie, et à laquelle l'Assemblée

(1) *Moniteur* du 19 février 1790, n° 50 ; *Archives parlementaires*, t. XI, p. 639. Cf. A. Aulard, *La Révolution française et les Congrégations*, Paris, Cornély, 1903.

(2) *Archives parlementaires*, t. XI, p. 442-718-719. D'après le *Journal Patriotique de Saintonge et d'Angoumois*, de F.-M. Bourignon, n° du 21 février 1790, Guillotin aurait donné lecture du décret relatif au département de la Charente-Inférieure, tandis que ce serait Gossin, député de Bar-le-Duc, qui l'aurait lu, d'après l'indication du *Moniteur*, 8 février 1790, n° 39.

(3) *Archives parlementaires*, t. XVII, p. 36.

(4) L'assemblée électorale du département de la Charente-Inférieure et la garde nationale de Saintes adoptèrent, en signe de deuil de la mort de Franklin, un ruban noir, noué au bras gauche. *Journal Patriotique de Saintes et du département de la Charente-Inférieure*, par F.-M. Bourignon, du 27 juin 1790, n° XXVI, p. 209 et 212.

nationale avait été invitée par l'abbé Fauchet, parlant au nom de la municipalité (1).

Le 30 juillet, Guillotin, dans un rapport, fait au nom des commissaires des Bureaux, vient proposer à la Constituante d'affecter au dépôt des archives de cette assemblée, au service de l'imprimerie Baudouin (2) et à l'installation des bibliothèques « précieuses des maisons religieuses des Jacobins et des Récollets, qui allaient disparaître, la maison des Capucins de la rue Saint-Honoré ». L'Assemblée Nationale, faisant droit à ce rapport, par décret rendu le même jour, autorisa la municipalité de Paris à faire évacuer le susdit couvent des Capucins « pour être employé aux divers usages relatifs au service de l'Assemblée et qui seraient indiqués par les commissaires...(3)».

Le 12 septembre, il propose l'établissement d'un comité de santé qui serait composé des médecins députés à la Constituante, et de six ou de tel autre nombre de ses membres qu'elle jugerait convenable, nommés au scrutin de liste dans les bureaux. Ce comité devait avoir pour mission de s'occuper « de tout ce qui est relatif à l'enseignement et à la pratique de l'art de guérir, des établissements salutaires dans les villes et les campagnes, et spécialement de tous les objets qui peuvent intéresser la salubrité publique... »

«...Gothique dans son enseignement, disait Guillotin dans « l'Exposé des motifs du projet de décret, livrée au brigandage « le plus affreux et le plus funeste dans son exercice, surtout « dans les campagnes, sans cesse dévastées par la plus audacieuse impéritie, la médecine a besoin d'être régénérée pour « le salut des citoyens... (4) ».

Un député de Montargis, Gillet de la Jacqueminière, accueillit la motion par cette réflexion semi-ironique : « Si ce comité ne vous fait pas de bien, il ne vous fera pas de mal. »

(A suivre).

EDMOND-JEAN GUÉRIN.

(1) *Archives parlementaires*, t. XVII, p. 178-179.

(2) Baudouin (François-Jean), imprimeur à Paris, député suppléant du Tiers, était imprimeur de l'Assemblée Nationale, depuis le 24 juin 1789.

(3) *Archives parlementaires*, t. XVII, p. 426-427.

(4) *Projet de décret sur l'enseignement et l'art de guérir*, présenté au nom du comité de salubrité, par M. Guillotin, député de Paris, imprimé par ordre de l'Assemblée Nationale. A Paris, de l'Imprimerie Nationale, 1791.

LIVRES ET REVUES

Bulletin et mémoires de la Société archéologique de la Charente, t. VII (1906-07). — Ce volume est presque tout entier occupé par la savante étude-critique de M. de La Martinière sur *Saint-Cybard*, en réponse à *l'histoire et à la légende de Saint-Cybard* de M. Esmein, parue dans un *Bulletin* précédent. La *Revue* en a déjà donné les conclusions essentielles.

Ce volume est terminé par un *inventaire archéologique d'Angoulême* qui tire un grand intérêt des nombreux dessins de portes, pièces de ferronnerie, maisons, blasons, fidèles comme les photographies d'où ils émanent.

Revue des poètes du 10 septembre 1907. — *Champlain*, poème récité par l'auteur (W. Chapman), le 4 juillet 1907, au pied du monument du fondateur de Québec.

Comptes rendus de la *Réunion des Sociétés des Beaux-Arts des départements*, de 1907. — M. Biais publie une *fontaine en terre émaillée du Poitou*, de sa collection, avec quatre planches.

L'intermédiaire des chercheurs, LVII, p. 103. — M. Léonce Grasilier publie trois documents relatifs à l'enlèvement, en 1815, du clocher de l'église de Marennes d'un bonnet de la liberté. La première pièce est la lettre du capitaine Marlin, adjudant à la direction d'artillerie de La Rochelle qui s'indigne de la présence de ce bonnet « emblème de la Terreur ». On avait déjà voulu le faire descendre sous Napoléon, mais la crainte de mécontenter « deux ou trois personnes de celles qui l'ont fait placer sur cette tour, se trouvant encore à Marennes, à la tête des tribunaux civils, le peuple craint d'être victime de leur passion ». Le 29 août 1815, le conseiller de préfecture Saint-Hilaire Tilheau écrit qu'il a donné des ordres le 10 mai dernier pour ôter ce bonnet et lui substituer une croix.

Il ne faudrait pas croire toutefois que Marennes ait eu le monopole du bonnet planté à la pointe de son clocher. Le fait s'est reproduit ailleurs. (Voir *Revue de l'Agenais*, 1907, p. 487).

Actes de l'académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Bordeaux, 1906.

Bulletin.

Discours de réception de M. Cabrit qui, succédant à L. Auguin, a naturellement fait l'éloge de son prédécesseur, ami et maître :

« La taille est petite, mais fine et élégante, et le corps souple et nerveux, cache sous sa frêle enveloppe une énergie peu commune. Passionné d'équitation, il monte les chevaux les plus difficiles et perd un œil dans une chute qui faillit lui coûter la vie. Mais la tête est restée telle quand même avec un large front qui s'incline sur la vaste arcade sourcillière, au fond de laquelle brille l'œil noir au regard doux et pénétrant. Le nez est petit, ferme et légèrement busqué. La bouche, très fine, disparaît presque entièrement sous l'épaisse moustache retombant sur une large barbe que j'ai vue passer successivement du noir d'ébène à la blancheur de la neige. Sa nature est profondément religieuse et son regard va surtout vers le ciel qui cache le divin mystère. « Celui, disait-il à ses élèves, qui ne voit au-dessus de sa tête qu'une immense voûte ne voit ni assez haut ni assez loin ». Causeur aimable et disert, à la voix douce et caressante, c'est un fourmillement d'anecdotes qu'il sème d'expressions saintongeaises pour les rendre plus savoureuses encore. Enfin, d'une bonté à toute épreuve, il se prodigue pour ses élèves qui l'adorent, et se rend utile à ses confrères qui le vénèrent. »

Le président répond et parle encore d'Auguin.

Revue de l'Agenais, septembre-octobre 1907. — *Notes et documents sur quelques anciennes faïenceries de l'Agenais et du Bazadais*, Sainte-Foy-la-Grande, Nérac, Monsempron, Saint-Sornin, par notre confrère M. E. Labadie.

Pro Alesia, août-septembre 1907. — M. Henry Barbe démontre que les « fûts de colonne partagés en deux » par le milieu, dans le sens de la longueur, ne sont pas du tout des fûts de colonne sciés.

Tout le monde a vu de ces pierres rondes d'un côté et plates de l'autre, et tout le monde les prenait pour des fûts de colonne sectionnés. Il paraîtrait — et cette opinion a quelque chance de vérité dans beaucoup de cas — que ce sont des pierres de couonnement.

Le protestantisme en Saintonge sous le régime de la Révo-

cation, 1685-1789, par L.-J. Nazelle, docteur de l'Université.

Le livre de M. Nazelle débute par des considérations générales sur la lutte entre les deux cultes aux XVI^e et XVII^e siècles.

Il ne faut jamais oublier qu'à cette époque l'intolérance en matière religieuse était à peu près universelle : l'Allemagne devait adopter le principe *Cujus regio illius religio*, et l'on pourrait faire un livre analogue à celui-ci (il en existe déjà), sur les persécutions protestantes en Angleterre, en Irlande. Il n'y a pas très longtemps que la liberté religieuse existe dans les pays scandinaves ; elle ne s'est pas encore acclimatée dans les mœurs espagnoles. La Hollande eut l'honneur la première d'admettre la liberté de cultes divers ; les Etats-Unis suivirent : n'oublions pas qu'on y brûlait encore des sorcières au XVIII^e siècle ! L'homme est presque toujours médiocre : il faut bien se dire que la condamnation de Galilée aurait probablement été ratifiée par le suffrage universel de son temps, si la cause eût été soumise à cette juridiction sans appel, et c'est en vain que L'Hospital avait dit : « Laissons-là ces noms de guerres, papistes, réformés, ne quittons ceux de chrétiens et de Français ! » On sait comme il fut écouté.

Après une histoire sommaire de la naissance et des progrès de la Réforme en Saintonge où nous relevons le nom du ministre Guittin, de Genève, un des fondateurs de l'église de Saint-Pierre d'Oleron, M. Nazelle constate un déclin des églises après le second siège de La Rochelle, 1628 ; il reste en 1660 en Saintonge et Aunis quarante et un pasteurs.

On est loin de l'époque où, racontent les *Mémoires* de Retz, le ministre Mestrezat, dans une conférence « épargna les endroits qui eussent pu m'obliger à m'expliquer d'une manière qui eut choqué le Nonce. Je remarquai le procédé, je l'en remerciai au sortir de la conférence devant M. de Turenne, et il me répondit ces propres mots : « Il n'est pas juste d'empêcher M. l'abbé de Retz d'être cardinal », 1641.

On n'en est plus à cette « délicatesse qui n'est pas d'un péchant de Genève », et dès 1681, les archers de la maréchaussée inaugurent à Surgères le système des dragonnades. Presque tous les temples sont fermés en 1684 et 1685 par l'intendant Arnoul, et cependant la Réforme compte dans ses fidèles la moitié d'Oleron et de Marennes, presque toute la population de La Tremblade, toute celle de la presqu'île d'Arvert.

Dans un des méandres les plus délicieux de la vallée du Lay

en Vendée, sur la commune de Sainte-Cécile, aux pieds du hameau de Ludernières, le petit castel neuf de Bordevaire a remplacé un vieux château appartenant alors à Alexandre de Goyon, seigneur de Coulandres, frère du galérien protestant Louis-François de Kerveno, seigneur de l'Aubouinière. C'est là, dit-on, que fut célébré le dernier culte du pays après la Révocation, par le ministre Jean de La Place, seigneur de la Sauvagerie, qui venait de voir détruire les temples de Chantonay et du Puybelliard et gagna Rotterdam.

Nous avons en vain cherché dans le livre de M. Nazelle un souvenir analogue. Où se fit le dernier prêche « libre » en Saintonge ?

Il nous apprend qu'au lendemain de la Révocation, tous les temples sont détruits et le privilège des nobles de faire célébrer le culte à leur résidence disparaît. Suit un récit de la mission de Fénelon, qui paraît avoir usé vis-à-vis des populations d'une sorte de « cote d'amour », en faisant passer les faveurs par le canal des Jésuites, ses auxiliaires, — et l'exposé de toutes les mesures de rigueur que l'autorité met au service de la législation nouvelle : exclusion des réformés des fonctions libérales, procès faits aux cadavres des relaps, qui sont traînés à la voirie, enlèvement des enfants mis aux écoles catholiques, séquestrations, suppression en fait de l'état civil des réformés, mentions infamantes aux baptêmes des enfants qui sont faits par le curé malgré les parents, et où la mère est indiquée comme non mariée ou qualifiée d'*adouée*, dragonnades poussant la population en bloc dans l'église où l'on inscrit la fournée comme convertie *ipso facto*, confiscations, attribution des biens des émigrés aux parents *bien convertis*, etc. Les mesures décrites par M. Nazelle sont un parfait modèle qui a en partie servi il y a un siècle et peut servir encore à un pouvoir quelconque « qui à la vérité et par cela même a le devoir de l'imposer », comme le pensent tous les absolutistes de tous les temps, de tous les partis. Il aurait été intéressant d'interroger au sujet de sa propre conversion le célèbre Boisrond : des fragments des mémoires de ce gentilhomme saintongeais ont été publiés il y a quelques années par la *Commission des Arts et Monuments* ; précisément cette page capitale n'a pas été donnée au public.

M. Nazelle aurait pu rappeler que le nom de « ministre » est resté aux ânes dans l'Ouest, grossièreté qui va de pair avec

le « corbeau » ou « sanglier » dont on affuble les curés et avec l'« Aliboron » appliqué aux instituteurs laïques.

On sait le nombre prodigieux d'émigrés qui se déroberent aux rigueurs de Louis XIV ; d'après l'intendant Begon, à la fin du XVII^e siècle, le diocèse de Saintes aurait perdu plus de 100.000 habitants ; la Tremblade seule 620. L'ordonnance du 8 mars 1715 déclare que ceux « qui ont été de la R. P. R. ou qui sont nez de parents religionnaires », par leur séjour seul en France prouvent qu'ils sont convertis, « sans quoi ils n'y auroient pas été soufferts ni tolérés », et le refus des sacrements les expose à la peine des relaps. Officiellement, *il n'y a plus de protestants*.

Réduits à célébrer leur culte dans les assemblées nocturnes, les persécutés se réunissent aussi sur leurs barques, loin de la côte inhospitalière, malgré l'ordonnance du 25 octobre 1685.

M. Nazelle attribue la fermeté de la résistance à la rare persévérance et à la grande modération dans les manifestations des sentiments du paysan saintongeais, et l'inefficacité des mesures répressives à la sympathie tolérante de la population catholique. Il constate, page 118, qu'il n'existe point de traitres du pays, et l'espion de Louis XV, Herrenschwand, était suisse.

A tort ou à raison, nous pensons que le spectacle de ce sabotage religieux de conversions extorquées par la crainte ou achetées par la faveur, la complicité dans les ruses dont usaient des voisins et amis honorables pour échapper aux rigueurs de la loi, sont une des principales causes de l'indifférence congénitale et presque complète du paysan saintongeais en matière de religion. Si l'on use de semblables procédés au nom de la science, on risque fort de la faire honnir et détester des générations futures.

Dans la seconde partie de son livre, M. Nazelle aborde la restauration du protestantisme en Saintonge, après la mort de Louis XIV. « L'ancienne génération qui avait connu l'Edit de Nantes et vu les temples debout disparaissait peu à peu, mais les fils de ces anciens huguenots, catholiques officiellement, baptisés et inscrits par les prêtres, ne paraissaient guère mieux disposés que leurs pères », et c'est précisément cette génération qui relève le culte officiellement aboli.

Dès 1712, le parlement de Bordeaux envoie aux galères deux huguenots qui ont prêté leurs maisons pour y faire des assemblées nocturnes. La Saintonge a des prédicantes. En 1724, une

ordonnance punit de mort les prédicants qui auront convoqué des assemblées et y auront prêché, et cette législation draconienne est appliquée en 1746 à Elie Vincent, cordonnier de Marennes ; son ami Louis André est flétri, marqué au fer chaud, envoyé aux galères.

Antoine Court, originaire du Vivarais (c'est des Cévennes que vont venir les prédicants), apporte en Saintonge l'énergie du synode de Nîmes de 1715, début de la réorganisation.

Si nous étions théologien, nous demanderions, en citant Paul, *I, Corinth, XII, 10, 28*, de quel droit, dans une église fondée sur l'inspiration individuelle, Court interdit les prophètes ; mais il est probable que M. Nazelle nous opposerait quelque autre texte, et nous en serions pour notre vaine malice. Jean Chapel, Viala, Pélissier dit du Bessé, Gousson dit Pradon, préparent les voies à Jean-Louis Gibert, cévenol, élève du séminaire de Lausanne, qui évangélise au désert, dans la forêt de Valleret, etc., parfois surpris par les soldats qui font des martyrs, aménage partout des *granges* pour la prière, des chais, puis des *maisons d'oraison* souvent fermées, toujours rouvertes ailleurs, est condamné par défaut à être pendu, exécuté en effigie, et forme, après Court, le projet d'une émigration en masse en Amérique. Il y mourut en 1773, après avoir entraîné, malgré la résistance du colloque de Saintonge, aux environs de Charleston, nombre de familles saintongeaises.

On trouve encore en Amérique, d'après M. Moutarde, un Faneuil House, et des familles Boudin, Meschinot, Forestier, Reynaud, Suire, Chaillé ; on vit s'y établir alors des Chardavoine, des Gaillard, des Pelletreau, des Maury, des Sanxay.

Les pasteurs, de toute leur énergie, poussent les réformés à soustraire leurs enfants au baptême catholique ; les relaps deviennent si nombreux qu'il est à peu près impossible de sévir contre eux. La persécution subit des alternatives d'affaissement et de recrudescence. En 1754, interdiction de toute assemblée religieuse par le duc de Richelieu, destruction de maisons d'oraison, emprisonnements. Unis aux catholiques, les protestants saintongeais repoussent une invasion anglaise, réfutant ainsi les accusations de trahison de Herrenschwand. Il me semble bien que l'Angleterre nous opposa un régiment de réfugiés à la Boyne ; félicitons les Saintongeais de n'y avoir pas figuré.

En 1761, on voit arriver le pasteur Jean Jarousseau, sur lequel E. Pelletan, son petit-fils, aurait écrit, d'après M. Na-

zelle (p. 241) un véritable roman. Fiez-vous donc aux historiens ! J'aurais aimé à voir confirmée pour l'honneur de l'humanité, la réalité du récit qui nous présente ce pasteur, jadis persécuté, cachant en 1793 le curé catholique traqué à son tour.

En 1755, le colloque de Marennes et Royan reconnaît l'existence de onze maisons de prières et des temples de Paterre, Avallon, Mornac, Pouyeau, Courlais, Didonne, Gorces, Gémozac, Jonzac, Souhe ; en 1763, le synode indique six ministres et trois proposants pour la Saintonge, l'Angoumois et le Bordelais ; en 1776, il existe dans la subdélégation de Saintes douze temples et onze mille sept cents réformés environ.

Pendant la fin du règne de Louis XV, la persécution retombe, s'affaïsse, — tolérance du vénérable maréchal de Senneterre, constatée par le ministre Paul Rabaut en 1757, — Rousseau fait la guerre au fanatisme, mais dit M. Nazelle : « en voulant établir l'omnipotence de l'Etat, il ramène au principe de la persécution » et M. de Pressensé l'appelle « Louis XIV en carmagnole ». L'affaire Calas fut utile à la cause de la liberté de conscience. En 1763, il y a encore trente-sept protestants aux galères, vingt à la Tour de Constance, près d'Aigues-Mortes ; en 1755, vingt-sept dans les prisons de La Rochelle. En 1763 une demande de libération est repoussée ; « ce serait laisser croire aux religionnaires que le Roi est disposé à leur accorder bientôt la liberté du culte ». Sévérité intermittente en Saintonge. Les mœurs vont plus vite que les lois ; en 1770, les réformés reparaissent au tableau des maîtres drapiers et merciers de La Rochelle et parmi les maîtres orfèvres. La question de leur état civil motive le projet de Turgot de confier l'enregistrement des actes d'état civil au magistrat. En 1781, un arrêt du Parlement de Paris fait ouvrir des cimetières pour eux (et pourtant quelques-uns ont encore de nos jours des cimetières de famille dans leurs propriétés comme à l'époque où leurs morts mêmes étaient proscrits) ; en 1782 s'ouvre le registre des décès à La Rochelle. En 1788, l'édit de tolérance donné malgré la résistance du clergé, se borne à leur permettre d'exister en France et à régler leur état civil, « on leur refuse tout le reste, liberté du culte, accession aux charges et dignités ». Enfin, la Déclaration des Droits de l'homme seule supprime entièrement l'Edit de Révocation de Louis XIV, tandis qu'un bref du pape du 7 mars 1790 condamne la liberté de conscience et l'admission des non catholiques aux charges publiques.

Si M. Nazelle avait poursuivi sa très intéressante histoire après 1789 et l'avait étendue à toute la France, il aurait eu bientôt de nouvelles persécutions à enregistrer.

Il constate que, lors de l'interdiction des cultes sous la Terreur, Pierre-Louis Dugas, ex-pasteur de la Tremblade, dut comme membre du directoire du district de Marennes, signer un ordre de poursuites contre ceux de ses anciens paroissiens qui s'étaient réunis pour prier, le 27 nivôse, en Saintonge. A Paris, après la fameuse séance de la Convention, du 7 novembre 1793, deux protestants déposent à la commune les coupes d'argent du baptême et de la cène, avec un discours analogue à ceux de Gobel et du pasteur Julien de Toulouse.

Le célèbre pasteur Oberlin, du Ban de La Roche, après avoir déposé son rabat et son manteau pastoral en demandant qu'on y taillât un vêtement de pauvre, laissa transformer son temple en club. « La séance du dimanche commençait bien par la lecture et la récitation catéchétique de la Déclaration des Droits de l'homme, mais aussitôt après cette cérémonie civique, Oberlin montait à la tribune et faisait bel et bien un sermon chrétien. Il continuait à administrer les sacrements et c'est à la suite d'un baptême qu'il fut arrêté ». E. de Pressensé, *L'Eglise et la Révolution*.

Il est triste de constater que la persécution subie ne prédispose pas à la tolérance. On connaît la parole d'un réformé devenu conventionnel, Jean Bon Saint-André, je crois : « Voilà cent ans que nous attendons la vengeance ! » Le grand janséniste Arnaud, réfugié en Hollande, applaudissait à la Révolution !

Si jamais M. Nazelle réédite son livre, il fera bien de mieux surveiller l'orthographe des noms. Il aurait été facile avec un peu d'attention de ne pas laisser passer Cougues pour Cougnes. Soubire pour Soubise, Crottes pour Crottet, etc. V. M.

QUESTIONS ET RÉPONSES

QUESTION

N° 801. — Quelle situation avait à Brouage, au XVIII^e siècle, une famille Maseret ou de Mazeret ? Quelles étaient ses armoiries ? Elle habitait aussi Saint-Just, près Marennes.

SAINT-SAUD.

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU N° DE JUIN 1908

AVIS ET NOUVELLES : Admissions, Congrès à Pau, Ecole d'agriculture, Conservation des objets d'art classés, Restaurations à Aunay, Rues de La Rochelle, Découverte préhistorique, Les chenilles en 1763.

NOTES D'ÉTAT-CIVIL : *Décès* : M^{me} Laurenceau, M. Bouhard, M. de Lapeyre, M. Bargeaud, M^{me} Sardou, M^{me} Geoffroy. — *Mariages* : Strauss-Bernard, de Léotard-de Montalembert, Hernette-Atgier.

VARIÉTÉS : *Bibliothèque saintongaise*, par M. G. Audiat ; *La fin du dernier président du présidial de Saintes*, par M. Ch. Dangibeaud ; *Domaines engagés en l'élection de Saintes*, document publié par M. Massiou ; *Le docteur Joseph-Ignace Guillotin* (suite), par M. Guérin.

AVIS ET NOUVELLES

ADMISSIONS.

M. VIVIER (Alphonse), avocat à Cognac, présenté par MM. Guillet et Martineau.

M. DUPUY, chef de bureau aux chemins de fer de l'Etat, conseiller municipal, présenté par MM. Babinot et Dangibeaud.

L'Union des Sociétés Savantes du Sud-Ouest annonce un congrès d'histoire, de géographie et d'archéologie à Pau, du 6 au 10 septembre prochain.

L'*Intermédiaire* du 30 avril en annonçant la mort de notre confrère, le commandant Pelletier, révèle qu'il collaborait à cette Revue sous le pseudonyme de *Benedict*.

Par arrêté du ministre de l'agriculture, l'ouverture de l'école d'agriculture à Saintes est fixée au 1^{er} octobre prochain.

Un décret en date du 11 avril portant organisation de l'inspection et de la conservation des antiquités et objets d'art, a paru le 29 avril à l'*Officiel*. Cette organisation est faite en exécution de la loi de 1887 sur la conservation des monuments et objets d'art, et de la loi et des décrets relatifs à la séparation des Eglises et de l'Etat.

Un conservateur est nommé dans chaque département. Il effectue (article 9) les recherches préparatoires qu'exige l'établissement de la liste de classement. Il exerce à l'égard des objets classés une surveillance que déterminent les lois du 30 mars 1887, 9 décembre 1905 et le décret du 16 mars 1906.

Le ministère des Beaux-Arts a accordé 5.018 francs pour réparations et restaurations à l'église d'Aunay.

Le maire de Brouage a reçu une invitation officielle aux fêtes qui seront données du 20 au 30 juillet, au Canada, pour célébrer le troisième centenaire de Québec.

Séance du Conseil municipal de La Rochelle du 29 avril.

M. Couneau lit un rapport tendant à « baptiser » quatre nouvelles rues publiques créées entre l'avenue Carnot et le faubourg de La Trompette. Il propose : rue Aliénor d'Aquitaine, rue Claude Masse, rue Jourdan et rue Bastion de l'Evangile (*mouvements*).

M. Gaudet de Lestard. — C'est du cléricalisme !

M. Bertrand. — M. Couneau devient clérical !

M. Garrigues. — Il y a longtemps qu'il a commencé !

M. Couneau propose aussi que les rues Cité Robinet et Cité Français, à la Genette, soient appelées rue du Béarn et rue de Rohan.

M. Garrigues. — Tout cela, c'est bien aristocratique : il n'y a pas de rue Ernest Vivier là dedans ?

M. l'adjoint Mailho. — Un conseil municipal réactionnaire ne peut pas agir autrement.

Les propositions de M. Couneau sont adoptées.

(Extrait de l'*Echo Rochelais* du 2 mai 1908.)

Avouez que ces vieux noms ont meilleur air que beaucoup de noms politiques à la mode du jour.

Le champ des régates, à La Rochelle, s'appellera Parc d'Orbigny, en souvenir de l'ancien maire.

Une nouvelle station paléolithique a été découverte par M. A. Favraud au Petit-Puymoyen (Charente), appartenant à l'âge du Moustiers.

Les outils, en os travaillé ou en bois de renne, sont des compresseurs et des objets divers percés de trous circulaires légèrement ovoïdes. Les outils en pierre taillée très abondants consistent en racloirs, grands éclats retouchés, haches. La découverte de fragments humains offre un extrême intérêt, malgré le mauvais état de ces débris, parmi lesquels se trouve une portion de mâchoire inférieure avec quatre molaires. Elle présente la trace très apparente d'une cinquième molaire qui est, aujourd'hui, chez nous en voie d'atrophie.

On se plaint à Saintes et dans d'autres villes du département, d'une énorme quantité de chenilles qui grimpent le long des façades des maisons et envahissent même les appartements. Depuis quelques années on a constaté, à la campagne, — grâce à des hivers très doux — une éclosion formidable de ces vilaines bêtes, en dépit des prescriptions préfectorales renouvelées à chaque printemps, mais laissées pour compte à M. le préfet par la population. Certaines contrées furent très éprouvées; les pommiers notamment, furent dévorés au point qu'on eut dit qu'ils étaient victimes d'un vaste incendie.

Même fléau apparut en 1763 en Saintonge et aurait déterminé une épizootie. C'est du moins ce qu'assure le rédacteur de l'*Annuaire du département de la Charente-Inférieure* pour l'an IX, page 101.

A l'occasion de la mort de François Coppée, survenue le 22 mai dernier, peu de jours après celle de sa sœur, nous rappellerons que l'excellent poète se rattache à la Saintonge par sa mère et qu'il était petit-fils de Pierre Baudrit, de Floirac (Cf. *Revue*, VII, 25, XVI, 269).

NOTES D'ETAT CIVIL

DÉCÈS

Le 3 mars 1908 est décédée à Pons, M^{me} Adelaide-Louise Jeudy de Grissac, veuve de M. Richard Lauranceau, mère de M^{me} de Nouhère et grand'mère de M^{me} de Montrogon de Salvart.

Notre confrère M. Bouhard, notaire à Chérac depuis le 19 janvier 1863, et doyen des notaires de l'arrondissement de Saintes, est décédé à Chérac le 22 avril 1908.

Le mai 1908 est décédé à Rochefort M. Emile de Lapeyre de Belair, avocat, né à Rochefort, le 9 mars 1847, ancien conseiller municipal et d'arrondissement.

Le 24 avril 1908 ont été célébrées à La Tremblade les obsèques de notre confrère M. Bargeaud, maire de La Tremblade, décédé à l'âge de 71 ans.

Le 16 mai 1908 est décédée à Pons, M^{me} Sardou, âgée de 51 ans, née Blanche Delouche, de Elie Delouche, négociant et de N. Emnery-Desbrousses, mariée en juillet 1879. Elle laisse deux fils: Marc et Michel.

Le 26 mai 1908 est décédée à Pons, M^{me} Geoffroy, âgée de 80 ans, née Marthe-Pauline-Joséphine Truelle, née aux Sables-d'Olonne le 29 décembre 1828, fille de N. Truelle, contrôleur, et de N. Dautriche. Elle épousa Jean-Etienne Geoffroy du Coudret. Sa fille a épousé M. Charropin, pharmacien à Pons.

MARIAGES

Le 19 mars, à Paris, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, M. Pierre Strauss, lieutenant de vaisseau, a épousé M^{lle} Jeanne Besnard, fille de feu le vice-amiral Besnard.

Le 28 avril 1908, a été béni en l'église d'Echillais le mariage de M. Joseph de Léotard, d'Eysines (Gironde), avec M^{lle} Thérèse de Montalembert de Cers, fille de M. de Montalembert, maire d'Echillais.

Le 11 mai 1908, a été béni à Saint-Martin de Ré le mariage de M. le docteur Emmanuel Hernette avec M^{lle} Lucienne Atgier, fille de notre confrère le docteur E. Atgier.

VARIÉTÉS

I

BIBLIOTHÈQUE SAINTONGEASE

Poètes d'hier et de demain : Pierre Ardouin. — Auguste Gaud. — Henri Martineau. — Jean Martineau. — Francis Bon. — François Porché. — Hector Bonnenfant.

Je continue ma collection... dans le désert, et signale à qui ne veut point m'entendre des livres qui seront rares un jour, et qui sont dès maintenant l'honneur, la joie, la grâce, de notre pays.

Je le notais l'autre année, en parlant à St-Jean d'Angély assemblé de cet exquis André Lemoyne, à qui nous voudrions élever un monument simple, élégant, harmonieux comme son œuvre même, c'est par les poètes et les artistes que se traduit l'intime de la race. Et notre race saintongaise, faite à l'image du doux pays, sans grand caractère mais très aimable, que nous habitons, du « pays d'automne » qu'a si bien défini Fromentin, tempère en un équilibre aimable les qualités les plus diverses. Elle est sans grande imagination, mais non pas sans finesse. Elle possède pour fond un robuste bon sens qui l'incline à un réalisme sain et probe, elle a un œil et un esprit très clairs qui la défendent du mysticisme ; mais cet amour même de la lumière, et sa fierté qui est très délicate, la sauvent du terre à terre, la font doucement idéaliste et dans la juste mesure. Ni d'une gaité bruyante et en dehors comme sont les races plus méridionales, ni non plus farouche, triste, aux lèvres et aux cœurs scellés, comme celles qu'écrase un ciel sombre du nord ou qu'obsède le hurlement d'une mer méchante, mais à qui

notre ciel d'un bleu léger et le chantonement de la vague au long de nos plages communiquent pourtant un peu de rêve...

Or, je vous défie de ne pas trouver tout cela, et je vous invite à le chercher, à le sentir, à l'aimer dans les livres, tous aimables, des poètes que je vous présente aujourd'hui.

* *

Un autre m'a devancé pour M. Pierre Ardouin et a déjà, dans la *Revue* de juin 1907, très justement noté, sans prendre le mot d'ordre, tout ce qu'il y a de vérité dans les petits tableaux de son *Pays de Saintonge* (1), mais d'une vérité qui n'a pourtant rien de photographique, qui, dans un souci constant d'élégance, s'attife, fait toilette, et, sans quitter la coiffe blanche, lui coud seulement, comme l'Angérienne,

Un feston de Valenciennes.

Et j'avoue que cette coquetterie n'est pas toujours heureuse, qu'elle banalise un peu, si j'ose dire, des figures qui sont essentiellement de chez nous. Le trait savoureux manque trop à des sujets qui voulaient l'être : la *Saintongeaise*, les *Pibaliens*, le *Maraineau*, la *Cagouille*, *Graton et pineau*, le *Royan*, les *Huîtres* ; et ces aquarelles : la *Fontaine de Sainte-Eustelle*, la *Sévigne*, le *Vieux domaine*, la *Seudre*, les *Grottes de Meschers*, *Saint-Palais*, *Pontailiac*, le *Soir aux Marais salants*, pour agréables qu'elles soient à regarder, ne vous enfoncent pas les images assez fort au fond des yeux, ni la poésie du souvenir au fond du cœur... Ah ! brume onduleuse qui fais flous les paysages et nonchalantes les pensées, tu es de mon pays aussi ; mais que l'artiste prenne garde à toi, qui mettrais en lui trop de mollesse ; en art il n'y a que le génie qui se puisse passer de l'effort !

* *

Notre voisin de Melle et du pays de la fouace, M. Auguste Gaud, a lui, la forte volonté du mieux : et il m'apparaît en chacun de ses livres de plus en plus près des maîtres. Pour arriver à la victoire définitive en cette lutte terrible de l'idée qui veut subjuguier les mots afin de créer sa forme, afin, je risque le mot, de bâtir le *remigium alarum*, l'aéroplane, qui l'emporte libre en son vol, il ne lui aura manqué probablement que de la commencer plus jeune. Mais quelle vaillance, quelle flamme inté-

(1) Un élégant volume in-12, chez Ch. Collas et C^{ie}, Cognac.

rieure, quel amour profond de la terre et de ses traditions, de ses hommes, de ses œuvres et de ses chansons ! (1)

La Terre de chez nous, c'est le vieux cimetière,
Où nos morts sont couchés à l'ombre des cyprès ;
C'est la lande sauvage où fleurit la bruyère
Qui mêle son parfum à l'odeur des genêts.

La Terre de chez nous a d'exquises légendes,
Où l'on voit Mélusine et le beau Raymondin,
Au galop d'un coursier, fuir à travers les brandes
Et les vastes forêts du pays poitevin.

Elle a connu jadis la reine Radégonde,
La douce Aliénor et le grand Du Guesclin ;
Rabelais dont la verve émerveilla le monde,
Maître François Villon que chanta Richépin.

Et, plus tard, sur les bords de la Sèvre indolente
Où se mirent les tours d'un antique donjon,
Gardeuse de dindons, à Mursay, chez sa tante,
Vit-elle pas grandir l'austère Maintenon ?

.

O Terre de chez nous ! Pays des coiffes blanches,
Et des filles au teint vermeil et velouté
Que je suivais jadis, en avril, sous les branches
Et dont j'admire encore la rustique beauté !

Je reviendrai m'asseoir à l'ombre de tes hêtres,
J'irai disant mes vers à tes bons paysans...
Etc., etc.

Et de son pays, paradis lointain, maintenant perdu, on sent qu'il aime tout avec une nostalgie poignante, et le vieux logis où jadis il courait pieds nus dans les galoches, et les vieilles gens, le pâtre grave et doux, hiératiquement dressé sur l'horizon dans l'ample limousine, le grand Francet au gros nez qui vidait si bien sa chopine aux foires de Brioux, le métayer Pier-riche, qui guérissait les bœufs étant savant comme un mage, et Jacqueline, qui fut la perle du pays, et dont chacun, quand elle

(1) *La Terre de chez nous*, Poèmes et bucoliques, un vol. in-18, librairie Lemerre.

Les Cantilènes du Bon Pauvre, in-18, même librairie, 1908.

dansait sur la place de Melle, admirait les escarpins vernis,

Son beau collier d'argent, sa guimpe de dentelle,
Et les longs rubans de son joli coiffis...

Il aime de vrai et sans artifice littéraire les bœufs dont il dit éloquentement la tristesse et le pas lourd dans la morne torpeur des jours mouillés du labourage; mais il sourit aussi à la jeunesse et entonne la chanson des *enguilbaudés*, ou conte avec charme l'*idylle paysanne* de Lison. C'est un rustique sincère et tendre, comme Millien, Vermenouze ou Fabié, et qu'on ne lit point sans être ému, sans se prendre, ne le voulût-on pas, à aimer tout ce qu'il aime.

Mais M. Gaud n'écrit pas seulement pour traduire le chant intérieur de sa nostalgie et de son rêve. On sait que dès longtemps il poursuit avec un zèle admirable et de façon pratique, cette œuvre, de plus de portée qu'on ne croit d'abord, de réveiller par le conte et la chanson agreste l'âme endormie de nos provinces. Je crois comme lui, et il ne faut pas cesser de redire, que la science, Minerve hautaine et qui exige pour se laisser saisir un dur et continuel labeur, ne peut rien pour embellir la vie et élargir le front de l'ouvrier et du paysan. L'art, au contraire, peut se faire accessible à tous; même aux plus humbles : de notre moyen âge il subsiste assez d'imagerie naïve de la pierre, du fer et du bois, assez de légendes et de fabliaux pour nous donner l'idée d'une époque où jusqu'au plus simple artisan sait fleurir d'un peu de poésie son esprit, comme il sait fleurir d'un dessin amusant son huis, sa huche ou sa buire.

Et certes la chanson est le premier moyen de semer quelque fantaisie, une graine d'idéal, dans les cerveaux engourdis et mornes d'à présent. Dis-moi ce que tu chantes et je te dirai qui tu es... La chanson ne traduit pas seulement l'âme : elle la façonne, elle la pénètre du sentiment qu'elle porte en elle... Et c'est pourquoi M. Gaud, à travers le Beauvaisis que pour le moment il habite, comme auparavant à travers le Poitou et la Saintonge, s'en est allé, à toute occasion célébrant, disant et chantant lui-même les vieilles chansons de notre pays.

Seulement, comme celles-ci se font rares, et que le sens trop souvent en est perdu, il a pensé, et selon moi, il a pensé juste, qu'il fallait grossir l'ancien répertoire appauvri de cantilènes et de complaints neuves, tout imprégnées du vieil esprit, du

vieil arôme, et bien dans le tour d'autrefois, mais d'un sens plus clair et d'une langue moins désuète. Dès lors en effet que la chaîne de la tradition est rompue, il est bien difficile de remettre en circulation, autrement que peu à peu, un parler ou un chanter qui n'a plus cours. Le texte trop archaïque devient plutôt objet de curiosité savante que mobilier d'usage.

On aurait déjà beaucoup fait pour ranimer nos belles au bois dormant, si jeunes filles au piano, jeunes gars au labour ou au moulin, pastours, fileuses ou lavandières voulaient apprendre et se répéter d'une bouche à l'autre les jolies chansons que voici : les *Trois vieilles filles*, les *Cinq Compagnons de Marjolaine*, la *Princesse aux cheveux d'or* :

C'est la princesse aux cheveux d'or,
Ma quenouille file, file,
Qui, dans sa tour, garde un trésor,
Ma quenouille file encor.

Elle attend le prince Agénor,
Mon vieux rouet vire, vire,
Qui guerroye au pays d'Armo,
Mon vieux rouet vire encor.

.
Belle, coupez vos cheveux d'or ;
La vieille tour tremble, tremble ;
Aux gueux donnez votre trésor ;
La vieille tour tremble encor.

Hélas ! le beau prince, il est mort ;
La cloche au loin tinte, tinte,
Sonnez son glas, soldats du Nord,
La cloche au loin tinte encor...

ou la *Cantilène du Farinier* :

La belle m'a dit : Farinier,
J'ai du beau blé dans mon grenier ;
Mais mon blé n'est point pour les rats ;
Viens le chercher, tu le moudras.

ou les *Trois lavandières des Gours*, que le bon trouvère m'a fait l'honneur de me dédier :

Un soir d'octobre à la fontaine,
Les trois lavandières des Gours
Lavent des écheveaux de laine...

et le *Vieux Noël* et la *Berceuse du petit pauvre*...

Un rythme très allant, une langue très simple et qui a pourtant de la couleur et du trait, tout un roman sentimental ou tragique en quelques couplets, de la bonne humeur à vivre bien dosée avec de la mélancolie, un brin de merveilleux, une ombre de mystère, il me semble qu'il y a là tout ce qu'il faudrait pour que ces romances, chansons de toile, chansons d'amour, chansons à danser, devinssent avec le temps populaires.

Mais il faudrait pour cela, Mesdames, que vous les chantiez vous mêmes d'abord, et les mettiez, comme celles de Botrel, à la mode, et que vous les appreniez, maitresses, à vos fillettes. Et la *Terre de chez nous* et les *Cantilènes du bon pauvre* mériteraient, à tous égards, de devenir livres d'école en Saintonge et au pays poitevin.

*
* *

Je dis en Saintonge aussi. Car le régionalisme, auquel tout bon esprit doit travailler comme à un moyen de salut nécessaire, n'a chance sans doute de briser la centralisation qui étouffe la France qu'à condition qu'il ne soit pas trop étroit et ne prétende pas isoler des ses voisins chaque clocher.

On a bien dit que décentraliser, c'était créer des centres ; notre horizon littéraire ou artistique serait pour le moment trop borné, trop peu intense serait notre vie intellectuelle, si nous ne formions pas faisceau de toutes les énergies et de toutes les ressources des deux ou trois provinces que la nature a faites pour s'entendre.

C'est pour cela que je suis pareillement jusque dans les Deux-Sèvres, à Coulonges-sur-l'Autize, M. Henri Martineau, qui d'ailleurs est, si je ne me trompe, Rochelais d'origine.

En signalant son volume précédent *les Vignes mortes* dans la *Revue* de novembre 1905, je m'étais plaint — en douceur — de ce que l'auteur avait égaré ou n'avait pas encore dégagé sa personnalité, son âme. *Douleurs fictives*, *Fumées*, *Brumes*..., les sous-titres, d'eux-mêmes, disaient l'imprécision et les bégaïements. Ce talent avait-il une patrie ? Ce poète avait-il un corps ?

Voici que la figure se précise ; et, sans que je me sois enrichi d'aucun document biographique, je commence à lire dans cette vie ; et j'y lis des choses charmantes.

Donc M. Henri Martineau est médecin et lettré. Cela d'abord lui a permis d'écrire tout un livre, excellent et plein d'à-propos,

sur le *Roman scientifique* d'Emile Zola (1), où l'homme de science démontre, avec abondance et presque surabondance de preuves, le grossier charlatanisme de l'auteur des « Rougon-Macquart » et le mensonge d'un faux savoir qui ne peut en imposer, par l'étalage des termes techniques et l'outrecuidante affirmation des thèses de pathologie les plus arbitraires, qu'à la badauderie des incompetents. Il faut admirer déjà, même envier une existence ainsi balancée entre les devoirs toujours un peu routiniers du métier, et les labeurs librement choisis, toujours neufs.

Parbleu ! voilà tout justement le bienfait du livre, de la poésie, de l'art. Il élargit l'horizon le plus étroit, éclaire la vie la plus grise, met de la joie, de l'espoir, de la beauté dans l'âme la plus solitaire... Et je comprends tout maintenant.

Pendant ses années d'étudiant, le fin dilettante, à qui la fée en naissant avait apporté le don divin, s'est joué avec les fleurs, les fumées, les brumes des douleurs fictives — et des autres aussi.

Ah ! puisse, chère enfant frivole, le parfum
t'accompagner toujours des gerbes que tu cueilles,
et laisse-moi plutôt l'âcre saveur des feuilles. —

(*La plaine à l'infini.*)

Celle que j'eus aimée est pâle, blonde et frêle...

Etc...

(*Celle que j'eus aimée.*)

Et c'était cela, le rêve d'amour, et la déception qui vient vite aux bien nés des plaisirs frivoles. C'était aussi le goût amer de la solitude et l'ennui :

Sans savoir pourquoi, je m'ennuie
ce soir dans la morne cité
où le brouillard et l'âpre pluie
sans cesse éteignent ma gaieté.

Aussi j'ai pris ma bonne pipe
qui depuis longtemps sommeillait ;
et, consolante, elle dissipe
mes songes tristes et mauvais.

Et maintenant nulle pensée
ne sourd plus sous mon front meurtri ;
je m'amuse de la fumée
odorante qui me guérit...

(1) Un vol. in-18, librairie J.-B. Baillière, 1907. Prix : 3 fr. 50.

Fumée du songe, et fumée des souvenirs... En vain le poète promenait sa nostalgie parmi des sites pittoresques, et sur les plages où chante la mer, notant ses visions, cueillant les aubépines ou les œillets des sables...

Dans les petites fleurs des aubépines blanches
j'ai retrouvé l'odeur lointaine de la mer,
et je me suis grisé longtemps sur chaque branche
à respirer leur doux et frais parfum amer...

Son passé, tout jeune qu'il fût, le reprenait au cœur : et il avait la sagesse de ne pas attendre les cheveux gris pour comprendre la douceur du retour au village.

Je reviens, mon village, à ta douceur secrète.
Quand la vaine rumeur des villes m'a lassé,
toujours ta gravité silencieuse est prête
pour apaiser un cœur que la vie a blessé.

Souvent j'ai voulu fuir ta dolente accalmie ;
et les yeux pleins de rêve ouverts sur l'horizon,
j'ai quitté sans regrets la triomphante amie
qu'était la roseraie au seuil de ma maison.

Et bientôt j'oubliai les tortueuses rues
qui descendent du bourg aux prés mouillés et frais,
et les ormes rugueux de la longue avenue
où s'ébattaient le soir les merles et les geais.

Je croyais que l'ennui résidait en ces choses,
et que je languissais de leur banalité.

Maintenant j'ai tenté la ville et son mystère ;

J'ai connu les départs incessants d'un voyage
où je n'ai jamais pu m'évader tout entier,
et la contemplation de tous les paysages
gonflait de lourds sanglots mon cœur épouvanté.

Horizon clair borné de buissons d'aubépines,
toi seul pouvais alors dissiper mon effroi.

Or, voici qu'aujourd'hui je te suis de retour.

Et s'il est un bonheur où je puisse prétendre,
je pense désormais, au village natal,
l'espérer en ce cadre harmonieux et tendre
et que tout un passé sauvera du banal.

N'est-ce pas que ces vers sont d'un esprit très délicat et d'un vrai poète ? Je les relis aujourd'hui, dans le précédent volume, avec un nouveau plaisir, plaisir d'intelligence et de cœur. Ils sont le chemin gracieux qui mène au livre d'aujourd'hui et qui s'éclaire du but à présent découvert.

Voici Paris quitté, et la mélancolie vite essuyée du départ définitif :

Un sourire se crispe, un petit mouchoir flotte.
Mon Dieu ! que tout cela nous semble bien banal !
En toi pourtant le rêve impossible sanglote
et son dernier regret, peut-être, te fait mal.

Le train siffle. Sais-tu quels visages en fête
t'accueilleront jamais sur un quai tout pareil ?
Aie confiance. Attends. Ne tourne pas la tête.
Regarde le passé mourir dans le soleil.

« Ne tourne pas la tête en arrière. Accepte la vie telle qu'elle s'offre à toi et laisse faire au destin ». Voilà la leçon de sagesse aimable, et très haute — que se murmure à soi-même le poète en ses vers très fins, très harmonieux, très doux, et qu'il nous chuchote par ce livre discret d'*Acceptation*.

Acceptation, c'est l'*Ave*, *gratia plena*, le salut à la vie pleine de grâce, qui vient s'enclorre dans le cadre rustique de la campagne familière :

Une ligne onduleuse et molle d'horizon
que pare la couronne abondante des vignes ;
la rivière et l'écluse, et les arches des ponts...
tel est donc le décor auquel tu te résignes !

Est-ce bien toi, dans le silence et la douceur
du jour, toi qui rêvais de ciels imaginaires,
qui dans ce cadre étroit as renfermé ton cœur,
alors qu'hier encore il débordait la terre !

Avant même que d'être à ton premier désir
cruellement déçu, tu viens sans amertume
arrêter ton regard au seuil de l'avenir,
et cacher ton oubli sous un toit bleu qui fume.

Sans amertume, non pas sans qu'une brume légère
passe encore de temps en temps sur les yeux qui rêvent.

Une lettre, il est vrai, suffit à me troubler.
J'étais si seul ! Je ne l'ai point encore ouverte.

Je sais qu'elle n'est pas une voix du passé ;
mais à mon rêve du guet c'est la fenêtre offerte.

Et moins qu'une lettre, un souffle, un arôme suffit pour
remuer au fond de l'être un souvenir.

Le vent qui crispe l'eau de la rivière lente
a passé sur la mer et s'est chargé de sel ;
son souffle alternatif et son odeur piquante
me font me souvenir aussi d'un autre ciel.
... Il était sillonné de mouettes sauvages
Etc.

Pourquoi cette pensée aujourd'hui me vient-elle ?
Je me veux insensible aux regrets : et voilà,
parce que l'air fraîchit, parfumé d'immortelles,
que j'écoute mon âme et refais tous mes pas !

Mais c'est qu'aussi la solitude parfois pèse au cœur jeune ; et
Beethoven, et le livre, et la beauté des champs ne suffisent pas
à le remplir.

Mais une robe passée et quelque jeune fille
a fait chanter l'amour dans sa voix de clarté.

L'instinct d'aimer à ce chant se réveille

Quiconque dans sa vie a goûté cette ivresse
ne se console point s'il ne la ressent plus.

Vienne donc l'amour en un soir d'été « grave et charmant »,
l'amour vrai, pur et profond. Alors, illuminé au dedans de lui
par son image, le poète ne craint plus, ô Paris, s'il revient
encore un moment vers toi, ses enchantements. Si pour avoir
de longs mois tenu sa vie émerveillée, ta rumeur et ton ciel nu
le grisent encore et lui tirent des larmes,

O Paris, tu n'es plus pour moi toute la terre !
.

Car, dès le crépuscule éteint, la chère image s'élève,

Et c'est elle souvent qui tend à mon sommeil
La corbeille fleurie et profonde des rêves !

C'est elle aussi qui rajeunira la maison grise où le souvenir,
en remontant vers l'enfance, se perd, qui parera de roses le
cadre mélancolique où s'enferme avec contentement sa destinée,
et qui jettera la lueur d'espoir en avant de la route.

Franchis la haie en fleurs, de houx et d'aubépine,
qui clôture le champ et barre l'horizon,
et tu verras, assise au flanc de la colline,
petite sous son toit de tuiles, la maison.

Près des meules de paille, un figuier vert ombrage
le puits moussu, et sur le seuil, un espalier,
une treille noueuse enlace son feuillage
de l'huis branlant à la lucarne du grenier.

Son existence est tout intime et concentrée,
proche de la nature et sous l'œil clair du ciel ;
l'univers se résume à sa seule contrée ,
mais la paix la remplit, et c'est là l'essentiel.

Ici le bonheur vient à qui sait consentir cette obscurité ;

Ici la vie est saine, accessible et profonde,
et les soucis d'hier, tu les as bien quittés.
Viens surprendre la joie éclatante du monde.

Et qu'importe que d'autres, moins avisés, la jugent monotone !
Qu'importe

Que la même glycine à la grille s'enlace,
que la rivière roule encore de maigres eaux,
et que rien chaque jour ne change ni ne passe.

L'existence demeure, et c'est nous qui passons.
A quoi donc servirait de varier notre geste ?
C'est en nous que s'étend le plus cher horizon,
et que le souvenir le plus fidèle reste.

Une action quotidienne et les lampes du soir,
le silence régnant sur de calmes pensées,
— et faut-il y mêler quelque secret espoir ? —
sont les reflets choisis de la vie acceptée.

C'est bien, dans le coin béni d'un doux pays, la sérénité de
vie retirée, féconde et heureuse, telle que notre Fromentin se
plut à en dessiner l'exemplaire dans *Dominique*. Et comme il
n'y a pas de source de poésie plus pure que cette sagesse, je
trouve délicieux les vers de M. Henri Martineau ; et je dis que
son petit livre, si sincère, si pénétrant, si parfumé, lui fait le plus
grand honneur, lui mérite vive sympathie, et vaut beaucoup
plus que tant d'autres qui font plus de bruit.

* * *

J'ai peine à dire, mais la sincérité m'y oblige, que les vers d'un autre Rochelais, M. Jean Martineau, dans la *Route au soleil* (1) sont d'un art inférieur. L'âme, peut-être, est également fine et sympathique. Mais le talent tâtonne encore, la métrique vacille, et le mot parfois trébuche.

Passons sur les défaillances du mètre et du verbe — ce qui ne veut pas dire que nous les pardonnons. J'appelle tâtonnements d'élève, élève tantôt d'Hérédia et plus souvent des symbolistes, tout ce qu'il y a là dedans d'*images*, de *cariatides* quelconques, de vaines *musiques*, de *Nocturnes*, de *Pallas*, de *Femmes au bain*, de *mimosas*, — fleurs et feuilles déjà mortes, — voire de *quatrains pour cartes postales* (*Vallières, Saint Georges de Didonne, Talmont, la Grande côte*, etc.)

Mais la première jeunesse est finie, où petit Chaperon rouge s'amusait aux bagatelles du chemin.

... Je commence à connaître les jours
D'un autre âge meilleur, qui monte à la lumière.
Et voici devant moi l'épanouissement
Des plaines, et la route où je marche s'enfonce
Dans le ciel, assurée comme une flèche, et blonde
Au grand soleil, après les buissons frissonnants
D'angoisse, qui voilaient à mes regards la suite
De mon étroit sentier, ainsi que l'avenir
Réservé par demain à mes heures, en fuite...

Cette route au soleil, c'est toujours celle qui ramena Dominique aux Trembles et vers l'écharpe rose où se noua son bonheur. Celui-ci, des tours de La Rochelle, fantômes épiques que hante aux feux du couchant l'ombre rouge du Cardinal, et des guérets de Vendée.

Dont la moite rousseur fume parmi la plaine,
il est descendu vers les coteaux de Gironde, vers l'accueillante

Et tranquille maison sur le bord du sentier,
Où son cœur a trouvé, tout entière et vivante,
La douceur maternelle et son charme oublié.

C'est là, vers Ambarès, que de chères mains ont voulu fleurir
De nuptial amour son inquiet avenir.

(1) Un vol. in-18, Roubaix. Editions du *Beffroi*, 1907. 3 fr. 50.

Et alors il a, tout en regardant la mer, chanté d'un chant très pur la fiancée qui comptait les jours.

Il faudra bien m'aimer vous que j'aimerai tant,
Fiancée inconnue et chère, ô jeune fille.
Car je m'en vais vers vous comme un petit enfant
Qui s'amuse au jardin de son âme puérile.

(Le Jardin).

Je pense tendrement aux jours qui vont venir.
Voilà. Je suis près de la mer. Il est cinq heures.

.
Et je pense. Ou plutôt non, je ne pense pas.
Non, je ne pense plus. Mais j'écoute les pas
Souples du crépuscule, et derrière eux, j'écoute
Aussi, plus loin, le pas des espoirs bien-aimés.
J'ai plein le front et plein les yeux fermés
Des images en foule et des voix... Quelle route
M'entraîne ? Je ne fais nul geste que celui
Qui se donne et mollit et n'a pas d'autre force
Que sa soumission. Et je m'en vais au fil
Unique de moi-même et du temps qui m'emporte
Loin du sentimental abandon de mes jours
Vers ton calme, ô Tendresse, et vers ta fièvre, Amour !

En dépit de leur préciosité un peu bien décadente et de leur molle *morbidezza*, il y a de la grâce en ces vers, et le charme d'un sentiment sincère.

Sincères sont les adieux à la ville (La Rochelle), douce et claire au fond du golfe étroit, qui lui fut maternelle, mais n'eut de lui que sa pâle jeunesse et ses pleurs :

Je vous quitterai donc bientôt, petite ville,
Qui me chérissiez bien.
Mais de vous, et du port, et des lointaines îles,
Je ne regrette rien.

Sincères les joies du fiancé, puis celles de l'époux qui remercie Dieu de son bonheur, très simplement.

Faites à tant de jours heureux de leur douceur
Des lendemains pareils sous des soirs de lumière,
Et qui conserveront, impérissable et claire,
La grappe de tendresse aux vendanges d'amour
Dont mon cœur a mûri les grains dorés et lourds.

Ainsi la sérénité ou la résignation, l'acceptation, comme dit très bien M. Henri Martineau, est bien un des traits de notre

race. Ne cherchez pas chez nous des poètes violents de passion, ni de hautains apôtres de l'idée. Nos artistes sont modérés comme nos coteaux, calmes comme notre ciel, doux comme notre lumière. De notre vision et de notre toit nous écartons les orages. Nous ne sommes pas des fiévreux et des tourmentés, mais des paisibles et des sages ; et notre vertu, qui « n'est point diablerie », comme disait Molière, aurait surtout pour défaut, en art comme dans la vie, la nonchalance...

C'est ce que nous verrons encore dans les ouvrages de Francis Eon et de François Porché.

GABRIEL AUDIAT.

(A suivre).

II

LA FIN DU DERNIER PRÉSIDENT DU PRÉSIDENTIAL DE SAINTES ET LA MAISON HENRI IV

Le 5 fructidor an VIII (22 août 1800) s'éteignit, à Saintes, dans un dénuement complet, un homme qui, pendant trente cinq ans, fut un des deux plus importants personnages de la ville et de la Saintonge. Il n'avait que l'évêque pour balancer son prestige.

Les circonstances qui précédèrent et amenèrent cette fin lamentable méritent d'être contées.

Par décrets des 16 août et 7 septembre 1790, l'Assemblée nationale abolit les anciennes juridictions en France et régla les conditions de formation des tribunaux appelés à les remplacer (1).

A Saintes, le 9 novembre suivant, les audiences criminelles furent closes (2) et le 22 du même mois les conseillers du présidential tinrent leur dernière séance, sous la présidence d'Emmanuel-Cajétan Leberthon (3). Simple formalité peut-on dire ! car

(1) Le 6 décembre suivant les magistrats élus furent installés. Cf. *Recueil de la commission*, t. VI, p. 335.

(2) *Inventaire sommaire des archives départementales de la Charente-Inférieure*, p. 391.

(3) Jusqu'en 1781, il a signé, comme son père Leberton. En 1783 il signe Leberthon. Pourquoi ? On trouve assez fréquemment dans les familles de ces modifications d'orthographe sans qu'on puisse les expliquer.

depuis un an le sort du présidial était réglé ; tous les conseillers s'attendaient à disparaître. Seule la date fatale restait en suspens. J'imagine, néanmoins, que ce 22 novembre la plupart subirent l'inévitable exécution d'un cœur profondément attristé et sortirent de la salle la tête basse en se disant : « C'est fini !... » comme on sort de la chambre d'un malade qui vient de rendre le dernier soupir, « la vieille institution à laquelle quelques-uns d'entre nous sont attachés depuis vingt cinq ou trente ans n'est plus ! »

C'était, en effet, leur carrière terminée. Les rares parmi eux qui avaient quelque chance de rentrer dans la nouvelle organisation acceptèrent peut-être la dispersion de la compagnie avec moins de chagrin que leurs collègues. Mais les vieux ? quelle tristesse pour eux ! quel bouleversement !...

Leberthon était président depuis trente cinq ans ! jeune encore, il pouvait espérer garder sa haute charge longtemps.

Combien ne crurent pas que ça ne durerait pas (1)... et que le nouvel état de choses céderait un jour le pas au rétablissement du vieil ordre restauré ? L'institution présidiale était assurément fort décriée depuis bien des années ; une réorganisation s'imposait. Beaucoup l'admettaient, mais nul ne supposait qu'elle n'était possible qu'au prix d'un bouleversement complet et d'un changement total du personnel. Tous les conseillers vivaient sur la foi du passé. Ils étaient habitués à considérer comme intangible, au même titre qu'une terre, leur charge payée à deniers comptants ou bien reçue en héritage ou en avancement d'hoirie. Ils pensaient qu'ils feraient comme leurs prédécesseurs, qu'ils en jouiraient jusqu'au jour où fatigués ils la transmettraient à un fils ou à un neveu ou la vendraient. Le palais, pour certaines familles, c'était l'idéal. On élevait un garçon dans cette idée, et, docile, il ne voyait pas au delà. La magistrature devenait alors le but sur lequel tendaient toute son intel-

(1) Cet état d'esprit est attesté par plusieurs documents. En voici un que je trouve dans le *Registre des délibérations* du district de Saintes. Le 26 thermidor an II, les membres du directoire entrent dans une rage folle parce qu'on leur a signalé dans un bail de ferme du 23 août 1793, passé par Bourdeille, ci-devant conseiller, la clause suivante : « Convenu que dans le cas où il plairait à la présente ou prochaine législature de rétablir le chapitre de Xantes et les chanoines dans tous leurs droits... »

Il faut dire que du côté directoire on croyait à l'éternité du régime nouveau !

ligence, toutes ses études ; il n'avait plus qu'une pensée, atteindre l'âge légal ; il fréquentait le palais, dès quinze ans, écoutait les discussions, s'accoutumait en un mot peu à peu à son rôle futur. C'est ainsi que tout jeune il acquérait une maturité d'esprit et une expérience qui feraient défaut à des hommes plus âgés d'aujourd'hui. C'est ainsi qu'à la tête d'une compagnie d'hommes à cheveux blancs s'érigait un chef de 25 ou 26 ans. Le président Leberthon en est un exemple.

Il fallut bien céder à la force. Je ne sache pas qu'aucun des conseillers du présidial de Saintes ait protesté par paroles ou par écrit, à moins que ce ne soit l'un des de Fonrémis qui devaient payer de leur tête leurs intempérances de langage et leurs révoltes contre les iniquités du moment. Chacun se retira chez soi attendant les événements.

La seule atténuation à leur peine fut le remboursement de la « finance » qu'ils avaient déboursée pour acquérir leur charge. Le décret de dissolution le stipulait et les décrets des 2 et 6 septembre 1790 réglaient la procédure à suivre en vue d'obtenir le paiement.

Tous les conseillers se hâtèrent d'accomplir les formalités, de fournir les pièces exigées. La liquidation marcha rondement, car le présidial de Saintes est un des quatre premiers qui aient été remboursés. La promptitude de ce résultat s'explique soit par l'empressement des magistrats à se conformer aux prescriptions des décrets, soit par l'intervention très probable d'un des présidents du comité de judicature, chargé de l'opération, l'évêque de Saintes. Le 24 février 1791, c'est-à-dire trois mois après la dissolution de la compagnie, l'Assemblée nationale, sur le rapport de Vieillard, vota une somme de 177.136 livres 2 deniers, affectée au remboursement (1). Ce rapport n'ayant pas été conservé, nous ignorons comment et sur quelles têtes elle a été répartie. De prime abord elle paraît un peu faible, quand on sait que le président, lieutenant général civil et de police, prenait à lui tout seul plus de 100.000 livres.

La liquidation eut lieu conformément aux évaluations de l'édit de 1771 qui avait ordonné une nouvelle estimation des charges. La déclaration du titulaire suffisait. Leberthon, ayant reçu de ses parents les charges de président, de lieutenant civil et de

(1) *Archives parlementaires* t. XXIII, p. 502.

police pour 109.000 livres, il est probable qu'il les fit inscrire à ce prix et il est indubitable qu'il dut le réclamer en 1790. En réalité il ne toucha que 101.000 livres.

La différence de 8.000 livres provient peut-être d'une retenue que le paiement de dettes contractées par la compagnie des conseillers a pu rendre nécessaire. L'Etat prenait les dettes à sa charge, mais il pratiquait sur la liquidation une retenue calculée au prorata du prix des charges. Il est donc possible que Leberthon ait été taxé à 8.000 livres.

On peut se demander dès lors par quelle suite d'événements un homme qui touche 101.000 livres en 1791 se trouve dans un dénûment complet huit ans plus tard. De ces 100.000 livres il ne lui resta que peu de chose en cette année même de 1791, et ce surplus à son tour disparut. Aux causes communes aux personnes de sa classe, résultant des différentes évolutions du gouvernement républicain, des lois édictées contre telle ou telle catégorie de citoyens, des impôts, de dépréciation graduelle des assignats, s'ajoute une cause particulière, personnelle à notre personnage. Afin de bien comprendre la situation dans laquelle il était à ce moment là, il faut remonter un peu le cours des années et s'informer de ses affaires.

* *

Emmanuel-Cajétan Leberthon naquit en 1729: son père, Marc-Auguste Leberthon était président et lieutenant général civil aux présidial et sénéchaussée de Saintes; sa mère, Louise de Gascq, était fille et petite fille d'anciens présidents au même siège. C'est elle qui apporta les deux charges en dot. Cajétan Leberthon était le puiné de cinq enfants. A 28 ans, il succéda à son père et à 46 ans se maria avec Aimée-Charlotte-Benigne Daloüe, veuve de Henri-Paul Gourdeau (1775); il eut une fille qu'il maria, en 1791, à un noble Vendéen, Louis-Cazimir de Sapineaud, officier au 16^e régiment d'infanterie en garnison à Saintes.

Les Leberthon sont fort anciens en Saintonge: on les connaît à l'Eguille et en Oleron depuis le milieu du XV^e siècle (1). Ils ont fourni une longue dynastie de magistrats au parlement de Bordeaux, au présidial de Saintes, un brigadier des armées du

(1) Cf. Meller, *Armorial*. Voyez aussi pour la généalogie notre *Bulletin*, t. II, 233.

roi... etc. Marc-Antoine Leberthon, grand-père de Cajétan, a écrit une histoire de l'île d'Oleron et il avait formé une collection de médailles d'or, d'argent et de bronze, de pierres gravées, d'estampes, dont il dressa un catalogue, aujourd'hui perdu. Par sa mère, Cajétan était allié à une autre vieille famille de robe : par son mariage et celui de ses sœurs (1), il s'apparenta avec les meilleures familles de la noblesse de Saintonge.

La seigneurie de Bonnemie, près Saint-Pierre d'Oleron, devenue terre patrimoniale, achetée par Philippe Leberthon, chevalier de l'ordre du roi, gentilhomme ordinaire de sa chambre, sieur de l'Eguille, avait été érigée en baronnie. Ils en portaient le nom. Cette terre n'est sortie définitivement de la famille que le 18 novembre 1894 (2).

A tous égards, Marie-Anne Rollet, femme de Louis-Auguste Leberthon — frère de Cajétan — avait donc bien raison de dire que la famille de son mari était une maison des plus distinguées et s'étonnait pour ce motif d'avoir été maltraitée par lui (3).

A la considération qu'entraînent avec eux les emplois élevés, les titres nobiliaires, s'ajoutait celle qui naît toujours d'une grande fortune.

(1) Marie-Françoise épousa Michel-César-Léon Boscal de Réals, baron de Mornac ; Marie-Marguerite épousa Alexis-René-Georges de Saint-Legier de La Sauzaie, femme d'une grande instruction pour l'époque. C'est elle qui donna les premiers éléments de latin à son fils.

Cf. Rainguet *Biographie*, V^e *Saint-Legier*.

(2) A cette date, M. Camille Rivasseau, adjoint au maire de Saint-Pierre d'Oleron, acheta neuf hectares à Bonnemie comprenant le château et ses dépendances, reste de l'ancienne seigneurie. La vente est consentie par M^{me} Laure Royale, veuve Leberthon, M. Cajétan Leberthon, M^{me} veuve Mazeau et M^{me} veuve Guerry, nées Leberthon, mère et enfants.

Pour ces noms voyez *Bulletin*, II, p. 233.

(3) *Inventaire sommaire des archives départementales de la Charente-Inférieure*, B. 982, 1768, n^{os} 30 et 31. Marie-Anne Rollet dont le mariage n'est pas indiqué *Bulletin* II, p. 233, était fille de Jean-Jacques Rollet, ancien prévôt de la marine et commissaire aux classes à Saintes, et de Anne Lecercier, laquelle se remaria avec Jean-Elie Lemercier, lieutenant criminel.

Le mariage de Marie-Anne Rollet eut lieu le 15 février 1768 ; elle avait 20 ans. Leberthon était alors un « cavalier des plus polis, des plus circonspects, des plus dévots ».

Aussitôt le mariage accompli, il commença à battre sa femme, à l'enfermer et à l'empêcher de se confesser, déblatérant contre les prêtres et les inquisiteurs. L'information est aux archives. Marie-Anne Rollet est la sœur de Jean-Louis Simon qui devint évêque de Montpellier.

Les Leberthon jouissaient de la réputation de gens très riches et les apparences favorisaient cette opinion. Bonnemie était estimé (en partage), au milieu du XVIII^e siècle, 194.000 livres, environ 350.000 francs d'aujourd'hui (1).

Les seigneuries de La Barde-Fagneuse, Léoville, Saint-Médar valaient 150.000 livres, Preguillac 50.000. On leur connaissait donc plus de 400.000 livres au soleil, sans compter diverses autres petites propriétés, notamment leur « hôtel » de Saintes, dont il sera question plus loin.

La charge de président et lieutenant général représentait plus de 100.000 livres. Elle fut toujours comptée pour cette somme. Ils possédaient par conséquent plus de 500.000 livres qui représentaient 7 ou 800.000 francs de notre monnaie, et davantage si on fait entrer en ligne de compte la valeur relative de l'argent.

Il est entendu que ces sommes provenant d'inventaires sont inférieures à la réalité, sauf pour la charge de lieutenant général.

La réputation de richesse n'était donc pas usurpée.

Malheureusement les 16 ou 18.000 livres de revenus de cette grosse fortune territoriale ne suffisaient pas aux dépenses. Les Leberthon ne paraissent pas avoir beaucoup pratiqué l'ordre et l'économie. Ils avaient d'autres vertus, notamment une extrême probité (on le verra par la suite), mais celles-ci leur faisaient totalement défaut. Vaniteux de leur fonctions, de leur prestige, amis du décorum extérieur, ils voulaient paraître et *tenir leur rang*. L'insuffisance des revenus les força à emprunter. Les liquidations de succession sont très instructives à cet égard.

Le 5 octobre 1735, Blaise de Gascq, grand-père maternel de Cajétan Leberthon, décède. Il laisse près de 300.000 livres de fortune, comprenant la châtellenie de la Barde-Fagneuse, Preguillac et la maison de la Grande Rue, plus ses charges de président et lieutenant civil et de police qu'il a données à sa fille Louise. L'actif est grevé de 70.000 livres de dettes.

Le 2 avril 1755, Marc-Auguste Leberthon, père de Cajétan, meurt. La liquidation de la succession a lieu le 31 juillet 1756 ; elle donne 359.463 livres d'actif et 112.300 livres de dettes ! Il y a pour 25 ou 30.000 livres d'emprunts aux prêtres, couvents et

(1) Sans tenir compte de la valeur relative de l'argent. Cette somme d'environ 200.000 livres n'est pas exagérée si réellement Bonnemie rapportait 8.000 livres comme le dit Rainguet. (*Biographie*, V^e Leberthon).

établissements religieux de la ville. La dot d'une fille est due. Les dix domestiques réclament leurs gages d'une année ou deux (1) et de l'argent prêté « pour les besoins et dépenses journalières ». La lavandière qui a blanchi le linge de toute la maison pendant un an n'a pas touché un denier : on lui doit 200 livres — ça n'est pas cher ! — Un juif, nommé Lange, est créancier d'un billet de 170 livres. L'auberge d'à côté présente une note de « fournitures diverses ». Les jours de disette on avait recours à sa cuisine.

Lorsqu'en 1768, les cinq enfants de Louise de Gascq se partagèrent son avoir, ils trouvèrent encore 276.000 livres d'actif, mais 60.000 livres de dettes.

Le règlement de pareilles successions était forcément très onéreux. D'ailleurs, on ne liquidait jamais les dettes, le passif se partageait comme l'actif, les dettes passaient d'une succession à une autre. Suivant une habitude bien connue, qui s'est perpétuée jusqu'au XIX^e siècle, on partageait entre soi, d'après des idées excellentes pour le maintien du prestige de la famille, mais qui menaient tout droit à la ruine. On attachait alors une telle importance à la conservation des terres, au moins de la principale, qu'on ne consentait ni à vendre ni à morceler ; on se faisait un point d'honneur de garder coûte que coûte le fief dont on portait le nom, le fief des ancêtres. C'est l'ainé qui généralement assumait cette charge ; il prenait la terre malgré un prix élevé dépassant de beaucoup sa légitime et s'engageait à restituer à ses frères et sœurs leurs droits petit à petit. La vanité était satisfaite, la terre restait dans la famille, la mémoire des aïeux était honorée, mais l'avenir du contractant était gravement compromis.

Tant que les fortunes se divisaient entre deux enfants, il n'y avait que demi-mal ; le jour où l'opération avait lieu entre cinq, les risques devenaient dangereux.

Avec beaucoup d'ordre, d'économie, un peu de chance, de bonnes récoltes, un homme entendu, prudent, actif et patient

(1) Ils n'étaient pourtant pas élevés : une gouvernante (pour les enfants) 60 livres, un domestique 100 livres, le cuisinier et la femme de chambre 200 livres à eux deux, une servante de peine 36 livres, un jardinier 30 livres, un cocher 120 livres.

Sous la Révolution, une servante, femme de confiance, coûtait encore 66 livres, pas plus.

se tirait d'affaire ; un brouillon, un léger, un homme occupé ailleurs, incapable d'exercer aucune surveillance, s'en rapportant à des domestiques plus ou moins dévoués, marchait fatalement vers la catastrophe. L'ainé et même les cadets des Leberthon supportèrent les conséquences d'un ordre d'idées et d'habitudes établi avant eux et auquel aucun d'eux n'aurait consenti à se soustraire par crainte de forfaire à l'honneur ! Cajétan fut victime d'une conception analogue. Il avait été désigné comme devant continuer la tradition judiciaire de la famille. Il devait être président parce que ses père et grands-pères l'avaient été. Il fallait maintenir la charge dans la famille. L'office valait une terre ; il coûtait du reste aussi cher à garder.

Je crois que l'origine de la déconfiture finale de tous les Leberthon et de celle de Cajétan en particulier, remonte autant à ces folles combinaisons de partage et d'attachement au passé qu'au manque d'ordre et aux conséquences de la Révolution. Quand l'observation stricte des traditions familiales n'entraîne que des charges supportables, je n'y vois que des avantages : une famille gagne en prestige et en considération à exercer très longtemps, de père en fils, la même fonction. C'est certain. Mais quand cette fonction devient onéreuse au point de mettre l'avenir en péril et de conduire à la ruine, il est fou d'y persister.

Cajétan tenait certainement un raisonnement tout opposé. Les 109.000 livres de la charge de président lieutenant général civil et de police, le principal de sa fortune personnelle, pesaient d'un poids très lourd à chaque liquidation. En 1768, elle fut en partie cause que le lot d'hérédité qui lui fut attribué dans la succession de sa mère — qui l'avait avantagé, — excéda de 96.000 livres la portion à laquelle il avait droit. Il reçut donc un grosse part de dettes. Ses deux frères, l'abbé et Alexandre (1), agissent de même, ils prirent Léoville et La Barde-Fagneuse, en se constituant débiteurs vis-à-vis de leurs sœurs de 67.000 livres payables à échéances échelonnées sur neuf années.

Avaient-ils fini de s'acquitter quand survinrent les événements de 1789 et les mauvaises années précédentes ? Non, très probablement. Cajétan Leberthon avait à cette époque de gros embarras d'argent ; il devait se débattre au milieu d'une foule

(1) Il mourut en 1784. Cajetan prête serment comme tuteur. *Inventaire des archives départementales*, p. 625.

de réclamations plus ou moins pressantes de créanciers. Personne n'ignorait à Saintes la fâcheuse position de fortune à laquelle il était arrivé. Leberthon avait des dettes partout : le public le savait, on en causait, les intéressés se demandaient comment et quand ils recouvreraient leur argent. La solvabilité de la famille allait chaque jour en s'effritant, la confiance s'amoindrissait, le crédit était ébranlé. Mais qui aurait osé menacer le plus haut magistrat de la province et entamer des poursuites contre lui ?

La Révolution dénoua la situation ; elle mit fin aux embarras de l'un et aux inquiétudes des autres. On peut dire que la suppression du présidial et le remboursement des charges arrivèrent à propos. La conséquence immédiate du paiement des 101.000 livres à Cajétan fut, en effet, de mettre entre ses mains le moyen de se libérer. Il en usa immédiatement.

Le président paie ses dettes !

La nouvelle s'en répandit aussitôt ; l'événement fit grand bruit, du reste, à Saintes, parce qu'on avait conçu des craintes, très vives, sans doute, qu'il n'arrivât jamais. Une délibération du directoire du district de Saintes, rapportée plus bas, nous édifiera sur ce point et nous révélera l'estime que le vieux président avait su inspirer à ses concitoyens.

Quelle attitude Leberthon adopta-t-il vis à vis de la Révolution ? Comme beaucoup de Saintais il laissa faire. Plus que qui que ce soit il devait gémir et fulminer contre un régime qui s'évertuait à ruiner et enfermer ses amis, ses pairs, ses parents, mais il ne manifesta pas ses sentiments ouvertement, il n'opposa aucune résistance, il s'effaça et se retira chez lui, ce qui ne l'empêcha d'avoir fort à souffrir.

Oncle de plusieurs émigrés (— enfants de ses sœurs Boscail de Réals et de Saint-Légier (1) —) il était dans les meilleures

(1) Pendant près d'un an, au plus fort de la Terreur, M^{me} de Saint-Légier adresse maintes réclamations au directoire du district qui les repousse toujours sous prétexte que son fils est « réputé émigré ». Ce jeune homme n'était pas du tout émigré. Le 1^{er} jour complémentaire de l'an III, M^{me} de Saint-Légier produit un certificat attestant que son fils s'est embarqué fin de 1791 à Brest sur la flûte *La Normande* avec une partie du régiment de Provence, où il servait comme lieutenant ; qu'il a débarqué au cap *Quiberon* (sic), à l'île de Saint-Domingue, le 9 février 1792, et que, vu les troubles survenus dans ce pays, il n'a pu donner de ses nouvelles.

Le directoire accorde enfin mainlevée du sequestre des biens meubles

conditions pour devenir suspect, être incarcéré et privé de ses biens. Je ne crois pas cependant qu'il ait été emprisonné dans aucune des prisons de Saintes. Mais il fut maintenu en état d'arrestation dans sa maison, probablement. Il est moins douteux que ses biens furent confisqués, ainsi que ceux de sa femme.

Atteinte par la loi du 27 germinal an II (16 avril 1794) qui ordonnait aux ex-nobles de s'éloigner des places fortes et des villes maritimes (1) pendant la durée de la guerre, M^{me} Leberthon sollicite, le 24 prairial, l'autorisation de ne pas quitter la ville, parce que ses infirmités, légalement constatées par médecin, l'empêchent de marcher et de supporter les fatigues d'un voyage. Cette requête présentée par trente-trois autres personnes, basée sur le même motif (2), embarrassa fort le directeur du district qui, ne trouvant pas dans la loi le cas d'exemption invoqué par les pétitionnaires, n'osa ni la rejeter ni

et immeubles ainsi que des sommes versées dans la caisse nationale (registre 3 du directoire du district de Saintes).

Le cap *Quiberon* n'existe pas à Saint-Domingue, on a voulu dire Tiburon. *Tiberon* et *Quiberon* sonnent trop de la même manière à l'oreille d'un scribe ignorant pour qu'il n'ait pas fait la confusion. L'un était plus connu, tristement, que l'autre. Cf. Rainguet, *Biographie*.

(1) L'article VI ordonnait le départ dans les dix jours.

Ne fallait-il pas être parvenu au *mazimum* d'extravagance pour considérer Saintes comme ville maritime ?

Au surplus l'interprétation de cette loi souleva de très nombreuses réclamations et difficultés d'application. La Convention fut forcée de rendre décret sur décret et d'exempter une grande quantité de gens, notamment Jean-Georges-Laurent de Saint-Légier.

(2) C'est, d'ailleurs, le motif toujours invoqué en pareil cas. Quand M^{me} d'Abzac sollicite pour son mari sur le point d'être transporté à Brouage, (4 thermidor an II) la permission d'emmener « une de ses filles attachées à son service, » elle ne met pas d'autre motif en avant que l'état de sa santé. Le district en profite pour émettre une grande phrase sonore. Le district « considérant que la loi punit et ne se venge point et qu'il est de l'humanité de secourir ses ennemis » autorise.

M. d'Abzac faisait partie d'une fournée de 44 personnes transférées du couvent des Notre-Dame, trop bondé, à Brouage. Sur la liste on voit Vaudreuil (style révolutionnaire), sa femme et ses deux enfants, Huon et sa femme, la Bremond, ex-chanoinesse, la Turpin, la Duperrier, la Rochecouste... du Petit Thouars, sa femme, ses deux filles et « un petit, » et un Delys qui doit être le libraire, etc.

Les préliminaires de la délibération ne disent pas quelles raisons avaient fait désigner ces personnes plutôt que d'autres. Le secrétaire n'a du reste pas

l'accepter franchement ; il décida que les malades soigneraient leurs douleurs et leurs infirmités jusqu'au moment où ils seraient en état de partir. Ceci se passait le matin du 24 prairial. Le soir même, le directoire enregistra l'arrêté suivant : « La citoyenne Sapinaud-Leberthon — est-il dit au registre des délibérations — demande la permission d'accompagner ses parents à Limoges pour leur procurer tous les soulagements qu'ils sont en droit d'exiger dans un âge où les infirmités les rendent absolument incapables de pourvoir à leurs besoins, laquelle requête est appointée d'un arrêté du représentant du peuple Garnier dont la teneur suit : « Il est permis à la citoyenne Berton-Sapinaud de suivre ses père et mère infirmes et elle restera avec eux deux en état d'arrestation.

Xanctes, le 21 prairial an II^e de la République.

Signé : GARNIER, représentant du peuple.»

Les termes de cette lettre permettent de croire à une simple interdiction de sortir de la maison. Je n'ai aucune raison de penser que les deux Leberthon, mari et femme, aient été internés aux Notre-Dame. Le voyage à Limoges fut ajourné.

Il faut avouer que la destinée a de terribles vicissitudes et d'affligeants revirements ! Voilà Garnier, simple avocat au présidial, en 1790, qui, quatre ans plus tard, devenu chef redouté, commande à son ancien président et lui accorde une faveur !

Quelles amères réflexions devaient assombrir le front de ce pauvre Leberthon ! Combien il devait souffrir dans sa dignité et

inscrit le nom du membre du directoire qui a porté cette motion. Le but du transfert est de débarrasser deux immeubles que l'on vendra.

Le couvent des Notre-Dame réservé aux femmes et à leurs maris contenait alors 128 personnes, dont 58 religieuses.

Les autres prisons politiques étaient le couvent des Sainte-Claire où 45 hommes étaient enfermés, la Charité, près Saint-Pierre, qui n'en contenait que huit, le couvent des Carmélites (Providence) réservé aux prêtres.

L'abbaye, dont une partie servait de prison criminelle, était surtout un dépôt de grains à cette époque.

Les prisonniers payaient leur nourriture et devaient vivre « *au même pot* ». Ceux qui avaient des biens confisqués reçurent d'abord 15 sous par jour sur leurs revenus, puis 40 ; la nation allouait 15 sous aux autres.

Le 18 frimaire an III, les prêtres réclamèrent une augmentation, en raison de la cherté des vivres toujours croissante. Le directoire, faisant droit à leur pétition, porta leur pension journalière à 25 sous. A ce prix on crevait de faim.

sa fierté de magistrat ! Lorsqu'en 1789 il présidait l'assemblée des trois ordres à Saintes, il ne se doutait pas qu'il préludait à sa propre déchéance et à une longue série d'humiliations.

Le 9 thermidor amena quelque soulagement aux misères de ces nobles détenus (1). Toutefois les libérations ne furent pas immédiates. Le 26 nivôse an III (1795) seulement, le directoire renvoie 66 prisonnières dont 58 religieuses. Le 14 pluviôse, la femme de Leberthon demande les deux tiers de ses revenus

(1) A Saintes comme à Paris et par toute la France la chute de Robespierre fut accueillie avec une joie exubérante. Nous en trouvons un témoignage non équivoque chez les administrateurs de district. Voici quelques phrases de l'adresse de félicitations qu'ils envoyèrent à la Convention :

« Vous venez d'anéantir la plus dangereuse conspiration qui ait jamais existé contre la liberté. Le scélérat Robespierre (*sic*), ce nouveau Catilina, qui comprimoit tous les patriotes a subi le supplice qu'il méritoit il y a longtemps. La République est encore une fois sauvée.

Depuis trois mois nous suivions la conduite de ce traître (*sic*) ; chacun de nous aiguisoit le pognard (*sic*) de Brutus... (*sic*) et brûlant du même feu volcanique qui embrasait la montagne sacrée, nous attendions l'instant favorable pour le faire éclater utilement, eussions-nous dû périr sur l'échafaut !

.....
Célèbres montagnards ! vous avez juré de mourir à votre poste dans cet instant où l'infame municipalité de Paris, composée de complices du tyran Robespierre, se proposoit d'aller vous égorger, et nous, nous avons juré de ne quitter le notre que pour courir poignarder le scélérat (*sic*) qui voudroit s'élever au-dessus du peuple souverain.

HILLAIRET ; VANDERQUAND ; GAUTRET ; GODET, secrétaire.

Qui eût jamais pensé qu'à Saintes, Charlotte Corday aurait eu tant d'émules... en paroles ! Car aucun des membres du directoire saintais n'avait sérieusement l'intention de sacrifier sa tête au repos de la France. Si Robespierre n'avait pas menacé certains membres de la Convention qui trouvèrent alors les procédés du tyran trop excessifs, les massacres auraient pu continuer sans que ni Hillairet ni Vanderquand prissent le chemin de Paris avec le ferme propos d'y mettre fin ! La phrase du rédacteur de l'adresse a dû être inspirée par le geste de Tallien à la tribune, requérant contre Robespierre, un poignard à la main, et s'écriant qu'il s'appêtait à lui percer le sein si la Convention n'avait pas le courage de le décréter d'accusation. »

On sait que les péripéties des journées des 8 et 9 thermidor se répandirent avec une incroyable rapidité en France.

Un an après, la municipalité fêta l'anniversaire de cette journée mémorable par une petite fête, très modeste d'ailleurs, qui consista en une promenade des corps constitués en ville, musique en tête, en l'audition de deux discours au temple de la Raison (Chapelle du Collège) et à ne pas travailler tout le reste du jour.

versés à la caisse nationale jusqu'à concurrence de 2.000 livres et 1.200 livres pour sa fille à titre de « secours provisoire ». Le directoire acquiesce vu la « cherté de toutes les denrées et la loi du 23 nivôse ».

* * *

Leberthon n'était pas encore au bout de ses chagrins. Un nouveau tourment l'attendait.

Le 4 vendémiaire an III, il expose au directoire du district qu'il a reçu des commissaires de la Régie nationale, un commandement d'avoir à payer certaines sommes (— la quotité, la nature de la réclamation ne sont pas indiquées —) malgré qu'il les eût déjà payées et qu'il présentât les quittances !!!

Le directoire prit la délibération suivante, extraordinaire à certains égards, mais tout à l'éloge de Leberthon :

« Nous observons, dit le procès verbal, que la notoriété publique confirme bien, en effet, l'exposé du pétitionnaire, car on s'est entretenu longtemps dans cette commune du paiement de ses dettes qu'il fit aussitôt qu'il eût reçu les 101.000 livres provenant de la liquidation de sa charge.

« Nous observons de plus que la réputation dont a joui le citoyen ne permet pas de douter de la sincérité de sa réclamation.

« Mais considérant que la loi y est contraire, comme le remarque le directeur de la Régie, nous estimons qu'il doit lui être dit n'y avoir lieu à délibérer sur cette pétition, sauf à lui à se pourvoir auprès de la Convention Nationale pour obtenir une exception en sa faveur. »

Leberthon ne se fit probablement aucune illusion sur les chances de succès d'un pareil recours, car je n'ai rien trouvé qui indique l'envoi d'une demande de remise de taxe. Il paya sans doute.

Il paya !... Mais combien lui resta-t-il ? zéro ou bien près. Et pourtant jamais nécessité plus pressante ne s'était rencontrée d'avoir une bourse bien garnie. Les Saintais traversaient, comme le reste de la France, une crise économique aiguë, en dépit et à cause de la loi du *maximum*, à cause surtout des réquisitions inconsidérées de toutes natures du gouvernement qui entassait sans compter des denrées pour l'armée, affamait ainsi la population et laissait dépérir ses énormes approvisionnements. Les dépenses suivaient une progression sans cesse ascendante ; les revenus naturellement diminuaient avec une égale

rapidité. L'assignat perdait 90 pour cent. La vie était horriblement chère. Les vivres de première urgence atteignaient des prix extravagants. La livre de pain valait dix livres; elle aurait dû coûter deux sous. La barrique de vin rouge se payait (par l'Etat !) 450 livres; le maximum de 1793 la mettait à 56 livres ! L'ouvrier avec des journées de 25, 30, 40 livres, gagnait juste de quoi ne pas mourir de faim.

On peut imaginer, d'après ces détails, combien la situation des familles nobles, qui venaient de passer plus d'une année en prison, leur fortune sequestrée, les biens de leurs parents émigrés vendus, était précaire et difficile. La plupart étaient ruinées. Il fallut emprunter... à quel taux?... car, au milieu de la détresse générale, certains bourgeois avaient de l'argent disponible en dehors de leurs besoins!!! Une caricature a commenté cette situation en représentant un vieux noble, sec et maigre comme une allumette, tendant la main à une jeune marchande de poissons accorte et grassouillette qui lui fait dédaigneusement l'aumône d'une pièce de deux sous.

Pendant trois ans, jusqu'en 1798, nous perdons la trace de Leberthon, nous ne savons pas comment il vécut. De dettes et de privations évidemment. En 1798, il est complètement à bout de crédit. Il habite sa maison, seul avec son frère le jacobin (1), harcelé par des créanciers d'autant plus exigeants cette fois que leur débiteur n'est plus puissant et n'a plus rien à offrir en gage. Sa femme, qui semble plus fortunée, vit ailleurs. Il est acculé alors à la triste obligation, pour se libérer et se procurer le pain quotidien, de se mettre en rente viagère et de vendre son vieil hôtel de famille à un créancier moyennant un prix infime. Il économise même les frais d'un acte notarié ! un simple sous-seing déposé chez le notaire Vanderquand suffit :

Nous, Emmanuel Leberthon, propriétaire, demeurant en la commune de Saintes.

Et Nicolas Thomas Foucauld, propriétaire, demeurant commune de Saint-Savin de Taillebourg.

Sommes convenus de ce qui suit :

(1) Je ne lui connais qu'un frère prêtre : Jérôme, qui fut doyen du chapitre de Saint-Seurin de Bordeaux et vicaire général de l'archevêque (1775). Quand devint-il jacobin ? je l'ignore. En 1791 Cajétan demande à l'évêque de Saintes la permission de recevoir son frère le jacobin chez lui (*Mémoires de Taillet*).

Moi, Leberthon, ai vendu au dit Foucauld, une maison m'appartenant situé en cette commune, Grande rue, telle qu'elle est maintenant avec ses appartenances et dépendances, qui sont connues dudit Foucauld qui n'en demande point de plus ample désignation; en conséquence à compter de ce jour je me suis démis et désisté en sa faveur de la propriété d'icelle ;

Cette vente est faite, à la charge par ledit Foucauld : 1° De payer à mon acquit et décharge la somme de seize cents livres, savoir cinq cents livres au citoyen Revillé, marchand de bois ; deux cent quatre-vingt-cinq livres à Coindreau, boucher ; trente-deux livres à Bastard, serrurier ; et les sept cent quatre-vingt-trois livres à d'autres créanciers que je lui indiquerai dans un mois à compter de ce jour ; tous lesquels paiements devront être faits dans un an à dater d'aujourd'hui ;

2° Que je demeurerai quitte envers ledit Foucauld de la somme de trois mille six cents livres qu'il m'a prêtée à diverses époques antérieures à ces présentes ;

3° Enfin à la charge par ledit Foucauld de me servir pendant le cours de ma vie une pension viagère de la somme de six cents livres, cependant à cet égard il est convenu que moi, Leberthon, à compter de ce jour, prendrai ladite pension en nature chez le dit Foucauld dont le domicile à l'avenir sera à Saintes, à cet effet que sa table sera la mienne et que je serai traité avec les égards que comporte l'honnêteté et ma situation, convenu aussi que je le suivrai à la campagne lorsqu'il s'y retirera

Et comme il est nécessaire de prévoir ce qui peut arriver, nous convenons expressément que, dans le cas où par des raisons qui nous seraient particulières, et que l'avenir peut faire naître, nous voudrions nous séparer, alors nous aurions respectivement la faculté de choisir ou la pension en nature, ou le service d'icelle en numéraire, et dans ce dernier cas les termes en seront payés de trois mois en trois mois et à l'avance, même en denrées si ledit Leberthon le préfère.

Il est convenu en outre qu'indépendamment de la démission de propriété qui est expressément stipulée, moi, Leberthon, conserverai pendant ma vie la jouissance des appartements que j'occupe maintenant et qu'il en sera de même de ceux qui sont aussi occupés dans ce moment par mon frère le ci-devant Jacobin, tous lesquels appartements consistent dans trois pièces. Cependant pour ces derniers ma jouissance cessera à l'époque de son décès, et s'il me survit il la conservera jusqu'à sa mort.

Convenu aussi que j'aurai pendant ma vie la jouissance de l'écurie dépendante de la dite maison.

Et comme moi dit Leberthon ay quelques meubles qui garnissent l'appartement de mon frère et le mien, ainsi que ma bibliothèque, il est convenu que pour éviter tout mélange il en sera fait inventaire dans quinzaine, copie duquel je remettrai au dit Foucault.

Les conditions ci-dessus ont été stipulées et acceptées de toutes parties qui les ont rédigées double et de bonne foi.

A Saintes, le vingt-cinq brumaire an sixième de la République Française une et indivisible. Au surplus, nous déclarons évaluer à la somme de sept mille livres, tant le capital et la pension viagère, que les objets réservés en jouissance par moi Leberthon.

LEBERTHON : approuvant l'écriture ci-dessus et des autres parts.

Approuvé l'écriture ci-dessus et des autres parts : FOUCAULT.

« Enregistré au long à Saintes, le 9 frimaire an VI — Reçu
« quatre cent quatre-vingt-quatorze livres, septs sols, six de-
« niers pour quatre droits.

« Signé : TARDY. » (1)

Déposé pour minute à M^e Vanderquand, notaire à Saintes, suivant acte reçu par lui, en présence de témoins le 5 frimaire an VI.

Ce vieillard de 69 ans, presque au seuil du tombeau, — il mourra à 71 ans — ne manque pas d'une certaine grandeur,

Plus délabré que Job et plus fier que Bragance
Drapant sa gueuserie avec son arrogance.

Gueu, il l'est ! arrogant ? non ! le mot serait impropre, mais fier et ombrageux en ce qui touche sa dignité d'homme. Le voilà sans un sou vaillant, infirme, ayant perdu position, rang social, réduit à la seule compagnie d'un frère aussi indigent que lui, dans sa grande maison paternelle presque vide, abandonné par les siens (— on a remarqué qu'il ne parle ni de sa femme ni de sa fille —) ; ses anciens collègues, ses anciens subordonnés ne pensent plus à lui, ils se tiennent coi ou marchent avec

(1) L'acte est en l'étude de M^e Berthelot, notaire à Saintes.

les événements ; descendant de deux très'vieilles races de hauts magistrats, jadis honoré, puissant dans sa ville et la province, on ne l'abordait jamais qu'en l'appelant « Monsieur le président », on l'appelle maintenant citoyen (1) tout court — un mot qui doit bien déchirer son oreille ; — il est devenu l'égal des gens qui ne lui parlaient que chapeau bas et sollicitaient ses moindres faveurs. La nécessité l'oblige à vendre sa maison à un inférieur, à le suivre chez lui, à s'asseoir à sa table... Tout cela est très pénible ! il en souffre, l'instinct de la conservation le pousse à s'y résigner, il demande seulement qu'on ne le traite pas comme un homme de rien. Il tient à certaines marques de déférence ; son orgueil de baron, sa raideur de magistrat se cabrent à la pensée qu'un « homme de peu » pourrait oublier la distance qui les sépare quand même. Baron ! il l'est toujours, président ! il n'a pas encore pu s'habituer à l'idée qu'il ne l'est plus ! — Il le fut si longtemps ! ! — Il redoute un mot de familiarité déplacée, de plaisanterie, un acte irrévérencieux : Il est chatouilleux sur ce point, il ne veut pas ça ! Il le stipule. Naïveté ! Car aucune sanction n'est attachée à l'oubli de cette condition ! Et quelle sanction était-il capable d'imposer, condamné qu'il était à l'absolue impuissance ?

Pendant deux ans il vivra de la sorte, dans sa vieille maison qu'il occupe comme un locataire, au milieu de ses meubles fanés, usés, râpés et de ses livres, vieux témoins d'une splendeur lointaine. Le 5 fructidor an VIII (22 août 1800) il s'éteindra, isolé et, je crois, ignoré. C'était le troisième président du présidial qui mourait dans ce vieil hôtel. Deux étrangers, deux « appariteurs » illettrés et une femme iront faire la déclaration de décès à la municipalité. Ce président lieutenant général, naguère si honoré, qui, mort onze ou douze ans plus tôt, aurait eu des obsèques solennelles avec le déploiement de la pompe usitée pour les personnages de premier rang, aura l'enterrement d'un pauvre.

Sa femme décédera le 10 juin 1819, rue des Ballets, et aura près d'elle sa famille : ses neveux Charles-Francis Boscals de Réals et Hippolyte de Raignon qui iront la déclarer.

La branche cadette de cette vieille famille des Leberthon de Bonnemie s'éteignait misérable : la branche aînée dure un peu

(1) Voyez sur l'emploi forcé du mot, *Archives*, t. XXXIV, 166.

plus longtemps, mais finit dans des conditions aussi lamentables. Les fils des neveux de Cajétan subirent eux aussi le mauvais sort ; ils sont morts il y a peu d'années, dans l'île d'Oleron, victimes de la noire misère et des mauvaises suggestions qu'elle inspire.

*
* *

Où est située la maison vendue ? Dans tous les actes notariés, passés par les Leberthon, il est dit qu'ils habitent un *hôtel*, grand rue, paroisse Sainte-Colombe, composé d'un grand logis et de deux écuries, une devant, rue entre deux, et l'autre derrière. C'est, selon toute probabilité, la grande maison datée de 1605, de notre Grand'Rue Victor Hugo. Je l'ai déjà indiquée dans *Saintes ancienne*. Je dois d'autant moins me tromper qu'une confrontation de maison, sise rue du Loup, en 1786, mentionne la maison de Leberthon de Bonnemie comme mi-toyenne.

De la fin du XVII^{me} siècle à 1790 elle fut toujours habitée par le premier magistrat du Présidial, de là évidemment le nom de *présidial* que certaines gens du peuple lui donnent encore aujourd'hui. Preuve nouvelle qu'au fond des traditions populaires se cache souvent une bribe de vérité, difficile à dégager, mais que l'on a tort de négliger. Le Présidial ne s'installa jamais dans cette maison ; seul le chef de cette compagnie y habita pendant plus d'un siècle. Je limite à cette période d'années (probablement trop courte) la persistance de l'habitation des présidents au présidial dans cet hôtel parce que je ne sais pas du tout si Pierre de Gascq y précéda son fils. C'est possible, mais vu l'absence d'un document positif, je préfère me restreindre à Blaise de Gascq, en laissant dans les hypothèses, le séjour de Pierre. Je ne sais pas davantage comment les de Gascq l'ont eue, par achat ou par succession. L'alliance de Pierre avec Anne Marsault, sœur ou fille du président Jean Marsault, pourrait fournir une explication. La terre de Préguiillac semble leur être venue de ce côté-là. La maison aurait-elle la même origine ? C'est une face de la question qui reste encore obscure.

Le fait certain, c'est que Blaise de Gascq l'habita et que sa fille Louise la porta dans la famille Leberthon.

En 1735, à la mort de Blaise, elle est estimée 12.000 livres, parce qu'elle avait été augmentée d'un corps de bâtiment de 3.000. Dans la succession de Louise de Gascq (1768), son fils

Cajétan Leberthon la prend pour 16.000. On a vu combien il la vend.

Il serait très facile de nous introduire dans la maison, l'inventaire de 1755 en main et de reconstituer l'aspect des appartements tels que Leberthon les a habités, si nous en éprouvions la tentation. La distribution en a peu changé. Nous pourrions les remeubler par la pensée en lisant la description du notaire Senné. Je craindrais toutefois de lasser la patience du lecteur et de lui causer une petite déception. Un mobilier de 1755, chez un président de présidial, riche, doit être beau au moins en quelques appartements ! Eh bien non ! On y trouve beaucoup de meubles modestes déjà usés, beaucoup de sièges en bois blanc peint en gris ou recouverts avec une étoffe que Louise de Gasq revendique plusieurs fois comme venant de chez sa mère, de vieilles robes sans doute. Les murs sont tendus de tapisseries, comme de juste, à grands personnages ou en verdure, mais elles ne valent rien, les experts — deux femmes — les estiment à bas prix. Les tables, les bureaux sont en cerisier, garnis de cuivres argentés. Il y a des flambeaux, mais ils sont en « similar ». Les cheminées ont des garnitures en faïence du pays. Il est vrai que l'une d'elles est en faïence dorée, ce qui révèle une fabrication plus soignée que tout ce qui nous est parvenu ou une très rare exception, fantaisie de décorateur. Les lits ont dû être beaux avec leur damas à fleurs d'argent et d'or ; les fauteuils aussi en damas jonquille à fleurs d'argent. Tout cela fané.

Malgré tout ce sont les meubles cotés le plus cher. Les fenêtres ont des rideaux en toile peinte ou en cotonnade à carreaux ! Ce qui frappe le plus, c'est la quantité de thèses appendues. Il y en a dans tous les appartements (1).

(1) Voici quelques notes à l'intention des amateurs curieux de vieux mobiliers. La première salle, à gauche en entrant, où, dit le notaire, est mort le président (sans doute le père de Louise de Gasq parce qu'au premier étage, au dessus du « salon à manger » le notaire désigne une chambre « celle où le président Leberthon est mort ») était tendue de tapisseries à grands personnages de peu de valeur. Dans l'appartement étaient disséminés six fauteuils et six chaises ou caquetoires en vieille moquette, six fauteuils et six chaises en bois blanc peint en gris, garnis de paille, et un sofa de damas canelle. Sur la cheminée on voit une garniture de vases en fayence du pays, et de chaque côté deux branches en cuivre doré très fanées, dit le notaire. Au milieu de l'appartement pendent deux lustres et une lampe en verre blanc entre les lustres ; sur les murs sont accrochés un miroir de taille moyenne,

La bibliothèque comprend 239 numéros. Elle est formée en grande partie des livres de Marc-Antoine Leberthon probablement, auxquels Cajétan ajouta certainement. On ne peut guère en tirer d'enseignement sur les goûts de l'un ou de l'autre des possesseurs, car on y trouve de tout : des livres d'histoire, de littérature, de poésie, de philosophie, des œuvres badines, des romans, des traités de numismatique, de blason, même un *gradus ad Parnassum*, un dictionnaire allemand français et français allemand, une grammaire allemande, une *Pharmacopée* et une *chirurgie*. Je ne parle pas des livres de droit parce qu'il va de soi que dans un tel milieu ils sont nombreux, pas autant qu'on pourrait croire, cependant. C'est le libraire Delys qui fait

doré à chapiteau et une thèse dans un cadre. Le long des murs sont rangées trois tables à jeu à pied de biche garnies d'un tapis vert, recouvertes d'une couverture en étoffe appelée pintade et une table en noyer tourné. Et aux fenêtres des rideaux de cotonnade à carreaux.

A côté de cette salle un cabinet dans lequel se trouvaient deux pièces de tapisseries à verdure à petits personnages. Dans une petite salle à droite de la grande, un cabinet à quatre armoires en acajou, un bureau garni de cuivres dorés, un bureau à tiroirs en noyer couvert « d'une table en ardoise ». Une glace à trumeau sur la cheminée, une pendule au dessus sur un socle (estimée 120 liv.), une table en bois des fies, un canapé en bois blanc garni de paille avec son matelas et ses coussins. Dans une autre chambre, flambeaux en similor, deux thèses. Dans la salle à manger, une fontaine en cuivre, un grand poêle, quinze chaises en bois blanc et paille, rideau en toile peinte. Pas de table ! ! (Je ne vois pourtant pas Leberthon, dans sa splendeur, mangeant sur le pouce !).

Au premier, dans une chambre, un lit à la duchesse garni de velours vert et à damas cramoyé à fleurs d'or. Une commode en cerisier garnie de cuivres argentés, le dessus en marbre, un grand miroir à chapiteau, une duchesse de damas jonquille à fleurs d'argent avec sa couverture en toile peinte, six fauteuils de damas jonquille à fleurs d'argent (200 liv.), trois tabourets de tapisserie à gros point, un écran en noyer, avec tapisserie à petit point, garniture de cheminée en fayence du pays dorée (10 liv.), deux fauteuils au petit point, rideaux de fenêtres en toile peinte, cinq pièces de tapisseries à grands personnages (200 liv.), une table, une thèse. — Dans une chambre voisine de celle-ci, une commode à grands tiroirs et deux petits garnis de cuivres argentés. Une table et son cabaret en ébène verni de Chine, deux thèses. Dans la chambre au-dessus de la salle à manger deux lits jumaux à la duchesse, en damas avec fleurs or et argent très fanés, housses en cadis jaune (300 liv.), commode de cerisier à trois tiroirs avec cuivres argentés, miroir à chapiteau doré, fauteuil au petit point, quatre fauteuils à gros point, table de nuit en noyer, écran, bergère en damas, table en cerisier, deux tapisseries et deux morceaux dont trois à grands personnages et une verdure avec personnages (150 liv.).

l'estimation ; il ne cote pas cher, en général quelques sols, une, deux ou trois livres. Les ouvrages auxquels il attribue les prix exceptionnels sont un *Dictionnaire* de Bayle (pas d'année), 80 livres, ou des ouvrages de droit, les *arrêts* de Louet, 24 livres, la *coutume du Poitou* par Boucheul, 2 vol., 24 livres. En revanche le *commentaire de Méchin* ne vaut que 2 livres.

Que sont devenus ces livres ? La Révolution n'en confisqua pas, puisque Cajétan les possède, en 1798. Et cependant j'ai trouvé sur les rayons de la bibliothèque municipale de Saintes plusieurs ouvrages achetés par notre président. Comme la municipalité de 1800 n'affectait aucun fonds à l'acquisition de livres, et surtout de deux ou trois cents volumes, il faut croire qu'ils ont été vendus après décès, car les livres portant le nom de Cajétan-Leberthon existant à notre bibliothèque, ont été donnés par feu Edouard Amouroux, l'ancien chef de pension.

Ch. DANGIBEAUD.

III

DOCUMENT

ELECTION DE SAINTES. TERRES ET DOMAINES ENGAGÉS EN L'ÉLECTION DE SAINTES. — ANNÉE 1738.

(Communication de M. Léon Massiou. Copie d'une pièce aux *Archives Nationales*, P. 1199.)

Premier d'entrer dans le détail des différends droits, terres et domaines qui sont de la mouvance du Roy dans l'élection de Saintes, il ne sera pas hors de propos de parler de l'ancienneté de la ville de ce nom, d'établir les différents domaines qui y appartenait à Sa Majesté, les usurpations qu'on y a faites et qui se font journellement par l'autorité et le crédit des Evêques du lieu qui n'y possédaient anciennement qu'un petit fief, encore que la libéralité de nos Roys leur avait concédé mais qui osent aujourd'hui s'arroger la qualité de Seigneur de ladite ville dont ils étaient eux-mêmes vasseaux, eu égard aux biens qu'ils y possèdent ; le détail dans lequel on va entrer le fera sensiblement connaître et l'époque des tems qu'ont commencé les dites usurpations.

Le Roy, seul Seigneur de Saintes, Comté et Prévosté de Saintonge, Domaine de la Couronne (*Domanium sacrum*) dont relè-

vent les terres de ladite Comté et de la Tour du Pont de ladite ville qui a été dans les siècles passés une des provinces du Royaume de France des plus considérables et des plus anciennes : les monuments que les Romains ont laissé en ladite ville en font encore aujourd'hui foy.

La ville était anciennement située sur des hauteurs : il en reste encore quelques anciens vestiges, mais aujourd'hui le lieu où elle se trouve présentement assise était un marais ou poullier occupé par des cabanes de pêcheurs au pied de la tour, toutes lesquelles cabanes relevaient du Roy au devoir de certains droits appelés encore aujourd'hui droits d'anguillages. Elle est divisée en 4 paroisses : Saint-Pierre qui est la capitale et cathédrale, Saint-Macou, Saint-Michel et Sainte-Colombe.

Les Fauxbourgs. — Les fauxbourgs sont d'une grande étendue divisés en paroisse, fauxbourgs et port : la paroisse et fauxbourg Saint-Vivien, le fauxbourg Saint-Macou, celui de la Bretonnière, celui de Saint-Eutrope, celui de Saint-Palais qui ont chacun leurs paroisses : le port des Rochers, le port des Frères.

Il y a encore des anciens monuments de trois autres paroisses et qui faisaient partie de la ville qui ne subsistent plus et qu'on nommait Saint-Friou, Notre-Dame du Château et Saint-Marcou.

Il y a, dans la ville de Saintes, plusieurs fondations d'Eglises et maisons religieuses tant dans l'étendue de ladite ville que dans ses faubourgs.

L'Eglise Cathédrale. — Les plus considérables sont l'Eglise Cathédrale que Choppin dans sa *Police ecclésiastique*, chap. I^{er}, titres 11, 12 et 14, rapporte qui fut bastie par les ordres du Roy Pépin, père de Charlemagne, sous le nom et titre de Saint-Pierre et fondée de grandes terres et revenus, que Sa Majesté y a estably des chanoines et leur accorda un terrain en franche aumône qui équipolle a franc *allier* pour leur cimetière et bastir leur cloître ; ensuite, le siège épiscopal ayant été transféré en ladite Eglise pour en être la Cathédrale, le Roy ad decorum se *disepiscopy* conceda un fief aux seigneurs évêques dans ladite ville au devoir envers sa Majesté de 2 marcs d'argent payables à mutations.

L'abbaye royale de Notre-Dame. — L'abbaye royale de Notre-Dame hors les murs de la ville, fondée aussi par Sa Majesté avec de grosses terres et domaines considérables et

celles concédées par la libéralité des Roys avec le droit de fief et justice sur plusieurs terres et maisons et environs d'icelles, sa Majesté s'étant réservée la faculté de nommer l'Abbesse.

Le Prieuré de Saint-Vivien. — Le Prieuré de Saint-Vivien est réuni aux missionnaires de Rochefort, prétend fief et justice dans partie des fauxbourgs du même nom.

Le Prieuré de Saint-Eutrope. — Le prieuré de Saint-Eutrope dépendant de l'ordre d'iceluy prétent aussy tous droits de fief et justice dans la paroisse dudit fauxbourg: il y a aussi une fondation d'hospitalité qui estait anciennement desservie par un chanoine: construite dans le Fond du Roy au devoir de 40 sols par an, à présent desservie par les Frères de la Charité auquel le tout a été concédé.

Il y a plusieurs autres maisons religieuses qui sont aussy construites dans le Fond du Roy et, sans doute, à cette occasion fondées par quelqu'un de nos Roys de glorieuse mémoire mais dont on ne peut connaitre le titre n'ayant pu en obtenir la communication. Les Dominicains sont d'ancienne fondation dans le Fond du Roy: deux arrêts rapportés dans Béchét, sur *l'Usance de Saintonge* en font mention.

Les Révérends Pères Cordeliers. — Les Pères Cordeliers d'ancienne fondation: leur Eglise et couvent ayant été totalement ruinés par les Religionnaires, ils tinrent et desservirent la cure et maison presbitérale de Saint-Maur pendant plus de 60 années: un de leurs religieux nommé le Père Le Roy, confesseur de la Reine Anne d'Autriche engagea sa Majesté de la faire réédifier au-delà de la Porte des [d'Aiguère] hors la ville, ce qu'elle fit avec une magnificence toute royale, en sorte qu'ils passent avec raison aujourd'hui pour une des plus magnifiques maisons de cet ordre et dont l'étendue et la situation sont des plus avantageuses. Ce couvent ainsi réédifié par la piété, les soins et l'attention d'une grande reine ne peut l'avoir été que dans un fond du Domaine et chargée envers iceluy de quelque redevance annuelle de cens ou rentes: la conséquence est assez naturelle: cependant il n'en a été jusqu'à présent destroy (descouvert?) aucune n'y représenté titres justificatifs d'icelle.

Les Révérends Pères Récollets. — Les Révérends Pères Récollets fondés par M. de Montagne, Evêque de Bayonne, dans le lieu où étaient anciennement les Prisons royales auxquelles on a joint quelques terrains circonvoisins provenant encore d'une manière bien sensible qu'ils sont situés dans un

fond du Roy et qu'ils doivent être également chargés envers sa Majesté de quelques cens, rentes ou redevances annuelles : cependant il n'en a aussy jusqu'à présent été payé aucune, ny communiqué les titres qui les peuvent constater.

Les Révérends Pères Jésuites. — Les Révérends Pères Jésuites bastis sur un des emplacements ruinés du Château et vendu à M. de Pernes, Gouverneur de la Ville en 1630 dont il a fait don aux Jésuites, ce qui fait infailliblement servir à prouver qu'ils sont également situés dans le Fond du Roy et qu'ils doivent être tenus envers sa Majesté à quelques cens, rentes ou devoirs féodaux.

Les Religieuses Carmélites. — Les dames religieuses Carmélites ainsy que l'hôpital général sont bastis en le terrain qu'occupait cy devant la citadelle, ce qui encore doit servir à prouver que ces deux maisons sont situées dans le fond du Roy ; on ignore le temps de la nature de la fondation et par quoy elles ont été faites.

Les Religieuses de Sainte-Claire. — Les dames religieuses de Sainte-Claire fondées par M. de Dreux, fauxbourg du Palais, ainsy que les filles Notre-Dame, paroisse de Saint-Vivien, fauxbourg de Saint-Maur sont également situées dans le fond du Roy, mais on ignore s'ils sont chargés envers sa Majesté de quelque cens ou rente, ayant été jusques icy impossible de leur faire représenter le titre de leur fondation et les devoirs auxquels elles sont tenues à cet effet.

Le Séminaire. — Le Séminaire des Pères de la mission de Saint-Lazare fondé par M. de Bassompierre, Evêque, au-dessus du Port de la Rousselle qui est un lieu où se chargeaient les bois du Roy pour être conduits à Rochefort pour la construction des bâtimens du Roy, ce qui prouve encore qu'ils sont bastis dans un Fond de Sa Majesté et qu'ils sont dans sa mouvance et doivent être chargés de quelques droits et redevances annuelles de cens ou rente à son domaine, mais il a été également impossible de leur faire représenter les titres qui peuvent les justifier.

Les Sœurs grises. — Les Sœurs grises sur les fossés et remparts de la Ville auxquelles l'hôtel de ville s'estait sugéré de donner par baillette un jardin ou emplacement d'une étendue considérable à la charge de payer audit hôtel de ville une cens et rente énoncée par ledit acte de concession mais que le Receveur général du Domaine par ses continuelles attentions au

bien du Domaine du Roy a fait annuler au Bureau des Finances et il leur en a fait concéder un autre par MM. les Trésoriers de France de ce terrain à la charge de le tenir du Roy et de payer 16 livres de rente annuelle au Domaine de Sa Majesté.

Ce n'est pas seulement M. l'Evêque et l'hôtel de ville qui prétendent droit de fief et juridiction de ladite ville et dans les fauxbourgs, il y en a plusieurs autres comme l'Abbaye de Notre-Dame, le Prieuré de Saint-Vivien, le Prieuré de Saint-Eutrope, celui de Saint-Macou et de Notre-Dame-du-Château, le Fief de la Vigerie, de l'Homme et du Doyenné en sorte que le Présidial de cette ville qui était considérable avant les usurpations faites sur le Domaine du Roy se trouve insensiblement sans fonction et l'on en excepte les causes d'appel et le Roy frustré de ses redevances sous ces prétendus seigneurs qui ont anticipé sur les tenanciers du Roy, s'estant chacun à leur égard attribués sur leurs prétendus vasseaux un droit de juridiction quoiqu'il soit sensible que Sa Majesté n'a pas entendu inféoder ny céder aucune de ses Prétendues Seigneuries : la mouvance principale de cette ville de Saintes qui a été depuis plusieurs siècles apanage de la couronne et ville capitale, Comté et Prévôté de la province de Saintonge et qui est très considérable par son étendue, la fertilité de son terroir et de sa situation et qui a été décorée du Présidial auguste et dans laquelle il a été construit aux dépens de la Couronne : le Palais, la Prévôté, l'Hôtel de Ville, les Prisons royales, les halles et minage et établi les foires et marchés dont on a également usurpé les droits comme les autres féodaux qui ne peuvent équitablement appartenir qu'à Sa Majesté. Le détail de ce qu'on a pratiqué pour y parvenir serait d'une trop longue étendue, pourquoy on se contentera de rappeler seulement les principales circonstances de ce qui a été exercé par Messieurs les Evesques ou leur agent pour envahir plus des trois quarts du Roy dedans et hors la ville comme étant l'usurpation la plus considérable et celle qui a porté un préjudice plus notable à Sa Majesté par le caractère du Seigneur et les titres qu'on a fait fournir pour y donner quelques fondements.

La Cens due au Roy. — La cens due au Roy pour chaque maison et tenement n'est que de 4 deniers sous vulgaire dénomination de cens ou droit d'anguillages qui cependant, malgré la modicité de sa qualité, montaient, suivant le tarif de 1727, à 103 livres, se trouve aujourd'hui réduite à moins de 60 livres pour

les mouvances qu'on en a distraites pour les arroger au prétendu fief de l'Evêché. Cette différence frappa si fort Messieurs du Parlement de Bordeaux qu'ils ordonnèrent, par un arrêt de 1662, à M. l'Evesque de picqueter son fief, le Procureur du Roy, le Receveur général du Domaine et autres parties intéressées présentes et duement appelées, ce que Messieurs les Evesques n'ont jusqu'à présent point voulu exécuter, crainte de se procurer un dommage trop considérable pour les restrictions que ce picquement donnerait à leurs fiefs, quelque diligence qu'on ait faite pour les y obliger, qu'ils ont toujours sçu éluder par leur crédit : au contraire, les agens de Messieurs les Evesques et nommément de M. de Beaumont qui est à présent en place, pour mieux cimenter leurs dites usurpations sur le fief du Roy et celles faites par ses prédécesseurs ont engagé ce Seigneur d'obtenir arrest du Conseil sur une simple requête non communiquée aux officiers du Domaine pour y donner leur réponse qui lui permet de vérifier son fief et en vertu duquel ils se sont appliqués à dresser des mémoires qu'ils appellent censifs où ils ont compris tant ceux qui peuvent être de leur mouvance que de ceux qui sont incontestablement depuis longues années dans celles du Roy et en vertu de ce prétendu censif, ils ont renouvelé les baillettes de ceux qui en avaient et en ont fourny à ceux qu'ils avaient insérés dans ledit prétendu censif et qui relevaient du Roy, soit en les intimidant, par menace de la disgrâce de M. l'Evesque, soit en modérant et permuttant même la nature de cens et rente dues au Roy et leur faisant envisager qui leur était indifférent de quel Seigneur ils fussent mouvans puisque leurs cens en était plus modique, y en ayant plusieurs qui payaient anciennement de cens et rente au Roy 6 livres et 3 livres, qui sont seulement aujourd'hui tenus par les nouvelles baillettes qu'on leur a délivrées de fournir le droit de fourches en pré, c'est-à-dire d'envoyer une servante annuellement une fois, au temps des fauches, fener les foin de la prairie de M. l'Evesque ou de payer 5 sols. Cette modique redevance accompagnée de promesses, menaces, de quittances gratuites d'anciens arrérages dus au Roy, endossements de quittances, de lots et ventes sur contrats gratuitement avec tout l'effet qu'on en pouvait espérer pour englober le fief du Roy sur quelques esprits timides et lâches, mais elle a cependant trouvé plusieurs obstacles sur quelques personnes censées et judicieuses qui ont voulu rester fidèles à leur Seigneur et qui a occasionné plusieurs

procès à la juridiction de M. l'Evesque où ils ont été presque tous terminés à son avantage quoique des actions de pareille nature eussent dû être portées au Bureau des Finances, seul tribunal capable de connaître en la généralité des droits et mouvance de Sa Majesté, mais ce party ne serait pas convenu aux agens de M. l'Evesque pour réussir dans leur projet d'enlever à Sa Majesté tout son Domaine en ladite ville de Saintes et de le réunir à celui de ce Seigneur. Ils ont même poussé leur zèle plus loin et, non content de s'être emparés par les moyens qu'on a allégués de la majeure partie du Domaine du Roy, ils ont mis tout en usage pour priver Sa Majesté du droit de foire qui depuis un temps immémorial n'est attribué qu'à elle et duquel droit les précédents évêques de Saintes n'ont jamais jouy ny même tenté de le contester à leur légitime et souverain Seigneur : un petit détail de cette circonstance en prouve la vérité.

Les foires de Saintes. — Il se tient, tous les ans, une foire dans la ville de Saintes ou plutôt au Pré le Roy, le lendemain des Festes de la Pentecôte : elle est d'institution royale pour vente de bestiaux, plusieurs marchands y étalant des marchandises de toute espèce et payant des droits de foire réglés par des tarifs : au bout du pont sont deux emplacements sur le bord de la rivière, l'un, à droite, en forme de quay ou terrasse assurée contre les inondations par un mur d'une épaisseur considérable et construit aux dépens du Roy : c'était, en ce lieu, anciennement que les marchands étalaient, les jours de foires, leurs marchandises : l'autre, situé, à gauche, descendant en pente douce à la rivière, était destiné au même usage et ces deux emplacements avaient été donnés par Sa Majesté au nommé Jean Dobba qui avait consenty d'iceux un arrentement envers le Domaine du Roy au devoir de 4 livres de cens et rentes annuelles et la faculté d'y percevoir le droit d'estalage, le jour de la foire ; il fallait donc commencer par les agens de M. l'Evesque, pour luy attribuer le droit de ladite foire, par s'arroger ces deux emplacements et voilà la manière qu'ils ont tenu pour y parvenir sous l'Episcopat de M. de Bassompierre, Evesque de Saintes ; une partie des Ponts étant tombés, ils furent rétablis aux dépens du Roy, mais l'Entrepreneur, peut-être sans aucune conséquence et seulement dans la seule vue de faire sa cour à M. l'Evesque, y fit placer ses armes à l'une des arches et comme le petit monument est posé du costé de ses

emplacements, il a servi de prétexte à son successeur pour s'en faire un titre pour enlever la propriété au nommé Dobba, en changer la mouvance et les arroger au devoir de 40 sols de rente directe : c'est sous ces conditions qu'on les a cédé au nommé Charbonnier dans le premier desquels il a fait bastir des maisons en sorte que ce fond qui estait dans la directe du Domaine au devoir de quatre francs a passé en celui de l'Evesché au devoir de 40 sols : c'est aussy aprochant de cette manière mais avec un peu plus de violence qu'on a enlevé au Roy la prairie basse et qu'on l'avait cédé au nommé Lagarde au devoir de 20 sols lequel s'estait mis en devoir d'y faire construire des boutiques mais comme on y forme opposition de la part de l'Inspecteur à la voirie et qu'il craignit une affaire sérieuse avec le Bureau des Finances, il a cédé son prétendu arrentement à un autre particulier qui n'en a fait aucun usage : cela n'a point ralenti le zèle des agens de M. l'Evesque pour lui arroger le droit de ladite foire, puisque, les marchands ayant été obligés de se rependre dans les rues, ils ont été également empeschés de payer aux préposés pour recevoir les droits des foires dus au Roy, ceux qui lui étaient légitimement dus en alléguant que c'est la foire de M. l'Evesque, que le Roy n'y a rien : non contents de parler de la sorte, ils ont envoyé des commissaires qu'ils ont fait accompagner par des sergents pour lever au nom dudit Seigneur Evesque le droit de ladite foire qu'ils ont tarifés au double des droits qui se paient coutumièrement soit à Jean Dobba, donataire du Roy ou à son Domaine ; ils ont cependant eu les ménagements, premier d'en venir à cette violence, de commencer par recevoir conjointement, avec le Fermier du Domaine du Roy, les droits de ladite foire, mais depuis ils les ont exclus tout a fait en défendant aux marchands de luy rien payer et en ajoutant à cette défense les violences dont on a parlé ; en vain a-t-il allégué pour moyens invincibles de son droit et les concessions qui lui ont été faites et la nature de la foire qui est d'institution royale et le lieu où elle se tient qui est la ville de Saintes et pour la vente des bestiaux, la prée du Roy, rien n'a pu luy servir pour le maintenir en son droit et on a obligé les marchands de s'assembler dans la pièce basse qu'ils ont aussy enlevé au Roy de la même sorte comme on l'a déjà establi : il y a-t-il donc jamais eu un dessein mieux concerté et mieux exécuté que celui dont on vient de parler pour s'arroger des mouvances, un fief de prairies et un droit de foire et en

dépouilla le vray et légitime souverain : il n'est donc pas surprenant s'il ne reste plus au Roy, en ladite ville de Saintes, que quelques restes ou vestiges de justice et quelque petit nombre de tenanciers de domaines situés aux environs de la halle et poissonnerie : encore sont-ils journellement inquiétés par les émissaires et sergents de l'Evesché qui, tous les ans, leur réitérent des sommations de fournir à M. l'Evesque le droit de fourche en pré. Ces procédures toutes injustes qu'elles sont ont engagé les nommés Laurenceau et Franc de prendre des baillettes de M. l'Evesque quoique leurs maisons fussent certainement de la mouvance du Roy au devoir chacun de 3 livres, en sorte qu'ils ne reconnaissent plus aujourd'hui ny la directe ny la mouvance du Roy : il n'y a point d'années qu'il ne s'en détache d'autres pour grossir celle de M. l'Evesque en sorte qu'il est à présumer, si le Conseil n'a la bonté de faire attention aux mémoires qu'on luy a présenté à cet effet, que la juridiction de M. l'Evesque soit la seule reconnue dans la ville : aussi a-t-il osé (circonstance qu'on raporte sans toucher au respect qui luy est dû) se califier Seigneur Evesque de Saintes quoique tous ses prédécesseurs se fussent bornés à ne prendre que la qualité d'Evesque dudit lieu sans y joindre celle de Seigneur qu'ils savaient bien ne devoir pas leur appartenir ; quelle induction ne doit-on pas tirer d'usurpation faite avec si peu de ménagement, sans titre ny prétexte qui les puissent autoriser, où l'on n'a ménagé ny l'adresse ny la violence, où le Roy et le public sont si fort intéressés, si ce n'est d'espérer que le Conseil et les juges préposés à la réformation de tels abus et à la conservation des mouvances du Roy y donneront toute leur attention pour les réprimer et remettre les choses en l'état qu'elles étaient avant lesdites usurpations : c'est le motif qui a engagé le receveur Général du Domaine qui ne peut parvenir seul, s'il n'est secondé d'une force majeure qui puisse équipoller au crédit de M. l'Evesque, à faire un détail si sincère desdites usurpations qui quelque étendu qu'il soit ne contient pas cependant encore mille circonstances plus préjudiciables les unes que les autres aux droits du Roy dans ladite ville par les efforts qu'on fait journellement pour l'anéantir tant de la part de M. l'Evesque que d'autres qui ont osé, sur ses traces et en suivant son exemple, faire leurs efforts pour se l'arroger, mais, qui ne pouvant opposer un pareil crédit à la vigilance des officiers préposés pour veiller à sa conservation ont été obligés de recon-

naitre l'injustice de leur procédé à cet égard et ont tranquillement vu casser les prétendues baillettes ou concessions qu'ils avaient faites de terrains du Roy et d'attributions à leurs mouvances : c'est cependant cette ancienne ville des Gaules, capitale de province, que les étrangers visitent avec curiosité et y remarquent avec satisfaction et plaisir les antiquités dont elle fut armée et y observent curieusement les restes d'amphithéâtre, d'aqueducs et ses arcs de triomphe, emplacements et monuments qui porte un caractère si respectable qu'il n'est pas permis de penser que les Roys ayant voulu en céder la directe par aucunes concessions qu'elle se trouve aujourd'hui indépendante à cet égard de Sa Majesté et sous la puissance d'un Seigneur qui n'y a jamais eu aucuns droits mais qui ne pourra prescrire contre celui du Roy de quelque nombre de titres que les Agents et luy s'efforcent de se faire fournir pour l'autoriser et qu'il doit apprendre tost ou tard qu'on ne donne à son prétendu sief en cette ville les justes bornes qu'il doit avoir et qu'il ne soit condamné à la restitution envers le Domaine des droits féodaux qu'il aura perçus et aux dommages-intérêts envers le Roy proportionnés aux vexations que ces gens auront occasionné, à la perte que souffre Sa Majesté de la privation, depuis longues années, des droits qui luy sont légitimement acquis.

IV

LE DOCTEUR JOSEPH-IGNACE GUILLOTIN

(Suite.)

Le 12 septembre, il propose l'établissement d'un comité de santé qui serait composé des médecins députés à la Constituante, et de six ou de tel autre nombre de ses membres qu'elle jugerait convenable, nommés au scrutin de liste dans les bureaux. Ce comité devait avoir pour mission de s'occuper « de tout ce qui est relatif à l'enseignement et à la pratique de l'art de guérir, des établissements salutaires dans les villes et les campagnes, et spécialement de tous les objets qui peuvent intéresser la salubrité publique... »

«...Gothique dans son enseignement, disait Guillotin dans « l'Exposé des motifs du projet de décret, livrée au brigandage « le plus affreux et le plus funeste dans son exercice, surtout « dans les campagnes, sans cesse dévastées par la plus auda-

« cieuse impéritie, la médecine a besoin d'être régénérée pour le salut des citoyens... (1) ».

Un député de Montargis, Gillet de la Jacqueminière, accueillit la motion par cette réflexion semi-ironique : « Si ce comité ne vous fait pas de bien, il ne vous fera pas de mal. »

Néanmoins la proposition de notre concitoyen fut adoptée avec un amendement de Malouet, député de Riom, qui adjoignait à ce comité un nombre de membres égal à celui des médecins qui la composeraient (2), mais, à la séance du 14 septembre, La Rochefoucault-Liancourt la fit rapporter, en grande partie du moins, car il fit déclarer par la Constituante « qu'elle bornait à l'enseignement de la médecine et à la partie scientifique de cet art l'attribution du Comité de Santé (3) ».

Le 30 avril 1791, Guillotin au nom des commissaires de la salle, propose l'adoption d'un « tableau d'appel nominal », inventé par le sieur Guiraut (4), « citoyen de Bordeaux », « pour économiser le temps des secrétaires et leur éviter la plus petite erreur », cet appareil permettant de voir « d'un seul coup d'œil et d'une façon précise et certaine le recensement des voix » ; mais l'Assemblée, avant de prendre une décision, chargea le comité de Législation de lui donner son avis sur l'invention qui lui était soumise. A la séance du 15 juin 1791, après un rapport de Le Chapelier, au nom du comité de législation, et sur la motion de Merlin de Douai, elle ordonna les essais de cette machine (5).

III.— Guillotin fut, pendant toute la durée de la Constituante, l'un des commissaires de l'Assemblée Nationale ou « de la

(1) *Projet de décret sur l'enseignement et l'art de guérir*, présenté au nom du comité de salubrité, par M. Guillotin, député de Paris, imprimé par ordre de l'Assemblée Nationale. A Paris, de l'Imprimerie Nationale, 1791.

(2) *Moniteur* du 13 septembre 1790, n° 256, *Archives parlementaires*, t. XVIII, p. 718 et 719.

(3) *Moniteur* du 15 septembre 1790, n. 258, *Archives parlementaires*, t. XVIII, p. 748 et 749.

(4) François-Elie Guiraut, inventeur de l'art logographique, ancêtre de la sténographie, membre de la Commune de Paris, après le 10 août 1792, auteur du *Tableau scrutateur*, destiné à faciliter les opérations électorales, du *Secrétariat national* et du *Tableau d'appel nominal*, créa le *Logotachigraphe*, journal de la Convention Nationale (129 numéros jusqu'au 10 mai 1793), et fut plus tard un des fondateurs du *Constitutionnel*. Hatin, *Bibliographie de la Presse*, p. 241, F. Didot, 1866, in-8.

(5) *Archives parlementaires*, t. XXV, p. 472 et 473 et t. XXVII, p. 237-238.

salle », comme on disait alors (1). On se rappelle que, le 17 juin 1789, il avait été chargé par l'Assemblée de présider à tous les changements nécessaires à la construction et à un meilleur aménagement du local où elle se réunissait (les Menus). Pendant tout le temps du séjour de l'Assemblée à Versailles, il resta le seul commissaire, chargé par elle de veiller à la police, à la sûreté et à la salubrité de la salle de ses séances. Au mois d'octobre 1789, lorsque sa translation à Paris fut décrétée, on lui adjoignit les cinq commissaires, dont nous avons donné les noms plus haut, mais, même après cette adjonction, notre concitoyen, en raison incontestablement de ses connaissances techniques, resta le vrai questeur, comme on dirait aujourd'hui. Ce fut lui qui s'occupa d'une façon toute spéciale de l'organisation matérielle de l'Assemblée et veilla, avec un soin scrupuleux, au bon ordre, à la propreté, à l'hygiène des locaux, servant à l'installation de la Constituante. Il fit, en particulier, placer des paratonnerres sur l'édifice et installer, dans la salle des séances, sous la direction du célèbre physicien Leroi, de l'Académie des Sciences, pour purifier l'air, des ventilateurs, ou « *machines hydrophoriques* », qui, disait leur inventeur, le sculpteur mécanicien Teillard, avaient « la propriété d'attirer les miasmes et de les neutraliser (2) ». Le 15 décembre 1790, Guillotin améliora sensiblement l'éclairage des locaux de l'Assemblée en substituant aux bougies employées jusqu'alors « des lampes à courant d'air et à cheminée » (3) etc.

Par sa vigilance et par le maintien d'une police sévère, le digne docteur réussit, autant qu'il était en son pouvoir, à écarter de la salle les mauvaises odeurs et les exhalaisons putrides, provenant du défaut d'écoulement des eaux et de propreté dans le passage des Feuillants, obstrué par des boutiques, qui gênaient la circulation aux abords de l'Assemblée et facilitaient

(1) Les commissaires de l'Assemblée Nationale ou de la salle étaient chargés des attributions confiées aujourd'hui aux questeurs (ou du moins s'en rapprochant beaucoup). Cf. M. A. Brette, *op. cit.*, p. 31.

(2) *Mémoire des ouvrages faits par Teillard pour l'Assemblée Nationale*, 27 janvier 1791 (Archives Nationales C. 132), cité par M. A. Brette, p. 188. Dans son *Rapport* du 30 août 1791 (Voir *infra*), Guillotin donne le nom de *ventilateurs*, aux appareils fournis par Teillard, à qui il fut payé 702 livres à cette occasion.

(3) *Compte rendu et Rapport présenté à l'Assemblée nationale par les commissaires de la salle*, imprimé par ordre de l'Assemblée.

les vols, qui s'y commettaient journellement. Il finit aussi par obtenir la suppression des échoppes. Mais, pour arriver à ces résultats, il dût adresser plus d'une plainte à la municipalité parisienne (1).

Ce n'étaient pas les seules causes de difficultés et de soucis que Guillotin, — qui assumait seul, semble-t-il, le travail des commissaires, — rencontrait dans l'accomplissement de sa mission.

Il lui fallait intervenir dans les conflits commerciaux qui éclataient assez fréquemment entre les cafetiers, buvetiers et restaurateurs, autorisés à s'établir dans les passages conduisant à l'Assemblée, ou dans son enceinte [cours des Feuillants, du Manège, jardin des Capucins, etc.] (3).

Il lui fallait empêcher l'envahissement des tribunes réservées par la foule, qui, pour conquérir des places aux séances de l'Assemblée, se livrait à de véritables batailles (3).

Et, comme les journalistes étaient quelquefois obligés de passer des nuits entières pour s'assurer des places, et que leurs plaintes à ce sujet étaient nombreuses, on avait pris l'habitude, pour leur donner satisfaction dans la mesure du possible, de leur accorder, malgré l'exiguité des locaux, l'autorisation de faire, à leurs frais, des modifications dans les tribunes.

Cet usage rendait très souvent difficile le rôle des commissaires de la salle, spécialement celui de Guillotin, qui d'ordinaire délivrait seul les autorisations nécessaires (4).

(1) Voir à ce sujet M. Alexandre Tuetey, *op. cit.*, t. III, n° 2500, 2688, 2689. Cf. M. A. Brette, *op. cit.*, p. 188.

(2) Voir notamment *Procès-verbal de la Constituante* du 23 janvier 1791, où il est question d'un conflit de commerce entre le restaurateur Louis-Charlemagne David et le cafetier Robert Payen, tous deux établis dans le jardin des Capucins. Cf. M. A. Brette, *op. cit.*, p. 190.

(3) M. Alex. Tuetey, *op. cit.*, t. II, n° 288 ; M. A. Brette, *op. cit.*, p. 184.

(4) Autorisations à Beaulieu et Eury, rédacteurs du *Journal du Soir* (6 décembre 1790) ; à Joubert, rédacteur du journal *l'Assemblée Nationale et Commune de Paris* (9 juin 1791) ; à Etienne Feuillant, rédacteur du *Journal sans Réflexions, dit Journal de la rue de Chartres* (2 juillet 1791) ; à Alexandre Tournon, rédacteur du *Mercure Universel* (29 septembre 1791), etc. — Voir A. Tuetey, *op. cit.*, t. II, n° 2850, 2858, 2861, 2864 et sur les journaux ou rédacteurs sus-nommés, consulter *Bibliographie de l'Histoire de Paris pendant la Révolution Française* par Maurice Tourneux, t. II, n° 10535, 10387, 10532, 10641 ; Hatin, *Bibliographie*, p. 175, 153, 214, 177 ; le *Dictionnaire de la Révolution* du Dr Robinet et le *Dictionnaire des Parlementaires* par Ad. Robert, Cougny et Bourloton.

En effet les journalistes, dont les rapports n'étaient pas parfois des plus cordiaux, avaient, à l'exemple des vulgaires boutiquiers, des différends, auxquels il fallait mettre un terme, ce qui n'était pas une tâche toujours aisée; mais Guillotin possédait le tact et l'adresse qu'elle exigeait pour la bien remplir. Nous ne citerons comme exemple que la solution adroite qu'il donna au conflit qui s'était élevé entre Hugues Bernard Maret, le futur duc de Bassano, rédacteur à la *Gazette Nationale* ou *Moniteur universel* et Etienne Le Hodey de Saultchevreuil, rédacteur du *Journal l'Assemblée Nationale Permanente* ou *Journal Logographique*, au sujet de la possession d'une partie de la loge concédée au *Moniteur*. Guillotin, d'accord avec ses collègues, décida, le 30 décembre 1790, de faire passer Beau-lieu, rédacteur du *Journal du Soir*, concessionnaire conjoint avec Le Hodey de deux places dans le fond de la loge, occupée par le *Moniteur*, dans la tribune de de Saint-Martin, rédacteur du *Journal des Décrets*, au lieu d'Etienne Méjan, rédacteur du *journal l'Assemblée Permanente*, qui le remplaça dans la tribune de Maret (1).

A la séance du 2 août 1791, sur la motion d'un de ses membres, l'Assemblée nationale décréta que les commissaires de la salle seraient tenus de « livrer à l'impression l'état des constructions, réparations et dépenses de tout genre qui avaient été ordonnées par eux tant au dedans de la salle des séances qu'au dehors, tant dans la maison des ci-devant Capucins que dans celle des Feuillants, d'en justifier l'utilité ou la nécessité, de faire distribuer ledit état aux membres de l'Assemblée et de faire sur ce leur rapport (2).

Guillotin fut chargé par ses collègues de rédiger le compte rendu prescrit par la résolution de l'Assemblée et termina son travail en quelques semaines. Le 30 août, le rapport était prêt et signé par lui et les autres commissaires, et son auteur le présentait à la Constituante le 29 septembre 1791, veille de sa séparation. Nous regrettons, à cause de sa longueur, de ne pou-

(1) M. A. Tuetey, *op. cit.*, t. II, n° 2853. Voir sur Maret, *Nouvelle Biographie Générale*, Hœffer Didot, t. XXXIII, p. 535.

(2) *Archives parlementaires*, t. XXIX, p. 107. D'après leur version, le membre qui déposa cette motion serait Gombert (Martin), député du Tiers pour le bailliage de Chaumont-en-Bassigny (Haute-Marne), le *Journal de Paris*, n° du 3 août 1791, nomme au contraire Babey (Pierre-Marie-Athanase), député du Tiers pour le bailliage d'Aval en Franche-Comté.

voir donner le texte de cet important document, très bien ordonné, très clair, très complet, qui contient tant de détails curieux sur l'installation matérielle de l'Assemblée Constituante. Nous nous bornerons à dire qu'il résultait de ce compte rendu que la dépense de l'Assemblée Nationale depuis l'établissement des Etats-Généraux jusqu'au 1^{er} juillet 1791 s'élevait en totalité à la somme de 1.239.489 livres 8 sous 10 deniers (1).

Le désir, exprimé par Guillotin dans la conclusion de son rapport, celui de voir honorer de l'approbation de l'Assemblée Nationale les efforts faits par ses commissaires pour mener leur mission à bonne fin, fut pleinement exaucé.

Quand il eût terminé sa lecture, Lavie député des bailliages de Befort et d'Huningue, s'écria : « Nous l'avons lu (le compte rendu) et nous avons trouvé que vous n'avez pas fait trop de dépenses en dépit des ennemis de la Révolution »; et, un peu après, en réponse à une question adressée au rapporteur par de Folleville, député du bailliage de Péronne, le même Lavie, ajoutait : « Moi, je dis que si, dans quatre cents ans, pareille révolution a lieu, il est à désirer que ceux qui seront à notre place, ne fassent pas plus de dépenses que nous (2) ».

Sur ce, l'Assemblée passa à l'ordre du jour sans qu'une seule voix se fut élevée pour protester contre l'éloge décerné à l'œuvre accomplie par Guillotin et ses collaborateurs.

Mais en dehors du Parlement, notre concitoyen fut l'objet des plus virulentes attaques au sujet de la façon dont il s'était acquitté de sa fonction de commissaire, de la part au moins des partisans de l'ancien régime, qui ne pouvaient pas lui pardonner d'être l'auteur de la *Pétition des citoyens domiciliés* et même des *patriotes* les plus fougueux. Nous trouvons la preuve de la bilieuse acrimonie de ces derniers dans l'opuscule suivant, publié, en 1792, sous ce titre : *Véritable portrait de nos législateurs* (3), et dont voici un extrait : « Ce méde-

(1) Le document est daté : « Au bureau des commissaires, le 30 août 1791 ». La minute de ce compte rendu, portant les signatures autographes des commissaires, est conservée aux Archives nationales sous la cote C. 132. Les *Archives parlementaires*, t. XXX, p. 71 et suiv., en ont publié le texte comme annexe à la séance du 30 août 1791.

(2) *Archives parlementaires*, t. XXXI, p. 625.

(3) Nous devons la communication de cet écrit, qui ne porte pas de nom d'auteur, à l'obligeance de M. Maurice Martineau, le bibliophile saintais si connu, qui a bien voulu mettre aussi à notre disposition les documents en

cin (Guillotin) aristocrate, rampant, ne mérite guère d'être connu que par le genre de despotisme qu'il exerçait dans l'Assemblée en qualité de commissaire-inspecteur des bureaux. Il a dépensé, sans aucun ordre, 1.200.000 livres à remuer des plâtras, faire et défaire des cloisons, placer et déplacer des ventouses et des latrines. Toute la phalange des commis de l'Assemblée étaient de son choix, ainsi que les cafetiers, les traiteurs, les marchands de livres, d'estampes ou de bijouterie. Certes, pour un représentant de la nation, choisi dans le département de Paris, ces fonctions n'étaient pas très importantes, mais elles avaient leur agrément, leur utilité personnelle...» *In cauda venenum*. Par ces derniers mots, on voulait, sans doute, donner à entendre que le digne député de la capitale avait bien pu commettre des malversations, des *tripotages* selon l'expression consacrée à notre époque. Mais passons. Ces insinuations malveillantes, ces misérables calomnies ne sauraient entacher la mémoire de l'honnête Guillotin, ni prévaloir contre le public hommage, que le député Lavie, se faisant l'interprète de ses collègues, lui rendait à la séance du 29 septembre 1791.

§ 4. — *Les six articles de Guillotin. — Son rôle dans l'adoption de la machine dite de son nom Guillotine. — Le rapport du docteur Louis. — Les essais et les débuts de la Guillotine. — Pendant la Terreur. — Guillotin à l'hôpital militaire d'Arras. — Son arrestation. — Controverses physiologiques sur le supplice de la Guillotine.*

I. — La tradition populaire veut encore aujourd'hui que le fameux médecin ait été l'inventeur de la machine, qui lui a valu sa funèbre célébrité. Quoi de surprenant que le vulgaire persiste dans cette croyance quand on voit un écrivain, tel que Maxime Ducamp, partager cette erreur: « L'instrument, qu'on appelle

sa possession, relatifs à Guillotin, et à qui nous sommes heureux d'adresser ici un témoignage de notre sincère gratitude. *Le véritable portrait de nos législateurs, ou galerie des tableaux exposés à la vue du public le 5 mai jusqu'au 1^{er} octobre 1791* (Paris, 1792, in-8°), est attribué à Éden-L. Alexis Dubois de Crancé, membre du club des Jacobins. (A. Barbier, *Dictionnaire des ouvrages anonymes*, t. VII, 2^e partie, p. 930).

aujourd'hui les bois de justice, fut inventé, dit-il, nul ne l'ignore, par Guillotin, un médecin philanthrope et fort doux » (1).

Toutefois, il faut le reconnaître, notre concitoyen ne fut pas absolument étranger à l'adoption de la terrible machine, et nous allons examiner, d'une manière complète, la part réelle qu'il prit à cette mesure, ainsi que le rôle qu'il a joué comme législateur, relativement aux réformes à apporter dans la jurisprudence criminelle et dans le code pénal.

Le 6 octobre 1789, l'Assemblée Nationale ouvrit la discussion sur la réformation de la jurisprudence criminelle, proposée par son Comité des Sept (2), et, après un rapport de Briois de Beaumetz, député de la noblesse de la province d'Artois, elle vota successivement vingt-huit articles, ayant pour objet dans leur ensemble : 1° de rendre publique la procédure de l'instruction; 2° d'accorder à l'accusé, décrété de prise de corps pour quelque crime que ce fût, le droit de se choisir un conseil; 3° d'admettre, en tout état de cause, les faits qu'il proposait pour sa justification; 4° de fixer le nombre de voix nécessaire à la validité d'une condamnation; 5° d'abolir la *sellette* au dernier interrogatoire et la *question* dans tous les cas (3).

Le 10 octobre 1789, Guillotin montait à la tribune et y lisait six articles qu'il avait rédigés et qui étaient comme le complément des profondes et essentielles modifications apportées à la jurisprudence criminelle jusque là en vigueur.

« Article I^{er}. — Les délits du même genre seront punis par le même genre de peine, quels que soient le rang et l'état du coupable.

« Article II. — Les délits et les peines étant personnels, le supplice d'un coupable et les condamnations infamantes quelconques ne peuvent imprimer aucune flétrissure à sa famille.

(1) *Paris, ses organes, ses fonctions, sa vie*, t. III, p. 358. Paris, L. Hachette, 1872.

(2) Le comité de législation criminelle, dit comité des Sept, à cause du nombre de ses membres, avait été créé le 14 septembre 1789. Il était composé d'hommes de loi ou d'anciens magistrats, parmi lesquels nous citerons, Le Berthon (André-Benoît-Hyacinthe), premier président au Parlement de Bordeaux, député de la noblesse de la sénéchaussée de cette ville.

(3) *Archives parlementaires*, t. IX, p. 215. Décret des 8 et 9 octobre 1789. Voir *Collection des lois*, par J.-B. Duvergier, tome I^{er}, p. 48. La loi du 8 décembre 1897 a renouvelé pour l'accusé la faculté de s'adjoindre un conseil, mais n'a pas rétabli la publicité des actes de l'instruction.

L'honneur de ceux qui lui appartiennent n'est nullement entaché, et tous continueront à être admissibles à toutes sortes de professions, d'emplois et de dignités.

« Article III. — Les confiscations des biens des condamnés ne pourront jamais être prononcées, en aucun cas.

« Article IV. — Le corps du supplicié sera délivré à sa famille, si elle le demande. Dans tous les cas, il sera admis à la sépulture ordinaire, et il ne sera fait sur le registre aucune mention du genre de mort.

« Article V. — Nul ne pourra reprocher à un citoyen le supplice ni les condamnations infâmantes quelconques d'un de ses parents. Celui qui osera le faire sera réprimandé par le juge. La sentence qui interviendra sera affichée à la porte du délinquant. De plus, elle demeurera affichée au pilori pendant trois mois.

« Article VI. — Dans tous les cas où la loi prononcera la peine de mort contre un accusé, le supplice sera le même, quelle que soit la nature du délit dont il se sera rendu coupable. Le criminel sera décapité; il le sera par l'effet d'un simple mécanisme » (1).

Voici pour quelles causes Guillotin avait présenté son projet de décret.

Sous l'ancien régime, les principaux modes d'exécution capitale, usités en France, étaient la décapitation par la hache, le sabre ou l'épée, la pendaison et la roue (2).

La première peine, réservée aux nobles, n'avait aucun caractère infamant pour le condamné, ni pour les siens, auxquels elle laissait tous les droits dont ils pouvaient jouir. « Ce supplice ne déroge point », lit-on dans l'*Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des Sciences*, par Diderot et d'Alembert, au mot « Décapiter » (3).

Les deux autres peines, destinées aux roturiers, entraînaient pour le supplicié une flétrissure qui rejaillissait sur sa famille. « Les préjugés étaient si baroques encore et si enracinés qu'il

(1) *Archives parlementaires*, t. IX, p. 393.

(2) Il y avait encore d'autres formes de la peine capitale, l'*écartèlement*, avec adjonction de tenaillements ardents et d'eau bouillante, qui était la punition des régicides, le *bûcher*, employé pour la répression des crimes d'hérésie, de sortilège et de magie.

(3) T. IV, p. 642. Paris, Briasson, 1764.

était honteux d'avoir un frère non pas mis à mort pour un crime, mais mis à mort d'une certaine façon, par la corde ou par la roue » (1). C'était le renversement de la morale contenue dans le vers fameux de Thomas Corneille :

« Le crime fait la honte et non pas l'échafaud » (2).

D'autre part, on connaît l'excessive sévérité des peines à cette époque, les tortures atroces, qui accompagnaient trop souvent le châtement des condamnés à mort. Pour ce qui concerne particulièrement la décapitation, comme elle se faisait sur un billot, elle causait parfois d'épouvantables souffrances au patient, par suite de la maladresse ou de l'émotion de l'exécuteur. La tête de Marie Stuart ne tomba qu'au second coup de l'instrument de supplice, celle de Lally-Tollendal qu'au troisième ou quatrième !... On pourrait citer bien d'autres exemples.

« Dès longtemps, l'humanité avait emprunté la voix de la philosophie et de l'éloquence pour dénoncer à l'opinion publique ces funestes erreurs de notre législation criminelle. Quelques juges même, il faut le dire, obligés de prononcer contre la loi ou leur conscience, pressaient avec instances le gouvernement de les délivrer, par un nouveau code, de cette alternative pénible » (3). Elie de Beaumont et Loiseau de Mauléon, à Paris ; Dupaty, à Bordeaux ; Montclar et Lachalotais, à Rennes ; Prost de Royer, à Lyon ; Servan, à Grenoble, s'étaient signalés parmi ces magistrats courageux qui demandaient une réforme des lois pénales.

(A suivre).

EDMOND-JEAN GUÉRIN.

(1) Maxime Ducamp, *op. cit.*, p. 358.

(2) *Le comte d'Essex*, tragédie, acte IV, scène III.

(3) *Rapport sur le projet du code pénal, présenté à l'Assemblée nationale aux noms des comités de constitution et de législation criminelle, par M. Le Pelletier de Saint-Fargeau*. Imprimé par ordre de l'Assemblée nationale.

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU N° D'AOUT 1908

AVIS ET NOUVELLES : Admission ; Don au musée de Saintes ; Statistique de la population ; Panneaux de boiseries ; Salons ; Monument Lemoyne.

NOTES D'ÉTAT CIVIL. — Décès : M. de La Bouralière, M. Imbaud, M. le curé Carteau ; M^{me} de Bremond d'Ars.

Mariages : Perrin-Roy ; De Roffignac-Dufaure.

VARIÉTÉS : *Le troubadour Rigaut de Barbesieux*, par M. J. Anglade ; *Épigraphie*, par M. Ch. Dangibeaud ; *Un enterrement à Saintes en 1810* ; *Mémoire sur les religionnaires* ; *Le docteur Guillotin*, par M. Guérin (*suite*).

LIVRES ET REVUES : Saint-Macoux ; Vins et eaux-de-vie sous la Révolution ; lait ; farines.

QUESTIONS.

AVIS ET NOUVELLES

ADMISSION

M. Gabriel Rousseau, docteur en droit, 11, rue Victor Hugo, Rochefort-sur-mer, présenté par MM. le baron Oudet et Charrier.

Le Moniteur de la Saintonge des 17-28 mai 1908 contient des détails amusants sur *Saintes il y a soixante ans*, souvenirs d'un octogénaire qui a une bonne mémoire.

A propos des fêtes du troisième centenaire de la fondation de Québec, les journaux ont rappelé que l'abbé Gabriel Richard, né à Saintes, ordonné prêtre en 1791, fut professeur au collège de Baltimore, puis missionnaire, emprisonné pour dettes con-

tractées à cause de ses œuvres de charité, délivré par la population de Détroit qui l'élut représentant du Michigan (1803).

Entre temps il s'improvisa imprimeur et journaliste.

Le musée de Saintes a reçu du ministre des Beaux-arts quatre vingt-cinq objets de la manufacture de Sèvres, dont un très grand biscuit, *Héro et Léandre* de Gasq, la *Japonaise* d'Allouard, quelques biscuits du XVIII^e siècle, et des vases à décoration moderne (fleurs et métaux).

L'*Officiel* du 16 juin a publié la statistique annuelle du mouvement de la population de la France d'après les registres d'état civil de l'année 1907.

Au 4 mars 1908, la Charente-Inférieure comptait 453.793 habitants.

Le nombre des mariages qui était de 3.411 en 1906 a été de 3.451 en 1907 (augmentation partout sauf dans l'arrondissement de Saint-Jean d'Angély).

114 divorces furent prononcés en 1906 ; il n'y en eut que 84 en 1907.

Le nombre des enfants nés en 1906 avait été de 8.306 il fut de 7.889 en 1907. Les décès furent de 8.942 en 1906 et de 9.037 en 1907. Il y a augmentation en Marennes, La Rochelle et Saint-Jean d'Angély.

Le peintre Charles Fouqueray a obtenu de l'académie des Beaux-Arts le prix Meurand de 1.000 fr.

Pour paraître prochainement : *Histoire de la ville, commune et sénéchaussée de Saint-Jean d'Angély, des origines jusqu'en 1789*, par M. E. Réveillaud,

Vingt-huit panneaux Louis XV, remisés dans les greniers de l'hôtel de la préfecture à La Rochelle, que le préfet de la Charente-Inférieure avait proposé de vendre à l'amiable 600 francs à M. Massenet, ont été adjugés, le mardi 30 juin, au prix de 1,600 francs au baron Brincard, de Paris.

SALONS DE 1908

Société des artistes français.

AUBAIN (Emmanuel), *Vieille stoppant son jupon de laine* (dessin). BALANDE (Gaston), *Désarmement du bateau* (1) ; *au revoir mon frère* ; obtient une 3^e médaille. — CALLOT (Henry-Eugène), *Gens de mer* (triptyque). — COUTURAUD (Alfred), *Etude*. — DAREY (Louis), *Tête d'étude*. — EPRON (Marie-Lucienne), *Roses et genets* (aquarelle). — FLEURI (Albert), *Aubazine* (aquarelle) ; *Moulin sur le Coiroux* (Corrèze) (aquarelle). — FOUCHER (Betsy), *Roses rouges* (aquarelle). — GAY (Elisabeth), *Passage difficile* (pastel). — GEOFFROY (Jean), *Le Noël du petit au dispensaire de la Goutte de lait de Belleville* ; *L'écolier embarrassé* (reproduit au *Catalogue illustré*) ; *L'enfant aux écrevisses* (aquarelle) ; *La bête à Bon Dieu* (aquarelle). — GUÉ (Arthur), *Vieille chaumière bretonne près la pointe du Ras*. — JONCIÈRES (Léonce J.-V. de), *L'arc de triomphe du carroussel* (pastel) ; *La petite Provence, parc de Versailles* (pastel). — LENOIR (Charles-Aimable), *La fée du bois* (reproduit dans le *Catalogue illustré*) ; *La musette* (reproduit en couleur dans le numéro du salon de l'*Illustration*). — LESSIEUX (Louis), *Le bessin doré* (aquarelle). — LESSIEUX (Louis-Ernest), *Une rue de Dolce Acqua* ; *Ruines du château des Doria à Dolce Acqua* ; *Descente du château* (aquarelles). — MORCHAIN (Paul-Louis), *Brumes du soir* ; *marée basse à Boulogne-sur-mer*. — NICOLET (Gabriel-Emile-Edouard), *Véronique* ; *Portrait de M^{me} B....* — OLLIVIER (Louise), *Portrait* pastel. — ROULET (Gaston), *La Meuse à Dordrecht*. — SOUBOURDON (Jane), *La sirène* (émail). — CHANU (Yvonne), *La terrasse de Taillebourg* (pastel). — BALLEY, *Plan du collège de garçons à Saintes* (reproduit dans le *Catalogue illustré pour l'architecture*).

Société nationale.

CAILLAUD (Alfred), *Nature morte*. — CHEVALIER (Ernest), *Marée montante à Pen Brou* (reproduit dans le *Catalogue illustré*) ; *Brume sur la cité à Sainte-Marguerite* ; *Effet matinal côte du Croisic* ; *Moulin près Saillé* ; *Lever de lune sur la Seine*. — ANTHONISSEN (L.-J.), *L'automne à Saujon* ; *paysage des environs de Royan* (reproduit au *Catalogue illustré*). — BARBIER, *Le port de La Rochelle*. — DELANCE, *La côte de Marennes* (rien de

(1) Ce tableau a été acheté par l'État.

caractéristique). — IWILL, *Le port de Royan, la nuit* (il est bon de le savoir....., même en le sachant c'est comme si on ne le savait pas). — MORAND, *La plage de Pontailiac* (exact).

Voir le *Mémorial de Saintes* pour la description de ces toiles.

—
La souscription pour le monument qui doit être élevé sur un square de Saint-Jean d'Angély, à la mémoire du poète André Lemoyne atteint aujourd'hui près de sept mille francs.

Le Comité parisien a décidément fixé son choix parmi les différents projets qui lui étaient soumis. Il vient d'adopter une maquette du sculpteur charentais Peyronnet, le même qui a fait à Ruelle le monument du marquis de Montalembert et à Saintes le très beau buste de Louis Audiat.

C'est, au bas d'une stèle de dessin élégant, une petite paysanne saintongaise — celle que le poète a peinte si souvent dans ses vers —, figure naïve et pleine de grâce — tenant d'un geste charmant des fleurs dans son « devant ».

Le buste sera de M. Poisson, artiste niortais, qui l'avait ébauché du vivant d'André Lemoyne.

Ajoutons que M. Peyronnet a obtenu cette année au Salon une deuxième médaille pour un très beau groupe *Bonheur Maternel* que M. le Sous-secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts a décidé d'acheter au compte de l'Etat pour l'offrir à la ville d'Angoulême.

NOTES D'ETAT CIVIL

DÉCÈS

Le 31 mai 1908, est décédé, à Poitiers, M. Augustin-Eugène Letard de La Bouralière, ancien président de la Société des antiquaires de l'Ouest, âgé de 69 ans. Il laisse un fils, lieutenant d'artillerie, et trois filles : Madame de Veillechêze de La Maridière, Madame Roger de Saint-Père et Mademoiselle Magdeleine de la Bouralière.

—
M. Paul Imbaud, ancien négociant à Cognac, qui fut maire de cette ville de 1871 à 1873, puis maire de Brie-sous-Matha, est décédé à Gadeville, commune de Brie, le 5 juin 1908, à l'âge de 80 ans.

Il avait épousé, le 31 janvier 1853, Alexandrine Giraud, décédée en 1903, Il laisse deux fils : Théodore et Alexandre, négociant, et une fille, Marie, mariée avec M. Léon Tercinier, commandant de cavalerie en retraite, demeurant à Gadeville.

Dans la nuit du 8 au 9 juin 1908 est décédé à Saintes, au presbytère de Saint-Pierre, rue Cuvillier, M. l'abbé Jean-Baptiste Carteau, curé-archiprêtre de Saint-Pierre de Saintes. Il était né à Angoulins le 11 mai 1823. Il était prêtre depuis 59 ans, et s'appretait à célébrer l'an prochain ses noces de diamant. Il fut d'abord vicaire à Marans, puis curé de Beauvais-sous-Matha, Jonzac, Saint-Porchaire, Cozes. C'est de ce dernier poste qu'il fut appelé en 1893 à succéder à M. Valteau, nommé évêque de Quimper.

Le 30 juin 1908, est décédée, au manoir de La Porte Neuve, en Riec (Finistère), Madame la comtesse Anatole de Bremond d'Ars, marquise de Migré, née Elisabeth Arnaud. Elle avait 67 ans seulement. Mariée le 9 décembre 1862, en ce même manoir, sa gaité, son activité, sa générosité, lui gagnèrent bientôt toutes les sympathies, non seulement des habitants des vastes domaines de son mari, mais de l'arrondissement de Quimperlé, dont M. de Bremond était alors le sous-préfet.

Un terrible fléau mit bientôt à l'épreuve ses éminentes qualités de charité et de dévouement aux malheureux. En 1865 et 1866, pendant **trois mois, toute la région** fut dévastée par une épidémie de choléra intense. Le sous-préfet faisait dignement son devoir en se transportant partout où était le danger. M^{me} de Bremond, toute jeune femme, à peine âgée de 23 ans, n'hésita pas à braver la contagion, à suivre son mari et à le seconder dans sa lourde tâche, répandant partout l'aumône, les soins et les paroles réconfortantes, rivalisant avec les sœurs de charité, M^{mes} Chabannes-Curton et de Castelnau.

Le ministre de l'instruction publique du moment écrivit à cette occasion une lettre à M. de Bremond, où il rendait hommage à la courageuse conduite de la jeune sous-préfète : « le dévouement est de tradition dans votre famille, et une personne qui vous est chère vient encore, pendant l'épidémie, de jeter un nouvel éclat sur votre nom ».

La Société nationale d'Encouragement au Bien, dans sa séance

publique du 21 juin 1866, à l'Hôtel de ville, à Paris, décerna à M^{me} de Bremond une médaille d'honneur de première classe.

M^{me} de Bremond laisse deux fils : le comte Joseph, marié avec M^{lle} Jeanné de Saizy, et le vicomte Josias. Elle était tante de M. le marquis actuel de Saint-Geniès, et de M^{me} du Dresnay.

MARIAGES

Le 3 juin 1908 a été béni à l'église du Sacré-Cœur de La Genette, près La Rochelle, le mariage de M. Joseph Perrin, avec M^{lle} Louise Roy, fille de M. Charles Roy.

Le 25 juin 1908, a été célébré à Paris, en l'église Saint-Pierre du Chaillot, le mariage de M. le comte Martial de Roffignac, lieutenant au 66^e régiment d'infanterie, avec M^{lle} Mathilde Dufaure, fille de M. Gabriel Dufaure, ancien député.

VARIÉTÉS

I

LE TROUBADOUR RIGAUT DE BARBEZIEUX (1).

Ce gentil troubadour du XIII^e siècle est peu connu en dehors des spécialistes. Je ne sais si les Berbéziliens lisent ses poésies ; j'aime à croire qu'aucune place publique ni aucune rue de la petite ville saintongeaise ne porte son nom ; et j'aime à espérer aussi qu'on ne lui infligera pas cet hommage inutile. Ce fut pourtant un homme célèbre en son temps ; et il est resté un bien gracieux poète. Il y a de plus grands noms dans l'ancienne littérature provençale ; mais il en est peu qui aient montré dans l'expression des sentiments amoureux plus de charme et plus de grâce : il est à proprement parler le poète de l'amour.

Son succès dut être grand. Nous n'avons pas de témoignages

(1) On l'appelle souvent *Richart* ou *Richaut* ; mais M. Antoine Thomas a démontré que son vrai nom était *Rigaut*.

directs pour ces temps lointains. Mais le témoignage des manuscrits les remplace. Or les poésies de Rigaut de Barbezieux sont parmi celles qui sont le plus souvent reproduites ; et cela non seulement dans les manuscrits d'origine française, mais aussi dans les manuscrits italiens. Si l'on veut mesurer sa célébrité d'antan suivant les idées du jour, on peut dire qu'il aurait eu les honneurs de plusieurs éditions et que sa gloire aurait dépassé nos frontières.

Son œuvre, telle du moins qu'elle nous est parvenue, est brève : tout au plus une douzaine de chansons. Il est vraisemblable qu'il en composa un plus grand nombre.

Car, il ne faut pas oublier que les poésies des troubadours nous sont parvenues en général dans des « chansonniers », c'est-à-dire dans des sortes d'anthologies dont les auteurs firent leurs divers choix selon leur goût. Le peu qui reste de notre troubadour fait regretter que le choix, en ce qui le concerne, ait été si restreint.

I

De sa vie nous ne connaissons à peu près rien, rien du moins qui s'appuie sur un fondement historique. Nous savons seulement qu'à la fin de sa vie il se retira en Espagne, chez don Diégo, et ce détail nous permet de fixer vers la fin du XII^e et le début du XIII^e siècle la date de son activité.

Mais l'auteur anonyme des *Biographies des Troubadours* auquel nous devons ce renseignement lui a bâti, de sa propre imagination sans doute, une vie légendaire, dont le récit ne manque pas de charme. Vie légendaire, disons-nous : l'auteur de ces vies a prouvé en effet plusieurs fois que son imagination était la source où il puisait le plus souvent ses renseignements, quand il ne les tirait pas de l'œuvre poétique de celui dont il écrivait l'histoire, arrangée et interprétée selon sa fantaisie. Quoi qu'il en soit de cette « vie », le récit est une vraie « nouvelle », aussi gracieuse que romanesque, tout à l'honneur de celui qui l'a écrite et aussi de celui qui en fut le héros.

Donc le biographe anonyme nous raconte que Rigaut était un pauvre chevalier « du château de Barbezieux, en Saintonge, dans l'évêché de Saintes ». Il était « bon chevalier et d'une belle avenance » ; mais une timidité insurmontable l'empêchait

d'obtenir dans le monde les succès auxquels son talent lui donnait droit. Il excellait dans la poésie, mais il était incapable de dire ses vers ; plus l'assemblée devant laquelle il se présentait était nombreuse ou distinguée, moins il était maître de lui ; au point, ajoute le biographe, que chaque fois il avait besoin d'un ami pour le présenter et lui donner du courage ; « mais il chantait bien et composait de gracieuses chansons, texte et mélodie ».

Ce dernier éloge est moins banal qu'il ne paraît ; la musique a un rôle important dans la poésie des troubadours. Plus d'un se contentait de mettre des paroles sur une mélodie connue : les meilleurs seuls étaient capables de trouver de beaux « mots » et de beaux « sons » ; comme aux temps légendaires de l'ancienne Grèce, musique et poésie marchaient de pair.

Le caractère de notre troubadeur étant ainsi fait, on s'étonnera moins de la naïveté avec laquelle il donna dans le piège que lui tendit une grande dame d'alors. C'est le récit de cette aventure que nous empruntons à la biographie provençale (1).

« Vous avez appris qui fut Rigaut de Barbezieux et comment il s'enamoura de la femme de Jaufre de Tonnay ; elle était belle, noble et jeune ; il l'aimait à l'excès et l'appelait *Mieux-que-Dame* (2) ; et elle l'aimait courtoisement. Rigaut la priait de lui donner un gage d'amour et implorait sa pitié. La dame lui répondit qu'elle le ferait volontiers — d'autant plus que ce serait pour elle un honneur — et ajouta que si Rigaut l'aimait autant qu'il voulait bien le dire, il ne devait pas exiger plus de gages d'amour qu'elle lui en donnait en actes ou en paroles.

Ainsi durait leur amour, quand une dame du voisinage, châtelaine d'un puissant château, fit mander Rigaut, qui vint la voir. Elle lui dit d'abord qu'elle s'étonnait merveilleusement qu'il eût aimé sa dame si longtemps sans obtenir aucun gage d'amour. Elle ajouta qu'il était si bien de sa personne et si vaillant que toutes les grandes dames devraient volontiers lui

(1) Nous avons rendu avec le plus de fidélité possible le texte provençal sans nous astreindre cependant à suivre pas à pas la construction de cette prose un peu trainante, qui est celle du Biographe. Nous empruntons le texte au volume intitulé : *MANUELLO PROVENZALE per uso degli alunni delle Facoltà di Lettere*, par V. Crescini (2^e édition).

(2) Plus que *Reine*, pourrions-nous dire en rappelant le titre d'un roman contemporain.

accorder leurs faveurs. « Si vous voulez quitter votre dame, je vous donnerai tout ce qu'il vous plaira de demander. » Elle termina en disant qu'elle était plus belle et de plus haute extrême que la dame qu'il aimait.

Rigaut, touché par ces belles paroles, promit de quitter sa dame. L'autre lui commanda alors d'aller prendre congé d'elle, en lui disant qu'elle ne lui accorderait rien avant de savoir qu'il l'avait quittée.

Rigaut partit et vint trouver sa dame. Il lui dit qu'il l'avait aimée plus qu'aucune autre femme du monde ; « plus que moi-même », ajouta-t-il ; mais comme elle ne lui avait accordé aucun plaisir d'amour, il voulait la quitter.

La dame devint très triste ; elle commença par prier Rigaut de ne pas la quitter : « Si au temps passé je ne vous ai accordé aucun plaisir, je le ferai maintenant ». Mais Rigaut répondit qu'il voulait la quitter au plus tôt, et il la quitta.

Il vint ensuite vers la dame qui avait exigé cette rupture, lui dit qu'il avait exécuté son commandement et lui demanda de tenir sa promesse. Mais la dame lui répondit qu'il ne méritait d'aucune dame aucun gage d'amour, ni en actes ni en paroles ; qu'il était l'homme le plus faux du monde, puisqu'il avait quitté sur l'ordre d'une autre une dame qui était si belle, si gaie et qui l'aimait tant ; « vous me quitteriez comme vous l'avez quittée », ajouta-t-elle.

En entendant ces paroles, Rigaut fut l'homme le plus triste et le plus dolent du monde ; il partit et voulut obtenir le pardon de celle qu'il avait quittée ; mais celle-ci le renvoya, et lui, par tristesse, s'en alla dans un bois, s'y fit construire une maison et s'y enferma, disant qu'il n'en sortirait pas, jusqu'à ce que sa dame lui eût accordé son pardon. »

Telle est la première partie de ce romanesque récit ; il n'a pas besoin de commentaires, tout y est conforme aux mœurs et aux habitudes du temps. La réflexion la plus intéressante à ce point de vue est certainement celle de la dame qui pense de l'amour de Rigaut ce que pensèrent les dames chantées — et aimées ? — par les troubadours :

*Vous nous fîtes, seigneur,
En nous aimant beaucoup d'honneur.*

Qui sait si les bornes de la vanité féminine ont beaucoup varié depuis cette époque lointaine ?

Notre troubadour devint donc un « reclus », comme on disait dans l'ancien langage, un ermite. C'est au désir de quitter cette solitude pour rentrer en grâce auprès de sa dame que le chroniqueur provençal attribue la composition d'une des plus belles chansons de Rigaut. Si nous en jugeons par le nombre des manuscrits qui la contiennent — une vingtaine —, c'est une de celles qui eurent le plus de succès. On remarquera que plusieurs comparaisons sont empruntées au monde animal et qu'elles reflètent les connaissances un peu enfantines qui avaient cours à cette époque sur ce monde-là. « Il se plaisait, dit son biographe, à tirer des comparaisons du monde des animaux, des oiseaux, et de l'homme, du soleil et de la lune pour mettre plus d'originalité dans son style ». Que ce souci d'originalité nous rende indulgents pour l'étrangeté de certaines de ces comparaisons. Voici la traduction aussi simple et aussi fidèle que possible de cette gracieuse poésie.

« Je ferai comme l'éléphant qui, une fois à terre, ne peut se remettre sur pieds jusqu'à ce que les autres avec leurs cris l'aient relevé ; car mon méfait est si grand et si grave que si la cour du Puy (1) et les amants magnanimes, sincères et loyaux ne viennent me relever, je ne pourrai jamais le faire moi-même. Puissent-ils obtenir ma grâce de celle auprès de qui prière ni pitié ne me servent de rien.

Et si les parfaits amants ne parviennent pas à me rappeler à la joie, j'abandonne pour toujours la poésie ; je n'existerai plus, je vivrai comme l'ermite, dans la solitude et la tristesse ; tel est mon désir ; car ma vie n'est qu'ennui et peine ; la joie est pour moi un deuil, le plaisir une douleur ; je ne suis pas semblable à l'ours qui s'engraisse et se remet, plus on le bat et plus on le traite sans pitié.

Je sais qu'Amour est si grand qu'il peut me pardonner facilement si j'ai pêché par excès d'amour (2) et si j'ai cru être roi comme Dédale qui prétendit être Jésus et voulut, l'orgueilleux, s'envoler au ciel (et Dieu abaissa sa superbe) ; mais mon orgueil

(1) La cour d'amour légendaire du Puy-en-Velay.

(2) *Per sobramar* (sur-aimer) dit le texte provençal.

n'est pas autre chose que l'amour, aussi la pitié doit-elle m'être secourable ; car bien souvent la raison force la pitié ; souvent aussi raison et droit n'ont aucun succès.

Je m'accuse devant tout le monde de mon indiscretion ; si je pouvais imiter le phénix, qui a l'habitude de se brûler et de ressusciter de ses cendres, je me brûlerais ; car je suis si malheureux de mes indiscretions mensongères et perfides ! Je ressusciterais au milieu des soupirs et des pleurs, auprès de celle qui unit la vertu à la jeunesse et à la beauté, à qui ne manque qu'un peu de pitié pour voir tous les biens assemblés en elle.

Ma chanson me servira de « truchement » là où je n'ose aller ni même tourner mes regards, tellement je suis humilié et soumis, sans avoir droit à la moindre indulgence. Mieux-que-Dame, que j'ai quittée pendant deux ans, maintenant je reviens vers vous, douloureux et pleurant ; semblable au cerf, qui lorsqu'il a fait sa course, revient mourir au cri des chasseurs, ainsi je retourné, dame, à votre merci ; mais que servira tout cela auprès de vous, si vous ne vous souvenez de notre amour (1) ?

J'ai pour seigneur une dame si parfaite que quand j'y pense je ne puis commettre aucune faute. »

Que penser, après avoir lu cette chanson, de l'incident qui, d'après le biographe provençal, lui aurait donné naissance ? La brouille de Rigaut avec sa dame eut-elle pour conséquence un exil volontaire dans une forêt, et faut-il admettre, sans autres preuves, que du fond de sa solitude il cria ses plaintes et réclama poétiquement son pardon ? Cela est possible sans doute et ce ne serait pas la première fois que les caprices de la vie dépasseraient les fantaisies de l'imagination. Mais on connaît par ailleurs les habitudes du biographe provençal ; ce conteur anonyme, doué d'une imagination aussi vive que ceux dont il écrivait l'histoire, n'a manqué aucune occasion d'orner leurs biographies d'ingénieuses légendes. Une chanson, un couplet, un mot suffisent pour mettre son imagination en branle ; il ex-

(1) Voici en partie le texte provençal de ces vers :

Miels-de-dompna, don sui fugitz dos ans,
Ar torn a vos doloiros é plorans,
Aissi col cors, qe, qand a faich son cors,
Torna morir al crit dels cassadors,
Aissi torn eu, dompn', en vostra merce,
Mas vos non cal si d'amor nous sove.

plique à sa manière, non en pédant, mais en poète, les poésies qui l'ont charmé. Ses récits sont le plus souvent des introductions, des commentaires poétiques au point de vue historique, rien de plus. Sans instituer ici une discussion oiseuse sur ce point, qu'il suffise de rappeler la fin de la romanesque aventure de notre troubadour.

« Les grandes dames et les chevaliers de ces contrées, voyant la grande peine de Rigaut, vinrent à l'endroit où il se cachait et le supplèrent de quitter ce lieu et de sortir de la forêt.

Mais Rigaut répondit qu'il ne partirait pas tant que sa dame ne lui aurait pas pardonné. Et dames et chevaliers vinrent trouver sa dame et lui demandèrent d'accorder son pardon. Mais elle leur répondit qu'elle n'en ferait rien, jusqu'à ce que cent dames et cent chevaliers, qui s'aimeraient tous d'amour, vinsent devant elle, mains jointes et à genoux, implorer sa pitié : alors elle lui pardonnerait. Quand les dames et les chevaliers apprirent que Rigaut pouvait obtenir son pardon si cent dames et cent chevaliers, qui s'aimeraient d'amour, venaient implorer la pitié de sa dame, ils s'assemblèrent, allèrent auprès d'elle, lui demandèrent pitié pour Rigaut, et la dame pardonna. »

Telle est la romanesque aventure dont notre poète fut le héros. Elle parut assez intéressante à un conteur italien du XIV^e siècle pour qu'il en fit une « nouvelle ». Le nom du chevalier n'est plus le même et la scène se passe dans la région du Puy-en-Velay. Le chevalier aime sa dame d'un amour si secret que les jeunes chevaliers des environs ne pouvaient savoir quel était l'objet de cet amour. Ils résolurent de donner un tournoi et d'y inviter leur compagnon. Celui-ci remporta le prix ; puis quand il fut excité par la victoire, il se laissa aller aux indiscretions : « l'un se vantait d'avoir une belle dame, l'autre se vantait d'un beau combat, l'autre d'un beau faucon, l'autre d'une belle aventure » ; le chevalier ne résista pas à l'épreuve et trahit le nom de sa dame. Quand il revint auprès d'elle elle était déjà avertie ; elle le renvoya.

Il disparut ; mais la joie avait quitté en même temps la cour du Puy ; aussi dames et chevaliers se mirent à sa recherche. Des chevaliers qui étaient à la chasse lui apprirent un jour, en le rencontrant dans une forêt, sans l'avoir reconnu, qu'un tournoi aurait lieu bientôt au Puy ; c'était le moyen dont les che-

valiers, connaissant sa vaillance, allaient user pour le faire revenir. Il parut en effet et remporta de nouveau la victoire. On tenait tellement à le ravoir que des gardes, forts et prudents, avaient été placés autour du lieu du tournoi pour ne pas le laisser repartir. La foule le reconnut à sa vaillance, on abaissa la visière de son casque et on lui demanda instamment de chanter. Mais il répondit qu'il ne le ferait que quand il aurait obtenu le pardon de sa dame.

Les chevaliers vinrent la trouver ; mais elle répondit : « Dites-lui que je ne lui pardonnerai jamais s'il ne fait demander sa grâce par cent barons, cent chevaliers, cent dames et cent demoiselles ; tout ce monde-là devra crier grâce en même temps, sans savoir de quelle grâce il s'agit ». Le chevalier donna un grand banquet auquel il invita de nombreux convives ; « il composa une jolie chanson qui commence ainsi : « Comme l'éléphant tombé à terre ne peut se relever... etc. » Quand il vint au couplet où il est question de la cour du Puy et des amants loyaux, toute l'assistance transportée se leva et demanda grâce : la dame pardonna. »

Comme on le voit, la nouvelle, en changeant de patrie, a pris quelques traits nouveaux. Mais aucun de ces détails n'a suffi à lui faire dépasser la charmante simplicité du récit provençal. Elle témoigne du moins — et elle n'est pas la seule dans le recueil de nouvelles intitulé *Novellino* — de l'intérêt que l'Italie du XIV^e siècle prenait à tout ce qui touchait au monde des troubadours.

II

Il est temps de nous demander jusqu'à quel point l'œuvre poétique de notre troubadour justifie cet incident romanesque de sa vie et la renommée dont il jouit auprès de ses contemporains et de ses successeurs. Il faut dire tout d'abord qu'il y a peu de chansons de troubadours où apparaisse avec plus de netteté que dans les siennes la doctrine de « l'amour courtois » dont les troubadours furent les théoriciens. Nous avons rappelé ailleurs (1) les principaux traits de cette doctrine ; nous n'avons cité que quelques exemples ; nous aurions pu les multiplier

(1) Voir le *Mercur de France*, 1^{er} juin 1906. Cf. aussi prochainement notre volume sur les *Troubadours*, ch. IV (sous presse).

sans peine ; nous aurions pu aussi les emprunter en grande partie à notre poète ; son œuvre, quoique brève, pourrait former, pour employer une expression de l'ancienne langue provençale, un « Doctrinal » de l'amour courtois (1). Seulement la théorie de cet amour n'y est pas exposée sous la forme didactique chère aux troubadours de la décadence ; peu ou point de raisonnements, ni de démonstrations ; point de syllogismes ennuyeux ni de discussions savantes ; mais partout de la poésie gracieuse et légère avec un souci d'originalité que nous avons déjà noté et qui se manifeste encore en un autre point : l'habitude de ne pas commencer les chansons, sauf une exception (2), par des allusions au chant des oiseaux ou au printemps, allusions devenues depuis longtemps fort banales.

L'amour est, suivant la doctrine des troubadours, une faveur suprême, une grâce, qu'on n'obtient que de la pitié par une patience robuste et à toute épreuve, capable de tout supporter sans plainte. Écoutons notre troubadour parler avec mépris de ceux qui ignorent ce précepte essentiel de la doctrine : « Celui-là est peu savant en amour qui ne sait pas souffrir et attendre ; car en peu de temps amour répare tous les maux qu'il a fait souffrir ; c'est pourquoi j'aime mieux mourir après avoir obtenu ses faveurs que vivre le cœur joyeux, mais sans amour...

Pour Dieu, Amour, avant de me rendre joyeux vous m'aurez accordé une réparation pour la grande peine et la longue attente qui avanceront l'heure de ma mort ; ce qui vous plaît, il me convient de le supporter, et je m'efforce de souffrir sans me plaindre, car je veux voir si on gagne à attendre. »

C'est le même thème que Rigaut développe dans la plupart

(1) Comme dans l'œuvre longue et diffuse du troubadour biterrois Maître Ermengaud intitulée « *Breviari d'Amor* ».

(2) Voici le début d'une chanson où notre poète fait allusion au renouveau de la nature. « Le nouveau mois d'avril commence ; les oiseaux chanteurs chantent leur joie, il semble qu'ils aient attendu le temps de Pâques. Mieux-que-dame, ainsi j'attends de vous l'amour, dans la joie et dans la crainte ; car après les maux durs et cuisants que j'ai soufferts viennent les biens d'amour et de joie.

« Ainsi, comme l'année s'orne de feuilles et de fleurs, le monde vaut mieux par amour ; mais Amour n'a ni pouvoir ni honneur, Mieux-que-dame, si vous ne le maintenez ; car vous êtes graine et semence de tous biens ; en vous sont beauté, jeunesse, intelligence ; mais l'amour donne plus de valeur au mérite. »

de ses chansons. Il ne faut pas l'accuser de manquer d'invention : le cercle d'idées où se meut son imagination ne saurait trop s'élargir ; il est victime de son orthodoxie amoureuse, pourrait-on dire. En se conformant au modèle d'amour que ses prédécesseurs lui ont imposé, il renonce, comme beaucoup d'autres troubadours, à chercher la variété autrement que dans la forme. Mais il n'est idée si simple et si banale qui ne revête chez un poète bien doué quelque couleur d'originalité. L'imagination souple et déliée des troubadours leur fit souvent éviter la monotonie ; ni Giraut de Bornelt, ni Bernard de Ventadour ne tombent dans ce défaut ; Rigaut s'en défend également par la subtilité et l'ingéniosité de son esprit.

Voici sous quelle forme se présente dans une autre de ses chansons l'idée déjà exprimée plus haut. On relèvera dans cette pièce l'éclat du début et la conscience qu'a notre poète d'être le poète de l'amour, puisque seul il possède la vérité sur son absence et que seul il peut la communiquer aux amants inquiets. Quant aux comparaisons, pour juger avec équité celles qui sont empruntées à la chasse, il est bon de se souvenir de la place que ce plaisir tenait dans la société du temps. Si on en croyait un détail de la nouvelle italienne citée plus haut, on y tirait fierté d'un beau faucon autant que d'un beau cheval ou d'une... belle femme. Sous une forme exagérée, cette réflexion, qui ne se trouve pas d'ailleurs chez le chroniqueur provençal, témoigne de l'intérêt qu'on portait à ces précieux auxiliaires qu'étaient les oiseaux de proie (1). Ils étaient eux aussi « une des plus belles conquêtes de l'homme », selon les idées du temps : c'est à ce titre qu'ils ont leur place parmi les comparaisons qui ornent la chanson suivante :

« Tout le monde demande ce qu'est devenu Amour ; à tous je dirai la vérité : Amour est semblable au soleil d'été, qui, après avoir montré partout ses splendeurs, va le soir venu se reposer ; ainsi Amour, ayant erré en tous lieux sans rien trouver qui soit à son gré, retourna à son point de départ..... Comme un faucon qui fond sur sa proie après l'avoir dépassée,

(1) Un chanoine de Maguelone, qui vécut peu de temps après Rigaut de Barbezieux, Daude de Pradas, a composé un *Roman dels ausels cassadors* (traité des oiseaux de chasse) ; on lui doit aussi une série de chansons peu édifiantes.

ainsi Amour descendoit (jadis) dans le cœur de ceux qui aimaient loyalement.

Amour fait comme le bon autour, qui ne se débat ni ne s'agite de désir, mais qui attend qu'on l'ait lancé ; puis il s'envole et prend son oiseau ; ainsi l'amour parfait observe et épie la jeune dame de beauté parfaite en qui s'assemblent toutes les qualités ; Amour ne se trompe pas quand il la prend ainsi.

Aussi veux-je supporter ma douleur ; car pour récompense de notre souffrance nous sont données de belles joies ; la souffrance amène le redressement de bien des torts et vient à bout des médisants. Ovide dit dans un de ses livres — et vous pouvez le croire — que par la souffrance on obtient les faveurs de l'amour ; pour avoir souffert, maints pauvres sont devenus riches ; aussi souffrirai-je jusqu'à ce que j'obtienne une grâce.

Et puisque Joie et Mérite s'unissent en vous, dame, à la beauté, pourquoi n'y ajoutez-vous pas un peu de pitié, qui me serait si profitable dans ma détresse ? Car, semblable à celui qui brûle au feu d'enfer, et meurt de soif sans joie et sans lumière, je vous demande grâce, dame.

Comtesse noble et gaie, au mérite éclatant, qui avez illuminé toute la Champagne, je voudrais que vous sachiez l'amour et l'amitié que j'ai pour vous. »

Ce dernier couplet qui forme l'envoi (*tornada*) de la chanson présente le plus vif intérêt pour l'histoire littéraire. La comtesse dont il est ici question serait, selon toute vraisemblance, la fille d'Aliénor d'Aquitaine (1); elle avait hérité de sa mère un goût prononcé pour la poésie courtoise. Chrétien de Troyes avait composé de nombreux poèmes en son honneur. Rigaut serait peut-être un des troubadours qui ont mis en contact la poésie du Midi avec celle du Nord. On jugera mieux l'importance de ce fait, si on se souvient que Chrétien de Troyes a rendu populaire l'amour courtois dans la France du Nord et qu'il a exercé une influence prépondérante sur la poésie allemande du XIII^e siècle.

Parmi les compositions de Rigaut, celle-ci est une de celles qui ont été le plus admirées ; elle est reproduite dans une

(1) La comtesse Marie de Champagne.

vingtaine de manuscrits, presque tous de première importance. Elle a partagé ce succès avec la chanson qui a donné lieu à la nouvelle citée plus haut et avec quelques autres dont nous allons citer les principales.

Elles sont d'un accent peut-être plus personnel que celles dont il vient d'être question. L'appel à la pitié de sa dame — qui est un des thèmes ordinaires traités par les troubadours — s'y exprime en termes touchants et simples, parfois naïfs, ce qui en l'espèce est un charme de plus. Rigaut exagère sa crainte et sa timidité pour attendrir sa dame ; il est le « naufragé » qui a besoin de secours, l'être sans souffle à qui Amour redonne la vie ; rarement troubadour a fait à la pitié de sa dame un appel plus gracieux que le suivant.

« Je suis semblable au lion, qui s'irrite si furieusement quand son lionceau naît sans souffle et sans vie, et qui en l'appelant de ses cris le fait revivre et marcher ; ainsi peuvent me secourir ma chère dame et amour, et me guérir de ma douleur.

A chaque gaie saison reviennent avril et mai ; ma bonne étoile devrait bien revenir ; Amour a trop longtemps sommeillé ; il me donna le pouvoir d'aimer, sans m'accorder en même temps celui d'oser supplier ; ah ! que de grands honneurs m'ont ravés la timidité et la crainte !

Quelle magnifique récompense, et noble et sincère, j'aurais eue ! Aussi je supporte avec joie mon fardeau, pourvu que sa pitié ne m'oublie pas ! Comme le marin qui ne peut s'échapper de sa nef naufragée qu'en se sauvant à la nage, ainsi, dame, je me relèverais si vous daigniez me porter secours.

Je suis triste et joyeux, tantôt je chante, tantôt je m'irrite, tantôt je maigris, tantôt j'engraisse, car Amour s'est divisé dans mon cœur en amour joyeux et en amour triste... il me montre ses nobles qualités au milieu des ris et des pleurs.

En vous, dame, sont toutes les qualités possibles ; aucune n'y manque, dame ornée de toutes les vertus : on ne saurait rien y ajouter, si seulement vous étiez hardie en amour. Vous êtes sans égale, mur, château et tour d'honneur, et fleur de beauté.

Dame, Dieu vous sauve et vous garde, car on ne peut rien ajouter à vos qualités parfaites ; mais pour vous Amour me tue . »

Une partie des mêmes thèmes se retrouve dans la chanson suivante ; si au début le poète s'y plaint avec quelque impatience de l'indifférence d'Amour à son sujet, il s'y déclare bientôt amant soumis et obéissant, serviteur fidèle de sa « dame », n'attendant rien que de sa pitié, de sa « merci ».

« Jo voudrais savoir si Amour voit, entend et comprend ; car je lui ai demandé grâce si sincèrement et je n'en obtiens aucune aide ; la pitié seule peut me défendre contre ses armes ; car je lui suis si soumis qu'il n'est joie ni paradis pour lesquels je voulusse échanger l'espoir et l'attente.

Tout homme qui sert son seigneur de bon cœur et loyalement attend que la raison suggère à son maître de lui faire quelque bien. L'amour parfait doit apprendre cet usage ; qu'il prenne garde que ses biens soient convenablement distribués, qu'il considère qui lui sera loyal, franc et sincère, pour que personne ne le puisse blâmer.

Car après la douleur vient le plaisir, au grand mal succèdent les joies et un long repos suit le labeur ; de grandes faveurs récompensent les longues souffrances subies sans plaintes ; c'est ainsi qu'on suit d'Amour les droits chemins ; servez l'amour loyalement et sans le quitter ; c'est par ce moyen qu'on l'obtient.

Comme la tigresse devant un miroir (1), qui, pour admirer son beau corps, oublie sa tristesse et son chagrin, ainsi quand je vois celle que j'adore, j'oublie mon mal et ma douleur est moindre. Que personne n'essaie de deviner ; je vous dirai sincèrement qui m'a conquis, si vous savez le reconnaître et le comprendre.

Mieux-que-dame, mélange de beauté et de jeunesse aux fraîches couleurs ; comme un archer adroit elle m'a lancé droit au cœur la douce mort dont je voudrais mourir si elle ne me rend pas la joie avec un regard d'amour.

Je voudrais qu'elle sût l'état de mon âme et de mon cœur ;

(1) Cette allusion aux habitudes de la tigresse se retrouve dans un *Bestiaire* du temps, recueil de légendes ayant cours sur les animaux ; quand les chasseurs ont enlevé les petits de la tigresse, il place des miroirs à côté ; la tigresse en s'apercevant de la perte de ses petits devient furieuse et poursuit les chasseurs, mais, trouvant les miroirs, elle s'y mire et oublie sa douleur.

elle apprendrait dans quelle douleur languit un loyal amant, quand il se consume dans l'attente ».

« Loyal amant », c'est le mot que répète, après tant d'autres troubadours, notre poète : si nous voulions en croire la légende, nous savons ce que lui coûta un moment de déloyauté. On comprend, en effet, que, dans cette conception de l'amour obtenu par des prières et des sacrifices sans fin, la loyauté fût une des qualités essentielles requises chez l'amant. Pendant cette période d'attente, plus ou moins longue suivant les caprices de la dame ou le talent poétique du soupirant amoureux, la moindre défaillance pouvait être fatale à ce dernier ; ce n'est pas la banale loyauté dans l'amour qu'on exige de lui, c'est la loyauté avant l'amour. C'est celle que Rigaut se vante d'avoir fidèlement observée ; il le rappelle à sa dame dans la chanson qui suit, en lui reprochant doucement, humblement, suivant les habitudes des troubadours, son insensibilité. Il s'y déclare son serviteur fidèle, comme dans la pièce précédente ; sa dame est la « maîtresse » qui peut traiter son amant à son gré, comme un seigneur fait son vassal.

« Comme la clarté du jour surpasse toute autre clarté, ainsi vous surpassez, dame, toutes les autres femmes du monde par votre beauté, votre mérite et votre courtoisie. C'est pourquoi je ne cesse de vous servir et honorer de tout cœur, semblable au voyageur, qui, passant un pont étroit, n'ose s'écarter de sa route.

Qui suit un droit chemin ne s'égare pas ; aussi suis-je complètement rassuré. Si auprès d'Amour la loyauté devait avoir quelque prix, je suis celui qui devrais trouver pitié plus que le plus loyal ami du monde. Car en moi il n'y a ni mensonge ni tromperie et vous n'y en trouverez jamais.

Je vous ai servie, dame, depuis l'heure où je vous ai vue ; mais quel fruit me revient-il si vous me trompez ? A vous sera la faute, à moi est le dommage ; mais, comme vous en aurez une part — car tous les savants du monde disent que le dommage va à celui qui tient la seigneurie — vous devez m'en garantir, dame ; car je suis votre serviteur, je me reconnais pour tel et vous pouvez me traiter comme il est d'usage de les traiter.

Vous êtes ma « dame » ; je n'ose vous appeler mon amie ; car de votre part il n'y a point d'amitié. Aussi suis-je humilié

et attristé, si petite est la part d'amour qui me vient de vous, de vous, dame, que j'aime plus qu'autre chose au monde : car Amour me tient si bien sous ses lois qu'il ne peut trouver en moi aucun prétexte à reproches ; et aucune tromperie dont Amour puisse me reprendre ne se cache en mon cœur. »

Il nous reste enfin une autre chanson de Rigaut non moins gracieuse que les autres, consacrée tout entière à l'éloge de sa dame et à l'expression des sentiments amoureux qu'elle fait naître en lui. Notre troubadour n'y a pas toujours su éviter la recherche et l'affectation. Mais il faut lui savoir gré de ne pas être tombé dans la banalité commune aux chansons d'amour de ce temps-là ; par plus d'un trait elle rappelle les plus belles chansons du contemporain de Rigaut, Bernard de Ventadour.

« Je suis semblable à Perceval, qui regarda avec étonnement la lance et le Graal, sans oser demander à quoi ils servaient ; ainsi, Mieux-que-dame, quand je vois votre corps gracieux, je perds le sens en vous contemplant ; je pense à vous prier et je ne le fais pas ; je rêve.

Je conserve au fond du cœur les doux regards cordiaux qui ont traversé mes yeux sans revenir en arrière ; je les tiens pour si précieux que, s'il vous plaisait d'être mon seigneur, j'aimerais mieux mourir des maux et des tourments que j'ai soufferts par vous que d'obtenir nulle joie de toute autre : tellement je vous aime.

Si votre cœur avait un peu de cette courtoisie qui vous fait si gentiment parler, vous sauriez facilement que je me tuerais avant de vous adresser une prière : tellement je suis timide ; car en mon cœur je tiens enfermé, Mieux-que-dame, un souvenir si agréable de vous que, si je m'attriste, cette douce pensée fait passer ma tristesse et ramène la joie.

Comme l'étoile du jour qui n'a pas sa pareille, votre mérite est sans égal ; vos yeux sont amoureux et clairs, francs et sincères ; votre beau corps, si gracieux et si gai, source de beauté et de toutes belles manières, empêche ma pensée de tomber dans la tristesse. »

Vous êtes vieille par l'intelligence et la gloire, jeune par la joie qui est en vous, vieille de mérite et d'honneur, jeune par votre amour gracieux éloigné de toute folie, vieille en loyauté,

jeune d'une jeunesse instruite ; vous êtes vieille sans vieillir, jeune d'ans et de gentil accueil.

Mieux-que-dame, je ne regrette rien quand je pense à la joie future ; car en servant on gagne le véritable amour. »

Nous ne nierons pas qu'il n'y ait une certaine préciosité dans quelques traits de cette chanson, comme dans quelques-unes de celles que nous avons traduites. Mais c'est là un reproche qu'on peut adresser à la plupart des monuments de l'ancienne poésie provençale ; l'habitude de raffiner dans l'expression de sentiments assez simples malgré leur apparente complexité est un des caractères distinctifs de la poésie des troubadours. La préciosité n'étant d'ailleurs que l'excès de la finesse n'est blâmable que quand elle amène l'obscurité. Finesse et préciosité se mêlent si souvent chez les grands troubadours qu'on ne s'aperçoit pas que la qualité fait place au défaut : preuve du peu de gravité de celui-ci.

Quand à la sincérité qui se cache sous ces déclarations, c'est une question quelque peu difficile d'en apprécier le degré. Il en est un peu comme de la romance de Don Juan, quand on n'entend que la mélodie. Qu'il y eût beaucoup de convention et d'artifice dans des déclarations de ce genre, nul ne le nie sans doute. Les thèmes traités par les troubadours devinrent assez vite chez eux des lieux communs et le plus obscur versificateur de cette époque peut donner à un lecteur non averti une impression de sincérité et d'originalité trompeuses. Mais nierons-nous également le contraire et que, sous des formes conventionnelles se cachent de la sincérité et de l'émotion ? Il me paraît impossible d'aller jusque-là et de dénier ces qualités à toute l'ancienne poésie provençale. Ce serait si peu vraisemblable, d'abord, et puis, si l'esprit est dupe du cœur, le contraire n'est-il pas plus commun ? On ne badine pas avec... ces sentiments-là.

C'est en se souvenant de cette maxime qu'il faut juger notre troubadour. Peu de poésies dans l'ancienne littérature provençale produisent une impression de sincérité plus forte que les siennes. Croyons-en un peu, à défaut de notre goût, assez mauvais juge peut-être vu la différence des temps et des mœurs, le goût de ses contemporains.

III

On se demandera peut-être pourquoi nous avons accordé si peu de place à la biographie de notre troubadour ; c'est que nous n'avons à peu près aucun renseignement certain qui nous permette de la retracer. Nous savons qu'il adressa des poésies à deux grandes dames du temps : la première, celle qui aurait été l'héroïne de la romanesque aventure contée plus haut, ne serait autre que la fille du troubadour Jaufré Rudel, prince de Blaye, qui alla à la recherche de la « princesse lointaine » et mourut en arrivant au terme du voyage (1) ; l'autre serait la comtesse de Champagne, arrière-petite fille du comte de Poitiers, le premier en date des troubadours. Enfin, si le renseignement de la biographie provençale est exact, Rigaut aurait passé la fin de sa vie chez don Lopez de Haro, prince de Biscaye, un des protecteurs des troubadours en Espagne. Le nom de notre poète aurait sans doute disparu, comme celui de milliers de chevaliers de plus haute naissance que lui, si l'amour et la poésie, ces deux compagnes que les troubadours ont faites inséparables dans leur langue (2), n'avaient sauvé de l'oubli l'œuvre d'un de leurs favoris.

Telle qu'elle est, sous sa forme un peu simple et un peu archaïque, elle est encore susceptible de plaire à ceux qui aiment à retrouver sous des formes variables suivant les temps et les goûts des sentiments d'une simplicité et d'une vérité éternelles. C'est la gloire des troubadours d'être de tous les temps, comme ceux que l'on appelle pompeusement les « classiques ». Il serait facile de prouver cette assertion par l'étude des plus grands d'entr'eux ; on nous accordera peut-être qu'elle n'est pas du moins démentie même par ce *poeta minor* que nous venons de faire connaître. Un de ses contemporains, Bernard de Ventadour, a exprimé dans une de ses plus jolies chansons cette gracieuse sentence :

(1) Il est cité par Pétrarque dans le *Triomphe d'Amour* :

Giaufre Rudel ch'uso la vela el remo

A cercar la sua morte...

« Jaufré Rudel qui usa la voile et la rame à chercher sa mort. »

(2) On sait que les *Leys d'Amors* (lois d'amour), composées au XIV^e siècle par un bourgeois de Toulouse, sont un recueil de règles de grammaire, de rhétorique, de métrique, etc.

Ben es mortz qui d'amor non sen
Al cor qualque doussa sabor ;
Et que val viure ses amor
Mas per enueg far à la gen ?

« Celui-là est bien mort qui ne sent pas au cœur quelque douce saveur d'amour ; et qu'est la vie sans amour, sinon un « ennui » pour les autres ? ». Cette conception de la vie paraît avoir été celle de notre troubadour : elle en vaut bien une autre.

J. ANGLADE.

II

EPIGRAPHIE

Les réparations de l'église de Biron viennent d'être terminées ou interrompues (juin). On a changé quelques pierres rongées, refait des joints et surtout on a dégagé le pourtour de l'édifice au moyen d'un large fossé profond d'un mètre. On a découvert, le long des murs, plusieurs tombes de grandes personnes en pierre avec encastrement rond pour la tête.

Une inscription a été mise en lumière sur le mur nord. Elle mesure environ 1^m 65 de longueur et 0^m 28 de hauteur : elle est disposée sur quatre pierres. La dernière est fruste, de sorte que l'inscription est incomplète ; on a l'essentiel néanmoins.

Les lettres en capitales du type romain sont gravées par un double trait sauf pour le premier jambage des V et des A ; la boucle supérieure des R et des B n'est pas liée à la boucle inférieure ; tous les O sont en losange d'un trait simple, mais barrés en hauteur d'un double trait ; les C sont carrés, les S très ventrues ; tous les mots sont séparés par trois points.

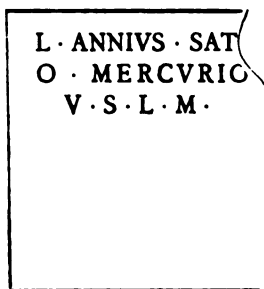
hic : IN : ISTO : VNO : TVMVLO : REQVIE
ROBERTVS : ET : GIRAVDVS : NOBILES :
CLARISSIMI : MILITES : ARMIS : ET : VIRTUTE : I
IN : BONA : CO NFESSIOE : VI

Le vide entre O et N de la quatrième ligne est la conséquence d'un creux dans la pierre ; le graveur n'a pas voulu tracer de lettre dessus.

Cette inscription fin XII^e siècle est peut-être la répétition d'une

autre qui avait été gravée à la même place, mais un peu plus haut. On lit encore en caractères très effacés sur deux lignes : GIRAUD ROBERT sur une pierre immédiatement au-dessus d'une des pierres de l'inscription.

En creusant les fossés de fondation d'une maison, route de Rochefort, vis-à-vis de l'entrée de la rue des Notre-Dame, le propriétaire du terrain a découvert une pierre qu'il a extraite et qui s'est trouvée porter une inscription. C'est un dé d'autel très mutilé, en calcaire très tendre, en deux morceaux, la base disparue, sans ornements, mesurant 0.84 en hauteur, 0.37 en largeur, 0.31 en épaisseur. Sur la face antérieure on lit en lettres de 0.043 de hauteur, d'une bonne exécution, une dédicace à Mercure.



Les mots et les sigles sont séparés par des points triangulaires, les O sont très ronds. Il y a place pour deux lettres à la fin de la première ligne, l'O de la seconde est incomplet.

Le sens de cette inscription n'est pas douteux :

L(ucius) ANNIVS SAT...O MERCURIO v(otum) s(olvit) L(ibens) M(erito).

Lucius Annius Sat... à Mercure a exécuté son vœu avec reconnaissance.

Sat... est le commencement d'un surnom qui se termine par o. On a pensé à *Satto*, dans ce cas il ne manquerait qu'une lettre. Le nom serait intéressant parce qu'on ne le trouve guère que dans l'Est et le Nord de la Gaule, où on voit *SATTA* (*Revue archéologique*, 1895, n° 102) *SATTONIUS* (C.I.L. XIII 4100, 4106) *SATTO* marque de potier (*Idem*, XIII *pars.* III¹. 10010). On a pensé encore à *SATVRIO*. Dans ce cas, il faudrait une lettre et une lettre double à la première ligne.

La formule de l'inscription n'est pas celle que l'on est habitué

à trouver sur les monuments de ce genre, bien qu'elle ne soit pas très rare (*Revue épigraphique*, n° 1539, 1561, 1578, 1637, 1681); ordinairement le nom du dieu est placé en tête.

Cette pierre a été donnée au musée par Adrien Langeron, fils de l'inventeur. C'est le premier autel votif que nous possédions à Saintes.

CH. D.

III

UN ENTERREMENT A SAINTES EN 1810.

Ce passe-partout in-folio fait partie de ma collection.

FABRIQUE DE SAINT-PIERRE.

Tarif des oblations pour le Diocèse de La Rochelle, approuvé par le Gouvernement le 22 fructidor an II.

Sépulture de *Madame Potevint* décédé le 6 décembre 1810.

3^e classe.

Droit de MM. les	{	Curé	3 »
		Vicaires	4 »
Messe basse			1 »
2 Chantre			3 »
Sacristain et Bedeau			2 »
Enfans de chœur			10
Porteurs			15 »
Drap mortuaire			3 »
Cloche			3 »
Total			34 10

Je soussigné reconnais avoir reçu des *Eritiés Potevint* la somme ci-dessus. — Saintes le 15 Décembre 1810.

DELSUQ ?

VIOLLAUD, fabricant.

Dix centimes pour les enfans de chœur, convenons que ce n'était pas cher.

JULES PELISSON.

IV

MÉMOIRE SUR LES RELIGIONNAIRES.

ÉTAT ACTUEL DES RELIGIONNAIRES.

Extrait des *Mémoires instructifs* sur la défense des frontières maritimes du Poitou, de l'Aunis, de la Saintonge et des îles adjacentes présentés au roy par M. _____, commandant en chef pour sa Majesté dans ces provinces. Années 1746, 1747 et 1748 (1).

On estime qu'il y a, dans le Poitou, 40.000 religionnaires, 6.000 en Aunis, 4.000 à La Rochelle, 30.000 en Saintonge, 5.000 dans l'île de Ré et 5.000 dans l'île d'Oleron, le tout compose environ 90.000 hommes dont la moitié est armée.

Pradon, Bessay, Olivier et quelques autres prédicans venant même des pays étrangers parcourent alternativement ces provinces et tiennent de fréquentes et nombreuses assemblées où ils prêchent, marient et baptisent. Ils ont des émissaires nommés pour indiquer les jours et les lieux où elles devront se tenir, ainsi que des collecteurs pour recevoir les rétributions qu'on leur donne, dont la répartition se fait par rôle proportionnellement aux facultés de chaque religionnaire, ce qui leur produit plus de 60.000 livres qui sortent tous les ans de ces provinces. Il y a des particuliers qui font les fonctions de prédicans en leur absence, en sorte que ces sectaires sont continuellement instruits et confirmés dans leur erreur.

Les religionnaires refusent hautement de présenter leurs enfants à l'église pour être baptisés : le peuple se marie sans aucune forme de justice ny de cérémonie de l'église, par de simples conventions qu'ils appellent *adouage* que les prédicans confirment aux assemblées.

Les notables et les plus riches particuliers élisent des domiciles momentanés dans chaque ville et notamment à Paris ou à Bor-

(1) Mémoire copié à la bibliothèque de Rouen par M. Léon Massiou et extrait d'un manuscrit à la suite duquel se trouve une belle carte en couleur portant le titre suivant : « Carte générale de la direction des fortifications du pays d'Aunis qui comprend les isles de Poitou, Aunis, Saintonge, Médoc, Guyenne et isles adjacentes, représentée de basse mer de maline. (Dépendance du secrétaire de la guerre suivant le règlement fait en 1743 concernant le partage des fortifications.) »

(Communication de M. Léon Massiou).

deaux, surprennent des certificats de confession pour être mariés par un prêtre qu'ils séduisent ou par des ministres et reviennent aussitôt après chez eux, professant publiquement la religion prétendue réformée.

Les enfants des peuples de la campagne ne vont plus aux écoles de chaque paroisse pour y être instruits ; ceux des villes et principalement des plus riches habitans restent dans leur maison paternelle pour y être élevés seulement dans les principes de leur secte.

Les habitans de la campagne ne se cachent plus de la sépulture de leurs morts qu'ils enterrent en plein jour et souvent avec de nombreuses assemblées de parents qui accompagnent le corps.

Ceux de la ville n'avertissent jamais de la maladie, ni de la mort de quelqu'un de leur famille ; ils les transportent publiquement pendant la nuit à leurs campagnes pour les enterrer dans les jardins et autres lieux destinés à leur sépulture.

Tous ces abus qui contreviennent aux ordonnances du roy augmentent journellement le nombre des religionnaires. Le peuple adoptant volontiers cette hérésie par un esprit d'indépendance et de libertinage ; les plus éclairés la soutiennent par amour-propre ou par opiniâtreté ; les uns et les autres ne respirent également que la liberté.

Ce party forme, dans ces provinces, un corps séparé de sentiment de l'église autant que de l'intérêt de l'Etat.

Il y a peu de noblesse religionnaire et l'on pense qu'elle peut être retenue par son devoir, mais leurs enfants n'étant pas instruits dans la religion catholique, leur postérité se soufient dans l'erreur.

Les plus riches négociants dissimulent et se conduisent avec circonspection, moins comme citoyens et sujets fidèles au roy, que par la crainte de perdre les avantages actuels de leur commerce. Ils conservent leurs richesses en effets dont ils puissent disposer à tout événement : leurs enfants sont instruits et confirmés publiquement dans l'erreur qu'ils perpétuent à leur postérité.

Les sentiments du peuple se manifestent aussitôt qu'il arrive quelque succès sur mer aux ennemis et l'on voit éclater leur satisfaction par l'espoir d'en être protégés : alors ils agissent ouvertement, insultent les catholiques, déclament contre leurs dogmes et les cérémonies de l'Eglise, injurient les prêtres et les

menacent. Ils s'assemblent publiquement avec leurs armes et les assemblées sont annoncées dans tout le corps de religionnaires par des émissaires. Les peuples des différentes provinces, des isles et des villes même s'y rendent en grand nombre. Les plus riches particuliers et notamment les fermiers s'empressent à donner retraite aux prédicans : ils rétablissent l'ordre dans les assemblées et commandent une garde pour leur seureté.

Telle est la situation et l'esprit *républicain* de ce parti religionnaire qui exige autant d'attention pour les contenir pendant la guerre que de précautions pour s'opposer aux entreprises de l'ennemy.

Réflexions générales.

Il est de l'intérêt de l'état et de la religion d'agir avec vigueur contre l'exercice public d'une secte dangereuse et proscrite dans le royaume par des ordonnances réitérées depuis la révocation de l'édit de Nantes.

La déclaration du roy concernant les religionnaires donnée à Versailles, le 14 may 1724, paraissait devoir éteindre l'hérésie des prétendus réformés dans le royaume en réprimant les abus qui la perpétuent : cette ordonnance regardait principalement les assemblées illicites, l'éducation des enfants, l'obligation pour tous ceux qui exercent quelques fonctions publiques de professer la religion catholique, apostolique et romaine, les peines ordonnées contre les relaps et la célébration des mariages, mais, soit que par la tolérance qu'exigeaient les situations ou que, par des considérations particulières il se soit rencontré quelque inconvénient dans l'exécution, elle n'eut pas l'effet qu'elle devait produire. L'impunité augmenta le mal en donnant atteinte à l'autorité, en sorte que l'état actuel des religionnaires exige encore des remèdes ou plus efficaces ou plus suivis pour en arrêter les progrès et prévenir les suites fâcheuses qui en résulteraient.

Trop de sévérité irriterait les esprits ; l'imagination d'un fanatique outré serait peut être flattée de penser qu'il est grand de sacrifier sa vie ou de s'expatrier pour soutenir la vérité : l'opinion se persuade, mais elle ne se force pas.

La tollerance ou le mépris d'une secte livrée à ses propres lumières et à sa volonté autoriserait en quelque manière, l'erreur d'un peuple ignorant par l'impunité.

C'est sur un plan d'équité et de sévérité et de modération qu'il

faut établir le système de la conduite qu'on devra tenir à l'égard des religionnaires, mais il convient que ces ménagements paraissent être les effets de la bonté du roy et jamais ceux de la crainte.

Il est des moyens justes et modérés d'attaquer le fanatisme par son principe et de le détruire insensiblement sans exciter une fermentation générale et sans déroger à la déclaration du roy du 14 may 1724 en exécutant, par degrés, tous les articles qu'elle contient, mais il convient, pour obliger les sectaires à se conformer à la loy de l'Etat, de leur ôter, par un désarmement général, l'occasion de pouvoir résister : quelques brigades de maréchaussée suffiront alors pour arrêter les prédicans et dissiper les assemblées des peuples.

La voye de la persuasion est l'ouvrage du clergé : un esprit de charité qui le porterait à secourir les religionnaires contribuerait autant à leur conversion que les instructions sur les dogmes de l'Eglise, mais la plupart des curés de ces trois provinces, et notamment ceux du Poitou, étant hors d'état de faire des aumônes, leur situation les avilit et leur attire peu de respect de la part des religionnaires pour leurs personnes : il conviendrait de les aider afin de seconder leurs bonnes intentions et pour être en état de choisir les meilleurs sujets en les plaçant particulièrement dans les lieux où il se trouve un plus grand nombre de religionnaires.

Peut-être même que les missionnaires envoyés dans ces provinces réussiraient en instruisant des peuples dont le fanatisme est fondé sur l'ignorance de la vérité.

L'exécution de l'ordonnance du roy dépendra de la sévérité et de la modération des magistrats ; il faut dissimuler quelquefois, menacer beaucoup et punir rarement, mais fortement.

Le clergé et les magistrats concourant ensemble au maintien de l'autorité et de la loy, il n'est pas vraisemblable que le peuple mieux instruit, contenu dans le bon ordre et privé de la séduction des prédicans n'abandonne ses préjugés et n'ouvre les yeux sur son intérêt présent et réel en renonçant à des espérances de libertés imaginaires qu'il ne peut jamais acquérir ni conserver par la perte de son état ou de son bien. Il n'est pas impossible de retenir les pères par leurs enfants et les riches par leur fortune : ne pourrait-on pas assujettir les uns et les autres par des voyes justes et modérées qui leur ôteraient les moyens de transporter leur fortune hors du royaume.

Observations sur la déclaration du 14 mars 1724.

Les assemblées de religionnaires, les prédicans, les particuliers qui les recellent, les émissaires qui annoncent les assemblées et qui reçoivent leurs rétributions doivent être traités suivant la rigueur de l'ordonnance de 1724.

Il conviendra particulièrement de veiller à l'éducation des enfants, en obligeant indistinctement les pères de les envoyer aux écoles de chaque paroisse pour y être instruits et ceux des plus riches dans les collèges et leurs filles au couvent jusqu'à ce qu'elles se marient ou qu'elles aient atteint l'âge de 25 ans.

Les batêmes demandent une égale attention.

La sépulture des religionnaires ne sera tolérée qu'en y affectant toutes les marques d'humiliation.

A l'égard des mariages, il faut fermer les yeux sur le passé pour ne pas déranger l'ordre des familles mais il convient, à l'avenir, de tenir plus exactement la main sur la forme judiciaire de la publication des bans ! et le consentement du propre curé en punissant les prétendus convertis qui, après avoir fait des actes extérieurs d'abjuration pour se marier, professent aussitôt après leur religion prétendue réformée et l'on ne peut traiter, avec trop de rigueur, les prêtres indignes qui prêtent leurs ministère à des mariages aussi contraires à la loi qu'aux bonnes mœurs.

Au surplus, ne faire aucun mal aux religionnaires paisibles et soumis à la loi du Prince, mais les priver seulement de toutes charges publiques et les exclure autant qu'il sera possible des fonctions principales qui contribueraient à leur opulence, afin de les rendre inutiles à leurs concitoyens. On pourrait les ménager moins sur leurs impositions et soulager, au contraire, ceux qui se convertiraient sincèrement. Il serait dangereux de gêner le commerce, mais on pourrait y établir des règles qui fixeraient les commerçants et donneraient, en même temps à l'étranger, plus de confiance qu'il n'en a pour la nation.

Désarmement des peuples.

La crainte des châtimens, l'évidence de la saine doctrine et l'utilité personnelle, tous ces motifs ne prévalent souvent pas contre le préjugé et l'amour de la liberté, l'occasion suffit pour les ranimer. Les prédicans la saisiront alors pour séduire les religionnaires et les exciter à la révolte : ce n'est qu'en les dés-

armant qu'on peut leur ôter toute espérance de se soustraire à l'autorité qui les gêne.

On se flatterait inutilement de contenir le fanatisme d'un peuple armé ni même d'en arrêter les progrès en punissant de mort les prédicans qui le séduisent : l'intérêt marqué d'un faux zèle de religion le porte à tout hasarder : d'ailleurs, cette guerre aux prédicans qui comète l'autorité du roy occasionne des dépenses considérables et devient une source de friponnerie toujours sans succès, les prédicans étant mieux informés par l'affection que les religionnaires leur portent que par des espions que l'appât du gain fait agir.

L'armement des peuples dans l'intérieur du royaume est pareillement susceptible de désordre public, le païsan en abuse souvent pour vexer son voisin et dégrader son bien.

Il ne peut résulter qu'un bien général d'un désarmement également nécessaire au bon ordre qu'à la tranquillité de l'Etat, les prétendus réformés n'auraient pas lieu de s'en plaindre, puisqu'il serait commun à tous les sujets du roy.

Ce désarmement peut s'exécuter pendant la paix par l'ordonnance générale portant des peines contre ceux qui y contreviennent.

Les troupes qu'on enverrait, dans chaque province, et particulièrement dans celles qui seraient les plus infectées de religionnaires serviraient à les contenir supposé qu'ils osassent faire quelque résistance.

Cette opération exigera des précautions et des dispositions dont les détails seraient trop longs à expliquer dans ce mémoire : elles pourront être réglées par l'ordonnance.

Le désarmement des peuples sera général tant de ceux des campagnes que des villes et l'on ne souffrira aucune arme aux artisans, manœuvres, vigneron, etc... Les laboureurs seront pareillement désarmés excepté ceux qui en auront besoin pour leur bétail contre les bêtes sauvages dont l'état en sera fait et arrêté par le commandant de la province et l'intendant qui leur donnerait cette permission par écrit.

Toutes les armes seront mises en magasin dans la capitale de chaque province ; les habitants les remettront aux syndics de chaque lieu qui seraient chargés de les y faire transporter.

Le nombre des milices destinées à la garde des côtes maritimes étant fixé, elles conserveront leurs armes : on conservera seulement dans les villes et autres lieux fermés des compagnies

d'ordonnance qui serviront de milices bourgeoises armés suivant l'état, qui en sera fait, pour être assemblées et exercées tous les dimanches de chaque semaine dans les provinces frontières du royaume.

Les armes des milices et compagnies d'ordonnance seront tenues dans les magasins et délivrées seulement lorsqu'elles seront assemblées pour l'exercice ou commandées pour le service : elles seront visitées tous les mois par des commissaires qui en prendront l'état et veilleront à leur entretien.

Ce plan général concernant les religionnaires demanderait d'être expliqué plus en détail et plus précisément d'autant que toutes les opérations qu'il comprend exigeraient la plus grande circonspection tant sur les matières de la religion que pour la tranquillité et l'avantage de l'Etat.

V

LE DOCTEUR JOSEPH-IGNACE GUILLOTIN

Guillotín, animé des sentiments les plus louables d'équité et de philanthropie, se fit l'interprète de cette réclamation universelle, de ce vœu général, en déposant sa proposition « également conforme à la religion, à la philosophie et aux mœurs de la nation », comme le disait un autre constituant, Guillaume, député du Tiers de la vicomté et prévôté de Paris (1). Il voulait obtenir deux résultats, l'un moral, l'autre physique: rendre les hommes égaux devant la loi, « comme ils le sont aux yeux de l'Etre suprême » (2), en établissant l'identité de supplice pour les coupables de toutes les classes sociales, et faire ainsi cesser la distinction, inique dans les conséquences, du châtiment selon qu'il atteignait le noble ou le vilain; épargner aussi au coupable une douleur, inutile pour la répression et pour l'exemple, en substituant à la hache ou au glaive maniés à la main, aux potences, à la roue, etc., un procédé scientifiquement plus humain.

Aussitôt après la lecture des six articles de Guillotin, Guillaume proposa douze articles additionnels à la motion de son col-

(1) *Archives parlementaires*, t. IX, p. 393. Guillaume, Louis-Marie, (Paris, 22 janvier 1750-septembre 1794,) avocat aux conseils du roi. Voir sur lui le *Dictionnaire de la Révolution*, du docteur Robinet, t. II, p. 119.

(2) *Archives parlementaires*, loc. cit., *suprà*.

lègue : abolition de la peine de mort sauf contre les assassins, les empoisonneurs et les incendiaires, suppression de la peine du fouet et de la flétrissure, sauf en cas de condamnation aux galères à perpétuité, substitution de la peine de la réclusion dans une maison de force au bannissement, etc. (1).

Mais l'Assemblée était pressée de rendre définitifs les articles qu'elle avait votés et d'introduire, le plus tôt possible, dans la pratique de l'instruction criminelle les principes libéraux qu'elle avait sanctionnés : elle prononça l'ajournement des articles proposés par Guillotin et Guillaume (2).

Ceux présentés par le premier des deux députés ne revinrent à l'ordre du jour que le 1^{er} décembre 1789, séance du matin.

Malgré un discours de Guillotin, fréquemment interrompu par des applaudissements, malgré l'émotion soulevée par ce discours dans une partie de l'Assemblée, qui demanda à délibérer sur le champ, le premier article (3), qui proclamait l'égalité des peines, sans distinction de rang ni d'état, fut seul adopté, grâce à l'intervention énergique du duc de La Rochefoucault-Liancourt, et la suite de la discussion fut renvoyée à une séance ultérieure (4).

Le discours de Guillotin — et c'est regrettable, — semble être perdu pour la postérité. « Ni le *Moniteur*, ni aucun des autres journaux de l'époque ne l'ont inséré, et il ne se trouve pas dans les Archives Nationales, qui possèdent cependant les minutes de nos Assemblées législatives (5) ».

Un seul recueil, le *Journal des Etats-Généraux*, dans son compte rendu de la séance du 1^{er} décembre 1789 (6), en a donné

(1) *Archives parlementaires*, t. IX, p. 394. Le Pelletier de Saint-Fargeau, Robespierre, d'autres encore demandèrent même l'abolition de la peine de mort que l'Assemblée n'osa pas prononcer.

(2) *Archives parlementaires*, loc. cit.

(3) Cet article devint l'article 1^{er} de la loi du 21 janvier 1790 (*Collection des lois* de Duvergier, t. I^{er}, p. 95).

(4) *Archives parlementaires*, t. X, p. 346.

(5) Dr Chereau, *Guillotin et la guillotine*, p. 6.

(6) Tome IV, p. 235, année 1789. Ce journal (Paris, Devaux et Gattey, 1789-1791, 35 vol. in-8^o) était rédigé par Le Hodey de Saultchevreuil, qui, au mois d'avril 1791, fonda, avec le concours des constituants Adrien Duport, Lameth, etc., le *Logographe*. Cette dernière feuille fut comme les premiers vagissements de la sténographie, qui ne sortit de l'enfance qu'en 1820 ; elle touchait une pension de la liste civile (Rapport de Valazé du 6 novembre 1792 sur les papiers de l'armoire de fer). Voir Maurice Tournoux, *Bibliographie*, loc.

une analyse, plus ou moins complète, assaisonnée de quelques réflexions, qu'a publiée le D^r Chereau dans son intéressante étude :

« M. Guillotin... a recordé à l'Assemblée ses décrets sur les « Droits de l'Homme; et, par une transition, rapide et heureuse, « il est passé sur la nécessité de la réformation du Code pénal.

« La loi, a-t-il dit, soit qu'elle punisse, soit qu'elle protège, « doit être égale pour tous les citoyens, sans aucune exception. »

« ... Faisant ensuite une peinture aussi pittoresque que sensible des supplices effrayants, qui se sont perpétués jusque dans « le siècle de l'humanité : les gibets, les roues, les échafauds, « les bûchers, les supplices barbares, imaginés par la barbare « féodalité, il a conclu à ce qu'il n'y eut plus désormais qu'un « seul supplice du même genre pour tous les crimes. Quelque « soit un coupable, il est assez puni par la mort et la société est « assez vengée en le vomissant de son sein....

« ... Ici..... M. Guillotin a fait la description de la mécanique. « je ne le suivrai pas dans ses détails. Pour en peindre l'effet, « il a oublié un instant qu'il était législateur, pour dire en orateur : « La mécanique tombe comme la foudre; la tête vole; le « sang jaillit, l'homme n'est plus. » Ce n'est pas dans un Code « pénal que de pareils morceaux sont permis. Les *veni, vidi, « vici* de César, si expressifs, si éloquentes, ne plairaient plus s'il « les avait prononcés en pareille circonstance... »

Nous croyons intéressant de joindre aux extraits de cet article les appréciations de quelques autres feuilles du temps sur la motion de Guillotin.

La *Gazette de Paris* (1) salue « les grands principes de jurisprudence criminelle développés par M. Guillotin (n° du 4 décembre 1789).

Le *Journal de Paris* (2) vante les sentiments d'humanité qui respirent dans sa proposition » (n° 336, du 1^{er} décembre 1789).

cit., n° 10.312, 10.606 et 10.663, et C. Hatin, *Bibliographie de la presse* p. 132 et suiv.

(1) 1^{er} octobre 1789-10 août 1792. Paris, in-4° quotidien. Rédigée par Barnabé Farnian du Rosoy. (Voir Maurice Tourneux, *Bibliographie de l'Histoire de Paris pendant la Révolution Française*, t. II, n° 10336).

(2) Le *Journal de Paris*, l'ancêtre de la presse française politique (1^{er} janvier 1777-30 septembre 1811), fondé par d'Ussieux, Cadet de Vaux et Corancez. (*Bibliographie de M. Tourneux*, t. II n° 10194).

Le *Moniteur* n'oublie pas de mentionner « les applaudissements que la motion de M. Guillotin a reçus dans le sein de l'Assemblée Constituante » (n° 101, du 1^{er} décembre 1789).

Cependant tout le monde était loin de lui rendre justice et de comprendre même ses intentions humanitaires. Les injures, les sarcasmes, les railleries ne lui furent pas épargnés, surtout de la part des gazetiers royalistes dont ce lugubre sujet excita la verve.

Le Journal les *Actes des Apôtres* (1), « cette espèce de satire Ménippée du temps », comme dit Lamartine (2), où Rivarol, Suleau, Peltier, Champcenetz, Mirabeau cadet, surnommé *Mirabeau-Tonneau*, faisaient une si rude guerre aux hommes et aux choses de la Révolution, après avoir annoncé (n° X) que « M. Guillotin, aussi adroit médecin que profond mécanicien », venait de présenter au monde l'esquisse d'une « machine à décapiter », qui, disait l'écrivain par ironie, allait « étendre la gloire du nom français jusqu'aux rives du Bosphore », examinait ensuite si l'on devait donner « à cette machine supplicielle la dénomination douce et coulante de « guillotine », ou celle de « mirabelle, du nom de M. Mirabeau.... »

L'article finissait par une chanson « composée par un membre de l'Académie française sur l'air grave du menuet d'Exaudet » :

« Guillotin,
Médecin,
Politique,
Imagine, un beau matin,
Que pendre est inhumain
Et peu patriotique...
.....
Et sa main
Fait soudain
La machine
Qui simplement nous tuera
Et que l'on nommera
Guillotine. »

(1) Ce journal, fondé par Jacques Peltier, de Nantes, exista du 2 novembre 1789 au mois d'octobre 1791. (Voir, à son sujet : Eugène Hatin : *Histoire de la Presse*. Paris, Poulet-Malassis et de Broise, 1861, t. VII, p. 78, et *Bibliographie de la presse périodique française*, p. 94, *sup.* ; Maurice Tourneux, *op. cit.* t. II, n° 10353).

(2) *Histoire des Constituants*, t. III. p. 218. Paris, 1854.

Dans ses numéros XXVII et XXXI, cette feuille satirique le raillait encore, surtout dans un « Noël » où elle tournait en dérision plusieurs autres constituants :

« Il est bien plus honnête,
S'écria Guillotin,
De faire un coupe-tête,
Sans y mettre la main.

Daignez donc agréer, Messieurs, cette machine,
Qui pourra même, en mon projet!
Servir, par un ressort secret,
Quand, par tête, on opine. »

Le *Journal en Vaudevilles* (1), de son côté, dans un pot-pourri composé sur la séance du 1^{er} décembre 1789, faisait dire à Guillotin en parlant de « sa machine à décapiter » :

« C'est un mécanisme nouveau
D'un effet admirable ;
Je l'ai tiré de mon cerveau
Sans me donner au diable,
Un décollé de ma façon
La faridondaine,
La faridondon,
Me dira : « Monsieur, grand merci,
Biribi,
A la façon de Barbari,
Mon ami. » (2)

Un peu plus tard, le vicomte de Mirabeau, le frère putné du grand orateur, dans le *Déjeuner*, ou la *Vérité à bon marché*, fine satire du nouvel ordre de choses, écrivait à son tour : « Vous étiez pendus, ou du moins vous risquiez de l'être pour vol, d'avoir les os brisés pour assassinat, de voir vos cendres jetées au vent pour empoisonnement ou parricide ; mais aujourd'hui, grâce à M. Guillotin, à son esprit inventeur et à l'Assemblée nationale, vous aurez tous la tête coupée sans qu'il

(1) *Le Journal en Vaudevilles des Débats et Décrets de l'Assemblée Nationale*, 1790, 12 numéros in-8°. En vers et en prose. Rédigé par plusieurs, notamment par un ancien page de Louis XV, le marquis de Bonnay, député de la noblesse du Nivernais aux États Généraux (M. Tourneux, *op. cit.*, t. II, n° 10396).

(2) Voir dans les *Hymnes et Chansons de la Révolution*, par M. Constant Pierre (Paris, Imprimerie nationale, 1904), la nomenclature de plusieurs autres chansons sur Guillotin et sa machine.

y paraisse, et ce supplice ne sera pas réservé aux seuls aristocrates. »

Le grave *Moniteur*, s'élevant, dans son numéro du 18 décembre 1789, contre ces plaisanteries macabres et ces trivialités indécentes, disait : « L'innovation de mettre la *mécanique* à la place d'un *exécuteur*, qui, comme la loi, sépare la sentence du juge, est digne des siècles où nous allons vivre et du nouvel ordre où nous entrons..... Elle prépare l'anéantissement du préjugé qui flétrit, à la honte de la nation, toute une famille honnête par le supplice que la loi prononce contre un criminel. »

Quant aux *Révolutions de Paris* (1), journal de Prud'homme, hostile à la peine de mort, il se montra assez sarcastique : « La machine qu'il (Guillotin) a proposée, a été appelée *guillotine*. On a fait à ce sujet, une chanson... C'est une douce correction que le public lui inflige. L'honorable membre a donné des preuves assez fortes de son patriotisme pour que l'on doive oublier sa motion et la chanson. *Errare humanum est*. »

Ainsi, on le voit, l'instrument de supplice se trouva baptisé longtemps avant sa naissance, et du nom du pauvre docteur !

Le 21 janvier 1790, l'Assemblée reprit la discussion des articles présentés par Guillotin... Après un discours de l'abbé Papin, curé-prieur de Marly-la-Ville, député du clergé de Paris-hors-les-murs, qui insista pour un vote immédiat, après une dernière intervention de l'auteur du projet, flétrissant « le préjugé de cette infamie héréditaire que nos ancêtres avaient consacrée depuis tant de siècles », et des observations de l'abbé Maury, de Barnave, etc., les articles II, III et IV de la proposition furent adoptés définitivement par la Constituante, pour être aussitôt soumis à la sanction royale. Quant aux articles V et VI, sur la demande même de leur rédacteur, ils furent renvoyés au comité des Sept (2).

(1) N° XXIV, du 29 novembre au 26 décembre 1789. Ce journal, publié par « le sieur Prudhomme » et dédié « à la Nation et au district des Petits Augustins » eut, pendant son existence (17 juillet 1789-10 ventose an II, 28 février 1794) successivement pour principaux rédacteurs : Alexandre Tournon, Elysée Loustalot (né à Saint-Jean d'Angély, en 1762, mort à Paris en 1790), Sylvain Maréchal, Fabre d'Églantine, Santhonax, Chaumette (*Bibliographie de M. Maurice Tournoux*, t. II, n° 10249).

(2) Décret du 21 janvier 1790 (Duvergier, *Col. des lois*, t. II, p. 95). Cf. *Archives parlementaires*, t. XI, p. 297. *Moniteur* du 21 janvier 1790, n° 24.

II. — Ce ne fut que dans la séance du 3 juin 1791, sur le rapport de Louis-Michel Le Pelletier de Saint-Fargeau, que l'Assemblée Nationale, après avoir décrété préalablement, dans l'article 2 du code pénal, que « la peine de mort consisterait dans la simple privation de la vie, sans qu'il pût être exercé aucune torture envers les condamnés, » vota l'article 3 d'une concision terrible : « Tout condamné (à mort) aura la tête tranchée » (1).

Guillotin n'avait pas pris part à la discussion, mais son idée exprimée plus de vingt mois auparavant, recevait ainsi sa consécration.

Néanmoins onze mois s'écoulèrent avant qu'on pût se mettre d'accord sur l'instrument à employer, le législateur n'ayant pas déterminé le système de décollation. Enfin, après une correspondance active qui eût lieu sur ce sombre objet entre Verrier, commissaire du roi près le deuxième tribunal criminel de Paris, Rœderer (2), procureur général syndic du département, Duport-Dutertre, ministre de la justice, et le président de l'Assemblée nationale (Guyton de Morveau) et après une consultation de Charles-Henry Sanson, l'exécuteur des hautes œuvres (3), l'Assemblée, mise ainsi en demeure d'arrêter une méthode prompte et facile de décapitation et de tirer de son embarras le pouvoir judiciaire, qui avait à faire mettre à exécution plusieurs sentences capitales, eut l'excellente idée de s'adresser, par l'intermédiaire de son comité de législation, au docteur Antoine Louis, secrétaire perpétuel de l'Académie de chirurgie, pour le prier de lui enseigner un procédé, qui réunit à la fois la *sûreté*, la *célérité* et l'*uniformité*.

Louis ne déclina pas cette mission, et, le 7 mars 1792, il signait un *avis motivé*, où, adoptant l'idée de Guillotin qu'il ne nomma même pas dans son rapport, il préconisait, pour la parfaite réussite et la rapidité de l'exécution capitale, l'emploi

(1) Articles 2 et 3 du code pénal du 25 septembre 1791. L'article 3 est devenu l'article 12 de notre code pénal actuel.

(2) Rœderer (Pierre-Louis), ex-constituant, avait été élu le 10 septembre 1791 procureur général syndic, en remplacement de Pastoret, contre d'André, président du club des Feuillants (Etienne Charavay, *Assemblée électorale de Paris, 26 août 1791-12 août 1792*, p. 298. Paris 1894).

(3) Voir ces documents dans Chereau, *op. cit.*, p. 12 à 15, et *Revue rétrospective* de Jules Taschereau, 2^e série, t. I, p. 7.

« de moyens mécaniques invariables ». Il citait, à ce sujet, une machine, employée en Angleterre pour le supplice des condamnés à mort et qui était formée « de deux poteaux barrés dans le haut par une traverse d'où l'on faisait tomber sur le cou une hache au moyen d'un déclic. » Il proposait de faire construire une pareille machine, en y apportant divers perfectionnements qu'il énonçait.

C'est armé de ce mémoire qu'à la séance du 20 mars 1792, Prosper-Hyacinthe Carlier, député de l'Aisne, vint, au nom du comité de législation, présenter un rapport, à la suite duquel l'Assemblée Législative décréta que l'article 3 du titre 1^{er} du code pénal serait exécuté « suivant la manière indiquée et le mode adopté par la consultation signée du secrétaire perpétuel de l'Académie de chirurgie » et autorisa, en conséquence, « le pouvoir exécutif à faire les dépenses nécessaires pour parvenir à ce mode d'exécution de manière qu'il fut uniforme dans tout le royaume » (1).

M. le docteur Chereau a publié, dans son très intéressant et très documenté travail (2), une lettre écrite, le 10 mars 1792, par le procureur général syndic (Rœderer) à Guillotin pour le prier de « passer au département, place Vendôme, à son premier moment de liberté », afin de lui donner communication « des notions importantes » qu'il avait « recueillies et comparées pour adoucir une peine », dont l'intention de la loi n'avait pas été de « faire un supplice cruel. »

Quelle réponse donna Guillotin ? Que fit-il ? Se rendit-il à l'invitation qui lui était adressée ? Prit-il part à la solution du problème posé : la découverte de la meilleure machine à trancher la tête ? C'est un point d'histoire qu'il ne nous a pas été possible d'élucider. Du reste, peut-être ne fût-il consulté que pour la forme ?... (3)

Malgré l'urgence et les réclamations incessantes des autorités judiciaires et du garde des sceaux, ce n'est que le 26 mars 1792 que Clavière, ministre des contributions publiques, chargea le Directoire de Paris du soin de faire construire la nou-

(1) Voir ce décret et l'avis motivé de Louis, qui y est annexé, dans la *Collection des lois* de Duvergier, t. IV, p. 87.

(2) *Guillotin et la guillotine*, p. 18.

(3) Dr Chereau, *loc. cit.*, et docteur Cabanès, *Le Cabinet secret de l'Histoire*, 2^e série, p. 121. Paris, aux bureaux de la *Chronique Médicale*, 1897.

velle machine. Le 5 avril suivant, Røederer fit parvenir au ministre le « devis estimatif », s'élevant à 5.660 livres, qui venait de lui être présenté par le maître charpentier Guédon, fournisseur ordinaire des bois de justice (1). Ce devis ayant paru exorbitant, le Directoire, autorisé par Clavière à traiter « avec tout autre artiste », s'entendit avec un juif allemand, Tobias Schmidt, facteur de forte-pianos et habile mécanicien, demeurant à Paris, rue de Thionville, qui s'engagea à construire une machine bien conditionnée (2) pour 824 livres seulement. L'instrument, fabriqué sous l'inspection de Louis, fut bientôt prêt. Avant de s'en servir, on l'expérimenta sur d'innocents moutons, dans la cour du Commerce, rue Saint-André-des-Arts (3), puis sur des morts, afin qu'il « apprît d'eux son œuvre », selon le mot de Châteaubriand (4). Cette dernière expérience eut lieu le mardi 15 avril 1792, à dix heures du matin, à Bicêtre, dans la cour adjacente à l'amphithéâtre, sur cinq cadavres fournis par le docteur Louis-Michel Cullerier, chirurgien général de cet hôpital, en présence de plusieurs assistants, parmi lesquels figuraient, d'après certains auteurs, Guillotin (5) lui-même. Mais cette assertion, qui ne semble être corroborée par aucun document, est-elle exacte ?...

Ce qu'il y a de positif c'est que « la mécanique sépulcrale » (6) fonctionna admirablement comme le faisait savoir le 19 avril de cette même année Røederer à Challan, procureur général syn-

(1) *La Grande Encyclopédie*, t. XIX, p. 590, v^o Guillotine.

(2) M. Georges de Labruyère (le *Matin*, du 22 août 1907), prétend, nous ne savons sur la foi de quelle autorité, que le modèle de la guillotine avait été dessiné par le « citoyen Laquiente, greffier du tribunal de Strasbourg ». Alexandre Dumas (le *Drame de 93*, Paris, 1866, 1, 42), et les *Mémoires de Sanson*, racontent, de leur côté, que c'est Louis XVI, dont on connaît la passion pour la serrurerie, qui aurait perfectionné la nouvelle machine en substituant la forme oblique à celle en croissant, adoptée primitivement. (Consulter sur cette question, l'*Intermédiaire des chercheurs et des curieux*, t. IX, p. 612-697).

(3) Le *Gaulois*, du 7 septembre 1907 (article de M. L. de Fourcaud).

(4) *Mémoires d'outre-tombe*, t. II, p. 496. Paris, Dufour, Mulat et Bou langer, 1860.

(5) Dr Chereau, *loc. cit.*, p. 22 ; Louis du Bois, *Recherches historiques et physiologiques sur la guillotine*, Paris, 1843. Cf. Pierre Quantin-Bauchart, *Guillotin et la guillotine*, p. 25 ; extrait de la *Nouvelle revue*, Paris, s. d. ; Dr Cabanès, *op. cit.*, p. 122 ; Paul Bru, *Histoire de Bicêtre*, p. 87.

(6) Châteaubriand, *op. cit.*, p. 496.

dic du département de Seine-et-Oise, dans une lettre, dont la *Revue rétrospective* a donné le texte, ce qui valut à Schmidt la fourniture des machines de la Seine, de la Seine-et-Oise et de plusieurs autres départements (1).

Neuf jours après les expériences de Bicêtre, le 24 avril, on faisait à Paris, sur la place de Grève, avec un plein succès, la première application du nouveau « tranchoir » sur les vertèbres cervicales du nommé Nicolas-Jacques Pelletier, assassin et voleur.

Le lendemain, le journaliste Duplan faisait connaître ses impressions sur cette exécution dans les termes suivants :

« On fit hier l'essai de la petite *Louison* et on coupa une tête...
« Je n'ai, de ma vie, pu approcher un pendu, mais j'avoue
« que j'ai encore plus de répugnance pour ce genre d'exécution; les préparatifs font frissonner et aggravent le supplice
« moral, quant au supplice physique, j'ai fait assister quelqu'un
« qui m'a rapporté que c'était l'affaire d'un clin d'œil; le peuple
« semblait invoquer le retour de Sanson à l'ancien régime et lui
« dire .

« Rends-moi ma potence en bois,
Rends-moi ma potence ».

La *Chronique de Paris* du 26 avril, disait, de son côté : « Cette machine a été préférée avec raison aux autres genres de supplice : elle ne souille pas la main d'un homme du meurtre de son semblable, et la promptitude, avec laquelle elle frappe le coupable, est plus dans l'esprit de la loi, qui peut souvent être sévère, mais ne doit jamais être cruelle. »

La fatale machine, la *louison*, la *louisette*, comme on l'appela parfois lors de ses débuts, la *guillotine*, comme le nom finit par lui rester officiellement, existait déjà, depuis une époque très ancienne, au moins dans ses principes essentiels, dans plusieurs contrées de l'Europe, notamment en Italie, sous le nom de

(1) A la suite du fonctionnement défectueux de la machine de Paris, dans une exécution, on retira la fourniture des autres départements à Schmidt, qu'on donna à René-Noël Clairin, « menuisier patenté à Paris », qui, le 13 juillet 1792, s'engagea à faire et fournir, « conformément au devis dressé par M. Giraud, architecte », les *guillotines* moyennant le prix de 500 livres pour chacune « même en y comprenant la peinture. » Cf. Chereau, *op. cit.*, p. 28, 29 et 31.

manata, pour ceux qui jouissaient du privilège de la noblesse (1), en Ecosse, en Angleterre sous le nom de *maiden* (la vierge) (2), en Bohême, en Allemagne (3), dans les Pays-Bas (4).

Ainsi il est sûr que Guillotin n'a nullement inventé la machine auquel il a eu le fâcheux honneur de donner son nom. Il proposa, en vue d'*humaniser* le supplice, la substitution d'un mécanisme à la main de l'homme; sa motion fut prise en considération, et il en résulta le choix de l'instrument, qui l'a rendu tristement fameux. Voilà à quoi s'est réduit son rôle dans l'adoption de la machine, qui allait accomplir, avec une hâte si effroyable, son affreux labeur, pendant cette période terrible et glorieuse de nos annales, où, selon la belle et forte expression de Chateaubriand, « la tragédie rougissait les rues » (5).

On a dit que l'idée lui vint de faire la proposition en voyant, à l'Ambigu-Comique, employer, dans la pantomime, les *Quatre fils Aymon*, le mode de supplice, usité en Toscane (6). Nous serions plutôt porté à présumer qu'il connaissait déjà la *manata* italienne par les ouvrages dont nous avons fait mention plus haut. Ce qui nous paraît confirmer notre hypothèse, c'est un curieux pamphlet du temps, dont voici le titre. *Grande découverte d'un vol CONSIDÉRABLE, fait à un membre de l'Assemblée Nationale. Imprimé par les soins d'une société de gens de lettres pour l'instruction de plusieurs et au profit du membre volé.* S. d., in-8°, 7 pages (7).

(1) Voir *Symbolicarum quaestionum de universo genere*, par Achille Bocchi. Bononiæ, 1555 et 1574. — Figures de Bonasone, retouchées par Carrache. — *Voyages en Espagne et en Italie*, par le Père Labat. Paris, 1730, et Amsterdam, 1731, 8 vol. in-12.

(2) Guillaume Cambden, *Britannia*... (Londres, 1586 et 1607); Walter Scott, *Histoire d'Ecosse*, 1^{re} série, chap. IX.

(3) *Hortulus animæ*. Wittemberg, 1548, in-4° (figures de Lucas de Cranach). Cf. gravures d'Albert Dürer, de Nuremberg (1522), d'Henri Aldegrever (1553), de Gregorius Penez. Voir aussi *Revue d'Aunis et Saintonge* de mars et juillet 1895, p. 110 et 294.

(4) *Notice sur la guillotine*, par l'abbé Adolphe Blocme, curé de Roquetoire (Hazebrouck. — L. Guernonprez, 1865, 22 pages in-8). Cf. *Intermédiaire des chercheurs et des curieux* du 30 mai 1897, p. 676, et *Poésies* du Hollandais Jacques Cats (Hambourg, 1710-1717).

(5) *Mémoires d'outre-tombe*, t. I^{er}, p. 491.

(6) M. J. Mathieu, *La guillotine et les portraits de son inventeur*, dans la *Curiosité universelle*, journal hebdomadaire, du 18 août 1890. Cf. *Actes des apôtres*, n° XXVII.

(7) M. Tournoux, *Bibliogr.*, t. IV, n° 23.004.

Cet opuscule est précédé d'un *avant-propos*, où se trouve ce passage: « On va voir comment l'auteur de la belle et grande histoire de Louis XII, écrite en 1507, a traitreusement et déloyalement escroqué et volé les idées et belles pensées, mises au jour, en l'année 1790, par le sage, lumineux et auguste membre Monsieur (ci-devant Monseigneur) Guillotin » (*sic*).

Suit un extrait de l'histoire de Louis XII par les chroniqueurs Jean d'Authon et Claude Seyssel, complétée par Théodore Godeffroy (tome II, 1513), renfermant le récit de l'exécution capitale, à Gênes, du conspirateur Démétrius Giustiniani, avec une machine, dont la *guillotine* n'est qu'un perfectionnement.

Ce pamphlet offre de l'intérêt car il démontre que certains de ses contemporains savaient à quoi s'en tenir sur la prétendue invention de notre concitoyen. Mais, malgré tout, pour la plupart des Français d'alors, et pour beaucoup encore de ceux d'aujourd'hui, le philanthrope député de Paris est resté le seul créateur de l'instrument, dont il a été le parrain bien involontaire.

Jusqu'à sa mort, en effet, il protesta toujours contre l'abus de son nom, et se montra constamment très affecté de l'usage qu'on en faisait (1).

III. — Les premières exécutions politiques furent celles de Louis Collenot David d'Angremont, secrétaire de l'administration de la garde nationale, de La Porte, l'intendant de la liste civile et de du Rosoy, le rédacteur de la *Gazette de Paris* ; elles eurent lieu sur la place du Carrousel, les 21, 24 et 25 août 1792.

Mais c'est surtout à compter du 7 avril 1793, date de l'institution du tribunal révolutionnaire, « le crime et l'erreur de la Révolution » (2), que la pseudo-invention de Guillotin commença à fonctionner avec une activité si formidable que Prudhomme dans ses *Révolutions de Paris* (n^{os} 198, du 20 au 28 avril 1793), émettait la crainte que « le peuple se familiarisât avec l'idée de meurtre. »

Il fut si bon prophète que le citoyen Lebreton, commissaire observateur de Paris, dans un rapport du 22 ventôse an II

(1) Dans deux lettres qu'il nous a adressées les 23 octobre et 19 décembre 1907, M. A. Dières-Monplaisir, ancien président du tribunal de commerce, à Marennes, nous a dit qu'il a eu connaissance du chagrin éprouvé par Guillotin, par la lecture de divers documents.

(2) H. Wallon, *op. cit.*, t. III, p. 382.

écrivait que « le peuple s'habituaît à aller là (la place de la Révolution, où la guillotine restait dressée en permanence) comme à la messe, et la victime, comme le prêtre qui va faire le sacrifice » (1).

A cette époque, en effet, l'exaltation singulière, qui s'était emparée de tous les esprits, avait accoutumé si bien chacun avec la mort violente que les exécutions ne causaient plus la même impression d'effroi.

Le supplice était accepté avec indifférence et parfois avec transport.

Pour Lamourette, ce n'était qu'une « chiquenaude sur le cou » ; pour le Mayençais Adam Lux, c'était la délivrance, et on le voyait se précipiter avec joie sous le couteau, « dont le tranchant avait touché le cou charmant de M^{lle} de Corday » (2).

Dans les prisons, « les femmes s'étudiaient à monter sur l'échafaud sans montrer leurs jambes, en gravissant des montagnes de chaises qu'elles accumulaient à cet effet, et tout cela n'était pas la forfanterie du courage, c'en était plutôt l'abus. »

Il serait difficile de peindre la consternation, le désespoir de Guillotin à la vue des crimes de sa filleule. Cet excellent citoyen tenta cependant de soustraire certaines têtes amies au couperet égalitaire.

Il avait été, avant la Révolution, médecin de Monsieur (3), et avait alors connu, d'une manière assez intime, Jean Paul Marat, qui, à cette époque, était lui-même médecin des écuries du comte d'Artois (4). Il fit donc appel à sa clémence en faveur de condamnés à mort qui l'intéressaient, mais le « Caligula du carrefour », comme Chateaubriand appelle le trop fameux révo-

(1) Archives nationales, W. 112. Cf. *Intermédiaire des chercheurs et des curieux* du 30 avril 1892, t. XXV, p. 427.

(2) C. Dauban, *La démagogie à Paris en 1793*, Paris, Henri Plon, 1868.
Mémoires et souvenirs du baron Hyde de Neuville, t. I, chap. 2, p. 70. Paris, 1888, 3^e édition.

(3) *Dictionnaire des parlementaires français*, par Adolphe Robert, Edgar Bourloton et Gaston Cougny, t. II, p. 284. Paris, 1891.

(4) *Le Gaulois*, du 30 novembre 1896, prétend même que Guillotin aurait donné asile à l'*Ami du peuple*, lorsque celui-ci fut décrété d'accusation, mais cette assertion nous paraît être très hypothétique. Cf. *Revue d'Annis et Saintonge* de janvier 1897, p. 14.

lutionnaire (1), repoussa impitoyablement les sollicitations de son ancien confrère.

Désolé de son impuissance à sauver quelques victimes, attristé de voir couler le sang à flots, écœuré d'entendre continuellement prononcer le mot de *guillotine*, jusque dans des chansons (2), d'apercevoir, sans cesse, l'image de la sinistre machine, sous la forme de hideux bibelots, d'ignobles bijoux, boucles d'oreilles, cachets de montre, etc., Guillotin quitta Paris pour se délivrer de cette tragique obsession, car, en l'an II, on le trouve, à Arras, directeur des hôpitaux militaires, installés dans l'abbaye de Saint-Waast, après l'expulsion des bénédictins. Il fut même, à cette occasion, violemment attaqué par la *Gazette du Nord*, dans un article insinuant que le corps des officiers de santé, tout spécialement Guillotin et ses aides, étaient au-dessous de leur mission. Mais les malades des divers corps, qui avaient pu apprécier les bons soins qui leur étaient donnés, protestèrent « du zèle, de l'activité, de l'humanité, de la douceur et du patriotisme du docteur Guillotin et de ses auxiliaires, les chirurgiens Dautreville, Baudelocque et Roche ». dans une pétition adressée aux représentants en mission, Joseph Lebon et Duquesnoy, et signée « les républicains malades, blessés à l'hôpital militaire de Saint-Waast d'Arras » (3).

L'ancien député de Paris avait besoin de voir certifier son civisme, parce qu'il devait être, à ce moment là, véhémentement suspect de *modérantisme*, crime alors inexpiable.

Il avait, en effet, appartenu aux *clubs de Valois et des Feuillants et à la Société de 1789*, tous les trois fort honnis par les hommes de la *Montagne*.

Le club de Valois, fondé le 11 février 1789, au Palais-Royal, notamment par Siéyès, avait été le rendez-vous de la noblesse d'épée et de robe et de la haute bourgeoisie, et, quoique neutre

(1) *Mémoires d'outre-tombe*, t. I^{er}, p. 500.

(2) Citons l'*Hymne montagnarde aux Jacobins*, par Armand de Bouchard, qui commence par ces vers :

O toi, charmante guillotine,
Tu raccourcis reines et rois ;
Par ton influence divine,
Nous avons reconquis nos droits !...

(3) Ce document, qui porte de nombreuses signatures, a été publié dans l'*Intermédiaire des chercheurs et des curieux* du 20 mars 1907, vol. LV, 751.

en apparence, l'opinion royaliste y dominait au fond. Talleyrand-Périgord, évêque d'Autun, le duc d'Orléans (Philippe-Egalité), son fils, le duc de Chartres, Choderlos de Laclos, Barthez, le médecin de Louis XVI, plus tard celui de Napoléon 1^{er}, Champfort, Champcenetz, collaborateur aux feuilles monarchistes, les *Actes des Apôtres* et la *Chronique scandaleuse*, en faisaient partie.

La *Société de 1789* créée également au Palais Royal, le 12 avril 1790, avait pour adhérents des gens riches, des écrivains distingués, des députés réputés modérés dans le côté gauche, qui, tous, voulant « maintenir le gouvernement dans la voie prise en 1789 », n'admettaient pas, pour la plupart, la souveraineté du peuple et entendaient « soutenir la royauté appuyée sur la constitution. » Ce club, qui avait son journal rédigé par André Chenier, Roucher, Condorcet, Pastoret et autres, n'exerça, malgré ses efforts, aucune influence sur les masses. Battu en brèche par les *Jacobins* et les *Cordeliers*, il disparut en même temps que ses fondateurs, La Fayette, Bailly, Mirabeau aîné, Dupont de Nemours, perdaient leur popularité. Vers la fin de 1791, ses débris formèrent le noyau du club des *Feuillants*.

Le club des *Feuillants* avait pris naissance aussitôt après la scission qui s'était opérée parmi les membres de la *Société des Amis de la Constitution* (issue de l'ancien club Breton), à la suite de la pétition de Choderlos de Laclos et de Brissot de Warville, demandant la déchéance de Louis XVI, revenu de Varennes, et les massacres du Champ de Mars (17 juillet 1791). Ce club, fondé dans l'ancien couvent des religieux de ce nom, près de la salle du Manège, par La Fayette, Bailly, Adrien Duport, Alexandre et Charles Lameth, La Rochefoucault-Liancourt, était une réunion de modérés ne voulant pas aller plus loin que la monarchie constitutionnelle (entr'autres Mirabeau aîné, Lanjuinais, Régnault de Saint-Jean d'Angély, Le Chapelier, Beugnot, Marmontel et Suard, de l'Académie française, les députés de la Charente-Inférieure, Alquier et Nicolas Lemer cier, Maret, etc.

La lutte entre les *Jacobins* et les *Feuillants* fut longtemps très vive, mais, ces derniers, devenus bientôt l'asile des réactionnaires, disparurent après la journée du dix août (1).

(1) Consulter sur ces trois sociétés le livre de M. Auguste Challamel, *Les Clubs contre-révolutionnaires*. Paris, Cerf, Noblet et Quantin, 1898. Cf. dans

Dans les débuts, les royalistes confondaient dans leur haine les affiliés des deux sociétés, ainsi que le témoigne ce quatrain, imprimé, en 1791, dans le *Journal de la ville et de la cour*, appelé plus communément *le Petit Gautier*, qu'avait créé Brune, le futur maréchal de l'Empire, et que rédigeaient Gautier, qui lui donna son nom, Maude-Monpas, officier du roi, Journiac de Saint-Méard :

Des Feuillants jusqu'aux Jacobins,
Sans doute il est quelque distance :
On doit donner la préférence
Aux voleurs sur les assassins.

Guillotín avait figuré sur les listes des membres de ces trois réunions constitutionnelles, que les patriotes avancés considéraient comme des monarchistes déguisés, quand la *Montagne* l'emporta sur la *Gironde*, il passa naturellement à l'état de suspect.

Cette circonstance, jointe à des propos courageux, mais imprudents, tenus, paraît-il, sur Maximilien Robespierre, qu'il avait en horreur, car, à ses yeux, il était l'auteur principal des excès de la Terreur, aurait, d'après la plupart de ceux qui ont écrit l'histoire de la vie de Guillotin (1), motivé son arrestation, peu de temps avant la chute du dictateur atrabilaire, et il n'aurait même dû son salut qu'à la date libératrice du neuf thermidor.. Mais, comme, d'une part, aucun auteur n'indique la prison où il fut enfermé ; que, d'autre part, ni la *Biographie moderne* (2), ni celle de Michaud, publiées de son vivant, ne men-

la *Grande Encyclopédie*, articles de M. H. Monin, v° *Feuillants*, t. XVII, p. 356, et de M. F. Aulard, v° *Clubs*, t. II, p. 722.

(1) *Biographies* de Rabbe, d'Arnaud et de François-Xavier de Feller ; Hoeffler-Didot ; *Dictionnaire Encyclopédique de la France*, de Philippe Le Bas, t. IX, p. 256 ; *Nouveau Larousse illustré* ; *Grande Encyclopédie* (article du docteur Hahn) ; *Dictionnaire de la Révolution et de l'Empire*, du docteur Robinet ; *Biographies* Rainguet et H. Feuilleret et de Richemond ; docteur Réveillé-Parise, *loc. cit.* ; Charles-Rémy Saint-Maurice, *Le docteur Guillotin*, étude un peu fantaisiste, parue dans *l'Indépendant de la Charente-Inférieure*, des 8 septembre et 1^{er} octobre 1853, etc.

(2) T. II, p. 396, 2^e édition, Breslau, Korn, 1806. Les auteurs de la *Biographie moderne*, ou *Dictionnaire historique des hommes qui se sont fait un nom en Europe depuis 1789 jusqu'en 1802* (1^{re} édition, Leipsick, Paris, 1802, 4 vol.), sont Alphonse de Beauchamps, Caubrières, Fel.-Jos. Giraud, Joseph Michaud, H.-L. de Coiffier et autres. (Voir *Dictionnaire des ouvrages anonymes*, par Alex. Barbier, t. 1^{er}, p. 432. Paris, Paul Daffis, 1872.

tionnent cette incarcération ; qu'enfin son nom n'est pas compris parmi ceux des détenus, cités dans l'intéressant ouvrage de M. C. Dauban : *Les prisons de Paris sous la Révolution* (1), nous étions loin d'être pleinement convaincu de la réalité du fait. Nous avons donc voulu vérifier l'assertion et nous avons réussi, nous le croyons, à élucider complètement ce point historique qui nous paraissait obscur. Il appert, en effet, de deux pièces contenues dans les dossiers de la police générale, conservés aux Archives nationales : 1° Que le 16 vendémiaire an IV (3 octobre 1795), « le citoyen Guillotin, secrétaire de la Halle aux Bleds, rédacteur et signataire de plusieurs écrits contraires aux lois, » (quels sont-ils ?) a été arrêté sur l'ordre du Comité de Sûreté Générale et écroué dans la maison d'arrêt, dite des Orties ; 2° Que le 13 brumaire an IV (4 novembre 1795), ce même comité a ordonné la mise en liberté du « citoyen Guillotin, ex-constituant », et la levée des scellés apposés sur ses papiers (2).

Les documents en question semblent se rapporter incontestablement au docteur Guillotin, et ce qui le démontre, c'est d'abord la qualification d'ex-constituant, donnée, dans l'un d'eux, à la personne arrêtée (Guillotin fut, on le sait, le seul député de ce nom à l'Assemblée Constituante) ; c'est ensuite cette particularité que la rue Croix-des-Petits-Champs, où habitait, à cette époque notre concitoyen, se trouvait près de l'ancienne halle aux blés et devait probablement faire partie de cette section. Par conséquent, il nous semble qu'il ne saurait plus subsister de doute sur ce point. Guillotin a bien été successivement arrêté, puis relaxé, mais son emprisonnement a eu lieu longtemps après le 9 thermidor an II (27 juillet 1794) — époque où, selon l'opinion générale, mais erronée, des biographes, il aurait recouvré la liberté.

IV. — Une dernière et profonde douleur était réservée à Guillotin ce philosophe « sensible » comme on disait au XVIII^e

(1) Paris, H. Plon, 1870.

(2) *Archives nationales*, F 7, 4736. Nous sommes heureux d'adresser un public témoignage de notre sincère gratitude à M. H. Delaroche-Vernet, premier secrétaire d'ambassade, petit-fils de Paul Delaroche, et arrière-petit-fils d'Horace Vernet, les deux célèbres peintres, qui a eu la gracieuseté de copier à notre intention ces deux documents que nous transcrivons plus loin.

siècle. Après la cessation du régime de la Terreur, une vive controverse s'éleva entre les physiologistes sur les effets du supplice de la guillotine (1).

Dans une lettre du 20 mars 1795, adressée à son confrère, le médecin Oëlsner (2), Scëmmering, professeur à l'Université de Mayence, invoquant, à l'appui de sa thèse, les autorités de Haller, de Weicard et de Leveling, lequel, en irritant la moëlle épinière, aurait vu des contractions horribles de la face (3), affirma que le sentiment, la personnalité, le moi persistaient après la décollation, « aussi longtemps que le cerveau conservait sa force vitale », et il en concluait que la pendaison était un genre de mort plus doux.

Le médecin français J.-J. Sûe, père du célèbre romancier, soutint, lui aussi, qu'il y avait indubitablement encore « dans le cerveau d'un décapité un reste de jugement et dans les nerfs un reste de sensibilité ». *Opinion sur le supplice de la guillotine*, 1796, 16 pages). Aldini, professeur de sciences physiques à l'Université de Bologne, utilisant les courants galvaniques, affirma, d'autre part, que les convulsions de la tête pouvaient persister pendant trois quarts d'heure (*Essai théorique et expérimental sur le galvanisme*. Paris, 1804, in-4°).

Mais « cette désolante et paradoxale opinion », selon le mot du docteur Réveillé-Parise, ne tarda pas à être vivement combattue et réfutée par Georges Wedekind, médecin à l'hôpital militaire de Strasbourg, Le Pelletier, médecin à Paris, J.-B. Léveillé, chirurgien à l'Hôtel-Dieu, René Georges Gastellier, ancien député du Loiret à l'Assemblée législative, médecin à l'hôpital de Sens, Sédillot le jeune, secrétaire général de la société de médecine de la Seine, et surtout par l'illustre Cabanis, le médecin-philosophe, l'ami de Mirabeau, qui fournit aux ad-

(1) Consulter sur cette question, *Notice historique et physiologique sur le supplice de la guillotine*, extrait des *Affiches curieuses*, par G. D. F. (Guyot de Fère). Paris, 1830, in-8°, 76 pages; *La guillotine ou réflexions physiologiques sur ce genre de supplice*, par D.-Ph. Mustel, docteur en médecine. Paris, Paulin, 1834, in-8, 32 pages; *History of guillotine by the right hon. John Wilson Crocker*, London, Murray, 1853, in-16, VIII-88 pages.

(2) *Moniteur*, du 18 brumaire an IV.

(3) On connaît la légende de la tête de Charlotte Corday, rougissant d'indignation, lorsque Legros, valet de l'exécuteur, la souffleta en la montrant à la populace (Beaulieu, *Diurnal de la Révolution française à la date du 17 juillet 1793*). Cf. G. Duval, *Souvenirs de la Terreur*. Paris, Werdel, 1842.

versaires de la survie des arguments d'une force irrésistible, mais qui ne peuvent entrer dans le cadre de notre travail (1).

On conçoit aisément l'angoisse douloureuse, la stupeur que devait éprouver Guillotin en voyant contester le but suprême qu'il s'était proposé par l'emploi d'un mécanisme: la prompte extinction de la vie avec le moins de souffrance possible. Mais une chose surprend, c'est son silence dans cette discussion à la fois physiologique, morale et philosophique. « Nulle part, on ne trouve de lui aucun écrit à ce sujet, et pourtant il s'agissait de ses idées, de son opinion : pourquoi n'est-il pas intervenu ? » (2) Peut-être cet homme doux et un peu timide, extrêmement affecté d'avoir vu méconnaître ses intentions, avant tout humanitaires, était-il abattu au point de n'avoir plus qu'un seul désir, se faire oublier, éviter qu'on parlât de lui ? Quel que soit le motif qui ait retenu sa plume dans cette grave circonstance, il est constant que rien n'indique qu'il ait pris la moindre part à la controverse. Guillotin, au surplus, a très peu écrit sur son art. Il ne semble avoir laissé qu'un « *Traité des maladies des femmes* » qu'il rédigea, en 1764, à l'âge de 26 ans (3).

Les études de l'*Ecole Pratique*, dite de *Clamart*, les recherches, poursuivies de nos jours par MM. Laborde, Gley, Regnard, Hayem, Brown-Séquard, Loye, etc., soit sur les suppliciés quand les circonstances le leur permettaient, soit sur les animaux, donnent tout lieu de croire que la conscience disparaît immédiatement avec la décapitation et que les signes de survie dont on a parlé (contractions de muscles, mouvements, etc.) ne sont que de simples réflexes (4).

Plusieurs expériences faites, l'année dernière par un Russe, M.

(1) Note adressée aux auteurs du *Magasin encyclopédique* sur l'opinion de MM. Oelsner et Sæmmering touchant le supplice de la guillotine, par le citoyen Cabanis, publiée dans ce journal, t. V, p. 153-174.

(2) Dr Réveillé, Paris, *op. cit.*, Cf. docteur Cabanis, *op. cit.*, p. 173.

(3) Cet ouvrage forme un manuscrit, qui comprend 317 feuillets, et est relié en veau. Il provient de la bibliothèque du docteur Dominique Pineau, de Jarnac, qui était apparenté à M^{me} Guillotin, née Saugrain, et est conservé dans les archives de la famille Pineau. Voir Emile Biais, *les Pineau, sculpteurs des bâtiments du roy, graveurs, architectes*, 1652-1846, d'après des documents inédits. A Paris, pour la société des bibliophiles français, 1892, in-4°, avec gravures et phot. Cf. *Revue d'Aunis et Saintonge*, t. XXI, 1901, p. 170.

(4) P. Loye, *La mort par décapitation*. Thèse, Paris, 1887. Cf. article du docteur Langlois dans la *Grande Encyclopédie*, t. XIII, p. 1046, v^o *Décapitation*. *Nouveau Larousse illustré*, t. III, p. 548, eod. verbo.

Kouliabko, professeur à l'université de Tomsk (1) sur des poisons, et d'autre part, le livre récent de M. A. Lacassagne, le savant professeur de médecine légale à l'Université de Lyon, *Peine de mort et criminalité* (2), vont peut-être remettre à l'ordre du jour la question angoissante de la survie chez les guillotines et autres décapités.

M. Lacassagne, en effet, tout en demandant le maintien de la peine capitale, déclare qu'il n'est pas partisan de la décapitation par guillotine « supplice barbare », où, dans certains cas, il peut y avoir survivance, « très courte d'ailleurs », et réclame l'emploi, comme en Angleterre, de la pendaison, dans laquelle « la perte de connaissance se produit de suite et la mort arrive peu de temps après. »

Le docteur Socquet, le médecin légiste parisien, bien connu, vient, au contraire, dans une interview récente (3), d'affirmer ses préférences pour la guillotine, comme mode d'exécution, parce qu'« elle doit faire moins souffrir ; avec elle la mort est presque instantanée. »

Allons-nous donc voir recommencer les controverses ardentes, les discussions passionnées, qui affligèrent tant notre concitoyen et qui seraient de nature à prouver que le mystère de la mort est toujours profond ?

§ 5°. — Guillotin après la Constituante. — Il obtient des voix comme administrateur du département de Paris. — Ses démêlés avec le fisc. — Il préside le comité de vaccine et fonde l'Académie de médecine de Paris. — Ses dernières années. — Sa mort. — Son éloge.

I. — Le 30 septembre 1791, jour de la séparation de l'Assemblée Constituante, marqua la fin de la carrière politique de Guillotin.

Il faut noter toutefois que, dans une élection qui eût lieu le mois suivant, pour le choix de trois administrateurs du département de Paris, il obtint, successivement, au premier tour de scrutin (31 octobre), 50 voix ; au second tour (2 novembre), 61 voix ; au troisième et dernier tour (3 novembre), 100 voix (4).

(1) Lire notamment la *Petite Gironde* du 19 novembre 1907.

(2) Lyon, imp. Rey et Cie, in-8, 1908.

(3) Le journal *l'Éclair* du 14 mars 1908.

(4) Étienne Charavay, *Assemblées électorales, 26 août 1791-12 août 1799*, p. 371-376. Paris, Cerf, Noblet et Quantin, 1894.

Guillotin fit-il alors une tentative infructueuse pour redevenir un homme politique, ou, ce qui nous paraît plus présumable, faut-il voir là une manifestation spontanée, faite sur son nom par des électeurs restés reconnaissants et fidèles à celui qui s'était érigé en défenseur énergique et convaincu des droits et des intérêts du tiers état ? Les informations nous manquent à ce sujet, mais, en tout cas, c'est à partir de cette époque, qu'il restât désormais étranger aux affaires publiques, et qu'il se livrât exclusivement à l'exercice de la profession médicale. Et, à cette occasion nous devons signaler une singulière erreur qui s'est glissée dans le livre de M. Michel Salomon, *l'Esprit du temps* (1). Parlant des disciples d'Hippocrate et de Galien, qui ont fait partie de nos assemblées parlementaires pendant la Révolution, l'auteur dit (page 238) : « Plusieurs des trente-neuf (médecins), qui siégèrent à la Convention sont restés fameux : Marat, Guillotin !... »

En 1792, le digne docteur eût des démêlés avec le fisc à l'occasion du paiement de la patente, imposée aux médecins et qu'il prétendait ne pas devoir en sa qualité de docteur-régent de la Faculté de Médecine de Paris. Assigné à la requête du procureur général syndic, il concerta ses moyens de défense avec un ancien avocat au parlement de Paris, Pierre-Nicolas Berryer, défenseur officieux très en renom (2).

L'affaire vint à l'audience du 20 avril 1792, devant le tribunal du deuxième arrondissement de Paris, séant aux Petits-Pères, que présidait Lhéritier (3), assisté de Girard (4) et Du-mesnil (5), juges.

(1) Paris, Perrin et C^{ie}, 1906.

(2) Né à Sainte-Ménéhould le 17 mars 1757, mort à Paris le 25 juin 1841, père de l'illustre orateur légitimiste, Antoine-Pierre Berryer, il fut, avec Dupin le défenseur du maréchal Ney, devant la cour des pairs. Il a laissé des *Souvenirs* (Paris, 1839, 2 vol. in-8), où il relate, t. I^{er}, p. 155 et 156, la consultation donnée à Guillotin.

(3) Lhéritier (Charles-Louis), né à Paris, le 15 juin 1746, mort assassiné dans cette ville le 16 avril 1800. Ancien conseiller à la cour des aides, botaniste de l'académie des sciences (15 mars 1790), puis de l'institut (13 décembre 1795), élu juge le 10 décembre 1790.

(4) François-Girard de Bury, ancien procureur au parlement, élu le 19 janvier 1791 juge suppléant.

(5) Du Mesnil de Merville (Jean-Germain) né en 1740, secrétaire du roi et avocat aux conseils, juge suppléant le 29 décembre 1790, juge au tribunal

Après avoir entendu Chignard, avoué du procureur général syndic, Guillotin lui-même et le commissaire du roi Lesueur (1) dans leurs conclusions, le tribunal rendit un jugement par lequel, avant faire droit, il ordonnait que le sieur Guillotin serait tenu, dans trois jours, « de déclarer à l'audience, si, in-
« dépendamment des fonctions publiques qu'il exerce comme
« docteur-régent, il n'exerce pas en outre dans la capitale et
« auprès des malades, à titre utile et non purement gratuit,
« l'état et profession de médecin » (2).

Sur le refus du docteur Guillotin de faire la déclaration ordonnée, le tribunal, le 8 mai 1792, « tenant son refus pour aveu
« du fait, d'ailleurs notoire », qu'il exerçait la profession de
« médecin » à titre utile et non gratuit », déclara que, faute par lui de s'être pourvu d'une patente, il avait encouru la peine prononcée par l'article 19 de la loi du 17 mars 1791, et le condamna en l'amende du quadruple du prix fixé par la patente, dont il aurait dû se pourvoir, et aux dépens (3).

Quelques jours auparavant, le 17 avril 1792, l'Assemblée Législative, sur la motion de Rouyer, député de l'Hérault, et considérant que « tous les arts, tous les métiers doivent être égaux aux yeux du législateur », avait rejeté une pétition, présentée, la veille, par une députation de la Faculté de Médecine de Paris pour obtenir l'exonération des médecins du droit de patente (4).

EDMOND-JEAN GUÉRIN.

(La fin au prochain numéro).

de cassation le 1^{er} octobre 1791, secrétaire général au ministère de la justice, avoué au tribunal de cassation en 1800.

(1) Il avait été substitut du procureur du roi au Châtelet.

(2) Le texte de cette décision se trouve dans les *Tribunaux civils de Paris pendant la Révolution (1791-1800)*, documents inédits recueillis par M. Cassagne, conseiller à la cour de cassation, publiés et annotés par M. A. Douar-
che, Paris, Cerf, Noblet et Quantin, 1905, t. I^{er}, p. 207.

(3) Douarache, *op. cit.*, p. 234.

(4) *Archives parlementaires*, 1^{re} série, t. XLI, p. 726, et XLII, p. 41. *Moniteur* du 19 avril 1792, n° 110.

LIVRES ET REVUES

Mélanges d'histoire bretonne (VI^e-XI^e siècle), par Ferdinand Lot.

En dépôt de son titre ce livre est en grande partie occupé par un sujet qui intéresse la Saintonge autant que la Bretagne. M. Lot, en effet, étudie longuement (p. 97-206) les *diverses rédactions de la vie de saint Malo ou saint Macou*. Nous ne pouvons entreprendre un résumé de sa discussion qui consiste à comparer cinq recensions entre elles et à rechercher qu'elle est la plus ancienne. Un manuscrit « d'une écriture du début du XI^e siècle » (120404 de la Bibl. nat. à Paris) nous intéresse tout spécialement parce que son éditeur M. de La Borderie le croit composé par un clerc saintongeais. M. Lot croit qu'il dérive de la rédaction publiée en 1605 dans la *Floriacensis vetus bibliotheca*, tandis que M. de La B. y voit au contraire, le modèle de ce dernier. Le principal argument de M. L. est que le texte de l'anonyme saintongeais est d'une sécheresse déplorable ; par conséquent celui-ci ne viendrait qu'après le texte de la *Floriacensis*...

Une autre rédaction, celle de Sigebert de Genibloux, en rapport étroit avec les deux précédentes, est beaucoup mieux ordonnée; elle procéderait d'un original perdu, frère du saintongeais sinon de lui-même.

De sorte que M. Lot arrive à ce premier résultat que nous n'avons pour reconstituer la première *Vita Machutis* que le texte de *Floriacensis* ou la rédaction de Bili. « La *Vita Sancti Machutis* écrite à la fin du IX^e siècle dans le diocèse d'Alet, par le diacre Bili » a été découverte par dom Plaine et publiée par lui en 1883 dans les *Bulletins et Mémoires de la Société Archéologique d'Ille-et-Vilaine*. Notre *Bulletin* en a rendu compte (tome V, p. 142). Vu sa date elle devrait inspirer la plus grande confiance ou du moins le plus grand intérêt ? M. Lot ne lui consacre pas moins de 36 pages, et il arrive à cette conclusion que l'auteur « est un remanieur impudent pour ne pas dire un faussaire » (p. 97), que sa *Vita* « est un écrit de propagande bourré de chapitres déformés ou même inventés de toutes pièces » (p. 142). La conséquence dernière est que M. Lot ne voit d'autre source pour reconstituer la vie de saint Macou que le texte de Joannes de Bosco dans sa *Floriacensis velus bibliotheca*.

Deux points dans cette longue discussion doivent fixer notre attention.

M. Lot croit que rien ne prouve l'identité du *Maclovus* aletien et du *Machutes* ou *Machutus* saintongeais (page 174). (La forme *Machutes* serait préférable à la forme *Machutus*), *Maclovus*, devenu dans la langue vulgaire *Maclou* et *Malo* est, à coup sûr, armoricain. *Maclovus* et non *Machutus* était la prononciation en usage à Alet au IX^e siècle. On le rencontre aussi à Orléans, à Rouen...

Au sud de la Loire, au contraire, on trouve *Macoux* ou *Macoult* à Saintes, à Poitiers...

« De *Macoux* (*Machutus*) nous ne savons qu'une chose de certaine c'est qu'il a été en rapports avec l'évêque Léonce. Celui-ci a régi l'église de Saintes après 614 et est mort avant le milieu du VII^e siècle. *Machutus* a donc vécu dans la première moitié du VII^e siècle. C'est tout ce qu'on peut dire de lui.

« Quant à *Malo* (*Maclovus*) tout ce qu'on en sait se résume en ceci : il a été évêque d'Alet et a dû jouir d'une assez grande célébrité puisque le diocèse a pris son nom, quoiqu'il n'en ait pas été le premier prélat. On ne saurait, d'ailleurs, rien dire d'assuré de sa vie. Il est possible qu'il fut identique à *Machutus*, mais la chose n'est nullement prouvée. Quand les clercs aletiens voulurent au IX^e siècle rédiger la vie de leur héros, ils ont pu parfaitement, abusés par une vague ressemblance, utiliser un recueil saintongeais concernant un saint *Macoux*, ayant vécu deux siècles auparavant. Le clergé vannetais pour écrire la vie du prétendu fondateur du diocèse, Paternus, a bien pillé la vie de saint Paternus d'Avranches et celle d'un saint Gallois homonyme ! »

Le second point qui a fixé notre attention est celui-ci : Bili avait cet avantage sur les autres rédacteurs de la vie de saint *Macoux*, de préciser les endroits par lesquels le saint évêque avait passé. Il cite Nancras, *Paulinas*, Brioux, un certain *Brea*, etc.

Cette connaissance du pays était intéressante, et paraissait résulter de traditions recueillies dans une vita primitive dont Bili était l'écho fidèle.

M. Lot n'en croit rien. « Pour connaître les noms cités... (p. 146), il suffit d'avoir voyagé en Saintonge et en Poitou. Seulement ce n'est pas *Machutus* mort ou vivant qui a accompli ce double voyage par mer et par terre, c'est Bili lui-même, à la recherche de renseignements et de reliques, suivant les routes de mer

et de terre conduisant d'Alet à Saintes par mer et de Saintes à Alet par terre. »

L'insula Agenis, d'après M. L., doit être cherchée dans l'îlot d'Enet. *L'insula Eura* serait soit l'île d'Aire, près du fort Chapus, soit Hiers. Cette dernière identification nous semble plus acceptable que la première, parce qu'il n'est pas du tout probable qu'au VII^e siècle les *rochers* aujourd'hui d'Erre fussent une île abordable et aient pu être habités.

Une identification invraisemblable est celle que M. Lot propose pour *Brea*. On l'a déjà bien discutée cette « *villa quæ dicitur Brea* ». On l'a mise d'abord à Broue, puis dans la commune de Segonzac. La voilà maintenant à Brie, village de la commune d'Aunay de Saintonge. Logiquement, d'après le texte, cette localité devrait se trouver aux environs de Saintes. Peut être en est-il pour elle comme pour *Pardina*, elle a disparu sans laisser de souvenir. Si la chose en valait la peine, si le fait dont elle fut témoin avait une valeur historique quelconque, on pourrait chercher une assimilation raisonnable, mais vraiment l'événement qui s'y est passé est trop minime et trop incertain pour qu'on se livre à ce petit jeu de patience. Tout ce qu'on peut dire c'est que Brie en Aunay paraît beaucoup trop loin. Pourquoi M. Lot le place-t-il à 60 kilomètres au nord-est de Saintes ? Ni Bili ni le texte (p. 325) ne le donnent à entendre. Il y a même cette déclaration qui aurait dû empêcher M. Lot d'accepter ce Brie, c'est que dans cette villa il y avait deux églises.

L'article est suivi de la publication du texte amélioré de la *vie* par Bili et de celui que M. Lot considère comme le plus ancien.

Bulletin trimestriel de la commission de recherche... des documents relatifs à la vie économique de la révolution. 1907, n° 1-2 (paru en 1908).

Les rapports de Grivel et de Siret contiennent quelques passages à citer.

Siret constate (p. 121) qu'en 1793 à l'encontre de ce qui s'est passé dans beaucoup de contrées, « les départements des deux Charentes ont eu une excellente récolte, tant en qualité qu'en quantité. Leurs exportations ordinaires à l'étranger sont interceptées, la facilité de transporter leurs vins par mer jusqu'à Nantes et de Nantes à Paris par la Loire offre à cette capitale une ressource précieuse. J'ai indiqué une quantité considérable de ces vins prêts à s'embarquer à Nantes sur la Loire ; cet avis

a été négligé ; si on y eut fait attention les vins eussent été arrivés longtemps avant l'embargo mis sur cette rivière. »

Voici le compte exact du prix auquel les vins des départements dont s'agit reviendraient à Nantes.

Vins rouges. — 1° Le tonneau de quatre barriques, chaque barrique de 28 veltes ou 224 pintes, jauge pareille à celle de Mâcon, pris sur tin et sur lie, sans fut :

Achat du tonneau ou 4 barriques	224 l.
Fût et conditionnage	60
Transport à Rochefort	12
Soutirage au fin	10
Houillage à l'arrivée, embarquement et autres menus frais.	3
Commission à l'achat et expédition 5 %	16 l. 10 s.
Frêt de Rochefort à Nantes	25
Courtage et déchet 5 %	15 l. 19 s.
	366 l. 9 s.
Prix de ces vins conformément à celui de Mâcon qu'ilz égalent au moins en qualité, suivant le maximum pour Paris ..	
	594 l. 11 s. 3 d.

Reste pour les frais de transport de Nantes à Paris une somme de 228 l. 2 s. 3 d.

2° Les mêmes pris à Rochefort, d'où l'administration pouvait les faire porter à Nantes par les gabares de la République, ne reviendraient par cette voie économique qu'à 34^l 9^s le tonneau et présenteraient conséquemment un avantage de 253^l 2^s 3.

3° Si, au lieu de vins rouges, on veut se procurer des blancs, soit de Saintes, soit de Pons, de Cognac, Jarnac ou de l'île d'Oleron, ils coûteront d'achat primitif 80 livres par tonneau de moins que les rouges.

Cette dernière espèce, infiniment supérieure aux petits vins de Nantes dont les marchands de Paris sont dans l'usage de se servir pour la consommation de leurs cabarets, étant colorée avec une quatrième partie des vins rouges du même pays, formerait une boisson excellente et économique pour la classe indigente, et pourrait être vendue au-dessous du maximum. »

La quantité considérable de vins dont Siret parle plus haut,

avait été achetée par une maison de Paris, la maison Guerin (1) du Essards (des saintongeais probablement), rue du Bac. Dans une pétition qui est reproduite (page 85) les citoyens Guerin demandent que la municipalité de Rochefort, qui avait mis l'embargo sur leurs marchandises, laisse à leur disposition les 31 pièces d'eau-de-vie qu'ils ont dans les magasins de Guerin l'aîné, et à celle de La Rochelle les 10 pièces de vins chez le citoyen Ferré.

Un autre rapport sans date donne des renseignements curieux sur la production dans la Charente-Inférieure.

« La ci-devant province d'Aunis et de Saintonge, qui, après avoir abondamment pourvu aux besoins des départements voisins, de toute la ci-devant Bretagne, d'une partie de la ci-devant Normandie, de Hambourg, de Brême, Lübeck, etc., convertissait encore plus de 400.000 barriques de vin en eaux-de-vie, a eu cette année (an II ?) une excellente récolte. Ce liquide y est fixé au maximum de 56 livres par barrique de 28 à 30 veltes pour le vin rouge et de 36 livres pour les vins blancs. Tout le monde sait que le canton de Saintes seul, sans nuire à la fabrication considérable des eaux-de-vie de Cognac, pourrait exporter par la voie de La Rochelle et de Bordeaux environ 30.000 barriques de vin rouge et 20.000 de blanc.

Lors de la suppression des entrées de Paris (1^{er} mai 1791), quelques négociants en tirèrent de ces ci-devant provinces par la voie de La Rochelle jusqu'à Nantes, ensuite par la Loire jusqu'au canal (de Briare) et du canal jusqu'à Paris.

Ceux qui, au lieu de spéculer sur les vins rouges spéculèrent sur les vins blancs, eurent un plus grand avantage à cause de la différence du prix. Les débitants de Paris mêlèrent ces vins blancs avec de gros vins du Roussillon, du Languedoc et de Provence et la plus grande partie des vins que l'on boit à Paris ne sont pas autre chose. Je sais encore qu'au mois de mars dernier, au moment où les brigands se montrèrent dans la Vendée, le port de Nantes était rempli de ces vins destinés pour Paris. Si la Loire eut été libre, la capitale eut été approvisionnée par cette voie... Quant aux eaux-de-vie, elles sont entravées comme les vins. Le commerce peut se faire par terre à bien meilleur marché que celui des vins, car la latitude est différente. On peut tirer de Montpellier, de La Rochelle, de

(1) Elle s'occupait d'approvisionnements ; elle achetait et vendait un peu de tout (Voir p. 167).

Cognac..., etc., des esprits appelés « Troix-Six », parce que des trois parties de ces esprits, réduits au degré potable par leur mixtion avec l'eau, on obtient six parties d'eaux-de-vie, c'est-à-dire le double. L'eau-de-vie résultant de cette manipulation est meilleure que l'eau-de-vie ordinaire ; elle est moins sujette à contracter le goût d'empyreume. Mais quel négociant osera se livrer à ce commerce, si, entouré de la défiance publique, il est exposé à être traité comme empoisonneur ? Il n'existe pourtant que ce moyen de rétablir très promptement l'abondance de l'eau-de-vie si elle manque. Je pense que cette idée doit fixer l'attention du gouvernement ».

On ne pensait pas alors que l'eau-de-vie pouvait nuire à la santé publique !

Il y aurait bien d'autres enseignements à tirer de ce très intéressant fascicule : trust (on disait alors coalition) des charcutiers, accaparements des objets de consommation, « coalition » des ouvriers pour faire augmenter le prix du travail. Un bien curieux passage est celui relatif à la culture de la pomme de terre (p. 146) : « Depuis qu'il est question d'établir en grand la culture des pommes de terre, la cupidité a déjà spéculé sur cette dernière. Elle est rare et excessivement chère ; un boisseau de pommes de terre se vend jusqu'à 3 et 4 livres... » Il y a une grande prévention contre ce légume que l'on ne mange que faute d'un autre. « En supposant qu'on put se procurer assez de pommes de terre pour établir incessamment la culture de ce fruit en grand, est-il bien prouvé que cette culture réunit tous les avantages qu'on lui suppose ? En supposant même qu'elle les réunit, balanceraient-ils ceux qui résultent des légumes secs, tels que pois, fèves, haricots, lentilles..., qui se conservent aisément d'une année à l'autre, tandis qu'il *n'est pas possible* d'avoir des pommes de terre au mois de germinal ? C'est sur quoi la pratique éclairée des agriculteurs instruits se trouve en contradictions avec la théorie spéculative des écrivains... » Avouez que nous avons tout de même fait des progrès, au moins de ce côté. Et que dire de cette affirmation, « il est donc vrai que, du côté de la multiplication du pain, la pomme de terre n'offre aucun avantage réel, puisque tout au plus un dixième se change en farine et que le reste n'est que de l'eau ».

Et le lait devenu tellement rare qu'il se vendait au prix de l'eau-de-vie, 32 sous la pinte (c'est-à-dire moins d'un litre),

quoique mêlé d'une grande quantité d'eau (p. 125 et 111) ! En 1791, il valait 8 sous la pinte.

Et les farines ! Le gouvernement avait fait une loi pour en favoriser la consommation. Les meuniers trouvent moyen de la faire tourner au détriment de leurs clients ! Mais le plus amusant c'est de voir Siret scandalisé parce que les meuniers mêlent de la farine de seigle à la farine de blé. « Cet abus subsiste encore et l'impunité des meuniers vient de leur faire imaginer une nouvelle *friponnerie non moins condamnable* ». Le décret du 25 brumaire an II défendait d'extraire plus de 15 livres de son par quintal de blé, les meuniers rendaient la même quantité de farine qu'autrefois, mais beaucoup moins de son. Comme nous changerions volontiers notre talc contre la farine de seigle !

Revue de l'Agenais, mars 1908. M. le comte de Dienne consacre au *Château de Sainte-Foy d'Anthé* possédé par les Chasteignier, un article dont Germain de Chasteignier, évêque de Saintes, occupe la moitié ! Il a condensé en quelques pages les documents publiés dans notre *Revue* et les volumes d'archives.

QUESTIONS ET RÉPONSES

QUESTION

N° 802. — Le 6 messidor an II, le directoire du district de Saintes, sur la réquisition de l'agent national qui se plaint « qu'il n'y a pas d'officiers de santé nommés pour le district sur le patriotisme desquels nous puissions compter » et qui demande « que les officiers de santé qui délivreront à l'avenir des certificats soient reconnus patriotes, et qu'ils soient nommés de suite », a « unanimement fait choix des citoyens Moreau et Clemenceau, tous deux officiers de santé employés à l'hôpital (militaire, *mot rongé*) établi en cette commune, pour délivrer les certificats qui devront accompagner les pétitions relatives à des faits d'infirmités sur lesquelles l'administration aura occasion de statuer. »

Le Clémenceau dont il s'agit, est-il un des ancêtres du président actuel du conseil des ministres, issu d'une lignée de médecins vendéens ? (Voir Beauchet-Filleau, *Dictionnaire*).

QUÆRENS.

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU N° D'OCTOBRE 1908.

AVIS ET NOUVELLES : Découverte à Toulon ; Sceau de Mathurin de Nossay ; Congrès des sociétés savantes ; Monuments historiques ; Monnaie gauloise à Pons ; Le cyclone du 21 août.

NOTES D'ÉTAT CIVIL. — *Décès* : MM. de Bouët du Portal, de La Lande d'Olce, A. Robin, Bignon, Laporte-Bisquit, Gaboriaud, Thublier, Goulard, M^{me} de Fleurian — *Mariages* : Lambert-Martin, Mautrant-Vallée, Serre-Bouyer.

VARIÉTÉS : *Compte rendu de l'excursion*, par M. le baron Oudet ; *Bibliothèque Saintongaise, poètes d'hier et de demain* (suite et fin), par M. Gabriel Audiat ; *Le Docteur Guillotin* (fin), par M. Guérin.

LIVRES ET REVUES : *Le Monachisme en Saintonge et en Aunis* ; *Les Etudes* ; *Le Magasin Pittoresque*.

AVIS ET NOUVELLES

M. Léon Massiou a vidé un puits auprès du terrier de Toulon. Il a recueilli différents objets et une statuette de déesse-mère, aussi mutilée que toutes ses semblables, et tout aussi muette. Il a eu l'amabilité de les offrir au musée de Saintes.

M. Amable Durand-Arreau, de Beauvais-sur-Matha, a envoyé une empreinte d'un sceau rond du XV^e ou du commencement du XVI^e siècle, sur lequel on voit un écu chargé de trois fascées et de dix merlettes posées 4, 3, 2, 1, et autour SEEL MATHURIN DE NOSSAY.

Le congrès des sociétés savantes s'ouvrira à Rennes le 13 avril 1909.

Ainsi que cela a eu lieu les années précédentes, les travailleurs ont toute latitude pour traiter tel sujet qu'il leur conviendra en dehors des questions du programme.

Les mémoires doivent être adressés avant le 15 janvier prochain, au cinquième bureau de la direction de l'enseignement supérieur.

Par arrêté du 25 juillet, le ministre des beaux-arts a classé comme monuments historiques des églises : à Corme-Royal, un bénitier en marbre creusé dans un chapiteau gallo-romain ; à La Jard, la cloche datée de 1789 ; à Pont-Labbé, la cloche datée de 1607 ; à Berneuil, la cloche datée de 1786 ; à Barzan, la cloche datée de 1608.

La Cagouille, société amicale des Charentais de la Charente-Inférieure à Paris, entreprend de recueillir les vieilles chansons, paroles et musique, et les airs des anciennes danses de notre département. Elle fait appel au concours de tous ceux qui ont le désir de sauver de l'oubli les chansons de mariage, rondes, noëls, etc., qu'elles soient en patois ou en français.

Elle demande qu'on lui signale tout ce que chacun connaît sans se préoccuper de savoir si l'air ou les paroles sont très connus : on désire conserver les variantes.

Notre *Revue* a déjà publié plusieurs de ces chansons ; on en recherche d'autres.

Les journaux ont annoncé la découverte à Pons d'une pièce en or d'*Antonin*, merveilleuse de conservation, « unique » disait-on. Il semble que ce soit une belle erreur !

Des renseignements qui nous ont été donnés, il résulte qu'une pièce *gauloise* en or a été trouvée au moulin de Mirambeau, à Pons, dans un tombeau en pierre. Elle pèse 6 grammes 40, d'après une note que notre confrère, M. Charropin, nous a fournie. D'un côté on voit la tête d'Apollon, avec collier, à gauche, de l'autre le cheval androcéphale bien connu, conduit par un aurige à gauche ; devant, un collier ; dessous, une main posée sur un objet, que les numismatistes n'identifient pas, mais qui ressemble étonnement à un joug. Ce statère appartient au monnayage des Pictones. (Cf. Muret et Chabouillet, *Catalogue des Monnaies*

gauloises de la Bibliothèque nationale, n° 4393 et suivants ; Blanchet, *Traité des Monnaies gauloises*, I, p. 296).

Le 21 août, un cyclone d'une rare énergie a ravagé complètement la région comprise entre Segonzac et Saint-Amand-de-Boixe (Charente) sur une largeur de cinq kilomètres. La grêle a dépouillé les arbres de leurs feuilles, les a tordus, brisés, arrachés ; des maisons sont démolies ; les vignes apparaissent nues comme en plein hiver, et leurs feuilles ont été emportées par le vent. On assure qu'elles ne donneront aucune récolte avant trois ans.

Bassac a particulièrement souffert : le clocher, monument historique, qui avait été déjà fort éprouvé en 1879, pendant une tempête analogue, a perdu trois de ses clochetons.

NOTES D'ETAT CIVIL

DÉCÈS

Le 28 juillet 1908, est décédé au château de La Rigaudière, en Médis, M. Edouard de Bouët du Portal, âgé de 72 ans.

Le 13 juillet 1908, est décédé à Bordeaux, M. Henri-Augustin-Jean de La Lande, baron d'Olce, âgé de 52 ans, ancien capitaine d'infanterie, fils de Toussaint-Charles-Gustave de La Lande, baron d'Olce et de Marie-Thérèse-Victoire-Mélanie d'Arrac-Vignes de Sault, né à Biarrotte, le 25 février 1856. Il avait épousé le 16 octobre 1889, Mlle Gabrielle Normand de La Tranchade dont il a eu cinq enfants : MM. Charles, Jean et Bernard d'Olce, Mlles Thérèse et Gabrielle d'Olce.

L'inhumation a eu lieu à Saintes.

La famille de La Lande a pour berceau Bayonne. La similitude des armoiries entre les de La Lande d'Olce et les de La Lande, seigneurs de La Brède, indiquerait une communauté d'origine. Le nom d'Olce n'est venu dans la famille que par suite d'une convention matrimoniale et en vertu des lois du royaume de Navarre. Le mariage qui apporta le nom eut lieu en 1680, entre Pierre de La Lande, baron de Magescq, avec Françoise Lalanne

de Sis de Golard, héritière d'Olce par sa mère Jeanne d'Olce.

La maison noble d'Olce « la salle ou palacio d'Olco » est située dans la commune d'Iholdy, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Mauléon. Rebâti par Jean d'Olce, évêque de Bayonne, le château est une modeste maison assise au pied de la montagne du Hau-Cha, à environ deux kilomètres du bourg d'Iholdy. Il appartient à la famille depuis trois siècles.

M. d'Olce était le frère du commandant d'infanterie M. Charles d'Olce, notre confrère, qui a épousé Mlle Madeleine Michel de La Morinerie.

Les armes de la famille portent : *écartelé au 1 et au 4 d'azur à quatre faces d'argent qui est de La Lande ; au 2 et au 3 de gueules à trois chevrons d'or qui est d'Olce*. Support deux lions.

M. d'Olce, qui a publié dans la *Revue* deux articles sur le général Muller et sur une association de Chevaliers de Saint-Louis, a édité en 1897, à petit nombre, à La Rochelle, chez Noël Texier, *Notes sur la famille de La Lande d'Olce, analyse des principaux titres et documents relatifs à notre famille*, in-8°.

Le 3 août 1908, est décédé à Paris, M. Armand Robin, négociant à Cognac, chevalier de la Légion d'honneur, conseiller municipal, conseiller d'arrondissement, âgé de 56 ans ; son corps a été enterré au cimetière du Breuil à Cognac le 6 août.

Le 7 août 1908, est décédé au Treuil, près Burie, M. Frédéric Bignon, à l'âge de 83 ans. Il s'était fait inscrire l'un des premiers lors de la fondation de la société. Il laisse un fils M. Maurice Bignon, et une fille Mme Léon Daniaud.

(Voir le *Progrès* du 12 août).

Le 11 août 1908, ont eu lieu à Jarnac (Charente) les obsèques de M. Maurice Laporte-Bisquit, négociant, ancien sénateur, maire de Jarnac, chevalier de la Légion d'honneur, décédé à Royan. Il était né à Limoges le 5 novembre 1842.

M. Pierre Théophile Gaboriaud, directeur et imprimeur de l'*Echo de Jonzac* qu'il avait fondé il y a trente ans, est décédé à Jonzac le 16 août 1908 ; il était né à Barbezieux le 9 décembre 1845. Il était un des vieux champions du bonapartisme dans la Charente-Inférieure.

M. Thublier, ancien notaire, ancien juge de paix à Marans et à Jonzac, juge de paix du canton nord de Saintes est décédé à Saintes le 20 août 1908. Il laisse deux fils.

M. Georges Goulard, conducteur des ponts et chaussées à Saintes, depuis le 1^{er} avril 1896, capitaine au 137^e régiment d'infanterie territoriale, conseiller municipal de Saintes, âgé de 40 ans, est décédé le 20 août 1908. Il laisse une fille.

Le 21 août 1908, est décédée à Soubise, M^{me} Marie-Joséphine-Pauline de Fleurian, née Legendre, âgée de 27 ans, femme du docteur Henri de Fleurian. Elle laisse une fille.

MARIAGES

Le 31 mars dernier, a été célébré, en l'église Notre-Dame, à Bordeaux, le mariage de notre confrère, M. André Lambert, juge au tribunal civil de Rochefort-sur-Mer, avec M^{lle} Marguerite Martin.

Les témoins du marié étaient : M. Baudry-Lacantinerie, chevalier de la Légion d'honneur, doyen honoraire de la Faculté de droit de Bordeaux, et M. Charles Vallée, receveur des finances à Marennes, ses cousins.

Les témoins de la mariée étaient : M. Edmond Mure, négociant à Surgères, membre de la Chambre de commerce de Rochefort-sur-Mer, chevalier de la Légion d'honneur, oncle de l'épouse, et M. Edmond Modelski, ingénieur en chef des ponts et chaussées à La Rochelle, chevalier de la Légion d'honneur.

La bénédiction nuptiale a été donnée aux époux par M. l'abbé Edouard Martin, curé-doyen de Châteauneuf-sur-Charente, cousin de la mariée.

M. André Lambert est le fils de feu Alfred Lambert, notaire à Aigrefeuille d'Aunis, et de M^{me} née Marie de Prud'homme, dont le grand-père, M. Claude de Prud'homme, lieutenant-colonel en retraite des armées du roi, chevalier de la Légion d'honneur, de Saint-Louis, et du Lion de Bavière, sous-préfet de Belfort, avait été nommé conseiller aulique à la cour impériale de Russie par S. M. l'Empereur Alexandre I^{er}. Sa femme était née Louise de Violland.

Madame André Lambert est la fille du docteur Georges

Martin, oculiste à Bordeaux, officier de l'Instruction publique, président du syndicat des Graves, président de la société des Archives Historiques de la Gironde, ancien président de la société de médecine de Bordeaux et de M^{me} née Hélène Bouquet, de Surgères.

Les deux époux étaient cousins issus de germain, ayant comme bisaïeul et bisaïeule communs M. et M^{me} Bonnin-Duchêne, de Vandré.

Le 3 juin, a été célébré, en l'église de Marennes, le mariage de M. Henri Mantrant, receveur des domaines à Champagne-Mouton (Charente), avec sa cousine M^{lle} Yvonne Vallée, fille du receveur des finances de Marennes.

Les témoins des époux étaient : M. le commandant Pasquier, M. André Lambert, juge au tribunal de Rochefort, M. Joseph Malapert, de Bordeaux, et M. Cornubert, capitaine en retraite à Châtellerault.

Le 16 juin 1908, a été célébré, à La Rochelle, le mariage de M. Maurice Serre, docteur en droit, receveur rédacteur près la direction des domaines, avec M^{lle} Madeleine Bouyer, fille de M. Bouyer, receveur des domaines à La Rochelle, et de M^{me} née Inquinbert.

VARIÉTÉS

I

L'EXCURSION DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES A CHALAIS, AUBETERRE ET PÉRIGUEUX

L'excursion en commun, la partie de campagne, au moins une fois l'an, est entrée dans les habitudes de tous les groupements savants, sportifs ou autres ; elle n'est pas près d'en sortir, encouragée désormais par la facilité et la rapidité croissante des communications.

Cette année donc, la société des archives historiques de Saintonge et d'Aunis avait résolu de diriger sa promenade vers Périgueux où l'attirait le désir d'entrer en relations avec les

confrères de la Dordogne et celui d'examiner les importantes découvertes romaines et gallo-romaines faites récemment dans des conditions analogues à celles qui amenèrent au jour, à Saintes, il y a vingt-cinq ans, les précieux débris enfouis dans le vieux mur d'enceinte de la ville.

Nous devons, en passant à Angoulême, voir se grossir notre caravane de quelques-uns de nos confrères charentais, puis consacrer le reste de la première journée à la visite du château de Chalais et à celle des curiosités d'Aubeterre.

La matinée du 20 juin était peu encourageante ; pluie continue, vent violent du sud-ouest ; onze excursionnistes cependant se trouvaient réunis à la gare du départ : MM. Oudet, président, Ch. Dangibeaud, Léon Bouyer, Bures, G. Charrier (de Plassay), F. Babinot, Duret, A. Mestreau, Pandin de Lussaudière, archivistes départemental, E. Jouan et M^{me} V^{ie} G. Rétaud, MM. le docteur Vigen, de Montlieu, et Jean Pinasseau nous ont rejoint à Chalais. On s'encourageait dans l'espoir que le mauvais temps qui régnait depuis plusieurs jours devait toucher à son terme et que peut être l'après-midi nous ramènerait le soleil ; cette espérance ne devait se réaliser qu'un jour plus tard au profit des persévérants que la tempête ne réussit pas à disperser.

Au buffet d'Angoulême nous recevons la visite de M. de La Martinière, archiviste départemental, qui nous apporte le salut et les regrets de nos confrères de la société archéologique de la Charente empêchés de se joindre à nous comme ils l'avaient projeté.

Nous arrivons à Chalais sous une averse diluvienne qui n'a point retenu, cependant, l'aimable M. Lafitte, administrateur du château et des terres du prince de Chalais, de se trouver à notre arrivée et de tout préparer pour le meilleur emploi possible de notre temps.

Nos voitures gravissent péniblement la rampe escarpée qui monte au château, nous franchissons le pont-levis et nous nous trouvons sur la terrasse qui couronne le mamelon et que bordent de trois côtés les bâtiments anciens et modernes de cette importante résidence. Nous y admirons un puits énorme dont l'ouverture circulaire n'a pas moins de seize mètres de diamètre.

La première des constructions militaires qui ont occupé ce site remarquable remonte sûrement aux origines de la féodalité ; il n'en reste que des vestiges enfouis dans les constructions postérieures.

Une tour du XIV^e siècle est la partie la plus ancienne de l'édifice actuel : le corps de logis est du XVI^e siècle, les ailes qui le prolongent sont du XVII^e.

Ce n'est pas le château fort de la période féodale, c'est l'habitation seigneuriale de Henri II à Louis XIV.

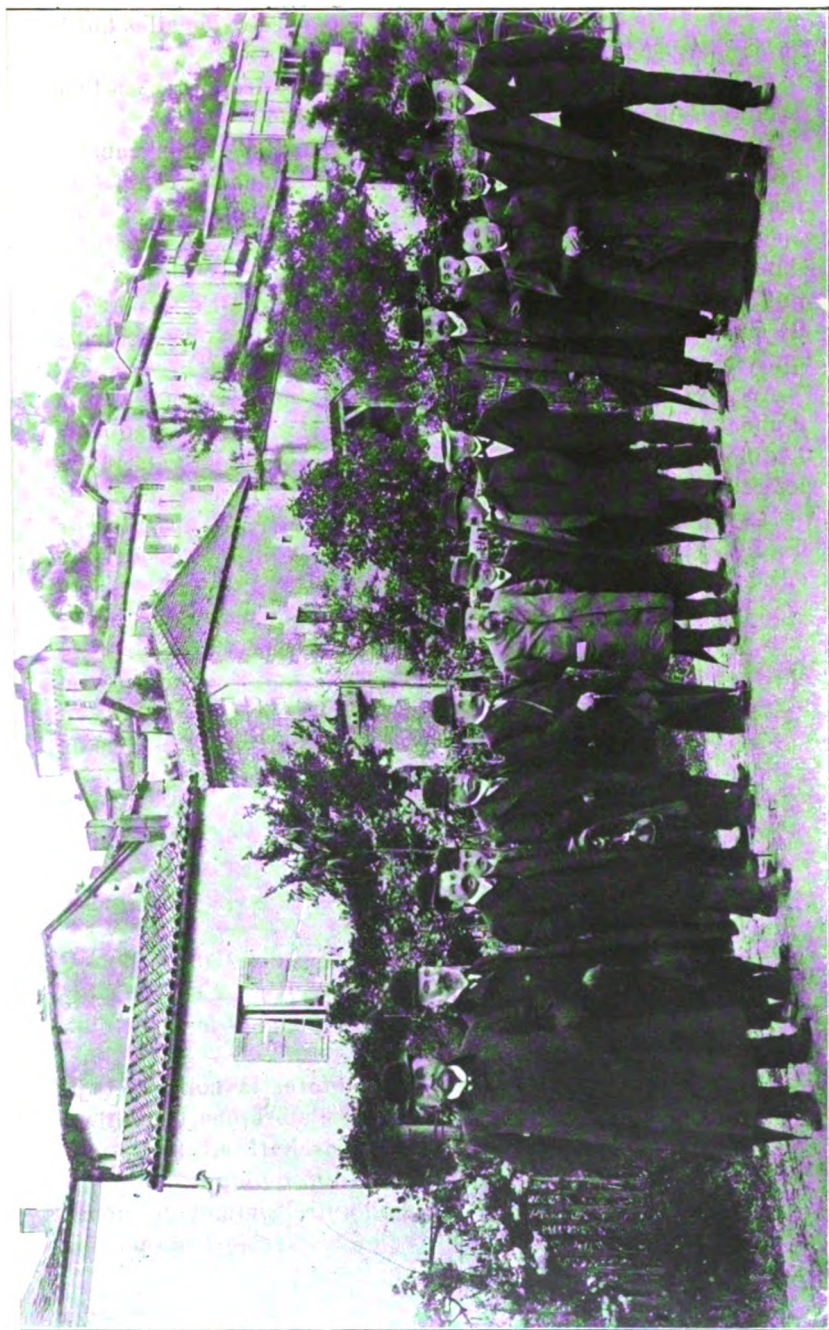
D'abord le manoir du XVI^e siècle (le corps de logis) capable de résister à un coup de main et qui n'aurait pu être réduit facilement sans artillerie ; peu de luxe alors dans ces vastes pièces, encore moins de confortable. Les hôtes s'entassaient nombreux dans une même salle, séparés quelquefois, par groupes, pour la nuit, par des tentures en guise de cloison provisoire. Les parties de chasses suivies de longs festins sont les seules circonstances qui y rassemblent la noblesse du pays.

Au XVII^e siècle les exigences des habitudes nouvelles et d'une hospitalité devenue fastueuse font doubler l'étendue de l'édifice par la construction des deux ailes et de la galerie qui les relie l'une à l'autre en avant de l'ancien château ; tout cela se garnit de meubles élégants, de tapisseries, de portraits de famille, de tableaux de maîtres. C'est la vie du grand seigneur des cours de Louis XIV et Louis XV. Le séjour à la cour dévore le plus clair du revenu ; le luxe des réceptions engloutit le surplus. Il reste bien peu de chose pour améliorer les terres et entretenir les chemins ; la jeunesse sert sans doute à l'armée, mais se désintéresse du gouvernement local ; l'intendant s'en charge pour le compte du roi ; il n'y a plus d'aristocratie, mais seulement une noblesse privilégiée et décorative, sans autorité, sans fonction sociale. Les murs suffisent à faire revivre tout ce passé.

C'était une imposante demeure que ce château de Chalais à la fin du XVIII^e siècle avec ses nombreuses et vastes salles aux solides planchers de chêne qui servent de plafonds à l'étage inférieur et reposent sur des poutres de 12 et 14 mètres de portée. Des beaux meubles dispersés par la Révolution d'abord, plus récemment par des partages et des ventes, il ne reste plus que le souvenir.

Nous avons néanmoins visité avec intérêt la collection de M. Lafitte : objets divers historiques et préhistoriques, médailles, pièces manuscrites dont quelques-unes du XIII^e siècle et vraiment admirables par leur perfection calligraphique.

A quelques pas du château, sur un autre sommet du même monticule, se trouve l'église dont on restaure le beau portail



Cliché de M. Ch. DANGREAUD.

EXCURSION DE 1908

M. Mestreau, M. Pandin, M. Babino, M. Massion, M. Oudet, M. Pinasseau, M. Jouan,
 M. Chartier, M. Bures, M. Vallein, M. Duret, M. Vigen, M. Bouyer, M^{me} G. Rénaud, M. Laffite,
 AU BAS D'AUBETERRE

roman du XII^e siècle. L'intérieur détruit par les huguenots n'offre plus aucun caractère architectural ; tout à côté, un cloître élégant, dans le style des premières années du XVII^e siècle, rappelle le souvenir du jeune comte de Chalais, Henri de Talleyrand, accusé de conspiration et d'intrigues en vue de renverser et peut-être d'assassiner le cardinal de Richelieu et de substituer à Louis XIII, sur le trône de France, son frère Gaston d'Orléans.

L'imprudent et malheureux jeune homme fut exécuté à Nantes, dans des conditions particulièrement atroces, le 23 août 1626. Sa mère, une Montluc, inconsolable de cette fin tragique, fonda ce monastère-prieuré pour le repos de son âme.

Toujours fouettés par une pluie sans relâche nous prenons maintenant le chemin d'Aubeterre, où M. Lafitte, mettant le comble à l'amabilité de sa réception, veut bien nous accompagner.

L'église d'Aubeterre assez mal assise sur un terrain très déclive et masquée par les maisons du bourg, possède un beau et majestueux portail du XII^e siècle, très ravagé par les temps, surtout la colonnade du second ordre, et qui appelle instamment la sollicitude et les libéralités du service des monuments historiques. L'intérieur, dévasté pendant les guerres religieuses, est aussi insignifiant que celui de Chalais.

On nous montre à quelques pas une petite maison bourgeoise du XV^e siècle qui servit de logement à Henri IV ; nous visitons sa chambre où une cheminée en bois sculpté attire l'attention d'un de nos confrères qui en demande le prix. Le propriétaire en veut 1.500 francs ; nous le quittons en lui souhaitant de trouver acquéreur à un prix aussi avantageux.

La bourrasque toujours tenace nous empêche de monter aux ruines du château d'où l'on doit, par un temps clair, jouir d'une très belle vue sur la vallée de la Dronne. En revanche nous visitons la seule vraie curiosité d'Aubeterre, l'église monolithe, taillée dans le roc (du X^e ou XII^e siècle) sans ornements ni autre mérite artistique d'ailleurs que ses imposantes proportions.

Elle a servi longtemps de cimetière à de nombreuses familles du pays ; à l'entrée de l'abside un monument important recouvre les restes de David Bouchard d'Aubeterre, maréchal de France.

La statue de ce seigneur est placée sous une coupole à jour dans la partie supérieure du monument ; M. Lafitte veut bien

y pénétrer, l'éclairer pour nous; elle fait alors l'effet d'une véritable apparition.

La pluie ayant fait relache un moment à l'heure marquée pour le départ d'Aubeterre, M. Dangibeaud se hâte d'en profiter pour grouper notre caravane devant son objectif.

Cette journée assez fatigante se termine par l'arrivée à 8 heures du soir à Périgueux à l'hôtel de l'Univers, où tout était préparé pour nous recevoir et où nous avons trouvé un accueil fait pour nous laisser le meilleur souvenir.

Dès le soir même, M. Dujarric-Descombes, l'un des vice-présidents de la société archéologique du Périgord vient nous souhaiter la bienvenue et s'entendre avec nous pour l'emploi de la journée du lendemain.

Notre journée du dimanche 21 a été des mieux remplies. Sous la conduite de deux aimables guides : M. Durand, adjoint au maire de Périgueux, et de M. Dujarric-Descombes, auxquels se sont joints M. de Villepelet, archiviste honoraire et le D^r Faure, nous nous dirigeons d'abord vers les musées municipaux réunis dans le bel édifice construit exprès pour les abriter.

On sait que les grottes et cavernes du département de la Dordogne ont fourni à la science préhistorique un très grand nombre d'objets, et, parmi eux, les plus importants et les plus caractéristiques. C'est principalement sur les découvertes et observations faites en Périgord que repose la classification généralement adoptée des différentes époques de l'industrie préhistorique.

Tout l'outillage des primitifs habitants de nos contrées est représenté dans la collection du musée de Périgueux, la plus riche, à coup sur, et la mieux classée qu'il y ait en France après celle du musée de Saint-Germain.

Comme notre *Mediolanum Santonum*, et plus encore, selon toute apparence, la ville romaine de *Vesuna*, capitale des *Petrocorii*, fut riche en temples, basiliques, amphithéâtre, importants monuments funéraires; et ces édifices ont eu le même sort que ceux de la cité des Santons. Ils ont été, comme les nôtres, démolis précipitamment dans la seconde moitié du III^e siècle, pour entourer la cité de Vésone d'une muraille protectrice. Les barbares, en effet, venaient de franchir le Rhin, à plusieurs reprises, et de traverser la Gaule entière jusqu'à

l'Océan, ne laissant derrière eux, sur leur passage, que des ruines fumantes.

La hâte de ces démolitions et constructions, activées par la crainte d'un péril imminent, nous a conservé tous ces débris précieux pour l'histoire et pour l'art ; la partie du musée de Périgueux réservée à l'archéologie ne suffit plus à contenir les fragments de toutes sortes que lui apportent les fouilles : pavés en mosaïque, chapiteaux, corniches, frises, tympans, autels votifs, notamment un magnifique autel taurobolique, stèles funéraires, inscriptions, statue de Mercure, etc. Nous ne pouvons que constater la présence de tous ces témoins de la civilisation gallo-romaine et admirer le goût et la science qui ont dirigé leur installation. Le temps nous manque pour les étudier ; les centaines de mètres de murailles inexplorées de l'ancienne enceinte en renferment un beaucoup plus grand nombre encore.

Le musée de peinture attire ensuite notre attention. Il provient en grande partie des dons de M. le marquis de Saint-Astier et ceux de M^{me} Lafon, veuve d'un peintre périgourdin de mérite ; nous y avons remarqué, à côté de quelques compositions tels que *Les derniers moments de Montaigne*, d'admirables portraits, surtout celui d'une dame en costume 1830, qui serait sûrement compté parmi les perles d'un musée de tout premier ordre.

Nous aurions passé volontiers la journée tout entière au milieu de ces intéressantes collections ; mais il ne nous reste pas deux heures avant midi et nous avons encore à voir des choses du plus haut intérêt.

Nous nous dirigeons donc d'un pas rapide vers la tour de Vesone, non pourtant sans nous arrêter quelques instants sur la route pour jeter un coup d'œil sur quelques-unes de ces maisons du XVI^e siècle, dont Périgueux possède encore de nombreux exemplaires ; nous admirons le bel escalier de l'hôtel Saint-Astier, la maison Estignard, un superbe escalier à vis dans une maison contiguë à celle-ci, puis, continuant notre chemin à pas trop hâtifs, nous voici sur un pont ; nous avons devant nous la *Tour de Vésone*, ce monument unique en son genre, croyons-nous, parmi ceux qui nous restent de cette époque sur la terre de France et dont nous avons pu voir, un instant auparavant, au Musée, un essai de restauration en relief.

Un plan déployé devant nous par M. Durand, qui nous l'ex-

plique, nous permet de nous rendre un compte exact de l'aspect primitif de ce temple magnifique et de sa situation par rapport à l'ancienne ville romaine et gallo-romaine.

Ce temple circulaire, jadis entouré jusqu'à mi-hauteur d'une seconde enceinte formée par une colonnade dont les substructions puissantes subsistent seules, était entièrement revêtu de marbre en dehors comme en dedans. La lumière devait venir du haut, comme celle du Panthéon d'Agrippa, dont il évoque spontanément le souvenir.

C'était un édifice somptueux qui témoignait de la munificence extraordinaire de son fondateur. Sans doute nous ignorons son nom, mais une inscription nous a conservé celui de son réparateur : un riche citoyen de *Vesunna*, M. Pompeius, décoré du titre de prêtre de ce temple de la divinité tutélaire de Vésone (*Tutelæ Augustæ Vesunnæ*), qui le fit restaurer à ses frais.

La hauteur actuelle du monument est de 27 mètres, sa largeur intérieure de 16^m 85, prise en dehors elle mesure 21^m 80, et la circonférence extérieure donne 64 mètres.

Il y a lieu à discussion sur la manière dont elle était éclairée ; tout à fait à ciel ouvert ?... c'est peu probable pour plusieurs raisons ; par une ouverture centrale dans une voûte de pierres, comme celle du Panthéon Romain ? c'est inadmissible, étant donné l'élévation et l'épaisseur trop faible du mur circulaire.

Plus probablement, une toiture pyramidale en bois et en tuiles plates, appuyée par des bois debout sur les encorbellements de pierres de taille encore visibles à l'intérieur à peu de distance du couronnement, présentait à sa base une série d'intervalles par où pénétrait une lumière peu abondante... ?

Nous suivons, sur le plan de M. Durand, le tracé de l'enceinte improvisée au III^e siècle avec les démolitions des temples et autres édifices publics, tel que les fouilles récentes ont permis de la reconnaître. C'est l'histoire de Saintes et du mur de sou-tènement des jardins de l'hôpital.

Mais à Périgueux c'est dans une propriété particulière qu'ont eu lieu les premières découvertes. L'aimable propriétaire, auteur de ces fouilles heureuses et de ces découvertes inattendues, M. de Lestrade de Conti, avocat très distingué du barreau de Périgueux, veut bien nous faire visiter lui-même la partie des restes du mur d'enceinte du III^e siècle située sous son habitation et de laquelle il a retiré une grande inscription qu'il

a donnée au musée et les pierres remarquables que nous avons déjà admirées dans son jardin ; il nous montre dans son cabinet des fragments de statuettes de même provenance, notamment une tête d'un dessin et d'un modelé d'une rare délicatesse.

En sortant de chez M. de Lestrade nous passons devant les travaux de déblaiement que M. Durand dirige et que le budget de la ville subventionne. Nous ne pouvons cacher à notre érudit cicerone l'étonnement et le plaisir que nous cause cette intervention, si rare, d'une ville s'intéressant aux fouilles archéologiques et trouvant de l'argent à y consacrer.

Nous retrouvons une autre partie de ce même mur récemment dégagée par les soins de la municipalité, dans les terrains qui avoisinent le *Château Barrière*. Les ruines encore bien intéressantes de cette demeure féodale où l'on reconnaît la main des constructeurs des XII^e, XIV^e et XV^e siècles avec les vastes terrains qui en dépendent et sur lesquels un asile de vieillards a été récemment construit, ont été données à la ville de Périgueux par la famille de Beaufort.

Il est midi, nous revenons, après cette matinée si bien employée, déjeuner à l'hôtel de l'Univers où nos aimables guides et confrères de la société archéologique du Périgord veulent bien, cédant à nos instances, partager notre repas confraternel ; au dessert échange entre MM. Oudet et Durand, vice-président de la société archéologique, de paroles cordiales et de vœux pour une nouvelle et prochaine rencontre, à Saintes, des deux sociétés.

Nous avons réservé l'après-midi à la visite des monuments religieux. Saint-Front de Périgueux (984-1047) est pour la France, pour l'Occident, l'édifice type du roman bysantin dont la conception a été sûrement suggérée aux architectes occidentaux par Sainte-Sophie de Constantinople et Saint-Marc de Venise, Saint-Vital de Ravenne.

Il a été beaucoup écrit sur cet important monument. On a maintes fois fait ressortir l'impression de solidité et de force, la majesté sévère de ces formes massives et sans ornements, belles de leurs seules lignes et de l'harmonie de l'ensemble.

Toutefois, lorsqu'on a sous les yeux des vues de l'intérieur de Saint-Front, dessinées avant la restauration de l'édifice accomplie par Abadie dans la seconde moitié du siècle écoulé, on ne peut s'empêcher de regretter que cet habile architecte ait voulu corriger son prédécesseur du XI^e siècle et ramener de force au

plein cintre absolu les grands arcs en berceau dont la forme plus hardie s'harmonise d'ailleurs si bien lorsqu'elle est peu accusée, comme c'était le cas dans le Saint-Front primitif, avec le plein cintre des collatéraux, des absides et des fenêtres.

Cette combinaison se rencontre plus d'une fois dans nos églises saintongaises du XI^e siècle et n'est pas, à notre avis, la moins heureuse.

Ce bel édifice est vraiment la gloire de Périgueux et justifie pleinement les grands travaux de dégagement et de restauration dont il a été l'objet, et qui ne peuvent être considérés comme terminés tant qu'on n'aura pas trouvé le moyen d'utiliser pour une sorte de narthex grandiose, de vestibule monumental, les grands murs nus qui précèdent et dissimulent la façade occidentale.

A l'ouest de la ville et au centre de l'emplacement de l'ancienne cité romaine s'élève l'église de ce nom, *église de la cité*, sur les fondements d'un ancien temple de Mars. C'est un vaste parallélogramme divisé jadis en trois travées recouvertes par trois coupes dont l'une a été détruite; ses rétables sculptés des XVI^e et XVII^e siècles qui s'élèvent presque jusqu'à la voûte, à la manière espagnole, sont dignes de remarque; dans les figures de celui du maître-autel on reconnaît plusieurs personnages historiques du XVII^e siècle. La tradition (*fama*) veut qu'on retrouve les traits de Marie de Médicis dans ceux de la dame agenouillée.

Dans le jardin voisin des sœurs de Sainte-Marthe nous pouvons suivre sur une grande longueur le fameux mur d'enceinte du III^e siècle qui recèle sans doute plus d'un fragment curieux.

Les bâtiments de ce couvent renferment une ravissante chapelle Renaissance abandonnée à tous les vents, à la pluie et aux plantes parasites. C'est grand dommage et nous exprimons nos regrets à cet égard en souhaitant que les monuments historiques donnent quelques fonds pour sa conservation (1).

Bien d'autres détails retiendraient notre attention mais le jour décline et il nous faut regagner le soir même notre gîte dont 170 kilomètres nous séparent. Force nous est donc de

(1) Ce n'est pas encore chose faite, mais le compte rendu de notre excursion dans le *Bulletin de la société historique et archéologique du Périgord* d'août, nous apprend qu'une lettre a été écrite à M. Darmercy, inspecteur des monuments historiques, pour lui signaler l'urgence des réparations.

résister aux instances de nos aimables confrères Périgourdins et à l'attrait qu'aurait eu pour plusieurs d'entre nous une étude plus approfondie de tant de curiosités de premier ordre, de regagner l'hôtel et de là, la gare du départ.

La veille à travers les ondées qui, à chaque instant, embrumaient ou voilaient pour nous les beaux paysages des vallées de la Dronne et de la Colle, nous avons pu admirer au passage plus d'un site ravissant. Le soir nous traversons, entre Ribérac et Angoulême, les âpres solitudes du Périgord noir, frappant contraste avec cette belle vallée de l'Isle où la richesse du sol a favorisé le prompt épanouissement de cette civilisation gallo-romaine dont nous sommes venus étudier et admirer, dans ses débris, la parure monumentale et artistique.

Nous attendons maintenant à Saintes nos confrères de Périgueux ; si nos richesses archéologiques n'ont pas la prétention d'égalier en importance l'ensemble des leurs, plusieurs d'entre elles cependant sont dignes de l'attention des connaisseurs et des maîtres et les mânes de nos communs ancêtres gallo-romains et bâtisseurs du haut moyen âge ne pourront que se réjouir de voir leurs descendants se réunir pour s'encourager avec une émulation fraternelle à conserver les débris de leurs œuvres, évoquer leur souvenir et rajeunir leur mémoire sur les lieux-mêmes où s'affirmait jadis leur jeune prospérité, où se déployait la splendeur de leurs fêtes.

A. O.

II

BIBLIOTHÈQUE SAINTONGEASE

(Suite)

Poètes d'hier et de demain: MM. Pierre Ardouin. — Auguste Gaud. — Henri Martineau. — Jean Martineau. — Francis Eon. — François Porché. — Hector Bonnenfant.

Comme M. Auguste Gaud et M. Henri Martineau nous ont fait pousser pointe dans les Deux-Sèvres, nous nous laisserons tenter à suivre jusque dans la Vienne M. Francis Eon (1). Puy-rajoux, près Quéaux, n'est encore pas bien loin de chez nous ;

(1) *La Promeneuse*. Poèmes 1897-1904. Lille, édition du *Beffroi*, 1905, in-18 de 152 pages.

et dans ce jeune talent je sens circuler l'air limpide et doux de notre Sud-Ouest commençant.

Le livre pourtant vient du Nord, édition du *Beffroi*. C'est que ce talent a d'abord été à l'école de Verlaine et de Samain. Il y a des cygnes et des angelus comme dans la Bruges de Rodenbach, des paons « dans des jardins de rêve aux plages bleues », et des hiboux « au cœur des lunes claires » comme chez presque tous les décadents. Samain avait dit :

Mon âme est une infante en robe de parade.

M. Francis Eon voit la sienne en promeneuse :

Ma jeunesse est la promeneuse aux yeux voilés...

La promeneuse blonde erre sous la charmille.

Lasse à la fin du jour et moissonnant les fleurs...

Et dans le soir meurent des voix de jeunes filles...

La promeneuse blonde écoute leurs chansons...

.

Elle sait que les fleurs se fanent et sont vaines ;

La promeneuse sait que les vents sont menteurs ;

Elle aime cependant leurs murmures flatteurs...

On voit tout de suite, en ces vers précieux mais transparents, comme ce symbolisme s'allège naturellement de la brume des Flandres et s'éclaire de notre fine lumière.

Sans doute il faut, pour être un artiste au sens moderne du mot, avoir cultivé en soi quelque temps le dilettantisme. Or, il y a en M. Francis Eon de l'artiste, et très moderne, très affiné. Ses vers, à la fois nuancés et musicaux, sont exquis. Ce sont sonnets, croquis d'albums, stances à l'amie, une phrase de romance venue sous les doigts comme un air au piano,

Mon âme est comme un clair de lune qui s'élève,
une jolie imagination devant la Dame grise aux rideaux fanés
du grand lit-duchesse :

Cette Dame parmi les courtines du lit

Répète bien vingt fois son ironique image ;

C'est triste qu'elle soit muette ; c'est dommage

Qu'elle doive figer toujours au même pli

Une lèvre sans trouble et qui vaudrait l'hommage

D'un glorieux baiser moins froid que son oubli.

Pâle Dame lointaine et de tapisserie,

As-tu jamais été vivante, as-tu pleuré ?...

Cette poésie est bien, selon la définition du Maître, de la musique avant toute chose, de la musique sur un peu de songe.

Mais pour charmant qu'il soit, le jeu à se prolonger paraîtrait vain. Ne vous inquiétez pas : la glèbe charentaise ou poitevine reprend toujours ses enfants aux semelles. Tournez la page : aux chatoyantes fantaisies à la Samain, aux rêveries molles à la Verlaine, succèdent de courtes *Bucoliques de Septembre* dans la manière naïve de Francis James. O la bonne odeur d'automne vrai, et de juteuses vendanges ! Comme ils sont bien d'aplomb sur leurs pieds, ces bœufs de labour :

Irrités par la mouche et par l'aiguillon mince,
Les bœufs peinent ; les cailloux croulent, le sol grince,
Car la pente est très forte en ce terrain méchant.
N'importe ! il faut creuser jusqu'au sommet le champ.

Dans un dernier effort ils arrivent au bois de chênes qui termine enfin la rude côte.

Le laboureur content lève la tête haute,
Et s'arrête, laissant souffler ses limousins.
— Essaimés à ses pieds, les villages voisins,
Parmi les peupliers qu'inquiète la brise,
Mirent dans l'eau du fleuve lent leurs maisons grises ;
Et le grand Jacques sent en son cœur valeureux
Vibrer l'âme toujours présente des aïeux,
Les obscurs paysans aux robustes épaules.

Le plus sain réalisme rustique a gravé cette rentrée des troupeaux, éclairée pourtant d'une lueur de rêve, comme d'un dernier rayon de jour :

Les vingt moutons, que le petit berger conduit
Des pacages herbeux, rentrent avant la nuit
Qui bientôt voilera de crêpe la campagne ;
Et l'enfant aux sabots ferrés les accompagne
De ses sifflements clairs savamment modulés
Qu'il apprend des gars forts qui moissonnent les blés.
Les chiens-loups, bons gardiens vigilants, sur la route
Poursuivent la brebis qui s'écarte et qui broute
Une touffe de menthe au bord du fossé creux.
Et les moutons, les chiens, le pâtre sont heureux,
Puisqu'ils vont à l'abri paisible de la ferme.
Les moutons dormiront dans l'étable que ferme
La porte basse
— Et demain, mon amie unique, dès l'aurore,
Le pâtre, les moutons, les chiens iront encore

Vers le sommet d'où les lointains horizons bleus
S'infinissent comme les rêves de tes yeux...

C'est que la nostalgie des jardins de Puyrajoux et de « l'été glorieux chantant parmi les chênes », l'a ramené, lui aussi, vers la Vérité. Certains soirs d'angoisse, étant au loin, il songeait déjà :

Pourtant, là-bas, au flanc de mes calmes collines
Où la ciguë amère est rare, les bergers
Montent libres et forts, parmi la brune fine
Qui noie en bleu le clair village et le clocher.

Donc, écrit-il à l'ami et voisin Auguste Gaud,

Donc, je suis revenu vers la rivière aux cygnes,
Et j'ai fumé ma vieille pipe dans la paix.
Aux côteaux d'herbe grasse où sourdent les fontaines
J'entendis la chanson du vent de bon conseil.

.

L'Angelus vient à moi de l'église lointaine
Et ma Vienne rocheuse aux sables roux s'endort
Comme une reine langoureuse en un lit d'or,
Plus dolente au sortir des causses limousines.

Alors, toutes ces voix rappellent au gîte la belle « promeneuse », voix « du ciel clément rayé de martinets », voix grave du clocher qui réveille « la bonne foi d'enfance sans douleurs », et remet aux lèvres, neuve et vive, la prière, voix des tombes anciennes, qui de bonne heure, hélas ! font signe, et déjà font entre elles la place.

Je veux dormir mon bon sommeil silencieux
Au cœur de la colline où dorment les grands-pères.
Je veux le cimetière où croissent au hasard
Les fleurs simples dans l'herbe encombrant les allées...

C'est l'heure des stances à Tircis, et de la rentrée aux Trembles :

Je doutais, lorsqu'aux champs heureux des souffles forts
M'ont donné le conseil de vivre ;
Les paysans m'ont dit la vanité des livres,
Et la gloire du libre effort...

l'heure où, évoquant la vie calme des anciens, on se fait du bonheur une image tranquille.

. Mes grands-pères
Parmi les laboureurs vivaient leurs jours prospères

Sans envie et sachant borner leur horizon
Au cours harmonieux des mois et des saisons;
Mes grands-pères soignaient leurs roses, les abeilles
Peuplaient leurs espaliers odorants et leurs treilles;

ils lisaient les bons vieux poètes bucoliques, Horace et Virgile,
sous les berceaux de buis, ils parlaient latin à leur curé;

Ils attendaient chez eux bien doucement la mort,
Ayant mis dans leur vie exacte et pacifique
La régularité d'un poème classique.

De la morne cité nous reviendrons donc, ô ma nostalgique
promeneuse, à la fontaine où rêvent les yeuses.

Car je suis l'héritier des philosophes doux
Qui m'ont légué leur âme, et leur foi et leurs goûts;
Et je te veux, amie, avec mes fleurs fidèles.
Les grands-pères lointains seront nos bons modèles;
Et sans nous attarder à des songes brumeux,
Nous vieillirons en paix et nous mourrons comme eux.

Peut-être y a-t-il encore dans cet élan de retour un peu
d'aristocratique fantaisie, et plus de désir littéraire que de
ferme vouloir d'agir. Pour que *renaisse* la campagne, il ne suffit
pas que nous lui apportions nos lassitudes à bercer : il faudrait
lui donner le plein de notre journée. Mais n'est-ce pas qu'elle
est intéressante, séduisante par sa grâce, attachante comme un
espoir, cette jeunesse intelligente, très intelligente, de notre
pays, qui d'instinct s'oriente vers le clocher, et qui pour son art
au moins, si ce n'est pas encore pour sa vie tout entière, cherche
sa beauté dans le rythme sacré des saisons et des jours, des sai-
sons selon l'ordre de la nature et des jours tels que nos pères et
Dieu nous les font.

* *

De cette sagesse, François Porché me paraît encore assez loin.
Je sais qu'il est de Cognac : mais son livre (1) ne porte aucune
empreinte de terroir, et les trois ou quatre pièces, par où s'en-
vole un instant sa mémoire vers le jardin des grands-parents,
vers ses noëls d'enfant, et vers ce qu'il appelle l'imagerie pro-
vinciale, sont d'une vérité de sentiment très prenante, mais
d'une imprécision de décor qui dénonce tout de suite le rêveur,
le fumeur, le subjectif, l'impressionniste.

(1) *Poésies*, in-18, édition du *Mercur*e, 1907.

Pièces charmantes d'ailleurs, talent très distingué.

Visiteur du jardin, prends garde que les roses
Ne s'effeuillent au cri des grilles longtemps closes.
Ne va pas réveiller le lion de granit,
Qui depuis tant de jours bâille sur un pilastre
Que des abeilles dans sa gueule ont fait leur nid.
Vole, rends tes talons plus légers que les astres
Qui glissent dans les nuits chaudes, silencieux...
Ami, nos grands parents vécurent là très vieux.
C'étaient de bonnes gens dont en nous la mémoire
S'allie à l'odeur saine et franche de l'armoire
De famille, parfum de fruits, de linge frais,
Parfums nourris de vertu sobre et sans apprêts...
C'est là, dans cet enclos de leur âme encor plein,
Que ma petite enfance a croisé leur déclin.

Pourtant un peu de vie se ranime. « Un caillou sous des pas
a roulé... Le jet d'eau se réveille... l'arrosoir retentit invisible
aux citernes d'allées... »

Des mains, j'entends des mains froisser les pampres roux,
Les ciseaux zézayer, insinuants et doux,
J'entends crier l'osier frémissant des corbeilles. .
O charme du passé qui s'évade le soir,
Et rôde, et fait craquer les feuilles des allées !

Voyez, comme il y a déjà quelque chose d'un peu nonchalant dans cette vision, et plus de sentiment que de pensée. D'autres voient net, et comme on vise en la chambre noire, ils mettent bien au point, avant de la peindre, l'hallucination de leur souvenir. Ceux-là d'ordinaire dessinent d'un contour ferme, burinent, ou cisèlent sur les mots, ainsi que les orfèvres sur le métal dur ou l'onyx. François Porché pense et rime à travers la fumée bleue, comme Verlaine ; il peint flou, et le plus souvent il peint gris ou bistre, comme Carrière.

O ces rêves dans mes cigarettes souvent !
Images, au plafond, de peupliers, de vignes
Et de prés par avril inondés, jusqu'aux lignes
Des coteaux, où toujours un vieux moulin à vent
Sans bras, le toit penché sur l'horizon, écoute
Si l'âne du meunier encor monte la route...

Ainsi la phrase et le vers s'en vont, onduleux, brisés, invertébrés, souvent sans verbe, dans le décousu d'une imagination qui s'abandonne, dans la mollesse d'un songe.

Province, soleil d'août, maisons blanches et mortes,
Pots de fleurs sur les fenêtres, chats somnolents,
Vieillards rasant les murs l'un vers l'autre, très lents,
Ou ruminant sans fin leur vie au seuil des portes.
.
Province, langueur des cloches dominicales,
Etc., etc.

Ce laisser-aller a sa grâce : le velouté de l'estompe repose du crayon dur et de la pointe sèche. Mais comme de toute chose qui n'est pas dans l'ordre, il en vient plus vite une sensation de monotonie et une lassitude.

D'autant que le coloris manque, et que François Porché, je le répète, pense, voit et peint triste. Et je me doute bien pourquoi. Verlaine trop aimé n'en est pas seul cause. Si je compte en effet les années depuis qu'il fut mon élève très attentif et très brillant en la rhétorique d'Angoulême, il a dépassé la trentaine. Or, — je ne dis rien ici qui ne soit transparent dans son livre, — il y a eu beaucoup d'invertébré, beaucoup de flou dans sa vie comme dans son talent ; et par conséquent beaucoup de gâché déjà. Si cette langueur ne fut pas sans intelligence et sans art, le génie de la volonté y manque. Porché comme tant d'autres a joui des câlineries de sa belle jeunesse, il n'a pas eu la mâle énergie de lui faire un enfant. Et j'entends à mon tour dans le jardin qui s'ennuie craquer les feuilles mortes des allées...

Même dans les *Promenades au bord de la mer*, le vent salé du large ne tonifie pas, ne soulève pas cette âme affaissée. A peine une marine, une seule, je crois bien, aux tons lumineux, au souffle d'espoir.

C'était je ne sais quel matin, frais et nacré
Comme le poisson vif aux gluantes écailles
Dans le filet tiré dont s'égouttent les mailles,
Un matin de santé, jeune, oublieux, sacré,
De ceux où l'on s'en va sur ses jambes à l'aise,
Heureux d'être robuste, et que le ciel soit clair.
.
Et j'errais le front vers l'Orient, les yeux
Éblouis, l'âme vague et divinement ivre,
Plein d'un étonnement d'aller, de voir, de vivre,
Et touché jusqu'aux pleurs du don mystérieux
Qui m'était fait du monde en cette matinée.

Un très beau vers, une sensation très noble, mais qui

demeure stérile. De ce « don du monde » le poète, admirablement doué pourtant, a jusqu'ici fait peu de chose.

Pourquoi ? Vous n'avez qu'à tourner la page. Comme au revers de la visite au jardin, près de la grand'mère qui pleurerait sans rien dire, était venu s'asseoir, après « une faute encore ou des chagrins sans doute »

Le désespoir du grand enfant tendre à l'excès,

de même, au bord de l'eau, l'âme « aux écoutes », au lieu de s'ouvrir à la grande voix éternelle, suit douloureusement là-bas, à travers la dune, à travers les pins, « par delà l'écho même du bois », la patache titubante qui par une aube froide emporta brusquement l'amie d'une saison.

J'aurais voulu crier : « Ne t'en va pas, j'ai tort,
Je t'aime ! vois mes pleurs, vois mes bras que je tords,
Et vois mon orgueil à terre qui s'humilie.
Pardonne, ou mieux encor, fais ce miracle : oublie,
Et que des vieux griefs, rien ne reste entre nous
Que du silence avec mon front sur tes genoux.
Reviens dans ma maison dont ta robe de femme
Et tes yeux qui rêvaient aux vitres étaient l'âme...

Amours d'étudiant trop souvent renouvelés, trop longtemps prolongés, départs, déchirements et reprises, encore que l'habileté de l'auteur en ait dispersé les morceaux, que la sobriété de son goût le garde de la longueur et des redites, cela fut le fond de son livre, comme ce fut, à n'en pas douter, le fond de toute sa jeunesse. Or, sauf que la forme s'est faite volontairement plus lâche que chez les parnassiens, et qu'aucun éclair de gaieté ne raie cette brume, par la naïveté presque puérile du sentiment comme par une coquetterie de modernisme très consciente

... O la peur de souffrir, mes frissons
Rien qu'à la retrouver femme par ses façons
D'aiguiser longuement ses ongles, et sa grâce
A piquer vite son chapeau devant la glace...

cette poésie rappelle très bien le Coppée des *Intimités*. Mais, hélas ! comme le disent plusieurs fois les comédies de Dumas fils, toutes ces liaisons légères, tous ces amours à portes ouvertes, cela est bien creux, en somme... Et dans le vide creusé c'est l'ennui qui s'installe. Oh ! qu'elle suinte l'ennui, la chambre de l'étudiant de trente ans !

Oh ! rentrer chez soi, n'étant de personne attendu,
Sans amour, sans un sein où sa tête se pose...

(*Le jour baisse*).

Alors on écoute « sur le zinc des mansardes pleuvoir » ;
l'hiver dans les soirs gris, on prête l'oreille à « la crise des fins
de jour en la cité », à la « bataille des journaux du soir », aux
rumeurs « des cinq à sept » ; on se berce à la trépidation fié-
vreuse de la grande ville

Comme une fille au cœur peu sûr qu'on sait perverse ;
on se traîne aux steppes grises des banlieues, ou dans les
espaces d'eau morte, mais partout

... L'étrange lèpre des vieux marbres

Nous gagne. Le soir vient : tout est brume et regrets.

On fraternise par la pitié avec les errants du soir dans les
jardins. On songe du train qui vous emporterait dans la nuit,

Le front cherchant le frais sur la vitre qui pleure,
de la pauvre gare perdue, « humble gardienne allumant ses si-
gnaux fidèles dans le noir », et des compagnons de hasard, dor-
meurs mystérieux :

Fronts ravagés, vieillis tout à coup de dix ans...

Pour tout de bon, vraiment, un soir comme aujourd'hui,

S'en aller, planter là son âme sédentaire

Avec son pauvre fond de phrases et d'ennui,

Et Dieu sait où, vagabonder.... Grande est la terre.

Mais, précisément parce qu'on est « déraciné » de la terre en
travail et de la vie vraie, on demeure longtemps, longtemps, en
la ville perverse, comme la plante d'eau flottante sur la mare ;
on s'attarde dans la routine de son désœuvrement solitaire, avec
la camaraderie pour douce et perfide compagne ; — il y a aussi
de jolis vers sur ces amitiés de quartier latin, mieux triées,
plus grisantes, trop souvent moins vivaces que celles du
collège.

• S'arrache-t-on dans un mouvement de honte à son inutile cha-
grin, on va — et cela est très bien — vers ceux qui souffrent.
De ma chambre aux plaines de douleurs, c'est-à-dire à Cour-
rières... *Les suppliants* : et ce sont ces pauvres foules naïves
que des émeutiers orgueilleux menèrent aux fusillades de
Saint-Petersbourg.... Parce qu'on est un sentimental et un

tendre, des vagues de pitié vous traversent, vous remuent, vous font mettre sur le papier de belles choses poignantes. Mais cette pitié sociale, on la sent qui n'agit point ; elle est née de l'amertume personnelle.

Elle était en wagon, ma fièvre, mon haleine,
Entre elle et moi j'ai cru mettre les bois, la plaine,
Quand c'est elle qui m'a conduit.

Aussi a-t-elle un arrière-goût de révolte, et de dédain de vivre ; elle aussi s'en ira, stérile, en volutes de fumée noire.

Ah ! que regrettaient-ils quand, se voyant perdus,
Hagards, ils ont couru le long des rampes ?
Qu'appelaient-ils du fond de la tombe à grands cris
Sinon la Douleur d'une autre suivie,
La Douleur qu'on respire en haut sous le ciel gris ?
Les malheureux, comme ils aimaient la vie !

Eh ! oui, ils aimaient la vie parce qu'elle était faite pour eux, pareux, de labeur, de devoir, et, malgré tout, d'espérance, non pas de tristesses languides et infécondes. Et c'est vous, oh ! mon disciple infidèle, vous, avec tous vos privilèges, avec votre talent, qui mentez à la vie, mentez à la jeunesse, qui reniez la douce lumière de notre Saintonge, et tout ce qu'il y a de joie éparse, et tout ce qu'il y a de bien possible sous notre ciel.

Poète pourtant vous êtes, non par le jaillissement de la pensée, par la richesse des couleurs, ou par la musique, mais par une certaine profondeur de sentir, par l'éclat voilé de quelques images neuves, par l'art, raffiné et hautain sous un air d'abandon, de vos phrases nonchalantes et de vos molles cadences. A chaque jour, Comme j'ai pu, comme il m'advint..... Vos titres eux-mêmes ont quelque chose de trainant et de las. Ce n'est pas vous donner le conseil de n'être plus vous-même que de vous inviter à vous mettre en état d'écrire avec la même sincérité quelque chose de plus viril.

*
* *

C'est une figure d'un tout autre relief que celle de M. Hector Bonnenfant, intéressante puisqu'elle est marquée des signes de la souffrance et de la lutte, inquiétante un peu comme tout ce qui porte la fièvre en soi.

Il appartient et à cette classe redoutable des primaires issus de la glèbe, qui, s'ils méprisent leurs origines et s'enivrent

d'eux-mêmes, étant peu de chose, font facilement des déclassés et des insurgents ; et à ce corps des maîtres d'école qui, s'ils n'ennoblissent pas leur vie de l'amour vrai de leur auguste mais dur métier, s'ils ont le malheur de le prendre en haine, sont voués d'avance aux plus dévorantes vanités, s'agitent et se consumment, avec une rage de mauvais prêtres, dans l'effort impuissant de se grandir par quelque rôle au-dessus de leur condition.

Qu'il y ait eu à certaines heures dans M. Bonnenfant un peu de cette fermentation d'ambitions et d'appétits, cela serait d'autant moins étonnant que son existence fut plus rude, et que son talent le déclassant, en quelque manière, une seconde fois, lui pouvait bien allumer une impatience de plus dans les moelles. Les zigzags et les bonds de son *curriculum*, qui n'apparaît pas celui d'un fonctionnaire très tendu à sa tâche et d'un stagiaire toujours content de son lot, surtout ses échappées à Paris avec Misère comme pourvoyeuse, et ses retours de pigeon, trainant de l'aile, en quelque Saint-Hippolyte ou Saint-Agnant des Marais, tout cela, de son propre aveu, donne bien l'idée qu'il a voulu, lui aussi, à certain moment faire violence à la Gloire et mater la Fortune. Va-t-en, disait-il alors à la Muse, mélancolique et grave fiancée de son jeune âge,

... Va-t-en, je ne te connais plus!

Vole vers ceux dont l'âme est héroïque, porte
A plus digne que moi tes caresses ; ma porte
Est à tout jamais close à celles dont les traits
Mènent par la langueur à l'Étang des Regrets !
Tu les fais trop naïfs, trop fiers et trop sensibles,
Tes élus, ô chimère...
A dater de cette heure où l'aube étreint l'azur
Je deviens fort, cupide, habile, bas et dur,
J'ai le cerveau retors, l'œil prompt, l'échine courbe,
Je m'en vais conquérir mon carré de la tourbe,
Et cynique, prouver au sort exubérant
Qu'un rêveur sait agir quand le désir l'en prend !

(*Lux in tenebris*)

De 1905 est datée cette confession qui s'achève en repentir, et commence un volume de recueillement et de souvenirs. Or, le précédent, qui avait été le premier, porte le millésime 1896. Neuf ans entre les deux dates... Ne me demandez pas ce qui de la vie de M. Bonnenfant a été jeté et ce qui s'est perdu dans ce grand trou. Je n'ai pas tenu à le savoir, le pressant peu glo-

rieux ; et lui-même à cette heure paraît vouloir l'oublier. « Eh ! ne savais-tu pas, pauvre fou, que de « l'action cupide » où tu te ruais, rien ne te resterait

Que l'immense dégoût dont tu meurs cette nuit ?
Laisse à d'autres, crois moi, l'ambition, le bruit,
L'orgueil, la soif de l'or, l'habileté, l'orgie !
Garde pour toi la paix.....

.
La lueur d'idéal que rien ne peut ternir,
La pitié, le pardon, l'amour, le souvenir,
Tout ce qui fait meilleur ici-bas et désarmé. »

Tenons ce propos pour sincère, puisque rien du présent livre d'ailleurs ne le dément. Félicitons M. Bonnenfant de n'avoir pas du moins jeté son froc de poète aux griffes de la détestable politique qui, elle, ne le lui eût certainement pas rendu. Félicitons-le, félicitons-nous de ce que, quelques mauvaises aventures qu'il ait pu courir, il n'y ait pas dilapidé tout entier ce fonds saintongeais, fait de sagesse résignée, de douceur envers la vie, — et de souvenir ! — sans quoi n'étant plus nous-mêmes nous risquerions fort de n'être plus rien du tout.

C'est en ce sens que je lui parlai quand un heureux hasard me le fit rencontrer il y a deux ou trois hivers. Dans un salon où les jeunes viennent essayer leurs vers, je lui avais entendu réciter d'un accent grave, mais simple, une pièce très pénétrante, presque très belle, intitulée sans prétention : *Le Souvenir*.

On se rencontre par hasard
Au cours des ardentes années.
Un regard croisant un regard
Lie entre elles deux destinées.

Il semble qu'on se connaissait
Depuis toujours, qu'on se retrouve,
Que tout ce dont on se berçait
N'est rien près de ce qu'on éprouve,

Que l'on porte en soi l'infini
Du temps, du nombre et de l'espace,
Et qu'on doit aller, couple uni,
Toujours parmi tout ce qui passe...

Or, que souffle le moindre vent
D'orgueil, de soupçon, de caprice,
Sur ce mirage décevant,
Et c'en est fait de tout délice.

On saigne. Puis, quelqu'autre part,
Au moment de la Providence,
Le regard croisant un regard,
Même chose se recommence ;

Jusqu'au jour où l'esprit blessé
De sa trop constante méprise
Enjoint au cœur martyrisé
De s'éteindre en sa cendre grise.

Le cœur s'y résigne, affligé. L'esprit s'envole « plus libre
d'avoir allégé de ce plomb son aile éthérée... » Hélas !

Quelque chose pour l'alourdir
Lui reste, un fétu : la mémoire...

Et parmi tant de vers nacrés, tant de sentimentalités miroitantes et légères, ces vers sans éclat, mais sobres, mais pleins, mais profonds, mais dignes, à quelques imperfections près, de l'auteur des *Vaines tendresses*, me donnèrent tout de suite l'impression qu'il y avait là un talent sincère, et donc presque certainement une âme. J'allai à lui, la main ouverte, faisant, comme il faut faire, crédit au talent, qui est chose rare, chose divine... Et c'est ainsi que nous nous connûmes.

Encore une fois, que cette âme, entraînée par un tempérament fougueux de paysan, de valet de ferme soudain émancipé et enivré, n'ait pas toujours monté d'un vol droit vers les sommets, qu'elle se soit « ravalée » — le mot est de lui, — à l'« action cupide » ou à « l'orgie » c'est fort possible. Et il m'apparut bien, à l'entendre causer et me conter son histoire, que ce gars de Saintonge, aux cheveux déjà grisonnants malgré la jeunesse, au front massif comme un front de taureau, avec de l'ardeur à vivre dans la parole et dans le geste, et dans les yeux quelque candeur et quelque bonhomie, devait être un tempérament plutôt qu'un caractère... Mais serait-il donc le premier que son talent aurait sauvé après avoir risqué le perdre, que la poésie aurait repris d'une nostalgie intime et ramené d'en bas vers l'idéal et la beauté ?

Toujours est-il que sur le miroir du fond de sa pensée qu'est son œuvre, — la seule chose, après tout, qui pour nous compte, — si la sensualité a laissé sa trace, ce qui émerge, ce qui de plus en plus domine et couvre les autres images, c'est la partie la plus délicate de sa sensibilité, la plus haute de son être

moral... Et c'est ce qui fait que je reconnais en lui un vrai poète.

* *

Il est né en 1869 à Saint-Loup de Saintonge, « sa mère, dit-il, « se tenant accrochée au manteau de la cheminée ». Son père, un tisserand de village, mourut quand le petit avait huit mois. Il légua à son fils pour plus tard sa passion de la lecture, enfermée alors dans une caisse de bouquins qu'il avait achetés par hasard lors de la vente à l'encan d'un vieil instituteur de l'endroit. Hélas, pour le présent, il lui laissait à partager, avec la mère et deux aînés; la misère, mais la misère aux champs, qui n'est jamais le dénûment total et l'abjection, sans aide et sans abri, des errants de la rue. La mère à son tour disparut quand le petit n'avait encore que juste assez d'âge pour garder le souvenir de ce jour brûlant de juillet où, par-dessus la ruche bourdonnante de l'école, la cloche égrena le glas des mourants, et où l'on vint en hâte demander au maître le petit orphelin.

Et c'est, le lendemain, les rites funéraires,
Des planches que l'on cloue, une procession
Morne par les chemins, la lamentation
Dolente des voisins et la plainte des proches.
Une messe lugubre, un trou long dans les roches
Où l'on glisse un cercueil pauvre, sur quoi chacun
Projette en se signant un peu de terreau brun...
Et celà, sous le ciel rayonnant, est atroce...
Et le frère et la sœur inclinés sur la fosse
Retiennent le petit qui cherche à pénétrer
Et pleure sans savoir... parce qu'il voit pleurer.

Or, la mère, en mourant, avait dit à l'aïeule : « Mère, pour qu'ils ne te soient pas trop à charge, tu mettras en condition les aînés,

Tu les engageras pâtres chez des fermiers.
Ils gagneront avec leurs pains quelques deniers.
Quant au petit, trop jeune encor pour une tâche,
Tu lui mettras au bras le galon, la soutache,
La tresse, les lacets, ce qui me reste enfin,
De ce petit métier qui leur donna du pain,
Quand, veuve sans moyens, j'étais valide et forte ;
Par les villages il ira de porte en porte.
J'étais aimée, aucun ne refusera point
D'acheter au malheur pitoyable à ce point
Ni de faire parfois au foyer place large...

Mais l'aïeule vaillante n'a pas voulu que les enfants s'en aillent à l'aventure par les chemins. Comme à vingt ans, elle s'est remise à la besogne, a repris la faucille et la quenouille, s'est refait pour les caresses « les doigts légers des jeunes mères », la voix douce ou grave pour les chants berceurs et les contes bleus devant la flamme. C'est la bonne vieille qui fait luire sur cette enfance en deuil le divin rayon de la foi, du courage, de l'amour. Que le poète ne maudisse donc pas la vie : pas plus pour lui que pour personne, jamais elle n'a été tout à fait sans sourire.

Il en a le sentiment d'ailleurs, et dès les vers de jeunesse, dont plusieurs sont dédiés à sa *très vieille grand'mère*, il a dit avec un peu de la rhétorique de son âge, mais avec un accent d'émotion qui ne trompe pas, sa pitié mêlée d'admiration pour les vertus de labeur et de résignation de la pauvre femme. (*Duo fatal. L'aïeule.*) Et aujourd'hui dans ce livre : *Pour les aimées* (1), où le poète tente

De faire à ce qu'il aime un peu d'éternité,
par dessus le « cortège de charme », des Jeanne, des Germaine
et des Marguerite,

De toutes celles dont la tendresse a porté
Un instant dans son sein le délice éphémère,

c'est, avec l'ombre de la mère, plus vaporeuse, l'image de
l'aïeule qui se lève sur son âme et y répand la clarté de l'éter-
nel ; l'aïeule « magnifique de dénûment, magnifique d'avoir
semé, d'avoir souffert, d'avoir aimé sans plainte... »,

L'aïeule, dont le temps a flétri le visage,
Qui, s'agenouillant, grave, à l'angle du foyer,
Te parle de la morte et t'enseigne à prier...

(*Les Aimées. — Les Mortes.*)

Donc, tandis que le grand-père fait, avec la jument Cocotte, un petit commerce de vins qui ne durera guère, on a mis l'ainé, alors âgé de douze ans, au labour des quelques terres qui restent ; la sœur et le petit cadet vont, le matin jusqu'à neuf heures, avant l'école, et le soir après quatre heures, garder les moutons au pâtis.

(1) Un vol. in-18, librairie Lemerre.

Les douze ans atteints, et le certificat d'études obtenu, comme le métier du grand père, très vieilli, allait de moins en moins, il fallut, malgré le désespoir, quitter l'école, et s'en aller comme pâtre, chez un fermier de Lhoumée de Pourçay ; puis, un peu plus tard, tandis que les aînés se plaçaient comme domestique et servante, revenir au foyer aider la grand'mère boiteuse, et le grand'père asthmatique et brisé à cultiver le lopin, et faire comme journalier les quelques sous nécessaires.

Ne méprisons pas ces détails de la vie paysanne, toujours bonne à regarder, et dont René Bazin, qui si admirablement la connaît, disait encore récemment qu'« elle est un chef-d'œuvre, en vérité, plus beau que les plus belles œuvres d'art, dans les pays où l'on croit. »

Or, il semble bien qu'il y a là pour l'enfant, qui a reçu le don, une condition privilégiée. L'épreuve le mûrit, le trempe. La campagne lui verse dans les yeux, dans l'imagination, dans le cœur ses enchantements. Nos deux grands rustiques d'à présent, Fabié et Vermeuouse, ont reçu une formation de ce genre, si c'est être formé que de grandir ainsi dans la liberté du plein vent.

Mais ce qu'on voit peut-être et sent le moins d'abord, c'est ce que plus tard on aimera le mieux : la maternelle nature et son décor à la fois impérissable et changeant. Il faut à l'artiste le mieux doué une éducation de l'œil, de l'oreille, et de sa sensibilité tout entière.

Je ne m'étonne donc point que M. Bonnenfant n'apparaisse pas du tout en ses premiers livres un paysagiste, un peintre de prés verts ou de soleils couchants, ni qu'il n'ait pas retenu grand'chose, — pas autre chose qu'une plainte vague, — de sa vie de berger et de valet de ferme. C'est plus tard, s'il est vraiment artiste, qu'avec la baguette magique du souvenir et du songe il pourra faire de toute cette réalité de la poésie. Jusqu'à présent, n'en déplaise à notre dilettantisme de bourgeois, qui la regardons, — ou la rêvons, — du haut de la terrasse, cette vie terrienne n'est à qui la vit que prose terre-à-terre. Et l'enfant qui porte en lui le dieu, je veux dire qu'un instinct pousse à vivre par l'esprit, cherche à y échapper le plus qu'il peut, et presque toujours par le même moyen, par le livre.

Le petit Bonnenfant a été un écolier d'un zèle, d'une mémoire, d'une facilité étonnante : c'est dans l'ordre. Où qu'on l'envoie il emporte avec lui sa dévorante curiosité d'apprendre

— et ses livres, livres de classe, et livres de la caisse du papa, au hasard, l'*Ami de la Maison*, les *Chefs-d'Œuvre de l'éloquence française*, la *Henriade*... Médiocres lectures et qui ne valent pas, pour éveiller un génie de poète, celles que faisait le petit Lamartine à Milly.

D'aimer trop à lire, le pâtre en devient distrait et mérite plus d'une fois le pain sec, le journalier de quinze ans passe pour un assez mauvais ouvrier et se voit gronder par le grand-père pour bâcler la besogne, par la grand'mère pour consommer trop de résine.

De guerre lasse on cède à ce goût de s'instruire, et l'instituteur consulté pousse au brevet, le frère et la sœur — autre sourire — achètent à leur cadet les livres nécessaires. Et c'est ainsi que le « bistro », défroqué du gilet de laine, s'en vient un jour d'octobre 1885 à La Rochelle, avec un pantalon trop court et un paletot verdi, passer — triomphalement — son examen. Mais la déception suit immédiatement la victoire. Point de place à donner à qui n'est pas de l'école normale.

Il faut revenir au village, où le grand'père se meurt, reprendre la houe et le « gibeau » ; il faut des livres encore, et des leçons pour préparer le concours ; et, le concours heureusement passé, à grand-peine le frère et la sœur arrivent-ils à payer le trousseau. N'est-ce pas que cette banale histoire a sa saveur et sa moralité : même quand on se targue avec le plus de raison de « s'être fait tout seul », à combien de gens encore on doit ce que l'on est !

Années d'école normale, très dures. Humiliations de s'entendre appeler « mal peigné » et de n'avoir pas les trois sous nécessaires pour se faire couper les cheveux. Envolées d'espoirs ambitieux, lectures éperdues de Lamartine, Hugo, Musset, George Sand, Loti... Essais poétiques, concours à des *Phare littéraire* et à des *Revue de la Semaine* ; compliments et palmes qui grisent... Révoltes contre la discipline des programmes et contre le joug des maîtres. Pleurésie du côté droit, pleurésie du côté gauche ; échec au brevet supérieur... Tout ce qu'il faut pour crier à l'injustice des hommes, à la férocité de la destinée, et préparer ce livre des *Révoltes* depuis lors annoncé, mais qui — j'espère cela d'un cœur assagi, attendri par la vie, — ne verra jamais le jour.

Hé quoi ! poète, vous oseriez vous plaindre ! Ah ! si vous connaissiez le don de Dieu ! je veux dire, en langage plus

laïque : si vous saviez voir l'invisible et très bonne fée qui vous mène par la main, et vous conduit à toutes les sources saintes, *fontes sacros*, de la beauté et de la sapience ! Trois années d'études au pays délicieux de Dominique, avec la maladie pour vous alanguir et vous faire plus sensible à son charme ; pour encadrer votre apprentissage de la grandeur et servitude militaire, le décor merveilleux des Pyrénées, Bayonne, Biarritz, Miramar ; puis, le plus joli vagabondage de stagiaire — un stagiaire volant ! — aux coins les plus caractéristiques de notre vieux pays ; les frais bocages de la Boutonne et de la Sèvre, à Saint-Jean et à Marans, tout le mélancolique estuaire de la Charente, Tonnay-Charente, Rochefort, Saint-Nazaire ; et Fouras, aux couchers de soleil incomparables sur le miroitement des vases ; et les marais, aux larges horizons tout pleins de rêve, de Saint-Hippolyte ou de Saint-Agnan ; et la grâce riante d'Oleron avec le grandiose de sa mer sauvage ; et les landes somptueuses et odorantes de Montendre... quoi, vous avez eu tout cela en partage, que n'eurent ni Lemoyne, ni Dupont, ni Gourdon, ni aucun de nous, chercheurs de solitude, chercheurs d'idées, chercheurs d'images ; vous avez eu encore cette autre enchanteresse, la musique, ayant tout seul appris à jouer du violon, comme à rythmer votre verbe, et vous vous plaindriez de votre lot !... Mais le plus gros de la misère qu'il peut y avoir dans ce lot vient de vous, vous qui avez rongé trop impatiemment votre frein, et qui, pour courir aux idoles banales, avez trahi votre bonne maman la Saintonge, et la Poésie, votre belle marraine !

1896. Un premier livre, imprimé à Tonnay-Charente, et mis en vente chez Gournay-Courtin à Rochefort, naïvement intitulé *Larmes et Sourires*, et présenté par une préface de Jean Richepin, patronage plutôt rare. Mais le poète des gueux pouvait-il à ce gueux ne pas tendre la main ? Et déjà il lui donnait ce viril conseil de ne point se poser en victime, de ne point se plaindre de sa position précaire et de son isolement dans un milieu peu sympathique aux choses d'art. « Mais non ! ce serait blasphémer le consolant réconfort que lui donnent l'âpre joie d'avoir fermement voulu être un poète et la certitude d'en être un. »

En fait le livre est jeune, maladroit, sent l'écolier qui, de bonne foi, se sert des mots des autres et des formes apprises. Ni imaginations neuves, ni détails de style où se marque un

génie d'artiste. Deux ou trois exercices de narration — pas plus — comme *Hercule, Vénus et Adonis*, le *Réveil d'Eve*; une demi-douzaine de ces jeux de la fantaisie et du sentiment qui sur tout tableau, toute fleur pose un instant son vol, *Communiantes*, les *Orphelines de la mer*, *Matin d'avril*, les *Pommiers*, la *Moissonneuse*, *Fleur mourante*, *Chanson d'automne*; tout le reste est à peu près élégie et complainte d'amour.

A *Mademoiselle Marguerite* :

J'ai senti mon cœur plein de toutes les ivresses
En vous voyant un jour passer sur mon chemin ;
.....
Mais vous n'avez pas vu le rêveur solitaire...
.....
Aussi m'en vais-je seul, l'âme à jamais b'essée,
N'emportant rien de vous pour guérir ma pensée
Qu'un souvenir, triste et délicieux.

A *Marie C...* (sur une lettre qu'elle n'avait pas lue) :

Sachant que le cœur est fragile
Et qu'un rien pourrait le briser,
Tu n'as pas d'une main fébrile
Ouvert ce pli pour le haiser.

Tu t'es dit que la meurtrissure
De l'amour est lente à guérir,
Que retourné dans la blessure
Le glaive fait bien plus souffrir.

Et tu n'as pas osé les lire,
Ces trois mots coulés de ma chair...
.....

A *L... C...*

Ecris-moi ! Je suis triste et mon âme brisée,
Toute pleine de toi ne saurait t'oublier ;
.....
Ecris-moi ! Je suis seul, je souffre...

A *L... T...*

Tes cheveux ! tes cheveux ! Déroule tes cheveux
Si drus, si fins, si noirs, si longs...

Ici un sonnet de désespoir à *Clémentine B...*, ou des couplets pour *Jeanne*; et là un *Chant d'automne* « à la mémoire de *Blanche T...* »

Il n'y a rien de plus banal, assurément, que ces désirs et ces soupirs. Et la rime n'est pas riche et le style en est vieux... Pourquoi donc ce petit livre déjà ne nous laisse-t-il pas indifférents ? C'est qu'il est sincère ; on y sent la palpitation de la vie. Oui, le jeune poète, qui n'est encore qu'un médiocre rimeur, a cela sous sa gaucherie, qui manque sous la précoce élégance de tant de virtuoses : le mouvement et la flamme.

Sans doute il eut tort souvent de n'être pas doux à la vie et de lui demander ce qu'elle ne peut ou ne doit pas donner ; et il a eu tort de *faire* ainsi de la souffrance, comme on *fait* de la neurasthénie ou de l'artério-sclérose, mais chaque fois qu'il dit *j'ai souffert*, on a l'impression qu'il est de bonne foi. Et la souffrance prouve en lui sa maîtrise en lui faisant faire au fond de son cœur des trouvailles de moraliste. Témoin ce sonnet à une jeune fille qui par de frivoles gaietés avait blessé « le poète inconnu rêvant à ses côtés » :

Il attendait de vous un regard qui console
Et s'en alla meurtri par vos légèretés !

Depuis vous avez su quelle grande souffrance
Causait son long mutisme et son indifférence,
Et vous eûtes regret de l'avoir tant peiné :

Allez, nulle rancune en son cœur ne subsiste ;
Il connaît l'âme humaine et vous a pardonné
De l'avoir cru méchant parce qu'il était triste.

*
* *

Maintenant dix ans ont passé ; la vie a émondé ce « mal-peigné », a mis de la douceur dans sa fougue et de l'ordre dans sa mémoire. Le livre nouveau apparaît plus élégant et sort de chez Lemerre. Sans l'être tout à fait, le vers est plus sûr, le goût plus sobre ; et, le désir étant amorti, le souvenir d'amours qui ne furent pas très pures est devenu grave, presque chaste. C'est ici le poème du souvenir amoureux plus que de l'amour.

D'abord, une pensée de tendresse profonde va vers celles qui vraiment furent aimées, à la petite femme de neuf ans avec qui l'on courait, gais écoliers, et le printemps dans l'âme ; à la douce jeune fille, qui fut le roman de la vingtième année, roman fait d'aveux timides, de troubles, d'adorations, de serments, et finalement de l'inévitable qui

Nous sépara soudain sans un déchirement
Comme s'il en devait être ainsi, simplement

mais qui laisse pour longtemps au cœur une amertume :

Passé, puisque entre nous est l'irrémissible !
Emmène le bien loin, lui, l'autre, efforce-toi
De lui donner l'amour qui se devait à moi
Pour qu'il ne souffre pas d'un destin pitoyable !

Si loin que vous alliez, mon âme te suivra,
Dorlote ta veille ou ta nuit d'insomnie,
Epandra sur tes maux sa tendresse infinie,
Si pleine de pardon qu'elle t'apaisera.

puis, à la femme enivrée et coupable, qui sur le fond lointain
de la mémoire un peu honteux apparaît maintenant comme la
sacrifiée...

Voici, après cela, comme une effeuillaison d'automne, le vol
d'ombres légères de *Celles qui passaient*, celles dont on n'eut que
l'image dans les yeux, qu'un bouquet, qu'un sourire, ou qu'une
heure de folie. Comme tout cela qui fut, en la saison jeune, joie,
délire, orgueil, est devenu tristesse à cette heure !... Mais que
de jolis traits de poésie on glanerait parmi ces feuilles jaunes !..

Alors, par delà cette jonchée d'amours éphémères, l'âme qui
ne s'est pas perdue tout à fait, dans le tourbillon de leur ronde,
qui veut se retrouver et vivre, s'en revient vers l'amour qui ne
meurt pas de la mère et de l'aïeule ; et nous avons le beau cha-
pitre *les Mortes*, auquel j'ai déjà emprunté plusieurs morceaux.

Que reste-t-il, pour que cette randonnée amoureuse soit com-
plète, que de saluer par avance la désirée avec laquelle l'homme
meurtri, mais confiant encore, rentrerait tout à fait dans la
vérité de la vie.

Pour celle qui serait mienne un jour.

Pour celle qui serait mienne un jour : la nuit pâle
Sur les buissons, sur les chemins, sur les guérets,
Etend le tulle clair de ses brouillards nacrés...

L'heure est douce ; la nuit solennelle s'épand,
Ecoutant la rumeur des roseaux en prières,
Et recueillant la myrrhe échappée, aux clairières,
Des lèvres des iris et des trèfles rampants...

« Epousés d'aujourd'hui, nous allons... »

Nous venons de quérir sur leur tertre, à genoux,
La bénédiction de mes Mortes chéries ;
Leur âme se mêlait au parfum des prairies ;
Elle s'épand encor, protectrice, sur nous.

Tu vois là-bas, petite à travers les futaies,
L'antique maisonnette où coulèrent leurs ans,
Actifs et gais malgré bien des revers cuisants,
A filer chanvre et lin, à coudre draps et taies.

C'est là que nous vivrons, seuls, dans l'intimité.

.

Et la vie à présent m'est clémente : tristesses,
Convoitises, regrets, tels que des oiseaux noirs,
Se dissipent, faisant place aux riants espoirs,
Au simple effleurement de tes délicatesses.

Et tout, autour de nous, rayonne et dit ton los :
Vieux meubles rajeunis aux luisantes ferrures,
Vieux logis et vieux lit en leurs neuves parures,
Et verdure, et fleurs rustiques de l'enclos....

La pièce est charmante, d'un sentiment très juste et très beau. Il faut de tout cœur souhaiter au poète qu'il réalise ce rêve sans ambition d'un bonheur à portée de la main. Il y trouverait, je n'en doute pas, l'épanouissement de son talent, qui est né, il me semble bien, pour les graves tendresses de la vie très simple. Oui, la vie très simple de nos braves gens de campagne, avec ses grâces familières et sa noblesse intime, M. Bonenfant qui la connaît mieux que personne, devrait en être le poète que la Saintonge n'a pas encore...

Et c'est parce qu'il le peut être que je ne regrette pas de lui avoir fait, dans cette Revue avant tout régionaliste, une place aussi large.

GABRIEL AUDIAT.

III

LE DOCTEUR GUILLOTIN.

(fin)

II. — Si, depuis l'expiration de son mandat législatif, Guillotin demeura toujours éloigné de la scène politique, ses tendances, la bonté naturelle de son cœur, et son amour pour ses sem-

blables le portèrent à s'occuper encore de ce qui pouvait servir l'humanité.

Il était médecin du bureau de bienfaisance de la section de la Halle aux Blés quand, au commencement de 1800, les journaux annoncèrent les expériences, faites en Angleterre, de la méthode de la vaccine, inventée par Edward Jenner et suivies avec succès par les docteurs Pearson et Woodwill, de Londres, et les médecins allemands de Carro, Balthorn et Stromayer, et genevois Odier et Béchier. Avant Jenner, on le sait, on pratiquait l'inoculation de la petite vérole comme préservatif de la terrible maladie. Après des recherches, commencées dès 1775 et dont il ne publia les résultats qu'au mois de juin 1798 (1), le médecin de Berkeley (2) avait eu l'idée de remplacer l'inoculation du virus variolique par l'inoculation à l'homme du pus de *cowpox* (3), pris aux vaches atteintes de la maladie éruptive, spéciale à leur race.

Les premières expériences faites à Paris, à la Salpêtrière, le 24 germinal an VIII (4) avec de la matière apportée de Londres par le docteur Aubert, de Genève, ne réussirent pas et néanmoins Guillotin comprit immédiatement toutes les conséquences, fécondes pour la santé publique, que pouvait avoir la précieuse découverte de Jenner. Autant il était hostile à la méthode bizarre, par laquelle, pour se sauvegarder de la variole, on avait imaginé, depuis cinquante ans, de s'inoculer le mal et qui, longtemps

(1) *An Inquiry into the causes and effects of the variolæ vaccinae, etc.* Londres, 1798. in-4°.

(2) Jenner était né à Berkeley (Gloucestershire), le 17 mai 1749, et y mourut le 26 janvier 1823. (*Nouvelle Biographie générale Hoeffler*, publiée par Didot, Paris, t. XXVI). Cf. *Recherches historiques et médicales sur la vaccine*, par le docteur Husson, 1 vol. in-8°. Paris (an IX).

(3) Anglais : *cow*, vache et *pox*, pustule.

(4) Dans la Charente-Inférieure les premiers essais de vaccination furent faits, à Rochefort, le 7 ou 8 germinal an VIII, par un pharmacien en chef de l'école de santé de cette ville, Jean Baptiste Bobe-Moreau (né à Poitiers le 6 mars 1761 et mort à Saintes le 15 mars 1815), et à Saintes, du 14 au 24 prairial an IX (2 au 12 juin 1801), par les docteurs Couturier, Lavigne, Viault, Bruslé, ex-médecin en chef de la marine au port de Rochefort, Brissonneau et Néron : ces deux derniers vaccinèrent leurs propres enfants. (*Bobe-Moreau et les premiers essais de la vaccine en Saintonge et Le Premier vaccinateur de Saintonge, Jean Bobe-Moreau*, par M. Antoine Duplais-Destouches, dans la *Revue d'Aunis et Saintonge*, t. VIII, p. 49 et 219). Cf. *Annuaire du département de la Charente-Inférieure pour l'an X de l'ère française*. Saintes, Dupouy et Meaume.

encore, garda des défenseurs dans notre pays (1), autant il fut favorable, dès les débuts, à l'inoculation vaccinale et s'efforça-t-il, dans la mesure de son pouvoir, de la propager dans toutes les classes de la société. Aussi, quand le 21 floréal an VIII (11 mai 1800) les adhérents à la souscription, ouverte par La Rochefoucault-Liancourt, au mois de germinal de cette même année, pour répéter à Paris les expériences, qu'il avait vu faire à Londres, désignèrent dans une assemblée, tenue à l'Ecole de Médecine, les médecins et chirurgiens chargés de suivre les expériences relatives à la nouvelle découverte et de faire un rapport à la société des souscripteurs, Guillotin fut-il choisi avec d'autres gens de l'art d'un mérite réel, tels que Michel-Auguste Thouret, directeur de l'école de médecine de Paris, frère de l'ancien constituant, Leroux, Collon, Marin, qui formèrent le comité médical de vaccine (2) ?

Comme ses collaborateurs, notre concitoyen apporta dans l'accomplissement de sa mission « cette attention, ces lumières et ce désintéressement qui caractérisent le véritable amour du bien » (3), et il eût la satisfaction de voir ses travaux couronnés, en peu de temps, du succès qu'il pouvait désirer. Son rôle devint même bientôt prépondérant. C'est lui qui, le 22 ventôse an IX (21 février 1801) adressa, au nom du comité médical, aux maires des douze arrondissements de Paris, une lettre pour leur proposer, « sous les auspices du citoyen préfet du département de la Seine (Frochet) de concourir avec le comité médical à l'établissement et à la propagande de l'inoculation par le vaccin » (4).

Le ministre de l'intérieur, Chaptal, ayant créé un *comité central de vaccine* de douze membres, au mois de germinal an IX, Guillotin en fit partie avec Thouret, qui le présida à l'origine, les médecins Leroux, Parfait, Mongenot, Pinel, Jadelot, Delaroche, Doussin-Dubreuil (5), et Salmade, et le chirurgien Marin.

(1) Voir une curieuse annonce de Goëtz, médecin à Paris, dans le *Moniteur* et le *Journal de Paris*, du 10 brumaire an IX.

(2) *Moniteur* du 11 ventôse an IX, p. 670.

(3) *Des succès de la vaccine*, article de Peuchet, dans le *Moniteur* du 5 ventôse an IX.

(4) Cette lettre a été publiée dans le *Moniteur* du 11 ventôse an IX.

(5) Doussin-Dubreuil (Jacques-Louis), né le 5 octobre 1762, à Saintes, du mariage de « Jacques-Louis Doussin, maître en chirurgie, major des milices et camps des gardes-côtes de Saintonge, et de demoiselle Marguerite-Cathe-

Le secrétaire du comité était Husson, médecin de l'*Hôpital des vaccinations gratuites*, créé par arrêté du préfet de la Seine en date du 12 pluviôse an IX. C'était à lui que les demandes de fluide-vaccin devaient être adressées (1).

Le 30 vendémiaire an XII (23 octobre 1803), Guillotin, au nom du comité central de vaccine, dont il était devenu le président, vint offrir à Bonaparte, premier consul, qui l'accueillit avec intérêt, le rapport général sur cette nouvelle méthode. « Nous « n'en doutons pas, citoyen Premier Consul, dit Guillotin, la « petite variole disparaîtra, et, avec elle, ces hideuses difformités, ces infirmités cruelles, cette horrible contagion si souvent suivie d'une fin funeste. Les races futures seront améliorées, elles seront embellies » (2).

Chaplat, pour encourager encore plus la pratique de la méthode Jennerienne, établit, par un arrêté du 4 germinal an XII (4 avril 1804), une *société pour l'extinction de la petite vérole en France par la propagation de la vaccine*, présidée par le ministre de l'intérieur et composée de médecins et d'hommes « recommandables par leurs places et leurs lumières. » Il incorpora dans cette société le *comité central de vaccine*, dont les douze membres anciens furent conservés; on leur adjoignit quatre membres nouveaux: Corvisart, premier médecin de l'Empereur, Fourcroy, conseiller d'Etat, Huzard, de l'Institut, inspecteur général des écoles vétérinaires, et de Lasteyrie, membre de la société d'agriculture (3). Guillotin fut maintenu comme président de ce comité.

Ce fut, en cette qualité, que, le vendredi 10 ventôse an XIII (1^{er} mars 1805), il était reçu, en audience particulière, par le pape Pie VII, alors à Paris, et, en lui présentant ses collabora-

rine Chéron », mort à Paris en 1831 (*Registres de l'ancienne paroisse Saint-Pierre de Saintes* et *Biographie Saintongeaise* de P.-D. Rainguet. Saintes, Niox et Moreau, 1852).

(1) M. Maurice Martineau possède une lettre de Guillotin à Husson, du 28 fructidor an IX, par laquelle il lui demande du vaccin pour remettre à M. Bergerat, médecin de l'hôpital de Troyes. Le *Bulletin d'autographes* de février 1897 en fait mention.

(2) Le *Moniteur* du 16 brumaire an XII (8 novembre 1803), p. 181, a publié ce discours.

(3) Pour les autres membres de la *Société de vaccine*, lire le *Moniteur* du 2 floréal an XII (22 avril 1804), n° 212, p. 969 et l'*Almanach Impérial* pour l'an XIII (1805), à Paris, chez Testu, imprimeur de Sa Majesté, rue Hautefeuille, n° 14, p. 141.

teurs, il adressait un discours, plein d'élévation (1), au souverain pontife, qui répondit qu'il applaudissait aux travaux des membres du comité de vaccine et qu'il prenait « l'intérêt le plus vif au succès d'une découverte aussi précieuse et aussi utile à l'humanité, dont les salutaires effets étaient attestés par l'expérience » (2).

En 1806, Guillotin, dont l'activité n'était pas absorbée tout entière par ses occupations professionnelles et ses travaux au comité de vaccine, et dans le but de reconstituer, dans la limite du possible, l'image des anciennes facultés, « ces lanternes sourdes des tyrans », supprimées, le 8 août 1793, sur le rapport de Grégoire (3), et que les *écoles de santé*, établies depuis leur disparition, lui faisaient regretter vivement, avait fondé, sous le nom de *Société Académique de Médecine*, une association médicale, dont les règlements furent approuvés par décision du ministre de l'intérieur, en date du 31 décembre 1807.

Cette société s'occupait des maladies régnantes et de tout ce qui pouvait contribuer aux progrès de l'art de guérir, donnait des consultations gratuites aux pauvres, le mercredi de chaque semaine, dans le lieu ordinaire de ses séances, à l'Oratoire, mis à sa disposition par M. Maron, président du consistoire réformé.

Un extrait d'une lettre, écrite le 14 juin 1811 par le docteur Saintais à ce ministre protestant pour le remercier d'accorder l'hospitalité à « son *Académie de Médecine* », pourra donner une idée du but et de l'esprit de cette société savante :

« L'Académie est composée de tout ce qui nous reste encore
« de l'ancienne Faculté de Médecine de Paris et d'un nombre de
« docteurs, reçus dans d'autres facultés de médecine de France,
« qu'elle a choisis et engagés afin de travailler en commun, pour
« la plus grande utilité publique, au progrès de l'art de guérir

(1) Le discours de Guillotin a été imprimé par ordre du ministre de l'intérieur, in-4°, 4 pages, et imprimé dans le *Moniteur* du 23 ventôse an XIII (14 mars 1805), p. 740.

(2) L'institution du *comité central de vaccine* avait naguère été condamnée ou tout au moins désapprouvée, par les théologiens. (M. de Lauzac de Laborie, *L'Etat d'esprit religieux sous le premier Empire*, *Revue hebdomadaire* du 20 juillet 1907, p. 362.

(3) *Moniteur* du 9 août 1793, n° 221. Le décret supprimait toutes les académies et sociétés savantes dotées par le gouvernement.

« et au maintien de la dignité de cette honorable profession, si « dégradée de nos jours par l'anarchie. »

Guillotin fut le président de la société qu'il venait de créer et il le demeura jusqu'à la fin. Les autres membres du bureau, aussitôt après l'établissement, furent: Des Essarts, directeur; Mallet, vice-directeur; Bourru, vice-président; Le Dru, trésorier; Petit, secrétaire; Le Gallois, archiviste; Pagès, secrétaire-adjoint (1).

Les travaux de cette société ont laissé peu de traces, quoique ses membres fussent, dans les commencements, animés de la plus belle ardeur. L'absence d'un organe spécial de publicité en fut certainement la cause principale et fut aussi un obstacle des plus sérieux à son développement. D'ailleurs, le zèle de certains sociétaires n'avait pas tardé à se refroidir, comme le témoigne une lettre, adressée le 6 décembre 1808 par son président au trésorier Le Dru, pour lui recommander d'apporter « à la prochaine assemblée » la liste exacte des membres qui n'avaient pas « satisfait à leur devoir pour les contributions » (2).

Malgré les efforts de Guillotin pour faire marcher son œuvre, elle dut périliter de plus en plus; toutefois elle subsista, tant bien que mal, encore assez longtemps, car un article inséré dans le *Moniteur* du 2 juin 1813, page 599, et émanant vraisemblablement de son président, rappelle l'existence et le but de la Société Académique. Elle finit par se confondre avec le *Cercle Médical* sous cette dernière dénomination vers 1814 (3).

III. — Jusqu'à son terme, la vie de Guillotin fut laborieuse.

(1) Voir pour l'organisation de la Société Académique et les membres la composant l'*Almanach Impérial*, publié par Testu, années 1808, 1809 et 1810. Parmi ces membres figurait Jean-Etienne Levrard (né à Barbezieux le 5 décembre 1762, mort dans cette ville le 14 janvier 1848), ancien curé d'Ambleville, devenu médecin à Paris, où il donna ses soins à la duchesse de Penrhèvre, femme de Philippe-Egalité (*Revue d'Aunis et Saintonge* d'octobre 1883, p. 199).

(2) Le texte de cette lettre, qui fait partie de la collection de M. Martineau, a paru dans la *Revue d'Aunis et Saintonge*, année 1895, page 129.

(3) La Société Académique avait fait frapper un jeton ou médaille, portant gravée sur l'un des côtés l'effigie de son fondateur, avec ces mots : JOS. IGN. GUILLOTIN SANTO. MED. PAR. ACAD. PRÆSES (1807-1813). Elle avait aussi un sceau avec cette légende : *Academia Medicinæ Parisiensis-Saluti Publicæ*. Le jeton (face et revers) a été reproduit dans l'ouvrage de M. le Dr Chereau : *Guillotin et la Guillotine*. Sur le sceau, lire *Revue d'Aunis et Saintonge* d'oct. 1883, p. 199.

Au surplus, la peine amère qu'il ressentait de voir son nom devenu, bien à tort, celui d'un instrument de supplice, qui avait fait tant de victimes politiques, lui rendait le travail nécessaire. Il le déclare lui-même dans le passage suivant d'une lettre écrite par lui, le 15 août 1812, à une personne amie et qui nous semble être le reflet fidèle de son état d'âme :

«... Quant à moi, Monsieur, je suis toujours à peu près le « même, à cela près que les forces vont en diminuant sensible-
« ment de jour en jour; mais c'est le cours ordinaire et naturel
« des choses. Cela ne peut pas être autrement, il faut donc pren-
« dre son parti là-dessus. Mais, me dites-vous, Monsieur, il fau-
« droit vous reposer.... C'est fort bien dit. Je le pense comme
« vous, et je vous assure que j'en ai autant d'envie que de be-
« soin. Mais ma position ne me le permet pas. Les circons-
« tances dans lesquelles je me suis trouvé, et les divers événe-
« ments de la révolution m'ont rendu le travail nécessaire à
« mon existence, et le rendront probablement encore indispensa-
« ble jusqu'à la fin de mes jours. Je n'ai donc de repos à atten-
« dre que le repos éternel, heureusement que cela ne peut plus
« être bien long » (1).

Cependant, après une existence active et mouvementée, le bon docteur avait, à un moment donné, désiré jouir d'un peu de quiétude et connaître les douceurs de la villégiature. Dans ce but, il s'était rendu acquéreur, en 1808, d'une propriété, sise à Villiers-sur-Orge, canton de Lonjumeau (Seine-et-Oise). Malheureusement, et le fragment, ci-dessus transcrit, de sa lettre le démontre, il n'avait pas obtenu cette tranquillité de cœur et d'esprit qu'il avait espéré trouver dans l'existence paisible de la campagne.

Guillotin se remit alors au travail avec plus d'ardeur que jamais et, s'efforça comme par le passé, de rendre service aux autres, car il était d'une obligeance extrême, dont il donna une preuve dans une circonstance qui mérite d'être rappelée.

Il n'avait pas oublié sa ville natale, où il avait conservé des relations et des amitiés, et, en 1812, il joignit ses efforts aux démarches faites pour transformer le collège de Saintes en

(1) Cette lettre est adressée à « Monsieur Dières-Monplaisir, employé à la préfecture, rue de la Comédie, à Saintes ». Nous en devons l'obligeante communication à son arrière-petit-neveu, M. A. Dières Monplaisir, à qui nous renouvelons ici nos remerciements.

lycée impérial. Le 28 février de cette même année, il écrivit dans ce but à Fontanes, grand maître de l'Université (1), et déjà il proposait, de concert avec le sénateur Lemer cier et le général Chasseloup-Laubat (2): pour proviseur, Petit, principal; pour censeur Boscal de Réals, et pour économiste Dangibeaud-Padiance (3). Le projet échoua, malgré un décret de Napoléon I^{er}, rendu en son quartier général de Dresde, le 28 août 1813, qui érigeait en lycée le collège de Saintes, en même temps que ceux de Niort, Tours, Lille, Cologne, etc. (4).

Enfin ce « repos éternel » qu'il désirait tant, il finit par l'avoir. Brisé par l'âge, usé par les travaux intellectuels, peut-être aussi par les douleurs morales qui le minaient sourdement, sa santé jusque-là robuste, s'altéra. Atteint d'un anthrax de mauvaise nature à l'épaule gauche, il succomba dans son domicile à Paris, le 26 mars 1814, ainsi qu'il résulte de l'acte de décès suivant (5):

« Du vingt-six mars mil huit cent quatorze, à trois heures du « soir. Acte de décès de Monsieur Joseph-Ignace Guillotin, dé- « cédé ledit jour, à trois heures du soir, rue Saint-Honoré, n° 333, « quartier des Tuileries, docteur en médecine, âgé de près de « soixante-seize ans, né à Saintes, département de la Charente- « Inférieure, marié à dame Marie-Louise Saugrain. Constaté « par nous, Antoine-Charles Roze, adjoint au maire du premier « arrondissement de Paris, faisant les fonctions d'officier de « l'état civil, sur la déclaration à nous faite par Messieurs Jo- « seph-Raimond Plassan, imprimeur, âgé de trente et un ans, « rue de Vaugirard, n° 17, neveu du défunt, et Augustin-Pierre « Rousseau, ecclésiastique, âgé de cinquante trois ans, rue du

(1) Nous publions plus loin deux lettres de Guillotin, relatives à ce sujet.

(2) Sur le sénateur Louis-Nicolas Lemer cier, consulter : *Biographie sainton-geaise* de Rainguet; *Biographies* de Michaud et de Hœffer-Didot; *Assemblées électorales* d'Echasseriaux et *Documents sur la ville de Saintes*. Sur le général, marquis de Chasseloup-Laubat, notamment *Dictionnaire des généraux français* et son *Eloge*, fait à la Chambre des pairs, le 8 avril 1834, par le vicomte Dode de La Brunerie.

(3) Voir sur Boscal de Réals, *Documents*, p. 101, et sur Dangibeaud-Padiance, M. Ch. Dangibeaud, *op. cit.*, et *Documents*, p. 66.

(4) *Moniteur* du 11 septembre 1813, p. 1001, n° 254. Cf. Moufflet, *op. cit.*, 124, et François Xamheu, *Histoire du collège de Saintes*, p. 93, 6^e partie, 2^e fascicule (Saintes, Tréperreau, in-8°, 1886).

(5) Nous devons la copie de cet acte de décès à l'obligeance de M. le greffier en chef du tribunal de première instance de la Seine.

« Foin Saint-Jacques, n° 18, et ont signé avec nous après lecture
« faite.

« Ainsi signé au registre: Rousseau, Plassan et Roze. »

Guillotin mourait sans enfants et laissait: 1° pour donataire universelle, en usufruit, sa veuve, avec laquelle il s'était marié sous le régime de la séparation de biens, le tout en vertu de leur contrat de mariage, reçu par M^e Giard, notaire à Paris, le dix-huit juin 1787; 2° et pour sa seule héritière, sa sœur, M^{me} Jean-François de La Charlonnie, née Marie-Marguerite-Agathe-Monique Guillotin (1), ainsi que l'établit l'inventaire, dressé après son décès par M^e Noël, notaire à Paris, le dix huit avril 1814 (2).

Le *Journal de l'Empire* du jeudi 31 mars 1814, annonça en ces termes la mort de notre célèbre compatriote: « La mort a
« enlevé, le 26 de ce mois, à l'âge de 76 ans, M. Guillotin, doc-
« teur régent de l'ancienne faculté de Médecine et l'un des plus
« zélés propagateurs de la vaccine. »

De son côté, le *Journal de Médecine*, s'exprimait ainsi :
« L'art de guérir a fait, depuis quelque temps, des pertes consi-
« dérables, parmi lesquelles nous mettrons au premier rang
« celle de M. Guillotin, docteur régent de l'ancienne Faculté de
« Médecine de l'Université de Paris, membre du comité de
« vaccine et président de la Société Académique de Paris. »

Le docteur Bourru, ancien doyen de la même faculté, prononça sur sa tombe, le 28 mars 1814, jour de ses obsèques, un discours (3), dans lequel il retraça à grands traits les éminentes qualités, qui distinguaient celui qui avait été son collègue et son ami. Il parla des sentiments d'honnêteté, de noblesse, de candeur, de modestie, de générosité et de désintéressement que Guillotin possédait à un si haut degré. Il vanta sa réelle urbanité, son exquise courtoisie, caractéristique de cet ancien régime, dont il porta constamment le costume, ainsi que le chapeau à cornes et la perruque poudrée, même pendant la vogue du bonnet phrygien et de la carmagnole. Il le suivit dans sa carrière politique et médicale et jusque dans ses malheurs, il le

(1) M et M^{me} Charlonnie eurent pour mandataire leur gendre, M. Eutrope-Raphaël Mollet, juge au tribunal civil de Saintes, comme l'énonce une procuration annexée à l'inventaire.

(2) D'après des notes dues à la complaisance de M^e Mahot de la Querantonais, notaire à Paris, détenteur des minutes de Noël.

(3) *Eloge funèbre de Guillotin par un de ses condisciples et amis*, in-4°. Paris, 1814.

montra partout remarquable par sa philanthropie, par sa conversation spirituelle, savante, sans pédanterie, et principalement par une franchise à toute épreuve, dont il cita un exemple, digne d'être reproduit. Patriote de 89, exécrant 93, Guillotin conservait, vivace au fond du cœur, l'amour de la liberté (1), aussi, quoiqu'admirant l'incomparable génie de Bonaparte, il détestait sa politique et ses tendances au despotisme. Quand ce Corse ambitieux se fit sacrer Empereur par le pape Pie VII sous le nom de Napoléon I^{er} (2 décembre 1804), son aversion fut complète pour celui auquel il reprochait la perte des libertés de notre pays, conquises au prix de tant de sang et de sacrifices. Le préfet de police (le comte Dubois), ayant eu connaissance de certains propos, par trop libres, tenus par notre concitoyen à cette occasion, le manda, un jour, dans son cabinet, et l'interpella en ces termes : « Monsieur Guillotin, vous passez pour ne point aimer l'Empereur. — Monsieur le préfet, cela est parfaitement vrai. — Mais, Monsieur, pourquoi ne l'aimez-vous pas ? — Monsieur, parce que je ne le trouve point aimable. »

Pourtant il ne fut pas inquiet.

Le docteur Bourru termina son discours par ces paroles, pleines d'une éloquence émue :

« Celui, dont nous accompagnons de nos larmes la froide dé-
« pouille, montra, en ses derniers instants, sur sa figure, les si-
« gnes les plus certains de la pureté de sa conscience; on au-
« rait pu y lire l'histoire de toute sa vie. Au lieu de le voir
« mourir, vous auriez cru le voir dormir du sommeil le plus
« calme. Les anciens auraient dit que, quelques jours avant que
« la circulation s'arrêtât en lui, son âme était allée d'avance
« jouir des douceurs de l'Elysée, et ils n'auraient sûrement fait
« graver sur la pierre funéraire, qui aurait couvert sa tombe,
« d'autre épitaphe que celle-ci :

« Josephus-Ignatius Guillotin
Doctor medicus
Integer vitæ. »

Tel fut cet illustre médecin philosophe qui, jusqu'à son dernier soupir, resta fidèle aux mêmes convictions politiques et conserva cette fermeté de caractère, cette équité élevée qui ne

(1) Voir à ce sujet une très curieuse et très intéressante lettre de Guillotin que nous publions plus loin.

consentent jamais à renier le progrès, à abjurer la liberté, parce qu'on commet en leur nom des crimes et des folies. Pussions-nous avoir atteint le but que nous avons poursuivi en écrivant cette étude: faire cesser la prévention défavorable, aussi injuste que ridicule, — et qui n'a pas été uniquement populaire, — qui s'est attachée au nom de notre concitoyen, prévention qui subsiste malheureusement encore et entache, dans une certaine mesure, son souvenir !

Mais avant d'achever notre travail, qu'il nous soit permis de formuler un vœu, d'exprimer plutôt un espoir, c'est de voir, dans un avenir prochain, la municipalité de sa ville natale lui rendre enfin le public hommage dont il est si digne, et purifier ainsi, à jamais, sa mémoire de la déconsidération absurde qui la ternit. Certes, nous ne demandons pas qu'on lui élève un monument, qu'on fasse revivre son image dans le bronze ou dans le marbre, — et pourtant combien de statufiés ou de bustifiés de nos jours n'ont pas mérité autant que lui cet honneur, — nous désirons seulement que nos édiles veuillent bien donner son nom à l'une des rues de cette cité qu'il affectionnait véritablement, ou, tout au moins, faire apposer sur la maison où il vint au monde, où il vécut pendant ses jeunes années, une plaque commémorative, portant simplement les mots que son ami, le docteur Bourru, proposait de lui donner pour épitaphe:

Josephus-Ignatius Guillotin
Doctor medicus
Integer vitæ. »

APPENDICES ET DOCUMENTS

A. — LES ALLIANCES DE GUILOTIN

M^{me} Guillotin, née Marie-Louise Saugrain, appartenait à une très ancienne famille de libraires et imprimeurs français, remontant à Jean Saugrain (1518+1586), premier imprimeur du roi à Lyon, en 1568, époux de Claudine Vallet. Son fils, Abraham Saugrain (1567+1622), libraire et relieur ordinaire de la reine de Navarre, eût de son union avec Espérance Cellier (+1640), un fils, Charles Saugrain (1611+1679), qui devint libraire-imprimeur à Paris. Ce dernier, marié à Claudine Hourlier (+1707)

fut lui-même père d'un fils Guillaume Saugrain (1651 + 1708) qui continua son commerce, et eut, de son mariage avec F. Charpentier (+ 1734), deux enfants : Claude-Marin Saugrain et Françoise Saugrain.

Claude-Marin Saugrain (1679 + 1750), libraire en 1700, juge consul en 1737, se maria le 17 mai 1703 à Marie-Thérèse Emmerly, dont il eut Guillaume-Claude Saugrain (1706 + 1762), qui devint libraire en 1724 et syndic des libraires-imprimeurs en 1750, contracta mariage le 4 octobre 1728 avec Anne-Geneviève Prudhomme et en eût un fils Antoine-Claude Saugrain, né en 1730 (1). Celui-ci, devenu à son tour libraire, le 18 mai 1748, épousa le 20 janvier 1753, Marie Brunet, qui donna le jour à :

1° Marie-Thérèse Saugrain (née le 1^{er} novembre 1753) plus tard épouse de Pierre Plassan, libraire-imprimeur à Paris ;

2° Marie-Louise Saugrain (née le 27 janvier 1755) (2) qui, élève de Moreau le jeune, obtint une certaine notoriété comme graveur sous le nom d'Elise Saugrain, et se maria le 14 juillet 1787 avec le docteur Ignace-Joseph Guillotin; elle mourut, sans postérité, en l'année 1832;

3° Claude-Marin Saugrain (né le 1^{er} octobre 1756), qui reçut les leçons de Moreau le jeune, et s'unit par le mariage avec Louise-Josèphe Chalgrin, fille de J.-F.-Th. Chalgrin, architecte du Roi, premier architecte de Monsieur, et de son épouse Emilie Vernet, sœur de Carle Vernet, laquelle périt sur l'échafaud, le 6 thermidor an II;

4° Angélique-Thérèse Saugrain, qui épousa le beau-frère de Bernardin de Saint-Pierre, Henry Didot (1765-1852), de la famille des célèbres imprimeurs de ce nom, lequel se distingua lui-même dans la carrière typographique;

5° Antoine-François Saugrain, dit de Vigny (né en juin 1763), qui faillit, dit-on, emmener son beau-frère Guillotin en Amérique, où il alla s'établir médecin à la Louisiane et fut l'origine de

(1) La date du décès d'Antoine-Claude Saugrain ne nous est pas connue, mais d'après les renseignements qui nous ont été donnés par M. H. Delarochette-Vernet, il serait décédé postérieurement à 1796. car à cette époque, il exerçait encore la profession de libraire à Paris, rue du Jardin.

(2) Sur un portrait de M^{me} Guillotin (Marie-Louise Saugrain) que possède M. Delarochette-Vernet on indique le 25 janvier 1755, comme date de sa naissance. Celle du 27 janvier est donnée par la *Généalogie de la famille des Saugrain, libraires depuis 1518 jusqu'à présent* par Joseph Saugrain. Paris, 1736, de l'imprimerie de Pierre Prault. — (Bibliothèque nationale, Lm³ 822).

cette famille Saugrain, qui avait encore des représentants vivants aux Etats-Unis (à Saint-Louis) vers 1864-1868 (1).

La sœur de Claude-Marin Saugrain, l'arrière grand-père de M^{me} Guillotin, Françoise Saugrain (1692-1749), épousa Pierre Prault (1685+1768), imprimeur des fermes du roi. De leur union vint au monde une fille, Jeanne-Marine Prault (1720+1748), laquelle se maria avec Dominique Pineau (1718+1786), sculpteur-ornemaniste des bâtiments du roi, membre de l'Académie de Saint-Luc, lequel était né à Saint-Petersbourg, où son père Nicolas Pineau (1684+1754) était premier sculpteur de S. M. Czarienne. Les époux Dominique Pineau eurent deux filles et un fils: 1^o Françoise-Nicole Pineau; 2^o Marie-Sophie Pineau; 3^o Nicolas Pineau.

Françoise-Nicole Pineau (1740+1812) épousa Jean-Michel Moreau, dit Moreau le jeune (Paris, le 26 mars 1741+30 novembre 1814), dessinateur renommé et graveur du cabinet du Roi, membre de l'Académie des Beaux-Arts (2). Elle eut une fille, Catherine-Françoise Moreau, dite Fanny (1770+1821), qui se maria avec le peintre Antoine-Charles Horace, dit Carle Vernet (Bordeaux, 14 août 1758+ Paris, 1835). De cette dernière union, naquit Emile-Jean-Horace Vernet (Paris, 30 juin 1789+17 janvier 1863), mari de Louise Pujol, le grand peintre militaire (3).

L'autre fille de Dominique Pineau devint épouse du sculpteur Jean-Baptiste Feuillet, qui collabora avec Métivier, à la décoration de l'élégant pavillon de Louveciennes, édifié par l'architecte Claude-Nicolas Ledoux (1736+1806) pour la fameuse comtesse du Barry, la favorite de Louis XV. Leur fils, Laurent-François Feuillet (1771-1823), dont le musée du Louvre possède le portrait aux trois crayons, dessiné par son cousin

(1) Renseignements dus à M. Delaroche-Vernet. Cf. M. Quentin-Bauchart, *le Dr Guillotin*, p. 5 et 6.

(2) Guillotin était le médecin ordinaire de Moreau le jeune, atteint d'un squire, qui fut cause de sa mort (M. Emile Biais, *Les Pineau*). Cf. *Notice sur Moreau*, par sa fille, M^{me} Carle Vernet, insérée dans les *Archives de l'art français*, et l'éloge de Moreau le jeune, par Feuillet, dans le *Moniteur universel* de 1814, n^o 355.

(3) *Recherches généalogiques sur Horace Vernet, Paul Delaroche et leur famille*, par Horace Delaroche-Vernet. Paris, imprimerie Nationale, 1907. Cf. *Généalogie des Saugrain*, par Joseph Saugrain, *cit. supra*.

Paul Delaroche, fut un bibliophile distingué et plus tard remplit les fonctions de bibliothécaire à l'Institut.

Quant au fils de Dominique Pineau et de Jeanne-Marine Prault, Nicolas Pineau (1746+1823), après avoir été architecte de la Généralité de La Rochelle et de celle de Guienne, architecte du comte d'Artois, il fut nommé, après la Révolution, juge de paix à Jarnac (Charente). Son fils, François-Nicolas Pineau (1787-1860) exerça pendant longtemps la médecine dans cette même ville. C'est lui dont parle Burgaud des Marets, dans son *Fabeculiè Jarnacoais* (Paris, Didot, 1858), fable : *les Grapia qui veuriont un aparitour* (les crapauds qui veulent un commissaire de police) (1).

B

I. — *Les habitations de Guillotin à Paris.*

Le 7 novembre 1767, Guillotin prit à bail, moyennant 324 livres par an, de Pierre Berchet, doyen de la Faculté de Médecine de Paris, une maisonnette, sise rue de la Bûcherie, paroisse de Saint-Etienne-du-Mont, appartenant à ladite faculté, et qu'il occupa jusqu'en 1777 (2).

Il alla ensuite demeurer successivement :

1778 à 1783, rue de Montmartre, paroisse Saint-Eustache, en face de la rue du Jour ;

1784 à 1787, rue des Bons-Enfants ;

1788 jusque vers 1796, rue Croix des Petits Champs, n° 55 (Hôtel de Gesvres) ;

1797 à 1800, rue Neuve Saint-Roch, n° 16 ;

1801 à 1805, rue Neuve Saint-Roch, n° 116, vis-à-vis la rue d'Argenteuil et rue de la Sourdière, n° 104 ;

1806 à 1811, rue Neuve Saint-Roch, n° 37, vis-à-vis la rue d'Argenteuil et rue de la Sourdière, n° 30 ;

1812 à 1814, rue Saint-Honoré, n° 333, où il est décédé (3).

II. — *Le domaine de Villiers-sur-Orge.*

Suivant contrat reçu par M^e Noël, notaire à Paris, le 19 octo-

(1) M. Emile Biais, *Les Pineau*. Cf. *Le Dr Guillotin et Moreau le jeune*, par Emile Biais, *Revue d'Aunis et Saintonge*, t. XXI, p. 170 (1901).

(2) *Registre manuscrit de la Faculté de Médecine*, t. XXIII, p. 193. Cf. Chéreau, *op. cit.*, p. 36, note.

(3) *Almanach royal*, puis *National*, enfin *Impérial*, années 1790 à 1813.

bre 1808, Guillotin avait acquis, moyennant 22.000 francs, de M. Honoré-Joseph Letellier et de M^{me} Delmesse, son épouse: 1° une maison, située à Villiers-sur-Orge, arrondissement de Corbeil, avec les cours, bâtiment servant autrefois de chapelle, terrain derrière cette chapelle, basse-cour, jardin et enclos, le tout d'une contenance de 5 hectares 78 ares 90 centiares; 2° et 8 ares 54 centiares de terre en labour « au-dessus et en dehors dudit enclos, et par lequel passe la conduite des eaux de ladite maison. »

Cette propriété fut revendue, après le décès de Guillotin, à M. Etienne Aignan et à M^{me} Claudine-Françoise Montanier, son épouse, demeurant à Paris, rue de Gaillon, n° 8, moyennant 28.000 francs, suivant contrat passé devant le même notaire Noël, le 6 septembre 1814 (1).

C

D'après l'inventaire, dressé après son décès, la prise du mobilier de la succession de Guillotin s'éleva à 7.095 fr. 35, non compris les livres de sa bibliothèque, qui furent estimés en sus 1.719 francs.

Cette dernière prise fut faite par M^e Lestrade, commissaire-priseur à Paris, rue Saint-Merry, 15, de l'avis de M. Jean-Jacques de Bure, libraire de la bibliothèque du roy, demeurant à Paris, rue Serpente, n° 7.

Les principaux de ces livres étaient: *Œuvres de Montesquieu*, de *Buffon*, de *J.-J. Rousseau*, de *Voltaire*, de *Brantôme*, et *l'Encyclopédie* de d'Alembert et Diderot (36 volumes); et parmi les ouvrages ayant trait à la médecine ou à l'histoire naturelle: *Hobokeni phisologia medica*; *Viassens opera medica*; *Méthode d'administrer le mercure*; *Institutiones rei herbaricæ*; *Agrippæ opera*; *Essai sur la fièvre miliaire*; *Dictionnaire de Joubert*, etc.

Les ouvrages, composant la bibliothèque de Guillotin furent vendus trois mois après, ainsi que l'atteste le document intitulé: *Notice des principaux articles de la bibliothèque de feu M. J.-I. Guillotin, docteur régent de l'ancienne Faculté de Médecine en l'Université de Paris, membre du comité de vaccine et président de la Société Académique de Paris, dont la vente se fera le lundi*

(1) *Minutes de M^e Mahot de La Querantonais, successeur de Noël.*

28 juin 1814 et jours suivants, en sa maison, rue Saint-Honoré, Paris. De Bure frères, 1814, in-8°, 21 pages et 35 articles.

(Bibliographie de M. Maurice Tourneux, tome IV, n° 23.006).

La vente dut se faire par le ministère dudit M^e Lestrade, car, d'une part, le répertoire de l'étude de Noël n'en fait pas mention, et, d'autre part, à Paris, les ventes mobilières sont faites par les commissaires-priseurs (1).

D

LES PORTRAITS DE GUILLOTIN. — SON BUSTE — CARICATURES

I. — On a plusieurs portraits de Guillotin :

1° Un portrait-médailion et à la gouache, par Moreau le jeune, gravé par B.-L. Prévost, signé et daté de 1785. C'est celui qui a été reproduit au commencement de cette étude (2);

2° Un autre gravé par Voyez junior, très probablement d'après Moreau (et non Mereau, comme il est indiqué sur la gravure) (3);

3° Un troisième, peu connu, de dimension in-8°, gravé par Piétron Zancon, d'après le dessin de Moreau, déjà cité (4);

4° Un portrait, faisant partie de série des médaillons gravés au pointillé par F. Bonneville. La date de la naissance de Guillotin, mise au bas de la gravure est erronée: 29 mars 1738;

5° Un portrait au burin, épreuve signée: E. Goujon;

6° Un autre portrait de Joseph-Ignace Guillotin. Imp. lith. de M^{lle} Formentin.

7° Un, sans nom d'auteur, qui fait partie de la collection de M. Martineau.

II. — En 1892, M. Léon Bourgeois, alors ministre de l'instruction publique, a commandé à un sculpteur charentais, M. Th.-Henri Bouillon (né à Saint-Front, canton de Mansle), un buste en marbre blanc de Guillotin, destiné à la salle du Jeu de Paume,

(1) Renseignements dus à l'obligeance de M^e Mahot de La Querantonais.

(2) Ce portrait, de même que celui de M^{me} Guillotin, fait aussi par Moreau, a été exposé au Salon de 1785. Le musée Carnavalet possède deux photographies de ces portraits dont les originaux faisaient partie de la collection Beurdeley.

(3) Ce portrait et celui désigné sous le n° 5, sont au musée de Saintes. (Voir *Catalogue*, par M. Ch. Dangibeaud, p. 73 et 68. Saintes, imp. Chassériaud).

(4) *La Curiosité universelle* du 18 août 1890, *La guillotine et les portraits de son inventeur* (Voir *suprà*).

au musée de Versailles. Ce buste a été placé dans ce local, mais il ne semble pas y avoir eu d'inauguration, ni de discours à cette occasion (1).

III. — Le musée Carnavalet possède une curieuse gravure au lavis sans nom d'auteur: *Machine proposée à l'Assemblée Nationale pour le supplice des criminelles (sic) par M. Guillotin.....* A la suite de la légende explicative on lit: *N.* Une semblable machine a servi au supplice de Titus Manlius, romain.

La gravure représente le supplice au moment où, le prêtre donnant l'absolution, le bourreau va couper avec son sabre la corde, après laquelle se trouve « suspendu un mouton armé d'une hache. » Au-dessus de la gravure ont été écrits à la plume les vers suivants :

L'ex-duc du Châtelet guillotiné :
La guillotine est un bijou
Aujourd'hui des plus à la mode.
J'en veux une en bois d'acajou
Pour mettre dessus ma commode ;
Je l'essaierai chaque matin,
Afin que, n'étant plus novice,
Je sois tout prêt le lendemain
Si j'allais être de service (2).

M. Maurice Martineau a, dans sa collection, une caricature de Jacotot (découpage de journal), parue dans le *Triboulet* de 1893, gravée par Michelet, représentant notre concitoyen, assez grossièrement imité, figuré en buste et coiffé d'un bonnet rouge; le socle est une guillotine, avec l'inscription: *A Guillotin, La Patrie reconnaissante*; au-dessous est cette légende: *Son emplacement est dans les catacombes.* — De chaque côté du buste se voit un amoncellement de crânes grimaçants, sur lesquels sont gravés ces mots: *Victimes de la Révolution.*

(1) Renseignements dus à M. E. Blanc, gardien de la salle du Jeu de Paume. Cf. *Revue d'Aunis et Saintonge*, de novembre 1892, p. 317; juillet 1893, p. 239 et janvier 1894, p. 7.

(2) Nous devons ces renseignements à la gracieuseté de M. le directeur du musée Carnavalet et de M. Prosper Dorbec, attaché à ce musée, que nous remercions vivement. Ce dernier a bien voulu, en outre, nous signaler, parmi les documents relatifs à Guillotin, que détient le musée, deux ordonnances médicales, la première, datée du 28 octobre 1788, rédigée en latin et signée A. Lezurier (?) Contavos, *Guillotin*, Baget; la seconde, rédigée en français, datée du 16 novembre 1811, et portant les signatures: *Guillotin*, Legallois.

E

M. Pierre Quentin-Bauchart a reproduit, dans sa *Notice* sur Guillotin (p. 4, note 1), deux curieux documents, écrits en latin, qui lui ont été communiqués par un collectionneur de l'Aisne, M. Bacquet, auquel ils appartiennent.

Le premier constate que, le 4 avril 1756, dimanche de la Passion, Guillotin a reçu, en qualité de membre de la Société de Jésus, la tonsure et les quatre ordres mineurs, dans la chapelle du palais archiépiscopal des mains de Mgr Louis-Jacques d'Audibert de Lussan, archevêque de Bordeaux et primat d'Aquitaine.

Le second est le diplôme de maître ès arts, qui fut délivré à Guillotin, à la suite de la soutenance de sa thèse au collège d'Aquitaine (*in schola Aquitanix*). Il est en date du 20 décembre 1762 et porte les signatures: « *Du Myrat, cancellarius. Broc, patronus; Boyssat, secretarius.* »

F. — LETTRES INÉDITES DE GUILLOTIN.

I. — *Sur la nuit du 4 août.*

Versailles, 14 août 1789.

Est-ce bien sérieusement, mon ami, que vous me proposez de demander un passeport pour vous ? je crois que non. Les momens de trouble passeront et nous serons tranquilles, il en coûtera la vie à quelques lapins, à quelques perdrix, l'effervescence se calmera, et tout rentrera dans l'ordre. Nous venons de revoir toute la grande besogne de la nuit du 4 au 5: elle sera imprimée et envoyée, et le peuple verra que nous sommes bien loin d'autoriser la licence, ou les entreprises sur la propriété d'autrui. Je suis cependant bien de votre avis, tout ceci a été fait trop rapidement, et présenté trop crûement; mais comment faire ? Ce n'est pas notre faute, c'est la faute des circonstances. — Cela a pris à ces messieurs comme une frénésie. Les nobles ont commencé; ils ont offert des sacrifices, pour les ecclésiastiques, la dîme, etc. Les ecclésiastiques ont cru devoir le leur rendre, l'évêque de Chartres a offert le sacrifice de la chasse, etc., et puis, et puis, à qui mieux-mieux, l'enthousiasme a gagné: prêtres, nobles, provinces, etc., chacun avait l'air de fouiller dans ses poches pour savoir s'il ne s'y trouverait pas encore quelque petite chose à sacrifier. Que voulez-vous que fissent les communes au milieu de cette orgie patriotique ?

Grand nombre de membres, seigneurs de terres, magistrats, etc., y perdaient aussi, il fallait donc applaudir; et on a applaudi; et tout a été fait et conclu; en quatre heures de relevée, ce monstre de la féodalité a été terrassé, anéanti, il avait asservi, ravagé la France pendant des siècles, il aurait lutté pendant les mois et les années, peut-être, contre sa destruction, dans des séances réglées. Un instant de délire patriotique l'a détruit à jamais, et l'égalité politique, l'égalité civile ont reparu dans tout leur éclat. Certes, mon ami, c'est un grand malheur sans doute que les troubles qui agitent et les villes et les campagnes, mais y a-t-il jamais eu une révolution sans troubles et y eut-il jamais une révolution plus belle et plus heureuse ? Consolez-vous donc, mon ami, rassurez-vous, j'espère qu'il vous restera encore quelques lièvres que vous aurez le plaisir de tuer, que nous aurons le plaisir de manger en joie et en santé. C'est ce que je vous souhaite et à moi aussi. En attendant, travaillons à rétablir la paix et espérons que nous aurons le bonheur d'y parvenir. Je vous assure que nous ne nous épargnerons pas ici pour cela, nous travaillons comme des galériens, trop heureux si nos travaux sont couronnés de succès.

GUILLOTIN, D. M.

Mille tendres regrets à Madame... Grand merci du piédestal que vous avez fait faire.

A Monsieur Porchon de Bonval, à Cametecourt, près Clermont en Beauvoisis (1).

II. — Sur l'érection du collège de Saintes en Lycée (2).

Paris, 28 février 1812.

J'ai reçu, Monsieur, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire pour m'engager à demander pour vous la place d'économe au Lycée dont la Ville de Saintes sollicite l'érection. J'ai communiqué votre lettre à M. le sénateur Le Mercier, et au général Chasseloup, et nous avons concerté nos démarches pour tâcher d'obtenir et l'érection du lycée et la nomination des pre-

(1) La lettre ci-dessus est scellée d'un cachet de cire rouge portant l'empreinte d'une couronne de comte. M. Maurice Martineau a eu l'amabilité de nous en donner une copie, prise sur l'original, qui lui appartient.

(2) Ces deux lettres, adressées à M. Dangibeaud-Padiance, nous ont été très aimablement communiquées par M. Ch. Dangibeaud, qui en est le propriétaire et à qui nous adressons ici l'expression de nos vifs remerciements.

miers officiers de cet établissement. Nous avons été parfaitement d'accord sur ce double objet, en conséquence j'ai vu les chefs de l'Université impériale, je les ai trouvés tous très disposés en faveur de la double demande, particulièrement le grand-maître, le chancelier (1), qui a été mon collègue à l'Assemblée Constituante et toujours mon ami depuis, et l'inspecteur, M. Castel, qui a visité les lieux, et qui en a fait le rapport le plus favorable. Après m'être assuré de ces bonnes dispositions, j'ai cru pouvoir faire une demande formelle. J'ai écrit pour cela au Ministre de l'Intérieur et au Grand-Maître de l'Université. Voici la copie de ma lettre à M. de Fontanes :

A son Excellence, etc.

Monseigneur,

Elève du collège de Saintes, dans lequel je me rappelle avec la plus vive reconnaissance que j'ai reçu ma première éducation, je joins mes vœux à ceux de mes compatriotes pour l'érection d'un lycée dans ma ville natale. Je souscris avec empressement à l'excellent mémoire *adressé* par le conseil municipal à votre Excellence, pour en faire la demande, je n'ai rien à y ajouter. L'exactitude, la sagesse et la modération qui règnent dans cet écrit sont *elles-mêmes* une preuve du bon esprit qui anime ses auteurs, et qui caractérise les bons habitants de la ville de Saintes. Les élèves trouveront donc dans cet établissement l'exemple à côté du précepte. Ainsi se formeront en même *temps* leur esprit et leur cœur, quel précieux avantage pour une *maison* d'éducation !

Pour assurer le service du lycée par une sage administration, tous les vœux se réunissent, Monseigneur, en faveur de MM. Petit, principal du collège actuel, Boscal de Réal et Dangibeaud-Padiance. J'ai l'honneur de les présenter à votre Excellence pour les places de proviseur, de censeur et d'économe. Ce sont trois citoyens vertueux et éclairés, qui jouissent de l'estime et de la considération générales qu'ils méritent sous tous les rapports.

Daignez agréer, etc.

M. de Fontanes m'a fait la réponse suivante :

(1) Le sénateur comte de Lacépède (26 décembre 1756-6 octobre 1825), ministre d'Etat, grand chancelier de la Légion d'honneur depuis 1803, ancien député d'Agen, sa ville natale, à l'Assemblée Constituante.

Le Sénateur, Grand-Maitre, etc., à M. Guillotin,

J'ai reçu, Monsieur, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire au sujet de la ville de Saintes, qui sollicite l'érection de son collège en lycée impérial. Soyez assuré que vos observations, sur cet objet, ne seront pas perdues de vue lorsque le travail général sur les nouveaux lycées sera soumis à la décision de Sa Majesté. Je m'intéresse comme vous (*paroles précieuses*) à la demande de la ville de Saintes, et il ne dépendra pas de moi que les offres de cette commune ne soient prises en très grande considération.

Recevez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

(Signé): FONTANES.

Le sénateur Lemer cier et le général Chasseloup ont fait, de leur côté, toutes les démarches nécessaires pour parvenir à notre but. Le général s'en est fortement occupé jusqu'à son départ pour l'armée. Nous avons la plus grande espérance de succès, cependant nous ne pouvons pas dissimuler que nous ne sommes pas sans quelque espèce d'inquiétude sur l'érection même du lycée à Saintes. Une petite ville du voisinage a des prétentions, fondées sur rien, il est vrai, mais elle se flatte d'être fortement appuyée. L'Empereur en décidera. Voilà, Monsieur, où nous en sommes. Je désire bien ardemment que cette affaire se termine à votre satisfaction et à la nôtre. Je ne négligerai rien pour cela, je m'estimerois trop heureux si je pouvois me flatter d'avoir pu contribuer en quelque chose au bonheur de mon pays, de mes chers compatriotes, et particulièrement du fils de mon bon *vieux* ami, que je chéris de tout mon cœur.

Soyez bien persuadé, Monsieur, et comptez toujours sur l'inviolable attachement que je vous ai voué, ainsi qu'à toute votre aimable famille.

GUILLOTIN.

Paris, 19 août 1812.

....Je trouve, Monsieur, que nos Saintongeais, que l'on accu soit autrefois de lenteur et de paresse de corps et d'esprit, sont bien changés depuis que je les ai quittés; ils vont diablement vite aujourd'hui, ils se font réciproquement des complimens, ce qui ne fait de mal à personne, mais de plus, ce qui peut tirer à conséquence, ils délibèrent; ils avancent les vacances de quinze jours, ils pensent à des réparations extraordinaires, peut-être

les font-ils dans ce moment. On désigne les professeurs, etc., etc., et l'on ne sait pas encore s'il y aura un lycée à Saintes. Le désir que j'en ai, Monsieur, et l'intérêt que je porte à mon antique patrie et à ses habitans, fait, comme vous le savez très bien, que je suis aux aguets pour connoître tout ce qui concerne cet établissement, et pour le favoriser de tout mon pouvoir. Votre lettre m'a tenu, s'il est possible, encore plus éveillé sur cette affaire; et, depuis que je l'ai reçue, je n'ai cessé d'aller aux informations pour avoir une idée exacte de l'état des choses. Vous savez que je puise aux bonnes sources, et que, par conséquent, vous pouvez compter sur ce que j'ai l'honneur de vous dire. Je le dois, pour le bien de la chose, quoique cela ne soit pas satisfaisant, encore dois-je vous dire que je vous écris confidentiellement, et que vous devez user des *connoissance* que je vous donne qu'avec la plus grande circonspection.

Au moment de votre départ de Paris, vous avez été témoin de la bonne volonté du Grand Maître, du Chancelier, et de tout le conseil de l'Université, il ne restoit plus d'opposition contre la Ville de Saintes qu'une lettre que le Grand-Maitre nous dit avoir reçue la veille. Voilà la source des assurances données, peut-être un peu légèrement, par les personnes qui ont écrit à Saintes et à Poitiers, elles n'étoient pas assez instruites de l'état des choses. J'ose dire que moi, étranger à l'Université, je le suis mieux qu'elles. Cependant dans le tems, j'ai été, je l'avoue, dupe comme elles. J'en ai écrit sur ce ton là au général Chasseloup, le priant de nous accorder ses bons offices auprès de Sa Majesté, à laquelle, lui disois-je, le travail du conseil de l'Université, remis par le Grand-Maitre au Ministre de l'Intérieur (1), alloit être présenté par son Excellence, je le suppliois d'engager l'Empereur à prononcer lui-même, comme il avoit fait en Hollande, pour éviter la cascade du Conseil d'Etat. Je croyois alors, et tout le monde le croyoit de même à cette époque, que l'affaire ne pouvoit pas suivre une autre marche. M. Le Mercier, que j'avois instruit de tout, l'a cru de même, et en a écrit comme moi au général Chasseloup. Point du tout, ce n'étoit point cela. L'affaire remise au ministre est restée incon-

(1) Jean-Pierre Bachasson, comte de Montalivet, né à Neukirch, près Sarreguemines, le 5 juillet 1766, mort dans sa terre de La Grange, près Pouilly (Nièvre), le 22 janvier 1823, ministre de l'intérieur depuis 1809, devint pair de France en 1819.

nue aux bureaux même du ministère pendant environ un mois. Ce n'est qu'au bout de ce tems-là que la pièce dont le ministre s'étoit réservé la connoissance a été reproduite avec ses observations. Le ministre n'attaque aucun des établissements en particulier, pas plus celui de Saintes que les autres, il s'élève contre le plan entier, et prétend que l'on ne peut pas songer à présent à établir de nouveaux lycées. Voici la principale objection et il faut convenir qu'elle est assez forte, il est inutile de parler des autres. Toutes les villes, qui demandent un lycée, ont de grands frais à faire pour leur établissement: frais de réparations, de constructions nouvelles, etc., pour cela il faut de l'argent, elles n'en ont point, elles proposent de faire un emprunt à la Caisse d'amortissement. Le ministre a calculé que la somme de ces différents emprunts monteroit à environ un million. Ce seroit donc un million qu'il faudroit que la caisse d'amortissement avançât. Or, dans ce moment-ci, la caisse n'a pas le sou, donc, etc. Le ministre se proposoit d'envoyer ses observations à l'Empereur, qui les auroit renvoyées au Conseil d'Etat, etc. Cependant, par un arrangement il les a envoyées au Grand-M. (Maitre) en le priant de les examiner, et de faire à son projet les changements que le conseil de l'Université jugeroit convenables. Ce conseil va s'en occuper. Voilà le véritable état des choses.

Réfléchissant là-dessus, mon cher compatriote, j'ai été avant-hier, voir M. Laugier, chef de la division, qui a les lycées dans ses attributions, au ministère de l'intérieur. Il m'a répété ce qu'il m'avoit déjà dit précédemment, et entr'autres choses, que cette affaire étoit accrochée pour le moment, que l'on ne pouvoit pas s'en occuper d'ici à trois mois. En dernière *analyse*, lui ai-je dit, qu'est-ce qui fait manquer le projet, est-ce le défaut d'argent ? Eh ! bien, lui ai-je ajouté, si la ville de Saintes, renonçant à l'emprunt de la caisse d'amortissement, trouvoit dans ses citoyens la somme qui lui est nécessaire, en se soumettant envers eux aux mêmes clauses et conditions qu'exigeroit la caisse, l'objection tomberoit tout à fait à son égard. Croyez-vous qu'alors, le ministre au lieu de contrarier cet établissement chercheroit plutôt à le favoriser, ne fût-ce que pour l'exemple ? Je le crois, m'a-t-il répondu, au moins n'y vois-je point d'obstacle pour le moment. Au reste parlez au ministre, parlez-en au Grand-Maitre. Je l'ai quitté en le priant d'appuyer la proposition, s'il y avoit lieu; l'assurant au reste que c'étoit de mon

propre mouvement que je le faisais, et que je n'en avois pour cela aucune mission, ni même aucune autorisation de la ville de Saintes, qui ignoroit ma démarche, mais que je l'en instruirois. En quittant M. Laugier, j'ai été sur le champ chez M. le ministre, qui n'a point du tout rejeté ma proposition. Sortant de chez le ministre, j'ai été chez le chancelier, qui, comme vous le savez, est mon ami; pour lui, il a fait un grand accueil à mes vues et m'a engagé à en écrire sur le champ. Il m'a assuré qu'il en parleroit au Grand-Maitre, que je ne puis pas, vous le savez bien, voir, sans lui avoir écrit pour en obtenir une audience, chose à laquelle je ne suis pas tenu chez la plupart des ministres qui ont la bonté de me recevoir quand je me présente. Je vais donc écrire au Grand-Maitre pour avoir un rendez-vous et vous êtes bien sûr que soit avec lui, soit avec tout autre, je ne négligerai rien pour amener cette affaire à bien, tant à cause de notre bonne ville de Saintes, qu'à cause de vous en particulier, mon cher compatriote, qui devez trouver dans cet établissement une place qui vous plaît... J'ai fait part de tout cela, hier, à M. Le Mercier....

GUILLOTIN.

G. — CONTRAT DE MARIAGE DE GUILLOTIN (1).

(Extrait).

Pardevant les conseillers du roy, notaires au Châtelet de Paris, soussignés,

Furent présents:

M. Joseph-Ignace *Guillotin*, docteur régent et professeur des Ecoles de la faculté de médecine de Paris, y demeurant, rue Croix des Petits Champs, paroisse Saint-Eustache, fils majeur de deffunts M. Joseph-Alexandre Guillotin, conseiller en l'élection de Saintes, et D^{me} Marie-Agathe Martin, son épouse.

Stipulant pour lui et en son nom, *d'une part*.

Et D^{ne} Marie-Louise *Saugrain*, fille majeure de sieur Antoine-Claude Saugrain, libraire à Paris, et de D^{me} Marie Brunet, son épouse, desquels elle déclare avoir le consentement, demeurante à Paris, rue du Coq Saint-Honoré, paroisse Saint-Germain l'Auxerrois.

(1) M^e Charles Tollu, notaire à Paris, détenteur des minutes de Giard, a bien voulu nous donner cet extrait.

Stipulant pour elle et en son nom, *d'autre part.*

Lesquels dans la vue du mariage proposé entr'eux, dont la célébration sera faite incessamment en face d'église, sont convenus et demeurés d'accord de ce qui suit, en la présence de MM. Claude-Marin Saugrain, Antoine-François Saugrain de Vigny, tous deux frères, M. Pierre Plassan, libraire, et D^{me} Marie-Thérèse Saugrain, son épouse, beau-frère et sœur, D^{me} Angélique-Thérèse Saugrain, sœur de ladite D^{me} future épouse.

.....

Fait et passé à Paris, en la demeure de ladite D^{me} Saugrain mère, scise rue du Jardinnet, paroisse Saint-Cosme,

L'an mil sept cent quatre-vingt sept, le dix huit juin, après midi, et ont signé ces présentes....

Suivent les signatures:

Guillotin. — M. L. Saugrain. — M. Brunet. — Plassan. — M. T. Saugrain. — Saugrain. — Saugrain de Vigny. — A. F. Saugrain. — Lemaire. — Giard (ces deux derniers notaires).

II. — ARRESTATION ET MISE EN LIBERTÉ DE GUILLOTIN.

Guillotin
section de
la Halle aux Bleds
10

I

Du 16 vendémiaire l'an 4^e

Le comité de sûreté générale après avoir entendu le citoyen Guillotin, secrétaire de la section de la halle au[x] bleds, et vu qu'il est de notoriété publique que ledit Guillotin est rédacteur et signataire de plusieurs adresses et écrits contraires aux lois, arrête que ledit citoyen Guillotin sera sur le champ arrêté et traduit dans la maison d'arrêt *dite* des Orties (*sic*) pour être *ensuïte* statué sur son compte, conformément aux lois.

Les représentants du peuple, membres du comité de sûreté générale: Alex. Isabeau, Calès, Monmayou, Pemartin, Bailly, Colombel de la Meurthe, Roberjot, Kervelegan, Bordas, Quiroz, P^{re} Guyomar, Hardy.

P. c. c. (Signé): BOURGUIGNON.

Collationné,

(Signé): GOBERT (1).

(1) Archives nationales, Police Générale, F. 7, 4736.

Guillotia
section de
la Halle aux Bleds
10

II

Du 13 brumaire, an 4^e

Le comité de sûreté générale arrête que le citoyen Guillotin, ex-constituant, sera mis en liberté au vu du présent, et que les scellés mis sur ses papiers seront levés.

Les représentants du peuple, membres du comité de sûreté générale, *signés (sic)*: Monmayou, Collombel, Bordas, Bailly, Kervelegan, Calès, Quiroz, Guyomar et Pons.

Pour copie conforme,
(Signé): BOURGUIGNON.

Collationné,
(Signé): PASQUET (1).

Edmond-Jean GUÉRIN.

LIVRES ET REVUES

Le Monachisme en Saintonge et en Aunis (XI^e et XII^{me} siècles).— Étude administrative et économique, par L. Bruhat.

A cette époque du moyen âge où les abbés et abbesses se partageaient avec les seigneurs et les évêques les souverainetés de la France, il était intéressant d'évoquer la vie économique de quelques-unes des ces abbayes dans une région limitée comme l'Aunis et la Saintonge, de retracer leurs institutions, les coutumes qui ont présidé à la formation du domaine de toutes les petites agglomérations privilégiées, d'où devait rayonner peu à peu la civilisation dans notre pays.

L'Église n'avait alors qu'un mot à dire pour dompter par la terreur les seigneurs les plus farouches comme les paysans les plus sauvages ; aussi les libéralités des fondateurs et les donations furent les deux facteurs principaux qui présidèrent à la formation de ces vastes domaines.

Le domaine ainsi composé était naturellement morcelé ; on y rencontrait tous les modes de tenure usités alors des alleux : nobles ou roturiers, des franchises aumônes, des précaires, des fiefs, des manses.

(1) Archives nationales, *idem*.

Souvent les abbayes concédaient à titre de précaires à leurs officiers ou serviteurs des tenures, dont le profit était la rémunération de leurs fonctions. Des desservants d'églises rurales recevaient également au même titre leur église et ses revenus. Mais déjà ce mode de tenure tend à se transformer ; c'est bien toujours une *faveur temporaire* accordée sur *demande*, mais souvent elle n'est plus *gratuite* ni *révocable à volonté* ; bientôt, elle se confondra avec le fief, qui lui même ne se distingue plus du bénéfice. Toute concession faite à charge de service constituait un fief, et déjà les conventions privées ou les coutumes locales commençaient à lui ôter son caractère viager : en fait, il était le plus souvent héréditaire.

Tous ces vastes domaines comprenaient des biens de nature très diverse, notamment des salines généralement prospères, des pêcheries tenues en précaires qui étaient souvent pour les abbayes une source de très gros revenus ; des forêts, qui par suite de leur morcellement et de leur mise en valeur perdent de plus en plus leur caractère de propriété commune. Le défrichement était alors une opération avantageuse, dont le souvenir est resté dans la dénomination de bien des localités. Les pionniers (*hospites*) y accouraient de toutes parts, fondaient des villages qui devenaient de riches paroisses. Des cultures variées remplaçaient nos forêts séculaires devenues malheureusement trop rares de nos jours.

Nos abbayes avaient il est vrai de lourdes charges à supporter, car les donations suivant la vieille tradition germanique du « Launejeld » étaient rarement désintéressées et il fallait souvent composer avec les héritiers des donateurs lésés dans leurs espérances. Enfin l'aumône, l'hospitalité, les soins aux malades entraînaient de grosses dépenses.

Heureusement les revenus étaient de nature variée : droits fonciers et droits seigneuriaux (*malæ consuetudines*) constituaient avec le prêt sur gage une importante source de bénéfices, et les oblates fournissaient, en plus de leurs apports, une main-d'œuvre à bon compte, en échange de la protection qu'ils réclamaient.

Aussi le clergé régulier s'enrichissait-il rapidement et son prestige ne tarda pas à éclipser le clergé séculier rural le plus souvent ignorant ou ruiné par les seigneurs. Bon nombre de paroisses devinrent la propriété des abbayes même avec la connivence des évêques.

Les chartes d'immunités sanctionnées par l'autorité pontificale, avaient fait des abbayes de vraies seigneuries jouissant de tous les privilèges attachés à la possession de la terre féodale. Leur juridiction s'étendait non seulement sur leurs hommes, mais encore sur tous ceux qui se rattachaient à elle par les liens de la bienfaisance. A cette époque d'anarchie et de violence, les misérables traqués par leur seigneur trouvaient auprès des monastères un asile sûr. Le droit de protection, que les abbés gardaient avec un soin jaloux, était une source de profits importants. Leurs cours de justice composées de dignitaires ecclésiastiques en imposaient aux imaginations naïves et il n'était pas rare de voir des personnages d'un rang supérieur recourir au jugement de ces « hommes sages ».

Tant de puissance ne laissait pas d'effrayer le clergé séculier, et les rapports entre les abbés et les évêques n'étaient pas toujours empreints de courtoisie. Ceux-ci ne voyaient pas sans inquiétude leur autorité morale et même une partie de leur pouvoir temporel passer entre les mains des abbés. De là des rivalités incessantes, dont le conflit qui s'éleva entre l'abbé de Vendôme et l'évêque de Saintes, peut nous donner une idée exacte.

Unis entre eux par des liens étroits de filiation ou de confraternité, nos abbayes et nos prieurés constituaient en quelque sorte dans chaque ordre une vaste famille et dans leur ensemble une organisation d'autant plus redoutable qu'elle avait à sa disposition une arme terrible, l'excommunication, et qu'elle joignait à la force morale la force matérielle. Ajoutons à cela que de véritables traités d'alliances avaient été conclus avec les seigneurs voisins, et l'on comprendra qu'un duc d'Aquitaine ait pu courber la tête devant l'abbaye de Saint-Jean d'Angély.

M. Bruhat a voulu aussi nous montrer quelle fut au moyen âge l'influence sociale du monachisme, et à ce point de vue son travail présente le plus grand intérêt. En retraçant l'évolution de nos vieilles lois germaniques et romaines, il nous fait assister à l'éclosion de notre ancien droit français. On peut regretter que l'auteur n'ait pas élargi son plan déjà vaste il est vrai, et qu'il n'ait pas consacré dans son travail un chapitre à l'influence littéraire, artistique ou simplement éducatrice de nos abbayes saintongeaises. On lui reprochera peut-être quelques erreurs relatives à l'identification ou l'orthographe des noms de lieux, Saint-Juste au lieu de Saint-Just, Bury au lieu de Burie,

Saint-Euparche au lieu de Saint-Cybard, Saint-Aignan au lieu de Saint-Agnant. Peut être aussi discutera-t-on quelques-unes des opinions qu'il émet au cours de ce travail ; mais il n'en a pas moins eu le mérite d'avoir utilisé les publications de ses devanciers, suivant les règles d'une méthode de critique excellente et d'avoir fait preuve en cela d'un esprit clair, doué d'un robuste bon sens. Il voit d'ordinaire juste et résume les faits avec vigueur. Son ouvrage est un travail concis, plein d'aperçus nouveaux sur la formation, l'administration et l'exploitation des domaines abbaciaux, et il restera comme une importante contribution à l'étude du droit féodal et de l'histoire économique du moyen âge.

J. P.

—

Les *Etudes* de la compagnie de Jésus du 20 septembre 1908 contiennent le commencement du récit d'un témoin, M. Michel Tamisier, des *Fêtes du troisième centenaire de la fondation de Québec*.

—

Dans le *Magasin pittoresque* du 15 août 1908, il y a un article de M. A. Léo Leymarie, sur les *Fêtes historiques de Québec* avec le portrait traditionnel de Champlain agrémenté de sa signature et de celle de sa femme; une carte du Canada au temps de Champlain et les signatures de chefs indiens figurant au bas d'un traité de l'époque française au Canada.

On sait que ces fêtes ont été « un véritable enchantement pour les yeux éblouis ». Une curieuse résurrection d'une coutume moyenâgeuse, consistant à faire chanter le couvre-feu par les hommes du guet, à raconter les événements de la journée et à annoncer ceux du lendemain, obtint un énorme succès. Non moins grand fut celui de l'arrivée dans le port de Québec du bateau reconstitué de Champlain, le *Don de Dieu*. Il s'avança toutes voiles dehors, le long des quais de Québec, escorté de canots d'écorce, où des Indiens (véritables) faisaient force de rames pour le suivre : un canot se détacha de son bord et un groupe d'officiers et de marins descendit à terre. « C'était Samuel Champlain et son équipage en costume du temps ».

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU N° DE DÉCEMBRE 1908

AVIS ET NOUVELLES : Admission; Nomination; Le statère gaulois de Pons; Le théâtre à La Mothe-Saint-Héraye; Arbre de 2.500 ans à Saintes; Réunion des sociétés des Beaux-Arts; Incendie,

NOTES D'ÉTAT CIVIL : Décès : M. Romieux, M^{me} Bon, M^{me} Eschasseriaux, M. Brillouin, M^{me} Bunel, M. A. Vallein, M. L. Senné, M^{me} de Granges de Surgères, le capitaine Romieux, M. de La Redorte, M^{me} Arvède Barine, M. L. Dangibeaud, M. Meaume. — Mariages : De Saint-Légier-Krumpel, Brejon-Decharme.

VARIÉTÉS : *Billets de logements charentais*, par M. Pellisson; *Les milices garde-côtes d'Aunis et de Saintonge*, par M. le baron Chaudruc de Crazannes; *Benjamin Prioleau et sa famille, ses origines*, par M. Réveillaud.

LIVRES ET REVUES : *Bulletin de la société de l'histoire du protestantisme*; *Bulletin de la société de géographie de Rochefort*; *Bulletin de la société historique du Périgord*; *L'intermédiaire des chercheurs*; *Louis XI en pèlerinage*; *Revue historique*; *Revue du Bas-Poitou*.

QUESTION.

BIBLIOGRAPHIE.

AVIS ET NOUVELLES

ADMISSION :

M. Durand-Arreau, à Beauvais-sous-Matha.

Le tome XXXVIII des archives contenant le *Diaire* de Guillaudeau, histoire de La Rochelle, et un document inédit sur Benjamin Prioleau, sera distribué ce mois-ci.

L'Echo Charentais du 18 octobre a reproduit la partie du compte rendu de l'excursion de la Société relative à Chalais et Aubeterre.

M. Maurice Foubert, a été nommé notaire à Saintes, en remplacement de M. Berthelot, démissionnaire, par décret en date du 27 juin 1908.

La monnaie dont nous avons annoncé la découverte à Pons, joue décidément de malheur.

Les journaux commencèrent par en faire un superbe Antonin unique. On n'a jamais su pourquoi. La *Revue* de Saintonge

rectifia : c'est un statère gaulois. Le *Recueil de la commission des Arts et Monuments de la Charente-Inférieure* arrive à la rescousse, et dans son n° 2 de cette année, enregistre la trouvaille avec la louable intention de rectifier à son tour les notes de tout le monde presse et notre *Revue*, d'après des « renseignements très précis ». Pourtant il ne sait pas en quel métal est la pièce, bronze ou électrum, assure qu'elle ne provient pas d'un tombeau, et affirme qu'elle a « 0.20 de diamètre ». Oui !... Vingt centimètres !!! Pour le coup, c'est bien une pièce unique ! et une belle ! !

Rectifions à notre tour une seconde fois après enquête de visu et de tactu.

M. G. M. a été induit en erreur.

Le statère est en or rouge (presque insensible à l'acide azotique) pèse 6 gr. 40 et mesure deux centimètres (0.02); il a été trouvé au moulin de Mirambeau, ainsi que nous l'avons écrit, ou dans les fondations de la distillerie Jaulin, ce qui est tout un, et non sous le couvent des Ursulines ainsi que le dit le *Recueil*.

Dans ce terrain plusieurs tombeaux ont été découverts, dernièrement et les années précédentes. Il est pourtant difficile de savoir si la pièce était dans l'un d'eux, ou non, mais c'est possible. Il est entendu qu'elle n'aurait pu y être introduite que par la terre qui aurait envahi le sarcophage.

Favorisée par un temps splendide, la reprise des représentations en plein air de la Mothe-Saint-Héraye a eu, les 13 et 14 septembre, un succès vraiment triomphal; la foule qui, les deux jours, emplissait l'amphithéâtre, a chaudement acclamé la vaillante troupe du théâtre populaire poitevin.

Le programme, composé de *Blancs et Bleus*, drame en trois actes du docteur Corneille, et d'une partie musicale importante, a été exécuté d'une façon parfaite.

La valse *zigane* de M. Picard et la cantate *Les Saisons*, pour solistes, chœurs et orchestre de M. Louis Giraudias, ont été particulièrement goûtées.

Les travaux de la ligne de Saintes à Royan ont amené une découverte très intéressante pour l'histoire de notre pays.

On sait qu'un pont d'une seule arche de 40 mètres doit enjamber la Charente, près de Lucera. Pendant le fonnage du caisson

de la culée sur la rive droite, côté de la prairie, à 12 mètres 80 de profondeur, au-dessous du niveau actuel de la prairie (qui est à 3^m 69 au-dessus du niveau de la mer), c'est-à-dire à 9 mètres 10 au-dessous du niveau de la mer, les ouvriers ont rencontré un morceau de bois de bouleau ou de vergne et un tronc d'arbre, couché, long de 5 mètres 50 et de 0^m30 à 0^m35 de diamètre, probablement un chêne : il a la couleur du bois d'ébène, est encore très dur et très ligneux.

On a recueilli, à peu près à la même profondeur, un crâne d'animal et une corne qui ressemble à celle d'un renne ou d'un cerf. Il est présumable qu'arbre et animal ont été roulés en cet endroit par la Charente, il y a 2.000 ou 2.500 ans et peut-être plus, suivant l'épaisseur d'alluvion annuelle que l'on admettra. Il est toutefois possible que, par son poids, l'arbre se soit enfoncé dans la vase liquide. Il pourrait donc être un peu plus jeune que ne l'indiquerait la couche de vase.

La couche de terre qui recouvre la prairie se compose d'environ 2 mètres 38 de terre végétale, de 10 mètres de vases d'alluvion très homogènes (argile bleue), d'une couche de gravier, de débris de silex, de calcaire effrité, d'à peu près 2 mètres. Puis au-dessous s'étend le rocher qui émerge à Diconche.

C'est très peu avant d'arriver au gravier, quand l'argile contient déjà quelques grains de sable que l'arbre est apparu. On en tirera cette première conclusion que la Charente n'a été rejetée sur les rochers qu'à une date assez moderne, par l'envasement progressif de son lit. On manque de données pour calculer l'épaisseur annuelle de cet envasement.

L'académie des Beaux-Arts a décerné (7 novembre) le prix Meurand (1.000 fr.) à M. Ch. Fouqueray, pour son tableau *l'Agonie*.

La réunion des Sociétés des Beaux-Arts des départements aura lieu à Paris, du 1^{er} juin 1909 au 14 du même mois.

Un incendie vient de détruire l'étude du notaire du Port-d'Envaux. Tout a été brûlé : aucune des vieilles minutes n'aurait échappé. Encore une source d'informations qui disparaît.

Le numéro du *Théâtre* du 1^{er} août 1908 contient le compte

rendu de *Ramuntcho*, avec huit grandes photographies des décors et mise en scène.

Un comité vient de se former à Barbezieux, pour organiser une fête en l'honneur du quatre centième anniversaire de la naissance d'Élie Vinet.

NOTES D'ETAT CIVIL

DÉCÈS

Le 17 septembre 1908, est décédé à La Rochelle, M. Henry *William* Romieux, âgé de 77 ans, agent de change honoraire, ancien président du tribunal de commerce, chevalier de la Légion d'honneur.

Il fut reçu en 1847, à 16 ans, à l'École Navale ; officier, il visita l'Islande, Tahiti. Il accomplit aux environs de Sainte-Marie-de-Bathurst l'exploit de l'enseigne de vaisseau Balande à Casablanca.

Pour ce fait il fut nommé chevalier de la Légion d'honneur, à 23 ans. Quelque temps après, il donna sa démission ; il vint se fixer à la Rochelle et épousa Mlle Babut.

En 1870, il fut nommé commandant d'artillerie, alla d'abord à Nantes où il organisa une batterie de mitrailleuses avec laquelle il fut envoyé au Havre.

Rentré dans la vie privée il se consacra à l'œuvre de la Croix-Rouge, au dispensaire école d'infirmières et à l'œuvre des Ecoles laïques.

(Voir l'*Echo Rochelais* et la *Charente-Inférieure* du 23 septembre).

Madame Maria Bon, née Viaud, femme de M. Armand Bon, ancien percepteur à Rochefort, est décédée à Fouras, le 21 septembre 1908. Elle était sœur de Pierre Loti. Ancienne élève de l'Ecole des Beaux-Arts, elle a produit plusieurs toiles de mérite, notamment des portraits de famille.

Elle laisse une fille, Mme Nadine Duvignau.

Le 25 septembre 1908, M^{me} la baronne veuve Eschasseriaux, née Lydia Barsalou, est décédée au château d'Oyré (Sarthe), dans sa 82^e année. L'inhumation a eu lieu à Thenac, le 30 septembre.

Le 26 septembre 1908, est décédé à Sainte-Foy-la-Grande, M. Amédé Brillouin, ancien président du tribunal de commerce de Rochefort, âgé de 72 ans.

Il laisse trois enfants : MM. Georges Brillouin, négociant à Gujan (Gironde) ; Edmond Brillouin, notaire à Sainte-Foy ; Jean Brillouin, vice-consul de France à Reykiawick.

Est décédée, à La Rochelle, le 30 septembre 1908, M^{me} Marie-Marguerite-Augustine Condamy, âgée de 51 ans, femme de M. Bunel, architecte départemental.

Le 9 octobre 1908, est décédé, à La Pointe, commune de Thenac, M. Anatole Vallein, beau-frère de notre confrère M. le commandant Deruelle, et conseiller municipal de sa commune. Il était le fils aîné de Victor Vallein, fondateur de l'*Indépendant*. « Il collabora au journal avec Georges Grison, Bouyer (Sophy Foubère), Louis Planty (Jacques Rien) et Combes, tout jeunes alors ; mais il n'avait pas le tempérament du lutteur et ne garda pas le journal qu'il céda aux amis politiques de son père. Il se retira à la campagne où il chercha la vie tranquille, s'inspirant de la nature pour broser des toiles à temps perdu... » (Voir le *Progrès* du 14 octobre).

M. Pierre-Jean-Philippe-Léon Senné, architecte ingénieur des arts et manufactures, est décédé à l'âge de 66 ans, à La Rochelle, le 19 octobre 1908. Originaire de Marennnes, il fut maire de cette ville et conseiller général du canton. Il prit part à la guerre de 1870 en qualité de capitaine d'artillerie de la mobile et mérita d'être décoré après les combats d'Autun et de Dijon.

Le corps, transporté à Saint-Palais-sur-Mer, a été inhumé dans un caveau de famille.

Il était veuf de N. Cador.

Le 5 novembre 1908, M^{me} la marquise de Granges de Surgères, née de Néef, est décédée à Bruxelles, âgée de 22 ans.

Le 15 novembre, est décédé à Rochefort, le capitaine de frégate en retraite Romieux, né le 7 juin 1826.

Le même jour est décédé à Paris, M. le comte de La Redorte, âgé de 76 ans. (Voir l'*Echo Rochelais* du 18 novembre).

Le même jour est décédée, à Paris, M^{me} Charles Vincens, connue dans le monde des lettres sous le nom d'Arvède Barine. Ses obsèques ont eu lieu au temple de la rue Cortembert. Le deuil était conduit par son fils, M. Ernest Vincens, sous-directeur à la Société Générale.

Le novembre est décédé, à Paris, M. Louis Dangibeaud, âgé de 52 ans, commissaire de la marine en retraite, chevalier de la Légion d'honneur, fils de M. Edouard Dangibeaud, directeur honoraire. Il avait épousé M^{lle} Cotty dont il a eu quatre enfants.

Le 19 novembre est décédé, à Saintes, M. Frédéric Meaume, conservateur des hypothèques en retraite.

MARIAGE

Le 6 octobre 1908, a été béni, à Varsovie, le mariage de M. de Saint-Légier de La Sauzaye avec M^{lle} Eléonore Krümpel O'Connor.

Le 18 novembre 1908, devant une très nombreuse assistance, dans la cathédrale de Poitiers, a été béni par Mgr Eyssautier, évêque de La Rochelle, le mariage de M. Fernand Brejon, avocat au barreau de Saintes, fils de feu M. Fernand Brejon, médecin de la marine et de M^{me} née Bona Christave, avec M^{lle} Henriette Decharme, fille de M. Alfonse Decharme, directeur de la Banque de France à Poitiers, et de M^{me} née Romieux.

VARIÉTÉS

I

BILLETS DE LOGEMENT CHARENTAIS

Sous l'ancien régime rien ne fut plus impopulaire que le billet de logement. Quand La Fontaine veut nous intéresser au sort de son bûcheron en énumérant les calamités qui lui rendent la vie insupportable, il n'a garde d'oublier le passage des gens de guerre :

« Point de pain quelquefois, et jamais de repos,
« Sa femme, ses enfants, *les soldats*, les impôts,
« Le créancier et la corvée,
« Lui font d'un malheureux la peinture achevée. »

Les vieux billets de logement sont devenus très rares parce que nos ancêtres ne les conservaient guère que le temps nécessaire pour prouver au besoin que leur tour de loger n'était pas encore arrivé. Passé ce délai ils les détruisaient comme autant de souvenirs importuns.

Ces documents méritent d'être étudiés de près comme tous les vieux papiers. Ils se diversifient par le format, par la rédaction, quelquefois par l'illustration, car il y en a qui sont aux armes des villes, d'autres nous rappellent les mauvais jours des invasions étrangères. Ils sont imprimés en passe-partout, mais on en trouve de manuscrits. M. L.-P. Couraud de Cognac dont les cartons recèlent tant de curiosités, me communique ce billet qui est le doyen de sa collection :

Vous logerez *un sergent* pour *deux* nuits et fournirez par étape à chaque soldat, deux pains par jour de douze onces chacun, une pinte de vin, une livre chair, suivant les règlements et ordre du Roy. Fait le *cinq^e* jour de *May* 1678.

REYNAULD.

Ainsi dès l'origine le billet de logement prit le ton impératif du commandement. On disait : « Vous logerez », comme on dit : « Portez armes ! »

Cette lourde charge se compliquait quelquefois de la prestation d'une petite somme d'argent, comme dans cette pièce de ma collection :

Aidera

de deux sols par couchée de chaque soldat qu' l loger

Fait à Mâcon en l'Hôtel de Ville ce

174

Les vieillards que nous avons connus dans notre enfance avaient la mémoire pleine d'anecdotes sur les billets de logement pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire. Dans ma notice sur Napoléon à Barbezieux, j'ai dit qu'il m'a été impossible, malgré mes recherches, de découvrir dans cette petite ville un seul des innombrables billets qui signalèrent le passage de l'armée d'Espagne. Le billet était donné ordinairement pour dix ou douze soldats, mais l'habitant constatait presque tou-

jours qu'on lui en imposait un de plus. En réunissant aux pièces de ma collection, celles qui m'ont été communiquées par M. Couraud, je puis présenter sur notre région des types assez variés.

COGNAC

Sous l'ancien régime, je n'ai rien trouvé, si ce n'est que la municipalité faisait imprimer ses billets à Saintes, chez Toussaint. A partir de la Révolution, voici par ordre de dates ce que j'ai découvert :

N° 723

AU NOM DE LA LOI

Citoyenne Lallemand Langlade

Section de

logera *deux conscrits* du régiment vivant de leur étape, conformément aux loix de la République.

Fait à Cognac, le 17 *Germinal* l'an huit de la République Française, une et indivisible.

M. SARRAZIN.

COMMUNE

de

COGNAC

709

AU NOM DE SA MAJESTÉ L'EMPEREUR

M^{me} veuve Mauguit ou celui qui occupe la maison au n° logera *un sous-officier*.

Cognac, le 3 septembre 1811.

ROBIN

M. Maufras changera le billet de la veuve Mauguy qui étant veuve et n'ayant qu'un lit, ne peut être mise sur la liste de ceux qui logent.

L. DUPUY, *adjoint*.

COMMUNE

de

COGNAC

16

AU NOM DE SA MAJESTÉ L'EMPEREUR

M. Drut, marchand (fils aîné) ou celui qui occupe la maison au n° 16 logera *deux militaires* pour *un jour*.

Cognac, le 4 mars 1813.

OTARD, *jeune, maire*.

COMMUNE

de

COGNAC

Rue Luzignan

n° 5

DE PAR LE ROI

*M. Bufferne cabaretier Pour M. Agricola Le-
cocq négociant ou celui qui occupe la maison
au n° 5 logera pour 1 jour, 2 militaires.
Cognac, le 1^{er} août 1845.*

Le Maire, .

A. PLANAT.

*Remboursé à M. Bufferne pour le présent billet un franc cinquante
centimes.*

SAINT-MARTIN

Cette commune suburbaine est depuis longtemps réunie à
Cognac.

COMMUNE

de

St-MARTIN

Rue

n°

DE PAR LE ROI

*M. Cocuau à Saint-Martin ou celui qui
occupe la maison au n° logera pour un
jour un lieutenant militaires.*

Saint-Martin, le 7 avril 1831.

Le Maire,

NEBOUT.

LAROCHEFOUCAULD (Collection Couraud)

LAROCHEFOUCAULD

Section de

PORTE MARILLE

AU NOM DE LA LOI

*La Veuve Laviolette cabaretière ou celui
qui occupe la maison au n° 223, logera
deux militaires pour un jour.*

*A Laroche foucauld, le 5 décembre l'an
1809.*

DUBOIS, maire.

S. la dame Veuve Duclaud et Vigneron.

LAROCHEFOUCAULD
Section de
SAINT-FLORENT

AU NOM DE LA LOI

Le sieur Cainboi Rouclaud, marchand tanneur ou celui qui occupe la maison au n° 343 logera deux sous-officiers pour un jour.

A Larochefoucauld, le 27 décembre l'an 1809.

DUBOIS, maire.

Sa belle-mère.

Ces deux billets donnent lieu à une observation intéressante sur le numérotage des maisons ; on me permettra là-dessus une digression. Dans les grandes villes et spécialement à Paris, cette innovation qui date de la seconde moitié du XVIII^e siècle, opéra une révolution dans les adresses des commerçants. Les collectionneurs de vieilles adresses en possèdent dans le genre de celles-ci :

Choffard, un des plus illustres graveurs de son temps habite : « Rue des Cordeliers, la première porte cochère à droite, en entrant par la rue de la Comédie-Française, chez un sellier. »

Leroy, maître-tailleur, qui imprime son adresse au dos d'un valet de pique, est domicilié : « Cloître Saint-Germain-Lauxerois, en face du grand portail, l'allée à côté du tapissier. »

On lit au dos d'un huit de pique, que Boulanger, marchand de draps, habite : « Rue Saint-Denis, l'apport-Paris, la septième boutique, après celle de la Tabletterie, vis-à-vis d'un marchand de porcelaine. »

Même complication dans les adresses de province : à Bordeaux, Fabreguettes, marchand potier d'étain, habite : « Rue des Ayres, joignant à présent la maison qui fait le coin de la rue Cahernan, faisant fasse à la place du poisson salé. »

A Paris le premier numérotage des maisons ne se lit pas par rue, mais par quartiers. C'est ce qui explique comment en ouvrant l'*Almanach National* pour l'an II, nous lisons, dans les listes alphabétiques des députés à la Convention, les adresses suivantes :

Anacharsis Clootz (Oise), rue de Ménars, 563.

Aubry (Gard), rue de l'Echelle, 542.

Ce ne fut qu'en 1802, sous l'administration de M. Frochot, que se fit le premier numérotage par rues.

Jusqu'à présent je ne connaissais dans la Charente que deux villes ayant eu un numérotage général portant sur plusieurs centaines de maisons. J'ai trouvé aux archives municipales de Cognac, la quittance d'un sieur Pellerin, qui reçut, en 1772, cent livres pour le numérotage des maisons. Les numéros ne furent par peints ou émaillés sur plaques de métal, comme cela se pratique aujourd'hui, mais creusés dans la pierre, ce qui permet d'en distinguer encore quelques-uns sur la façade des vieilles maisons. Il y en a dans la rue du Palais, rue de Lusignan, n° 406, et d'autres indéchiffrables rue de la Grille.

A Angoulême, il n'y eut comme à Cognac qu'un seul numérotage pour toute la ville. Je lis au bas d'une plaquette: « A Angoulême, chez le citoyen Jean-Baptiste Bargeas, imprimeur du département, rue de Genève, n° 418 — 1793. »

Un autre typographe signe au bas du *Nouveau Chant du Départ*: « Angoulême, de l'Imprimerie de F. Trémeau, rue des ci-devant Cordeliers, n° 900. »

Se serait-on douté qu'une bourgade comme Larochefoucauld avait eu un numérotage à l'instar de Paris? Voilà pourtant ce que nous apprennent les billets de logement imposés aux habitants des maisons 223 et 313. Rien n'est inutile dans les vieux papiers.

SAINT-JEAN-D'ANGÉLY (Collection Couraud)

N°

AU NOM DE LA LOI

Le citoyen Mazie vétérans, rue du Grand Champ, quartier de Aulins, logera deux militaires vivant de *étape conformément*
aux lois de la République.

Fait à Saint-Jean d'Angély, le 29 germinal
l'an 10 de la République française, une et
indivisible.

Pour le Maire,
PAUL LAIR.

LE GUA (Collection Couraud).

BILLET DE LOGEMENT.

La citoyenne Desborde logera pour cette nuit le citoyen com-

مندانت دۇ 5^e باتايلون دى Lot-et-Garonne. Au Gua, maison commune, le 9 vendémiaire an 4^e دى لا رېپوبليك.

CHASTAING, *maire*.

لا سىتويېننې دىسبورديس لوجېرا سىتې نۇيت كواتر دېفېنسيورس دى لا پاتريې.

Au Gua, le 3 brumaire an 4.

BOTTON FILS,

Secrétaire de la commune.

DE PAR L'EMPEREUR

M logera militaires vivant
de leur étape, pour jours.
A la mairie du Gua, le 181

BALISTE-PITONNEAU,
Maire.

Ces deux premiers billets sont manuscrits et le troisième, imprimé en passe-partout, ce qui prouve que sous l'Empire les passages de troupes étaient devenus assez fréquents dans cette région pour qu'une petite commune rurale ait fait gémir la presse pour ses billets de logement.

JULES PELLISSON.

II

LES MILICES GARDE-COTES D'AUNIS ET DE SAINTONGE

(1752-1783).

Je me suis plu à ces récits parce que je mets au-dessus de tous les dévouements, celui qui ne cherche pas à être regardé.

(A. de VIGNY, *Servitude et grandeur militaire*).

Nos contemporains, chaque jour plus pacifistes, se plaignent à grands cris de trop ressentir le poids des obligations militaires que leur créent les besoins des armées modernes et les lois en vigueur. De toutes parts on n'entend parler que de réduire les années de service actif et surtout les périodes des réservistes et des territoriaux. Il semble qu'un mois ou deux

semaines de vie militaire tous les trois ans constituent une obligation intolérable. Bien des gens même paraissent croire que nous supportons de ce fait des charges ignorées de nos devanciers. Il n'en est rien cependant et ces quelques notes ne seront peut-être pas inutiles si elles servent à montrer que nos arrière-grand-pères connurent les mêmes devoirs et plus étendus encore.

Sans nous arrêter aux fastes célèbres de la garde citoyenne, remontons d'un trait au milieu du XVIII^e siècle et considérons ce qu'étaient alors les obligations et le service d'un officier des milices garde-côtes d'Aunis et de Saintonge.

Faire ici l'historique de ces milices instituées et réglementées par une série d'ordonnances royales, serait sortir de notre cadre modeste. Contentons-nous d'esquisser à grands traits leur organisation et leur fonctionnement. Nous allons trouver d'amples renseignements dans « *L'ordonnance du Roy concernant les milices garde-côtes des provinces de Picardie, Normandie, Poitou, Aunis, Saintonge et Guyenne du 5 juin 1757* ».

Nous ne saurions mieux faire pour entrer au cœur même de notre sujet que d'étudier et de commenter l'ordonnance ci-dessus. Passant sous silence les articles relatifs à des détails sans intérêt, nous citerons tous ceux qui ont trait au recrutement, à la discipline et au service. Ces articles essentiels expriment la pensée même qui présida à la création des milices et rien ne saurait nous renseigner mieux à cet égard que l'étude du texte.

Le préambule de l'ordonnance nous montre le Roi (ou son ministre) préoccupé de rajeunir et de réorganiser un service qui avait été entièrement négligé, mais dont l'importance est soulignée par ce fait que les prescriptions fondamentales en remontent à la fameuse ordonnance de Colbert de 1681 sur la marine. Les milices garde-côtes nous apparaissent ainsi comme un complément de l'inscription maritime établie par le grand ministre. L'article XX de l'ordonnance ne porte-t-il pas que la garde-côte sera composée de tous les habitants non classés, tant sur le bord de la mer, etc... depuis l'âge de 16 ans jusqu'à 60 ? Tous les habitants non classés, remarquons-le bien, parce qu'en fait la rédaction de cet article n'implique rien moins que le principe du service obligatoire pour tous : les classés, ou inscrits doivent le service à la mer, les non classés doivent le service à la garde-côte. Comme pour mieux confirmer ce principe, les articles XXI et XXII prévoient les cas de dispense à cette

règle du service pour tous. Ces cas de dispense sont réduits aux seuls charpentiers de navires, calfats, syndics de paroisses et collecteurs d'impôts. De tout temps ces derniers furent trop gens à ménager pour n'avoir pas droit à toutes les faveurs !

L'organisation minutieuse et les pénalités prévues par l'ordonnance nous prouvent bien l'importance qu'attachaient ses rédacteurs aux milices gardes-côtes. Ce n'est pas là comme les compagnies du guet qui ne sont assujetties à aucun service en temps de paix (1), une formation éventuelle sur le papier, ce sont des corps organisés, soumis au port de l'uniforme, à des exercices fréquents, à des revues ; avec un état-major et des cadres permanents et responsables, des gradés soigneusement choisis. Les capitaines n'y peuvent nommer un sergent sans l'approbation du capitaine général (art. XXVII). Les miliciens, qui doivent six années de service consécutives (art. XXV), ne pourront quitter la milice pour s'engager dans les troupes de terre ou de mer, sous peine d'être emprisonnés et jugés (art. XXX). Enfin les articles XXXIX à XLII édictent des peines sévères de prison pour les légers manquements au service, les galères ou même la mort pour les fautes graves. Toutes dispositions qui paraissent dénoter l'intention de créer un corps solide et d'y maintenir une ferme discipline.

A côté de ces sévérités, en échange de ce service assez dur, voyons les faveurs qui doivent en être la contre-partie. Le chapitre est un peu négligé, le résumé en sera vite fait.

En ce qui concerne les hommes d'abord, tout ce que nous pouvons relever, c'est qu'on leur fournira désormais leurs armes et munitions au lieu d'exiger qu'ils les fournissent eux-mêmes. Ceci est plutôt une sage mesure de prévoyance qu'une faveur. En second lieu les paroisses qui fournissent la garde-côte seront exemptes de fournir des hommes pour la milice de terre. Il faut cependant signaler comme un gage d'estime que *les tambours seront habillés de la petite livrée du Roy* (art. XXXVI) *et qu'ils battront l'ordonnance comme l'infanterie française* (art. XXXVII). Et c'est tout.

Quant aux officiers l'article XIII les déclare exempts de tutelle, curatelle, etc., ainsi que du ban et de l'arrière-ban. C'est ce qu'on peut appeler des avantages négatifs.

D'appointements il n'est question nulle part, sauf pour les

(1) Article 47 de la même ordonnance.

inspecteurs généraux (art. XIV) et dans les cas de service trop prolongé (art XXXI et XXXII). Le même article XIV fait pourtant mention des sommes que sa majesté estimera devoir être payées chaque année aux officiers pour les dédommager des dépenses qu'ils seront obligés de faire à l'occasion de leur service. Mais les documents que nous possédons nous donnent lieu de croire que sa majesté *n'estima* pas souvent avoir quelque chose à payer de ce chef (1).

L'article XIII fait espérer aux officiers que *sa majesté les fera participer aux grâces qu'elle accorde aux officiers de ses troupes, sur le compte qui lui sera rendu de leur conduite*. Promesse un peu vague, mais qui était destinée à prendre corps l'année suivante.

En effet, par ordonnance du 15 mai 1758, le Roi assimila les milices et leurs officiers aux troupes et aux officiers de son infanterie. La faveur très réelle ainsi accordée aux milices prouve que ces corps avaient su se montrer capables de rendre de bons services. En effet, dans les tentatives de débarquement des Anglais en 1757 sur les côtes de France, aux environs de La Rochelle en particulier, les garde-côtes firent bonne contenance devant l'ennemi. C'est sans doute en récompense de cette attitude que le roi les assimila aux troupes d'infanterie, en leur donnant le pas sur celles qui pourraient être créées ultérieurement.

Plus tard encore d'autres privilèges, d'autres avantages furent accordés aux milices, entre autres l'attribution de Croix de Saint-Louis aux officiers. Mais nous ne pouvons songer à suivre en détail la longue série des ordonnances qui se succèdent à courts intervalles, modifiant, perfectionnant l'institution. Nous avons choisi les deux qui précèdent parce qu'elles nous ont paru particulièrement propres à donner une idée d'ensemble suffisante sur l'organisation des milices.

Voyons maintenant à l'œuvre les miliciens.

(1) L'exposant a habillé en partie sa compagnie, fourny tous les chapeaux, housses et chaprons au complet, fait raccommorder les armes, le tout à ses frais. A la paix, les habits et chapeaux, suivant l'intantion du Roy, ayant esté laissés aux garde-costes, l'exposant a inutilement sollicité auprès de l'intendant la rentrée de ses déboursés » (*Mémoire pour l'obtention de la Croix de Saint-Louis* adressé par Jacques de Chaudruc de Crazannes en 1782 au baron de Montmorency, lieutenant général, commandant en chef en les provinces de Poitou, Aunis et Saintonge).



Le croquis que nous allons présenter n'est pas fait de chic. C'est d'après nature que nous essayons de peindre la vie des miliciens de Saintonge et d'Aunis. L'un d'eux, Jacques Chaudruc de Crazannes, nous a laissé dans ses papiers assez de documents pour reconstituer à la fois le portrait et le cadre.

Fils d'un armateur de La Rochelle, il se découvrit à dix-huit ans une irrésistible vocation militaire et entra en février 1750 comme surnuméraire à la compagnie des mousquetaires gris. Mais son père estimant, suivant sa propre expression, que cette vocation dissimulait surtout le désir de faire le seigneur à Versailles, le rappela impitoyablement au bout de quelques mois. Notre jeune homme, bien forcé d'obéir, ne se tint pas pour battu. Il trouva le moyen de concilier sa passion pour l'état militaire et les volontés paternelles. Il avait pu entrer aux mousquetaires, à plus forte raison n'eut-il pas de peine à obtenir un brevet de capitaine de dragons dans la compagnie détachée de la capitainerie garde-côtes de la Rochelle. Il venait d'avoir 19 ans (avril 1751). Evidemment c'était un jeune capitaine, mais pour son temps cela n'avait rien d'excessif. Il eut d'ailleurs tout loisir de se familiariser avec les devoirs de son grade : il n'en avait pas encore changé en 1783.

Un fait est certain : il se prenait fort au sérieux en tant que militaire, et dans sa correspondance il témoigne à maintes reprises d'un grand faible pour ses dragons.

En 1757, l'apparition d'une flotte anglaise devant La Rochelle, la prise de l'Île d'Aix et les tentatives de débarquement des troupes ennemies sur la terre ferme donnent au jeune officier l'occasion d'utiliser son zèle et de servir activement. Il a écrit une relation de sa campagne, que nous avons déjà eu l'occasion de publier (1). Nous ne la reproduirons pas ici. Bornons-nous à y puiser quelques renseignements sur le sujet qui nous occupe. L'auteur cite parmi les troupes opposées à l'ennemi dans les seuls environs de La Rochelle : « Un bataillon de milice et les garde-costes de l'île à Oléron »... « Quelques garde-costes sous les ordres de monsieur le marquis de Surgères, sur les bords de la Charente au-dessus de Rochefort »... « Quelques milices du bataillon de Rennes et trois capitaineries garde-costes for-

(1) *Bulletin des Archives*, 1905.

mant environ douze cents hommes de compagnies détachées »... Et plus loin « M. le maréchal se transporta à Angoulins où étaient campés deux mille cinq cents hommes des gardes costes ».

Sans prendre trop au pied de la lettre ces indications d'effectifs, du moins pouvons-nous en conclure que les milices étaient sérieusement organisées et qu'elles fournissaient des appoints importants (1)

Signalons en passant la louable indignation de notre bouillant officier en apprenant « que les dragons de Culant (les siens) (2) ne serviroient pas au corps et n'auroient d'autre employ que celluy de porter les nouvelles et les paquets d'ordres d'un camp à l'autre. Il est humiliant à un brave officier de ne comender que des couriers et de ne jouer dans une affaire aussi importante que le rôle de directeur de poste ou de messagerie ».

Il réclama énergiquement la faveur de garder ses hommes sous son commandement et de les conduire à l'ennemi, et obtint gain de cause.

En 1758, nouvelle tentative des Anglais. Les milices jouent encore un certain rôle dans l'affaire, dont voici la relation quelque peu fantaisiste.

Le 11 juillet 1758

Madame,

Après toutes les bontés dont vous m'avez honoré, après la jolie lettre que vous m'avez écrite, sept mois de silence sont sept mois de la plus noire ingratitude...

Indigne de tant de bontés, je néglige de vous en témoigner ma reconnaissance, pour sacrifier tous mes moments à la noble passion du brelan, à la discipline de mes polissons de dragons et à mille autres frivolités. J'en ay esté bien puny, madame, car s'il y a une peine qui puisse estre comparée au malheur de se manquer à soi-même et à ce qu'il y a de plus aimable dans le monde, je l'ay trouvée dans la perte de mon argent et dans le peu de succès que j'ay éprouvé de la conduite

(1) La levée annuelle réglementaire étant de 10.000 hommes, à raison de 6 ans de service, l'effectif total devait être de 60.000 hommes répartis sur les côtes de France.

(2) Du nom de leur colonel, René Alexandre, marquis de Culant, seigneur baron de Ciré, l'isle de Flaix. Flassaix, etc., mestre de camp de dragons, etc.

de messieurs mes dragons qui sont toujours aussi maussades que leur capitaine est coupable...

L'arrivée de M. le comte de Noyan dans notre ville nous donne à espérer que nous aurons bientôt le bonheur de vous y voir, et il y a tout lieu de penser que vous n'y serez par troublée par le duc Malbrouq (sic), car malgré les traits de générosité qu'on dit qu'il a exercé aux environs de Saint-Malo, nous sommes peu curieux de faire l'épreuve de toutes ses brillantes qualités.

Le galant Montalard s'est égayé en vous faisant la relation d'une affaire imaginaire. Il a choisi Monroy pour le lieu de la scène, et moy pour le héros...

Depuis l'histoire de M. de Montalard la fable a fait place à la vérité, et quatre corsaires grenesay (1) ayant donné l'alerte sur toutes nos costes, ils mirent le neuf de ce mois à quatre heures du matin cent cinquante hommes à terre devant La Rochelle et soutinrent leur dessente par deux pierriers. Cette dessente fut exécutée avec tant de succès que les troupes ennemies avec leur artillerie formèrent à onze heures l'attaque du bastion nommé Gabu ou ledit sieur de Montalard comendoit une batterie de dix pièces de canon et quatre mortiers qui furent servis avec tant de succès que les ennemis furent contraints de se réembarquer à six heures du soir avec perte de deux hommes et quatre blessés. La perte des assiégés a esté de dix bombardiers, vingt-cinq canoniers, cent cinquante soldats et quatre officiers tant tués que blessés dangereusement. Monsieur de Montalard a eu une légère blessure au nez. Cet accident qui luy est arrivé par trop de zelle vient de ce qu'on mit le feu à un de nos mortiers au moment que cet officier avançoit la tête pour voir si le feu étoit bien à la fusée. On espère qu'il ne sera pas camus de sa blessure.

Les habitants de la ville ont montré dans cet événement critique une valeur et une intrépidité qui surpassent les forces de l'humanité. La compagnie des volontaires de Senecterre occupoit le fort des Dames, celle des volontaires d'Estré étoit retranchée dans la tour de Saint Nicolas ; celle des Bon-aventures dans la tour de la Lanterne ; la compagnie du maire de la ville faisoit l'exercice dans sa cour ; les grenadiers bourgeois avec leur bonnet de peau d'ours étoient en bataille sur la place ;

(1) Guernesais.

ma compagnie de dragons gardoit la fontaine de la Porte Dauphine et le Régiment Royal Pioche abattoit le faux bourg de Tasdon dans la crainte que les assiégeants ne vinssent s'y établir. On fit sur le moment partir un courrier extraordinaire pour annoncer à la cour l'attaque et la levée du siège de la ville.

Les dames des Urselines se sont aussi très bien montrées dans cette occasion. Elles firent tant de charpy qu'il s'en seroit trouvé assez des restes pour fournir à toute l'armée de M. de Cleremon après la dernière bataille ».

Hélas, les milices d'Aunis et de Saintonge si fières du rôle que les circonstances leur avaient donné, allaient retomber à leur torpeur originaire, les temps héroïques étaient finis pour elles ! Faute de pouvoir inscrire à leur actif de brillants faits d'armes, il faut nous contenter de saisir sur le vif quelques détails du service du temps de paix. C'est ce que nous allons essayer de faire d'après les quelques pièces parvenues jusqu'à nous. C'est une suite de lettres échangées de 1779 à 1783 pour motifs de service entre divers officiers de milices et plus particulièrement entre le comte de la Chevalerie de Marcilly (1), chef de la division des canonnières de Soubise, et Jacques de Chaudruc de Crazannes. Le dernier, qui n'est autre que le jeune capitaine de dragons dont nous parlions tout à l'heure, ayant suivi les diverses transformations de la garde-côte se retrouvait en 1779 capitaine de canonnières.

Nous puiserons donc largement dans cette correspondance et le lecteur qui voudra bien la parcourir avec nous pourra se rendre compte que les devoirs militaires ne sont pas tous une nouveauté. On s'est trop facilement habitué à croire que la Révolution ayant fait table rase des institutions de l'ancien régime, a créé de toutes pièces une société neuve, sans rien emprunter au passé. Il n'est que juste de tirer de l'oubli les exemples qui peuvent infirmer cette légende.

*
*
*

Le service imposé aux milices était assez sévère. Convocations fréquentes (2), piquets et séjours à Brouage, à Rochefort

(1) M. de la Chevalerie possédait le château de la Bristière, à Echillais, actuellement entre les mains de M. de Montalembert.

(2) Du 24 mai 1779 au 15 octobre 1780 nous ne relevons pas moins de huit

ou à l'isle d'Aix, exercices, inspections, tout cela constituait une lourde redevance. Il semble même qu'à un moment la milice ait été entièrement considérée comme corps actif, puisque nous la voyons fournir des relèves régulières et qu'il est question pour ses hommes de périodes de huit mois consécutifs (1). Mais nous devons faire remarquer que ce fait est exceptionnel. Les pièces qui mentionnent ce redoublement d'activité correspondent en effet à l'époque de la guerre de l'Indépendance Américaine. De 1779 à 1783, la France, alliée des futurs Etats-Unis contre l'Angleterre, se garantissait contre toute éventualité en organisant la défense de ses côtes.

L'ennemi avait cette fois assez de se défendre sans chercher à attaquer, comme en 1757 et 1758. Les miliciens de Saintonge et d'Aunis ne connurent de cette campagne que les longues factions sans gloire. Rôle analogue à celui qui pourrait échoir à nos territoriaux dans le cas d'hostilités avec une puissance maritime.

Evidemment dans ce parallèle tout est relatif et il ne faut pas perdre de vue les différences profondes qui séparent les armées modernes de celles d'alors et qui rendent forcément toute comparaison inexacte. Il est clair qu'aucun rapprochement ne saurait être tenté entre les armées permanentes de l'ancien régime, composées de professionnels, de clients plus ou moins volontaires du sergent racoleur, ou d'étrangers, et

convocations, sans parler des périodes plus prolongées nécessitées par les piquets. Notez que ces convocations adressées à des habitants de Marennes, Pont-l'abbé, Saint-Jean d'Angle, Charente, etc., portaient ordre de rassemblement à des points parfois assez éloignés de leur résidence, comme Martrou, Soubise, etc.

(1) « On envoie à l'isle d'Aix huit cents hommes d'infanterie, 200 de Médoc, 200 des vaisseaux, 200 de Langudoc, M. de La Touche dit dimanche à M. de la Chevalerie qu'il y alloit aussi 200 canonniers garde-côtes... Les six divisions y fourniraient à leur tour ». (Lettre de M. de la Chevalerie du 18 juillet 1780).

« Vous connaissez sans doute, mon cher Chaudruc, le nouvel arrangement proposé pour la garde-côte. Bonsonge a reçu avant hier l'ordre de préparer un détachement de 45 hommes... que la division de Soubise doit fournir au bataillon de l'isle d'Aix... Je soutiens que la division de Marennes sera totalement ruinée. En effet Bonsonge va envoyer au moins 24 saulniers à l'isle d'Aix, dont 6 seront relevés dans 2 mois, 6 dans 4, 6 dans 6, *et six dans huit*, de façon que, dans moins de trois ans, chacun de nos saulniers aura passé huit mois de suite à l'isle d'Aix ». (Lettre de M. Richier, de Marennes, à J. de Chaudruc, du 10 janvier 1781).

celles d'aujourd'hui. Mais il n'en est pas de même pour les milices garde-côtes qui peuvent très bien être mises en regard de notre réserve actuelle, les compagnies du guet représentant plus spécialement la territoriale.

En ce qui concerne les simples miliciens d'abord, la comparaison s'impose. Nous avons déjà signalé que leur service était obligatoire, à quoi il faut ajouter qu'ils se recrutaient par voie de tirage au sort. Ces deux conditions, service obligatoire et conscription, tendant déjà à confondre la population avec l'armée, n'appartenaient qu'aux miliciens dans leur temps, et les rapprochent étrangement de nous. Ils étaient soumis, sans choix de leur part, ni discussion possible, par des règlements formels, à des devoirs bien définis. A la première convocation, ils n'avaient qu'à rejoindre au rendez-vous fixé, quittant leurs cultures ou leurs établis. Rien ne ressemble plus à nos réservistes.

Quant aux officiers, l'analogie est moins frappante, mais elle subsiste néanmoins sur bien des points. Ils étaient choisis, à l'exclusion de tout officier employé au service de sa majesté, (art. 16 de l'ordonnance de 1757), parmi les gentilshommes, propriétaires, négociants, anciens militaires et autres personnalités marquantes de la région *y résidant*. Sans doute c'étaient là des volontaires que rien ne forçait d'accepter ces emplois, qui restaient libres de s'en démettre en tout temps, et leur mérite peut en paraître un peu diminué. Mais d'autre part, ces grades dans la milice, en admettant qu'ils donnassent à leurs titulaires un certain prestige local, ne faisaient assurément miroiter à leurs yeux ni l'appât des avancements rapides, ni celui des distinctions à conquérir. Aucune de ces conditions ne s'est sensiblement modifiée de nos jours. Les officiers de réserve se recrutent toujours à peu près de la même façon et l'horizon offert à leurs ambitions est toujours aussi limité.

C'est qu'à la vérité, malgré notre rage de progrès et de perfectionnement, nous n'avons pas inventé beaucoup dans cet ordre de choses, sinon de nouveaux mots pour exprimer de vieilles idées. Au cours de cette rapide excursion dans la vie de ces réservistes d'il y a cent trente ans, que de questions n'effleurons-nous pas qui sont encore de la plus complète actualité : service obligatoire ; recrutement régional ; tirage au sort ; magasin de compagnie (1) ; tyrannie du petit détail, cocarde ou

(1) « Monsieur, j'ay l'honneur de vous prévenir qu'en concéquence des

chien de fusil (1) ; circulaires du commissaire, cet ancêtre de l'intendant réclamant ses *Etats* (2); tout y est de ce qui peut alimenter encore aujourd'hui les conversations et les discussions d'un milieu identique. Rien n'y manque, ni la préoccupation de la popote des officiers (3), ni même la demande de sursis bien appuyée. Il faudrait citer *in extenso* les lettres relatives à un domestique que son maître s'efforce de faire exempter d'une période. Les protestations du remplaçant désigné à tort, les interventions des amis de part et d'autre, tout cela semble écrit d'hier. On se surprend à y chercher l'apostille du député de l'endroit !

Veut-on un exemple encore d'une de ces mesures dont nous sommes enclins à nous réserver le mérite exclusif ? Une disposition récente consiste à demander aux réservistes d'amener pendant leur période des attelages leur appartenant et que l'armée utilise pour ses convois. On dédommage le propriétaire par une allocation spéciale ou une indemnité en cas de perte. Idée bien moderne, dira-t-on. Vieille idée restée en sommeil tout simplement, car dans une instruction du commissaire des

ordres de M. d'Ablois, intendant de la généralité, j'ay arrêté un magasin au lieu de Ponlabbé, chès la dame veuve Rozières, pour servir de dépost aux armes et fourniments des cinquante hommes canonniers garde-côtes employés sous vos ordres. Vous pourrés faire prendre possession de ce magasin lorsque vous le jugerés à propos. Le particulier qui le fournit est obligé de l'entretenir clos et couvert, les râteliers et étagères en bon état ». (Lettre à J. de Chaudruc, datée de Rochefort le 20 juillet 1779, signée Ornay, subdélégué).

(1) « Que les compagnies soient rendues à Soubise le 1^{er} may... pour y recevoir les habits, gibernes, chapeaux, souliers (s'ils y sont ainsi que je l'espère) .. ». (Lettre de M. de la Chevalerie du 19 avril 1780.)

« M. de la Chevalerie a apporté des baudriers de Niort et commandé des gibernes, il a apporté aussi les quarante-quatre paires de souliers qui étaient dus.... » (Lettre de M. Mesnard, homme d'affaires de M. de la Chevalerie, 19 juillet 1780.)

(2) « Je vous prie, Monsieur, d'apporter une attention particulière pour remplir avec la plus grande exactitude l'état cy-joint... La minute vous restera et vous voudrez bien en faire deux copies... Indépendamment des renseignements généraux chaque capitaine remettra un état... » (Instruction du commissaire Thibault à M. de la Chevalerie, 1^{er} septembre 1779.)

(3) « Selon les avis que j'ay de Messieurs de Bonsonge et de Foucaut, il faudra y faire ordinaire (à Brouage). Ces messieurs sont à l'*Epée Royale* avec une cuisinière. Si vous ne menés pas votre cuisinier, il faut écrire pour la retenir. Mais je suis fort d'avis... de choisir la maison la plus commode pour y manger tous ensemble en fixant la dépense à raison des moyens de chacun. » (Lettre de M. de la Chevalerie à J. de Chaudruc, 19 avril 1780.)

milices du 1^{er} septembre 1779, la même mesure est prévue et réglementée pour les canonniers à cheval destinés à porter les ordres (1). Quel plus bel éloge pourrions-nous trouver du vieil organisme étudié par nous que de constater ce fait. Un siècle et demi s'est écoulé et nos administrateurs militaires en adoptent à nouveau les prescriptions !

Allons plus loin encore et plus haut. Et puisque nous sommes en train de nous attaquer aux légendes, donnons aussi notre coup de pioche dans deux de celles qu'on nous a répétées trop souvent et avec trop de complaisance.

C'est pour une certaine catégorie de gens un article de foi que le triste sort du paysan de l'ancien régime, traité avec une impitoyable dureté par ses maîtres à tous les degrés, et corvéable à merci : la préoccupation d'éviter des abus de pouvoir et de protéger les petits se révèle dans le texte même de l'ordonnance de 1757, article XIX, interdisant aux officiers d'ordonner de leur propre autorité, « *aucune imposition, charroi ou corvée* » ; article XLIII défendant de faire exécuter des jugements prononcés par les conseils de guerre des milices pour crimes et délits sans l'autorisation et l'ordre du secrétaire d'Etat. Une circulaire datée de Versailles le 30 décembre 1780 et signée de Ségur rappelle aux officiers de milices qu'ils doivent observer les formes les plus régulières pour les arrestations opérées sur les batteries et sur les côtes (2). L'exemple venait donc d'en haut. Cherchons maintenant comment il était suivi, et quels étaient à l'égard de leurs hommes les procédés des officiers de milice.

(1) « Il sera aussi nécessaire que vous ayez fait choix de dix garde-côtes à cheval, y compris le brigadier qui les commandera. Ces hommes, indispensables pour porter les ordres des généraux et pour la facilité des communications... seront pris parmi ceux qui sont le plus à leur aise et dans l'usage d'entretenir un cheval. Ils seront amplement dédommagés de cette dépense par des exemptions particulières qui seront réglées à notre prochaine revue. » (Instructions du commissaire Thibault à M. de la Chevalerie.)

(2) « J'ay été informé, Monsieur, que les officiers garde-côtes arrêtoient quelquefois sur les batteries et sur les côtes des personnes inconnues que l'on mettoit en prison sans être écrouées ni recommandées, ce qui les mettoit dans le cas de mourir de faim... Il en est de même des canonniers gardes-côtes que l'on emprisonne sans ces formalités... Les officiers ne doivent faire renfermer personne qu'elle ne soit écrouée et recommandée... Tout homme inconnu qui sera arrêté sur les batteries... doit être mis au corps de garde le plus prochain et énoncé ensuite à la justice » (Circulaire de M. de Ségur au comte de Saint-Simon, inspecteur général des canonniers.)

En présence de l'ennemi débarquant sur la plage de Châtel-laillon l'un d'eux tient ce langage à ses dragons : « Mes amis, vous êtes tous français, vous avez vos biens, vos femmes, vos enfants, votre personne à défendre. Voilà l'ennemi, il faut faire bonne contenance, allons nous montrer!... Je ne vous exposerai pas inutilement (1)... »

En l'absence de péril immédiat nécessitant leur concours sans réserve et sans attermoiement, ces mêmes officiers se révèlent à nous bien paternellement miliciens : « Il est impossible de rassembler tous ces malheureux, la saison étant précieuse aux cultivateurs », dit M. de la Chevalerie dans une de ses instructions (2). Et dans une autre : « Je les verrai... pour les rassurer sur le service qu'ils auront à faire, et leur prouver que d'anciens militaires qu'ils auront pour les commander seront jaloux d'adoucir leur sort autant qu'il dépend de nous (3) ». Jacques de Chaudruc voudrait éviter « d'alarmer les paysans par un séjour trop long hors de chez eux et dans un endroit comme l'Isle d'Aix » et « que le pays paroisse foulé et dévasté (4) ».

Un de leurs camarades exprime encore plus nettement le même sentiment. Critiquant les mesures prises pour former un détachement, il pronostique la ruine des saulniers de Marennes et ajoute que « cet inconvénient va jeter le désespoir dans l'âme de nos paysans (5) ».

Cette préoccupation si honorable pour ceux qui la ressentaient, de concilier la nécessité impérieuse du devoir militaire avec les intérêts de leurs compatriotes, ce souci de ne pas trop fouler leurs hommes, au milieu desquels ils vivaient, avec qui ils étaient en contact permanent, nous ont paru dignes d'être mis en lumière. On savait donc, dès cette époque, traiter les humbles en êtres pensants, on pensait déjà à ne pas priver inutilement les campagnes des bras nécessaires aux travaux de la terre, semailles ou moissons ?

La seconde légende consiste à vouloir montrer le patriotisme et l'amour du pays comme des sentiments éclos subitement au

(1) Mémoire de Jacques de Chaudruc sur la campagne de 1757.

(2) Lettre à J. de Chaudruc, 9 septembre 1779.

(3) Lettre à J. de Chaudruc, octobre 1779.

(4) Lettre à M. de Saint-Simon, 19 juillet 1780.

(5) Lettre de M. Richier, de Marennes, à J. de Chaudruc, 10 juillet 1781.

cœur des soldats de Valmy et des glorieuses armées en sabots. Sans diminuer en rien cette splendide explosion de patriotisme en face de l'invasion, à l'annonce de la patrie en danger, les preuves ne manquent pas pour démontrer que ni le mot ni la chose n'étaient inconnus en France auparavant. Nos modestes miliciens ne le cédaient en rien sous ce rapport à leurs successeurs.

Ces officiers de bonne volonté sacrifiaient une partie de leur indépendance, et assumaient une responsabilité, tant à raison de l'instruction de leurs unités que de leur administration. Les événements de l'époque les obligèrent de consacrer à leur service beaucoup de leur temps et un peu de leur argent. Ils virent l'ennemi de près à plusieurs reprises et dans toutes les circonstances ils ne se comportèrent ni en amateurs, ni en incapables. Enfin à ces considérations générales viennent, pour la région qui nous occupe, s'en ajouter de particulières. Beaucoup de ces miliciens et de leurs officiers appartenaient à la religion réformée. En cette qualité, leurs familles et eux-mêmes étaient depuis de longues années en butte aux prescriptions, aux confiscations de biens, aux persécutions de tout genre. La loyauté absolue dont ils firent preuve dans les campagnes de 1757 et 1758, en servant le roi contre des coréligionnaires, mérite de leur être comptée comme particulièrement significative.

La paix revenue, du moins sur leurs côtes, ils continuèrent d'apporter tous leurs soins à leur service et vieillirent, oubliés dans les mêmes grades, sans paraître croire qu'ils fussent ni des héros, ni des martyrs (1). Ils firent tranquillement leur devoir monotone, et les mesures nécessitées par la guerre d'Amérique les trouvèrent aussi dévoués que les débarquements de 1757. Qui oserait dire qu'ils ne connaissaient pas et ne pratiquaient pas le vrai patriotisme ?

• •

En résumé, les miliciens du XVIII^e siècle avaient à pourvoir d'un bout d'année à l'autre à l'administration totale de leurs unités (2). Recrutement, instruction, armement, comptabilité, tout

(1) « Les officiers des garde-costes, animés du même esprit que ceux des troupes de ligne... sont très éloignés de mettre de l'importance à la médiocrité des services qu'ils ont pu rendre... » (Jacques de Chaudruc, *Mémoire pour la Croix de Saint-Louis*, 1782.)

(2) Diverses pièces, que nous ne saurions citer toutes ici, font foi de ce que

leur incombait. Bien que n'étant pas en somme des corps actifs, ils étaient sans cesse sur le qui-vive, à la disposition. Suivant les événements, le bon plaisir de leur général, le zèle de l'inspecteur, ils étaient soumis à des charges diverses. Les ordonnances qui déterminaient la nature et la durée de leur service n'en limitaient point l'intensité. L'ancien régime exigeait donc plus que notre service obligatoire. Ce dernier prévoit des périodes d'instruction fixes et limitées pour le temps de paix. Seul l'état de guerre rappelle à un service actif illimité les unités de réserve.

Nos réservistes et nos territoriaux se plaignent pourtant d'être trop arrachés à leurs travaux ou à leurs affaires. Que diraient-ils donc s'ils étaient soumis au régime des miliciens d'autrefois. Sans doute, nous sommes maintenant tous soldats avant d'être miliciens et nous payons par là un impôt autrement lourd ; sans doute, les complications de l'existence moderne emportent la plupart d'entre nous dans un courant autrement rapide que le cours paisible et lent qui berçait nos arrière-grand-pères ; les conditions de la vie se sont modifiées du tout au tout. Mais, d'autre part, nous avons été élevés dans le respect de cette formule : la nation armée. Et pourtant quelle grimace ne feraient pas, accompagnée de réclamations véhémentes, ceux de nos contemporains qui se verraient conviés à consacrer leurs beaux dimanches à rassembler, instruire et habiller leurs réservistes (1) ! Et ces réservistes eux-mêmes ! Et cela toute l'année et pendant trente ans !

Du courage devant l'ennemi, nous en avons autant que les anciens, nous en aurons toujours. Mais en temps de paix, l'abnégation, l'esprit de discipline, la bonne humeur, l'exquise courtoisie dont ils faisaient preuve, toutes ces qualités là, notre siècle d'arrivistes et de gens pressés ne les cultive guère. Et peut-être deviennent-ils de plus en plus rares « ces dévouements ignorés qui ne cherchent même pas à se faire voir de

nous avançons : Etats de fournitures pour l'habillement, réparations aux armes, contrôles nominatifs. Billet d'hôpital, procès-verbaux de distributions d'effets de toute nature, instructions pour la prise en consigne de matériel d'artillerie, etc., etc.

(1) « M. de Saint-Simon me demande de lui proposer un sujet (pour remplacer un officier démissionnaire) Mandez-moi si vous en avez un, qui serve réellement, instruisse la compagnie et aille trois mois de l'année à l'Isle d'Aix » (Lettre de M. de la Chevalerie à J. de Chaudruc, 12 juin 1782.)

ceux qui en sont l'objet... ces sacrifices modestes, silencieux, abandonnés... ces muettes résignations dont les exemples plus multipliés qu'on ne croit ont en eux un mérite si puissant que je ne sais nulle vertu qui leur soit comparable (1) ».

Baron CHAUDRUC DE CRAZANNES.

Bien qu'il n'entre pas dans le cadre d'un article de Revue de publier des documents *in extenso*, nous croyons devoir faire exception pour les deux suivants, qui prouvent d'amusante façon combien il fut de tout temps difficile de contenter tout le monde... et ses voisins.

A Monsieur de Chaudruc de Crazannes,
capitaine de canoniers

Monsieur,

Le nommé Jean Amiot, natif de la paroisse de Montereau s'est présenté il y a environ deux mois pour me servir en qualité de domestique, et que je pris. Pour lors, il sortit de chez M. de Guitard, où il avait servi six mois. Il me dit que M. de Guitard lui avait fait avoir son congé, ce n'est qu'en conséquence que je l'ai pris. Vous sentez bien, Monsieur, qu'il seroit désagréable pour moi d'avoir un canonnier pour domestique : dans le tems que j'y penserois le moins on viendrait le commander. J'ai été de la dernière surprise à ce matin quand on m'a dit qu'un canonnier lui avait apporté tout son équipement de soldat pour se rendre à Rochefort lundi ! Je me trouveroïis, Monsieur, dans l'embarras le plus grand si vous n'avez pas la complaisance pour cette corvée-ci d'en faire nommer un autre dans sa place. Dont je vous aurai toute l'obligation possible ainsi que d'écrire un mot à M. Ménard pour en nommer un à sa place. J'espère que vous voudrez bien me rendre ce service là et je serois bien charmé de trouver l'occasion de vous en témoigner ma sincère reconnaissance, etc., etc.

Le Chevalier de BERNARD

Au même

Saintes, le 10 juin 1782.

Le nommé Quéré, canonier de La Chaume, me prie, Monsieur, de vous faire part de sa cruelle position. Il est marié depuis plusieurs années. On vient de le nommer pour aller à Rochefort

(1) A. de Vigny, *Servitude et grandeur militaire*, chap. X.

à la place de Jean Amiot, garçon, demeurant à Saint-Aigniant chez M. de Bernard. C'est une injustice que l'on fait à cet homme de lâcher l'autre pour le prendre ! C'est sans doute un arrangement de M. de la Chevalerie ! Si vous pouvez rendre service à celui-ci, je suis bien persuadé que vous ferez tout ce qui pourra dépendre de vous, etc., etc,

SARY DE SAINT-DIZANT

III

NOTES ET DOCUMENTS

SUR BENJAMIN PRIOLEAU, SUR SA FAMILLE ET SES ORIGINES.

Les *Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis* vont publier, dans leur volume de cette fin d'année, un manuscrit inédit découvert par moi dans le fonds des manuscrits de la bibliothèque de l'Arsenal, connu sous le nom de fonds Conrart. Cette pièce intitulée : *Véritables faits et gestes du Seigneur Benjamin Prioleau, dit Benedetto Priolo, etc.* est une réponse mordante à la *Vita Benjamini Prioli*, probablement écrite par « Priolo » lui-même, et attribuée à un soi-disant *Rhodium*. « médecin danois habitué à Padoue, » que Benj. Prioleau avait sans doute créé de toutes pièces pour chanter ses louanges (1). Quoi qu'il en soit, la pleine lumière va être faite par cette publication sur la personnalité si complexe et si bizarre de cet « intrigant de marque » que Chapelain appelait « insigne fripon » et qui réussit à tromper beaucoup de ses contemporains, et sa ville natale elle-même, Saint-Jean-d'Angély, qui a donné son nom à l'une de ses rues. Ce sera le coup final dans ce conte bleu trop facilement accueilli par Bayle, Moreri, Ringuet, etc., qui rattachait ce Saintongeais, d'origine obscure et modeste, à la noble lignée des Priuli de Venise et des doges de cette République qui portèrent ce nom. Les notes et documents qui vont suivre peuvent être considérés comme un Appendice à la publication originale et curieuse que vont reproduire nos *Archives*.

(1) Voir la brochure de M. Gustave Chéneau : « *Un agent secret de Mazarin, Benjamin Priolo* », dont la *Revue de Saintonge et d'Aunis* a rendu compte dans sa 1^{re} livraison (pp. 61 et suiv.) de la présente année.

LA FAMILLE DE BENJAMIN PRIOLEAU.

§ 1^{er}. — *La Légende.*

D'après le prétendu *Rhodius*, auteur non moins prétendu de la *Vita Benjamini Prioli*, un Antonio Priolo (*Prioli* ou *Priuli*), neveu des frères Laurent et Jérôme Priuli, qui furent successivement doges à Venise, serait venu en France dans sa jeunesse, avec un ambassadeur de la République « nommé *Lauredano* ». Pendant son séjour à Paris, cet Antonio, ayant fait la connaissance d'un gentilhomme saintongeais, dont le nom n'est point donné, se serait épris violemment de la fille de ce gentilhomme et l'aurait finalement épousée. Quelque temps après, étant retourné à Venise, il se serait vu exclu par le Sénat de toutes ses charges et dignités pour avoir épousé une étrangère sans le consentement du gouvernement vénitien. Alors, se considérant comme banni, il serait retourné en France et aurait fixé sa demeure dans le pays de sa femme, à Saint-Jean d'Angély, « petite ville non dépourvue d'agrément, sur une petite rivière connue, pour ceux qui la connaissent, sous le nom de Boutonne » (1).

De cette union serait né entr'autres enfants un fils aîné nommé *Marc*, dont un fils, *Julien*, gentilhomme « ruiné par suite des guerres de religion » où il aurait été officier dans le régiment de La Force (chef huguenot, devenu plus tard, sous Henri IV, maréchal de France), se serait marié quatre fois et, de sa quatrième femme, aurait eu notre Benjamin.

Bayle paraît croire à ce conte et écrit : « Ceci fait voir les faussetés de Sorbières à l'égard du père de Benjamin Priolo (2).

(1) *Urbeeula est ad Bolonam flumen, aut potius inglorium humorem, non inamæna.*

(2) Sorbières avait écrit (*Sorberiana* p. 191) à l'article *PRUALEAU* :

« BENJAMIN *PRUALEAU*, fils d'un ministre de Saint-Jean-d'Angély (qui avait été moine, et était bâtard d'un noble vénitien, étudiant en médecine à Padoue, fut rencontré par M. de Rohan, qui le prit à son service en qualité de médecin (*) puis de secrétaire ; il se mêla dans l'intrigue, et fit valoir son latin, menaçant les ministres d'une histoire satirique, dont il récitait des fragmens dans les compagnies. Il accompagna M. de Longueville à Munster, et transporta sa famille de Genève, où il avait épousé la fille de Michaëli, à Paris, et changea de religion. Il fit à Paris bien des choses pour escroquer de l'argent à Tallemant, au comte de Tonnerre, prince de Marsillac, etc.

(*) Bayle écrit à tort : « Il n'entra point chez ce duc en qualité de médecin, et il n'y fut point en qualité de secrétaire comme on l'assure dans le *Sorbe-*

« Cette famille s'augmenta considérablement et fut naturalisée sous Charles IX, comme une noblesse étrangère, et embrassa entièrement sous Henri IV la religion réformée ; elle a donné même plusieurs ministres de renom (1). Elle fut sollicitée par une lettre du doge Léonard Donato (datée du 15 d'avril 1608) de retourner à Venise, et se soucia peu de le faire, se trouvant fort bien établie en France. Elle ne s'embarrassa plus de Venise, mais on peut prouver qu'elle a toujours prétendu en être venue : on le peut, dis-je, prouver par un passage du livre des *Recherches de la noblesse*, imprimé à Montauban en 1616. L'auteur qui était un gentilhomme béarnais, nommé M. de la Roque, assure que « les Prioleau (c'est ainsi qu'il orthographie) de Saintonge et pays Rochelois, ne sont point sortis de Venise, comme quelques-uns d'entre eux se sont titrés en grand nombre d'actes sous le règne d'Henri III, mais que c'est une noblesse ancienne qui a eu volonté de descendre des Vénitiens par la ressemblance de son nom avec celui de la famille des nobles Prioli qui ont donné deux princes. »

« Le Mémoire généalogique qu'il présenta ayant été examiné, la République aurait prononcé pour l'expédition d'une patente qu'il (Benjamin) reçut de M. Grimani, ambassadeur en France, en 1660. »

..

Le *Grand Dictionnaire historique* de Moreri, qui avait évidemment puisé aux mêmes sources que Bayle, c'est-à-dire dans la *Vita*, dans son tome VIII (édition de 1759), consacre d'abord une première notice « aux ancêtres », PRIULI et PRIOLO, ainsi conçue :

« ANTOINE PRIULI, neveu des deux doges, passa fort jeune en France, sous le règne de Henri II, avec un ambassadeur de la République de la famille de Lauredano, son oncle maternel. Y étant devenu amoureux de la fille d'un gentilhomme de Sain-

riana. J'ai appris qu'il n'eut jamais d'autre qualité dans ce poste-là que d'être le *tout* de ce duc, et qu'il n'eut jamais d'autre connaissance de la médecine que celle qu'on peut acquérir par l'étude générale de la philosophie. »

Patin au contraire lui donne cette qualité de secrétaire. Voici la citation : « M. Priolo, qui a été autrefois secrétaire de feu M. de Rohan, a fait l'*Histoire de France* en latin depuis la mort du feu roi *in gratiam Mazarini*, etc.

(1) En note dans le *Dictionnaire* de Bayle : « Un neveu de Benjamin a été ministre de l'église de Niort. »

tonge qui était à Paris, il l'épousa ; et l'ayant menée à Venise, la République et la parenté parlèrent de faire casser le mariage ; mais l'ambassadeur avait signé au contrat ; ainsi on se contenta de prononcer, par un décret de 1551, qu'Antoine et sa postérité seraient exclus de toutes les charges du Sénat. Il revint donc avec ses meilleurs effets s'établir dans la province de sa femme, à Saint-Jean d'Angély. L'ainé de ses enfants, MARC PRIOLI, fut père de JULIEN PRIOLI, qui se ruina par les dépenses qu'il fit à la guerre, étant premier officier du régiment de La Force, et par quatre mariages, du dernier desquels sortit BENJAMIN, dont il est parlé à l'article PRIOLO. Cette famille fut naturalisée française sous Charles IX, et embrassa entièrement le calvinisme sous Henri IV ; elle a même eu quelques ministres de la religion prétendue réformée. Quelques-uns de cette famille ont écrit leur nom *Priolo* et d'autres *Prioleau*. »

Après cela, il aborde « le monstre lui-même » dans une seconde notice biographique dont voici le début :

« PRIOLO ou PRIOLI (Benjamin), né à Saint-Jean d'Angély, le premier janvier 1602, de Julien Priolo, descendait des *Priuli* ou *Prioli*, maison illustre qui a donné quelques doges à la République de Venise (1). Il perdit ses père et mère avant qu'il eût atteint sa quinzième année. Ainsi se trouvant maître de lui, après avoir étudié à Orthez et à Montauban, il alla à Leyde, où il profita beaucoup des leçons de Heinsius et de Vossius ; et par une application de trois ans, il se remplit de la connaissance de tous les historiens Grecs et Latins. L'envie de voir Grotius, qui était alors à Paris, l'attira dans cette grande ville d'où il passa à Padoue pour y apprendre à fond, sous Cremonius et sous Licéas, les sentimens d'Aristote et ceux des autres philosophes de l'antiquité. Il revint en France et retourna une seconde fois en Italie pour essayer de se faire reconnoître parent légitime de la maison de Priuli : le moment n'étoit pas encore venu. Il s'attacha au duc de Rohan..., etc. »

§ 2. — *La vérité sur ses origines.*

C'était Sorbières qui avait raison contre Bayle quand il faisait

(1) Moreri a dû savoir cependant que cette généalogie était contestée. En tout cas, il a pu connaître, puisqu'il la donne en note, l'opinion de La Faille qui, dans ses *Additions aux Annales de Toulouse*, t. II, rapporte que « Priolo était d'Auvergne, et que son véritable nom était Priou, qu'il avait latinisé *Priolus* ».

naitre Benjamin Prioleau qu'il écrivait PRAULEAU (peut-être simple coquille pour *Prioleau*) d'un « ministre [de l'église réformée] de Saint-Jean-d'Angely ». C'est d'ailleurs ce que disait aussi et répétait Chapelain dans maintes lettres de sa volumineuse correspondance où il ne se lasse pas de prendre à partie le personnage dont il a à cœur de démasquer les impostures et les fourberies (1)

(1) Voici quelques extraits relevés par M. Chéneau ou par nous-même dans les *Lettres de Jean Chapelain*, publiées par Tamizey de Larroque (Imprimerie Nationale) :

« J'admire — écrit-il au savant Boecler, à Strasbourg — la fortune qu'a eu le libelle de Priolo, en vos quartiers, car il n'y a rien de si décrié parmi nous, soit par l'impureté et l'irrégularité du stile, soit pour les faussetés malignes dont il l'a rempli, soit pour la vanité ridicule et audacieuse avec laquelle ce fils d'un chétif ministre huguenot, moine renié, se veut faire descendre de l'illustre race des Prioli de Venise, fondant sa fourberie sur je ne sçay quelle conformité qui se rencontre entre ces noms » (*Lettres*, t. II, p. 595).

« ... J'ai lu, écrit-il à M. du Maurier le 6 octobre 1668, la vie du fourbe Prioleau (*) et elle m'a plu. Je n'ai point vu sa mort, qui m'aurait plu davantage.... » (*Ibidem*, p. 597).

« ... Ce que je vous ay écrit de Prioleau — écrit-il encore à Boecler — est la vérité pure. Il n'y eut jamais de plus insigne fripon, de plus infidèle serviteur, de plus intéressé négociateur, de plume plus vénale, ni d'âme plus vindicative. Vous jugez de son style en habile homme. Les éloges qu'il s'est fait donner par le jeune comte de Brienne sont de sa propre composition, non moins que sa *Vie* qu'il a publiée à part avec son portrait sous le nom du même comte de Brienne, lequel il avoit infatué de sa personne, à force de promesses de le rendre le plus excellent escrivain latin de ce temps.

Un gentilhomme dont il a été autrefois précepteur et qui le connaissait *intus et in cute* a fait un abrégé de sa vie, mais véritable et divertissant qui attend la presse pour en désabuser le monde (**).

Je ne pense pas, étant aussi connu qu'il est pour fourbe et affronteur, que le censeur des livres de Strasbourg qui a favorisé l'édition de son libelle s'en tire avec honneur, etc... » (*Ibid.*, p. 696).

Au même, du 1^{er} déc. 1670. — « Votre censure du libelle de l'insigne fourbe Prioleau est bien digne de vous et je me doutais bien que vous n'auriez besoin que de le voir pour en faire le jugement sensé que vous en avez fait. Il est en abomination à ceux qu'il a si longtemps amusés et abusés, et, rejeté de tout le monde, il est enfin allé mourir sur un fumier en un coin du royaume, où les esprits n'étoient pas assez subtils pour prendre amorce à son mauvais

(*) Il s'agit très probablement de ce manuscrit sur la *Vie et les Véritables faits et gestes de Benj. Prioleau*, que nous avons retrouvé dans les papiers de Conrart et dont nous avons établi que l'auteur n'a pu être que Louis Aubery du Maurier, le correspondant de Chapelain, qui avait eu Benj. Prioleau comme précepteur dans sa jeunesse et qui pouvait donc le connaître « *intus et in cute* », comme écrit Chapelain.

(**) Il s'agit certainement du manuscrit de Louis du Maurier : *Les Véritables faits et gestes de B. Prioleau*, que nous avons eu la bonne fortune de découvrir et de mettre au jour.

La *France protestante* de Haag, en général si bien informée, mentionne le ministère d'un *Prioleau* dont elle ne donne pas le prénom, qu'elle indique comme pasteur à Tonnay-Boutonne et qui fut auparavant (ce que les auteurs de la *France protestante* ont ignoré) pasteur ou « ministre huguenot » à Saint-Jean d'Angély. Il s'agit justement du père de Benjamin. Voici la notice que la *France protestante* lui consacre :

« PRIOLEAU (N.), pasteur à Tonnay-Boutonne en 1603, (probablement Julien (?) père de Benjamin), ayant écrit un *Commentaire sur le canon de la messe*, le soumit, conformément à la discipline, à la censure du synode de la Saintonge qui en ordonna la suppression. Sur son appel, le synode national de Privas, — « attendu que son livre contenait, sur l'invocation des Saints, la justification, la prédestination, et autres points fondamentaux, des façons de parler non seulement obscures, mais pleines de soupçons d'erreur, » — confirma la sentence et invita les pasteurs de la Saintonge à veiller de près sur les prédications de leur collègue. Prioleau poursuivit devant le synode de Tonneins la cassation de cet arrêt; mais, sur le rapport de *Basnage* et de *Bouchereau*, le synode maintint la suppression du livre, en reconnaissant toutefois l'orthodoxie de l'auteur. »

Cette notice sur le pasteur PRIOLEAU, de Tonnay-Boutonne, est suivie d'une autre sur un autre PRIOLEAU, qualifié de sieur de la *Viennerie*, dont il est dit :

« ELISÉB PRIOLEAU, sieur de LA VIENNERIE, qui desservit pendant de longues années l'église (réformée) de Jonzac, était, selon toute apparence, le fils du pasteur de Tonnay-Boutonne... Nous ne connaissons aucune particularité de sa vie.

« Son fils, SAMUEL PRIOLEAU, se consacra aussi au service de l'Eglise. En 1650, il succéda à Jean Constant comme ministre de Pons. Six ans plus tard, il fut donné à l'Eglise de la Rochelle (1), d'où il retourna à Pons, présida le synode de Baignes en 1671, subit la persécution aux approches de la révocation de l'Edit de Nantes et mourut en 1683.

« ELIE PRIOLEAU, fils du précédent, continua d'abord le ministère de son père à Pons, au péril de sa vie, puis se réfugia en Amérique, où il mourut pasteur de l'église de Charleston (Caroline). »

feu, et à présent on n'en parle plus que comme d'un personnage impudent et audacieux dont le monde candide est heureusement délivré pour jamais. » *Ibid.* p. 617.

(1) On lira plus loin une note plus détaillée sur ce Samuel Prioleau ou, comme il signait aussi, *Priouleau*, ministre de la Rochelle, que nous devons à une obligeante communication de M. de Richemond, le vénérable archiviste honoraire de La Rochelle.

Ce que nous retenons pour le moment de cette notice, c'est cette qualification de « sieur de la Viennerie » que prenait Elisée Prioleau, le fils, « selon toute apparence », du pasteur de Tonnay-Boutonne.

C'est en effet sous ce nom « de sieur de la Viennerie » que le père d'Elisée... et de Benjamin était connu en 1602, au témoignage de l'auteur des *Faits et Gestes* de Benjamin Prioleau, au moment de la naissance de ce dernier. Il y avait remplacé comme ministre de l'Evangile, DAMOURS, dont la prédication et le ministère paraissent avoir eu beaucoup de succès à Saint-Jean d'Angély, car, lorsque le synode provincial des Eglises réformées de Saintonge l'en eut retiré pour l'envoyer à Barbezieux, nous voyons le synode national de Saumur (juin 1596), saisi d'une réclamation ou « appel » qui motiva la décision que voici :

« Sur l'appel du sieur d'Angély (*sic*), interjeté par l'avis du synode de Xaintonge, par lequel M. Damours estoit envoyé à l'Eglise de Barbezieux, les lettres et memoires du Consistoire ayant été leües, on a jugé que le synode de Xaintonge avait eu de fortes raisons pour disposer ainsi de M. Damours ; mais, sur la réception d'une requeste de Madame (1) à cette Compagnie, demandant que ledit sieur Damours serve dans sa maison (2), la Compagnie a ordonné que ladite Eglise de la Maison de Madame jouira du ministère dudit sieur Damours, lequel faisant son service ordinaire dans l'Eglise de Saint-Jean, ladite Eglise sera exhortée de secourir celle de Barbezieux, et, à la faute de cela, le synode provincial y pourvoira... (3) ».

En mai 1601, devant le synode national de Gergeau, nouvelle réclamation, nouvelle plainte de l'Eglise de Saint-Jean d'Angély, dans le règlement de laquelle intervient le nom du sieur de la Viennerie (Prioleau père).

« Sur les lettres du Gouverneur, du Maire et du Consistoire de Saint-Jean d'Angéli, se plaignant de ce que M. Damours leur a été ôté

(1) Si nous étions après 1601, date de la nomination du duc de Rohan comme gouverneur de Saint-Jean d'Angély, et après 1605, date de son mariage, nous penserions que « Madame » désigne ici la duchesse de Rohan, née Marguerite de Béthune (Sully). mais à la date de 1596, nous avouons ne pas savoir sûrement à qui ce titre de « Madame » s'applique. Peut-être, à cette époque, s'agissait-il de Madame de la Rochebeaucourt de Saint-Même, femme du gouverneur de Saint-Jean d'Angély.

(2) On sait que plusieurs gentilshommes avaient des ministres attachés, en quelque sorte, comme chapelains à leur maison ou à leur château.

(3) Aymon, *Les synodes nationaux des Eglises réformées de France*.

et envoyé à *Chastelleraut*, la Compagnie a résolu que ce qui a été ordonné pour le fait dudit sieur *Damours* tiendra ; et on a chargé MM. *Gardesi*, *Bancons* et *Forton* de passer audit *St-Jean* où, après avoir fait entendre l'intention de la Compagnie auxdits sieurs Gouverneur, Maire et Consistoire, ils défendront à M. *Damours* de prêcher audit *St-Jean* ; et, en cas que la ville de *St-Jean* traite indignement le sieur de la *Viennerie*, le synode de *Xaintonge* est chargé de pourvoir à sa personne. »

Le sieur de la *Viennerie* (1) continuant sans doute à se plaindre de ce que l'Eglise de *Saint-Jean d'Angély* le traitait « indignement », le synode régional y « pourvut » en l'envoyant à *Tonnay-Boutonne*, et en effet, au « Rôle de toutes les Eglises qui sont pourvuës de pasteurs qui doivent être entretenus par les provinces » dressé à *Gap*, en synode national, le 23^e jour d'octobre 1603, nous lisons sous la rubrique : *Xaintonge*, *Aunis* et *Angoumois*, au titre du « *Colloque de Saint-Jean d'Angély* », les noms suivants :

EGLISES :	PASTEURS :
Saint-Jean d'Angély	<i>Du Vigier, du Moutier.</i>
Taillebourg.	<i>Rivet puisné.</i>
Saint-Savinien	<i>Alès.</i>
Tonné-Charente.	<i>Jouaneau.</i>
Tonné-Boutonne	<i>De la Viennerie.</i>
Thors-et-Matha.	<i>Rousseau.</i>

* *

Ce *Prioleau* « de la *Viennerie* » avait-il été « officier dans le régiment huguenot de la Force » avant d'être « ministre huguenot » ? Et, auparavant, avait-il été « moine » ? L'une et l'autre supposition peut être admise, la seconde surtout, mais nous avons vainement essayé d'en chercher la preuve.

Ce qui nous porte cependant à admettre comme vraisemblable le témoignage de *Sorbière* et de *Chapelain*, qui le quali-

(1) Ce titre de « sieur de la *Viennerie* », à supposer que *Prioleau* père fût fondé à le porter, ne suffit pas à prouver que celui-ci fût de noble extraction. Beaucoup de simples bourgeois ajoutaient alors — (cela s'est fait jusqu'en 1789 et depuis) — à leur nom roturier des noms de fiefs qui n'étaient pas tous des fiefs nobles.) Plus d'un « *Gros-Pierre* » possesseur d'un lopin de terre entouré d'un fossé bourbeux, se faisait appeler pompeusement « *Monsieur de l'Isle* ». Quant au fief de la *Viennerie*, noble ou roturier, nous l'avons vainement cherché dans la liste des fiefs de *Saintonge* ou de *Poitou*.

fient d' « ancien moine » ou de « moine renié », c'est la circonstance que son *Commentaire sur le canon de la messe*, soumis, selon l'usage d'alors, à la censure des synodes, fut également jugé *hétérodoxe* (au point de vue naturellement de la doctrine calviniste) d'abord par le synode provincial de Saintonge, puis par les synodes généraux de Privas et de Tonneins, auxquels il en appela de cette censure qui avait ordonné la suppression de son ouvrage. Et comme les « soupçons d'erreurs » dont on disait que ses « façons de parler » étaient « pleines » portaient justement sur les matières (comme la justification, la prédestination et l'invocation des saints) qui formaient alors les points de controverse entre les théologiens protestants et les catholiques, il est plus que probable que ces « soupçons d'erreurs » étaient, chez lui, des restes de l'éducation théologique qu'il avait dû recevoir dans quelque monastère ou séminaire.

..

A supposer qu'il ait été moine avant de devenir huguenot, peut-on formuler quelque conjecture plausible sur ses origines et le berceau de sa famille ?

La *France protestante* signale un ancien registre de baptêmes célébrés dans l'Eglise réformée de Saussignac, localité située entre Sainte-Foy et Bergerac, où le nom de famille Prioleau se trouve plusieurs fois répété. J'ai consulté moi-même ce registre aux *Archives nationales* (Fonds TT, 239) et j'ai pu constater que ce nom de Prioleau revient presque à chaque page, précédé des prénoms Isaac, André, Pierre, Jean, Etienne, François, Léonard, Tony, Berthomié, etc. (pour ne mentionner que les noms d'hommes), et aussi, comme l'écrit Haag, que « rien, dans ce registre, ne tend à faire supposer que la famille ou les familles qui possédaient ce nom à Saussignac, aient occupé un rang élevé dans la bourgeoisie et, encore moins, joui des privilèges de noblesse. »

Ce n'est pas là ce qui fait objection pour nous, puisque nous n'avons pas la preuve que le « sieur de la Viennerie » ait occupé lui-même un rang élevé dans l'Eglise, dans la bourgeoisie et encore moins dans la noblesse. Mais rien ne prouve non plus, en dehors de cette similitude de nom, que « Julien » Prioleau, fils de « Marc », fût apparenté à ces Prioleau de Saussignac, car ce nom propre, qui est un diminutif de *Prieur*, *Priou* ou *Priol*, a dû

se rencontrer en beaucoup d'autres localités de l'Ouest, et encore aujourd'hui il est porté, à Angoulême, à notre connaissance, par un avocat, un négociant et d'autres encore.

*
* *

Parmi les descendants de ce Prioleau, père d'Elisée et de Benjamin, nous avons compté un Samuel, fils d'Elisée, qui fut pasteur à Pons, puis à La Rochelle, puis, de nouveau, pasteur à Pons, où il mourut. Voici les renseignements que M. de Richemond nous a donnés sur ce pasteur qui signait habituellement Priouleau, bien que ses descendants à Charleston aient repris l'orthographe de *Prioleau*.

Samuel PRIOULEAU prit à La Rochelle la place de Gaultier, appelé à Dompierre et Bourgneuf de 1661 à 1681 et n'exerça que peu de temps. Il fut remplacé en 1661 par Jacques Guybert, pasteur à Surgères et Ciré, et précédemment à Nieul et Marsilly, qui épousa le 25 juillet 1662 Elisabeth Guiton, fille du maire de 1628, et sortit de France après la Révocation. Priouleau retourna à Pons et présida le colloque de Saintonge, réuni à Baignes le 3 mars 1671. En 1674, il assista au synode provincial qui se tint à Marennes et fut élu avec Elie Merlat, ministre de Saintes, Alain du Breuil, sieur de Foureaux, ancien de Bois, et Elie Bouhéreau, docteur en médecine, ancien de La Rochelle.

En 1678, il fut dénoncé par le gardien des Récollets pour avoir dit dans un sermon que l'Eglise Romaine adore le pape du culte de latrie qui n'appartient qu'à Dieu (*Archives nationales*, TT, 285). Il fut décrété de prise de corps. Le député général de Ruvigny essaya en vain d'arrêter les poursuites. Les démarches du consistoire de Paris n'eurent pas plus de succès. Après une année de détention préventive, Priouleau fut condamné à une interdiction d'un an et à une amende de 600 livres applicable à la construction du couvent des Récollets. Nouvelles poursuites qui aboutirent à une nouvelle condamnation de 200 livres, sous le prétexte que François et Nicolas Garnier, Louis Bardon et Louis Fonray avaient essayé de ramener à l'Eglise réformée un apostat nommé Samuel Piquenit, poursuites contre les trois maitresses d'école protestante de Pons. Samuel Priouleau assiste au synode provincial d'octobre, reçoit comme anciens les sieurs de Fontreau, de Jaulain et de Boiveau, pour le Bois, Saint-Genis et Plassac où le culte avait été supprimé, et meurt

le 17 février 1683. Il avait composé 2 réponses à la lettre d'un gentilhomme sur la séparation des protestants.

Le fils de Samuel Priouveau, ELIE, fut immatriculé à la faculté de Genève en 1674, admis au ministère par le synode provincial de Marennes, et succéda à son père, à Pons, le 10 mai 1683. Le consistoire fit lire pendant plusieurs dimanches de suite l'arrêt du Conseil du 17 juin 1682, chargea une commission spéciale de la distribution des méreaux ou jetons d'admission à la cène. Malgré les dénonciations de deux moines récollets et les dragonnades, il continua à desservir son église jusqu'à la révocation ; le temple de Pons ne fut démoli que le 15 avril 1686. Priouveau s'embarqua pour l'Amérique et mourut pasteur de l'église française de Charleston, où il a laissé la réputation d'un pasteur pieux, instruit et éloquent. Ses manuscrits attestent une grande pureté de doctrine, l'élégance dans le style et la vigueur de la pensée.

Elie Priouveau était fils d'Elisée, pasteur à Niort (1639-1650), à Exoudun (1650-1663). (Lièvre. *Hist. des prot. et des égl. réf. du Poitou*, III, 288, 306).

La fille d'Elisée, Marguerite Priouveau, fut mère de Josué Gallaudet, né et élevé à Mauzé et passé aux Etats-Unis d'Amérique.

Elie Priouveau, fils de Samuel et de Jeanne Merlat, épousa Jeanne Burgeaud, de l'île de Ré, dont il eut deux enfants avant son départ de France, Jeanne née à Saint-Jean-d'Angély et Elie. Il se réfugia en Angleterre, où il fut naturalisé le 15 avril 1687 et de là à Charleston, où il fonda l'église française avec Laurent-Philippe Trouillard et mourut dans l'année 1699, laissant de nombreux descendants qui chérissent sa mémoire et suivent l'exemple de ses vertus (*H story of the presbyterian church in South Carolina*, par Georges Howe, D.D. p. 110, 111).

A la suite du terrible cyclone d'août 1885, J.-W. Prioleau, M. D., avec les autres membres du Consistoire a adressé un appel à la charité de ses coréligionnaires pour la restauration du temple français de Charleston.

*
* *

Est-ce à Samuel, est-ce à Elie Prioleau — M. de Richemond opine plutôt pour le premier — qu'il faut attribuer l'ouvrage suivant rarissime, dont un exemplaire se trouve à la Bibliothèque

de l'histoire du Protestantisme? En voici le titre et la disposition :

RÉPONSE

D'UN GENTILHOMME

A DEUX LETTRES DE M. GASTINEAU
SUR LE SUJET DE LA SÉPARATION DES
PROTESTANS

La première écrite de Paris l'11 d'Octob.

1672. La 2^e du 19 janvier 1673

*Imprimées à Paris avec d'autres Lettres de
Controverse, l'an MDCLXXVII*

Dressées sur les Mémoires fournis au Gentilhomme
par M. PRIOLEAU

—

A GENÈVE

CHEZ SAMUEL DE TOURNES,
Marchand libraire
MDCLXXXVIII

*
**

* DESCENDANCE DE BENJAMIN PRIOLO.

D'un acte de notoriété passé devant Condin, notaire à Paris, le 28 août 1710, il résulte que Barthélemy-François PRIOLO, « chevalier vénitien » (fils de Benjamin), décédé à Abbeville, le 23 avril 1710, n'a laissé pour seuls héritiers que M. René Priolo, prêtre, Docteur de Sorbonne, et Benjamin Priolo, écuyer, sieur de Blanzay, conseiller du Roy, directeur général des fermes en Picardie, ses deux fils...

Le 14 février 1711, ce Benjamin Priolo, « second du nom », épouse une demoiselle Papin de Caumesnil.

Le même, veuf en 1716 et qualifié de Messire Benjamin de Priolo, est nommé par sentence du bailliage d'Amiens, rendue le 30 octobre 1716, tuteur et curateur de Benjamin-François et de Marie-Marguerite-Geneviève de Priolo, ses enfants mineurs.

Le même, le 22 avril 1721, épouse à Calais, en secondes noces, M^{lle} Marie-Anne Féjac.

Il a de ce mariage un fils, prénommé Benjamin-Michel, et qui, en 1762, en vue de se faire décerner des lettres régulières

de noblesse, adresse une requête au lieutenant général du Siège royal de Saint-Jean d'Angély, accompagnée d'un certificat du « sieur curé de Saint-Jean d'Angély délivré le 5 may 1760, dûment légalisé, qui porte que les anciens registres de mariages, morts et baptêmes de ladite ville et paroisse de Saint-Jean-d'Angély ont été incendiés dans les tems des guerres de religion. »

Il oublie de faire remarquer qu'on ne voit pas pourquoi ceux de l'Église réformée de Saint-Jean d'Angély, dont le père de Benjamin, « premier du nom », était alors ministre, auraient été compris dans les papiers brûlés lors de cet incendie.

*
* *

LES FILLES DE BENJAMIN.

Les Archives nationales (dossiers L. 83 VIII, Couvents de femmes Visitandines) contiennent un certificat de M. l'abbé de Brisacier qui a apporté le cœur de M^{me} Marie-Magdeleine Priolo au monastère de la Visitation de Chaillot, le 5 janvier 1695, « pour être inhumé dans la cour où sont enterrées les religieuses du monastère, pour satisfaire à la dernière volonté de ladite damoiselle Priolo, ce qui a esté accepté par dévote Mère François-Angélique Priolo, supérieure dudit monastère à ce présente et comparant. »

Il s'agit ici des filles de Benjamin « Priolo », toutes deux entrées en religion et dont l'une, la mère François-Angélique, devenue supérieure du couvent de la Visitation de Chaillot, reçut souvent dans ce monastère les visites de la « reine d'Angleterre », veuve du roi détrôné, Jacques II, qui entretenait avec elle une correspondance dont les lettres originales se trouvent aussi aux Archives nationales où nous les avons consultées.

EUG. RÉVEILLAUD.

LIVRES ET REVUES

Bulletin de la société de l'histoire du Protestantisme, 1908, p. 408. M. Louis Bastide raconte un voyage d'Alexandre Boutet à bord du navire le *Henri IV*, construit et armé par Samuel de Missy, en 1791, à La Rochelle.

Alexandre Boutet était fils de Pierre-Alexandre et de Margue-

rite Michaud. Il épousa, le 5 août 1765, Marie-Catherine Dechézeaux, dont il eut un fils, puis, le 22 juin 1792, Marie-Claude Florent de Mesnard, à Port-Louis.

Cet article est accompagné du portrait de Boutet et de celui de sa première femme.

Pourquoi M. Bastide sépare-t-il en deux le nom de Dechézeau ? Il n'a pas connu la préface que M. de Richemond a écrite en tête du XXXIV^e volume des *Archives*, consacrée exclusivement au pauvre colonel de la milice de l'île de Ré.

M. Th. Maillard publie un méreau inédit, trouvé à Coze. D'un côté on lit COZE, et de l'autre, en trois lignes, DIEV ME CONDVIT. Diamètre, 0.028.

Bulletin historique du Comité, 1907, p. 45. *Lettres écrites par Anne de Bretagne*. Lettre datée du 29 juillet 1495 par laquelle la reine recommande au parlement de Paris Pierre de Rocheschouart, évêque de Saintes, « tenu en procès pour raison de son dit évesché.

« ... Veuillez avoir ledit évesque de Xainctes en son bon droit pour singulièrement recommandé .. » Original aux Archives nationales X^{la} 9321, n° 131.

Bulletin de la société de géographie de Rochefort, 1908, p. 116. M. Fr. Arnaud publie une généalogie des Poussard, seigneur de Vandrè, du Vigean, d'Anguitard, de Brizambourg, avec plusieurs fautes d'impression qu'il était facile d'éviter.

Une courte notice sur Vandrè.

Dans cette livraison on trouve les statuts du Syndicat d'initiative de Rochefort-sur-Mer et des environs, qui se « propose l'étude et la réalisation des mesures propres à augmenter la prospérité et la beauté de la ville et de ses environs, en vue, notamment, d'y attirer des visiteurs étrangers et de leur rendre le séjour agréable et facile ».

Le syndicat a son siège, 50, rue de la République.

Bulletin de la société historique et archéologique du Périgord, t. XXV (1908). P. 249, compte rendu de l'excursion de la société des archives de la Saintonge à Périgueux. — P. 259, *Les Forges gauloises et gallo-romaines en Périgord*. Les scories de ces établissements recueillies et exploitées aujourd'hui, peuvent fournir de 70 à 80 % de fer pur. — P. 261, lettre de l'inten-

dant de La Bourdonnaye du 23 octobre 1700 (tirée des Archives nationales, G⁷ 139). Il demande au contrôleur général de « faire savoir à M. Bégon qu'il ne laisse sortir de châtaignes de toute l'étendue de son département, qu'à condition qu'on lui ait apporté la même quantité de blé. » Dans les années où la châtaigne était rare en Périgord, on en interdisait la sortie, notamment l'exportation en Hollande, sans compensation en nature. L'échange de boisseaux de blé contre boisseaux de châtaignes parut avantageux. Mais il fallait que les ports de Guyenne et ceux de Saintonge suivissent la même règle, que les uns ne permissent pas la sortie et les autres la défendissent ; delà la requête à Bégon.

L'Intermédiaire des chercheurs, du 20 octobre 1908, publie, à la page 608, un document curieux que lui envoie notre confrère M. Léon Bouyer. Il s'agit d'une offre faite par X... à Y... de le nommer « enquêteur » des revenus des habitants de la paroisse N... C'est à propos de la perception du dixième des revenus des gens d'affaires, commerçants et autres dont la profession était de faire valoir leur argent ». La déclaration sous serment était bien imposée, Chamillard avait bien essayé de faire pression sur le clergé pour que celui-ci invitât le contribuable, au tribunal de pénitence, à déclarer intégralement son revenu, mais il y avait un fort coulage. L'Etat chercha donc à se documenter autrement et notamment auprès de personnes qu'il croyait capables de lui fournir les renseignements que les intéressés lui refusaient. D'où la lettre suivante découverte par M. Bouyer. Voici *fidèlement copié* le texte imprimé.

à Saintes, le 2 mars 1734.

Monsieur l'Intendant m'ayant laiffé, Monsieur, le foin de choifir dans cette Election des Perfonnes de probité, capables de recevoir les déclarations qui doivent être fournies par les Particuliers, pour la levée du Dixième de leurs Revenus, J'ai crû ne pouvoir mettre en de meilleures mains que les vôtres une opération qui demande l'attention la plus exacte : et pour cet effet je vous adrefse, Monsieur, l'Etat des Paroiffes pour lesquelles vous êtes propofé ; la déclaration du Roy et l'instruction que je joins avec les differens modeles des déclarations que vous devez recevoir, vous donneront tous les éclairciffements néceffaires pour remplir votre commiffion : Les témoignages qu'on m'a rendus de votre zèle pour le bien du service m'affurent d'avance que Monfieur l'Intendant aura lieu d'être fatisfait de vôtres travail. De mon côté, je ne négligerai

rien pour le faire valoir et pour vous procurer une gratification proportionnée.

J'ai l'honneur d'être très parfaitement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

Cette lettre n'est pas signée ou du moins la signature n'est pas imprimée. On ne sait pas en quelles mains l'original se trouve.

M. Bouyer en a très certainement respecté scrupuleusement l'orthographe. Le nom de l'auteur nous aurait peut-être aidé à deviner quelle était sa nationalité : Lapon, Auvergnat ou Hot-tentot ?

Ce monsieur ne laisse pas d'être instruit, mais il n'a pas reçu les éclaircissements nécessaires à l'emploi d'une orthographe satisfaisante.

Je soupçonne cependant que ni l'auteur de la lettre, ni celui qui en a donné la copie, n'ont écrit le texte tel que *l'Intermédiaire* l'a imprimé. On trouve dans la même livraison des fautes stupéfiantes : la lanterne de *Pronyac* au lieu de Pranzac ; Cellefroin, *commune* de *Mansle* au lieu de canton de Mansle ; Pranzac, *commune* au lieu de canton de La Rochefoucault.

Le bouquet, le voici : la lanterne de Fenieux, près d'*Ica d'Orgelz*. Devinez Saint-Jean d'Angély !! Quand le lecteur est du pays il peut s'y reconnaître, mais comment un Picard ou un Biterrois saura-t-il de quoi il s'agit en réalité ?

Un jeune et très distingué professeur de rhétorique de Poitiers, charentais d'origine, M. Marcel Navarre, vient de publier à la librairie Bloud, sous le titre *Louis XI en pèlerinage*, un livre d'histoire anecdotique des plus savoureux, et où notre région se trouve presque à chaque page intéressée.

On imagine, en effet, difficilement aujourd'hui, où, malgré nos moyens de communication, une visite du chef de l'Etat est encore une chose exceptionnelle, avec quelle activité le roi de ces temps lointains parcourait incessamment le pays en tous sens, voyant à tout, traversant la France du nord au midi ou de l'est à l'ouest jusqu'à deux et trois fois par année.

Pour retrouver sa trace, trop souvent effacée, M. Navarre a eu l'ingénieuse idée de relever tous les passages du roi dévot aux lieux de pèlerinage et aux sanctuaires célèbres qu'il rencontrait sur son chemin. Ce faisant, il a cueilli à foison aux diverses étapes, des aventures, des traits, des actes qui éclairent

à la fois l'histoire générale et enrichissent celle de nos provinces.

Ainsi on trouvera Louis XI n'étant encore que dauphin qui accompagne son père Charles VIII dans de nombreux voyages en Poitou, Limousin, Angoumois et Saintonge, pour y détruire ce qui restait des bandes « d'écorcheurs » — ces apaches du XV^e siècle. C'est à Ruffec, sur la Charente et non sur l'Adour ou la Loire, comme on l'avait cru jusqu'ici, que, le jour du vendredi saint de 1442, le prince, faisant une partie de bateau avec deux gentilshommes, fut entraîné par le courant près d'un moulin et, la barque ayant chaviré, faillit se noyer, tout dauphin qu'il était.

Il aime Celles en Poitou d'une tendresse particulière ; dix fois peut-être il y est venu, il y a résidé, fondant des messes, reconstruisant l'église de l'abbaye, dotant « les pòvres filles pour leur mariage », exemptant *« de toutes tailles et impòts sa vie durant les habitants de Celles en l'honneur de Notre-Dame »*...

Les démêlés avec son frère le duc de Guyenne l'ont amené souvent chez nous. Et c'est chez nous aussi que, à la grande joie du peuple allumant partout des feux d'allégresse, il s'est réconcilié avec lui, dans la pittoresque entrevue de Port-de-Braud près Charron, qui eut lieu sur un pont de bateaux dressé en pleine Sèvre Niortaise : M. Navarre nous en conte bien joliment tout le détail, et celui des parties de chasse et des réjouissances qui suivirent.

La mort de ce frère, la nécessité de recueillir son héritage et de régler les affaires de Guyenne l'ont fait revenir et séjourner longtemps à La Rochelle, à Niort, à Saint-Jean, à Saintes : c'est à Saintes et sur les reliques de Saint-Eutrope qu'il a reçu le serment de fidélité des officiers de son frère ; et le couvent de Saint-Eutrope y a gagné des rentes, l'église sa reconstitution, tout le pays des exemptions d'impòts et la restitution des biens confisqués pendant les divisions intestines...

On le voit plusieurs fois à Soulac, en la chapelle célèbre alors que Sainte-Véronique avait, suivant la légende, élevée en l'honneur des reliques de la sainte Vierge, à Cadouin en Périgord, à Saint-Junien en Limousin, à Chinon, à Poitiers, à Bordeaux, aussi bien qu'à Cléry et à Saint-Claude, qu'à la Délivrande et au mont Saint-Michel.

Histoire amusante, charmante, très instructive, et qui peut

aller dans toutes les mains, qui devrait aller beaucoup dans celles de nos écoliers et de nos jeunes gens.

GABRIEL AUDIAT.

—
Le Recueil des travaux de la société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, t. XV, 1908, contient un très important historique de la *Vigne dans l'Agenais* que les viticulteurs liront avec grand intérêt.

—
Revue historique, juillet-août 1908. M. Halphen compare entre elles trois rédactions de la *Chronique* d'Ademar de Chabannes et s'attaque surtout au mémoire de M. Jules Lair dans ses *études critiques sur divers textes des X^e et XI^e siècles*. Il n'est pas possible de résumer cette discussion qui n'est à la portée que des érudits connaissant bien le contexte des manuscrits étudiés.

—
Revue du Bas Poitou 1908, p. 173. *Nouvelles notes sur l'Imprimerie et la librairie à Fontenay-le-Comte* (suite).

M. de La Bouralière signale une pièce sortie des presses de Jacques Dangicourt, encore la soupçonne-t-il de porter une fausse adresse. 1620 *DÉCLARATION et protestation des habitants de la ville de La Rochelle au roy sur les affaires du temps*. Suyvant la coppie imprimée à Fontenay chez Jacques Dantgicourt, imprimeur, 1620, in-8° de 8 p.

De Pierre Petit-Jean. Les auteurs citent un *ADVIS de la part du Roy d'Angleterre aux habitants de La Rochelle sur les affaires du temps*. 1620.— *L'EXERCICE militaire faicte à présent par les femmes de La Rochelle. Avec les ordonnances à ce subject. Ensemble les fortifications qu'elles ont faictes*. 1621.

— LES | RÈGLEMENS | de Messieurs les | commissaires pour | l'exécution de la dernière dé | claration de Sa majesté sur les | Edicts de Pacification, lesquels | doivent estre gardez ès dioceses de Maillezais et Xaintes | Aulnis et gouvernement de La Rochelle. 1623. — LES | ETRANGES | et | admirables | adventures | nouvellement arrivées au Baron de La Milles aux environs de | La Rochelle | avec le récit véritable de ce qui s'est | passé en icelle, 1626. — LA | CONVERSION | de Monsieur de la Trémoville duc et | Pair de France | | Faicte en l'armée du Roy devant La Ro | chelle le 18 jour de juillet mil six cens | vingt-huict. 1628.

Revue archéologique, tome XII (1908), p. 138. Note de M. Ch. Dangibeaud qui identifie un « objet singulier ayant la forme d'un vaisseau de fer, à peu près ovale, dont le fond posoit sur quatre petits pieds, imitant des cônes... » publié dans le *Pro Alesia* de février-mars 1908. Il y reconnaît un hipposandale à supports et en cite deux semblables au musée d'Innsbruck et au national muséum de Munich. Un autre tout à fait pareil existe au musée de Metz.

QUESTIONS

QUESTIONS

N° 803. — En consultant les registres de l'état civil de la ville de Saintes, déposés au greffe du tribunal de première instance, j'ai trouvé, à la date du 19 février 1793, l'an II^e de la République Française, un acte, dressé par Louis Canolle, officier public et membre du conseil général de la commune de Saintes, constatant que Jean-François Trébuchet, propriétaire, âgé de 36 ans, demeurant rue des *Assignats*, paroisse de Saint-Pierre, est comparu à la maison commune, assisté d'Etienne Boissard, chirurgien, âgé de 61 ans, demeurant rue du Bon-Pasteur, et d'Antoine Lacoste, secrétaire de la mairie, âgé de 21 ans, demeurant rue de la Bretonnière, paroisse de Saint-Vivien, et a déclaré la naissance d'un enfant « mâle », issu de son légitime mariage avec Catherine Vallat, et auquel il a donné le prénom de Louis.

Quelle était cette rue des Assignats, dont M. Ch. Dangibeaud n'a pas fait mention dans les « Rues de Saintes » pendant la période révolutionnaire ? Ne serait-ce pas la rue des Chanoines, actuellement rue Cuvilliers ?

OLD PAPERS.

BIBLIOGRAPHIE

ANGLADE (G.), professeur à l'Université de Nancy. LE TROUBADOUR RIGAULT DE BARBEZIEUX. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier et fils, 1908, in-8, 20 pages, tirage à part de l'article paru dans la *Revue de Saintonge et d'Aunis*.

Annales de 1907 de l'Académie de La Rochelle. Société des Sciences naturelles. Flore de France, par G. Rouy, J. Foucaud, E.-G. Camus et N. Boulay, continuée par Rouy, tome X. Tours, imprimerie Deslis frères, 1908, in-8, 404 p.

ARNAUD (Frédéric). *Eléonore d'Olbreuse, duchesse de Brunswick*, les Poussard de Vandré. Rochefort, imprimerie Ch. Thèze, 1908, in-8, 16 pages.

Extrait du *Bulletin* de la Société de géographie de Rochefort.

BAFFOS (Robert). *Le Prudhomme, son évolution* (Thèse pour le doctorat). La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier et fils. Paris, librairie A. Rousseau, 1908, in-8, 318 p.

BALDE (Jean). *Ames d'artistes*. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier et fils. Paris, librairie E. Sansot, 1908, in-18, 193 p.

BELLUTEAU (Georges). *Les Galoches*, farce saintongeaise en un acte et en vers. Angoulême, librairie J. Boitaud, 1908, in-8, 32 p., 2^e édition.

— *Segonde fait la bujhée!* un acte en prose. Saint-Jean d'Angély, imprimerie Daviaud, 1907, in-8, 20 p.

BELLIARD (abbé V). *Saint-Trojan-les-Bains, son histoire*. Chef-Boutonne, imprimerie de Javarzay, 1908, in-8, 300 p.

Quel bon exemple M. l'abbé Belliard donne à ses confrères! Quel meilleur emploi font-ils des loisirs que leur laisse leur ministère? Voilà la seconde fois qu'il occupe son temps libre à feuilleter les archives de sa paroisse, à prendre des notes, à interroger les vieillards, à s'enquérir de ce que tel ou tel auteur a pu dire sur la commune qu'il habite, et finalement à produire une de ces monographies qui ont le mérite de grouper les notions éparses ou ignorées sur un sujet paraissant au premier abord d'une aridité effrayante. Aurait-on supposé que Saint-Trojan était susceptible de fournir la matière de 300 pages d'impression? La biographie des curés compte pour un tiers, il est vrai, dans le nombre. Ce sera un des premiers bénéfices de ce livre — et des livres pareils — que la mise en lumière des services rendus par ces modestes desservants qui, le plus souvent, arrivent dans une paroisse, y passent dix, vingt ans, s'en vont sans laisser de souvenir bien marquant. On les oublie vite. Plus tard,

un chercheur a toutes les peines du monde à découvrir les notions élémentaires sur leur ministère.

Le livre est surtout rempli de choses modernes. M. Belliard vivant dans un pays essentiellement maritime et de marais salants devait nécessairement consacrer tous ses soins à recueillir les souvenirs maritimes et des indications sur l'industrie locale. Il a su rendre cette partie de son livre très instructive et très intéressante. Le chapitre historique, fatalement très court, contient quelques documents inédits que M. Léon Massiou a découverts aux Archives nationales et au Ministère de la Guerre ainsi que des cartes arciennes.

CARLES (D' E.). *Le vin et les eaux-de-vie de France*. Bordeaux, imprimerie G. Gounouilhou, 1908, in-8, 7 p.

Catéchisme du diocèse de La Rochelle. Tours, imprimerie Mame, librairie A. Mame et fils, 1908, in-16, 191 p., fig.

CHAMBRE DE COMMERCE DE ROCHEFORT. *L'arsenal de Rochefort-sur-mer est nécessaire à la défense nationale*.

CUGNAC (le Commandant de). *Les Prodrômes de Fræschwiler*, ou 40 heures de stratégie de Mac-Mahon, Paris, 1908, librairie militaire Berger-Levrault, gr. in-8, 84 p., 3 planches. Extrait de la *Revue militaire générale*.

DANGIBEAUD (Charles). *Les fouilles à l'Amphithéâtre de Saintes en 1906*. Paris, Imprimerie Nationale, 1908, in-8, 3 p., 1 gravure. Extrait du *Bulletin archéologique*.

DUBOIS (G.-E.). *La Défense nationale et le port de Rochefort*. Rochefort-sur-Mer, imprimerie Thèze, 1908, in-12, 16 p.

FELICE (Raoul de). *Les noms de nos rivières, leur origine, leur signification*. Paris, Champion, 1907, in-8, 165 p.

Ce livre, qui répète beaucoup M. d'Arbois de Jubainville, et bien qu'il ne réponde pas aux espérances d'éclaircissement qu'il fait concevoir, est bon à consulter pour amorcer des recherches. On y trouve très peu de nos cours d'eau charentais.

FELIN (G.). *Le colonel de Villebois-Mareuil et la guerre*

sud africaine. Tours, imprimerie Deslis, librairie Cattier, 1907, in-8, 304 p., avec portrait.

FLEURY (Paul). *D'Aligre-Marans (1789-1790)*. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier et fils, 1908, in-8.

HEIN. *L'été à l'ombre*. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier et fils, 1908, in-16, 235 p.

HOUDENC (Raoul de). *Le songe d'enfer suivi de la Voie de paradis*, poèmes du XIII^e siècle. notes, éclaircissements. par Philéas Lebesgue. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier et fils, Paris, librairie E. Sansot, 1908, in-16, 239 p.

JOANNE (P.). *Royan, Pontailiac, Saujon, Saint-Palais, Saint-Georges-de-Didonne, Soulac, Montalivet-les-Bains, Ronces-Bains, Saint-Trojan, île d'Oleron*. Paris, librairie Hachette. Coulommiers, imprimerie Brodard. Petit in-16, 53 p., avec 11 gr., 5 cartes, 1 plan. *Collection des Guides Joanne*.

LA LAURENCIE (Lionel de). *Quelques renseignements sur J.-P. Rameau et sa famille*. Paris, imprimerie Fortin, 1907, grand in-8, 78 p., avec pl. et portraits.

— *Rameau*, biographie critique. Evreux, imprimerie Hérissey, Paris, librairie H. Laurens, petit in-8, 78 p. et 12 reproductions hors texte.

LA TASTE (Charles-Félix-Aristide de). *LA FAMILLE DE LA TASTE*, son origine, ses branches et leurs alliances, documents historiques : lettre généalogique de M. de la Taste à ses enfants.

Tours et Blois, imprimerie de E. Rivière, 1904, in-4°, 354 p. ; fig., portraits, planches, plans, fac-simile et tableau généalogique.

LECARPENTIER (G.). *La Vente des Biens ecclésiastiques pendant la Révolution française*. Paris, Félix Alcan, 1908, in-16, 187 p.

LOTI (Pierre). *Pêcheur d'Islande*, composition de E. Rudaux,

Coulommiers, imprimerie P. Brodard, Paris, librairie C. Lévy, 1907, in-8, 125 p., 95 cent. *Nouvelle collection illustrée, n° 1.*

LOTI (Pierre). *Ramuntcho*, pièce en cinq actes, douze tableaux. Musique de scène par G. Pierné. Paris, imprimerie L. Pochy, librairie Calmann-Lévy, 1908, in-16, 271 p.

LOYAL (Georges). *Des magasins généraux, opérations et régime légal* (Thèse). La Rochelle, imprimerie Noël Texier et fils, Paris, librairie Pedone, 1908, in-8, 196 p.

MARMOREK (Schiller). *L'obstruction au parlement autrichien*. La Rochelle, imprimerie Noël Texier et fils, Paris, librairie A. Pedone, 1908, in-8, 134 p.

MUNICIPALITÉ (La) *de Saint-Saturnin de Séchaud pendant la période révolutionnaire*. La Rochelle, imprimerie Noël Texier et fils, 1908, in-8, 86 pages. Extrait de la *Revue de Saintonge et d'Aunis*.

NEAU (Maurice). *De la crise viticole en Charentes : de la défense des eaux de vie de cru, cognac et armagnac ; intérêts de ces régions dans le problème de la taxe différentielle et de la prime à la distillation de l'alcool* (Thèse). Saint-Dizier, imprimerie J. Thévenot, Paris, librairie A. Rousseau, in-8, 1907, 298 p.

PAULUS. *Trente ans de café-concert*. Librairie Félix Juven, in-8 Jésus, 1908, 500 p., 30 illustrations.

Ce volume a déjà paru en feuilleton dans la *Vie illustrée* de 1906. Paulus nous signale une toute petite étoile saintaise : Marguerite Baudin, « cette belle brune au talent si énergique, si convaincu, si gracieusement excentrique ». Son portrait en *Liberté* accompagne cette courte mention d'une célébrité saintaise bien ignorée. Du reste, je crois qu'elle n'a fait que naître à Saintes ; elle était fille d'un couvreur qui habitait à La Grand Font en 1841.

PELLETIER (Jacques). *Le divorce et la puissance paternelle* (Thèse). La Rochelle, imprimerie Noël Texier et fils, Paris, librairie Pedone, 1908, in-8, 125 p.

POEY (Abbé P.). *EVÊQUES DE FRANCE*. Paris, P. Lethielleux, éditeur, mai 1908, in-18, 187 pages.

Ce petit volume contient un portrait de chaque prélat et une page qui résume brièvement sa carrière.

RAFFALLI (P.-M.). *De l'application des lois d'assurance et de responsabilité aux ouvriers étrangers, spécialement en matière d'accidents du travail*. La Rochelle, imprimerie Noël Texier et fils, Paris, libraire A. Rousseau, 1908, in-8, 192 p.

REGNIER (Jacques). *Les Préfets du Consulat et de l'Empire*. Paris, édition de la *Nouvelle Revue*, 1907, in-18, 253 et vi pag.

Sur un sujet neuf ou très peu connu, M. R. a écrit un livre intéressant, d'une lecture agréable, mais superficiel. Il semble avoir pris à tâche de montrer surtout les volte-face des préfets et sous-préfets du premier empire. Très peu de biographie, et pas du tout de recherches sur leur administration.

ROMIEUX (William). *Madame Babut, veuve Rang (1805-1884)*. La Rochelle, librairie-imprimerie Foucher, 1908, in 8, 48 pages.

En plus du tirage sur papier blanc glacé, il a été fait 50 exemplaires sur Hollande de 1 à 50.

TAUDIÈRE (Henry). *La loi du 13 avril 1903 sur la dévolution des biens ecclésiastiques*, par H. Taudière, professeur à la faculté libre de droit de Paris. La Rochelle, imprimerie Noël Texier et fils, Paris, librairie A. Pedone, 1908, in-8, 87 pages. Extrait de la *Revue des Institutions culturelles*.

VOYÉ (Abbé Antonin) et abbé Clément GELÉZEAU. — *Saint-Maigrin, paroisse, commune, seigneurie*. Paris, Hachette, 1908, in-8, 382 pages, 36 gravures, 7 fr. 50.

WALLON (Maurice). *Les Saint Simoniens et les chemins de fer* (Thèse). La Rochelle, imprimerie Noël Texier et fils, Paris, librairie A. Rousseau, 1908, in-8, 176 pages.

JOURNAUX :

L'Ami paroissial des Mathes, revue mensuelle. Première année n° 1, janvier 1908, Saint-Maixent, imprimerie de la Bonne presse de l'Ouest, in 8, 16 pages avec couverture.

Bon Semeur (Le), bulletin paroissial de St-Sauveur (La Rochelle) mensuel. Première année, n°1, juin 1908, La Rochelle, imprimerie Rochelaise, 8, rue Chef-de-Ville, in-18, 8 pages.

Petites (Les) *affiches cognaçaises*. Premier numéro, 1^{er} juin 1900. Directeur, Delouche.

Populaire (Le) *de l'Ouest*, hebdomadaire, n° 1, 26 avril 1908. Niort, imprimerie de la Poste, Rochefort-sur-mer, 32, rue du iv-Septembre, in-folio, 5 colonnes, 4 pages. Organe du groupe fédéral des intérêts ouvriers.

Radical de Rochefort (Le), paraissant le samedi. Première année, n° 1, 25 avril 1908, Rochefort, H. Langrand, 51, rue Emile-Zola, in-folio à 4 col., 4 pages.



TABLE DES MATIÈRES

Par M. CH. DANGIBEAUD.

- Actrice saintaise, 366.
Admissions, 1, 81, 137, 193, 317.
Apothicaire, 90.
Archéologie (Voir *Autel, Cravate, Découvertes, Déesse-mère, Divinités, Eglises, Epigraphie, Excursion, Falences, Forges, Numismatique, Préhistoire, Sceau, Sirènes*).
Associations charentaises, 86.
Autel gallo-romain de Saintes. 70.
Bibliographie, 71, 304. — Nomenclature, 74, 364.
Bibliothèque, 2, 173.
Biographie : Auguin, 130. — Bonenfant, 276. — Guillotin, 101, 183, 224, 288. — Laverny, 25.
Boiseries vendues, 194.
Bonnet de la Liberté, 129.
Budget, 82.
Cens dû au roi à Saintes. 178.
Céramique, 129, 130.
Chansons saintongeaises, 254.
Chataignes, interdiction d'en exporter, 358.
Chenilles (invasion de), 139.
Clergé : Prêtres incarcérés, 25.
Cloches, 15, 69, 254.
Collège de Saintes, 306.
Commune, formation, 3, 85.
Contribution patriotique, 22.
Conversions, 58.
Cravate-foulard chez les Gallo-romains, 59.
Culte, 57.
Découvertes : à Lucera près Saintes, 319. — à Pons, 254, 317. — à Toulon, 253.
Distinctions, 84, 194.
Déesse-mère, 58, 253.
Divinités gauloises, 58.
Documents (Voir aux *Variétés*).
Droits féodaux, Fourche en pré, définition, 179.
Faux-de-vie 250.
Ecole d'agriculture à Saintes, 138.
Eglise ensevelie, 68.
Enterrement (tarif d'), 217.
Epigraphie romaine à Saintes, 216. — Moyen-âge à Biron, 215. — Inscription à La Rochelle, 3.
Etymologie, 69.
Evêque de Saintes, 66, 357.
Excursion (Chalais-Périgieux), 258.
Etat Civil. — *Décès* : Bargeaud, 140. — Barine Arvède (Mme), 322. — Bignon (Frédéric), 256. — Bon (Mme) 320. — Bonsonge (de), 4. — Bouet du Portal (de), 255. — Bouhard, 140. — Brémond d'Ars (M^{me} de) 197. — Brémond d'Ars (Guillaumé de), 87. — Brillouin (Amédée), 321. — Bunel (Mme), 321. — Carteau (abbé), 197. — Dangibeaud (Louis), 322. — Demelle, 4. — Dieres-Monplaisir (Georges), 87. — Eckstein, 87. — Eschasse-riaux (Mme), 320. — Fleurian (Mme de), 257. — Formev de Saint-Louvent. 87. — Gaboriaud, 256. — Geoffroy (Mme), 140. — Gilbert de Gourville (Mme), 86.

— Goulard (Georges), 257. — Guérin (Benjamin), 86. — (R.) Hennessy, 4. — Imbaud (Paul), 196. — Lapeyre (de), 140. — Laporte-Bisquit (Maurice), 256. — La Redorte (de), 321. — Laurenceau (Mme Vve), 140. — Letard de la Bouralière, 196. — Meaume (Frédéric) 322. — Meunier (Alfred) 86. — Moreau, 4. — d'Olce (La Lande), 255. — Poirault, 4. — Pelletier, capitaine de vaisseau, 86. — Son pseudonyme, 137. — Robin (Armand), 256. — Romieux (William), 320. — Canitane, 321. — Sardou (Mme), 140. — Senné (Léon), 321. — Thublier, juge de paix, 257. — Vallein (Anatole), 321. — Vincens (Voir Barine). — Voyé (Mme), 4.

Mariages : — Brejon-Decharme, 322. — Drouineau-Clais, 5. — Guenon des Mesnard-Gilbert, 87. — Hernette-Atgier, 141. — Léotard (de)-de Montalembert, 141. — Lambert-Martin, 257. — Mantrant-Vallé, 258. — Marchand-Bourdon, 87. — Perrin-Roy, 198. — de Roffignac-Dufaure, 198. — Saint-Lézier La Sauzaye-Krumpel 322. — Serre-Bouyer, 258. — Strauss-Besnard, 140.

Fatences de Saintes, 85.
Farines, 252.
Faux-monnayeurs, 69.
Fêtes, 31, 71. — de Québec, 316.
Foire de Saintes, 180.
Forges, 357.
Fouilles (Voir *Découvertes*).
Garnison 69.
Hagiographie : Saint Macoult, 246.
Imprimerie, 71, 361.
Impôts, 49. — Impôt sur le revenu, 358.
Incendie, 86, 319.
Inventaire, 172.
Journaux création, 367.
Lait, 251.
Livres et Revues, *Actes de l'Académie des Sciences et Belles*

lettres de Bordeaux, 130. — *Annuaire-Bulletin de la Société de l'histoire de France*, 64. — *Annuaire de la Société d'émulation de la Vendée*, 65. — *Un agent secret de Mazarin*, Benjamin Priolo, 61. — *Bulletins et mémoires de la société archéologique de la Charente*, 129. — *Bulletins de la société des antiquaires de France*, 67. — *Bulletin de la Société de géographie de Rochefort*, 67, 357. — *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme*, 58, 66, 356. — *Bulletin trimestriel de la Commission de recherche... des documents relatifs à la Révolution*, 248. — *Bulletin historique du Comité*, 357. — *Bulletin de la Société historique du Périgord*, 357. — *Comptes rendus de la Réunion des Sociétés des Beaux-Arts*, 129. — *Les Contemporains*, 68. — *Etudes*, 316. — *Gazette des Beaux-Arts*, 71. — *Intermédiaire des chercheurs*, 129, 358. — *Louis XI en voyage*, 359. — *Mélange d'histoire bretonne*, 246. — *Le Monachisme en Saintonge*, 313. — *Magasin pittoresque*, 316. — *Nouvelles archives des missions scientifiques et littéraires*, 65. — *Protestantisme en Saintonge*, 131. — *Recueil de la Commission des Arts et Monuments de la Charente-Inférieure*, 59, 68. — *Revue historique*, 361. — *Revue du Bas Poitou*, 71, 361. — *Revue des Deux-Mondes*, 70. — *Revue de l'histoire de Lyon*, 71. — *Revue de l'Agenais*, 130. — *Revue des Etudes anciennes*, 58.

Médecins, 88.
Météorologie : Ouragan, 255.
Mœurs, Coutumes, 68.
Monument funéraire H. Lemovene, 196.
Monuments historiques : Classement de mobilier 3, 83, 254. — Restauration 2, 85, 138. — Conservation, 138.
Musée de Saintes, dons, 85, 194, 217, 253. — Saint Martin de Ré,

- Saintes, dons, 85, 194, 217, 253.
— Saint-Martin de Ré, 75.
- Nominations, 317.
- Numismatique, statère gaulois à Pons, 254, 317.
- Opérateurs, 92.
- Orfèvrerie de particuliers et du clergé pendant la Révolution, 15, 16.
- Poésie, 60.
- Poètes, 141 et suivants. — Saintongeais, 141, 267.
- Pomme de terre, 251.
- Pontons de Rochefort, 68.
- Portraits, 85. — Saintongeais, 73.
- Postes, 54.
- Préfet de la Charente-Inférieure, 367.
- Préhistoire. — Arbre, 319. — Fragments humains, 139. — Ossements d'animaux, 319. — à Puv-Moyen, 139.
- Protestants, 48, 66, 218.
- Pseudonyme, 137.
- Questions : Clémenceau, 252. — Famille Mazeret à Brouage, 136. — Rue des Assignats, 362.
- Récompenses, 319.
- Régiments à Saintes, 58.
- Remèdes, 93.
- Révolution à Saintes, 154 et s.
- Révolution, 5, 31, 129 (Voir *Orfèvrerie, Impôts, Contribution patriotique, Clergé, Documents inédits d'archives, Impôts, Pontons*).
- Rues, changement de noms, La Rochelle, 138.
- Saintes, abbaye, 175. — Eglise Saint-Pierre, 175. — Eglise Saint-Vivien, 176. — Eglise Saint-Eutrope, 176. — Communautés religieuses : Carmélites, 177. — Cordeliers, 176. —
- Jésuites, 177. — Le Séminaire, 177. — Recollets, 176. — Sainte-Claire, 177. — Sœurs grises, 177. — La Prairie, 319. — Souvenirs sur 193.
- Salons de peinture, 195.
- Sceau du XV^e siècle, 253.
- Sirènes, 67.
- Statistique, population, 2, 6, 194.
- Suspects, 43.
- Syndicat d'initiative pour l'embellissement des villes, 357.
- Tableaux, 3, 59.
- Théâtre (pièces de), 85, 320. — Théâtre local, 318.
- Variétés. — *Bibliothèque saintongaise*, 141, 267. — *Billets de logement charentais*, 322. — *Benjamin Prioleau*, 344. — *Documents d'archives. La Municipalité de Saint-Saturnin de Séchaud*, 3. — *Mémoire sur les religieux*, 218. — *Terres et domaines engagés en l'élection de Saintes*, 174. — *Le docteur Guillotin*, 101, 183, 224, 288. — *Un enterrement à Saintes en 1810*, 217. — *Excursion* (Chalais, Aubeterre, Périgueux), 258. — *La fin du dernier président du présidial de Saintes et la Maison Henri IV*, 154. — *Impôt sur le revenu à Rochefort sur mer*, 5. — *Notes sur la médecine de jadis dans la Saintonge méridionale*, 87. — *Les Milices garde-côtes d'Aunis et de Saintonge*, 328. — *Deux prêtres de l'ancien diocèse de Saintes*, 25. — *Protestation des électeurs du canton de Chateaufort contre l'élection de Richard Chassors, juge de paix*, 96. — *Troubadour Rigaut de Barbezieux*, 198.
- Vendanges, 53, 54.
- Vin, 249.
- Voyages, 356.

AUTEURS

D. Anglade, 215. — G. Audiat, 77, 154, 288, 361. — A. O., 64, 267. — Chaudruc de Crazannes, 343. — Dangibeaud, Ch. 174. — Gué- rin Ed.-Jean, 128, 192, 245, 313. — P. Lemonnier, 25. — A. La-	vernay, 30. — Massiou, Léon, 174, 218. — Old Papers, 362. — Pel- lisson, Jules, 100, 217, 316, 328. — Reveillaud, Eugène, 356. — Saint-Saud (de), 136. — Vigen, Dr Charles, 96.
--	--

GRAVURES

Excursion de 1908. — Stele gallo- romaine trouvée dans l'amphi-	théâtre de Saintes, 66. — Por- trait de Guillotin, 104.
--	--

TABLE ONOMASTIQUE

A

Abzac (de'), 45.
 Ademar de Chabannes, 361.
Agen (Lot et Garonne), 361.
Aigrefeuille d'Aunis, 257.
 Aiguillé, 23.
 Ailhaud (Jean-Gaspard d'), 94. —
 Denis Ailhaud de Vitrolles, 94.
Aix (île d'), Charente-Inférieure,
 248, 332, 336.
 Aldegrevier (Henri) 234.
 Aldini, 241.
Alesia, 362.
Alet (diocèse d'), 246, 247, 248.
 Alezais (Jean-Pierre Prax), 21.
 Algérony, 93.
 Aligre-Marans, 365.
Allemagne, 234.
 Allenet (Pierre), 43.
 Alleron, 27.
 Allezay, 23.
 Allin (Charlotte), 93. — (Pierre),
 93.
 Alquier, 238.
Amiens (Somme), 355.
 Amiot (P.), 31-50. — (Jean), 343.
Amsterdam (Hollande), 234.
Ances (métairie des), en Saint-
 Pierre de Surgères, 18.
 André (d'), 230.
 Andrieu, 13.
 Angibaud, 43, 50.
 Anglade (J.), 215.
Angle, métairie en Loiré, 18.
Angleterre, 231, 234, 243.
Angoulême (Charente), 129, 327,
 353.

Angoulins (Charente-Inférieure),
 197, 333.
 Angremont (Louis Collenot David
 d'), 235.
 Anthonissen, peintre, 195.
Aquitaine (Aliénore d'), 208.
Arlet (bois d'), commune de Ton-
 nay-Charente, 19.
 Arnaud, 50, 136. — (Elisabeth),
 197. — (François), 357.
 Arnoult, 7, 131.
Arras (Pas de Calais), 237.
 Artin de Voutron, 10.
Artois (Comte d'), 236.
 Aubain, peintre, 195.
 Aubert, 50.
 Aubery du Maurier (Louis), 348.
Aubeterre (Charente), 82, 258, 261.
 Audiat (Gabriel), 77, 154, 288, 361.
 Auguin, 130.
 Aujard (P.), 38.
Aumagne, (Charente-Inférieure),
 105.
Aunay de Saintonge, 248.
Aunis (province), 218, 250.
 Authon (Jean d'), 235.
 Auzeraud, 100.
 Aymar (Marguerite), 107.
Azuré (moulin), commune de
 Saint-Saturnin du Bois, 18, 19.

B

Babinot (Ferdinand), 259. —
 (Jean), 49.
 Babut, 320. Babut Vve Rang, 367.
Baignes (Charente), 94, 349, 353.
 Bailly, 238, 312.

- Balande, peintre, 195.
 Balaugné, 43.
 Baliste-Pitonneau (Marie), 328.
 Ballay (Antoine), 90.
 Balley, architecte, 195.
 Baltimore (Canada), 193.
 Bancons, 351.
 Barbault (François), 100.
Barbezieux (Charente), 256, 320, 323, 350. (Château de), 199.
 Bardon (Louis), 353.
 Barine Arvède (Voir *Vincens*), 322.
 Barnave, 229.
 Barraud, 38, 43, 100.
 Barreau, 31.
 Barsalou (Voir *Eschasseriaux*).
 Barthélemy, 43, 44.
 Barthez, médecin, 238.
Barzan (Charente-Inférieure), 103, 254.
Bassac (Charente), 255.
 Bastard, 31, 43.
 Basterre (Pierre), 100.
 Bastide (Louis), 356.
 Baudelocque, 237.
 Baudin (Marguerite), 366.
 Baudry-Lacantinerie, 257.
Bayonne (Basses-Pyrénées), 26, 255, 256.
 Bazagier, 100.
 Beaubrint (Jean), 99.
 Beaufort, 23.
 Beaumont, 17.
 Beauséjour, 50, 52. -- (Veuve), 45.
Beauvais-sous-Matha (Charente-Inférieure), 197, 253.
 Begon (de) intendant, 358.
 Bellefontaine (de), 7, 13, 23, 24.
Belfort, 257.
 Béraud (Alexandre de La Belle-rie), 107. -- (Nicolas), 107. -- du Pérou, 17.
Bern, commune de Macau (Gironde), 105.
 Bernard (Chevalier de), 343.
 Bernardin de Saint-Pierre, 299.
Berneuil (Charente-Inférieure), 254.
 Berquin, 113.
 Berryer (Pierre Nicolas), défenseur, 244.
 Bertaud (Pierre de), 90.
 Berthelot, 317.
 Berton, 31, 34, 50. -- (Etienne), 42, 46.
 Bessay, 218.
 Besse, 29.
 Bessière, 6.
 Béthune (Marguerite de), duchesse de Rohan, 350.
 Beugnot, 238.
 Biais, 99, 100, 129. -- (Emile), 242.
Bicêtre (Seine), 232, 233.
 Bidet de Beauvais, 17.
 Bidet de Maurville, 17.
 Bidet de Fumelière, 17.
 Bignon (Frédéric), 256.
 Bigois, 31, 38.
 Bigot, notaire, 106, 107.
 Bili. diacre, 246, 247, 248.
 Binbau, 50.
 Birac, 97.
Biroseau, près Montlieu, 88.
 Birolleau, 27.
Biron (Charente-Inférieure), 215.
 Blais, 100.
 Blanchard (Paul et B.), 100.
Blanzay, fief, 355.
 Blocme (L'abbé Adolphe), 234.
 Bobe-Moreau (J.-B.), 289.
 Bodet, 100.
Bohème, 234.
 Bois (Louis du), 232.
Bois d'automne, 88.
Bois-Hardy, commune de Saint-Saturnin du Bois, 18.
 Boissard (Etienne), chirurgien, 362.
 Boisseau, 38, 39, 43, 49.
Boisseuil, commune de Saint-Mard, 18.
Boistableau, métairie, commune de Saint-Germain, 19.
 Boiteau, 99, 100.
 Boiveau, 353.
 Bommard, 100.
 Bompard, 23.
 Bon (Maria), 320. -- (Armand), 320.
 Bonanni-Bellefontaine, 21.
 Bonasone, 234.
Bongraine, commune de Saint-Saturin du Bois, 18.
 Bonnay (Marquis de), 228.
 Bounenfant (Hector), poète, 276.
 Bonnet (Jean), 43, 54.
Bonneuil (Charente), 98.
 Bonneville (Nicolas), 122.
 Bonnier, 39.
 Bonnin-Duchêne, 258. -- (Pierre), 31.
 Bononiac (Achille Bocchi), 234.
 Bonsonge (de), 4, 336, 338. --

(Martin de), 4.
Bordas, 312.
Bordeaux (Gironde), 82, 105, 219, 250, 257.
Bordes, 100.
Bouyer, 321.
Bornett (Giraud de), 297.
Boscal de Reals, 295, 307.
Bosco (Joannes de), 246.
Botton, secrétaire, 328.
Boucaud (Henriette, Vve Mac-Nemara), 21.
Bouchart (Armand de), 237.
Boucherit (Louis), 9) 160. — (G.), 100.
Boucherit, 31, 43, 53.
Bouchet, 99.
Bouët du Portal (Edouard), 255.
Bouffard, 23.
Boulhèreau (Elie), 353.
Bathier, 5.
Bouineau, métairie, 17.
Bouissierin, 44.
Boulanger, 232.
Boulay, 363.
Bouquet (Mme Hélène), 258.
Bureau-Beauséjour (Daniel-Antoine), 47.
Bourcefranc, près Marennes (Charente-Inférieure), 85.
Bourdon (Renée), 87.
Bourgneuf, près La Rochelle, 353.
Bourguignon, 312.
Bourlot, (métairie de), commune de Saint Saturnin du Bois, 18.
Bourru (Dr), 293, 296.
Boussard, 12, 23, 24.
Boussiron, notaire, 94.
Boutet (Alexandre), 356.
Boutville (Charente), 98.
Boutolle (Guillaume), 93.
Bouty (Jean), 100.
Bouyer (Léon), 60, 259, 358. — (Madeleine), 258.
Boyveau dit Laffecteur, 95.
Brac, 24.
Bracq (de), 13.
Bragny, peintre, 3.
Bran, 94.
Braud, 23, 50.
Brea, **Brie**, 247, 248.
Brejon (Fernand), 322.
Brême (Allemagne), 250.
Brémond d'Ars (Guillaume et Guy), 87.
Brémond d'Ars (Comtesse de), marquise de Migré, 197, 198.

Bretagne, 246, 250.
Bretinaud de Saint-Seurin, 13.
Breuil (Alain du), 353.
Breuil Magné (Charente-Inférieure), 19.
Breuil-la-Réorte (Charente-Inférieure), 18.
Briaud, 100.
Brie-sous-Matha, (Charente-Inférieure), 196. — Localité, 218.
Brillouin (Amédée, Georges, Edmond et Jean), 321.
Brioux (Deux-Sèvres), 247.
Briasaciès (Abbé de), 356.
Brissot de Warville, 238.
Brizambourg (Charente-Inférieure), 357.
Brizard aîné, 23. — (Pierre), 24.
Brodot (Jean), 95.
Bron (Jean-Conrad), 31, 32, 57.
Brossac (Charente), 90, 92.
Brouage (Charente-Inférieure), 16, 104, 136, 335.
Broue, 248.
Brown-Séguard, 242.
Bru (Paul), 232.
Bruhat, 313.
Brune, 239.
Brunet (Marie), 112, 299.
Bruneteau, 94.
Brutails, 84.
Bruxelles (Belgique), 321.
Butterne, cabaretier, 325.
Buisson (Jean), 41.
Bunel (Mme), 321.
Buor de La Charolière, 6, 13.
Bures, 259.
Burgeaud (Jeanne), 354.
Bury (François-Girard Le), 244.
Bussac (Charente-Inférieure), 93.
Busson (Veuve), 13. — (Hector), 24.

C

Cabanis, médecin, 241, 242.
Cabanès (Dr), 231, 232.
Cabrit, 130.
Cacqueray (de), 7, 13.
Cador, 321.
Cadoun (Dordogne), 360.
Caillaud (Jacques-Théodore), 22. — Peintre, 195.
Calais (Pas de Calais), 355.
Calès, 312.
Callot, peintre, 195.
Cambdem (Guillaume), 234.

- Camus, 363.
 Canolle (Louis), 362.
Cap Français (île de Saint-Domingue), 103.
 Cardinal (Jacques), 92. — (Marguerite), 92.
 Carlier (Prosper-Hyacinthe), 231.
 Carrache, 234.
 Carteau, curé, 197.
 Casenave, 245.
 Castelnau (Mme de), 197.
 Cals (Jacques), 234.
 Cazeneuve, 26.
Celles (Deux-Sèvres), 360.
Cercouz (Charente-Inférieure), 93.
 Chabannes-Curton (Mme), 197.
 Chabot (Pierre), 31.
 Chaigneaud, 23.
 Chaillé (Famille), 134.
 Chailloleau, 29, 30.
Chalais (Charente), 258 et suiv.
 Chalgrin (Louise-Joséphé), 299.
 — (J.-F.-Th.), architecte, 299.
 Challamel (Auguste), 238.
 Chambellan, 6.
 Chamillan, 358.
 Champagne (Comtesse Marie), 208, 214.
Champagne (La), 208.
 Champcenetz, 227, 238.
Champdolent (Charente-Inférieure), 16.
 Champfort, 238.
 Champlain, 129. — (Samuel), 316.
Chantonnay (Vendée), 132.
 Chanu (Mlle) peintre, 195.
 Chapel (Jean), 134.
La Chapelle des Pôls (Charente-Inférieure), 108.
Chapus, fort (Charente-Inférieure), 248.
Charleston (Etats-Unis), 349, 353, 354.
 Charlot de la Grandville, 7, 13.
 Charpentier (Fr.), 299.
 Charrier, 31, 34, 43, 50, 259.
Charron (Charente-Inférieure), 360.
 Charropin, 254.
 Chartres (Duc de), 238.
 Chasseloup-Labat, 295, 306.
 Chasseriau (Th.), peintre, 3, 59.
 Chassors (Richard), juge de paix, 96, 100.
 Chastlain, maire, 328.
 Chasteignier, 19.
 Chasteignier (Germain de), Evê-
 que de Saintes, 252.
 Châteaubriand, 232, 234, 236.
Châteauneuf-sur-Charente (Charente) 96, 257.
Châtelaillon (Charente-Inférieure), 340.
Châtillon (Seine), 59.
 Chaudruc de Crazannes (Jacques), 331, 332. — Veuve, 45. — Baron, 343.
 Chaumette, 229.
 Chausat, 50.
 Chavagnac (Frédéric de), 9.
 Cheneau, notaire, 84.
 Chénier (André), 238.
Chepniers (Charente-Inférieure), 88.
 Chereau (Dr), 225, 226, 231, 232.
 Cherizay (de), 13.
Chermignac (Charente-Inférieure), 108.
 Chesne de Vauvert (du), 86.
 Chevalier, peintre, 195.
 Chevallier, 24.
Chevancaux (Charente-Inférieure), 90.
 Cheverry, 24.
 Chevillard, 12.
 Chevreuil (Catherine), 102, 103. — (Richard), 103.
 Chignard, 245.
 Chouet, 31, 57.
 Chrétien de Troyes, 208.
Ciré (Charente-Inférieure), 18, 353.
 Ciret (Claude), 28.
 Civate (Elie), 88. — (Charles-Jules), 88. — (Jacques), 90.
 Clairin (René-Noël), 233.
 Clais (Elise), 5.
Clavernières, commune de Saint-Saturnin du Bois, 19.
 Clavière, 231, 232.
 Clémenceau, 252.
 Clerteau, 34, 43.
 Clouet, 53.
 Cochet (Mathieu), 39.
 Cocuand, 325.
Cognac (Charente), 4, 87, 249, 250, 251, 256, 271, 324.
 Coindreau, épicier, 108. — (Charles), 108.
 Colas de la Croix, 53.
 Colbert du Terron, 82.
 Colomb, 12.
 Colombel de La Meurthe, 312.
 Combes, 321.

Combuissou, commune de Saint-Saturnin du Bois, 19.
 Côme, frère, 92.
 Condamy (Voir *Bunct*), 321.
 Connil (Jacques), 91.
 Constant (Pierre), 228. — (Jean), 349.
 Constantin, 31, 33, 43.
 Coquillaud (Louise), 93.
 Corbin, 100.
 Corbineau, architecte, 84.
 Corday (Mlle de), 236. — (Charlotte), 241.
Corme-Royal (Charente-Inférieure), 254.
 Coronel, conseiller, 91.
 Cosset, 27.
 Coupeau, 100.
 Couprie, 99.
 Coudaud (L. P.), 323 et suivants.
Courlais (Deux-Sèvres), 135.
 Court (Antoine), 134.
 Coustaud (Marie), 94.
 Conturaud, abbé, 195.
 Couturier, 50.
Coze (Charente-Inférieure), 197, 357.
Crazannes, 31, 52, 57 et suivants.
 Creunier, 50.
Crochet, commune de Saint-Saturnin-du-Bois, 19.
 Crugy (Charles), 51.
 Culant, 18, 19.
 Culant (régiment de), 333. — (René-Alexandre), 333.
 Cullerier (Dr Louis-Michel), 232.
 Cybard, Saint Cybard, 129.
 Czéchowitz d'Ostofa 107.

D

Dangeac (Charles), 88.
 Dangibeaud, 81. — (Charles), 4, 259, 362. — (Henry), 108. — (Henri-Marie), 108. — du Pouvaud, 108. — Padiance, 295, 306. — (Edouard), 322. — (Louis), 322.
 Dangicourt (Jacques), 361.
 Damours, 350.
 Daniaud (Mme Léon), 256.
 Darnaud (J.-B.), général, 47.
 Dauban (C.), 236, 240.
 Daunas, 50.
 Dautreville, 237.
 Dauzel de Rouvrois, 8, 12.
 Decharme (Henriette), 322.

Dechezeaux (Catherine), 357.
 Delaage (Veuve), 108.
 Delance, peintre, 195.
 Delavault, 82.
 Delbord, 99.
 Delsug, 217.
 Demelle (Edmond-Alexandre), 4.
 Demeunier, 122, 123.
 Demonsay, 38.
 Denéchaud, 31, 38, 50.
 Denys, 26.
 Dérante, 34.
 Deruelle (Cl.), 321.
 Desaguliers (Jean-Théophile), 113.
 Desborde, 327.
 Desfarges, 13.
 Desgraviers, 31, 57.
 Desmoulins, 100.
 Dis Pater, 58.
 Dessiré (Vincent), 90.
 Desson (de), 13.
 Dexmier, 99.
 Didonne, 135.
 Diégo (don), 199.
 Diénne (Comte de), 252.
 Dières Monplaisir (Louis-Georges), 107. — (Famille), 87, 294. — Clémence, 107. — (François), 107. — (Louis), 107.
 Diest (Jean de), 110.
Dompierré, près La Rochelle, 353.
 Donato (Léonard), doge, 346.
 Dorne (Adolphe), 107.
 Dorville (Cl.), 12.
 Douarche, 245.
 Douilhet (Jacques), 94, 95.
 Dresnay (Mme du), 198.
 Drouineau (Marcel et Gaston), 5.
 Drué, marchand, 324.
 Dubé (Christophe), 24, 29.
 Dubois, maire, 325.
 Duchastel (Pierre-Alexandre), 106.
 Duclaud, 325.
 Ducloz-Dufresnoy (Charles-Nicolas), 116.
 Dufaure (Mlle Mathilde), 198.
 Dufour, 232.
 Dugadonneys (Marguerite), 162.
 Dugas (Pierre-Louis), 136.
 Dujarric-Descombes, 262.
 Duluc, 26.
 Dumas (Alexandre), 232.
 Dumenil (Simon), 44, 45, 52, 64.
 Dumesnil de Merville, 244.
 Dupas, 93.
 Du Péron, 13.
 Dupin, avocat, 244.

Dunlan, **233**.
Dupont, 6, 23. — Fondateur, 23.
Dupont de Nemours, 238.
Du Port (Adrien), 122, 225, 238.
Duport-Dutertre, 230.
Dupuy (Guillaume), 90. — (L.),
adjoint, **324**.
Duquesnoy, 237.
Durand (Pierre), 28. — Adjoint,
262.
Durand-Arreau (Amable), 253.
Dürer (Albert), 234.
Duret, 82, 259.
Duval, 24.
Duverger 100.
Duvignau (Nadine), 320.

E

Ecart (Bénigne d'), 103.
Ecurat (Charente-Inférieure), 31,
52, 57.
Eckstein (Jean-Baptiste), 87.
Eismein, 129.
Enet (Ilot d') (Charente-Inférieure), 248.
Eon (Francis), 267.
Enron (Mlle), peintre, 195.
Eschasseriaux (Mme), 320.
Espagne, 199, 214.
Essards, 250.
Estré (Volontaires d'), 334.
Evssautier (Mgr.), 322.
Exoudun (Deux-Sèvres), 354.

F

Fabvre (François), 108.
Fauchet (Abbé), 122.
Faurès (Bernard), 6, 24.
Fé-de-Barqueville, 99.
Féjac (Marie-Anne), 355.
Ferrand, 99. — (Marie), 103.
Ferré, 250.
Février, 31, 43, 125.
Fleuranceau, 100.
Fleuret (du), 8.
Fleuri, peintre, 195.
Fleurian (Mme de), 257.
Fleury, 84.
Flornoy (René), 27.
Fonray (Louis), 353.
Fonréaux, fief, 353.
Font de Vignolles (La), près Bar-
bezieux (Charente), 86.
Fontaines d'Ozillac (Charente-In-
férieure), 94.

Fontenay-Le-Comte (Vendée), 361.
Fonteneau, ex-prêtre, 47.
Forestier, famille, 134.
Formey de Saint-Louvent (Re-
né), 87.
Forton, 351.
Foubert (Maurice), 317.
Foucaud, 363.
Foucauld (Jean), 90.
Foucaut (de), 338.
Foucher, peintre, 195.
Fougère (Maine-et-Loire), 104.
Fougeret 100.
Fouqueray (Charles), peintre, 194,
319.
Fouras (Charente-Inférieure), 320.
Fourré, 10, 13.
Fraperie (Anne), 90.
Fraigneau, 39.
Fricaud, instituteur, 31, 43, 50.
Froger aîné, 17.
Froger (de), Léguille, 13, 17.
Fruchet (Jean), 99.
Frugé, Fruger, 38, 43.

G

Gaboriaud (Pierre-Théophile),
256. — (J.), 90.
Gadeville, commune de Brie
(Charente-Inférieure), 196, 197.
Gaillard, 31, 43, 49, 134.
Gallien, 244.
Gallut, 107.
Gallaudet (Josué), 354.
Gallocheau, 31, 43, 47, 50, 57.
Ganivet-Desgraviers (Léonard),
51.
Gap (Hautes-Alpes), 351.
Gardesi, 351.
Garlopecau, 38, 43, 50.
Garnier (François, Nicolas), 353.
Gaschet, 31.
Gastellier (René-Georges), 241.
Gastineau, 355.
Gaudin, 31, 42, 50, 55.
Gaultier, 353.
Gautier, 239.
Gay (Mlle), peintre, 195.
Géay (Charente-Inférieure), 31, 57.
Gémozac (Charente-Inférieure),
105, 135.
Gênes (Italie), 235.
Genève (Suisse), 345, 355.
Genibloux (Sigebert de), 246.
Geffroy, peintre, 195.
Gerbaud (Fr.), épinglier, 94.

Gergeau, 350.
Germonière (de), 13.
Gibaud, 99.
Gibert (Jean-Louis), 134.
Gilbert, 99. — (Emma), 87. —
Docteur, 87.
Gilbert de Gourville (Omer), 86.
Girardeau, 31, 38.
Girardin, 31, 34, 43.
Giraud, 43, 99. — (Robert), 216.
— (Alexandrine), 197. — Archi-
tecte, 233.
Giraudias (Louis), 318.
Givelet (Pierre), 87.
Glémein, 43.
Gley, 242.
Godeffroy (Théodore), 235.
Godet, chirurgien, 100.
Goguet (Pierre), 100.
Gondin, notaire, 355.
Gorces, 135.
Goulard (Georges), 257.
Gourdel, 50.
Gousson dit Pradon, 134.
Goyon (Alexandre de), 132.
Grabuill fils, 23.
Grailli (Henri), 46.
Grailly (de), 45, 48.
Granges de Surgères (Mme), 321.
Grasilier (Léonce), 129.
Grateau (Pierre), 99, 100.
Green de Saint-Marsault, 17.
Grelier, 17.
Grison (Georges), 321.
Grivaud, 5.
Grivel, 248.
Gros, curé, 122.
Grotius, 347.
Gué, peintre, 195.
Guédon, charpentier, 232.
Guénon des Mesnards (Etienne),
87.
Guérin, 24, 250. — Juge de paix,
1, 86, 128, 192, 245, 313.
Guermontprez (L.), 234.
Guillaud, 105.
Guillaume, 224, 225.
Guillebot (Gabriel), 99.
Guillon (Catherine), 102.
Guillot, 31, 92.
Guillotini (Dr) 224-245, 288 et s.
— Famille 101-128, 298. — Ses
habitations, 301.
Guiottin, pasteur, 131.
Guitard (de), 343.
Guilinières (Charente-Inférieure),
26 et suivants.

Guiton, prévôt, 13. — (Elisabeth),
353.
Guybert (Jacques), 353.
Guyenne, 218, 358.
Guyomar, 312.
Guyon, 99.
Guyonnet, 17.
Guyton de Morveau, 230.

H

Haller, 241.
Halphen, 361.
Hambourg (Allemagne), 46, 234,
250.
Hardouin de la Reynerie, 117.
Hardy, 312.
Haro (Don Lopez de), prince de
Biscaye, 214.
Hayem, 242.
Hebre (François), 13, 24. — Saint-
Clément, 13.
Heidsieck (Charles), 87.
Heinsius, 347.
Hennessy (Robert et Frédéric), 4.
— (Lucie), 87.
Hiers (Charente-Inférieure), 248.
Hippeau (Célestin), 47.
Hollande, 358.
Hugon (Clotilde), 92.

I

Imbaud (Paul), 196.
Imbert, 23.
Isabeau (Alex), 312.
Iwill, peintre, 196.

J

Jarousseau (Jean), pasteur, 134.
Jarnac (Charente), 249.
Jaufre de Tonnay (Mme), 200.
Jaulain, 353.
Jazennes (Charente-Inférieure), 2.
Jenner, 289.
Joncières (de), peintre, 195.
Jonzac (Charente-Inférieure), 4,
26, 135, 197, 256, 349.
Jouan (E.), 259.
Journiac de Saint-Méard, 239.
Jousson, 100.
Joyeux, 100.
Jullian, 58.

K

Keefe (Jeanne-Euphrosine), 26.
Kervelegan, 312.

Kerveno (Louis-François de), 132.
Krümpel (Eléonore), 322.
Kouliabko, professeur, 243.

L

Labadie (E.), 130.
Labat (Pierre), 234.
Laborde, 242.
La Borderie (de), 246.
La Bouralière (Letard de), 196, 361.
La Bristière, château, commune d'Echillais, 335.
Labrousse (Jacques), 96 et suiv.
Labrousse (M.), 99.
Labruvère (Georges de), 232.
Lacassagne (A.), 243.
La Chapelle, peintre, 85.
La Charlonnie (Jean-François de), 106, 107, 296.
La Chaume (Charente-Inférieure), 343.
La Chevalerie de Marcilly, 335 et suiv.
Lacoste (Antoine), secrétaire, 362.
La Devauderie, commune de Plassav, 45.
Lafitte, 259.
La Forest (de), 88.
La Force (régiment de), 351.
La Gardinière, métairie, 17.
La Gauterie, commune de Saint-Denis d'Oleron, 103.
La Gacelle, près La Rochelle, 198.
La Grange, métairie, 108.
La Grollière, 19.
La Guarigue de Savigny, 12.
Lair (Paul), maire, 327.
La Jard (Charente-Inférieure), 254.
La Jaumelière, commune de Saint-Saturnin du Bois, 19.
La Lande d'Olce (Jean de), 255.
— (Charles), 256.
La Motte Thibergeau (de), 3.
Lamourette, 236.
La Martière, fief, 105.
La Martinière (de), 129.
Lambert (André), 257. — (Alfred), notaire, 257.
Lambois (G.), 100.
Lameth, 225. — (Alexandre et Charles), 238.
La Molinière, métairie, commune de Saint-Germain, 19.
La Mothe-Saint-Héraye (Deux-Sè-

vres), 318.
La Motte Thibergeau, 3.
Landreau (S.), 95.
Langardière (de), 6.
Langeron (Adrien), 217.
Langlois (Dr), 242.
Languedoc, 250.
La Patelière (de), 86.
La Peyrière dit Roiffé, 19. — (Joseph), 18.
La Place (Jean de), 132.
La Pointe, commune de Thenac, 321.
La Porte (de), 235.
La Porte Neuve en Riec, manoir, (Finistère), 197.
Laporte-Bisquit (Maurice), 256.
Laquiente, 232.
La Redorte (de), 321.
La Règle (de), 4.
La Rigaudière, commune de Médis, 255.
Larivière, 99.
Larmat, 107.
La Rochefoucaud (de), 18.
La Rochefoucault-Liancourt (Duc de), 225, 238.
La Rochefoucauld (Charente), 325, 327.
La Rochelle, 15, 86, 104, 113, 124, 127, 129, 131, 135, 194, 198, 217, 250, 258, 320, 332, 334 et s. 349, 353, 356, 361. — Bastion du Gabu, 334. — Fort des Dames, 334. — Tour de la Lanterne, 334. — Porte Dauphine, 335.
La Roque (de), 346.
La Sauvagerie, 132.
La Taste (de), 365.
Latour (de), 45, 47.
La Tournerie, 17.
La Tremblade, 87, 107, 131, 133.
La Turpinerie, commune de Geay, 47.
L'Aubonnière, fief, 132.
Laurentie, 18.
Laverny (Anatole), 30. — (Denys-Gaspard), prêtre, 25, 30. — (Cyprien), prêtre, 25-30.
Laviolette, cabaretière, 325.
Lay (Vallée du), commune de Sainte Cécile (Vendée), 132.
Le Berthon (Cajetan-Emmanuel), 106, 154 et s.
Lebon (Joseph), 237.
Lebreton, 235.
Le Bois (Charente-Inférieure), 353.

La Cary (de), 13.
 Lecocq (Agricola), 325.
 Le Chapelier, 238.
 Le Dall Tromellin, capitaine, 12.
Le Douhet (Charente-Inférieure), 85.
 Ledoux, 99.
 Legendre (Voir de Fleuriau).
 Legros, 241.
Le Gua (Charente-Inférieure), 327.
 Le Gardeur de Tilly, 13.
 Le Hodey de Saulchevreuil, 225.
 Leloup, 24.
 Lemercier, sénateur, 295, 306. —
 — (Nicolas), 238.
 Lémonnier (P.), 25.
 Lemoyne, 7, 23. — (André), 196.
Le Mung, (Charente-Inférieure), 3, 31, 57.
 Lenoir, peintre, 195.
 Léonce, Evêque 247
 Le Pelletier de Saint-Fargeau, 225, 230, 241.
Le Poteau, métairie, 17.
 L'Escot (Françoise), 93.
Les Essards (Charente-Inférieure), 31, 52, 57.
Les Essards (Vendée), 46.
Les Mouniers, commune de Saintes, 103, 106, 107.
 Lessieux (Ernest), aquarelliste, 195. — (Louis), peintre, 195.
 Lesueur, 245.
 Letourneux, 10.
Le Treuil, près Burie, 256.
 Levallois 6.
 Léveillé, chirurgien, 241.
 Leveling, 241.
 Levesque, 38, 40, 42.
 Levesquot, 44, 53-57. — (Elisabeth), 45. — (François-André-Louis), 48. — (Louis) 45, 46. — (Pierre), 45, 47. — (Marie), Gabrielle), 104.
 Levesquit-Danville (André), 48.
 Levraud (J.-E.), 293.
Leyde (Hollande), 347.
 Lhéritier, 244.
L'Hopiteau, commune de Geay, 49.
 Libaud (L.), 94.
 Lignat (Jean), 93.
 Limal (François), 29.
 Lizardais Veuve Voutron, 16.
Londres, 234.
 Longueville (de), 345.
 Lœverier (Aimé), 93.

Loiré (Charente-Inférieure), 18.
Lorient (Morbihan), 104.
 Lot (Ferdinand), 246, 247, 248.
 Loti (Pierre), 85, 320.
 Louis (Antoine), 230. — (Louis), 231. — Louis XI, 359. — Louis XII, 235. — XVI, 232, 238.
 Loustalot (Elysée), 229.
 Louveau, 18.
 Loye (P.), 242.
Lübeck (Allemagne), 250.
 Lucas, 31.
 Lucas de Cranach, 234.
Lucera, près Saintes, 318.
Lugéras (Charente-Inférieure), 93.
 Lux (Adam), 236.
Lyon (Rhône), 243.

M

Mac-Carly Martaigne, 13.
 Mac-Nemara, 10, 12, 21. — (Voir *Boucaud*).
Macau (Gironde) 105.
 Machefert, 43.
 Maclou (Saint). — Macou (Saint), 247.
Maçon (Saône-et-Loire), 249.
 Magné, 24.
 Maillard (Stanislas), 123.
 Maillard (Th.) 357.
Maillezais (Deux-Sèvres), 361.
 Malo (Maclovus), Evêque d'Alet, 247.
Malte, fle. 35.
Marans (Charente-Inférieure), 197, 257.
 Marcenat (P.), teinturier, 94.
 Marchais (Pierre), 88. — (Jean-François), 88.
 Marchand (Antoine) 90. — (Clément) 88. — (Jean), 99. — (Maurice), 87.
Marcon, commune de Ciré, 18.
 Maréchal (Sylvain), 229.
Marennnes (Charente-Inférieure), 15, 104, 127, 129, 131, 134, 135, 136, 194, 258, 321, 336, 353.
 Mareschal, notaire, 103, 107.
 Maret, 238.
 Marlin, capitaine, 129.
 Marmontel, 238.
 Marot, 99.
Marsais (Charente-Inférieure), 19.
Marsilly (Charente-Inférieure), 85, 353.
 Martin, 106. — (Abbé), 257. — (Ca-

- therine-Agathe¹ 102, 105. —
 (Marguerite), 257. — (Georges),
 258. — (Pierre), 102.
 Martineau (Maurice), 291, 293,
 304.
 Marloret (Léonard), 93.
 Martrou, près Rochefort, (Charente-Inférieure), 336.
 Massenet, compositeur, 194.
 Massiou (Léon), 3, 253. — (Louis),
 29. — (Achille), 108.
 Massiou (Jeanne-Anatalie), 107.
 Matard (Hermance-Marie-Louise),
 4.
Matla (Charente-Inférieure), 105.
Mathelon, 95.
 Mathieu (M.-J.), 234.
 Mauclerc fils, 19.
 Maude-Monpas, 239.
 Mauftras, 324.
 Maugars (Jacques), 91.
 Mauguit (Mme), 324.
 Maurville (chevalier de), 12.
 Maury (L'Abbé), 229.
 Maussé, 31, 50.
 Mautrant (Henri), 258.
Mayence (Allemagne), 241.
 Mazeret (de) — Maseret, 136.
 Mazie, 327.
 Meaume (Frédéric), 322.
Médoc, 218.
Melle (Deux-Sèvres), 103.
 Menault, 99.
 Méneau (Marie), 102, 107.
 Menet (Pierre), 31.
 Menou (de), 3.
 Menut (P.), 99.
Mérignac (Charente), 106.
 Merlat (Elie), 353. — (Jeanne),
 354.
 Merlet de Saint-Simon (Elienne),
 93.
 Merleaux-Ponty, 85.
 Merveilleux (Joseph), 33, 46, 47.
 Meschinet (Famille de), 134.
 Mesnier (Charles), 23.
 Mesmer, 111.
 Mesnard, avoué, 84.
 Mestivier (Sara), 93.
 Mestreau (Abel), 85, 259.
 Méthé de Fonrémis, 88.
Metz (Lorraine), 362.
 Meunier (Alfred et Georges), 86.
 Michaud, 31, 37, 43, 50, 239.
 Michel de Saint-Dizant (Anne-Marie), 46.
Mignon (Charente-Inférieure), 5.
 Mirabeau, 227, 228, 238, 241.
 Missy (Samuel de), 356.
 Modelski, ingénieur, 257.
 Moine, veuve Héard, 51.
 Mollet, 31-57.
 Mollet (Antoine), 85.
 Mollet, notaire, 50.
 Monnercau (P.), marchand, 95.
 Monmayou, 312.
 Monroy, 19.
Monsempron (Lot-et-Garonne),
 130.
 Montalard (de) 334.
Montauban (Tarn-et-Garonne), 346.
 Monteaubant, 100.
 Monteaud, notaire, 97, 99.
Montereau, commune du Gua,
 343.
 Montgon (de), 69.
Montquyon (Charente-Inférieure),
 88-96.
Montlieu (Charente-Inférieure),
 88, 96, 127.
 Montmorency (baron de), 331.
Montpellier (Hérault), 88, 250.
Moragne (Charente-Inférieure),
 17.
 Morand, peintre, 196.
 Morchain, peintre, 195.
 Moreau, 252. — (Augustin-Théodore), 4. — (Claire), 88. — (Jean),
 99, 100.
Mornac (Charente-Inférieure), 135.
Mortagne sur Gironde (Charente-Inférieure), 105.
Mouillepieu, commune de Port-d'Envaux, 40.
 Moutarde, pasteur, 134.
 Moyne (Louise), femme Nieu, 22.
 Mulat, 232.
 Mule, 15.
 Mulon, 44, 50.
Munich (Bavière), 362.
Munster (Allemagne), 315.
 Mure (Edmond), 257.
 Musset, 84.

N

- Nancras* (Charente-Inférieure),
 247.
Nantes (Loire-Inférieure), 220,
 248, 249, 250, 320.
 Napoléon I^{er}, 238, 323.
 Navarre (Marcel), 359.
 Nazelle, 131.
 Nebout, maire, 325.
Nérac (Lot-et-Garonne) 130.

Neuville (Baron Hyde de), 236.
 Ney, maréchal, 244.
 Nicolet, peintre, 195.
Nieul-les-Saintes (Charente-Inférieure), 3.
Nieul, près La Rochelle, 353.
Niort (Deux-Sèvres), 246, 338, 354.
 Niou, député, 6, 22.
Nonaville (Charente), 98.
 Normandin, 100. — (Jeanne), 103.
Normandie, 250.
 Nossay (Mathurin de), 253.
 Nouveau, 43.
 Noyan (Comte de), 334.
Nuremberg (Bavière), 234.

O

Octeau (Pierre), 50.
 Oelsner, médecin, 241, 242.
 Olce (d'), (Voir *La Lande*).
Oleron (île d'), 218, 249, 332.
 Olivier, 218.
 Ollivier (Mlle), peintre, 195.
 Orcean, 12.
Orgé, 31-50.
Orignac, château, commune de Saint-Ciers du Taillon, 86.
Orléans, 247.
Orthez (Basses-Pyrénées), 347.
 Orvilliers (d'), 8.
 Otard, maire, 324.
 Oudet (A.), 259.
Oyé (Sarthe), 320.

P

Paillou (Mgr), 30.
 Pandin de Lussaudière, 81, 259.
 Panier, 31, 45.
Panlois, commune du Port d'Envaux, 46, 47.
 Paperjon (Marie-Anne), 46.
 Papillaud (Anne), 26.
 Panin, curé-prieur, 229.
 Papin de Caumesnil, 355.
 Paquet, 100.
 Parat (Charles), 107.
 Pardina, 248.
 Parent, 13.
 Parenteau, 34.
 Parfait, 38.
Paris (pour les habitations de Guillotin), 301.
Paris, 198, 218, 224, 229, 230-250, 326.
 Paris (Pierre Adrien), 125.

Pasquier, notaire, 103, 106.
 Pastoret, 230, 238.
 Paterne, 247.
Paulinas, 247.
Pays-Bas, 234.
 Pellerin, 327.
 Pelletan (E.), 134.
 Pelletier (P.-A.-H.), 86.
 Pelletier, 233.
 Pélissier, dit du Bessé, 134.
 Pellisson (Jules), 100, 113, 217, 328.
 Pelletreau (François), 13. — (Jean André), 13, 24. — (Jean François), 13, 24. — (Simon), 24. — (Guillaume), 13.
 Peltier, 227.
 Pemartin, 312.
 Penevert, 49.
 Penez (Grégorius), 234.
 Péraud, 31, 50.
 Perceval, 212.
Pérignac (Charente-Inférieure), 2, 106, 107.
Périgord, 357.
Périsqueux (Dordogne), 258, 262 et suiv.
 Péroche (P), 109.
 Perrain, 6.
 Perrin (Joseph), 138.
 Petit (Vincent), 90.
 Petit, 100. — (Antoine), 110. — principal, 307.
 Peyrisson, 100.
 Peyronnet, sculpteur, 196.
 Pierre (François), 100.
 Piet (Isaac), 90.
 Piguénit (Samuel), 353.
 Pinasseau, notaire, 107. — (Jean), 259.
 Pineau (Dr Dominique), 242.
 Pineau (Famille), 300.
 Piochaud (Nicolas), 40.
 Piochaud, 43.
 Planat (A), 325.
 Plaine (Dom), 246.
 Planty (Louis), 321.
Plassac (Charente-Inférieure), 26, 353.
 Plassan (Pierre), 299.
Plassay (Charente-Inférieure), 31, 57.
 Poigneau (P), 95.
 Poirault, pharmacien, 4. — (Willie), 4.
 Poisson, 196.
 Poissonnier, médecin, 110.
 Poitevin de la Frégounnière, 45, 52.

Poitiers (Vienne), 11, 63, 66, 114.
247, 359.
Poitiers (Comte de), 214.
Poitou, province, 129, 218, 221,
247.
Pons (Charente-Inférieure), 27, 88.
127, 249, 254, 317, 353.
Pont-Labbé (Charente-Inférieure),
87, 254, 336, 338.
Porché (François), 271.
Port de Brau (Charente-Inférieure),
360.
Port-d'Envaux (Charente-Inférieure),
31 et s., 319.
Potevint (Mme), 217.
Potiron, instituteur, 43.
Poussard (Famille de), 357.
Pradas (Daude de), 207.
Pradon, 218.
Prault (Pierre), imprimeur, 300.
— (Jeanne-Marine), 300.
Prin (de), 86.
Prepoint (Jean), 34 et s.
Prévot-Sauzay-Traversay, 19.
Privas (Ardèche), 349.
Prioleau (Benjamin), 344 et s.
Prioleau, sa famille, 345 et s.
Provau (Marie-Geneviève), 46.
Provence, 250.
Prud'homme, 229, 235.
Prud'homme (Anne-Geneviève),
299.
Prud'homme (Marie de), 257.
Puy Belliard, 132.
Puy-en-Velay, (Haute Loire), 202,
204.
Puyrajour (Vienne), 267.

Q

Quantin-Bauchart, 232, 305.
Quærens, 57.
Québec (Canada), 193.
Quéré, 31, 37, 43, 343.
Quilleraud, 100.
Quimper (Finistère), 197.
Quimperlé (Finistère), 197.
Quiroz, 312.

R

Raffenaud (Marie), 95.
Raimond 17.
Ramon, 10.
Rateau, adjoint, 39.
Raux des Broussailles, 24.
Ravaud (Jean), 100.
Ré (île de), 218, 354.

Regnard, 242.
Régnauld de Saint-Jean d'Angély,
238.
Reims (Marne), 87, 110.
Renaud (Bazile), 24. — (Fr.), 94.
Rennes, (Ile-et-Vilaine), 332.
Rétaud (Mme), 259.
Réveillaud, député, 194, 356.
Réveillée-Parise, docteur, 241, 242.
Reveillon, 100.
Revnaud (Famille), 134, 323.
Rhodius, 344 et s.
Ricard (François), 8.
Richard-Chassors, 97, 98, 100.
Richard, 99, 115. — (Abbé), 193.
Richaudeau, 32, 38, 43.
Richelot, 34.
Richemond (de), 82.
Richier, 336, 340.
Rigaud (Jean), 100.
Rigault de Vaudreuil (Louis), 9.
Rigaut de Barbezieux, 199-212.
Riom (Puy-de-Dôme), 126.
Riquelaud, 100.
Rivarol, 227.
Rivoal, 57.
Robein, 24.
Robert (Adolphe), 236.
Roberjot, 39, 312.
Robespierre, 225, 239.
Robin, 31, 324. — (Armand), 256.
Roche, 237.
Rochechouart (Pierre de), évêque,
19, 357.
Rocheftort (Charente-Inférieure),
5, 12, 14, 17, 22, 46, 94, 104, 127,
128, 131, 137, 249, 250, 257, 321,
332, 335, 343, 364.
Rocher (Claude), 90.
Roderer, 230, 231, 232.
Roffignac (Comte Martial de), 198.
Rogé (Jean), 57.
Rogron (P.), 95.
Rohan-Soubize, 17.
Romicieux, capitaine, 321. — (Wil-
liam), 320.
Romme, 24.
Rondeau, 8, 99.
Roquetaire (*Hazebrouck*), 234.
Rosoy (du), 235.
Roucher, 238.
Rouen (Seine-Inférieure), 247.
Rouhaud, 99.
Rouland, 43.
Roulet (Sam), 94. — Peintre, 195.
Roullin, 19.
Rousseau (Gabriel), 193.

Roussillon, 250.
Rouy, 363.
Rouyer, député, 245. — (Salomon), 24.
Rouzeau, 92.
Roy (Mlle Louise), 198. — (Jean), 100.
Royal Pioche, régiment, 335.
Royan, (Charente-Inférieure), 91, 135, 256.
Rozières (Vve) 338.
Rudel (Jaufre), prince de Blaye, 214.
Ruffec (Charente), 360.
Rulland (Benjamin), 24, 46.
Rullier, 96, 99.

S

Sainbois Roudaud tanneur, 326.
Saint-Allys, 92.
Saint-Amant de Boixe (Charente), 98.
Saint-Ciers-du-Taillon (Charente-Inférieure) 86.
Saint-Dizant, 53.
Saintes (Charente-Inférieure), 22, 25, 27, 41, 44, 55, 58, 59, 85, 103, 108, 127, 193, 194, 197, 199, 217, 247-250, 252, 257, 295, 307, 318, 353, 358, 360, 362, 364.
Sainte-Foy d'Anthé, château, 252.
Sainte-Foy La Grande (Gironde), 130, 320.
Saint-Fulgent, Vendée), 46.
Saint-Gallois, 247.
Saint-Geniès (Marquis de), 198.
Saint-Genis (Charente-Inférieure), 95, 353.
Saint-Georges des Coleaux (Charente-Inférieure), 46.
Saint-Georges d'Oleron, (Charente-Inférieure), 105.
Saint-Germain (Charente-Inférieure), 19.
Saint-Hermine, 99.
Saint-Hilaire Tilheau, conseiller de préfecture, 129.
Saint-James, commune du Port. d'Envaux, 34. — Chaussée, 57.
Saint-Jean d'Angély (Charente-Inférieure), 4, 5, 59, 86, 90, 127, 194, 196, 327, 336, 343, 351, 354.
Saint-Just (Charente-Inférieure), 136.
Saint-Lary, 97, 100.
Saint-Laurent (de), 12.
Saint-Laurent de La Prée (Cha-

rente-Inférieure), 19.
Saint Légier d'Orignac, 86.
Saint-Légier de La Sauzaye (de), 322.
Saint-Lézin (Maine-et-Loire), 48.
Saint-Loup (Charente-Inférieure), 280.
Saint-Maigrin (Charente-Inférieure), 367.
Saint-Malo (Ile et Vilaine), 334.
Saint-Malo ou Saint-Macou, 246.
Saint-Mard (Charente-Inférieure), 18.
Sainte-Marie-de-Bathurst, 320.
Saint-Palais-sur-Mer (Charente-Inférieure) 321.
Saint-Pallais de Négrignac (Charente-Inférieure), 88.
Saint Paterne, 247.
Saint-Pere (Mme Roger de), 196.
Saint-Pierre d'Oleron (Charente-Inférieure), 131.
Saint-Porchaire (Charente-Inférieure), 55 197.
Saint-Pleuil (Charente), 98.
Sainte-Radégonde (Charente-Inférieure), 94.
Saint-Saturnin du Bois (Charente-Inférieure), 18.
Saint-Saturnin de Séchaud (Charente-Inférieure), 31, 54, 57.
Saint-Saud (de), 136.
Saint-Savinien (Charente-Inférieure), 16, 351.
Saint-Sorlin (Charente-Inférieure), 51, 52 54.
Saint-Sornin (Charente-Inférieure), 130.
Saintonge, 218, 246 247, 250.
Saint-Trojan les Bains (Charente-Inférieure) 363.
Saint-Vaise (Charente-Inférieure), 31, 51, 52-54, 57. — Noms de fiefs, 54.
Saint-Waast (Abbaye de), 237.
Saizy (Mlle Jeanne de) 198.
Salberg des Forges, 17.
Salmon, 31, 57.
Salomon (Michel), 244.
Samson (Charles-Henry), exécuteur des hautes œuvres, 230, 232, 233.
Santhonax, 229.
Sarrazin (M.) 324.
Sary de Saint-Dizant, 344.
Saugrain (Famille), 298, 311. — (Marie-Louise), 112, 295. — (An-

toine), 112.
Saumur (Maine-et-Loire), 350.
Saussignac (Gironde), 352.
Savary, 39. — (Dom Fr.), 94.
Schmidt (Tobias), 232, 233.
Sédillot le jeune, 241.
Segonzac, 248.
Seillès (Pierre), marchand, 33, 43, 45, 46, 55.
Senecterre (Vofontaires de), 334.
Senné (Léon), architecte, 321.
Sens (Yonne), 241.
Serre (Maurice), 258.
Seyssel (Claude), 235.
Sièyès, 237.
Sigogne, commune de Jarnac, 45.
Siret, 218, 249, 252.
Socquet (Dr), 243.
Soenmering, 241, 242.
Soldadier, 94.
Sorbières, 345.
Soubise (Charente-Inférieure), 335, 336, 338.
Soubourdon (Mlle), peintre, 195.
Soulac (Gironde), 360.
Strasbourg (Alsace), 232, 241.
Suard, 238.
Sûe (J.-J.), médecin, 241.
Suire (Famille), 134.
Suleau, 227.
Surgères (Charente-Inférieure), 257, 353.

T

Taffanel, 17.
Taillebourg (Charente-Inférieure), 53, 55, 57, 351.
Tallevrand-Périgord, évêque, 238.
Tallon (Françoise), 106.
Talmont-sur-Gironde (Charente-Inférieure), 2.
Tamisier (Michel), 316.
Tamizey de Larroque, 348.
Tapon (Veuve), 23.
Tardy, 23.
Tercinier (William), 81. — (Léon), 1, 197.
Terrien (Jean), 90.
Terrier, 31, 38, 50.
Thenac (Charente-Inférieure), 320.
Thévenot, 99.
Thibault, 339.
Thibergeau (Voir *La Molle*).
Thibovaux (Charles), 99.
Thomas (J.) 100.
Thomas-Boisgraud (Louise), 87.

Thors (Charente-Inférieure), 351.
Thublier, juge de paix, 257.
Tioulet, 99.
Tisseul (P.), 94.
Tomsk, 243.
Tonnay-Boulonne, 349, 351.
Tonnay-Charente (Charente-Inférieure), 19, 284, 336, 351.
Tonnacins (Lot-et-Garonne), 349.
Tortat, 105.
Toscane, 234.
Toulon (Terrier de), 253.
Tourelles (Cabane des), commune de Tonnay-Charente, 19.
Tourneaux, métairie, commune de Surgères, 18.
Tourneux, 234.
Tournon (Alexandre), 229.
Tourlellot, 92.
Touvérac (Charente), 95.
Traversay, 17.
Trebuchet (Jean-François), 362.
Triad (Pierre), 10, 100. — (J.), 99.
Trouillard (Laurent-Philippe), 354.
Turpin, 17, 44.
Turpin de Jouhé, 13.

V

Valazé, 225.
Vallat (Catherine), 362.
Valleau, évêque, 197.
Vallée (Charles), 257. — (Yvonne), 258.
Vallein (Anatole), 321.
Valleret (Forêt de), 134.
Vanzac (Charente-Inférieure), 90.
Varsovie (Pologne), 322.
Vasselot (Veuve), 44.
Vandré (Charente-Inférieure), 357.
Vaudreuil (de) (Voir *Rigaud*), 13.
Vauroux (du), évêque, 5.
Veillechêze (Mme La Mardièrre de), 196.
Vendée, 250.
Venise (Italie), 346.
Ventadour (Bernard de), 207, 212, 214.
Versailles (Seine-et-Oise), 220.
Viala, 134.
Viaud (Maria), Voir *Ron*.
Viaud (Samuel), 50, 90.
Videau, 50.
Vieulle, 22.
Vigean, 357.
Vigeant (Jean), 93.

Vigen (Jeanne), 90. — (D^r Charles), 96, 259.
Vignerou, 325.
Vilain, Villain, 31, 38. — (Francois), 49.
Villars-Marange, commune de Mérynac, 106.
Villebois Mareuil (de), 364.
Villenelet (de), 262.
Villevieille (de), 8.
Villiers-sur-Orge (Seine-et-Oise), 294, 301.
Vincens (Mme Charles), 322.
Vinet (Elie), 320.
Viollaud fabricant, 217.
Violleau 31. — (Thérèse), 46. — (Louise), 257.
Vitoria (Espagne), 26.

Vitrolles, près Lourmarin, 91.
Viville (Charente), 98.
Voisin, 43. — (Ambroise-Jacques-François), 47. — (Urbain), 47.
Voix (Mathieu), 45.
Vossius, 347.
Voutron (de), 8, 12 16.

W

Walter Scott, 234.
Wedekind, médecin, 241.
Weicard, 241.

Y

Yonnet, 24, 31 34, 50, 57. — (Claire), 43.

LA ROCHELLE, IMPRIMERIE NOUVELLE NOEL TEXIER.

